



1590'438

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010105308

TA 438

1/11 1933
COUV.
JEAN GRAVEN
DOCTEUR EN DROIT, AVOCAT

ESSAI SUR L'ÉVOLUTION
DU
DROIT PÉNAL VALAISAN

JUSQU'A L'INVASION FRANÇAISE DE 1798
PRÉCÉDÉ D'UNE ÉTUDE GÉNÉRALE DES SOURCES ET
DES INSTITUTIONS LÉGISLATIVES ET JUDICIAIRES

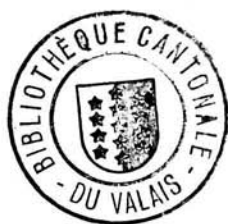


PUBLIÉ SOUS LES AUSPICES
DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE
DU VALAIS ROMAND

IMPRIMERIE PACHE-VARIDEL & BRON, Pré-du-Marché, 9, LAUSANNE

1927

ESSAI SUR L'ÉVOLUTION
DU
DROIT PÉNAL VALAISAN

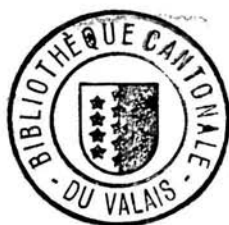


1741

JEAN GRAVEN
DOCTEUR EN DROIT, AVOCAT

ESSAI SUR L'ÉVOLUTION
DU
DROIT PÉNAL VALAISAN

JUSQU'A L'INVASION FRANÇAISE DE 1798
PRÉCÉDÉ D'UNE ÉTUDE GÉNÉRALE DES SOURCES ET
DES INSTITUTIONS LÉGISLATIVES ET JUDICIAIRES



PUBLIÉ SOUS LES AUSPICES
DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE
DU VALAIS ROMAND

IMPRIMERIE PACHE-VARIDEL & BRON, PRÉ-DU-MARCHÉ, 9, LAUSANNE

1927

TAG

A LA MÉMOIRE
DE
MON GRAND-PÈRE
JEAN-B. GRAVEN
AVOCAT
MINISTÈRE PUBLIC PRÈS LA COUR D'APPEL
PRÉSIDENT DU GRAND CONSEIL
ET DU CONSEIL D'ÉTAT
DÉPUTÉ AU CONSEIL DES ETATS
1839-1907

« Ad multiplicia itaque dona et varia a Deo tibi concessa (O PATRIA), veluti est libertas tua (in qua te Deus velit in aevum conservare), frugum optimarum ubertas, pax, tranquillitas, quies (nisi tu tibi inquietudinem excitaveris), cum vicinis optima foedera, in armis praestantia, quorum nomine ante aliquot saecula Julius Caesar te Acrem appellavit, et alia plurima, fac ut et quod opus foelicissimis auspiciis accedat. Quod ipse Deus opt. max. pro immensa sua bonitate praestare dignetur. »

(Statuts de 1571.)

AVANT-PROPOS

Je m'excuse de n'avoir pas su, dans cette étude, me montrer plus inaccessible.

Je m'en accuse aussi : je n'ignore pas que j'aurais pu me donner les flatteuses apparences d'une science plus considérable, si je m'étais résolu à cataloguer, avec une sécheresse toute didactique, les dates, les noms et les faits dont nos documents, dont mes fiches surabondent. On aurait pu, on aurait peut-être dû condenser ce texte touffu, l'introduire brièvement dans le cadre de la doctrine criminelle existante, n'en retenir que les conclusions. Je l'ai délibérément négligé.

Sans taire que je ne suis pas ennemi de mon plaisir et que j'ai désiré travailler avec joie, je tenais à composer surtout pour le profit du grand nombre qui, soucieux de connaître les institutions disparues de leur pays, hésitent, et se résignent à ne rien chercher, faute de rien avoir trouvé.

Il est en effet banal de constater que nous n'avons aucun ouvrage un peu lisible traitant de l'état originel et de l'évolution du droit valaisan.

Je m'en voudrais de ne pas rendre un juste hommage à ces sociétés de chartistes par goût qui siègent aujourd'hui dans le Valais romand et dans le Haut-Valais, à nos historiens, et aux historiens que je nous annexe. Mais, ou bien leur activité forcément s'éparpille pour être productive, et chaque abeille, chaque chercheur courant à sa fleur ne poursuit en ses caprices qu'une tâche fragmentaire ; ou bien encore, les volumineuses publications de quelques savants esprits déroutent et rebutent le lecteur non spécialisé, à cause de leur aridité technique, ou des difficultés de leur langue. Ces raisons font que, à force de ne pas voir les témoignages de leur histoire, beaucoup de mes compatriotes

finissent par ignorer leur existence : J'ai donc fait, je l'avoue, un effort de facilité, une tentative de diffusion, j'allais presque dire de vulgarisation.

C'était courir le risque qu'on se méprît sur sa valeur. Mais, si mon ambition a été de rassembler et de ployer des branches vers des mains attentives, mon espoir est qu'on y pourra saisir un fruit nourrissant. Cet essai n'est pas si désinvolte qu'il feint de le paraître, il se fonde sur une étude exacte et longue. Si l'on s'en doute, tant mieux ; sinon, disons-le : je serais heureux qu'y transparût le soin véritable de mon travail préparatoire.

Ce travail préliminaire fut, naturellement, incomplet, et je ne pouvais le vouloir que tel. Les archives particulières des communes et des familles valaisannes contiennent un amoncellement inimaginable de matériaux inutilisés : il faudrait des années pour les tirer de leur gangue, les trier, et les incorporer dans un ouvrage du genre de celui-ci, si l'on avait la prétention de le donner pour achevé.

Il se trouve, au surplus, dans l'histoire du Valais, certaines lacunes que l'on ne comblera pas sans difficulté, si même on le peut. De longs siècles sont enténébrés par l'éclipse totale du document, et déjà le professeur Heusler s'avouait (*Rechtsquellen*, Introduction, p. 8.) que toute la période qui vit l'épanouissement et l'apogée de la puissance épiscopale, lui semblait ensevelie dans d'impénétrables nuées et ne devoir jamais être éclaircie. Cette référence suffit à me raffermir.

J'accepterai donc de la meilleure grâce le reproche que l'on sera tenté de me faire en s'avisant de l'asymétrie, du manque d'équilibre qui se manifeste entre les différentes proportions de cet ouvrage. L'agencement peut n'en paraître pas toujours heureux ; certains chapitres courent tout au long de dix pages, d'autres ont soudain l'air pris de consommation. Ce n'est pas plus paresse ici que ce n'est là complaisance. Je ne suis pas mon maître, et il ne m'est rien permis d'imaginer : ce sont les matières que j'ai recueillies qui, d'elles-mêmes, marquent leurs propres limites et imposent leur volume dans la place.

A côté de ces omissions nécessaires, j'ai le regret de devoir en signaler de volontaires : Pour la raison que j'eusse dû disposer d'une somme de loisirs, de connaissances, de folios aussi, que je ne pouvais guère me flatter de réunir, il m'a fallu renoncer à la publication de toute cette partie essentielle de mon étude, dont le droit formel, la Procédure Pénale fait l'objet. Ce complément indispensable, dont je tiens prêts les éléments, pourra paraître un jour : Qu'on veuille donc bien, dès l'abord, ne pas s'obstiner

à en chercher la trace dans l'ouvrage partiel que je livre.

On ne s'étonnera de même qu'à première vue des divisions rigides auxquelles j'ai plié mon exposé. Il va sans dire qu'elles sont arbitraires, et de mon fonds. Mais, quand on plonge dans un chaos de six cents années, il faut bien se résoudre à compter tous ses pas, classer et méthodiquement avancer : La lumière est à ce prix.

Je ne saurais taire, d'autre part, que j'ai cru devoir, pour sauvegarder le caractère proprement indigène, national, des dispositions qui suivent, les rapporter, en les traduisant et les transposant, dans les termes mêmes et suivant la pensée dans lesquels les Evêques, la Diète ou les Assemblées communales les avaient élaborées et fixées. Ainsi s'expliqueront parfois d'excessifs jugements, des aphorismes savoureux, de fraîches naïvetés, quelques redites aussi, qui eussent pu paraître étranges, sinon choquantes, sous ma plume, ou d'ailleurs sous une plume écrivant en 1925. Je n'ai presque jamais mis en évidence, ou mieux en épitaphes, ces phrases posthumes. Il m'a paru expédient de ne pas abuser du guillemet, pour la raison que les citations sont si fréquentes, si pressées, qu'elles constituent le plus souvent la trame même de mon texte, et parce qu'aussi j'ai dû les briser, les combiner, choisir, refondre sans les dénaturer leurs expressions, pour arriver à une synthèse claire et bien ordonnée. Puissé-je, ce faisant, ne m'être rendu coupable d'aucun vrai contresens ni de quelque trahison pendable !

Les défauts et les faiblesses de cet essai n'en demeureront encore que trop nombreux. Mais, outre qu'il n'était, malgré tout, pas sans utilité de le tenter, j'ai l'ingénuité de penser qu'il ne peut échapper à personne, que ce n'est pas à l'âge des épreuves de doctorat qu'il convient de raisonnablement demander des œuvres d'un prix absolu. Mes insuffisances s'entendent d'elles-mêmes. L'on se gardera donc d'imputer des imperfections dont je porte seul la responsabilité, à ces personnes éclairées qui eurent l'imprudente bienveillance de me prêter leur encouragement : M. le Dr Léon Meyer, archiviste de l'Etat du Valais, dont il est aisé de penser qu'il fut, en tout ceci, un guide précieux. Mon maître surtout, M. le Dr Paul Logoz, professeur à Genève, dont c'est l'enseignement qui sut éveiller en mon esprit la fertile curiosité des disciplines pénales, me les révéler, et m'en donner le goût le plus vif et le plus durable. Je les unis, à des degrés divers, dans l'expression de ma reconnaissance, et leur dois cet aveu que j'eusse difficilement, sans l'un, écrit une thèse, et sans l'autre, cette thèse.

Pour certaines portions qui en paraîtront l'honneur, il y aurait mauvaise grâce à ne pas en rapporter aussi le mérite aux personnes de MM. le Dr Hugo de Olaparède, professeur de Droit germanique à Genève, et Jules Bertrand, pharmacien, ancien président de la Société d'Histoire du Valais Romand. Leurs directives et leurs communications ne furent jamais superflues. Je ne saurais assez me louer de l'incessant secours conjugué reçu de l'Université et de l'Ecole des chartes, et prends plaisir à témoigner publiquement de mes obligations.

J. G.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

I. LITTERATURE GENERALE.

- Blumer, J.-J. : *Staats- und Rechtsgeschichte der schweizerischen Demokratien*. — II vol., St. Gallen, Scheitlin und Zollikofer, 1848-1859.
- Fehr, Hans, Dr. Prof. : *Deutsche Rechtsgeschichte*. — Walter de Gruyter & Co., Berlin und Leipzig, 1925.
- Fröehlichsburg, Hrn. Joh. Christ. Fröehlichs v. Fr. : *Commentarius in Kayser Carl des fünften und des H. Röm. Reichs Peinliche Halsgerichts-Ordnung*. — Frankfurt und Leipzig. Zu finden bey Johann Conrad Wohlern. Buchhändlern, in Ulm, 1795. (5^e édition).
- Heusler, Andr. Dr. Prof. : *Schweizerische Verfassungsgeschichte*. — 1920, Frobenius A. G., Basel.
- v. Liszt, Franz, Dr. : *Traité de droit pénal allemand*. — Trad. René Lobstein, Paris 1913, II vol.
- Meier, Alb., Dr. : *Die Geltung der Peinlichen Gerichtsordnung Kaiser Karls V. im Gebiete der heutigen Schweiz*. — Berne, Stämpfli & Co., 1911.
- Osenbrüggen, Eduard : *Beitrag zur Strafrechtsgeschichte der deutschen Schweiz*. (Gratulationsschrift der Universität Zürich). Zürich, Druck von David Bürkli, 1859.
- *Das Alamannische Strafrecht im deutschen Mittelalter*. — Schaffhausen, Verlag der Fr. Hurter'schen Buchhandlung, 1860.
- Schiess, Emil, Dr. : *Das Gerichtswesen und die Hexenprozesse in Appenzell*. Inauguraldissertation der Universität Bern. — Trogen, Buchdruckerei O. Kübler, 1919.
- Vogel, F. A. : *Code Criminel de l'Empereur Charles V, vulgairement appelé la Carolina : contenant les loix qui sont suivies dans les juridictions Criminelles de l'Empire : Et à l'usage des Conseils de guerre des Troupes Suisses*. — Paris, MDCCXXXIV. Avec approbation et privilège du Roy.

2. VALLESIANA.

- Annales Valaisannes*. Organe de la Société d'Histoire du Valais Romand. — Editeurs Pache-Varidel & Bron, Lausanne.
- Blätter aus der Walliser Geschichte*. — Herausgegeben vom Geschichtsforschenden Verein von Oberwallis.

- Van Berchem, V : *Guichard Tavel, Evêque de Sion, (1342-1375)*. Extrait du « *Jahrbuch für Schweizerische Geschichte* ». — 1899. T. XXIV, Zurich, Imprimerie Berichthaus, 1899.
- Boccard, M. : *Histoire du Vallais avant et sous l'ère chrétienne jusqu'à nos jours*. — Genève, chez Berthier-Guers, Libraire, 1844.
- Büchi, Alb., Prof. : *Korrespondenzen und Akten zur Geschichte des Kardinals Matth. Schiner*. Quellen zur Schweizer Geschichte, III/V. — Basel 1920. Verlag von Rudolf Geering, Buchantiquariat.
- *Kardinal Matthäus Schiner als Staatsmann und Kirchenfürst*. — Zürich, Kommissionsverlag Seldwyla, 1923.
- Chartes Sédunoises*, Mélanges. — Mémoires et Documents publiés par la Société d'Histoire de la Suisse Romande, T. XVIII. — Lausanne, Code Pénal pour le Bas-Valais. Imprimé par ordre de LL. EE. du Vallais, à Sion, chez Antoine Advocat, imprimeur et relieur, 1795.
- de Courten, Ad. : *Collection de régestes et traduction d'Abscheids, de 1500 à 1799*. — VII vol. manuscrits aux Archives cantonales.
- Cropt, E., Dr. : *Statuta Vallesiae cum duabus revisionibus*. — Seduni, ex typis A. Morand et Soci, 1843.
- Evêquoz, H., Dr. : *Essai sur l'histoire de l'organisation communale et des franchises de la ville de Sion, depuis les origines jusqu'au début des temps modernes*. — Thèse, Berne, 1924. Lausanne, Imprimerie Pache-Varidel & Bron, 1925.
- Furrer, Sig. P. : *Geschichte von Wallis*. — Sion, Calpini-Albertazzi, 1850.
- Gremaud, J. : *Documents relatifs à l'Histoire du Vallais*, recueillis et publiés par... — T. I-VIII, Vol. 29 des Mémoires et Documents publiés par la Société d'Histoire de la Suisse Romande. Lausanne, Georges Bridel, éditeur, 1875-1898.
- Grenat, P. Ant. : *Histoire Moderne du Valais, de 1536 à 1815*. — Victor Pasche, éditeur, Genève, 1904.
- Heusler, And., Prof. : *Rechtsquellen des Cantons Wallis*. — Basel, C. Dettloff's Buchhandlung, 1890.
- Imesch, D. : *Die Walliser Landrats-Abschiede, (de 1500 à 1519)*. — Brig, Tscherrig und Tröndle, 1916.
- Kämpfen, P. J. : *Hexen und Hexenprozesse im Wallis*. — Stans 1867, Druck und Kommissionsverlag von C. von Matt.
- Mangisch, M., Dr. : *De la situation et de l'organisation du Notariat en Valais sous le régime épiscopal*. — Thèse. Fribourg, 1913. St-Maurice, Imprimerie de l'Oeuvre St-Augustin.
- Ruden, Jos. : *Familienstatistik der löblichen Pfarrei Zermatt*. — Ingenbohl, 1870.
- Schillig Francisci Petr. Adr. : *Tractatus in leges et Statuta Reipublicae Vallesiae earundem synopsim continens. Quo notariatus Alunni facilem Methodum reperiant easdem leges concipiendi et in lectura proficiendi. Inveniantur 1721*. — Manuscrit aux Archives Ambuel.
- Schiner, M., Dr. en médecine de la Faculté de Montpellier : *Description du Département du Simplon ou de la ci-devant République du Valais*. — A Sion, chez Antoine Advocat, imprimeur de la Préfecture du Département, 1812.
- de Torrenté... : *Commentaire des Statuts*, écrit vers 1780. — Manuscrit inachevé, aux Archives cantonales.
- Walliser Monatschrift für vaterländische Geschichte*. — Sion, depuis 1865.

3. ARCHIVES CONSULTÉES :

de l'Etat du Valais.
de la Bourgeoisie de Sion.
de la Paroisse d'Ernen, *partim*.
de Stockalper, à Brigue.
de Torrenté, à Sion, *partim*.
de Rivaz, à Sion, *partim*.
Ambuel, à Sion, *partim*.

TABLE DES ABRÉVIATIONS

- ABS : Archives de la Bourgeoisie de Sion.
 Add. : Additions de 1598, Cropt, p. 137.
 AN : Articles de Naters. *Statuta patriae Vallesii* du 28 janvier 1446.
 Heusler, N° 18, p. 169 ; Gremaud VIII/2976, p. 289.
 A. St. : Archives de Stockalper.
 AV : Archives du Valais.
 BV : Code pénal pour le Bas-Valais, 1795.
 CCC : *Constitutio Criminalis Caroli V*, 1532.
 Cap. : Capitulation de l'évêque Jost de Sillinen, Naters, 18 mai 1487.
 Heusler N° 20, p. 160.
 Comp. : *Compendium Statutorum civitatis Sedunensis ab anno 1497 ad*
 1527. ABS, Tir. 22, N° 46.
 Cost. : Aucuns cas de costume, entre 1340 et 1350. Gremaud IV, N° 1973.
 J : Jugement.
 KR : Nüwe artickel Kürtzerung des Rechten, 23 décembre 1525. Heus-
 ler N° 65, p. 258.
 LGV : Landes- und Gerichtsverfassung vereinbart durch Bischof und
 Landleute von Wallis. Brigue, 16 mai 1435. Heusler, N° 16, p. 148.
 Lib. : *Liber iurium civitatis Sedunensis*. ABS, Tir. 22, N° 25.
 LLL : Landfrieden der Landleute, 12 septembre 1517. Imesch, N° 108 ;
 Heusler N° 34.
 LRC : Landrecht des Cardinals Schiner, 1511-1514. Heusler, N° 33, p. 201.
 LSSZ : Landsatzungen der sieben Zenden des Wallis. Sion, 19 avril 1496.
 Heusler, N° 21, p. 164.
 Man. : *Manuale jurisprudentiae c. 1700 conscriptum*, contenant : *Statuta*
 Reipublicae Vallesii cum praeposita alia breviori explicatione de
 arte notariatus. Archives du Valais, L. 125.
 Mil. : Code pénal militaire de 1734, traduction Vogel de la Caroline.
 R. : Recès ou Abscheid.
 RC : Reformacio Curiae de 1475. (inérite).
 Rev. : Revision de 1780. Cropt, p. 171 ; Heusler, Nachtrag, p. 444.
 SS : Statuts de Supersaxo, 1475 (inédits).
 St. : *Statuta patriae Vallesii* de l'évêque Hildebrand de Riedmatten.
 23 mai 1571. Cropt, p. 3 ; Heusler N° 180, p. 266.
 WWG : Weisthum über Walliser Gewohnheitsrecht, 1^{re} moitié du XV^e s.
 Heusler, N° 17, p. 152.

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Notions historiques et géographiques.

1. *Le Comté du Valais.*

La tradition de la donation anachronique du Valais, par Charlemagne, à St. Théodule, évêque de Sion, ne se défend pas.¹ L'empereur à la barbe fleurie a vécu 250 ans après le prélat que l'hagiographie représente avec la cloche et le démon. Mais on s'est

¹ Il est intéressant d'entendre comment la rapporte la confirmation, donnée en 1521 par Charles-Quint (voir Annexe au recès de la diète du 7/16 octobre 1613, où se fit l'élection de l'évêque Hild. Jost, de Courten III/ 433 ss.) : Il nous a été représenté que Charlemagne, premier empereur de notre nation, et notre prédécesseur, avait, par faiblesse humaine, offensé Dieu par un grave méfait secret dont, bien que contrit et pénitent en son cœur, il n'osait par honte se confesser à un prêtre, quoiqu'il sût que le pardon n'était qu'à cette condition. Par suite, sa conscience étant tourmentée, il appela de toutes parts prêtres et hommes de piété pour implorer grâce auprès de Dieu par leur intercession. Or, en ce temps-là était préposé à l'église de Sion, dédiée à Notre-Dame, par les mérites des martyrs St. Maurice et ses compagnons de la légion thébéenne, et de beaucoup d'autres confesseurs du Christ qui y reposent, St. Joder (Théodule), natif de nos pays de Bourgogne. Ensuite de jeûnes, de prières, d'offrandes du saint sacrifice assidus, à cette intention, cet homme agréable à Dieu et connu par sa sainte vie, reçut miraculeusement la révélation de la nature et des circonstances du méfait, par un ange du ciel, dans un billet, comme le témoigne la légende répandue de nos ancêtres, et il obtint par son intercession le pardon des péchés de l'empereur et sa réadmission dans la grâce divine. Ce pourquoi l'empereur très chrétien, voulant donner preuve de sa reconnaissance entière de ce bienfait de Dieu et de l'intercession de St. Théodule, fit don libre et gratuit, à St. Théodule et à ses successeurs en l'église de Sion, et à l'église même, comme à tout le diocèse, avec toutes ses dépendances et appartenances, de

peut-être trop pressé de s'inscrire en faux intellectuel contre la fameuse « Caroline ». Il se peut sagement soutenir que Charlemagne avait accordé quelque privilège à l'Eglise de Sion, à la fondation qui s'identifiait avec son saint Patron, qu'il avait honoré l'évêque Théodule sur les autels, et que plus tard les esprits candides, sur la foi du légendaire de Valère, ont cru qu'il l'avait fait durant son ministère même.¹

La bienveillance impériale n'avait, du reste, pas dû se manifester sous forme, prématurée, de la donation d'un comté, mais d'une simple largesse d'immunités. C'est en 999 que Rodolphe III, dernier roi de la Bourgogne transjurane, fit présent définitif, à l'évêque Hugues et à ses successeurs, du comté du Valais dans son intégrité, avec tous ses revenus, tel qu'en avaient antérieurement joui les fidèles du roi son père :² La citadelle de Dieu, jadis fondée sur une auréole, touchait un cippe terrestre ; la puissance politique des évêques reposait désormais sur des bases inattaquables.

Le territoire abandonné dans leur manteau³ allait de Martigny à la Furka, selon toute vraisemblance. Ils n'exerçaient en effet les droits régaliens sur la grand route traversant la vallée, que depuis la croix d'Ottans, près du Trient, ainsi à partir des bornes du Chablais, et jamais, dans ce comté, leurs officiers n'administrèrent la juridiction temporelle. Le comté du Chablais⁴ fut de bonne heure l'apanage de la maison de Savoie, sans qu'on puisse préciser le prétexte, la date ni le mode de son acquisition.⁵ Il

la haute dignité épiscopale de la Préfecture et Comté du pays du Valais, qui est en pouvoir de dit empereur Charles, avec omnimode juridiction, c'est-à-dire haute, moyenne et basse justice et seigneurie, pouvoir du glaive séculier, son port devant l'évêque, transfert de la régale, chasse, pêche et autres droits appartenant au haut seigneur. Et il ordonna, par statut perpétuel, que nul ne devait s'opposer à cette déclaration et donation, mais s'employer à les maintenir intactes, en son nom et en celui des empereurs romains ses successeurs, etc.

¹ Cf. Heusler, p. 4 (quand Heusler est cité sans autre indication, c'est toujours aux Rechtsquellen que l'on se réfère); van Berchem, pp. 46, 47, 246.

² Gremaud, N° 71. Cf. V. Introd. p. XVI ; Furrer, p. 53. — On peut consulter, pour l'histoire de cette époque, René Poupardin, Le Royaume de Bourgogne, notamment aux pages 181, 197 note 2, 276, 321, 345, 430.

³ Je me rencontre, dans l'usage de ces termes, avec l'évêque Hild. Jost lui-même (recès 19 juin 1616, de Courten III, p. 545): Sa Grandeur se plaint que le manteau de la préfecture dont il a été fait donation soit, envers l'église de Sion, même enlevé, rogné par nombre d'innovations, etc.

⁴ Ou comté de la Tête du Lac, *Caput lacense*, Capo Lay, Chablais.

⁵ Gremaud, Intr. V, pp. XVII, XVIII.

est possible que l'empereur Conrad le Salique le ceda, vers 1033, en reconnaissance de ses fidèles services, au comte Humbert aux Blanches-Mains.

Quoi qu'il en soit, cette distribution géographique mettait en face deux adversaires sur leurs positions. Le Siège de Sion pouvait se croire justifié à revendiquer le comté dans ses anciennes limites naturelles.¹ La Savoie de son côté, prétendait avoir dominé primitivement sur tout le pays :² L'établissement de la noblesse savoisiennne et dauphinoise dans le Haut-Valais ; la construction de l'église de Valère, édiflée de son argent et signée de ses armes ; la donation de Loèche et de Naters à l'évêché de Sion ; la dépendance, de la commanderie de Conflans, du prieuré-hôpital de Salquenen ; la fondation d'un monastère de filles à Loèche ; le fait que les évêques ne battaient point monnaie, mais qu'ils se servaient de celle de St-Maurice, et qu'ils prêtaient hommage pour les régales aux comtes,³ leur semblaient autant de témoignages irrécusables. On le pressent d'un trait, cette juxtaposition sera le noyau de toutes les discordes.

La menace était rendue plus pressante par le fait qu'il était impossible de tracer une ligne de partage idéale à travers la carte des deux états voisins. Leurs possessions n'étaient pas deux blocs contigus, elles se mêlaient, se pénétraient, se trouaient d'enclaves. L'évêque avait ses bastions jusqu'à Massongex, jusqu'à Bex, jusqu'à Chillon.⁴ La cohérence de son domaine bas-valaisan d'Ardon, de Chamoson et de Martigny était, en revanche, rompue par les forteresses savoyardes d'Entremont, de Saxon, de Saillon et de Conthey.⁵ Dans le Haut-Valais même, la Savoie possédait un riche patrimoine foncier, comprenant, entre autres, le comté de Moerel, fief des seigneurs de Dirrenberg et Mangépan. Un peu partout, d'ailleurs, elle conservait un pouvoir immanent, un prestige second, grâce au système féodal. Les seigneurs d'Anniviers et d'Ayent étaient ses nobles vassaux, les barons de Rarogne lui prêtaient hommage pour le fief d'Héremence, les comtes de Granges pour leur château ; les majors de Drona étaient ses hom-

¹ Cf. Heusler, p. 4.

² Cf. Heusler, p. 3 ; — Boccard, p. 56 ss. énumère les arguments rapportés.

³ Jusqu'en 1425, le Valais n'a pas bénéficié de l'immédiateté impériale. Le dernier hommage connu est du 18 septembre 1425. Cf. Gremaud V., p. XXIII ; van Berchem, p. 9 ; Heusler, Rechtsquellen, p. 6, Verfassungsgeschichte, p. 164.

⁴ Gremaud V, p. XX ; Boccard, p. 55.

⁵ Cf. Gremaud V, p. XVIII.

mes liges, les de La Tour, nobles vassaux de l'évêque comme vidames et majors de Sion, l'étaient du comte pour leur château de Châtillon, et comme vidames d'Ollon, de Vouvry et de Bagnes.¹ Ce système de stratification du vasselage aggravait et décuplait les risques de conflits. Les mêmes personnages étaient hommes liges de l'un, et lui juraient hommage et fidélité ; ils tenaient de l'autre des terres en fief, et lui devaient usages et corvées. Ils incarnaient donc la contradiction.² Je laisse à penser s'ils pouvaient abuser de la protection d'un de leurs seigneurs pour manquer à l'autre, aiguïser les ressentiments réciproques, déterminer une politique de déséquilibre et de chantages.³

Cet état de fait emportait l'impossibilité d'une saine et rationnelle administration. L'évêque et le comte ne devaient rêver qu'à se souffler leurs pièces sur l'échiquier. Tout l'effort diplomatique, ou militaire, porta sur l'adoption d'une formule de conciliation. L'évêque Conon et le comte Humbert III la cherchaient déjà en 1179.⁴ En 1260, Pierre II de Savoie crut trouver une clé d'or pacifique en imposant à l'évêque Henri de Rarogne un traité d'échange instituant la Morge comme limite entre leurs états, et consacrant l'abandon, pour l'évêque, de toutes ses possessions en aval, pour le comte, de toutes ses possessions en amont de la rivière. Ce contrat léonin, dont l'évêque obtint l'annulation du comte Philippe, huit ans plus tard,⁵ fut restauré belliqueusement par les traités de 1384 et de 1392, à partir desquels la *Morgia Conthegii* redevint ligne de démarcation entre le Valais épiscopal et le Valais savoyard.⁶

C'est sur ce territoire au-dessus de la Morge, dans le comté du Valais dorénavant strictement délimité, que se déroulera la genèse de notre histoire nationale. La constellation aux sept étoiles a trouvé son horizon.

2. Naissance et progrès de la démocratie.

Dans la vallée du Rhône et dans les vallées adjacentes, étaient disséminées quelques paroisses laborieuses qui, développant le sage

¹ Boccard, p. 55.

² Cf. Gremaud V, p. LXXXV ; Boccard, p. 55 s. ; Heusler, pp. 6, 7.

³ Péril d'autant plus grave, mécontentements d'autant plus fréquents, que dans le même village se coudoyaient parfois 2, 3, 4 seigneurs différents, dont les tendances pouvaient être opposées, si leurs intérêts ne l'étaient pas toujours.

⁴ Gremaud N° 668.

⁵ Gremaud N° 745.

⁶ Gremaud V, pp. XIX, XX, XXV ; Heusler, p. 7 ; v. Berchem, pp. 8, 9 ; Furrer, pp. 102, 149, 154.

esprit de clocher, posaient les bases de l'organisation communale. Déjà cependant elles voyaient plus loin que leur humble sillon et se sentaient une fraternité confuse avec les hommes voisins, compagnons dans la tour de leurs montagnes ; elles se groupaient sous la crosse de leur évêque pour repousser l'assaut de l'extérieur. Ainsi celui des Zähringen. Berthold IV s'était probablement acquis, ensuite d'un concordat passé avec l'empereur Barberousse, en 1157,¹ en même temps que le titre de *Rector Burgundiae*, l'avouerie et le droit d'investiture du comté du Valais.² Son successeur voulut, lances aux poings, venir, à travers le Grimsel, planter ses drapeaux sur ce sol pastoral. Il y trouva des guerriers : la journée d'Ulrichen, en 1211, étouffa l'invasion dans le sang et ruina l'espoir de l'étranger.³ Ce fait d'armes est comme la page de garde de l'histoire proprement valaisanne, et porte le présage héroïque de l'indépendance et du nationalisme futurs. En effet, c'est grâce à son peuple fidèle que l'évêque Landri de Mont a sauvé son comté ; il s'appuiera, et ses successeurs vont s'appuyer sur lui toujours davantage ; leur sagacité politique leur rend sensible que l'élément populaire fera contrepoids dans la balance, quand la Savoie ou les vassaux y jetteront leur glaive. Par une réaction toute naturelle aussi, l'obscur désir naissant de la masse va croître en intensité et en insolence à proportion des aliments que le seigneur lui abandonnera ; le feu n'aura de cesse qu'il ait tout dévoré.

Ainsi donc, grâce à un système de concessions et d'extorsions, la puissance démocratique prend corps et s'affermir. Dès le début du XIII^e siècle, les communautés vont s'affranchissant de la tutelle féodale : la cité de Sion possède ses immunités et libertés ; les habitants de Biel ont leurs terres exemptes de toute redevance et purement allodiales ; les comtes de Blandrate se dépouillent des pâturages qui sont de leur fief en faveur de leurs serfs de Saas.⁴ Ce sont là quelques manifestations périphériques du travail sourd qui palpitait, un peu partout, dans les couches profondes du pays, et qui devait se traduire un jour, dans les diverses communautés du Haut-Valais, par cette éclosion de privilèges, de franchises et de coutumes, que l'empereur Charles IV confirma, l'an 1355,

¹ 1152 dit Heusler (*Verfassungsgesch.*), p. 45. Sur les possessions des Zähringen en Suisse, cf. *ibid.* pp. 44/45.

² Cf. Heusler, *Rechtsquellen*, p. 5.

³ Cf. Heusler, p. 6, Furrer, p. 85.

⁴ Boccard, p. 58.

au profit des paroisses de Loèche, de Rarogne, de Viège, de Naters et de Moerel.¹

Cette accession à la surface de la poussée populaire se dénonce par l'émersion simultanée d'autres phénomènes révélateurs : En 1219, des citoyens de Sion et d'autres patriotes juraient, avec l'évêque et le Chapitre, l'observation du compromis dénouant la querelle née de la construction du château de la Soie, et qui cédaient le comté de Moerel à l'Eglise de Sion. En 1277, on avait dissocié la double personnalité de l'évêque en ses éléments politique et religieux, par la création de la charge du bailli, officier temporel, sur le chef duquel on rallia si bien toutes les espérances civiques, que le Bailli finira par s'opposer à l'Evêque comme une tête du pays à l'autre tête, et par se substituer à lui dans l'exercice du gouvernement. En 1339,² le Conseil général de la terre du Valais, représentation fragile encore des Paysans, participait, sur la bienveillante invitation du seigneur, à la gestion des affaires publiques ; trois siècles plus tard, la Diète expulsera Hildebrand Jost de son sein, et les députés lui crieront à la face que leurs pères se sont libérés par leur courage, leurs sueurs et leur sang.³ On ne peut donc taire non plus ces causes de l'élévation des communes : car c'est en se servant de l'épée surtout qu'elles ont grandi et triomphé.

Dans les guerres incessantes, même parfois malheureuses, qu'elles ont livrées à la maison de Savoie, au Petit Charlemagne, puis au Comte Vert et au Comte Rouge, aussi bien que dans les luttes intérieures contre l'aristocratie féodale, elles ne servaient, en définitive, qu'une cause, la leur ; dans le succès des armes épiscopales les communes étaient les vraies victorieuses. Elles le montrèrent d'autant plus clairement qu'elles ne se privèrent pas, au besoin, de s'attaquer à leur seigneur même. Un souffle d'indépendance venait des Waldstaetten⁴ et passait dans le cœur des Patriotes, faisant de certains d'entre eux (à l'image de cet enthousiaste maître Guillaume Perronet, médecin à Loèche),⁵ des champions passionnés de l'idéal démocratique. Les montagnards mirent à soutenir la cause de leur liberté une héroïque grossièreté. Ernen, Münster et Moerel allèrent jusqu'à surprendre, dans la nuit du 16 octobre 1361, l'évêque Guichard et sa suite qui re-

¹ Boccard, p. 58, v. Berchem, pp. 187 s.

² Gremaud, N° 1771 ; cf. Heusler, pp. 17, 18, v. Berchem, p. 29.

³ Diète de Sierre, 19 juin 1616, cf. Heusler, p. 22.

⁴ Cf. v. Berchem, Cap. III et IV.

⁵ Ses faits et gestes sont exposés par van Berchem, notamment pp. 155 et 183.

posaient paisiblement dans Ernen, jusqu'à verser le sang, à retenir en captivité leur « comte et préfet » pendant onze semaines, dont huit les fers aux pieds, et à subordonner sa libération à l'agrément de leur volonté.¹

A quels moyens qu'elles aient eu recours, il est de fait que les communes surent vaincre, et user de leur victoire. Il n'est que de considérer le fruit de leurs expéditions militaires contre les La Tour et contre les Rarogne :

Les frères de La Tour, dont la famille était la plus riche de gloire et de puissance parmi la noblesse valaisanne,² après des années de querelles, de spoliations, d'escarmouches et de sièges,³ s'étaient rebellés contre l'évêque Guichard. Celui-ci, comprenant que l'alliance des communes était pour lui le seul moyen de sortir vainqueur d'une lutte dans laquelle l'appui du comte de Savoie ne lui était pas assuré, adopta, dans les dernières années de son épiscopat, la politique nationale des communes qu'il avait toujours combattue,⁴ et résolument fit avec elles l'union sacrée face aux grands féodaux. La fortune des armes et l'arbitrage n'avaient point encore mis le terme à la dispute, qu'Antoine de La Tour, à l'aube du 8 août 1375, gravit avec une petite troupe les pentes du château de la Soie, surprit le prélat qui récitait ses heures avec son chapelain, et le fit précipiter des créneaux dans les rochers.⁵ Les Patriotes vengèrent cet attentat à la bataille de St-Léonard, qui vit la déroute et la fuite des orgueilleux sires de La Tour. Pour éviter la confiscation de leurs possessions valaisannes, ceux-ci se hâtèrent de les vendre (notamment le château de Châtillon et la vallée de Loetschen), au comte de Savoie,⁶ qui les rétrocéda de suite⁷ à l'évêque Edouard de Savoie nouvellement élu.⁸ L'esprit de calcul se jouait de la raison militaire, et le tabellion du soldat. Mais l'attribution définitive de ces biens

¹ Cf. v. Berchem, pp. 218 ss.

² Gremaud V, p. VI.

³ P. ex. : attentat d'août 1341, où les partisans de Pierre de La Tour frappent à mort un clerc de l'évêque, et blessent gravement l'évêque et plusieurs serviteurs (v. Berchem, p. 131); expédition dirigée par l'évêque Guichard contre Châtillon et la vallée de Loetschen, en 1365, où l'on tua, brûla et pillà sans merci (ib. pp. 204-235); nouveau siège du château de Châtillon en 1367 (ib. p. 248). Cf. aussi pp. 256-266.

⁴ Voir v. Berchem, p. 229, qui dit d'ailleurs : il n'en fut pas toujours l'inspirateur... il subira souvent la volonté de ses propres sujets.

⁵ Cf. v. Berchem, pp. 280 s., Furrer, pp. 139 s.

⁶ Gremaud N° 2214.

⁷ Gremaud N° 2212.

⁸ Cf. Gremaud V, p. XXIV.

ne devait pas se faire sans orages. Dans le début du XV^e siècle, Guillaume V de Rarogne occupant le siège épiscopal, les gens des communes, brimés et opprimés par le bailli, son oncle Guichard, levèrent la matze¹ contre lui et, ayant rallié tous les mécontents sous leur bannière (qui figurait la chienne avec ses petits), ils finirent, assistés des Waldstaetten, par vaincre et bouter hors du pays Guichard et ses Bernois, à Ulrichen et Chandolin (1419).² Forts de l'abaissement des forts, les V dizains supérieurs arrachaient à l'évêque André de Gualdo, en 1426, les seigneuries de Loetschen et de Châtillon, qu'ils prétendaient avoir gagnées des La Tour au prix de leur sang.³

3. Les VII dizains.⁴

On saisit ici dans sa pleine vigueur l'action de cette puissance nouvelle issue de la terre. Ces dizains qui tranchent du maître, et qui aujourd'hui apposent pour la première fois leurs sceaux à côté de celui de l'évêque, ces dizains que sont-ils ?

¹ La matze, que les documents appellent anciennement *clava lignea*, puis *imago viri silvestris*, était une massue taillée à grands coups de hache, dans un tronc d'arbre, en façon de figure humaine, et entourée d'épines : elle était l'emblème de la justice opprimée et le signe de la levée en masse dans le danger. (Cf. Schiner, pp. 42-45 ; Furrer, pp. 165 et 166 ; Büchi, p. 69.) Un bref du St-Siège, du 7 janvier 1500 interdit la procédure de la matze et ordonne aux Patriotes de la détruire et de la brûler. On l'enterra en 1556, après l'affaire des Sonnaillies, avec l'aide des députés confédérés et l'approbation de tout le pays (Furrer, p. 292). En 1578 on avait juré de ne plus la déterrer (Grenat, p. 205. Cf. le manifeste de Hild. Jost aux communes, en 1619 : « Le même personnage s'écria alors que le premier paysan qui parlerait de déterrer la matze y perdrait la vie et toute sa fortune », *ibid.* p. 218).

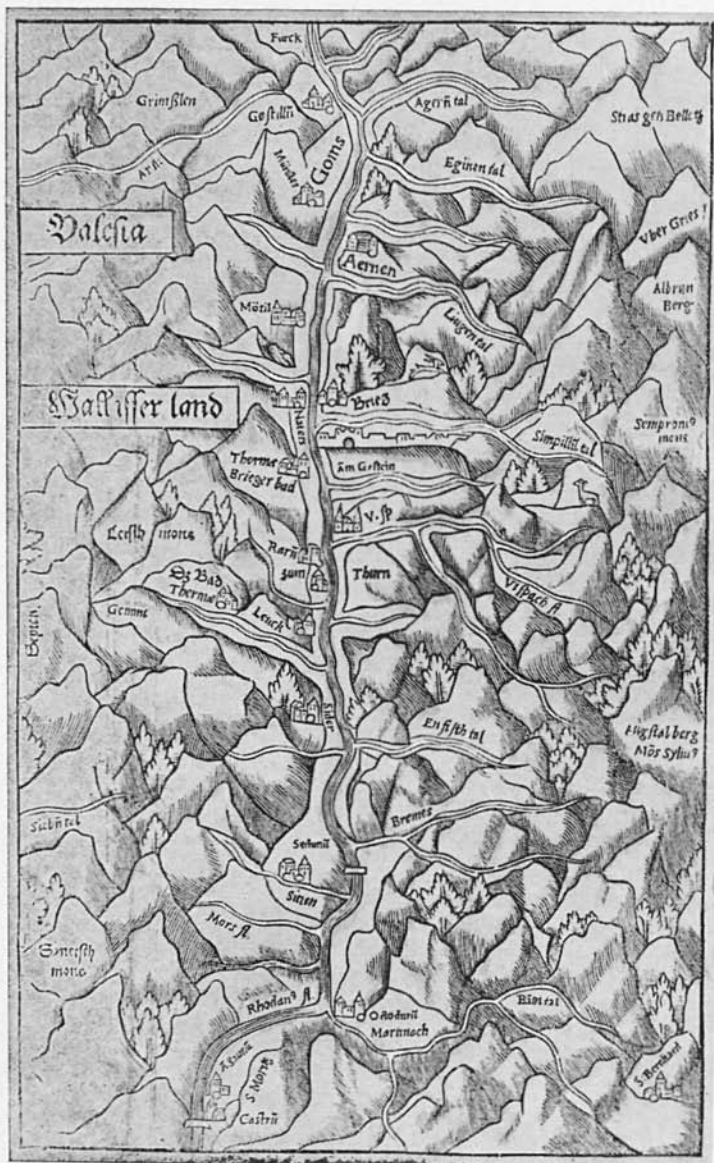
² Cf. Furrer, pp. 189-191.

³ Cf. Furrer, pp. 168 ss., 200 ss. — Loetschen et Châtillon demeurèrent pays sujet des V dizains jusqu'en 1791, où ils acquirent leur liberté contre une grosse somme d'argent, ne se doutant pas, comme dit Furrer (p. 394) que leur libération gratuite fût si proche, cf. Heusler p. 17.

⁴ Sur l'origine du mot dizain, les auteurs donnent des explications diverses :

Pour Furrer, qui suit Stumpff, les « Zenden » sont les vestiges des anciennes divisions du pays en *Centenae*, (op. cit. p. 23). Sur ces divisions territoriales, cf. Fehr, *Rechtsgesch.* pp. 55 ss.

Pour Gremaud, le plus naturel est de considérer ce terme comme exprimant la division du pays en dix parties, chaque dizain formant le dixième, *decima*, du Valais épiscopal. On objecte que le pays était divisé en sept dizains, non en dix : Qu'à cela ne tienne. La circonscription et le nombre des dizains n'ont été définitivement fixés qu'au XV^e siècle, lorsque depuis



Le Valais des VII Dizains, au XVI^e siècle.
D'après la Cosmographie de Sébastien Münster.

Dans la vallée médiane du Valais épiscopal se trouvaient sept communes plus importantes qui, pendant cette période larvaire antérieure au XIV^e siècle, s'étaient lentement organisées, fortifiées, arrachées à l'étroite coque féodale pour prendre un essor de feu vers la liberté. C'étaient d'abord, ce seront : *Sedunum caput*, Sion, l'antique siège des évêques sur lequel repose toute souveraineté, et qui toujours tint le rôle de capitale ; *Sirrum amoenum*, Sierre, doux pays vallonné, verger méridional et vigne mûrissante, dont le soleil emplit le champ héraldique comme il scelle la terre féconde ; *Leuca fortis*, Loèche, citadelle haut dressée sur le Rhône, et qui commande la vallée ; *Raronia prudens*, la communauté qui par sa sagesse et son habileté s'est rachetée de la domination des puissants ; *Vespiā nobilis*, Viège, berceau de pierre des plus nobles familles de ce pays ; *Briga dives*, Brigue assise parmi les prairies luxuriantes, et dont le sol cache des mines d'or ; *Gomesia catholica*, Conches enfin, la vallée très-chrétienne, dont les deux paliers sont séparés par le Mont-de-

assez longtemps déjà le territoire épiscopal avait été diminué par la cession de Chamoson et Ardon et de Martigny, à la Savoie. Mais le mot *decima* était employé déjà en 1366. à une époque où ces lieux devaient former deux dizains. D'un autre côté, Granges, qui a fait partie du dizain de Sierre, en était distinct en 1335. Ainsi se retrouveraient les dix communautés ou dizains primitifs, qui sont du reste énumérés en ce nombre dans le document sur lequel Gremaud fonde son induction. (op. cit. lib. V. pp. LXXX ss.).

Van Berchem substitue Mœrel à Granges : avant d'être réuni au dizain de Rarogne dont il forme un « tiers », Mœrel est toujours regardé comme un dizain au XIV^e et encore au XV^e siècles. Comparer l'énumération, dans les Articles de Naters, des huit dizains demeurant après la cession. (op. cit. p. 30. note).

De Gingins explique les dizains comme s'identifiant avec les circonscriptions épiscopales des majories et des vidomnats, et tire leur nom du fait que le Chapitre y percevait la dîme de toutes les redevances épiscopales.

Heusler démontre, dans ses Rechtsquellen, la fragilité de cette hypothèse. Pour lui, les dizains sont une conception locale, géographique, et non administrative. Il en voit la preuve dans le terme souvent usité pour désigner les dizains : *contractae*, contrées. Des divisions administratives auraient été appelées d'après le nom du fonctionnaire qui y était préposé, majories, vidomnats, etc. (Voir ses développements, Introd. pp. 13 ss.). — Dans sa Verfassungsgeschichte, p. 164, il dit : Ich halte sie für die alten Zehntbezirke der *mensa episcopalis*, die sich mit den Gemeinden decken und ihnen den Namen gegeben haben. » Un peu plus bas, pourtant, (et cette opinion de 1920 semble détruire son argumentation des Rechtsquellen, de 1890) : « Politisch waren die Zenden ursprünglich bischöfliche Meierämter, standen unter bischöflichen Meiern, *maiores*, deren Amt erblich geworden... »

Dieu,¹ et à laquelle son zèle au temps des luttes confessionnelles vaudra le nom dont elle s'enorgueillit. Sion, Sierre, Loèche, Rarogne, Viège, Brigue et Conches sont les VII communes (*communitates*) ou contrées (*contractae*) dont s'est formé l'Etat libre du Valais. On les appelle officiellement, depuis 1417,² dans la terminologie du système constitutionnel, dizains (*dixains*, *deseni*, *Zenden*, *Zehnen*).³

Ces dizains étaient loin de couvrir tout le territoire valaisan ;⁴ ils l'englobaient plutôt comme un réseau dont toute la force de résistance se nouerait en sept points capitaux, mais dont les larges mailles se montreraient insuffisantes à retenir des portions entières du sol. C'est ainsi que le comté de Biel, au milieu de Conches, appartenait aux Blandrate, la vallée de Loetschen aux V dizains supérieurs, le val d'Anniviers, par inféodation épiscopale, aux Rarogne et aux Esperlin. C'est ainsi encore que, même devenu libre, il forma, d'après Stumpff, « eine freie sonderbare Herrschaft mit eigenem Banner ». ⁵ Les dizains ne constituaient donc pas, à l'origine, une division administrative ou politique préconçue. Ils n'étaient qu'une distribution topographique de pur fait, et qui n'acquies sa consécration officielle et son importance définitive que par l'assimilation progressive des petits villages avoisinants, qui ne réussirent à obtenir une participation au pouvoir qu'en se rattachant à l'un des dizains existants et représentés au Conseil général, en s'insérant dans un des cadres reconnus. Parfois aussi la Diète cimentait artificiellement l'unité politique, réunit par décret la partie à son tout, incorpora par exemple la vallée d'Héremence au dizain de Sion en juin 1513,⁶ et celle d'Anniviers au dizain de Sierre en juin 1565 et mai 1566. Ce n'est que par une évolution patiente que les VII dizains conquièrent pacifiquement le territoire tout entier, et portèrent leurs frontières sur les frontières extrêmes du pays.

¹ Ou Deischberg, sur lequel le disciple des Apôtres, Barnabas, aurait le premier annoncé l'évangile en Valais.

² Gremaud V, p. LXXXI. Vers 1407, dans un traité avec l'Ossola, dit Tamini, Annales Valaisannes VII, p. 37. D'après van Berchem (p. 247, note 1) la première mention du mot dizain se trouve dans l'acte de révision du traité de Salquenen, du 22 mai 1352, qu'il donne, *P. J.* XI, p. 314 (*decima de Sirro*). Il se retrouve dans les statuts synodaux de 1370, Gremaud N° 2145, p. 372.

³ Cf. Heusler, pp. 11/12.

⁴ Cf. Heusler, p. 16, v. Berchem, 32.

⁵ Cf. Heusler, p. 16.

⁶ Cf. Heusler, p. 17.

4. *Le Bas-Valais.*

Mais il y eut aussi la conquête en armes, et le Valais des VII^e dizains devait, à la faveur des guerres voisines, s'enrichir de tout le Bas-Valais actuel.

Le Bas-Valais était, au XV^e siècle, un agrégat des domaines de la maison de Savoie, et de ceux de la royale abbaye de St-Maurice. Les possessions de Savoie comprenaient le Chablais valaisan, soit les châtelainies de Monthey et de St-Maurice, et le Valais proprement dit, châtelainies d'Entremont et de Saxon sur la rive gauche du Rhône, de Saillon et de Conthey sur la rive droite. Une partie des terres était possédée en fiefs par quelques nobles familles, qui ne jouèrent pas le rôle éclatant de celles du vieux Valais.¹ D'une considérable importance étaient aussi les territoires relevant des abbés de St-Maurice, la vallée de Salvan et Autanelle, qu'ils tenaient, depuis 515, en vertu de la première dotation du roi Sigismond,² Bagnes et Vollèges surtout, cédés en 1150 par la Savoie.³

C'est tout ce butin foncier que les Haut-Valaisans emportèrent en deux étapes, par leurs capitaines, et par leurs ambassadeurs.

Les disputes perpétuelles entre le Valais et la Savoie, les razias, les incendies et les bagarres meurtrières de leurs hommes de Savièse et de Conthey, avaient amené une alliance du Valais avec Berne et les Waldstaetten. La Savoie de son côté s'était rangée à l'étrier de la Bourgogne. Pendant les guerres confédérales contre le Téméraire, et avant même que lui eussent été portés les coups décisifs de Grandson et de Morat, les deux camps en étaient venus aux mains dans la vallée du Rhône. Les Patriotes de Jean de Platea, bourgmestre de Sion, épaulés par un contingent de Bernois et de Soleurois déboulant du Sanetsch, avaient mis en déroute les troupes savoyardes d'Amédée de Gingins, le 13 novembre 1475, à la Planta. Les dizains alors lancèrent leur Milice de St. Théodule sur le Bas-Valais, qu'ils enlevèrent jusqu'à Massongex, ruinant châteaux et places fortifiées.⁴ Le règlement

¹ Gremaud V, p. XCV.

² Boccard, p. 364.

³ Boccard, p. 48. Faute de restitution de la célèbre table d'or de Charlemagne, que le comte Amédée III avait empruntée des chanoines, contre hypothèque de Bagnes et Octiart, avant de partir en croisade à la suite de Louis de France et Conrad de Germanie.

⁴ Cf. Furrer pp. 215-223, Boccard p. 129, Heusler pp. 23-24.

entre les conquérants fut laborieux. L'Evêque, en tant que seul seigneur spirituel et temporel dans toute la patrie du Valais, prit le Bas-Valais avec Entremont et Bagnes, jusqu'à St-Maurice, comme pays sujet, dans l'obédience, protection et défense de l'Eglise de Sion et du pays du Valais,¹ les Patriotes furent dédommagés en argent, en attendant de revendiquer âprement le nouveau gouvernement de St-Maurice.²

Monthey manquait encore cependant pour que, chez nous aussi, « la famille fût complète ». Or, en 1536,³ la guerre ayant éclaté entre le Très Illustre Prince de Savoie et les Magnifiques Seigneurs de Berne, et ceux-ci s'étant portés à la conquête du pays de Vaud, 47 communes du Chablais, effrayées de ces hostilités, craignant pour leur propre sûreté, abandonnées de leur prince et ne sachant plus quel autre parti prendre au milieu de cette perturbation (confessent-elles), implorèrent très humblement que leurs personnes et leur foi fussent reçues sous la protection de l'évêque, du bailli, des consuls et des communes du Valais. L'acte de dédition portait, entre autres conditions, que si, par la volonté de Dieu, il arrivait que l'illustrissime duc de Savoie récupérât les états qui lui étaient arrachés, les Valaisans devraient lui restituer également le pays qui se soumettait à eux, moyennant le remboursement de leurs travaux et dépenses.⁴ Emmanuel-Philibert de Savoie ayant, depuis, brillamment relevé sa fortune dans les armées impériales,⁵ vaincu à St-Quentin, traité la paix à Cateau-Cambrésis, obtenu la main de Marguerite de France et la réintégration dans ses états, put avec autorité réclamer les deux mandements de Monthey et d'Evian cédés par son père. Mais les dizains, retranchés derrière un rempart de parchemin, firent valoir, en réponse à ses lettres courtoises, des prétentions exorbitantes, exigèrent une somme disproportionnée pour leurs frais d'occupation, allèrent jusqu'à se prévaloir de cette Caroline qu'ils avaient contestée et qu'ils s'apprétaient à rejeter comme apocryphe, pour revendiquer la propriété de Mon-

¹ Furrer, p. 222, Heusler, p. 24.

² Ils prétendront qu'il a été conquis par leurs ancêtres, qu'ils avaient, par bénignité à l'égard du prélat, cédé à l'évêché la châtellenie de Martigny et la majorie d'Ardon, s'y réservant pourtant les nominations militaires et les appels, mais qu'il était reconnu et stipulé que tout le reste du pays appartenait aux VII dizains comme seuls Hauts Seigneurs, en signe de quoi leurs banderoles aux sept étoiles étaient en tous lieux implantées, cf. 1627, de Courten IV/54 ; Heusler, p. 24.

³ Voir Grenat, pp. 5 ss.

⁴ L'acte figure dans Grenat, pp. 9-12, note.

⁵ Voir Grenat, pp. 73 ss. Cf. Heusler, Verfassungsgeschichte, p. 262.

they. Enfin, le 4 mars 1569, faisant preuve d'une magnanimité sans égale, Emmanuel Tête-de-Fer renonça en leur faveur, par le traité de Thonon, à tous droits, à toutes réclamations sur le gouvernement de Monthey et son ressort jusqu'à la Morge, en plaine aussi bien qu'en montagne :¹ L'unité territoriale valaisanne était réalisée.

5. *Fin du pouvoir temporel des évêques
et fondation de la République du Valais.*

Lancés à la conquête des premières libertés, les dizains devaient être amenés fatalement à rompre toutes les barrières, à ne plus s'arrêter que la trajectoire eût été accomplie. Etant seigneurs temporels et possédant leurs sujets, il était logique qu'ils ne consentissent plus à se plier à aucune forme de sujétion, à partager le pouvoir temporel avec leurs seigneurs évêques. Pour leur arracher ce pouvoir, il fallait leur arracher la renonciation à la charte qui se trouvait être la base constitutionnelle de l'Etat, la répudiation de la Caroline.

Depuis de longues années, des assauts étaient tentés contre cette tour d'ivoire des évêques. C'est sous l'épiscopat de Guillaume VI de Rarogne, en 1446, que les Patriotes se prirent à nier l'authenticité de la donation de Charlemagne, et commencèrent d'extorquer d'importants lambeaux de la souveraineté, en rassemblant à la porte des demeures épiscopales leur troupe armée de piques, ou en y amoncelant des fagots embrasés. Mais ces violences n'étaient encore que crises occasionnelles et réflexes obscurs. Un effort conscient, discipliné, continu, va partir désormais du cerveau du pays, de la Diète même. A la mort de l'évêque Jordan elle avait fait déjà l'essai de son pouvoir en établissant une Capitulation que le Chapitre avait fini par accepter. Elle laissait cependant encore intacte la souveraineté temporelle aux mains qui reçurent l'onction. Il n'en fut plus de même en 1613, lorsqu'il fallut procéder à l'élection du successeur d'Adrien II de Riedmatten.² Les députés exigèrent alors avec véhémence l'abandon de la Caroline.³ Le Chapitre, divisé, circonvenu, horriblement menacé,⁴ accepta

¹ Cf. Furrer 278 ss., Grenat 76 ss., Heusler 25 s.

² Cf. Heusler, pp. 21/22. — Voir recès 7/16 octobre 1613. de Courten III/427 ss., 437/438.

³ Pour tout ce qui suit, consulter Grenat, Chap. VII-XI.

⁴ *O che questo passera, o che si spargera sangue*, cria-t-on aux chanoines, cf. Grenat, p. 195.

l'ultimatum ; et le jeune Hildebrand Jost,¹ sans qu'il lui eût été permis de réfléchir même une heure en une affaire si grave, dit-il, et contraint par la hardiesse, l'insolence et l'opiniâtreté des membres de la Diète, comme Simon fut contraint par les

Juifs de porter la croix, dut boire le calice amer.² Il ne reçut la mitre qu'après avoir signé sa déchéance et déclaré que de plein gré, connaissant ses droits, sans contrainte, il renonçait et s'opposait en plein à la prétendue Caroline et la révoquait, que jamais il ne s'en prévaudrait désormais envers le pays et la postérité, reconnaissant expressément que les Patriotes du Valais étaient un peuple libre, un gouvernement démocratique, et qu'ils avaient acquis leur liberté par leurs propres armes, le secours de Dieu et la vaillance de leurs ancêtres. En signe de cancellation du document contesté, le bailli en exercice devait, en tant que juge civil et représentant la haute souveraineté et le pouvoir suprême, remettre à l'évêque élu le glaive symbolique et les clés du château de la Majorie. Le bailli était donc proclamé chef du pays, au même titre que l'évêque, et indépendant de l'autorité épiscopale ; la République était créée, en fait.

Hildebrand Jost cependant n'était pas homme à s'incliner devant le coup de force ; il protesta de l'inanité d'une promesse qui lui avait été arrachée, et la lutte éclata qui devait durer vingt ans, et dans laquelle on mit une sorte de férocité.³ Les Patriotes chargèrent l'évêque d'accusations souvent monstrueuses,⁴ au prétexte ils dressèrent une effigie de boue ; le souverain,⁵ ils lui attachèrent au cœur l'écriteau du traître. Ils se soulevèrent contre lui, le déclarèrent déchu de l'évêché, se délièrent du serment de fidélité, demandèrent sa déposition en cour de Rome, firent valoir qu'ils ne pouvaient aimer un pasteur qui voulait dévorer ses brebis, ni protéger le présomptueux qui s'était écrié qu'il était

¹ Il avait 27 ans.

² Ce sont ses propres expressions, cf. sa lettre aux cantons catholiques, Grenat, pp. 208, 234.

³ Il faut dire que la querelle politique éclatait au faite de la querelle confessionnelle, et que les magistrats valaisans, à l'exemple de leurs voisins bernois qui les appuyaient, auraient vu volontiers la ruine de l'Eglise de Sion, prétendait l'évêque.

⁴ Cf. Grieffs, de Courten III.

⁵ Il aurait répondu au Bailli lui parlant de la liberté des Patriotes que c'étaient propos de rustres, (ibid.) — Ils lui reprochaient également de s'appeler Prince et affilié du St. Empire romain, voulant, par ce titre, assimiler les Seigneurs Patriotes aux Souabes et Landsknechte, nés sujets, tandis qu'ils sont libres patriotes-nés. (ibid. pp. 731 et 746). Ils lui reprochèrent surtout d'avoir cherché appui auprès de la France et de l'Espagne et d'avoir voulu faire sortir ses archives du pays.

lui-même pape et empereur dans ce pays,¹ et, Dieu n'en soit offensé, se faisait appeler : Saint.² En 1630, rentrant par le col du St-Bernard d'un long exil à Rome, l'évêque se vit refuser par un capitaine l'accès de son diocèse, et même fermer au visage la porte du monastère, dans lequel il ne put entrer qu'après avoir donné caution. Il y fut retenu cinq mois, puis gardé à vue plusieurs semaines au manoir d'Etiez,³ où, privé de tout secours humain et entouré d'une soldatesque irritée, il dut se résoudre, en larmes, à paraphraser le texte mis au point par son ennemi le seigneur Magéran. C'est enfin le 9 janvier 1634, que l'Evêque et le Vénérable Chapitre signèrent et légalisèrent l'acte solennel de renonciation à la Caroline, et aux confirmations qu'on disait mendiées par Schiner proscrit à l'empereur Charles-Quint, et par Hildebrand Jost à Ferdinand II.⁴

Le grand corps spirituel abattu devait encore s'agiter et produire quelques souffles de vie, jusqu'à ce compromis de 1752 qui régla que l'Evêque était chef de l'Etat et que le glaive à double tranchant lui serait remis, à la cérémonie d'élection, en même temps par le Grand Doyen du Chapitre et par le Grand Bailli. C'est à peine si, ayant perdu la souveraineté, l'honneur s'en tirait sauf.⁵

6. Chute de la République du Valais.

Le lent étouffement du pouvoir spirituel s'était prolongé pendant quatre siècles ; quelques lustres suffiront pour consommer l'écroulement du nouvel Etat des dizains tout-puissants.⁶ L'indépendance chèrement acquise s'effondrait cependant qu'on arborait la cocarde verte et plantait les arbres de la liberté, et que les soldats de l'Invasion chantaient sur nos monts fusillés une Marseillaise libératrice.

La grande ruée révolutionnaire de 1798 avait eu ses prodromes nationaux. Asservi, pillé par les sous-Verrès haut-valaisans, le Bas-Valais demandait depuis plus de deux cents ans qu'on l'admit au rang des patriotes,⁷ et il grondait aujourd'hui dans l'impatience des *Te Deum* de la libération.⁸ Le gouvernement de Monthey surtout sentait durement la servitude, lui qui jamais n'avait été conquis, mais s'était placé spontanément sous la bien-

¹ de Courten III/733, 739. Cf. Grenat, p. 247.

² de Courten III/731.

³ Témoignage écrit de l'évêque, Grenat, p. 283.

⁴ Cf. Grenat 185, 189, 196, 283.

⁵ Cf. Gremaud V, Intr. pp. VI, VII ; Heusler, p. 23.

⁶ Cf. Boccard, p. 389. Heusler, Verfassungsgesch., p. 165.

⁷ Diète du 2 mars 1516, Imesch N° 93, litt. 1.

⁸ Consulter Grenat, Chap. XVIII, pp. 414 ss.

veillante protection des dizains. Aussi les Hauts Seigneurs pouvaient-ils à bon droit s'alarmer, en 1790, lorsque, pour un objet de boissellerie confisqué, pour une jument saisie sur le marché de Monthey, les pierres volaient contre les fenêtres du château, qui était pris d'assaut et saccagé, pendant que le Gouverneur devait s'enfuir par un escalier dérobé, abandonnant perruque et chapeau, pour se réfugier dans une porcherie, et de nuit regagner Sion en brûlant les étapes.¹ La Diète eut beau faire, indulgence et circonspection n'empêchèrent pas l'agitation de se propager, en reniant tout idéal. L'année suivante, une bande marchait sur l'abbaye de St-Maurice pour la mettre à sac, il fallait faire donner la troupe pour réduire la conjuration des Crochets, condamner à mort par contumace le chapelier français Robriquet Lorcis, décapiter ou pendre certains de ses complices, bannir à perpétuité les moins dangereux.² Enfin, réunis à St-Maurice, les mandataires des communes du Bas-Valais, le 29 janvier 1798, proclamaient ce pays indépendant, et les VII Louables Dizains s'exprimaient de leur faire tenir des lettres d'émancipation, en exprimant le désir de vivre avec eux dans les termes d'une amitié fraternelle.³

Dès lors, les événements allaient se précipiter dans un chaos fulgurant.⁴ En mars, le résident français Mangourit, qui se glorifie de faire le bonheur du Valais et de consommer celui de l'Helvétie, écrit aux citoyens de l'Assemblée représentative pour leur demander le serment du Valais à la constitution helvétique. Convoqués pour se prononcer, les 10 nouveaux dizains s'inclinent. Mais, dans les montagnes de Conches, une poignée de paysans s'insurge et court aux armes ; elle descend la vallée du Rhône en entraînant quelques têtes fanatiques, se donne un chef sous la menace de mettre le feu à sa maison, marche sur la capitale, et se lance aveuglément vers Martigny. Le Directoire valaisan mobilise contre les rebelles. Haut et Bas-Valaisans se tirent des coups de fusil : derrière le rideau de fumée à peine dissipé apparaissent les premiers escadrons de la cavalerie française. Les Conchards, divisés, battent en retraite. Le général Lorges les poursuit, l'épée dans les reins, et le 17 mai, jour de l'Ascension, il emporte Sion après d'épiques combats sur les hauteurs voisines. Parmi les chants de l'orgie et l'horreur du pillage,⁵ il im-

¹ Grenat, 416/417.

² Grenat, 432/434.

³ Grenat, 456/457.

⁴ Cf. Grenat, Chap. XXI, pp. 470 ss.

⁵ Voir les détails que donne Grenat, pp. 483/484.

pose, le 1er prairial (20 mai), ses conditions aux habitants du Haut-Valais, les avertissant que, s'ils ne se soumettent, il portera la guerre jusqu'aux sources du Rhône, qu'il inondera de nouvelles troupes leurs coupables dizains, et que leurs rochers, qu'ils croient inaccessibles, vont se couvrir de baïonnettes.¹ Les bataillons insurgés, minés par les dissentiments, se débandent à Finges et regagnent tristement leurs foyers. Le 22 déjà, les tambours français sonnent sur les hauteurs du Simplon.

Quelques jours plus tard, les divers comités du Bas-Valais étaient invités par la Chambre administrative² à faire abattre dans les trois dizains inférieurs, et sur toute leur étendue, les fourches patibulaires et les girouettes, les armoiries et les bancs seigneuriaux, afin qu'il ne restât plus de ces « honteux vestiges de la féodalité ». Ce ne sont pas seulement ces attributs symboliques, c'est toute l'organisation antérieure qui était arrachée et dispersée. Rien ne subsistait du passé. Gouverneurs, majors, châtelains, métraux n'étaient plus. Les maîtres et leurs très humbles sujets se trouvaient les citoyens égaux d'une République une et indivisible.³

C'est en vain qu'au printemps de 1799 se soulèveront de nouveau les anciens V dizains supérieurs qui, pour mourir quelque part, diront-ils, préfèrent mourir à la défense du pays que dans les armées françaises, pour lesquelles on exige leur contingent. Ces patriotes désespérés, armés de faulx et de morgensterns, sans chefs et sans pain, vaincront d'abord au bois de Finges ; mais Xintrailles⁴ les battra, qui avait dit que ces hommes devraient manger leurs femmes et leurs enfants. Dans Finges en flammes, les cadavres héroïques brûlent sur place, leurs prunelles mortes attachées au grand ciel libre de leurs pères, ils pourrissent à Viège et sur les bords de la Massa, dans les champs de Lax et de Fiesch. Des orphelins épouvantés quittent leur sol où s'égorgent Français, Russes, Autrichiens, Hongrois. Face à cet exode, c'est tout le passé qui achève de mourir et va disparaître : l'histoire valaisanne est tranchée là par un coup de sabre brutal.⁵

¹ La proclamation se trouve dans Grenat, p. 487.

² Invitation à laquelle nous devons beaucoup de déférence, dit-elle, et qui la mérite, en effet, par sa conformité aux principes de la nouvelle constitution que le canton du Valais vient d'adopter, Grenat, p. 491.

³ Ibid, p. 492.

⁴ Sans-entrailles, comme ils l'appelaient.

⁵ Cf. Grenat, pp. 497 ss. — Pour toute cette période, consulter l'ouvrage du Prof. Imesch : *Die Kämpfe der Walliser in den Jahren 1798-1799* (Sion, 1899), et celui de P. J. Kämpfen : *Freiheitskämpfe der Oberwalliser in den Jahren 1798 und 1799*. (Stans, 1868).

PREMIERE PARTIE.

PARTIE GÉNÉRALE

PREMIÈRE PARTIE

Je me propose de montrer successivement, dans cette première partie, quelles étaient les lois valaisannes, et quelles/les juridictions chargées de les appliquer.

Mais il convient de découvrir d'abord, une fois pour toutes, la distribution naturelle de l'histoire du droit pénal valaisan en trois périodes profondes :

L'une, antérieure à la moitié du XIV^e siècle, est celle de la confuse parturition des premières coutumes, le plus souvent orales.

L'autre, qui tend un pont jusqu'après le milieu du XVI^e siècle, voit l'universelle éclosion et rédaction des coutumiers locaux et nationaux, et constitue la période classique du droit spécifiquement valaisan.

La troisième enfin, qui s'arrête au seuil convulsé du XIX^e siècle, est caractérisée par la déviation et la coloration du vieux courant indigène sous l'afflux des influences germaniques-impériales, je veux dire du code de Charles V et des auteurs allemands.

Ces termes sommaires : confusion, diffusion, fusion, dessineraient assez exactement l'arête, à peine trop accentuée, de cet état et de cette évolution.

La connaissance de ce substrat historique n'est pas indifférente pour l'intelligence des phénomènes apparents. On trouvera profit à conserver en l'esprit cette réminiscence fondamentale.

SECTION I.

LA LOI

I. LA COUTUME.

La coutume est source première et générale du droit valaisan antérieur au XIX^e siècle.¹ Même les textes que nous possédons, ne sont le plus souvent que des sortes de réflecteurs qui rendent visibles les rayons incidents. La plupart de nos codifications sont des coutumiers ; elles sont dressées après consultation des gens du pays versés dans la coutume, elles doivent être interprétées, à la cour épiscopale, par un sénat d'assesseurs connaissant au mieux les coutumes locales, par ceux que l'on appelle *costumarios seu expertes in consuetudine*.²

C'est dans l'étendue entière du territoire que fleurissent ces coutumes ; il s'en trouve presque dans chaque lieu, en plaine et dans la montagne, dans le Valais épiscopal et dans le Valais savoyard, sur la Raspille, la Sionne, ou la Dranse.

Leur premier printemps a précédé le XIII^e siècle. En effet, les plus anciens documents qui nous sont parvenus, telle la première charte communale de Sion, de 1217,³ ne sont que la mise en écrit du droit traditionnel, ce qui ressort de leurs formules mêmes de rédaction, par exemple du *statutum fuit et recordatum* de 1217. Plus tard, les textes sont plus explicites, et redissent à l'envi le fait capital de leur ancienneté. Les franchises de

¹ Il ne faudrait pas ignorer que, dès 1307, dans une affaire de succession, le *Registrum Cancellariae Sedunensis* (1298-1314, AV, L. 162, p. 249, acte 6) rapporte le *secundum ius et terrae consuetudinem valeat ordinare*, et qu'en 1311, (p. 337, acte 1) il règle la forme testamentaire *iure scripto vel non scripto seu consuetudinario*.

² AN, *in fine*.

³ Tel encore le recueil des attributions du plaid général de la vallée d'Hérens, Gremaud, N^o 2182.

Loèche, du 3 juillet 1338,¹ portent en exergue que certaines personnes de la communauté avaient appliqué tous les articles souscrits, pendant dix, vingt, trente, et près de quarante ans, en se fondant sur la coutume et les immunités de la ville. De même, les franchises rédigées le lendemain à Sion répètent qu'elles ne font que confirmer des données juridiques usuelles. Les citoyens et les représentants de la ville se sont d'ailleurs persuadés, disent-ils, que l'usage d'une longue coutume n'est pas une légère autorité, et que, le plus souvent, les nouveautés engendrent la discorde; ils spécifient que les us, statuts, libertés, immunités et franchises dont ils demandent la reconnaissance ont été observés pendant un temps si considérable que la mémoire des hommes n'a pas gardé souvenir du contraire.²

Mais, brisant la sphère exigüe de toutes ces traditions locales, une coutume plus ample, un embryon de coutume nationale, se projette, se fixe et se développe dans l'horizon valaisan.

La solidification de l'état juridique alors flottant doit coïncider avec l'affermissement de l'état politique. La dispersion ne pouvait créer que la diversité. De l'union fédérative des dizains, de l'adoption de cette autorité centrale qu'est la Diète, d'une commune activité législative, va partir le lent et sûr mouvement de circonscription, d'élection et d'édification d'un droit coutumier général, avec une nécessité telle que, vers l'an 1370, on voit surgir déjà un premier ensemble, probablement officiel, d'« aucuns cas de costume », une « coustume de Valoys ». Dès lors, l'unification progresse à grands coups. C'est ainsi que, dans la première moitié du XV^e siècle, apparaît une abondante énumération nouvelle des *consuetudines proborum hominum terre Valesii ab antiquo observate*. C'est ainsi que l'évêque, le bailli, et les représentants des dizains, élaborant une constitution et une organisation judiciaire pour l'ensemble du pays, décrètent en 1435, que les communautés peuvent élire et députer au conseil de l'évêque, d'entre leurs membres, deux hommes *discretos, probos, et praticos in regalia et consuetudine patrie*, pour assister le seigneur dans l'administration de la justice. Puis survient, en janvier 1446, le coup de théâtre de Naters, où les Patriotes se rassemblent sous le château du Roc et arrachent à Guillaume VI de Rarogne un témoignage écrit, et en quelque sorte une codification complète de leur droit coutumier.³ Et les documents se

¹ Tous les renvois aux sources se trouvent plus bas.

² On verra aussi comme l'évêque, à son élection, devait prêter serment solennel de respecter les coutumes des dizains.

³ Ils peuvent introduire aussi quelques mesures nouvelles : *Super non-*

suivent, sans cesser d'insister sur l'origine anonyme et populaire de leurs dispositions. La Capitulation de l'évêque Jost de Sillinen, puis les propositions établies à Sion, en 1496, par les communautés des dizains, posent formellement et en maints endroits le principe de la reconnaissance des usages anciens, et la réserve que le seigneur évêque, en appliquant leur peine aux délinquants, doit juger (comme le marque la Capitulation), avec son conseil d'experts en la coutume, suivant l'antique usage, *et non per solemnitates legum et iurium civilium neque per stilum iuris scripti*,¹ et qu'il doit procéder avec douceur et générosité, considéré le démerite du délit, non sans observer et faire observer par ses officiers les libertés et franchises, bons usages et coutumes de tous et singuliers endroits de la patrie valaisanne.²

Dans le cours des siècles suivants, lorsque se fera la réception du droit romain,³ et quand on introduira des mesures inédites à l'imitation du droit impérial germanique, on prendra soin de sauvegarder les trésors anciens de la coutume nationale, qui demeurera la pierre d'angle de toutes les constructions juridiques. Ainsi le cardinal Schiner nous dira que, désirant corriger, parfaire et rédiger dans une forme heureuse les antiques lois du Valais,⁴ il a convoqué les hommes les plus sages de chaque dizain et qui, jusqu'au bout des ongles, *ad unguem usque*, ont la pratique des mœurs, usages et privilèges du pays, qu'il a entrepris, par faveur divine, cet ouvrage « immense et laborieux » et l'a mené à bien, ce pourquoi d'innombrables actions de grâces et louanges doivent être adressées à Notre Seigneur Jésus-Christ. Ainsi encore, pour assurer le succès de son travail, l'évêque Hildebrand de Riedmatten s'attache plus tard une commission de nobles, prudents, circonspects et distingués personnages choisis dans tous les dizains, qui mettent une vigilance

nullis articulis seu interpretatione articulorum et casuum consuetudinariorum ipsarum communitatum in generali tam ab antiquo usitatorum quam etiam quorundam noviter introductorum, dit l'original.

¹ Art. 1.

² Art. 8.

³ Sans opération solennelle et légale, d'ailleurs, mais par la force même des choses, suivant la pente naturelle des esprits, et par l'assimilation du Code de Charles V.

⁴ Que son code est un recueil de coutumes, il le dit clairement : *Antiquas patrie Valesii leges multis tumultibus et armis olim comparatas, partim confusas partim vero diminutas et propter non usum abolitas correctione dignas, Nos... corrigere et emendare ac in luculentam et debitam consonantiam erigere, abolitas et superfluas rescindere, e medio tollere et reicere, obumbratas illuminare, diminutas supplere cupientes*, etc.

extrême à scruter tous les anciens statuts,¹ et une extrême prudence à les corriger s'il est nécessaire. Il est évident² que ces droits savants du XVI^e siècle, pénétrés de réminiscences romano-canoniques, et qui ne sont plus une simple compilation, pouvaient s'écarter en quelques points des solutions anciennes, et surtout pouvaient y ajouter tout un audacieux édifice de chapitres originaux. On tient cependant à conserver l'esprit du passé, à serrer toujours la tradition, à conjuguer « Volksrecht » et « Juristenrecht », ³ et tant les statuts de 1514 que ceux de 1571 l'exprimeront en termes catégoriques. Les premiers laissent en vigueur les privilèges accordés à la cité de Sion et à chacun des VII dizains, principalement ceux qui furent rédigés par écrit. ⁴ Et, d'après les derniers, « notre Révérendissime Seigneur Evesque de Syon enjoindra à tous juges que par la vertu de leur serment les établissantz ou confirmantz, ilz ayent d'ores en avant à tous requérantz administrer justice à la forme de ces statutz et lois, réservé en cecy les droicts, franchises et libertés de la table épiscopale de Syon, du Vénérable Chapitre, de la cité et baronnie de Syon, et aussi de tous et singuliers disains et lieux du pays de Valley, ausquels ces statutz ne préjudicieront aucunement ». ⁵

Brigue a donc pu, sans obstacles, conserver ses législations de 1418 et de 1450, et Rarogne ne point détruire cet incomparable musée de coutumes⁶ qu'un Louable Tiers avait assemblées et classées en janvier 1548.

¹ En 1577, ils pourront définir leur rôle en disant : *antiqua patriae nostrae statuta diligenter et exacta revisione etiam amplificatione correximus ac in meliorem atque formaliorem ordinem redeimus*. Introduction des Statuts à Conthey, Heusler, p. 434.

² Cette évidence se dégage avec netteté des tables de concordance qu'a publiées Heusler, pp. 488 ss.

³ Sur le droit populaire (presque toujours coutumier) et le droit savant, voir Fehr, pp. 265/267. Nos codifications réalisent, en somme aussi, ce que le professeur Fehr nomme encore heureusement une combinaison de Reichsrecht et de Stammesrecht, je veux dire de droit scientifique, produit par un acte délibéré du législateur, et de droit populaire traditionnel ; c'est permettre au droit de se développer simultanément de haut en bas et de bas en haut. (Cf. Rechtsgeschichte, p. 277).

⁴ LRC 117.

⁵ St. CLXXII. J'ai utilisé parfois pour sa saveur, et lorsqu'elle n'était pas une trahison (elle omet d'ailleurs, dans ce passage même, les droits du Chapitre et de la baronnie de Sion, que je rétablis), la traduction française du notaire Petrus Davidis, de 1660 environ, ayant appartenu à Jean de Vanterý, et qui se trouve aux archives cantonales. — On sait que les privilèges et statuts spéciaux des VII dizains furent abrogés par la loi du 22 novembre 1804.

⁶ Cf. Introd. : « habent die meyer rät und gmeindt furgenomen solche

2. Le pieux respect des institutions anciennes et des traditions particulières trouvera bientôt l'occasion de se manifester limpidement. Toutes les communes du Bas-Valais, sous la domination de Savoie, avaient vu fixer le droit séculaire qu'elles appliquaient. Ces recueils de franchises n'étaient que la confirmation écrite des usages du passé : le seigneur, en effet, déclara parfois vouloir, s'il se démontrait que ses bourgeois avaient eu jusqu'alors d'autres coutumes, non mentionnées dans le document levé, que les dispositions énumérées par la plume ne dérogeraient point à ces coutumes rapportées, mais que celles-ci devaient demeurer dans la plénitude de leur force.¹ Nous allons voir quelle sera la prodigieuse vitalité de ces primitifs coutumiers. Ils survivront à la conquête,² puis végéteront, sans en être étouffés, dans l'ombre écrasante des statuts nationaux de 1571.

En effet, après qu'il eut été exposé, en session de mai 1575,³ que les pauvres sujets des deux gouvernements en bas de la Morge s'embarrassaient souvent en de longs procès, les uns se rapportant au droit écrit, d'autres au statut dominical,⁴ d'autres encore au « Landrecht », et chacun n'en faisant qu'à son sens et à sa convenance, la Diète résolut que, puisque on avait désormais un statut national, il fallait admonester les sujets et leur donner l'ordre d'agir tout de même que leurs Seigneurs et Supérieurs, et de s'en tenir également au Landrecht. Philippe de Torrenté et Pierre Ambuel reçurent mission d'annoncer à toutes les communautés bas-valaisannes la volonté de l'évêque et des dizains. Puis les Statuts furent introduits nominalement dans presque toutes les juridictions, St-Maurice,⁵ Entremont,⁶

alte bruch und harkomenheit geschriftlich anzezeigen », « soliche bruch und übung unser gerichtten erwegt und ufgeschriben in formen und gestalt wie hiernach volgendt ». Presque tous les chapitres disent : « so ist geornet wie von alter har », ou, « nach altem loblichen bruch unser gerichtten », ou « wie dann vormals », « wie je dahar in bruch gesin », « wie das von alter gewonheit bishar gebrucht », « wie das vormalens bis uf jetzige zyt im loblichen bruch gesin ist », ou « von alter har geyebt », etc.

¹ Sembrancher 1322, art. 44.

² L'évêque Nicolas Schiner et la Diète donneront, en avril 1497, confirmation générale de tous et singuliers bons et louables usages, coutumes, privilèges et libertés, écrits ou non, des hommes de la vallée de Bagnes (Heusler N° 512), et, en décembre, de ceux du mandement de Martigny (Heusler N° 484, 1).

³ de Courten II/515. Cf. Heusler, p. 391.

⁴ Statut dominical du comte Amédée, du 26 juin 1423, code de procédure en usage sur tout le territoire de la Savoie, dit Heusler, p. 38, note 55.

⁵ 10 décembre 1575, Heusler, p. 390.

⁶ 16 décembre 1575, *ibid.* p. 407.

Conthey,¹ Vouvry,² Martigny,³ sous réserve de certaines anciennes coutumes, prouvées par écrit ou par tradition orale, (de droit civil presque uniquement), maintenues chaque fois par le souverain. Or les statuts eux-mêmes établissaient la règle de la valeur des droits locaux, et cette règle, et le principe statique des corps traditionnels, s'affirmèrent jusqu'après 1780 avec la plus constante rigueur.⁴ Il pourrait donc être plausible, il est certain que ces anciennes coutumes des bourgs savoyards, dont certaines avaient été bénévolement accordées en 1271 déjà, ne devaient point s'effacer, et que l'une ou l'autre devait avoir cours officieux encore cinq cents ans plus tard : le mémoire adressé par les gens de Monthey à l'autorité supérieure, en 1790,⁵ assure que les franchises des communautés ont été confirmées par l'Etat, fait grief que dans les amendes, qui y sont de 3 à 60 sols, les sols soient aujourd'hui communément changés en écus neufs et quelquefois même en louis, et réclame fermement l'observation du vieil article qu'il reproduit, et qui est mot pour mot l'article 4 de 1352. On doit dès lors bien admettre que, du premier au dernier jour, les antiques franchises, sur le papier du moins, pouvaient avoir conservé les traits essentiels de leur immuable face.

Il est vrai que les quelques articles, extraits des coutumiers, qui concernent le droit pénal, ne devaient plus guère avoir d'importance dans la pratique des tribunaux,⁶ où les magistrats, gens du Haut-Valais, jugeaient en tout point d'après la lettre des statuts et des recès valaisans, d'après l'esprit de notre jurisprudence et de la doctrine germanique faisant alors loi, et appliquaient tant bien que mal la coutume judiciaire généralement admise.

3. Cette coutume judiciaire moyenne, dans un moment donné, il nous est souvent malaisé de l'atteindre et de la fixer.

Autant l'éparpillement des traditions dans le temps et l'espace, que les déficiences rédactionnelles,⁷ contribuent à entretenir

¹ 16 décembre 1577, Heusler, p. 438.

² 17 décembre 1578, *ibid.* p. 440.

³ 14 janvier 1580, *ibid.* p. 404.

⁴ 22 mai 1780, *Rev. in fine*, Cropt, 211.

⁵ Grenat, p. 415.

⁶ Les coutumiers ne contiennent, en effet, que l'une ou l'autre indication élémentaire de droit pénal, et ne peuvent servir de loi ordinaire.

⁷ En 1475, dans son *Prologus in Statuta patrie Valesii*, l'évêque Walther Supersaxo souligne ainsi la valeur de la coutume, et la dispersion du droit valaisan : *Leges aut aliae divinae, aut aliae humanae. Divinae natura, humanae moribus constant. Lex constitutio scripta, mos autem longa consue-*

l'incertitude, et placent sous l'invocation du hasard la tentative d'une étude complète et cohérente.¹ De ces miettes conservées dans chaque pli de terrain, que tirer de général ? Elles révèlent presque toujours les usages les plus casaniers, le détail particulariste, le chiffre d'une **amende, un point** de procédure. Mais presque tout l'inexprimé s'est perdu. On peut tenir pour assuré que vers le XVI^e siècle, où la raison d'état s'affirme avec force, où s'écrivent les remarquables codifications nationales, les notions reçues du droit criminel, ou du moins les principales d'entre elles, formaient un faisceau unique qui se passait de dizain à dizain, qu'il existait, par accord tacite et en pratique, un droit criminel valaisan. C'est bien le sens que les juges supérieurs, en forgeant la sentence capitale, devaient donner à la formule : *poenam omni dubio procul corporalem... ad norma decretorum patriae jure promeruit... iuxta decreta sive sanctiones nostrae huius patriae promeruisse*.² Mais où retrouver toujours ces normes, ces décrets, cette jurisprudence ? On n'imagine pas le moins du monde alors qu'il soit nécessaire de composer des codes pénaux ; en nul endroit nous ne trouvons clairement définis les éléments des infractions, ni légalement posées les peines des maléfices les plus fréquents. Dans les statuts sont rapprochées les dispositions les plus mêlées du droit civil, du droit pénal, de la procédure, de l'organisation des tribunaux. Si d'ailleurs ils dérogeaient au droit commun et ne lui laissaient de force que dans les cas sur lesquels ils se faisaient,³ où contrôler ce droit commun ? Ce n'est qu'à la fin du XVIII^e siècle que la Diète nous place en présence d'un texte préparé pour les sujets du Bas-Valais, et dans lequel elle développe l'argument technique du droit pénal de l'époque. Cependant, depuis le XVII^e siècle, l'orientation est facile : à côté des jalons qu'ont posés les Abscheids de la Diète, on peut prendre pour repère l'attraction magnétique vers le nord ; l'évolution se fait nettement dans le sens de ce que toutes nos sources nomment le « droit impérial ». Mais,

tudo est de moribus tracta, tantundem valens. Vocatur autem consuetudo qui in communi usu est, nec differt an scripta sit vel ratione consistat. Cumque enim consuetudo ut in hac patria Vallesii partim redacta est in scriptis, partim moribus tantum est reservata, etc., p. 1.

¹ Les sources, pour le droit civil, sont au contraire merveilleusement abondantes.

² Voir une sentence inédite, du 18 avril 1628, prononcée par le Châtelain de Sierre contre Catherine Gylioz pour inceste et avortement. C'est à l'obligeance de M. Bertrand que je dois d'avoir eu en mains cet important procès-verbal.

³ Dira Schiner dans son Histoire, p. 39.

pendant longtemps des conclusions contraires nous solliciteront. Il nous faudra impliquer dans une phrase de rencontre, dans un coup d'œil fortuit, toute la perspective verbale recherchée. Nous n'avancerons donc parfois qu'avec une extrême réserve.

Quoi qu'il en soit, voyons ce qui nous reste d'écrit ; abordons à leur tour l'étude schématique, et du pouvoir législatif, et des sources du droit.

II. LE LÉGISLATEUR.

La faculté d'imposer le cours forcé de la loi ou de donner cours légal à la coutume est l'un des premiers attributs du souverain. C'est par le souverain que nous la verrons exercer en Valais, à travers les vicissitudes politiques et l'évolution des âges, que le souverain soit représenté par la tête couronnée ou mitrée à laquelle Dieu aurait délégué l'autorité, ou par l'élément populaire réuni en ses comices. Le législateur sera donc, au gré du temps et des lieux, le comte, l'évêque, l'assemblée des citoyens ou de leurs députés.¹

I. *Le Comté.*

Tant que le Bas-Valais fut possession de la maison de Savoie, c'est le seigneur comte qui toujours fit graver et tint en ses mains les tables de la loi.

Les chers et fidèles sujets de ses villages, comme il est dit dans les franchises de Conthey et dans celles d'Orsières, lui écrivaient ou lui adressaient leur députation, pour le supplier avec humilité de vouloir bénévolement leur accorder des libertés, ou reconnaître celles dont leurs pères avaient eu le bénéfice.² Le comte alors, après avoir pris l'avis de son conseil,³ se laissait fléchir par les prières de ses hommes⁴ et, déclarant vouloir leur

¹ Je ne mentionne pas les divers seigneurs locaux, dont aucun témoignage n'annonce qu'ils aient fait application de leurs possibilités législatives, et qui devaient se contenter d'user de la coutume existante.

² Conthey, 1356, Gremaud V, p. 150.

³ Sembrancher, 1239, Gremaud III, p. 588.

⁴ St-Maurice, 1317, Gremaud III, p. 282, id. Conthey.

donner une preuve de ses faveurs gracieuses,¹ se fondant d'ailleurs sur les raisons les plus diverses de l'actualité politique ou philosophique, il rénovait et concédait *in perpetuum*, en son nom et au nom de ses successeurs, au profit de ses sujets et de leurs descendants, les immunités, privilèges et coutumes qu'il articulait. Et, comme la mémoire humaine est sujette à défaillances, *solet titubare*, il jugeait opportun de faire recevoir par un notaire les propositions qu'il daignait approuver.²

Le seigneur garantissait formellement à ses habitants le respect de la charte ainsi dressée. Il ordonnait et statuait, en 1239, que son bourg ou « villa » de Saint-Brancher devait désormais se réjouir du présent de la liberté et demeurer franc de toutes exactions,³ et il jurait, sur les évangiles de Dieu, de ne jamais rien entreprendre contre cette liberté, par lui-même ou quelqu'un des siens, mais au contraire de protéger toujours les bourgeois contre les empiètements de quiconque. En 1352 il promettait, moins généralement, aux gens de Conthey, de tenir à jamais pour *rata, grata, firma et irrevocabilia* les articles qu'il leur avait concédés, de ne jamais agir à leur encontre, et de les faire observer sans exception par tous ses officiers et leurs lieutenants, dans le présent et dans l'avenir.

Le choix de cette gamme de termes de condescendance dont le souverain fait usage dans les actes de concession ou de confirmation des diverses franchises, les *ordinamus et statuimus, damus et concedimus, donamus et largimur*, le ton des suppliants, le rappel de la bénignité comtale, de sa bienveillance aux prières, de son désir d'exprimer sa bonne grâce et ses faveurs, cette abondance de détails dans la générosité précisent assez l'exacte situation des sujets à l'égard du maître, et traduisent sans obscurité possible la certitude qu'il est seul législateur, qu'il délibère, décide et promulgue, sans que les habitants des bourgades aient la moindre part active à la confection de leurs lois.⁴ Ils ne peuvent que se faire impétrants, *humiliter supplicant*.

Jusque dans les dernières années qui ont précédé la conquête,

¹ Conthey, 1356, Gremaud V, p. 152. — Conthey, 1352, id. III, p. 37. — Orsières. 1376, id. VI, p. 27.

² Cf. St-Maurice, id. III, p. 282; Saillon, V, p. 433; Conthey, III, p. 37; Monthey 1352, V, p. 53.

³ Sauf le droit que des nobles pouvaient y avoir sur leurs colons, *salvo jure nobilium quod habent in casalibus dicte ville franche*, Gremaud, III, p. 591. — A propos des *casae* et des *villae*, voir M. Besson, « Nos origines chrétiennes », p. 29/30.

⁴ Ce qui ne signifie pas qu'ils ne peuvent exposer et préciser au comte leurs coutumes.

la capacité législative du seigneur ne s'est point modifiée, n'a diminué en rien, et les modes de création de la loi sont restés strictement pareils à eux-mêmes.¹

2. L'Evêque.

En regard, et dans les domaines de l'Eglise de Sion, l'évêque exerçait également, aux beaux temps de sa toute-puissance, les entières prérogatives de la souveraineté, et pratiquait à l'égard de ses sujets le même exclusivisme, législatif. On l'a pertinemment relevé,² la première charte des statuts de Sion fut unilatéralement instituée, elle fut une concession épiscopale. Plus tard, le synchronisme est frappant, comme aussi la consonance du vocabulaire, entre les franchises de Savoie et celles du Valais. Il y a équivalence absolue entre les formules des unes et des autres, et les conclusions tirées plus haut se représentent inévitablement sous la plume.

C'est ainsi qu'en 1338, à la requête unanime du Conseil général et du peuple assemblé,³ le vénérable et discret seigneur Elie de Sendrens, *licentiatus in legibus*, vicaire général du Rvd. Père en Christ l'évêque Philippe de Chamberlhac, avait confirmé d'une manière générale les coutumes, immunités et franchises de la ville de Sion et de la terre épiscopale. De plus, il avait déclaré que si quelque commune lui fournissait des informations particulières sur les libertés dont elle jouissait, et que celles-ci fussent reconnues conformes à l'usage, il était prêt à les confirmer aussi.⁴ A la suite de cette promesse, les communes de Sion, de Loèche et de Martigny obtinrent les chartes de franchises du mois de juillet 1338. Ce sont ces documents dans lesquels il est intéressant de noter l'unité d'inspiration et d'expression qui les apparente à ceux institués par les comtes. Ici encore, les procureurs et syndics des villes supplient humblement qu'on daigne

¹ Cf. Chambéry, 22 janvier 1457, Confirmation des franchises de Conthey : *...exhibita supplicatio effectu continebat ut... confirmare dignaremur omnes et singulas franchises et libertates per felicium recordacionum illustres nostros progenitores concessas. ...Ecce quod nos in hiis matura deliberatione concilii nostri nobiscum residentis fruantes, supplicationi pretracte favore benevolo inclinati... ex nostra certa scientia... confirmamus, ratificamus et approbamus*, Gremaud, VIII/3075.

² Evêquoz, op. cit. p. 43.

³ Gremaud, IV, p. 157.

⁴ v. Berchem, p. 66.

confirmer leurs libertés, et en dresser acte pour déjouer les caprices de la mémoire.¹ Ici encore, on le leur accorde après avoir mûrement délibéré, on leur promet de tenir pour intangibles les articles concédés, et de mander à tous les officiers de les respecter sans exception.² Dans ce pays aussi, c'était donc le souverain qui donnait, en droit tout au moins, vigueur légale aux anciennes coutumes, elles demeuraient lettre morte et limon s'il ne les animait de sa parole.

Il le faisait en façon de don de joyeux avènement, lors de la réception aménagée à la porte de Conthey par le Chapitre et le Conseil général, au milieu d'un grand concours de son peuple en liesse. Il interrompait les cérémonies religieuses pour un intermède politique, et, revêtu des ornements sacerdotaux avec lesquels il devait officier dans les processions, il prenait successivement l'engagement solennel d'avoir pour agréables et de maintenir les droits de toutes les communes, avant de recevoir lui-même le serment de fidélité de chacune d'elles. Puis le cortège entrait dans la ville en fête, au chant du répons : *Non latebit civitas*, et se répandait dans l'église inférieure de la Bienheureuse Vierge Marie,³ où éclatait l'allégresse liturgique du *Te Deum*, et se faisait la remise à l'évêque élu du glaive des régales.⁴ Cette pompe demeura longtemps, et lui survécut encore l'habitude de la confirmation des libertés valaisannes par les évêques. Edouard de Savoie, Guillaume V et Guillaume VI de Rarogne, André de Gualdo, Jost de Sillinen, Philippe de Platea, Jean Jordan rénouvèrent certaines d'entre elles, dont nous avons le témoignage écrit.⁵ L'impérialisme de Schiner avait provoqué cette riposte, codifiée pendant sa disgrâce : Quand un seigneur est reçu, il doit jurer, selon la coutume, au pays entier et à chacun des dizains en particulier, de respecter leurs anciennes liber-

¹ Loèche : *...quod ipsas consuetudines... confirmare dignaretur, et ne propter oblivionem et discursum temporis in futurum possent deperire, quia propter vite hominum brevitatem et labilem memoriam interdum venit in dubium quod non est in litteris seu scriptis reductum, idcirco iterum supplicaverunt dicti procuratores et syndici, etc.*

² Loèche : *...Quibus... visis, auditis et diligenter inspectis, ac deliberatione plena super ipsis omnibus et singulis habita diligenti cum canonicis capituli ecclesie Sedun. et aliis viris probis... confirmavit... Et promisit bona fide sua omnia et singula predicta custodire et observare pro posse... et non contrafacere per se vel per alium... Voir aussi la confirmation de 1376, encore plus explicite. Gremaud, IV, p. 153.*

³ La cathédrale actuelle.

⁴ Le Chapitre était détenteur du pouvoir temporel pendant la vacance du siège. Pour détails et texte, cf. v. Berchem, p. 65.

⁵ Les références sont données par v. Berchem, p. 66, note 2.

tés et traditions, sans en priver personne : s'il se dérobe, les dizains doivent s'aider les uns les autres à l'y contraindre.¹ En 1644 encore, dix ans après la capitulation décisive des évêques, une décision de la Diète leur permettait de recevoir l'obéissance de dizain en dizain, à condition de reconnaître par lettres authentiques l'observation de leurs libertés et franchises.²

Ce n'était plus qu'une pratique de façade, cependant. Malgré le maintien, d'ostentation et de forme, de l'ancien pouvoir incontesté d'une sorte d'évêque-roi, la Diète lui imposa, en fait, toujours davantage sa collaboration, pour finir par s'ériger en législateur unique et par l'évincer tout à fait. Les formules sont stéréotypées,³ mais l'ordre qu'elles abritaient est détruit. Il n'y a plus d'humbles suppliants qu'en vaine protestation. Le 9 février 1347 déjà, dans l'église paroissiale de Naters, des citoyens de toute condition se rassemblent en armes, à l'invitation de leur évêque, et ils portent avec lui un statut décrétant la peine de mort et la confiscation du patrimoine, auquel les communes ne se tiendront pour liées qu'après lui avoir donné ratification. La démocratie s'essaie. Les Patriotes vont prendre de plus en plus la haute main dans l'assemblée, et ne pas tarder à imposer par les pires violences leur volonté à l'évêque, pour le cas où, en dépit de leur « supplication », il hésiterait à leur complaire. Le château de Naters verra plus d'une fois la troupe menaçante des mécontents armés. L'évêque reste pourtant seul législateur, en droit. On verra comme les efforts des patriotes pour conserver les articles qu'ils se sont donnés échoueront contre Henri Esperlin. On relira et méditera la protestation solennelle de Hilde-

¹ LLL, art. 22.

² Heusler N° 257, 22 mai/5 juin, art. 3 : *Permittitur Reverendissimo Domino Episcopo ut obedientiam desenatim recipiat... dummodo authenticas literas testimoniales erigat, libertates, immunitates, iura, preeminencias et usus scripta vel non scripta laudabilium septem desenorum rata grata et inviolata observando, nec alias aut alio modo.* — Cf. Franchises, Viège, 1645, art. 1.

³ C'est celle des AN, in fine : *ad humilem et devotam supplicationem et preces ipsarum communitatum patrie Valesii.* C'est aussi celle de la Cap. : *Nuncii desenorum patrie Valesii congregati supplicant Rev. dmno. nostro... observari et adimpleri per eum deinceps eisdem patriotis capitula infra-scripta, puis, in fine, la déclaration de l'évêque : Visa supplicatione vestra nobis vestri parte in consilio generali patrie nostre exhibita... vobis complacere cupientes quantum possumus...* Mais on sait ce que parler veut dire : Ces lois furent arrachées à l'évêque. On connaît le rôle des 2000 hommes armés de 1446 ; on lit les réserves de 1487, et le *ut nobis benevolis sitis et in parendo promptiores* du seigneur à ses sujets a un sens assez clair.

brand de Riedmatten, en fin des statuts de 1571.¹ C'est la Capitulation de 1634 qui réduira le rôle des évêques à rien.

Il est probable que durent avoir une influence pondérable, pour la formation de cet état d'esprit d'une Fronde populaire, l'habitude des premières assemblées législatives locales, et l'exercice d'une portion de la souveraineté politique : dans ce domaine, qui peut le moins veut toujours le plus.

3. Les Assemblées Populaires.

De bonne heure il se produisit, la solidarité communale ayant été réalisée, que les paroissiens se réunirent pour traiter de la sauvegarde de leurs intérêts locaux, et par la force même des choses, furent amenés souvent à choisir le mode de leur gouvernement interne ou à édicter des règlements, telles ces « Bauernzünfte » dont chaque village possédait une ou plusieurs. Avec le temps, lorsque s'étendit le rayon d'action des grandes communes, lorsque, le système de l'émancipation politique heureusement inauguré, leur autorité fut solidement assise, elles finirent par former de véritables Etats dans l'Etat, et par se donner des lois propres. Nous verrons que les dizains, on pourrait encore dire les grandes communes, se tenaient pour souverains en matière législative. La Diète ne s'accommodait pas de la contrainte d'un vote à la majorité. Les députés y prenaient note des projets de loi, *ad referendum*² à leurs conseils et communes.³ Chacune des petites républiques paysannes les accueillait ou les repoussait après libre et personnelle discussion.⁴ Ces principes admis,

¹ *Salva... et reservata nobis nostrisque successoribus et posteris plenaria auctoritate, permissione suprascripta statuta in punctis et clausulis obscurioribus vel alias requisitis melius declarandi, corrigendi et in formaliorum ordinem redigendi, hisce quoque statutis, senatusconsulto populoque communitatum omnium septem Desenorum Patriae nostrae approbante, novos articulos addendi et adiiciendi et de superinsertis diminuendi et detrahendi. De qua ad nos retenta potestate et auctoritate solemniter protestamur.* (Heusler, p. 340).

² Sur le Referendum en Valais, voir la thèse, définitive, de M. W.-A. Liebeskind, à paraître, et dont il a eu l'extrême amabilité de me donner la primeur.

³ Sur l'activité et la situation de la Diète et des Communautés, l'une à l'égard des autres, consulter Liebeskind, au chapitre « Räte u. Volk ». La nomenclature des communautés ou paroisses, et l'organisation de chaque dizain se trouvent à la même place.

⁴ Ce n'est pas le dizain comme tel, le dizain unité politique, ce sont les communes en leurs conseils qui exercent la souveraineté. Liebeskind signale

il n'est point surprenant que nous trouvions, à côté d'un droit coutumier national et d'une législation nationale, des législations et un droit coutumier particuliers aux dizains et aux communes. Leurs assemblées civiques pouvaient se considérer comme maîtresses chez elles, et libres de légiférer sans obstacles ni contrainte.

L'origine de ces assemblées me paraît pouvoir être cherchée dans les anciens plaids généraux des XIII^e et XIV^e siècles, qui se tenaient, en mai et en octobre d'ordinaire, dans chaque localité. Tous les hommes pouvaient et devaient¹ s'y rendre en sécurité pendant trois jours, sauf les brigands, les homicides et les traîtres manifestes, disent les reconnaissances d'Hérens et de Mage.² Ils s'y occupaient surtout des terres, de leur délimitation (viances) et de leur irrigation, de leur usage privé ou commun, ils y précisaient les droits d'alpage, etc. Cependant aussi le plaid général avait en quelques endroits des attributions judiciaires,³ tels celui de Mage⁴ et celui de Moerel,⁵ ou des compétences aussi étendues que celui de Sion, où l'on établissait des statuts et règlements pour la ville,⁶ et dont on a pu dire qu'il était l'assemblée législative de la seigneurie, présidée par le vidomme, que toutes les questions qui touchaient à l'intérêt général y étaient discutées et réglées par la volonté réunie du seigneur

(« Die Gemeinden als oberste Gewalt ») les exemples typiques de 1574, où il est question des députés d'un dizain qui prennent une décision devant leurs communes, et de 1592, où les Abscheids donnent les « Räten und Gemeinden als den höchsten Gewalt ».

¹ Cf. C^{ost}. 67 : Après sachez que quant le plait général se tient à Syons per le vidonne, que tous ceauls qui tiennent possessions sur la segnorie de Syons deuvent le syege, et ce aucuns y deffaut, null ne le peut escuser, excepté que il ne soit... malade, hu bandise, hu homme à cui il est deffally sez frèrez hu autre de sez parens, hu qui pregne femme a celly jour, hu homme qui est pris et dettenus per le mal temps, et saches que per celly qui est hors du pais, on le peut escuser celly qui voudra fyancer pour ly destre a droict, ce null ly veult riens demander.

² Gremaud, V, Nos 2182 et 2183.

³ Gremaud, lib. V. Introd. p. LXXIX, ne veut pas que l'on confonde ces plaids généraux avec les plaids judiciaires du moyen âge. A tort, selon nous. Voir plus bas.

⁴ *Postmodo in dicto placito debent facere plenam iustitiam et reddere cogniciones infra tres dies*, etc.

⁵ 23 mars 1322, accord passé à Sion. Gremaud, III/1439.

⁶ Notamment ceux de 1269 : *De consensu reverendi in Christo Patris Henrici et venerabilis viri Henrici sacriste et vicedomini Sedun. et maioris, salteri ac civium Sedun. mense mai statutum est in placito generali*, etc., Gremaud, II, p. 139.

et de ses administrés, qu'il fut enfin pour les paysans l'école de la vie publique.¹

Les assemblées du peuple issues de cette monade lointaine² composaient une triple hiérarchie législative. Elles pouvaient être assemblée communale, assemblée de dizain, ou encore assemblée de plusieurs dizains³ ou de tous les dizains. Quant à la nature même de leur complexion juridique, nous recourrons à ce terme moderne fort commode, et les qualifierons en disant qu'elles étaient à forme de démocratie directe ou de démocratie représentative. Mais à la manière des obligations alternatives, sans prédestination rigoureuse ni application automatique, et le choix de l'une ou de l'autre forme étant, en définitive, déterminé par le seul impératif catégorique des circonstances. La difficulté des communications, la base numérique de la participation éventuelle, l'inaccessibilité de l'objet à l'ordre du jour, devenaient autant d'empêchements pratiques et devaient, selon toute vraisemblance, constituer le critère habituel de la distinction.

a) Dans le premier cas, et lorsqu'il s'agissait de la réunion d'un secteur restreint, tous les hommes de la communauté⁴ (der gemeine Mann)⁵ âgés de plus de 14 ans,⁶ portant leur épée au côté,⁷ étaient convoqués, suivant le mode le plus répandu, au son de la cloche et à la sortie de la grand'messe paroissiale. Ils

¹ v. Berchem, p. 26.

² Elles en sont d'ailleurs bien distinctes, v. Berchem le précise, op. cit. p. 40.

³ Les V dizains supérieurs se rencontrèrent souvent pour traiter entre eux des questions concernant Loetschen.

⁴ Ou du moins la majorité d'entre eux, représentant les absents, et formant l'intégrale communauté, disent parfois les textes. Cf. Gremaud, VIII, p. 354, Loèche ; p. 482, Mœrel. — Parmi tant d'autres témoignages sur ces assemblées, voir Sion, Gremaud, VII, p. 107, Heusler N° 342 ; St-Martin, Heusler N° 360, etc., ainsi que le *Liber* et le *Compendium* des droits de la ville de Sion, aux ABS.

⁵ Dit un recès de 1528, vol. I, p. 236.

⁶ Ce fut toujours l'âge de la majorité légale. La coutume du XIV^e siècle rapporte déjà que « toute personne de 14 ans et dès 14 ans en amont peut ester en jugement et peut vendre et aliéner, et faire tous actes judicians ». Cost. 27. — C'est la limite qui fut généralement et constamment maintenue. Cf., p. ex., les constitutions de Zermatt, de 1540 et de 1621. Aussi ces deux recès : La diète de décembre 1611 (de Courten III/385) rendait l'assistance aux prières publiques obligatoire pour les garçons de 14 ans (et les filles de 16). Celle du 22 janvier 1615 (ibid. p. 491) ordonnait aux deux colonels, en haut et en bas de la Morge, de passer, sans faute, dans tous les dizains et bannières, une revue générale des personnes mâles âgées de plus de 14 ans.

⁷ Recès 1/16 décembre 1615, de Courten III.

se rencontraient en une sorte de « Landsgemeinde », ¹ le plus souvent sur le cimetière même, comme pour bien marquer les correspondances unissant les morts aux vivants et la terre au ciel, et pour affirmer la valeur d'une action politique traditionnelle et mûrissant les vertus du passé. Là, leurs majors, leurs syndics ou leurs tribuns les haranguaient, les éclairaient, aiguillaient leur vote, enregistraient leur approbation proclamée à mains levées, souvent à l'unanimité. ²

Mais il va sans dire que les questions un peu complexes n'auraient pu se trouver bien de ces impromptus démocratiques, et se débattre dans la première confusion de la place publique. Elles y recevaient seulement leur consécration. S'il fallait notamment élaborer un texte constitutionnel, contrôler ou fixer l'authenticité du droit coutumier, on réunissait au préalable, dans une maison particulière, une véritable commission d'hommes les plus sages, les plus considérés, les plus doués de l'expérience et de la science des lois, ³ qui préparaient et rédigeaient dans le recueillement les articles à soumettre au suffrage populaire. Il était alors donné lecture ouverte de la charte, que les paroissiens et leurs autorités s'obligeaient par serment à respecter, pour eux et leurs descendants, et généralement sous l'engagement exprès de tous leurs biens, meubles et immeubles, présents et futurs, sauf le droit de modification ou de révocation réservé à la majorité, dans le cadre des droits, libertés et franchises de la communauté. ⁴ Cette conception de la tâche souveraine, nous voulons la tenir pour la meilleure et la plus ordinairement admise, puisqu'elle était en honneur à Rarogne-la-prudente, la paroisse au loin renommée pour sa finesse et son éducation politiques : Dans la maison de l'honorable Christian zen

¹ Je dis : une sorte ; car il faut se tenir en garde contre une confusion que rend presque inévitable l'usage de ce terme, assez fréquent chez nous dans les Abscheids. Il n'est pas, en Valais, l'équivalent de ce qu'il signifie dans les cantons de la Suisse allemande, il ne représente pas ordinairement l'assemblée populaire exerçant les droits souverains, le Ting. Lorsque nos sources évoquent les Landsgemeinden, elles entendent régulièrement : Gemeinden des Landes, communautés du pays. (Cf. Liebeskind, « Räte u. Volk »).

² *Unanimi consensu et voluntate* (Sion 1414, Gremaud, VII, p. 107), *unanimiter et concordanter, nemine discrepante* (Rarogne, 1434, Gremaud, VIII, p. 34), *unanimi voluntate et voto* (Brigue 1516, Heusler, p. 378), etc.

³ Presque toujours d'anciens magistrats, que les statuts de Rarogne, p. ex., qualifient « firnemen wysen und wohlgeachten ».

⁴ Cf. Mœrel, 15 juin 1430, Gremaud, VII, p. 582 ; Ernen et Münster, 15 avril 1447, Heusler, p. 387 ; Zermatt, 1540.

Triegen et à l'église de Saint-Romain se retrouvent les étapes extrêmes de cette activité législative à deux temps.¹

b) La réunion plénière et la décision immédiate étaient pourtant d'un usage plus malaisé lorsqu'il était nécessaire de prendre la volonté d'un grand dizain ou de plusieurs dizains. Ce qui ne veut pas dire que ce mode était impraticable, puisque au contraire il n'était point rare de voir accourir sous la bannière du dizain la totalité, l'*universitas* des hommes de tous les quartiers et de tous les villages,² et que les documents s'ouvrent le plus souvent sous la déclaration lapidaire : *Nos communitas, atque homines et parrochiani*. Mais il devait arriver fréquemment que l'on se contentât, pour simplification, d'envoyer avec des instructions les délégués des communes,³ comme à cette assemblée du 30 juin 1549, que relate Heusler, où le major et 18 députés donnèrent aux Conchards, à Bodmen, en présence des notables et d'un nombreux populaire, un « Landfrieden » en signe de confirmation duquel le conseil et la communauté défilèrent avec leur bannière sous la pique fixée au pont de Bodmen.⁴ Ce fut, plus tard (à partir de la première moitié du XVII^e siècle) la loi générale : Les communes manifestent leur volonté par l'entremise de leurs délégués (Räte). Le conseil de dizain (Zendenrat, ou Zenden-Congress, dit Conches en 1743) prend un rôle de premier plan. En cas de réponse à donner d'urgence à une demande du Bailli, par exemple, les délégués décident au nom de leurs communes, et donnent leur approbation sans autre consultation populaire. Cependant, même si la souveraineté de fait ap-

¹ Heusler, pp. 347 et 373.

² Brigue, statut cité du 10 août 1516 : *quod universitas hominum com-
pararum et locorum parrochie de Naters seu Glysa tam citra quam ultra
Rodanum signanter de Brüga, Glysa, Thermun Riedi, Ganter Brey,
Schluorft et ultra Salthanam, atque de Naters, Mont, Rischanum, Burgis
aliisque locis iudicio dicte parrochie subiectis, solitis congregationum nos-
trarum tenendarum locis congregati*.

³ Le capitaine du dizain pouvait aussi rassembler le conseil de dizain, quand il lui paraissait nécessaire d'obtenir la consécration unanime des décisions des communautés. Cf. la lettre suivante (9 janvier 1572, AV, 68, 4) du Zendenhauptmann de Viège au Landeshauptmann : « Als nun solcher Ascheid by uns verlesen ist worden allhie zuo Visp und Stalden hat nieman ein Wort darwider geredt, damit es aber einstimmig verantwortt wurde, hab ich denne ylendts von allen fuer Fürteilen ein Ratstag bestimpt gan Stalden, daselbst sich die Gsanden einmütig erklärt han, sy haben Befehl von Rät und Gmeindt alle die Artikel, so in dem Abscheid vergriffen, stät fest zu halten und deren zuo geben ».

⁴ Heusler, N° 422 : « ...so ist rhat und gmeind einhellicklich mit der paner under dem spyess so uf der prüggen zu Bodmen was, hindurch zogen. »

partient au conseil de dizain, il ne faut pas croire que les conseils particuliers et le peuple n'ont plus à se prononcer. Les décisions sont encore discutées dans les conseils des communautés. Le conseil général peut être considéré comme le représentant et la personnification du pouvoir souverain vis-à-vis de la Diète. Mais dans ses rapports internes avec les communes, il n'est pas tout-puissant : Elles abandonnent certains points à la décision de la Haute Autorité, c'est-à-dire qu'elles laissent les délégués libres de décider dans certains cas, sans mandat impératif. Cette procédure deviendra la règle, et le recours à la consultation des communes, l'exception.¹

c) Un mot enfin de ces assemblées de première grandeur,² où concouraient les Magnifiques Seigneurs Patriotes,³ souvent dans des circonstances exceptionnelles, surtout en cas de désaccord avec l'évêque, et qui étaient le véritable retranchement de l'esprit d'intrigues ou de l'esprit national. Les communautés de tous les dizains, réunies le 19 avril 1496, sur le pré au marché (« Pratofoi »), à Sion, pour s'occuper de la chose publique et des réformes avantageuses à la patrie, établirent ainsi, à l'unanimité, quatre jours après avoir exilé Jost de Sillinen, des statuts et ordonnances que tous les assistants, la main vers le ciel, jurèrent de vouloir observer à perpétuité, avec une inviolable fidélité.⁴ Ou aussi, en 1517, à l'époque inexorable et brouillée des guerres civiles entre les clans Schiner et Supersaxo, le pays tout entier, représenté par plus de mille personnes accourues des dizains avec leurs sept bannières,⁵ décréta, sur ce même emplacement, certains fameux Articles de la Mertmatte contre les fauteurs de troubles et de violences politiques, avec la remise ou le siège des châteaux de la Majorie, de Tourbillon et de Martigny. Et les VII dizains encore, le 12 septembre, adoptèrent une Paix nationale⁶ consommant la disgrâce du Cardinal proscrit, et se garantissant contre les retours d'audace de ce que

¹ Cf. le chapitre de Liebeskind : « Räte u. Volk », où figurent textes et références à l'appui de cet exposé.

² Assemblées qui n'étaient pas des diètes.

³ Ils s'intitulent ainsi déjà en 1428, cf. Heusler, p. 146.

⁴ Heusler, p. 164.

⁵ « Die Landschaft mit den 7 Hauptbannern », Imesch, N° 97. Sans date. Peut-être en mai. Cf. Imesch, N° 103, 14/23 mai : Nous avons ordonné que chacun doit vivre en paix avec les autres, sous peine de perdre corps, honneur et biens... Cet article doit être publié en présence de toutes les communautés du Valais.

⁶ Imesch, N° 108, Heusler, N° 34.

l'on pourrait nommer, par analogie historique, la « Queue de Schiner ». Il serait facile de multiplier ces exemples.

Toutes ces diverses assemblées n'étaient douées que de la faculté législative occasionnelle, secondaire, latérale, et fonctionnaient dans un domaine circonscrit. La Diète avait le pouvoir ordinaire, et l'exerçait avec permanence et régularité.

4. La Diète.

1. — La Diète est la grande institution constitutionnelle centrale et son histoire est consubstantielle à l'histoire de l'Etat. Nous négligerons d'en sonder les plus profondes origines,¹ et nous contenterons d'en relever l'existence dès la première moitié du XIV^e siècle. A cette époque déjà, les communes du Valais épiscopal, arrivées à l'état de consistance politique et composant un corps distinct, se détachent des seules préoccupations d'une administration purement locale, et prennent leur part de la direction générale du pays. Leurs députés ou *nuncii*² se réunissent en un premier parlement, en Conseil général de la terre du Valais,³ de droit, chaque année, le mardi après l'octave de Pâques,⁴ en fait, aussi souvent que les circonstances en rendent la convocation nécessaire.

Le nombre constant de la députation de chaque commune n'est lisible dans aucun barème. Le 30 décembre 1341,⁵ l'évêque Philippe priait chacune d'elles d'envoyer à Sion, deux, trois, quatre hommes, ou davantage, selon qu'il devait lui sembler bon, ayant pouvoir de traiter en son nom, de discuter, de préavisier, et de confirmer les décisions prises. Les Articles de Naters⁶ ordonnaient la convocation annuelle de quatre délégués par dixain ; mais ce pointage est ici sans véritable intérêt puisque, on l'a dit,⁷ le vote, s'il y avait alors un vote, se faisait sans doute

¹ On peut consulter v. Berchem, pp. 28 ss., Evêquoz. p. 79.

² Plus tard *oratores* et *procuratores*.

³ *In consilio generali totius terre Valesii*, mentionné pour la première fois le 9 juillet 1339. Gremaud, IV/1771.

⁴ Gremaud, IV/1937, p. 495.

⁵ Gremaud, IV/1811. — v. Berchem, pp. 41 ss. donne des détails sur ces première diètes.

⁶ Art. 104.

⁷ v. Berchem, p. 43. Et Schiner, p. 377 : Le nombre des députés de chaque dixain variait souvent, mais quel qu'en fût le nombre, un seul cependant portait la voix pour son dixain respectif, et ne formait aussi qu'un seul suffrage.

par commune et non par tête. Il serait donc vain de vouloir poursuivre et enregistrer les oscillations sans rigueur de ce détail numérique. Le XVI^e siècle n'en parle même plus. C'est affaire d'opportunité.¹ Mais il tire la ligne traditionnelle qu'il importe de fixer. Voici qui demeure acquis : « Ordinairement tous les ans se tiennent deux journées ou conseils généraux, l'un devant la Nativité de Notre Seigneur Jésus-Christ, et l'autre au mois de May, et d'autant sont ilz appelés généraux pour ce que tous affaires, rémissions et appellations y sont remises. Quant aux autres conseils,² l'Evesque et³ le Ballif qui pour le temps y seront, si la chose le mérite soit selon les occurences, la variété ou gravité, plusieurs conseils se tiendront pour en vider le mérite requis.⁴ Or le Ballif ne tiendra point de conseil général sans le vouloir et sceu de l'Evesque, sinon en cas de nécessité ». ⁵

¹ Schiner rapporte que, au Landrat, chaque dixain du haut Valais envoyait au moins deux députés, quelquefois trois, et souvent plus encore, comme le dixain de Sion qui en envoyait jusqu'à sept. (p. 19). Dans les diétines, on pouvait se borner à un député par dixain (p. 18).

² Extraordinaires, réunis pour la liquidation des affaires urgentes.

³ « Vel », ou, dit le texte latin, St. art. CLXXI.

⁴ Il y eut, p. ex., en 1603, sept diètes en tout. Furrer. p. 306.

⁵ P. ex. en cas de conflit à trancher entre l'évêque et certains de ses sujets. Cf. Imesch. N^o 72, 3, la lettre de hauts personnages excommuniés par Schiner, et accusés par lui de trahison et de complot contre sa vie. Ils protestent de leur innocence auprès du bailli Arnold Kalbermatter, se déclarent incapables de jamais entreprendre rien de malhonnête contre Dieu, l'honneur et le droit, et comme injustice et violence leur est faite, le prient, en tant que supérieur auquel il appartient de protéger chacun dans le droit, de rassembler une diète, composée d'un homme de chaque dizain, muni de pleins pouvoirs pour prononcer la sentence. Ils s'engagent à accepter ce qu'un pieux pays reconnaîtra par son jugement, et prêtent caution pour les dépens de la diète, par l'intermédiaire d'un citoyen qui y paraîtra personnellement, et qu'ils chargent de veiller aux frais et dommages. — Requête et cautionnement étant réguliers, le bailli y donne suite (Imesch 72, 4), convoque le conseil général à Rarogne, et mande à chaque dizain, en vertu de l'obéissance qui lui est due, de désigner un homme probé, parmi les plus prudents, qui veuille comparaître lundi soir, le 12 juillet, dans l'hospice de Rarogne, et se rendre en conseil le lendemain de bon matin, avec les délégués des autres dizains, suivant la demande des instants. — On peut noter ici que nos sénateurs étaient fort matinaux, et ne redoutaient point de se mettre au travail dès avant le chant du coq : Le Grand Bailli représente, en diète de décembre 1619 (de Courten, III/692) que, bien que les députés soient, selon l'ancien usage, avertis le soir, en leur logis, de l'heure d'entrée en séance le lendemain, et sollicités encore le matin de bonne heure, les uns souvent se retardent, faisant attendre les autres. On arrête à l'unanimité qu'à l'avenir les députés de chaque dixain se présenteront en la salle du Conseil, à 5 heures en été, à 6 heures en hiver, afin de hâter l'expédition des affaires, à peine de privation, pour les manquants, de leur part des sportules de même diète.

Cette règle valut jusqu'à ce que l'évêque eût été dépouillé de la souveraineté temporelle.¹

Le lieu de réunion, pour les diètes ordinaires de mai et de décembre tout au moins, était habituellement au château de la Majorie, à Sion, résidence épiscopale jusqu'au grand incendie de 1788. Les assemblées d'exception, ou *diétines*, se tenaient, sans ordre ni roulement préconçus, un peu dans tous les gros bourgs échelonnés le long du Rhône. La présidence de la Diète appartenait à l'évêque. A sa droite était assis le représentant du Vénérable Chapitre, à sa gauche le *spectabilis* ou *magnificus dominus ballivus*.² En l'absence de l'évêque, et cette absence devait être bientôt la règle, le bailli présidait. Le secrétariat et la chancellerie étaient assurés par un « Landschreiber » nommé par l'assemblée.³

La Diète cependant ne s'était pas formée en corps constitutionnel ensuite d'un besoin d'union des communautés et pour l'idéal livresque d'une confédération : mais la convoitise égoïste et pratique en faisait le ciment, de contrôler l'administration de l'évêque et de participer à l'exercice des droits souverains. En pleine force coexistait dans l'assemblée le sentiment personnel et l'esprit autonome de chaque dizain. Et c'est ce qui donne la clé de la situation réversible de la Diète, face à l'évêque et face aux dizains. Elle était tout, elle pouvait n'être rien. Vis-à-vis de l'évêque, elle s'affirmait comme bloc représentatif des Patriotes et prétendait, sinon encore à une sorte d'hégémonie, du moins au partage des droits politiques les plus importants, jusqu'aux

¹ En 1634. — A l'élection de Jean Hildebrand Roten, en août 1752, « le gouvernement n'accorda ni ne rendit la souveraineté effective ; il consentit seulement que l'évêque continuât de siéger en diète et d'y avoir deux suffrages. Le Chapitre obtint le privilège de siéger lorsque de graves occupations empêcheraient l'évêque de paraître à l'assemblée, ou que le siège de Sion serait vacant. Quant à une copie des abscheids, il fut décidé qu'il ne recevrait qu'une copie non officielle », Grenat, p. 395.

² La question de prééminence entre ces deux personnages fit éclater, en 1614, une longue querelle, à la suite de laquelle les chanoines durent s'incliner et reconnaître la prépondérance politique des communes et du bailli, cf. Grenat, pp. 197/198.

³ On le décora, pour ne pas déparer le brillant ensemble du Tout-Puissant Seigneur Bailli (« Grossmächtiger Herr Landeshauptmann ») et des Magnifiques Seigneurs Députés, des épithètes flatteuses de « Schaubare Weisheit ». Martin Guntern, lui, signa : *Receptor magnificus et praeclarus dominus, secretarius patriae* (cf. Heusler, p. 407). — Le Landschreiber fut un fonctionnaire régulier et nommé à demeure depuis 1550. (Cf. Furrer, p. 291).

droits internes d'appel suprême, de grâce et d'amnistie,¹ jusqu'aux droits externes de guerre et de paix. Vis-à-vis des dizains, par contre, elle se dressait pareille à quelque muette et sereine divinité d'argile ; elle devait servir contre l'évêque, elle les servait. Les dizains ne toléraient point qu'elle s'immiscât dans leurs affaires propres, et leur paraissait insupportable toute idée de contrôle des uns par les autres. S'ils se groupaient en un Etat fédératif, la liaison en était extrêmement lâche ; ils voulaient pouvoir mener la guerre pour leur compte et comme il leur chantait, conclure des alliances séparées,² apprendre leur sceau particulier³ au bas des statuts auxquels il leur plaisait de s'obliger. Enfin, cette indépendance jalouse se traduisait, et c'est ce qui nous importe ici, par l'absolue liberté d'approuver ou d'infirmer n'importe quelle décision de la Diète. Celle-ci n'a pu promulguer aucune loi comme droit national, avec effet impé-
ratif pour tous les dizains ; ses tentatives législatives étaient
soumises à chacun d'eux, qui n'en faisait qu'à son gré sur l'é-

¹ Souvenons-nous qu'il fut de règle anciennement, en pays germains, que la Landsgemeinde, le « Völkerschaftsgericht » originel, où chacun avait le devoir d'assister, représentait, non seulement l'organe législatif, mais aussi le tribunal suprême. Cf. Fehr, p. 12/13.

² C'est à la suite des troubles occasionnés par le *modus vivendi* conclu séparément par Conches et Brigue avec Milan, en 1615 (et que la Diète fit révoquer en tirant argument de ce qu'il avait été fait sans participation de la majorité de notre République, cf. de Courten, III, pp. 507 ss., et particulièrement 528), c'est ensuite de ce traité que l'on peut trouver aux Abscheids (vol. 13, p. 180), la défense suivante : « Us gegenwürtigen oberkeitlichen Edikt und Satzung würd statuiert und beschlossen, dass nun fürthin kein Zenden ohne der übrigen Vorwissen und Willen mit keinem Fürsten, Herren, Potentaten, einiche Pündniss, Verträge, oder andere Verkommnis machen weder ufrichten solle, diewyl wir ein Corpus sindt ». — (Pour le texte de l'instrument authentique, scellé des VII dizains, voir diétine de Sierre, du 24 avril 1616, de Courten III, p. 536). Les Conchards s'entêtent à refuser cet article (Loèche, 23 mai, 1^{er} juin 1616, p. 539 ; Sierre, 19 juin 1616, p. 546), et l'on doit recourir à la médiation des VII Cantons (p. 549). Conches ne paraît pas à la diète convoquée pour le 31 août (p. 559), et l'on craint qu'il ne veuille plus concourir et vivre compatriotiquement avec les autres dizains, mais se scinder totalement d'avec eux. Après qu'on a récapitulé et réfuté leurs griefs à Brigue (2/5 octobre, pp. 555 ss.) Conches et Moerel révoquent cependant leur traité et se soumettent à la diète de décembre (p. 561). En janvier 1617 enfin, (16/30 janvier, pp. 573 ss.), on examine et punit les coupables, et les députés du dizain de Conches, du Tiers de Moerel, et de Grengiols « se réconcilient avec le reste du pays », corroborent la cassation de l'année précédente, révoquent publiquement, au nom de leurs Conseils et Communes, le *modus vivendi* érigé avec la Maison de Milan, et en scellent la cancellation (p. 581).

³ Ce n'est qu'en 1602 qu'une lettre d'alliance avec Soleure reçut pour la première fois le grand sceau du pays.

tendue de son territoire.¹ Le droit de referendum était intangible, et comme article de foi politique.

Les quelques Abscheids de 1400 à 1500 que nous possédons se servent déjà, en les objets importants, de ces formules probantes, consacrées par l'usage : « Comme chaque député saura le redire à son dizain », ou bien : « Comme chaque député en a reçu l'ordre de son dizain ou des communes ». ² Les annales nous rapportent l'exemple typique de cet essai de réorganisation judiciaire nommé « Kùrtzerung des Rechten », que l'assemblée avait adopté en 1525, sur l'admission duquel l'unanimité ne fut jamais réalisée, et dont, en définitive, Heusler ³ dit que l'on n'a jamais su s'il avait été mis en vigueur ou non. Il faut d'ailleurs se garder de penser que cet égocentrisme ait disparu sous les efforts successifs qui constituèrent l'unité nationale. On se querellait encore dans la seconde moitié du XVIII^e siècle pour savoir si l'autorité de la décision arrêtée à la majorité pouvait être reniée. Certain Landfrieden ⁴ avait posé en fait le principe de la vertu de la majorité légale, ou, pour reprendre l'expression officielle, asseyait les statuts sur la pluralité des voix et obligeait chacun de s'y conformer. Mais on ne pouvait ruiner une tradition qui était passée dans le sang même et qui nourrissait le cœur du pays. En août 1609, ⁵ il fallut reprendre un stylet d'airain pour noter : Quand le Prince, le Grand Bailli et la majorité des Députés font, dans l'intérêt de la patrie, une chose quelconque pour le maintien d'un bon état, au civil ou au spirituel, on se scinde, et souvent même, non seulement un dixain, mais une commune, un député, se permettent de l'interpréter et de vouloir l'imposer à leur guise, au détriment de l'autorité et du pays. ⁶ En consé-

¹ Cf. l'affirmation si nette des Patriotes, en 1627 : Tous les recès faits par l'Evêque, le Grand Baillif et la Diète sont sans force jusqu'à ce qu'ils soient acceptés par les « Landsgemeinde » des dizains... Ni Sa Grandeur, ni le Grand Baillif n'y peuvent rien changer, ils ne sont que collecteurs des voix. (de Courten, IV/54).

² Grenat, p. 93.

³ On s'est parfois inspiré de sa pensée, cf. Intr. pp. 18 ss.

⁴ Cité, sans autre précision, en diète du 11/22 mai 1729, où la question fut réaffirmée avec force, à l'occasion d'une protestation des députés de Sion, de Courten, VI/481.

⁵ 11/22 août, de Courten, III/333 ; cf. Grenat, p. 169.

⁶ Je poursuis la citation : ...comme l'histoire entière en donne des exemples, d'après ce qu'a dit le législateur Solon, lorsqu'interrogé comment un Etat se conservait, il répondit : « quand les habitants obéissent à l'autorité, et celle-ci aux lois et bonnes coutumes ». Car, de même qu'un corps ne vit plus sans l'âme, ainsi un Etat sans l'obéissance aux lois ; par l'union, de petits Etats même ont grandi, comme on peut le voir, entre autres, dans la

quence, suivant la coutume de nos ancêtres, la Haute Assemblée statue à l'unanimité que, dans l'avenir, en toute délibération, la majorité fera loi. Toutefois, que ce soit pour la gloire de Dieu, l'avantage de notre sainte religion catholique, la paix et l'union dans la patrie, la conservation de ses libertés, de la justice, et pour l'intérêt général avant le particulier, sans atteinte cependant aux libertés, louables coutumes et statuts légitimes des états ecclésiastique et civil, accordés précédemment par les princes et les autorités. Mais ces sortes d'appel se perdirent toujours dans les nuées. On les avait redoublés, par exemple, en 1746.¹ Pourtant, en 1768 encore,² les députés de Sierre jouaient de la manœuvre traditionnelle et prétendaient que, puisque certains dizains paraissaient ne point vouloir se plier à la loi du nombre, notamment dans la question de l'admission des bourgeois et de l'exportation des moutons, ils considéraient qu'ils n'avaient pas davantage à s'en soucier quant à la défense d'exporter le grain. Les dizains s'inspirèrent donc, jusqu'au bout,³ de l'esprit égoïste et demeurèrent pratiquement libres d'adopter les solutions pénales qui ne contrarieraient point la maxime politique de leur bon plaisir.

2. — Les travaux législatifs à quoi la Diète employait son temps étaient de deux sortes : Oeuvres d'ensemble, ou bien fragments, brèves mises au point engendrées au gré de l'actualité.

Parmi les premières appartiennent ces textes-soleils que sont l'Organisation judiciaire de 1435, les Statuts de 1475, ceux de 1514 et de 1571, le Code pénal pour le Bas-Valais (1795), et quelques autres satellites. Certains ont été portés à un rare point de perfection. Cette affirmation, de lois soigneusement mûries, systématisées et rédigées, exclut automatiquement toute idée d'improvisation, de création dans les sautes de vent des assemblées. Les statuts de 1571 ne contiennent pas moins de 172 articles, dont Heusler a pu dire qu'il admirait le calme et la raison

première alliance des Suisses, et de grands Etats tombent par le contraire. Aussi est-ce régulièrement la coutume, dit-il, en tous royaumes et villes, chez toutes les autorités, chez leurs conseils, consistoires, dans les chambres princières ou plébéiennes, d'interpeler à la ronde, de recueillir les voix, et que la majorité décide, autrement les hommes ne sauraient vivre en société. En conséquence, etc.

¹ 4/13 mai, de Courten VII, p. 30.

² 25 mai/4 juin, *ibid.*, p. 297.

³ A la diète de mai 1793 encore, le code pénal pour le Bas-Valais ayant été admis par l'assemblée, les députés du dizain de Loèche déclarent avoir instruction de protester que ce code ne fasse pas loi, qu'il n'ait été d'abord soumis à nouveau aux Conseils et Communes, *ibid.*, p. 725.

continus avec lesquels nos patriotes valaisans avaient réussi l'assimilation de leur vieux droit germanique populaire et du droit romain, et qu'ils n'avaient pas à craindre la comparaison avec les meilleures législations de ce temps, que souvent ils dépassaient par la clarté de la conception et la netteté dans la conduite et l'expression de la pensée.¹

Nous avons touché, au passage, l'une des causes qui devait faire le mérite de ce labeur, et sa difficulté : c'est l'adaptation, le rajeunissement des coutumes insuffisantes ou périmées, c'est leur ajustement à la mesure des grands progrès juridiques accomplis ailleurs. Le dessein du cardinal Schiner² était de corriger, de parfaire, et d'édifier en la forme lumineuse qui s'imposait, *in luculentam et debitam consonantiam*, les antiques lois du Valais, dont les unes étaient obscurcies et les autres tombées en désuétude, et qui avaient besoin de revision, d'abroger celles qui étaient abolies et superflues, de les retirer de l'ensemble et de les rejeter, d'éclaircir celles qui étaient couvertes d'ombre, de compléter celles qui avaient été rognées, et lui-même n'hésite pas à qualifier cette tâche d'*opus immensum et laboriosum*. Ces raisons effleurées, ces conditions indispensables : savoir, savoir penser, savoir exprimer, rendaient nécessaire et certain le choix d'une méthode de travail dissociée, et répartie en les deux phases distinctes de la préparation et de la rédaction du projet de loi, puis de sa discussion et de son admission. C'est où nous voulions en venir :

Dans les grands textes que nous avons conservés se marque la griffe du lion. Les matériaux en ont pu être amenés par le canal des commissions, et par elles équarris et choisis en Petit Conseil.³ L'édifice est œuvre de maître. Les statuts de 1475 sont

¹ Rechtsquellen, Introd., p. 27.

² Cf. Heusler, LRC, p. 202.

³ Schiner, au commencement du XIX^e siècle, décrit ainsi l'ancien Petit Conseil, et son mécanisme : Dans les diètes, « le grand Baillif faisait les propositions à résoudre et à expédier ; il fixait le jour de la comparution pour les causes appelées devant l'Etat, et au jour assigné pour cela, il donnait l'invitation à l'un des sept dizains désigné à son choix de tenir le petit conseil, et cela tour à tour, de dixain en dixain, auquel ensuite le dixain invité pour cela, élisait et invitait à son tour un membre de chaque dixain, d'y assister conjointement avec le Secrétaire d'Etat, pour écrire les votes de chacun et le résultat de leurs résolutions, où ensuite tous les votants n'avaient que des voix délibératives, et le résultat entier s'appelait la décision du petit Conseil, laquelle ensuite, par l'organe du Secrétaire d'Etat, à l'invitation et requête du président du petit Conseil était communiquée et rendue notoire aux membres du grand Conseil assemblé, où alors la majorité des votes des dixains, de l'Evêque et du Chapitre faisait la décision, qu'on publiait ensuite », etc. Voir aussi pp. 377/378.

tout pénétrés de la personnalité de Walther Supersaxo ; ceux de 1514 réfléchissent le génie de Mathieu Schiner ; ¹ Hildebrand de Riedmatten, qui avait accompli à Paris ² les études juridiques les plus solides et les plus brillantes, est censé l'auteur ³ du Landrecht de 1571. L'avant-projet du code bas-valaisan est vraisemblablement de la plume du banneret Barberin, ⁴ qui semble être à cette époque le spécialiste valaisan des questions de droit.

Ainsi donc : Préparation du texte par un juriste qualifié, appuyé sur une équipe de techniciens de tous les dizains, surtout priés pour certifier la coutume ; examen et admission par l'assemblée, en Petit et Grand Conseil, et, en définitive, par tous les éléments du pouvoir souverain, Evêque, Chapitre et Communautés. Lorsqu'il s'agissait des sujets, qui ne pouvaient pas se faire entendre directement et participer à la discussion, le processus était un peu différent, et il faudrait, dans l'exposé précédent, intercaler les étapes suivantes : Présentation du premier ensemble aux intéressés, et centralisation de leurs observations, travail nouveau de mise au point dans les commissions, suprêmes apprêts de forme, enfin admission et concession par le souverain. ⁵ Tel devait être, disséqué dans son engrenage essentiel,

¹ Le cardinal dit : *Omniem curam ad tam difficile opus extendimus, sperantes hoc recte perfici posse, si prudentum consilio id ageretur et fieret*, puis : *Opus immensum et laboriosum celesti favore aggressi sumus et tandem prefatorum consilio id ipsum perfecimus*, enfin : *Has patrie leges et iura... per nos conscripta et composita patriote omnes summa ope et alacri animo accipite...*

² En comptant les deux bourses accordées par Louis XIV en 1673, les VII dixains pouvaient envoyer régulièrement six jeunes gens à Paris pour y faire leurs études gratuitement (Grenat, p. 341). « à la marmite, comme on appelle cette charité », dit le recès du 11/23 décembre 1618 (de Courten III/650).

³ L'inspirateur, du moins, si l'on veut suivre la marche prudente de Heusler, qui n'ose pas conclure que l'évêque en soit l'auteur, bien qu'on lui en ait toujours attribué le mérite. M. le Dr Meyer pense que le Secrétaire d'Etat Guntern pourrait avoir eu une part prépondérante dans la mise au point des Statuts : l'original de la Bourgeoisie de Sion est longuement retouché et corrigé de sa main, avec une assez grande liberté. (cf. DHBS, art. Guntern). Il n'est pas indifférent de remarquer que la commission de spécialistes nommés par l'évêque comprend, outre le bailli Antoine Kalbermatter et les représentants des VII dixains, « Martin Guntern, actuellement notre secrétaire », cf. Heusler, p. 270.

⁴ La Diète, en décembre 1790, nomma une commission formée du bailli Jacques Valentin Siegristen, du banneret Barberin, et du secrétaire d'Etat Hildebrand Roten, (ABS, 205, 7, Pars II, pp. 43/44). Je crois que le code est principalement de Barberin, le plus souvent nommé dans les Abscheids qui s'y rapportent.

⁵ Nous savons, en effet, que le projet du code bas-valaisan fut distribué dans les deux gouvernements, afin que les sujets fussent en mesure d'en

le mécanisme habituel de la fonction législative à long terme.

Mais un autre aspect de cette fonction se présentait plus ordinairement, dans les diètes de printemps et d'hiver. Les nécessités juridiques usuelles ne pouvaient s'embarrasser des lenteurs et des complications de cet appareil. Il fallait créer vite, pour le faire avec efficacité, parer le coup droit d'une menace, d'un abus ou d'un délit par l'immédiate riposte de la peine protectrice. La plus grande part des lois valaisannes furent de cette espèce soudaine, furent des lois succinctes d'adaptation. Leur réception se faisait par ce qu'on pourrait appeler une procédure accélérée. Les lettres de convocation de l'assemblée fixaient l'objet à discuter, pour la solution duquel les députés recevaient le mandat et les instructions précis de leur dizain. Sa Grandeur, ou le Bailli, ou l'un des corps représentés, rapportait et prenait ses conclusions, les arguments s'échangeaient, et la décision était inscrite au protocole. Chaque députation en recevait une copie à transmettre à son dizain,¹ avant que la session fût dissoute et qu'on se séparât, en manière de congé ou d'adieu. D'où le nom de « Landrathsabschiede », d'« Abscheids » ou de « recès » dont la coutume se plut à nommer ces décisions.

Une forme transitoire entre les grandes unités codifiées et les Abscheids isolés peut se trouver dans le système de la réunion d'Abscheids le plus fréquemment invoqués, que l'on extrayait des lourds ensembles impraticables, pour les mettre à la portée du plaideur et du juge, en faire des manuels d'usage quotidien, ou aussi des compléments et des correctifs de la masse légale en vigueur. On cite couramment la collection qu'en fit établir l'évêque Jean Jordan en 1550, et surtout les « Additions » apportées en 1598 aux anciens statuts de la patrie valaisanne, et la « Revision » faite à Sion, le 22 mai 1780, des Abscheids depuis 1597 jusqu'en 1773 inclusive.

Il est à peine besoin de dire que les recès ne se confinaient pas dans la matière législative, qu'ils épuisaient les sujets les plus

prendre connaissance et de faire les représentations qu'ils jugeraient opportunes (16/27 mai 1791, de Courten, VII/672). Puis les Hauts Seigneurs désignèrent une commission de membres les plus prudents chargés d'entendre ces objections, de les examiner, et de rapporter (3/15 déc. 1792, *ibid.*, p. 711). Enfin, au printemps de 1793, on lut et admit en diète le code tel qu'il avait été rédigé par la haute commission, et l'on ordonna que le banneret Barberin devait y mettre la dernière main et désigner pour le traduire un Monsieur du Haut-Valais connaissant parfaitement la langue française, afin de pouvoir le faire imprimer en son temps (27 mai/ 8 juin, *ibid.* p. 725).

¹ Libre toujours de l'adopter ou de la rejeter.

divers de l'administration, de la politique et de la juridiction, depuis la nomination et le rendement de comptes des fonctionnaires, jusqu'aux plus nobles préoccupations des alliances et de la grandeur nationale. Nous ne recueillerons pas toutes les paroles de cet oracle aux cent bouches, nous trierons ces multiples gestes. Il faudra décanter le contenu des 24 forts volumes de recès originaux, et se contenter le plus souvent d'y puiser ce qui est substance législative, et plus particulièrement substance pénale.

III. LES TEXTES.

1. Lois particulières.

Bas-Valais.

1. Dans le cours des XIII^e et XIV^e siècles, tous les bourgs savoyards du Valais reçurent et virent confirmer leurs premières libertés. De Vionnaz à Conthey, la maison de Savoie répandit le bienfait d'une « franchise » rudimentaire, reconnut des usages, octroya des privilèges locaux, consacra des formules politiques, administratives ou juridiques engageant l'avenir, sur lesquelles nous pourrions prélever quelques données d'heureuse venue pour notre étude.

Vionnaz possède de brèves lettres de franchises, données au château de Chillon le 7 août 1293, et qui exposent les droits respectifs qu'ont sur le village le comte Amédée et le prieur de Lutry.¹

Monthey reçoit les siennes de Versoix, le 11 mai 1352.² Amédée VI fonde sa concession sur cet argument spéculatif, que le Créateur nous ayant délivrés des liens de l'antique servitude pour nous conduire à la liberté, il considère qu'il serait bon de rendre à leur état primitif les hommes que la nature a fait naître libres dans le principe, et que le droit des nations, le *jus gentium* a pliés ensuite à l'esclavage. Ces privilèges, que le comte n'avait destinés qu'à ses chers bourgeois de Monthey,³ furent confir-

¹ Gremaud IV/1882. — Des confirmations en ont été faites, notamment en 1353, 1354, 1396, 1469, Gremaud V/2007.

² Gremaud, V/1994.

³ Ils avaient reçu des additions le 25 novembre de la même année, Gremaud V/2005.

més et étendus, le 13 avril 1401,¹ à toute la châtellenie par Jean Galeas, duc de Milan, et seigneur de Monthey par sa mère Blanche de Savoie, épouse de Galeas Visconti.

Saint-Maurice obtient la charte municipale dont nous avons conservé le texte, du 5 août 1317,² dans les mêmes circonstances tragiques dans lesquelles la ville de Loèche devait obtenir bientôt la reconnaissance de la sienne. La supplique des bourgeois au seigneur relève que les libertés accordées à leurs prédécesseurs³ par les comtes défunts ont été détruites en partie par l'incendie qui dévora jadis Agaune, et c'est dans son désir de ne pas voir ses chers et fidèles sujets manquer du précieux parchemin, qu'Amédée V fait sceller le document de 1317.⁴

C'est *Sembrancher* qui, le 20 juillet 1239,⁵ avait ouvert l'ère du régime des concessions comtales. Amédée IV décréta à cette date que son village devait dorénavant jouir du présent de la liberté et vivre à l'abri de toute exaction.⁶ En 1322,⁷ sur la représentation des bourgeois que leurs anciennes franchises se révélaient insuffisantes en plus d'un article, Amédée le Grand consentit à les remanier à fond et à les renouveler. Edouard le Libéral les confirma en 1324,⁸ le Comte Vert en 1380, Amédée le Bienheureux en 1466.⁹

Orsières aussi¹⁰ et de même *Isérables*,¹¹ avait eu, sous forme de franchises, sa part de la faveur paternelle du souverain.

Quant à la cité de *Martigny*, elle avait appartenu d'abord à l'Eglise de Sion, et c'est à l'avènement de Philippe de Chamberlhac, le 10 juillet 1338,¹² que son vicaire général au spirituel et au temporel, le seigneur Elie de Sendrens, confirme pour la pre-

¹ Heusler No 575, fixe la date du 3 avril.

² Gremaud III/1401.

³ Nous en trouvons, p. ex., d'Amédée V, en 1296, concernant les biens des usuriers et la vente de la viande et du vin, Gremaud III/1082.

⁴ Il recevra mainte fois l'approbation de ses successeurs, de Chillon, en 1324, d'Evian, en 1382, de Bourg, en 1395, Gremaud III/1499.

⁵ Gremaud, III/1609.

⁶ « ...quod villa nostra Sancti Brancherii deinceps libertatis munere jocundetur et de quod de cetero ab omnibus exactionibus indebitis immunis et libera habeatur. C'est là le principe et l'état originel de ces « libertés ».

⁷ Bourget, 12 nov., Gremaud III/1610.

⁸ Gremaud III/1614.

⁹ Heusler, Nos 495 et 496.

¹⁰ Aoste, 31 juillet 1376, Gremaud VI/2213. Confirmation, Thonon, 23 mars 1431.

¹¹ Les franchises d'Isérables sont renouvelées par l'évêque Jost en 1624, Heusler, p. 430.

¹² Gremaud IV/1722.

mière fois tous les bons usages dont elle s'est prévalué jusqu'à ce jour. Deux ans plus tard, le 13 septembre,¹ considérant combien de services ont été rendus au siège de Sion par les gens de Martigny, et quels travaux ils soutiennent incessamment pour la sauvegarde des droits épiscopaux et valaisans, l'évêque Philippe leur réitère son adhésion.² Mais ces franchises restaient incertaines et vagabondes, n'ayant jamais été parquées dans les limites graphiques. Aussi, depuis les traités imposés à la fin du XIV^e siècle, après la prise et l'incendie de Sion, depuis le rapport des frontières à la Morge et l'annexion de Martigny, les bourgeois se trouvaient dans une fausse situation juridique, et devaient fixer l'insaisissable. Les difficultés d'application de leur droit les poussèrent donc à insister auprès de leurs nouveaux maîtres pour en obtenir la confirmation et la rédaction. Ce qui leur fut accordé, de Hautecombe, le 18 août 1399.³ Leurs coutumes, immunités et privilèges sont identiques à ceux de Sion, sauf quelques modifications de détail dans la consonance, et la chute de quelques articles.⁴ Ces franchises ont dans la suite été fréquemment confirmées.⁵

Le bourg de *Saillon*⁶ n'a pas été le dernier dans cette univer-

¹ Gremaud IV/1806.

² On verra plus d'une fois les citadelles-frontières, les marches valaisanne et savoyarde de Martigny et de Conthey, être l'objet des prévenances particulières de leur seigneur : il importe d'assurer leur indéfectible attachement.

³ Gremaud VI/2494.

⁴ Les art. 8, 9, 14, 17, 18, 27 et 35.

⁵ P. ex. 7 avril 1407, de Chambéry, par Amédée VIII (Gremaud VII/2578) ; 24 août 1447, de Martigny, par Louis de Savoie (Heusler, N° 482) ; 22 novembre 1466, de Pignerole, par Amédée IX (Heusler, N° 483) ; 22 décembre 1497, par l'évêque Nicolas Schiner et la Diète (Heusler 484).

⁶ Pour Saxon, M. Bertrand dit, dans la monographie qu'il lui consacre (Annales Valaisannes, VI^e année, pp. 86/87) : « Si nous passons aux administrés, nous ne pouvons que les plaindre sincèrement. Alors que les autres châtelainies, Monthey, St-Maurice, Sembrancher, Saillon, Conthey recevaient des libertés et des franchises, Saxon restait à l'écart dans l'octroi de ces libertés. Les mots de « lieu » et de « gens » remplaçaient chez lui les désignations de « communes », de « bourgs » et de « bourgeois ». Ses habitants végétaient sous le régime de la taille et de la main-morte ; ils étaient attachés à la glèbe... Au demeurant, les souverains de Savoie... ne laissèrent pas leurs sujets de Saxon sans quelques faveurs et allègements... Un acte du 18 juin 1448 porte les noms de deux syndics, preuve d'une certaine autonomie communale. Tout porte donc à croire que la châtelainie de Saxon aurait obtenu peu à peu des privilèges semblables à ceux des autres châtelainies du Bas-Valais, si par le combat de la Planta... les Savoyards n'avaient été définitivement expulsés de la vallée ».

Heusler

selle répartition. Sa charte est levée, en 1271, grâce à la libéralité du comte Philippe.¹

Celle de *Chamoson* et d'*Ardon* nous est inconnue. L'évêque Hiidebrand de Riedmatten eut cependant à confirmer les franchises obtenues des « illustres seigneurs comtes et ducs de Savoie, comme aussi des Révérendissimes Illustrissimes Seigneurs Evêques de Sion, lesquels statuts toutefois et privilèges sous ce temps écrits se sont en après perdus, ou par la grande force et rigueur de la guerre, ou par les accidents du feu ou inondation au village de Chamoson, ou par quels autres dommageables cas d'accidents ». ²

Enfin, la dotation de *Conthey* a lieu, de la Tour de Vevey, le 7 mai 1352.³ C'est sur ceux-là, tient à proclamer Amédée VI, comte de Savoie et de Maurienne, duc du Chablais et de la vallée d'Aoste, et marquis en Italie, c'est sur ceux-là que notre magnificence doit étendre sa droite libérale, dont les œuvres manifestent les sincères sentiments de fidélité et d'amour qu'ils ont nourris pour nos pères. Il n'oublie pas, dit-il, que le château, le bourg et la paroisse de Conthey, de Vétroz et de Plan Conthey sont assis en un point limitrophe de ses terres, et combien leurs habitants, dans les guerres avec le Valaisan, en ont eu à supporter et en supportent encore, dans leurs personnes et leurs biens, de déprédations, de meurtres, de blessures, d'insultes, d'incendies et d'autres dommages, et comme au milieu des périls ils payent de leur corps, pour défendre virilement ses droits par leurs sueurs, en féaux sujets. Désirant donc les récompenser convenablement, dans la mesure du possible, et pour les animer, par la considération de sa largesse, d'une ferveur nouvelle à son service, pour donner à leur résistance aux incursions ennemies un aiguillon complémentaire, il accorde aux personnes de l'un et l'autre sexe habitant ces bourgs, des libertés, immunités, privilèges et franchises, qu'il fait réduire sur la présente page, de peur que la débilité des facultés humaines ne les laisse périr un jour.⁴ Quatre ans plus tard,⁵ le comte accorde aux Conthey-sans quelques réformes qu'ils prétendent devoir servir heureuse-

¹ Gremaud V/2176.

² AV, L. 332 : Statuts, libertés et franchises de l'honorable communauté et majorie de Chamoson et Ardon, « exactement copié par honnête et sincère Michel Marie François Bocheux de Bossonens, le jour de Sainte Elisabeth, 1772. »

³ Gremaud III/1178.

⁴ Gremaud III, p. 37. Je n'ai pas serré ici le texte latin de très près.

⁵ Evian, 24 février 1356, Gremaud, V/2033.

ment à sa propre utilité et au développement de son village.¹

Toutes ces chartes locales, confirmées fort souvent, parfois par un simple édit-cliché, fortifiées par la tradition, demeurèrent en paisible usage jusqu'à la conquête de 1475 et au traité de 1569. Il ne vient à l'idée de personne qu'elles aient pu prévoir toutes les modalités de la vie sociale, et le remède à tous ses accidents ; elles ne portaient, notamment, que les textes pénaux cursifs. Il fallut donc poser en règle que, pour toutes les façons d'injures (ou d'actes contraires au droit) et de crimes qui n'y trouvaient pas mention, il convenait de punir les délinquants selon les statuts et droits écrits, à l'appréciation du juge,² de manière à satisfaire la raison et l'équité.³

2. Lorsque les gouvernements de St-Maurice et de Monthey furent devenus pays sujets des Haut-Valaisans, se posèrent les données possibles d'un problème du maintien et de l'abolition des anciens droits. A vrai dire, avant l'existence des statuts de 1571, l'opportunité de l'unification s'affirma sans tyrannie, si même elle s'affirma. La dispersion juridique encore assez générale par tout le territoire épiscopal, faisait admettre comme corollaire le respect de ces lambeaux de législation répartis aux bourgades savoyardes, et la solution la plus naturelle à l'esprit était bien celle à laquelle s'étaient rendus l'Evêque et la Diète, en 1497, lorsqu'ils confirmèrent purement et simplement, pour Bagnes et Martigny, la vertu du régime antérieur.

Mais la mise en balance de la lourde et féconde codification de l'évêque de Riedmatten déplaçait le centre de gravité habituel, ébranlait les fragiles plâtras de la coutume bas-valaisanne. Aussi bien, le particularisme faisait régner la plus grande confusion dans les tribunaux des mandements ; on ne s'y entendait plus, on s'y embrouillait dans le fil des statuts divers ; des juges, étrangers aux usages et à la langue, s'y succédaient rapidement pour y appliquer des articles d'ailleurs vieillis, désaccordés, peut-être déformés, souvent insuffisants. La substitution s'amenait suivant une orbite mathématiquement prévisible, elle était inévitable, elle fut faite. Sous réserve, nous l'avons dit, de nombre de coutumes, écrites ou non,⁴ que les sujets priaient *suppliciter*

¹ Confirmations : 23 octobre 1412, Cossonay ; 5 avril 1419, Thonon (Heusler, Nos 565 et 566) ; 22 janvier 1457, Chambéry (Gremaud VIII/3075).

² St-Maurice, 26 : *Delinquentes puniantur secundum statuta nostra et jura scripta, prout discretioni judicantis videbitur faciendum.*

³ Saillon, 20 : *secundum quod equitati consonum fuerit et etiam rationi.*

⁴ Cf. St-Maurice 1575 : *et certas leges et consuetudines tam de jure scripto quam ex usu ab immemorabili tempore citra, etc.*, Heusler, p. 392.

et humillime¹ de bien vouloir admettre, la preuve étant apportée de leur authentique existence.² La survivance légale d'assez abondants cahiers d'anciennes coutumes, presque toutes de droit civil, est donc indiscutable. Mais il est non moins certain que le texte national devint la loi générale et, en dépit de ce qui fut dit,³ probablement la loi principale, et non subsidiaire. Il est véritablement l'axe de tout le droit valaisan jusqu'en 1798. Voyons par quel raisonnement l'impose le pouvoir souverain : Puisque, déclare-t-il en substance,⁴ par la grâce du Dieu très bon et très puissant, sous son inspiration et pour la louange et l'honneur de son nom sacro-saint, afin de faire fleurir la justice, d'accroître la vertu, d'amender le crime, d'abrèger les procès, d'assurer le repos, le progrès, la prospérité et la pacification de la République, nous avons créé et rédigé des statuts qui doivent dès maintenant demeurer à perpétuité ; puisqu'ils ont été approuvés par Sa Grandeur, par le Vénérable Chapitre de Sion, et par les hommes de toutes les communautés des VII Dizains, et ont reçu confirmation et corroboration par l'apposition de leurs sceaux ; puisque enfin, depuis que ces statuts ont été institués, ratifiés et mis en usage quotidien, ils n'ont point produit qu'un fruit vulgaire et médiocre, mais qu'ils ont suscité une large, une abondante moisson, nous avons jugé équitable et très utile de les communiquer à nos chers et fidèles sujets établis en aval de la Morge, de les loger, pour ce qui est des lois, à la même enseigne que nous sommes, et de commettre nos envoyés pour signifier à tous les villages notre décision et volonté, pour les inciter à se soumettre à nos ordres, et à recevoir ces statuts avec un esprit de reconnaissance.

¹ Martigny 1580, Heusler, p. 405.

² Voir, à propos de Monthey, R. 2 déc. 1589, un refus appuyé sur ce motif, que les gens de Monthey n'ont pu prouver leurs libertés sur le point donné, Heusler No 586, 3.

³ Heusler, p. 435. — Les termes catégoriques employés, les *mentem et voluntatem nostram subditis declarandam*, les *non solum utile sed etiam pernecessarium esse duxerimus eadem statuta eis communicare, statutis et legibus nobis facere pares*, les *se morigeros et obtemperantes jussibus nostris exhibuerint*, etc., ces termes se concilient-ils (l'acceptation par les communes, *cum gratiarum actione*, semblant être pure formalité), avec l'opinion de Heusler (pp. 38/39), que l'introduction des statuts se fit spontanément, qu'on se contenta d'« offrir » aux sujets le droit nouveau, et que celui-ci ne fut reçu que comme droit subsidiaire, pour les cas où manqueraient les coutumes écrites et scellées ? Les fortes expressions citées permettent de penser que c'est par un euphémisme injustifié que Heusler donne au « rügen » du texte allemand (*hortari* du latin) le sens d'une simple « Ermahnung ».

⁴ Cf. Heusler, pp. 391, 404, 434.

Comme on avait pressé les sujets de profiter de l'aubaine des Statuts, on en introduisit chez eux les Additions et la Revision, la Diète prenant même, pour ces derniers articles, le soin d'élaborer une traduction officielle qui, le 22 mai 1780, fut produite en séance, approuvée et ratifiée, avec ordre au Seigneur Bourguemaitre Barberin d'en faire expédier des copies pour le Bas-Valais.¹

• On s'efforçait ainsi à prolonger le champ du droit valaisan. Mais, sur un plan voisin, se mouvait la lente déviation du droit primitif, sous la poussée de l'Ordonnance Criminelle de Charles V et de ses commentaires. Ce glissement progressif, marqué par les textes qui plus loin nous serviront de jalons, fut, naturellement, sensible aussi dans les habitudes judiciaires bas-valaisannes, et son effet se mesure avec un éclat particulier dans le Code pénal imprimé pour les gouvernements sujets, à la fin du XVIII^e siècle. Cette loi est pénétrée des leçons du droit impérial.

Les sujets eux-mêmes désiraient s'en défendre pourtant. L'un des 30 points de la supplique de l'Entremont et de la bannière de Saillon à Leurs Excellences du Haut-Valais,² demandait respectueusement : Si l'affranchissement du Bas-Valais n'est pas possible, et que LL. EE. Nos Seigneurs continuent d'envoyer des juges et représentants, qu'il soit établi un code pénal commun à tout le Bas-Valais, calqué principalement sur ceux des voisins et alliés suisses, et cependant le plus doux, le moins rigoureux possible, auquel il sera uniquement recouru, sans mélange de criminaliste étranger.

La première idée officielle de cette codification a été formulée à la diète de mai 1790. On commençait à répéter que les sujets étaient fortement opprimés par Messieurs les Fonctionnaires, et l'assemblée, sans vouloir incriminer cependant ceux qui étaient en charge, et pour obvier à toute critique en général contre leur corps, exprima le désir d'ériger un code criminel ou pénal, comme cela se pratiquait ailleurs, et de l'observer ponctuellement. En attendant, elle s'inquiétait du mode de perception des amendes, et recommandait une exacte vigilance, en les temps critiques traversés, pour qu'une justice irréprochable fût rendue.³ C'était bien viser. Et pourtant le 8 septembre déjà, à cause d'une amende injuste, l'émeute éclatait à Monthey, et les événements forçaient la Diète, en session de décembre, à décréter l'urgence

¹ Crompt, pp. 211/212.

² Sept. 1790, art. 3, Grenat, p. 427.

³ 4/15 mai, de Courten VII/642.

de la préparation du *Codex poenalis* et de l'établissement d'une Chambre welsche, chargée des appels et de la revision des décrets pénaux.¹ Le projet de code est présenté en mai suivant, en même temps que le répertoire des grâces que l'on songe à concéder aux communes demeurées fidèles, puis soumis au Bas-Valais pour examen.² Après tergiversations, et en vertu du terme péremptoire qu'il fut nécessaire de leur fixer, les délégués des hannières vinrent exposer qu'ils avaient, dans deux assemblées, formulé leurs observations et rédigé une résolution unanime, qu'ils soumettaient à la Diète en protestant qu'ils avaient agi dans les plus pures intentions, sans oser prescrire quoi que ce fût à leurs Seigneurs et Supérieurs, mais en les priant de le leur accorder par grâce. Que s'ils l'obtenaient, ils ne doutaient pas que cette faveur paternelle apaiserait les esprits des sujets et les animerait à demeurer fidèles, ce à quoi ne devait pas peu contribuer l'adoption immédiate du projet. Les Hauts Seigneurs, convaincus qu'en des conjonctures si graves il convenait de faire tout ce qui pouvait maintenir les sujets dans les bornes de l'obéissance,³ désignèrent aussitôt une commission d'étude,⁴ et, dans le mois de mai suivant, admirent le texte tel qu'il avait été rédigé par elle, et décidèrent de le faire mettre au net et traduire pour qu'on pût l'imprimer.⁵ Ce qui eut lieu, à Sion, sur les presses d'Antoine Advocat, par ordre de LL. EE. du Vallais, en 1795.⁶ Grenat affirme que les lenteurs occasionnées par les tra-

¹ 10/20 déc., de Courten VII/667.

² 16/27 mai, *ibid.* 672.

³ Ils leur donneront, dans l'introduction du code, un petit cours de politique : considérant « que la liberté, comme l'entend le grand nombre, est une chimère, et que cette liberté d'ailleurs si aimable dans l'état de nature, est le germe de destruction le plus prompt et le plus actif de la société », « que le premier article du Pacte social, est le renoncement à sa liberté, et l'aveu de son obéissance aux Lois », « que l'obéissance aux Lois est le véritable amour de la liberté, puisque la vraie liberté consiste à vouloir ce que les Lois veulent », « que les Peuples n'ont été heureux, et les Gouvernemens Florissans qu'en raison de l'obéissance aux Lois, et du maintien de la Constitution », enfin, « que le renversement des lois et de la Constitution amène nécessairement la chute et la ruine des états les mieux fondés, des Gouvernemens les plus solides ; puisque sur leurs débris il ne peut s'élever que l'*Anarchie*, ce fléau terrible, qui semblable à un volcan, déchire, dévore et consume tout ce qui se rencontre à son passage ». — Cet éloge de la soumission à l'usage du grand nombre, qui n'y comprend rien, ce paradoxe sur le bonheur de la servitude, écrit par les maîtres, est assez piquant.

⁴ 3/15 déc. 1792, de Courten VII/711.

⁵ 27 mai/8 juin 1793, *ibid.* 725.

⁶ Je donne la date d'après Meier, *op. cit.* p. 171; l'exemplaire que je possède n'étant pas daté.

ductions allemandes, qu'on dut en faire pour le soumettre à la sanction des communes du Haut-Valais, les observations que les Bas-Valaisans étaient invités à émettre librement, le peu de zèle que montraient les principales familles des dizains qui fournissaient les gouverneurs, retardèrent la promulgation de ce code jusqu'en 1798, et qu'il ne fut donc pas mis en vigueur, puisqu'à cette date l'indépendance du Bas-Valais fut reconnue et solennellement proclamée.¹

Il se peut. Quoique le Grand Baillif et le Conseil de la Souveraine République eussent trouvé à propos « de le faire imprimer et distribuer dans les communes du Bas-Vallais, » il n'est pas impossible qu'ils n'aient réalisé que la première partie de leur dessein, et que le code attendu depuis tant d'années soit resté lettre morte. Cela n'enlève rien de l'intérêt exceptionnel qu'en présente pour nous l'étude : il nous donne un tableau inespéré de l'état du droit pénal dans le terme de l'évolution dont nous avons cherché à tracer la courbe; il constitue un repère précieux, puisqu'il a été conçu dans cette idée « que les lois, pour faire le bonheur d'un peuple, doivent être conformes à ses mœurs, et au climat qu'il habite ; que ces lois, surtout en matière pénale, doivent être précises, claires, et énoncées de façon à prévenir toute interprétation arbitraire, toute extension illimitée, ou tels autres abus que l'esprit de système, de chicane, ou de méchanceté pourrait faire naître au préjudice du Peuple ». ² On nous promet donc de nous y montrer le limpide usage de l'époque.

Regrettons seulement que les souverains n'aient point vu l'âge d'or qu'ils se promettaient de leurs travaux, en concluant leur épître dédicatoire : « Nous avons tout lieu de croire que Nos chers et fidèles sujets recevront cet ouvrage comme un gage de l'attachement paternel, que nous avons et que nous aurons toujours pour eux. Nous flattons du doux espoir, que cet ouvrage intéressant servira de bouclier au foible contre le fort, de frein au méchant, de joug honorable aux bons Citoyens, sous lequel ils trouveront également réunis les avantages de la vraie liberté et de l'association civile ».

Haut-Valais.

Dans la cosmographie haut-valaisanne également, parmi les flambeaux fixes des statuts généraux et communs, surgissent,

¹ Grenat, p. 432.

² Introduction au Code, 6.

en nombre indéfini, des mondes législatifs propres à un dizain, à une ville ou à un village.

Il ne faut naturellement pas imaginer que nous pourrions atteindre toutes ces lois, et les nommer. Il en est dont nous ne rêvons même pas l'existence, d'autres, dont l'apparition n'a jamais été notée, ni la composition analysée, et qui, venant de l'inconnu ont passé dans l'oubli, sans laisser ni sillage, ni résidu de la substance des coutumes dont elles étaient formées.

A côté de ces limitations imposées, il en est d'autres que nous choisirons. Si bien des lois ont disparu, certaines subsistent dont nous devons négliger la sollicitation. Les règlements de poursuite pour dettes que pouvaient avoir voté Brigue ou Sion,¹ la multitude innombrée des constitutions paysannes, sont pour nous, sinon sans attrait, du moins sans valeur pratique, et nous les laisserons délibérément aux rayons des archives.

Puisque nous ne nous arrêterons qu'à ces statuts² dans lesquels gisent au moins quelques indications de droit pénal, rappelons ou nommons ces documents importants de l'histoire des cités valaisannes, à la tête desquelles *Sion* évolue comme corphée.

La première déclaration des droits de l'évêque et des citoyens de Sion, la première des chartes municipales, a été établie, en 1217,³ dans un conseil tenu par l'évêque Landri, les chanoines, le vidomne, et les seigneurs de La Tour, majors de Sion. Elle fut suivie des statuts arrêtés au plaid général de mai 1269,⁴ par l'évêque, le vidomne, le major, le sautier et, innovation lourde de sens, par les citoyens de la ville, et dans lesquels sont institués les fameux 12 consuls, que l'on se plaît généralement à tenir pour les pères des futurs « syndics », et dont les fonctions d'administrateurs des biens communs illuminent aujourd'hui l'origine des Conseils communaux. Puis, le 4 juillet 1338,⁵ à l'inauguration de l'épiscopat de Philippe I et avant qu'il fût venu prendre possession de sa bonne ville, ont été rédigées et jurées ces pages lumineuses et substantielles, dont les 41 articles ont été approuvés par Elie de Sendrens, dans la conviction qu'ils

¹ En 1516 et 1518, cf. Heusler, Nos 342 et 412.

² On ne trouvera dans cette énumération que des textes officiels, que des lois. Il existe d'autres sources dont nous ferons état et que nous citerons en cours de travail.

³ Gremaud I/265. Sur la création du « Stadtrecht » et des « Stadtbücher » dans les villes allemandes, v. Fehr, pp. 183/184.

⁴ Gremaud, II/751.

⁵ Gremaud, IV/1720.

serviraient à écarter tous les scandales, à punir et à faire disparaître, avec toute l'animadversion désirable, les malfaiteurs et les scélérats, à barrer les voies à l'esprit du mal, à corriger les coupables, et qu'ils permettraient aux hommes pacifiques et justes de se rassurer et de jouir en liberté de toutes leurs franchises, immunités, bons usages et statuts.¹ Lorsque Philippe de Chamberlhac vint en Valais pour occuper le siège épiscopal, les bourgeois de Sion le prièrent de donner son assentiment à ces libertés, pour la confirmation desquelles son vicaire général s'était porté fort. L'évêque acquiesça de bonne grâce, le 12 mars 1339,² et l'on dressa une nouvelle charte, dans laquelle les mêmes articles sont reproduits avec quelques adjonctions et variantes.³ Ces franchises fondamentales ont été plus d'une fois confirmées.⁴ Signalons encore, pour Sion, les statuts du 28 janvier 1414,⁵ adoptés par les syndics, conseillers et bourgeois assemblés, à l'appel de la cloche, devant le portail de l'église cathédrale. C'est un abondant recueil⁶ de dispositions de police interne et rurale, sanitaire et alimentaire, et qui précise quelques-uns des droits et des devoirs du conseil communal, des habitants, des gardes-champêtres, et des fonctionnaires chargés de la surveillance et de l'entretien du cours de la Sionne. D'assez fréquentes copies des statuts de 1339 et de 1414 se font encore au XVII^e⁷ et jusqu'à la fin du XVIII^e siècle,⁸ ce qui laisse entendre que les privilèges de Sion sont demeurés toujours en pleine sève. Ils ont d'ailleurs été régulièrement étendus et complétés dans les conseils, par une foule de courts statuts, dont un grand nombre figurent au *Compendium* conservé par la Bourgeoisie.⁹

Loèche, on le sait, avait aussi obtenu du vicaire général de l'évêque Philippe, le 3 juillet 1338, la confirmation de ses fran-

¹ Ibid. p. 158.

² Gremaud IV/1741.

³ Ibid. p. 155.

⁴ Sion, 2 nov. et 18 déc. 1450: L'évêque Guillaume VI et le Chapitre de Sion confirment les libertés de 1339, Gremaud VIII/3033. — Pour les confirmations générales de 1416, 1482, 1525, 1548, consulter v. Berchem, p. 67, note. — Les franchises de Sion, en général, ont aussi été confirmées souvent par les Baillis, (ABS, Tir 66, anciennement 22): en 1561, par Nicolas Im Eyck (N^o 73), en 1563, par Pierre Allieti (N^o 75), en 1571, par Maurice Zumbunnen (N^o 76), en 1573, par Antoine Mayenzet (N^o 78), en 1605, par Jean In-Albon (N^o 87), etc.

⁵ Gremaud, VII/2617.

⁶ 42 articles.

⁷ Cf. AV, L. 100.

⁸ En 1795, ibid. L. 101.

⁹ Tir. 22, N^o 46.

chises, dont la communauté possédait d'ailleurs des lettres patentes, depuis consumées lors du grand incendie qui avait détruit la ville entière aux temps de la guerre de l'Eglise de Sion. Le document de 1338 fut confirmé, le 20 mars 1376, puis le 26 février 1419, par les évêques Edouard de Savoie et André de Gualdo.¹

Rarogne la très-sage s'est dotée, par les soins de ses majors et de ses citoyens, de lois écrites complètes, vigoureuses, nuancées, où la richesse est omniprésente. La preuve que Rarogne était avertie des nécessités législatives et prompte à les résoudre pourrait se trouver déjà dans ces ordonnances du 13 février 1434,² que s'étaient données les hommes de la communauté, réunis sous la présidence de leurs majors Rodolphe et Jean Asper, pour fixer la procédure à suivre contre les personnes suspectes de se livrer aux arts de la magie noire, et dont il était à présumer que la communauté et les particuliers allaient avoir à supporter de nombreux opprobres, dommages et charges, dans leurs personnes, leur bétail et leurs biens. Mais l'affirmation étincelante de leur bon sens, de leur excellence civique, ils l'ont fournie, le 15 janvier 1548,³ en écrivant avec fidélité, sérieux et application, « treuwlich, erenstlich und flyssiglich », sous l'invocation de la Sainte Trinité suivant l'habitude, leur « Statut und Freyheit eines loblichen Dritttheyls von Raren ». ⁴ Leurs pères avaient, avec l'aide du Dieu tout-puissant, conquis et acheté jadis, ⁵ grâce à leurs qualités de méthode, de gravité et d'habileté, la haute et basse juridiction et souveraineté, le droit de percevoir les grosses et petites amendes et autres bans, d'avoir tronc et potence, avec tous les attributs que leurs nobles prédécesseurs possédaient en leur temps. Mais, comme des erreurs et des divergences s'étaient produites dans l'application et l'interprétation

¹ Gremaud IV/1719.

² Gremaud VIII/2833.

³ Heusler N° 385.

⁴ Le dizain de Rarogne était composé de 3 Tiers : Le Tiers oriental, Moerel (*Morgia*) ; puis Rarogne, avec Unterbäch, Ausserberg et Bürchen ; enfin le Tiers occidental : Niedergesteln, Hothen, Steg et Eischoll. — Le statut appartient au tiers de Rarogne, cf. Heusler, p. 345.

⁵ De Diebold d'Erlach, à Berne, et de sa femme, Jeanne, fille de Petermann Esperlin à Rarogne, ainsi que de Nicolas de Chevron (cf. *infra*), vidomne à Rarogne, Sierre et Sion, et de Gaspard Schiner, anciennement châtelain dans l'Anniviers, en tant que représentant et au nom de Mathieu Schiner, évêque de Sion, comte et préfet du Valais, cardinal du Saint-Siège à Rome, et « licenciât des gantzen tytschen lants », disent-ils dans leur prologue, Heusler, p. 346.

de leurs anciennes coutumes, l'importance parut évidente qu'il y avait à les mettre par écrit, afin que chacun pût clairement savoir désormais, en justice ou autrement, à quelle forme définitive s'en tenir. C'est à cet effet que le conseil et la communauté de la châtellenie désignèrent la commission de sages auxquels fut confié, sous leur serment, le mandat de rechercher et de rédiger l'ancien droit coutumier de la paroisse.¹

Le tiers de *Marel* avait montré les mêmes dons heureux que celui de *Rarogne*, et sa précocité politique, les premiers jets de sa législation, auraient ici encore, permis d'augurer que les fruits passeraient les promesses des fleurs. Malheureusement, si l'effort initial s'est développé, nous ne retrouvons pas, ainsi que dans le Tiers voisin, l'équivalent de la loi à son point de maturité. Mais il faut voir, dans ces ordonnances portées, en juin 1430² déjà, par les gens de la communauté pour se défendre contre les sorciers, la façon intelligente dont ces paysans comprennent leur rôle de législateurs. Ils ont une intuitive philosophie de la répression, concilient les éléments d'expiation et d'utilité, ont la conscience que leurs lois doivent en même temps s'efforcer de punir le mal, de l'extirper, et de l'intimider.³ Leur langage juridique est clair et facile. Il est ferme et prudent aussi : prévoyant que, sous couleur d'altruisme et de zèle louable, quelques-uns, enhardis par l'envie de leurs richesses ou le spectacle de leur pauvreté, pourraient poursuivre de prétendus sorciers, les paroissiens s'engagent dans la plus noble et la plus formelle profession d'équité. Leur rôle, ils en savent l'exacte mesure, ils en sont maîtres : Ils promettent par serment, et sous l'obligation de tous leurs biens, d'observer les statuts qu'ils se donnent, mais réservent cependant, pour eux et leurs successeurs, le droit de les révoquer, de les réintégrer, de les augmenter et réduire à leur gré, sans avoir à tenir compte de l'autorisation ou de la volonté de leur juge, à condition que cette action soit exercée par la majorité, en assemblée publique, et qu'elle ne porte aucune atteinte à leurs droits, libertés et franchises.⁴ Ces gens nous laissent encore, pour témoignage de leur compétence, un règlement qu'ils firent, le 19 mai 1452⁵ pour l'exercice

¹ Heusler, p. 346.

² 15 juin, Gremaud, VII/2809.

³ Ibid. p. 580.

⁴ Ibid. p. 582.

⁵ Gremaud, VIII/3046. — Le 11 janvier 1467, on complète ainsi ce règlement : En cas de désaccord dans le choix du juge, la majorité des deux paroisses décide. En cas d'insuffisance des biens dans les causes de sang,

de la majorie de Mœrel, dont les communes de Mœrel et de Grengiols venaient d'acquérir la moitié.

Le dizain de Viège avait eu ses franchises aussi, qui s'étaient perdues, soit par le seul fait de leur antiquité, ou par négligence, ou surtout ensuite de l'incendie qui ravagea le bourg, l'*oppidum*. Les procureurs et conseillers du dizain prièrent donc l'évêque Adrien de Riedmatten, avec toute l'humilité et révérence convenables, de leur plus ardente supplication et le plus affectueusement possible, de bien vouloir en concéder, approuver et ratifier une nouvelle rédaction. Ce qui fit bénévolement le seigneur, le 19 mai 1545,¹ dans son désir d'assurer la paix par l'usage d'excellentes lois, d'apaiser les conflits, de faciliter les jugements et d'abréger les procès pendants, *vehementi nostro in solum natale studio*, confesse-t-il, *propriusque nativitatis nostrae desenum*. Ces statuts sont modestes ; ils contiennent surtout² des dispositions de police destinées à assurer l'honnête et paisible fréquentation des marchés traditionnels de l'Épiphanie, de la Saint Laurent et de la Saint Martin, et rappellent jalousement les garanties de procédure usuelles accordées aux personnes arrêtées ou détenues dans le dizain de Viège, et la compétence pénale de son châtelain.

Cela posé, je ne connais plus rien que trois statuts des hommes de *Praborgne* ou *Zermatt* : Leur « Purenzunft » du 4 mars 1571,³ qui prévoit quelques contraventions aux arrêtés sur la chasse à la marmotte, la danse et le jeu, et l'obligation de secours en cas de sinistre. Et surtout l'importante constitution,⁴ (dont je possède l'instrument), que se donnèrent, *invicem et mutuo consilio*, le 25 janvier 1540, les chefs des familles⁵ qui, par clémence et faveur divine, avaient été tirés du servage et constitués dans la liberté.⁶ Ce document réservait que, dans le cas où les autres

le juge et les deux paroisses ont à leur charge chacun la moitié des frais. Archives Mœrel, A. 90, i, Blätter aus der Walliser Gesch. I. 1896, p. 60.

¹ Voir copie de vers 1600, AV, L. 78, 2.

² Nous omettons volontairement certains articles traitant de la tutelle, de la procédure civile, etc.

³ Heusler, N° 405.

⁴ Elle comprend 12 articles, réglementant l'élection et les attributions du major, de son lieutenant et des 8 jurés, les mesures pour assurer le respect de la paix, l'attribution des bans, le mode des appels.

⁵ Ruden, op. cit. en compte 115. Il s'y trouve deux Johannes grawen, représentant, je pense, la *domus Johannis gravis an der Schamatten* et la *domus petri grawen zensee*, mentionnées dans la liste finale.

⁶ Après s'être rachetés de la domination de noble et puissant homme feu Jean Werra, ancien Bailli, et coseigneur de la vallée, en 1538.

domaines¹ réussiraient à acquérir leur liberté, la communauté pourrait, par consentement unanime, amender, remanier, adopter ces premiers statuts, à la discrétion des plus prudents. C'était sagement prévoir : Les dernières familles se rachetèrent en 1618, et leurs patriarches se donnèrent, le 21 janvier 1621, dans la demeure du major Riedin, une constitution et organisation générale et définitive pour les trois communes réunies. Qui, à lire le parchemin qui demeure chez moi, reprend mot pour mot l'ancien titre de 1540, sauf d'insignifiantes altérations de forme et variations de fond.

Brigue possédait de copieux statuts,² riches d'intérêt, dont les originaux sont perdus, mais dont les manuscrits de la Bibliothèque municipale de Berne nous permettent de recenser, suivant la leçon de Heusler :³ Les ordonnances fondamentales du 3 janvier 1418, complétées par les additions de 1445 et de 1479, et les statuts de dizain, du 23 octobre 1540, portant la peine du blasphème, de la violation du repos dominical, et de l'ivrognerie.

Sur les champs de *Conches* enfin, à Ernen, à Fiesch, à Binn, Belwald, Biel, Reckingen et Münster, s'élève un innombrable pollen de constitutions, lois, ordonnances et décrets,⁴ dont la plupart cependant ne s'écarte pas du point le plus humblement natal. Ce sont surtout de modestes lettres de confédération alpestre ou villageoise, des compromis et des éclaircissements entre les grandes paroisses d'Ernen et de Münster pour aplanir leurs conflits de juridiction, dont nous noterons les seules importantes décisions de 1447 et de 1563 consacrant l'unité de la juridiction criminelle pour les deux paroisses.⁵ Mais un document capital

¹ Fiefs des Jean Perrini, de Loèche, et des Jodoc Kalbermatter, ancien bailli. — Ruden (qu'on peut consulter, op. cit. pp. 114 ss.) énumère encore les seigneurs suivants : les Esperlin, de Rarogne, et les de Platea, de Viège.

² On les trouve dans les « *Blätter für Walliser Gesch.* » IV. pp. 303 ss., mais tous donnés par erreur sous la date de 1418, contrairement aux prévisions de Heusler.

³ Heusler, Nos 411 et 413.

⁴ L'énumération de Heusler, litt. G. pp. 113 ss. en donne un aperçu.

⁵ Ernen prétendait qu'il ne devait y avoir dans tout le dizain du Mont-de-Dieu en haut qu'un seul major, tenant banc et siège de justice à Ernen, et non ailleurs, où devaient aussi se trouver le tribunal (*forum*), le tronc et les fourches, s'exercer la haute et basse justice, s'exécuter les sentences, suivant une coutume très ancienne. Les hommes de Conches (Münster) répliquaient tout le contraire, qu'ils pouvaient élire leur major, avoir leur tronc, leurs fourches et leur tribunal, expédier les causes civiles et criminelles, sur le prononcé de leurs jurés. On finit par soumettre, en 1447 (Blitzingen, 15 avril, Heusler, N° 421) le différend à des arbitres désignés à l'amiable, dont la sentence consacra l'existence d'un seul major pour le dizain, comme du passé, définit Ernen comme siège de la juridiction, et fit admet-

est ce Landfrieden déjà connu, du 30 juin 1549¹, qui consacre, sous peine de corps, d'honneur et de biens, à côté de l'indéfectible fidélité à la foi des ancêtres et de l'interdiction de recevoir des titres et des pensions d'un prince étranger, la reconnaissance et l'application de tous les anciens louables usages et statuts nationaux, principalement des statuts écrits au temps de l'évêque Guillaume de Rarogne, c'est-à-dire des Articles de Naters.

2. Lois de portée générale.

Le Droit Valaisan.

Du point où nous arrivons se découvre la vue panoramique de tout l'ancien droit valaisan.

Les coutumes juridiques locales, dont souvent nous n'avons plus trouvé trace, et dont le tuf devait être le même pour tout le pays en amont de la Morge, ces coutumes auraient poursuivi leur course centrifuge et accompli leur carrière particulière avec plus ou moins d'éclat, sans la fondation de l'état fédératif valaisan et l'apparition de cette cellule de la pensée commune que forma la Diète. A peine l'autorité législative centrale est-elle assise, vers le milieu du XIV^e siècle, que surgissent les sûres évocations, du droit national.²

Coutumier I.

Entre 1340 et 1370 s'écrivent les « Aucuns cas de costume »,³ mélange de dispositions surtout civiles et de procédure, que

tre un compromis pour le choix des assesseurs et la nomination du major, élu d'année en année dans l'une et l'autre paroisse alternativement. Cet accord fut plus tard remis en cause par les gens de Münster, qui voulaient à toute force pouvoir obtenir de trancher et mener à fin chez eux les causes civiles et les causes criminelles touchant l'honneur et le sang, et la solution légale de l'unité fut réadmise, en 1563 (Ernen, 2 décembre, Heusler, p. 387) par la déclaration concordante des deux paroisses. — « Le comté de Biel, indépendant jusqu'en 1798, a eu jusqu'alors ses propres juges pour les causes civiles, mais pour ce qui était des causes criminelles et capitales, elles étaient toutes portées à Ernen comme au chef-lieu de tout le dixain de Conches, où on les instruisait, les jugeait et les exécutait », Schiner, p. 240.

¹ Heusler, N° 422.

² Pour la nomenclature, on suivra généralement le fil mis en nos mains par Heusler, pp. 26 ss.

³ Gremaud, IV/1973.

Heusler penche à considérer comme un premier ensemble officiel, dont les 122 articles seraient une série de décisions du Conseil général, semblables à celle du 9 juillet 1339¹ précisant une question de for.

Coutumier II.

A la première moitié du XV^e siècle remonte le coutumier des archives de Valère, que l'on a nommé le « Weisthum über Walisergewohnheitsrecht ». ² Les 14 articles de tête, incisifs et bien frappés, ont un caractère officiel que l'on hésite à donner aux autres, dont la rédaction est plus flottante (*dicatur quod ius est, credo quod ita sit*) et fait mention de coutumes régionales, et qui pourraient n'être qu'un matériel amassé pour un projet.

Statut contre les sorciers.

Vers le même temps, quand, de toutes parts, s'élève en Valais l'assaut des flammes contre les enchanteurs et les magiciens, une diète est convoquée à Loèche, le 7 août 1428, ³ à laquelle accourent, des deux rives du Rhône, les députés de tous les dizains, tant allemands que romands, qui, soucieux de l'honneur et de la prospérité de l'Eglise de Sion et de la patrie entière, arrêtent les termes d'une loi répressive. Ce sont les *Certi articuli per magnificos dominos patriotas super arte sortilegii erecti*.

Organisation judiciaire de 1435.

A côté du malaise religieux et social, commence à se nouer la crise du pouvoir où vont s'affronter l'Evêque et les Patriotes, et qui se terminera par la spoliation politique de 1634. La griffe de fer est cependant rétractile, les méthodes d'intimidation se déguisent encore. C'est pourtant bien à une pression qu'il semble qu'on doive attribuer la concession de cette « Landes- und Gerichtsverfassung » que souscrivirent, à Brigue, le 16 mars 1435, ⁴ l'évêque André de Gualdo, le bailli Thomas Venetz et les députés des communautés, afin, dit l'acte de promulgation de l'évêque, de sauvegarder entre nous et les gens des communes les avantages de la paix et de l'union, et afin d'éviter les discordes,

¹ Gremaud, IV/1771.

² Heusler, N° 17, dont nous reprendrons les appellations qu'il donne à ces différents textes.

³ Heusler, N° 15, p. 146.

⁴ Heusler, N° 16, p. 148.

les troubles et les périls qui pourraient fondre sur notre patrie, maintenant ou quelque jour, sous le prétexte d'un de ces articles. Le prélat se faisait illusion, il étouffait provisoirement le mal, il n'en stérilisait pas la racine. L'attaque ne se fit pas attendre.

Articles de Naters, (Statuts de Guillaume VI de Rarogne).

28 janvier 1446. Naters est le théâtre d'une rapide et pathétique défaite. Plus de 2000 hommes, venus des points cardinaux du pays, s'ameutent dans le pré sous le château du Roc, où séjourne Guillaume VI de Rarogne et qu'ils circonviennent ; ils jettent sur un parchemin une centaine de paragraphes hâtifs, les relisent article par article à leur évêque, et le contraignent d'y adhérer.¹ Ils s'en défendent, il est vrai, par des formules respectueuses, mais on connaît le ton véritable de leurs « humbles, de leurs dévotes supplications et prières ». Il ne fait aucun doute que ce code fut arraché par des moyens dont les accusations du cardinal Schiner² donnent une rude et vive illustration. Le Révérend Père en Christ dut subir la tyrannie de ses sujets, se contentant de protester que l'acte scellé ne devait avoir de valeur que sa vie durant et ne porter, à son décès, nul préjudice aux droits de l'Eglise et de la mense épiscopale de Sion.³

Son successeur l'entendait bien ainsi. Ce qui avait été semé dans le vent et récolté dans la tempête se dispersa dans ses derniers souffles. Le 15 janvier 1451, étant désigné pour occuper le siège de St. Théodule, Henri Esperlin refusa le pouvoir tronqué qui lui était offert. La journée du 23 fut l'antiphrase de celle de Naters : Réunis dans le chœur de l'église de Ste Catherine, à Valère, les seigneurs électeurs, les citoyens de Sion, les hommes de tout le pays,⁴ tentèrent vainement de fléchir leur élu. Celui-ci ne pouvait consentir à leur répondre, que les Articles de Naters eussent été d'abord révoqués, et qu'on eût stipulé un instrument public en mémoire perpétuelle de leur abandon. Les délégués, démunis du mandat nécessaire, s'en furent soumettre ces conditions à leurs dizains. Le 7 février, ils reparaissent dans la nef de Valère pour tenter leur suprême manœuvre. Ils déclarent au seigneur Esperlin, par la bouche du Bailli, que les Patriotes n'ont jamais composé que des articles utiles au peuple et à la chose publique, honnêtes, dont l'Eglise de Sion ne s'est nulle-

¹ Gremaud, VIII/2976, Heusler, N° 18, p. 169.

² Voir plus bas, pp. 87, note 4, 88, note 1.

³ Heusler, p. 200.

⁴ Par un curieux renversement de l'histoire, au nombre de plus de 2000 aujourd'hui encore

ment trouvée lésée, et qu'ils le supplient de confirmer. Que s'il en était qui fussent dirigés contre les droits de l'Eglise, ils s'offraient à les désavouer et à les annuler sur le champ. Mais cette tentative désespérée est déjouée par la simple réplique qu'il n'appartient pas à l'évêque d'accorder ce qu'on lui demande, que notre Seigneur le Pape seul en aurait le pouvoir. La fermeté de l'élu se démontrant égale à l'amour de son peuple, il fallut bien que les députés immolassent leur charte à leur loi vivante : à l'heure de none, après avoir tenu un colloque secret, ils déclarèrent, en leur nom et au nom des dizains, casser purement et simplement, et pour jamais, tous les articles qu'ils avaient créés cinq ans plus tôt, et replacèrent l'Eglise de Sion et ses ministres dans leurs libertés, souverainetés et franchises habituelles, et dans tous les droits que St. Charles, empereur, avait un jour concédés à St. Théodule.¹

En dépit de leur durée éphémère, les Articles de Naters sont un document de choix pour la connaissance du droit de l'époque. Leur signification est d'autant accrue que, même détrônés, ils n'en continuèrent pas moins de régner : Malgré la révocation formelle, dit Heusler,² ils ont été considérés, jusqu'au nouveau Landrecht du Cardinal, comme le Landrecht valable du pays. Davantage, ils auront connu la consécration d'une véritable restauration, ayant été remis en vigueur dans certains endroits par un acte officiel exprès, ainsi que le firent les Conchards, sous leur bannière, en juin 1549.

*Statuts de Walther Supersaxo.*³

En 1475, une nouvelle codification nationale est publiée, par un geste souverain de l'évêque. Celui-ci rappelle dans son prologue comment Justinien, empereur très-chrétien, affirmait au début des Institutes que la majesté impériale doit, non seulement briller par les armes, mais être bien pourvue de lois, pour qu'un

¹ Gremaud, VIII/3038 et 3039.

² Heusler, p. 29. Noter ce jugement du 14 avril 1510 (Imesch N° 48, 2) où avant l'introduction du LRC, on procède selon la coutume et les *statuta patrie Vallesii*. Mais peut-être alors les statuts de 1475 étaient-ils en vigueur.

³ Ces statuts, absolument inconnus jusqu'ici, ont été découverts aux archives de Torrenté, en une copie de 1550 due à l'abbé Jean Huser, recteur de la fondation de St. Antoine, par M. le Dr Meyer, archiviste cantonal, qui a la bonté de me les communiquer et de me permettre, le premier, d'en tirer parti. D'après le contexte, ils ne sont pas qu'un projet, mais ont dû être publiés (cf. *statuta edita*, puis, *in fine* : *Reformatio curiae quam eciam precipit episcopus*).

bon gouvernement soit possible autant dans la guerre que dans la paix, et comment en effet le prince des Romains avait triomphé des méchants et vaincu ses ennemis dans les combats. Considérant donc, poursuit à peu près l'évêque, que le glaive à deux tranchants, le *bis acutum gladium* lui a été déferé par le ciel pour l'administration de la justice dans les terres de l'Eglise, et qu'il est sollicité par un constant souci et pressé par une méditation assidue d'user de son pouvoir pour en assurer la prospérité; considérant aussi que la justice (*quae unicuique dat quod suum est*) aide le plus à y atteindre, et qu'un pays n'est pas habitable où ne règne pas la justice; considérant enfin que la patrie valaisanne et les terres de la préfecture de l'Eglise de Sion ne sont pas régies par des lois ou par le droit écrit, mais l'ont plutôt toujours été par le droit naturel, la coutume et les statuts anciens,¹ et que ces coutumes et ces statuts sont aujourd'hui litigieux et douteux pour beaucoup, il devient nécessaire de recourir à l'autorité supérieure, afin que, par des déterminations opportunes, elle dissipe toute ambigüité, écarte la controverse, déclare le sens des passages obscurs, ruine les disputes, extirpe le vice, implante la vertu, corrige les délits et réforme les mœurs. C'est à cette fin que l'évêque, avec le conseil et l'assentiment communs du Vénérable Chapitre, des nobles et de l'élite de la terre du Valais, qui le demandaient, renouvella aussi bien qu'il put, avec l'assistance divine, les statuts et les coutumes de la patrie, non pour les donner comme nouveaux, mais désirant leur voir tirer leur autorité des antiques statuts et usages approuvés.

Capitulations de Jost de Sillinen.

L'espèce de flibusterie législative de 1446 ne devait cependant point tarder à réapparaître avec une constance atavique, et pousser les patriotes à continuer les entreprises violentes de leurs pères. Le 18 mai 1487, au lieu fatal de Naters, ils imposaient par un chantage² au malheureux évêque de Sillinen, une Capitulation qu'il parapha en protestant qu'il le faisait pour disposer ses sujets à la bienveillance à son égard et pour les voir plus empressés à lui obéir, et en réservant prudemment que tout ce

¹ Dont les uns ont été écrits, et les autres conservés par les mœurs et l'usage commun, dit le texte.

² *Pro premissis per... dominum episcopum observandis... nuncii patriotarum remittunt et quittant prefato domino episcopo querelas quas se habere dicebant de certis aliis tractationibus nimis rygorosis in personis et bonis certorum patriotarum*, Heusler, p. 162.

qui, dans ces articles, pourrait se prouver contraire aux droits et privilèges de son Eglise, il ne voulait pas y être lié par la solennelle promesse générale qu'il avait faite dans l'institution.¹ Le faible rempart de ces résistances va bientôt être démantelé et emporté par la tourmente populaire. Quand le seigneur tente de s'opposer à l'effritement progressif de sa souveraineté, on lève (et déjà sous la direction du fameux Georges Supersaxo)² la matze contre lui,³ on l'assiège dans son château, on y porte un gros amas de bois, en vociférant que s'il se refuse à sceller le Landrecht on va mettre le feu au gîte. Finalement, au cimetière, devant le sanctuaire de St. Théodule, Sa Grandeur déposa ses ornements sacerdotaux et résigna sa charge, en disant préférer souffrir la mort plutôt que de consentir aux exigences des Patriotes.⁴ Et tandis que l'évêque dépossédé s'en allait, avec quatre chevaux, un mince bagage et son bréviaire, sur les chemins de l'exil,⁵ les gens des communautés, réunis sous les murs de Sion, établirent le 19 avril 1496,⁶ d'importantes ordonnances ou « Landsatzungen » qu'ils jurèrent, à main levée, d'observer de façon inviolable à perpétuité. Le cardinal Schiner, victime un jour à son tour

¹ Heusler, N° 20, p. 160.

² Cf. Furrer, pp. 235, 238. — Sillinen et Supersaxo semblent avoir été d'abord unis. Voir Cap. art. 14 : *Item quod prefatus dnus episcopus exinde summariam iustitiam ministret et ministrari faciat tam contra Georgium super Saxo quam contra quascunque personas, semotis omnibus favoribus*. Mais les choses changent bientôt. Au commencement de 1496 l'évêque Jost, ayant légalement rassemblé, pour l'assister, le conseil et les citoyens de Sion, prononce l'ouverture d'une procédure contre « Jörg uff der Flüe », ancien faussaire du sceau de Berne, coupable de sédition et de lèse-majesté (cf. Büchi, Korrespond. Append. N° 7, et Büchi, Math. Schiner, pp. 30 ss.). A cette époque Georges Supersaxo, Nicolas et Mathieu Schiner (les deux futurs évêques) sont à la tête des révolutionnaires (ib. p. 33).

³ Cf. Büchi, Korrespondenz. I/9, p. 433.

⁴ Voir, parmi les propos reprochés au cardinal Schiner, Imesch, N° 108, p. 378 : « Item sprach derselb cardinal dass die Landschaft Wallis sich beriefe eines landrechtes. Das were gemacht mit gewalt undt mit der matzen dan es lägen vor dem schloss, da der bischof innen war, undt hatten dargetragen ein grossen haufen holtz und sprachen, wolt er ihnen das Landrecht nicht versigeln, so welten sie den bischof darinnen verbrennen. Weiters hat der bischof auf dem kirchof sein bischöfliche zierd abgezogen vor dem heiligtumb Sant Jodern, da sein ambt aufgeben undt gesprochen, er welt lieber den Tod leiden als verwilligen darzue ihn die Landleut welten gewaltiglich zwingen ». On a pensé aussi que ces détails peignaient la façon dont les Articles de Naters avaient été extorqués. Les événements peuvent s'être répétés. Mais les précisions topographiques doivent faire rapporter ce texte au drame de 1496.

⁵ Furrer, p. 238, Büchi, p. 33.

⁶ Heusler, N° 21, p. 364.

de ces aventuriers de l'indépendance, devait cristalliser de façon saisissante la psychologie de ses Valaisans, dans une formule d'une vérité infiniment amère et profonde.¹

Statuts de Mathieu Schiner.

Car Schiner fut persécuté aussi, et l'homme de Dieu vêtu de la pourpre cardinalice, le glorieux capitaine, le familier des cours d'Europe, l'ami des rois, et qui faillit être pape, fut ignominieusement chassé de son diocèse et dut mourir dans l'exil. Mais il a laissé, lors de son dernier passage en Valais, un admirable testament de sa vigueur créatrice et de sa sollicitude à l'égard des siens. C'est le Landrecht qu'il éleva, vraisemblablement en rentrant au pays après la paix de Dijon, dans la période pacifique de l'hiver 1513 à 1514, *armorum strepitu quiescente et cessante*, dit-il.² Les 117 articles de ces statuts jettent un pont gemmé entre les lois du XV^e siècle et les Statuts définitifs de 1571 ; ils concrétisent le droit valaisan en pleine phase d'évolution.

Landfrieden (Paix nationale) de 1517.

Son œuvre de paix à peine terminé, les événements d'Italie avaient rappelé Schiner à Rome, en avril 1514. Le Cardinal était le père nourricier de la coalition née sur les marches du St-Siège, il devait être bientôt cruellement frappé par le brusque retour de flamme de sa puissante politique antifrançaise. La retraite de Marignan donnait un prestige nouveau à la cause de François I dans nos montagnes. L'agitation du clan de ses partisans, dont Georges Supersaxo était la tête, fit mousser les raisons d'impopu-

¹ Cité par Heusler, p. 31 : « Unsere altvordern sigin sither hundert, zweihundert jaren der gröbi und unstüme gesin, das sie kein byschof nie hant gelassen, sy habent sy gewaltenglich überfallen und mit der matzen recht wol erpantschet, ouch etlich erwürgt, erstochen und zu den zinnen us geworfen, ouch etliche vertriben, darumb wundert inen nit, das man mit im also huss ab. » — Cf. la confirmation de la Caroline par l'empereur Charles V (de Courten, III/434) : « Vu que la population de dite Préfecture et Comté du Valais et diocèse, située dans les montagnes, enclose par beaucoup de nations, est âpre, rude, déraisonnable et assez analogue à l'âpreté des lieux ; qu'ils ont plusieurs fois été rebelles à leurs Evêques-Préfets-Comtes, porté violemment la main sur le bien de l'Eglise et la personne des Evêques, les ont persécutés, tués », etc.

² Noter que dans son grand discours du 5 janvier 1514 à la Diète, Schiner pourra dire que Supersaxo et les siens, rentrant de Rome, prétendaient que les statuts de la patrie se briseraient contre eux, Büchi, Korr. N^o 353, p. 525.

larité contre Schiner absent, la cabale et l'argent brisèrent le faisceau de ses amitiés, la réaction gagna le Valais, et Georges put se réjouir enfin du plus insolent triomphe. L'évêque de Sion ayant rallié Münster dans l'été de 1517, il le traqua tout aussitôt, lança Viège, Brigue et Ernen, drapeaux déployés, sur Münster, pour le rejeter de l'autre côté des monts, le 30 août.¹ Puis, le 12 septembre, les dizains se réunirent à Sion pour voter leur « Landfrieden der Landleute », ² et consommer la défaite du banni sacré. ³ Ces articles de paix nationale, cri du cœur de révolte contre la guerre civile, mais aussi contre la procédure secrète et les excès de l'inquisition, semblent renier le droit de 1514, ⁴ et par les dispositions nouvelles qu'ils introduisent, et par l'obligation qu'on jure à nouveau d'imposer à l'avenir aux évêques, lors de leur réception, de respecter les anciennes libertés du pays et de chaque dizain particulier, ⁵ et par cette déclaration professée d'entrée, ⁶ que les patriotes possèdent un droit dressé par leur ancêtres (altvorden), et qu'ils veulent le conserver en vigueur, tout en y portant, d'un commun accord, les éclaircissements que pourraient exiger l'intérêt du droit et l'utilité du commun homme. Les articles de 1517 furent abrogés, ⁷ cassés, (« zerbrochen », dit Loèche) après la fuite de Georges Supersaxo, en 1529, et remis passagèrement en cours pendant la période révolutionnaire de 1550.

Organisation judiciaire de 1525.

Il se produisit bientôt après 1517 des remaniements plus profonds. Dans la procédure devant hautes et basses juridictions s'inscrivaient de graves abus. La cour épiscopale de Sion, no-

¹ Il était rentré en Valais le 22 août.

² Imesch, N° 108. Heusler, N° 34.

³ Ils résolurent, par exemple, que, lorsqu'un seigneur évêque mourait à Sion, l'honorable Chapitre et la Diète avaient plein pouvoir d'élire son successeur (art. 21) ; que le seigneur ne devait jamais pouvoir s'éloigner du Valais sans l'assentiment du pays, à son insu et contre sa volonté, sous menace de voir désigner un autre évêque par le Chapitre et le pays, après plus de 6 semaines et 3 jours d'absence (art. 23) ; qu'il était fait défense au Cardinal, enfin, de revenir dans sa patrie aussi longtemps qu'il ne se serait pas justifié des griefs relevés contre lui (art. 24).

⁴ Si les articles du Cardinal ont vraiment été abrogés alors, il n'en est pas moins sûr que la Diète les reconnaît en 1539, et fonde sur eux le travail de la refonte du droit : voir ABS 204/2, pp. 499/500.

⁵ Art. 22.

⁶ Art. 1.

⁷ Articles de Sion, 13. — Loèche le réclame aussi, art. 5 : Cf. Blätter, IV, pp. 327 et 329.

tamment, donnait lieu à de fréquentes plaintes au sujet de la longueur insupportable des procès, des subtilités et des roueries de toute espèce que l'on trouvait pour encombrer les voies juridiques et enfler la source des frais.¹ Le droit du Cardinal, même si l'on s'y tenait, n'avait qu'effleuré les solutions de procédure. La diète de décembre 1522 se prit donc à étudier la possibilité de l'abréviation du droit formel,² et les députés de tous les dizains, pour la plus grande gloire du Dieu tout-puissant et le plus grand bien du peuple, érigèrent en loi, le 23 décembre 1525, cette « Nüwe artickel kürtzerung des Rechten »³ dont nous avons signalé la carrière chimérique.⁴

Compilation de Jean Jordan.

La procédure, cependant, n'était pas seule dans la nécessité d'être renouvelée. En diète du 15 décembre 1539, les députés de Brigue s'étaient avisés de trouver les statuts dressés aux temps du Cardinal en maint endroit obscurs et sombres, « dunkel und finster », et l'on avait amorcé l'idée de leur complète refonte. La suggestion fut provisoirement abandonnée ;⁵ mais l'évêque Jor-

¹ « ...in betrachtung das verruckter zit in hefen zu Sitten und in diser Landschaft Wallis in rechtshandeln geprucht worden sint fil und mencherley ufzüg und subtilitet zu hindrung des rechten, dem gemeinen man zu schaden dienen in vervellung unlidlichs costens in gestalt das ein yeder so rechten beger langzyt mit unnutzen usflüchten und verderplichem schaden wurt umbgezogen », etc., Heusler, p. 259.

² Heusler, p. 33.

³ Heusler, N° 65, p. 258.

⁴ L'affirmation de Heusler, qu'on ne sut jamais si, en définitive, la Kürtzerung avait été acceptée ou non, paraît être ébranlée par certains textes, dont le recès de 1571 qu'il cite, p. 35, et suivant lequel la Kürtzerung aurait été acceptée par les ancêtres. — On peut aussi mentionner les articles de Paix nationale de Sion, en 1550, art. 12 : A l'avenir la Kürtzerung doit être admise dans tous les dizains, et les tribunaux procéder selon son contenu, Blätter, IV, p. 327. — Viège et Brigue, dans leurs articles, veulent l'introduction de la même mesure, cf. art. 5, p. 330. — Voir enfin Statuts de Rarogne, 1548, art. 42.

⁵ Grenat dit pourtant, p. 21 : « Cette proposition fut accueillie à l'unanimité et on choisit dans chaque dizain deux ou trois hommes des plus instruits en droit pour s'occuper de ce travail. Dès qu'il fut terminé on le soumit aux observations des communes. Ces observations furent assez nombreuses ; des modifications et adjonctions furent faites. Enfin, il en résulta un corps de législation qui fut sanctionné, en 1540, par l'évêque, le Chapitre et les dizains ». — Or, si je retrouve trace dans les Abscheids de 1540, des observations des communes (ABS 204, 2, pp. 540/544) et de l'évêque (ibid. pp. 559/560), je n'y rencontre nul signe d'adoption et de promulgation. On peut donc penser, avec Heusler, que cet essai de réorganisation n'a pas abouti.

dan inaugurant, le 11 décembre 1550, une voie qui devait plus tard être reprise avec succès, fit assembler et appondre comme séquence au Landrecht, les principaux recès que la Diète avait émis depuis l'épiscopat de Schiner. Cette collection¹ rattache, au hasard, une trentaine d'extraits touchant la procédure et le droit pénal surtout, dont le premier en date est de décembre 1503. Elle constituait un appendice officiel, adopté par la Diète et par les communes, et dont l'observation s'imposait à tous les officiers de justice.²

Statuts de Hildebrand de Riedmatten.

L'impatience populaire d'une revision, distraite momentanément, se fit plus remuante de nouveau en mai 1570. L'on s'accorda sur la nécessité de corriger l'ancien droit, qui donnait occasion à des erreurs, à des malentendus multiples, et de réunir à Sion une commission d'hommes qualifiés, dont chaque dizain enverrait un, pour élaborer un projet. Les travaux furent poussés avec une étonnante diligence, au point que le 25 avril 1571 déjà, les députés pouvaient rapporter à la diète le verdict approbatif des dizains, et l'évêque y formuler son adhésion. Les Statuts furent publiés sous la date du 23 mai 1571, « de l'enfantement virginal et porteur de salut ». Ces *Statuta et decreta inclitae patriae Vallesii noviter sedulo recognita, multis in locis aucta et in subsequentem ordinem redacta*,³ sont, et par leur valeur intrinsèque et par leur aspect, la pièce royale, l'honneur et le couronnement de notre législation valaisanne.⁴

Additions.

Les contemporains n'en furent cependant pas absolument satisfaits. Dès la diète de mai 1573,⁵ l'évêque y marquait quel-

¹ Heusler, No 154.

² « ...de consilio ac matura deliberatione magnifici et praestantis... ballivi terrae Vallesii ac circumsectorum providorum ac honestorum... oratorum septem desenorum... easdem constitutiones gnava opera et dedita diligentia de et ex libro arrestorum generalium terrae Vallesii perquiri et in hoc compendium describi fecimus... ac demum ad audientiam communitatum septem desenorum... easdem articulos proferri ac publice perlegi curavimus. Quibus intellectis, ipsae communitates eosdem prout et prius communi populi suffragio laudaverunt et acceptaverunt. Quos per cunctos officarios etc., Heusler, pp. 34/35.

³ Ibid. p. 271.

⁴ Pour l'introduction dans les pays sujets, voir plus haut, p. 71.

⁵ Heusler, p. 36.

ques points à retoucher, et se trouvait chargé, avec l'appui de quelques députés, de les revoir et d'en parfaire la claire rédaction. Comme enfin la nécessité se présenta parfois de donner une interprétation légale de certains articles, la Diète, en décembre 1575, valida le principe, que les éclaircissements des passages incertains, mis en recès par elle, seraient colligés par le Secrétaire dans un livre spécial, pour être, après quelques années, ajoutés au Landrecht comme complément. Pour aider à cet effort de perfectionnement, le Bailli consulta même tous les juges, afin d'apprendre d'eux quelles étaient les dispositions en usage, dont l'application à leur tribunal mettait en évidence l'insuffisance ou l'ambiguïté. En 1598, enfin, fut prêt le sommaire (*Summarium*) des recès explicatifs¹ de longtemps attendu,² que l'on répandit sous ce titre : *Ad pristina patriae Vallesii statuta Additiones aliquot ad quosdam articulos elucidandos*³ in revisione eorumdem novissime facta subjunctae.⁴

Revision.

Le principe générateur inscrit dans le décret de décembre 1575 devait amener, à temps venu, sa régulière moisson de recès. En 1634 déjà, à la session d'hiver, on rappela qu'il avait été jadis arrêté de constituer un code (*Landbuch*) de toutes les propositions passées en recès depuis les Additions, et l'on nomma une commission parlementaire chargée de les rechercher et de les rassembler. Cette revision n'a été menée à chef qu'en mai 1780. Le texte officiel en fut établi en langue allemande, et non plus latine,⁵ en vertu de l'*Abscheid* de mai 1733 qui avait fixé l'obligation de présenter en allemand, aux conseils et communes, toutes les décisions prises par les diètes et rédigées par écrit.⁶

¹ 72 articles.

² Cf. Heusler, pp. 39 s.

³ *Elucubrandos*, rapporte Heusler, p. 40.

⁴ Crompt, pp. 137 ss.

⁵ Le latin était la langue des actes publics en Valais, et les notaires s'en sont servi jusqu'à la Révolution française. (D'où notre habitude courante de latiniser les noms de famille : Supersaxo = uf der Flüe, Partitoris = Theiler, de Cabanis = zen Häusern ou zen Gaffinen, de Platea = Heingartner, et tous ces noms : de Lapide, de Pratis, de Vineis, de Sepibus, de Torrente, et (je m'excuse) jusqu'au mien qui fut longtemps écrit, Comititis d'abord, puis Gravis.) — Les avocats, contrairement aux notaires, devaient séculièrement se servir, devant tous les tribunaux, de la langue usuelle (*natürliche*), afin que les parties les comprissent. La paix nationale du 27 février 1550 leur en fait l'obligation. (Heusler 150).

⁶ Heusler, p. 37, note 52.

Une traduction française pour les sujets en fut approuvée par la Diète, avant d'être expédiée dans le Bas-Valais.

Le Droit Germanique Impérial.

L'article 2 de la Revision (1780), traitant du devoir des juges dans les procès criminels, offre un intérêt sans pareil pour cette étude, en ce sens qu'il éclaire l'une des deux hypostases de notre droit pénal, dans lequel coexistent la personnalité nationale et l'étrangère. Le paragraphe 10 décide en effet que, pour établir une conformité par tout le pays, dans les procédures criminelles, il est ordonné de suivre les sentiments de Frellichsburg ou, à son défaut, du plus doux des auteurs.¹ C'est ici la consécration donnée, par la formule et le signe, à la législation impériale régnant chez nous par droit de force et par autorité de splendeur. Cette légitimation a été précédée d'un long effort d'avènement, et de quelques sonores manifestations.

Ne donnons pas trop de poids à ces premières mentions du « droit impérial », que nous rencontrons dans l'usage des tribunaux valaisans dès le commencement du XVI^e siècle. Ce n'était là, d'abord, qu'une pétrification judiciaire, n'impliquant point la nécessaire application du droit pénal matériel,² c'était, au plus, le rappel d'une limitation imposée à l'arbitraire du juge, une allusion au choix d'une qualité de procédure qui fût humaine et réglée. C'est bien dans ce sens qu'il faut interpréter l'ordre donné par la Diète, le 4 juillet 1531,³ à certain fonctionnaire bas-valaisan, de ne pas outrepasser le droit impérial en instruisant la cause d'un sorcier. Il ne peut s'agir d'épeler une sorte de texte officiel et sacré, innommé, connu pourtant, car le seul qui obtint jamais assez de rayonnement pour qu'on pût songer à s'y conformer, la Constitution criminelle de Charles-Quint, la Caroline, ne devait être admise en loi que l'année suivante, à la diète de Ratisbonne.

Les premières empreintes indubitables du fameux rite romano-germanique se marquent en quelques passages des statuts de 1571, dont l'introduction est d'ailleurs périe de l'esprit et des formules du droit romain. Il y avait en Valais, sous la direction d'évêques et de baillis cultivés, nourris des leçons de Rome et de Bologne, de Tubingue et de Iéna, un sol le plus apte et le mieux

¹ Crompt, p. 173.

² Cf. les développements de Meier, pp. 100-121.

³ Diète de Loèche, de Courten I/337.

préparé pour l'acclimatation des germes apportés par le puissant souffle du Saint-Empire. La Caroline, et la littérature pénale allemande, vont exercer une emprise toujours plus sensible sur nos tribunaux. L'habitude va s'y établir, non plus seulement de juger, mais de condamner d'après le droit impérial ; la marche du procès en dénoncera l'influence, et son issue la confirmera : on n'assimile pas que la procédure criminelle, mais aussi les peines. Au mois de mai 1559, le major Am Bort, à Ernen, procédait et portait sentence contre les voleurs « nach Käyserlichen rechten auch unser loblichen landschaft bruch und übung » ;¹ le 31 août 1579, Gaspard Schiner, major et juge du dizain de Conches, condamnait une sorcière au feu, *prout moris est iuris caesarei et patrie Valesii consuetudinis*, proclamait-il.² Depuis lors, le témoignage se presse sous la plume des greffiers, la Caroline est le bréviaire de tous les juges. Dans le XVII^e siècle, les Dizains,³ la Diète,⁴ le Bailli,⁵ les Majors et les Châte-

¹ Archives paroiss. Ernen, G. 2. N° 253.

² ABS, *Criminalia*.

³ Cf. leurs griefs contre l'évêque Jost, en 1619 : A confisqué avoires et biens de personnes ayant subi le droit impérial en la torture, et acquittées (de Courten, III/665).

⁴ Un jugement de lèse-majesté dit, en 1608 : Considérant ce grand crime inouï qu'il a avoué librement, sans torture, les grandes peines qui s'ensuivent, non seulement d'après nos statuts, droits écrits ou d'après le droit impérial, d'après lesquels il a encouru perte de vie, honneur et biens. (de Courten, III/303). — Cf. les considérants de la Diète, dans le jugement de l'ancien bailli Guntern, en 1611 : les lois chrétiennes, civiles, criminelles du pays et en général des villes des deux religions, de même aussi le droit impérial, établissent que celui qui répand clandestinement des écrits diffamatoires, etc... ; d'autre part, ni le droit divin, ni le droit civil, impérial ou autre, n'accordent d'autre remise pour les crimes capitaux que le droit de défendre son corps, etc... (de Courten, III/338). Voir surtout tant de précisions que donne le même auteur (ibidem) dans l'affaire du traité séparé avec Milan, en 1615 : Les contrevenants seront punis comme voleurs, assassins ou brigands, d'après le droit impérial (p. 542). Mart. Schwestermann, qui pensait qu'on devait faire comme dans les Grisons et en raccourcir quelques-uns, est d'abord condamné à la corde, pour qu'on procède contre lui suivant le code impérial (p. 577). Hans Würtner est jugé, à teneur du droit impérial, à être mis à mort par la roue (p. 578). Math. Grassen, d'après le droit impérial, devrait, comme incendiaire, être puni par le feu (p. 578). Vu que le droit impérial condamne à mort celui qui se suicide ou attente à la vie d'un autre, Paul Nessgier est jugé à mourir par le glaive (p. 579).

⁵ En 1622, le bailli et ses assesseurs instruisent les causes capitales suivant les formes du droit impérial, et condamnent au supplice de la roue, *prout iuris Caesarei moris patriae Vallesii*, 12 juillet, A. St. 32. — Cf. l'affaire Jossen, en juin 1618, et la proposition incluse de faire remettre par les députés l'Examen, l'enquête, au bailli, pour qu'il agisse suivant le droit impérial, de Courten III, p. 618.

lains,¹ les Gouverneurs² attestent la valeur du droit étranger, ou l'appliquent avec la plus naturelle aisance. En 1627, la jurisprudence valaisanne a reçu la pratique de géminer savamment les supplices.³ Vers le même temps se dessine une prédilection pour les peines nouvelles des galères,⁴ de la fustigation et de l'essorillement.⁵ Pour conclure, on peut affirmer que, *dès la fin du XVI^e siècle, la Constitution Criminelle de Charles-Quint est pratiquement admise et compte comme loi usuelle en Valais.*

Il restera à l'introduire comme texte légal officiel et général. Après un premier essai de réforme législative et de création d'un droit indigène, en 1617,⁶ la diète de décembre 1632⁷ met d'un vigoureux coup de barre le cap au nord, et reprend résolument le sillage de la doctrine allemande. Le Grand Bailli expose en séance qu'il serait nécessaire de faire une ordonnance sur le mode à suivre par les juges en affaires pénales et de maléfices, afin que les pauvres appréhendés n'aient pas à pâtir injustement et ne soient pas forcés, par la violence des tortures, d'avouer des crimes qu'ils n'ont pas commis. On arrêta donc que le bailli convoquerait les délégués de tous les dizains pour composer un extrait des auteurs⁸ qui servit de règle à tout juge. Cette or-

¹ Voir le jugement du châtelain de Sierre contre Catherine Gylioz, pour inceste et avortement. 16 avril 1628, sentence de détention, *ut cum ea exinde veneranda justitia, secundum quod jus, aequitas et ordo postulerint, juxta imperialem legem sive Caesaream procedere possit et valeat*. 18 avril, sentence capitale : *Quamquam... graviore supplicio iuxta legis imperialis et decreta sive sanctiones nostrae huius patriae mulctari promeruisse*, etc.

² Cf. procès Thiéven Chaudan, en 1669. Annales Valaisannes V, Nos 2/3.

³ Cf. condamnation du capitaine Stockalper, 22 novembre, Grenat, p. 255.

⁴ Cf. 1654, de Courten V/50.

⁵ Cf. 1683, *ibid.* 458.

⁶ La diète du 11/24 décembre 1617, prenant acte des tiraillements et malentendus entre l'évêque et les patriotes, résoud (de Courten, III/599) qu'une réforme de notre *status* sera élaborée par des personnes ecclésiastiques et laïques, sous réserve de ratification de Sa Grandeur, du Vénérable Chapitre et des VII Dizains, pour l'établissement de procédures régulières, en conformité avec les droits canons, ecclésiastiques, impériaux et droits écrits, et aussi avec nos Statuts. La Haute Assemblée veut que, par des prières publiques, le Tout-Puissant soit imploré afin que la réforme d'Etat projetée tourne à sa gloire, au bien de son Eglise, au salut de nos âmes et au maintien du bon ordre, par l'inspiration et bénédiction du Saint-Esprit. Amen.

⁷ 5/19 décembre, de Courten, IV/375.

⁸ Ces auteurs sont les contemporains commentateurs de la CCC, probablement Musculus, Zieritz et Stefani, dont les ouvrages ont paru en 1614, 1622 et 1626, et, plus sûrement, Mathieu Berlich, dont les *Conclusiones practicabiles* sont de 1615/1619. Ce ne peut être, en tous cas, Benedikt

donnance pour la torture sortit effectivement l'hiver suivant,¹ mais « pour de puissants motifs », on ne la rendit pas publique, et la fit garder sous clé dans chaque dizain, auprès du sceau, pour y recourir en cas de besoin.²

Mais la cause efficiente de l'admission universelle et définitive, en Valais, du droit impérial, fut peut-être autant de routine et de tradition que de nécessité et de légalité. Comme on dit aujourd'hui que chaque soldat porte son code pénal dans sa giberne, nos troupes mercenaires nous rapportaient aussi la Caroline de leurs lointaines expéditions. Un privilège des troupes suisses de capitulation, privilège observé de temps immémorial, consistait dans l'exclusion de toute juridiction de l'état étranger sur les régiments en service : cette juridiction appartenait aux républiques confédérées, et elle était exercée par les officiers nationaux. Le droit matériel applicable au soldat était celui du sol natal. Mais, du fait que les divers droits locaux de la Confédération n'étaient le plus souvent que des droits volants, des droits coutumiers, leur observation en dehors des frontières amoncelait la difficulté. La connaissance n'en aurait pu être acquise que par une longue pratique au pays, qui, dans la règle, manquait aux officiers. Cette situation devait susciter le désir, et la nécessité, d'unifier la loi des militaires aux armées. Elle détermina la rédaction, par le Grand Juge des gardes suisses du Roi, A. F. Vogel, du texte français et du commentaire de la Caroline publiés à Paris, en 1734,³ avec privilège du roi, sous le titre de

¹ Carpzow, qui fera bientôt prime, mais dont la *Practica nova rerum criminalium* date de 1635.

² 4/19 décembre 1633, de Courten IV/401, Heusler, N° 263, Grenat, p. 279, où elle figure par erreur sous la date de 1683.

³ Ce texte répète que les magistrats se rendent coupables d'abus dans les matières criminelles, qu'ils excèdent le droit impérial par des peines et des tortures inouïes, et tourmentent à tel point les personnes arrêtées que, probablement, ils leur font avouer ce qu'elles savent et ce qu'elles ignorent, et que des innocents sont condamnés à des châtimens corporels, et à la perte de leur honneur et de leurs biens. — Ces tortures que l'on répudie n'ont cependant rien de comparable aux abominables raffinements du jardin des supplices allemand. Mais il était de tradition en Valais de ne torturer que « mit dem Seil » ou « mit der Wanne », par la désarticulation des membres, ou leur éclatement. (Rudolf von Waldkirch, dans son ouvrage, de 1710, « Der gerechte Folterbank », p. 42, définit les Wannen comme un « Folterwerkzeug um den Leib in die Breite auszu dehnen ». Cité par Schiess, p. 63, note 3).

³ Officieusement, la CCC est déjà adoptée par la Diète valaisanne, on l'a vu. Disons encore qu'en 1728, comme il était incertain si un procès criminel pouvait être intenté à certain fugitif soupçonné de meurtre, elle fonda sa réponse affirmative sur le droit impérial, 9/18 déc., de Courten, VI, p. 473.

Code Criminel de l'Empereur Charles V, vulgairement appelé la Carolina, contenant les loix qui sont suivies dans les Juridictions Criminelles de l'Empire, et à l'usage des Conseils de guerre des Troupes Suisses.¹ Ce code, approuvé certainement par la Diète fédérale, ne reçut pourtant pas sa reconnaissance officielle,² puisque la Caroline n'était pas légalement en vigueur en Suisse.³ Il n'existe aucune raison de suspecter qu'on l'appliqua dans les compagnies valaisannes, incorporées aux régiments suisses.⁴ En rentrant dans leurs foyers, nos capitaines et nos colonels, qui venaient souvent tenir leur personnage dans les plus hauts cadres civiques, qui pouvaient occuper les sièges de la Diète ou diriger les tribunaux de leur dizain, ne devaient pas manquer, intuitivement ou par effet de raison, dans tous les cas dubitatifs, de recourir à cette loi claire, familière et tout imprimée qu'ils avaient dans leur cantine, d'en remémorer les avantages, d'en préconiser l'imitation, d'en reprendre les solutions.

La tolérance unanime en ayant donc été séculairement répandue dans les bourgs et les campagnes, et l'excellence éprouvée, les méthodes importées s'insinuèrent dans les mœurs, et il ne faut point s'étonner de voir consacrer officiellement, dans la Revision de 1780,⁵ la reconnaissance du premier grand rôle Froelichsburg et des auteurs comparses. L'influence de la législation et de la doctrine ultramontaines iront en s'accroissant jusqu'à la fin du siècle.⁶ En 1795, la Diète en est fêlée. Le code pénal pour

¹ Heusler, *Verfassungsgesch.*, p. 204, dit : imprimé à Zug en Suisse 1743. Cf. Blumer, II/2, p. 59. Voir deux éditions de cette Caroline de Vogel aux archives de Rivaz : la première parue A la Neuveville, chez Jean-Jaques Marolf, M.DCC.XLII, l'autre, nouvelle édition revue, à Bienne, dans la librairie Heilmann, M.DCC.LXVII.

² Cf. Meier, pp. 230 ss., et Heusler, *Verfassungsgesch.* 263/4.

³ Il ne faut pas oublier que c'est le refus de reconnaître la législation impériale et le « Reichskammergericht » qui contribua, pour beaucoup, à détacher la Suisse de l'Empire. Cf. Heusler, *Verfassungsgesch.* pp. 247/248. Osenbrüggen, *Alaman. Recht.* p. 7. Blumer, II/2, p. 6. Fehr, pp. 210, 230.

⁴ Il y a toujours eu identification des troupes valaisannes et des troupes suisses. Cf. Sion, Majorie, 4/13 déc. 1743 : Sur annonce faite en missive de S. E. l'Ambassadeur de France, à notre Etat, que S. M. Très Chrétienne était résolue d'augmenter les régiments suisses à son service d'un bataillon de 4 compagnies, et qu'il espérait que nous faciliterions le recrutement de ces compagnies à nos nationaux..., etc.

⁵ Art. 2, 7e. On retrouve à peu près le règlement de 1633.

⁶ Les manuels du XVIII^e siècle traitant de l'art des notaires, destinés aux étudiants, sont pleins des échos de la CCC (cf. *Manuale Jurisprudentiae* et *Formula Examinis* des AV), et nos auteurs indigènes insistent sur le fait que toutes les peines non définies par notre droit doivent être empruntées au droit commun (de Torrenté I, à propos des faux témoins, des subor-

le Bas-Valais, prévoit que dans les divers cas de sortilège,¹ il convient de se conformer aux lois pénales dictées par la Caroline et commentées par les auteurs adoptés ; que, pour ce qui a trait aux crimes d'homicide,² de bigamie,³ de sodomie,⁴ comme aussi dans tous les cas non spécifiés ou qui se diversifient dans les circonstances,⁵ il faut recourir aux criminalistes reçus. Frœlichsburg l'était depuis longtemps. On avertit aussi les juges qu'ils pourront consulter Carpzovius.⁶ La clause générale imprimée en fin du code confirme pour longtemps l'adoption, en Valais, du droit germanique impérial comme droit criminel subsidiaire.⁷

neurs, des faux notaires) souvent identifié avec les ordonnances criminelles de Charles V (p. ex. p. 107. Cf. II, p. 5).

¹ Chap. XLVII.

² XLIX.

³ LVII.

⁴ LVIII.

⁵ *In fine*, p. 94.

⁶ LXXVIII, II, à propos de la torture, que l'on désire supprimer. — Sur l'influence énorme de Carpzow en Allemagne, *unicum doctrinae Carpzovianae fundamentum, fit lex Germaniae universalis*, voir Fehr, *Rechtsgeschichte*, p. 282.

⁷ La loi du 2 nov. 1804, art. 2, rétablira les Commentaires de Frœlichsburg pour servir de Code criminel et correctionnel dans toute la République à défaut des statuts et revisions et de la jurisprudence. Le code de procédure pénale du 23 novembre 1848 devait seul modifier cette organisation.

SECTION II. ¹

L'ORGANISATION JUDICIAIRE

Tout cet univers confus d'îlots juridictionnels nous demeurerait étranger, si nous n'y traçons méridiens et parallèles, pour faciliter notre orientation à travers l'espace et le temps.

I. HAUT-VALAIS.

Dans le vieux pays d'abord, nous considérerons l'état de la juridiction par tranches successives correspondant, sans rigueur astronomique pourtant, aux trois degrés historiques de la toute-puissance épiscopale, de la collaboration de l'évêque et de la nation, de la toute-puissance nationale enfin. La première période s'étend jusque vers le XV^e siècle, la dernière s'ouvre au milieu du XVII^e environ.

1. Souveraineté épiscopale. ²

On sait que le chef du Saint-Empire romain était source et principe de toute haute juridiction dans l'étendue de ses terri-

¹ J'aurais aimé dans cet endroit, et pour dérouler un plan idéal, traiter en général du Délit et de ses degrés de réalisation, puis, dans une nouvelle section, du Délinquant et des problèmes de la culpabilité, personnelle et plurale. Mais ces développements auraient été presque de pure fantaisie, reposant sur une doctrine qui n'a été fondée que très tard, et dont les plus lointains et rares éléments flottent, en ces temps, dans une sorte d'état vaporeux. Ceux qui ne sont pas insaisissables se retrouveront fixés dans le cours de cette étude.

² Consulter : Gremaud, V. *Introd.* pp. LXI ss. ; Heusler, *Introd.* pp. 5, 6, 8 ss. ; van Berchem, pp. 14 ss.

toires.¹ Dépendant des empereurs allemands et s'appuyant sur la Caroline (constitution politique), devenu seigneur temporel, dans le ressort du Saint-Empire, par la donation du comté du Valais, l'évêque de Sion tenait en mains les clés de toute autorité, et de lui procédait l'exercice de toute justice : avec les immunités, il avait acquis les régales ; avec les régales, la régale de la justice, le « Blutbann » (ou ban du sang),² le droit de glaive. Charles-Quint se plut à en témoigner solennellement, en 1521 : L'évêque de Sion comte et préfet du Valais, avait obtenu par statut perpétuel, de Charlemagne et de ses successeurs, l'omnimode juridiction, c'est-à-dire le droit de haute, moyenne et basse justice et seigneurie, le pouvoir du glaive séculier et le droit à son port devant lui, avec le transfert de la régale et de tous les attributs appartenant au haut seigneur.³ L'omnimode juridiction qui lui était déferée lui assurait donc la faculté de juger et de punir toutes les infractions. Mais il dut, pour les raisons nécessaires qui tombent sous le sens, déléguer, partiellement au moins, son pouvoir à divers officiers.

Même lorsque, avec la disparition du royaume de Bourgogne (1033) l'évêque de Sion cessa de recevoir l'investiture de ses prérogatives comtales immédiatement du roi, même lorsqu'il eut perdu l'exercice de sa pleine suzeraineté et dut faire l'hommage des régales à la maison de Zähringen ou à celle de Savoie,⁴ il semble qu'il ne fut jamais dépossédé du pouvoir de choisir et de nommer librement ses juges et ses représentants. Si, comme le dit Heusler, il n'avait plus qu'un « Lehnsbesitz », un fief, et ne désignait plus son « Vogt », avoué ou bailli, qu'en tant que « Lehnsinhaber »,⁵ la lecture de nos sources donne la conviction⁶ que ce Vogt ne lui était pas imposé, et tenait sa charge du seul agrément de l'évêque.

¹ Voir, entre autres auteurs, Osenbrüggen, *Alaman. Recht*, p. 5.

² Rappelons que le terme « ban » désignait également : ordre et interdiction, proclamation, amende, peine, bannissement, et le droit de donner cet ordre, de faire cette proclamation, de fixer et d'exécuter cette peine ; il allait jusqu'à englober le droit de lever une armée, et jusqu'à représenter le service militaire même des vassaux ; il signifiait aussi l'étendue du territoire sur lequel on pouvait exercer ces multiples attributions. Ce petit vocable magique contient à lui seul la synthèse et donne le sens le meilleur de toute l'époque féodale.

³ Cf. de Courten, III/433 ss., recès 7/16 octobre 1613. Cf. SS. 1475, *in fine*, *Regalia*.

⁴ Il prêta hommage à cette dernière jusqu'en 1425. Pour les données de ce problème d'histoire, et les textes qui l'éclairent, voir notamment Heusler, *Rechtsquellen*, pp. 5 et 6.

⁵ Voir *Verfassungsgeschichte*, p. 164.

⁶ Voir, p. ex., les textes cités p. 105 note 6.

C'est ainsi qu'il avait donc d'abord créé l'avouerie épiscopale, dont les fonctions, obnubilées par l'amas du temps, n'ont plus pour nous que des contours indécis, et dont nous n'entendons plus parler depuis l'an 1054.

Vidomne et Major.

1. A la place de l'avoué, du « Kirchenvogt », surgit cet autre lieutenant, le vidomne, *vicedominus*, officier laïque, dit van Berchem,¹ « qui exerce au nom de l'évêque, dans les différents domaines de l'Eglise, les droits de justice provenant de la concession du comté, en particulier les droits de glaive, ou inhérents à la grande propriété foncière. »

« On ne saurait prouver que la charge de vidomne de l'évêque ait été unique à l'origine,² mais il est certain qu'elle n'était pas aussi morcelée qu'elle l'a été plus tard. Au milieu du XIII^e siècle, le vidomne de Sion exerce ses fonctions non seulement dans cette ville, mais aussi à Sierre, à Viège et Saint-Nicolas, à Naters et dans la vallée de Conches, c'est-à-dire dans la partie la plus ancienne du domaine épiscopal au-dessus de la Morge. Cependant, à cette époque, le morcellement de cette charge, — qui était un fief héréditaire, — a déjà commencé, parce qu'elle est exposée aux partages entre cohéritiers ; et ce morcellement se renouvelle à plusieurs reprises, si bien qu'en 1275, le vidomne de Sion ne conserve plus ses droits qu'à Sion même, à Sierre³ et à Viège. D'autre part, après que la charge du vidomne se fut transformée en fief, l'évêque cessa de placer dans la dépendance de cet officier les seigneuries qu'il réunissait au domaine de l'Eglise. C'est ainsi qu'il créa un vidomnat spécial pour la vallée d'Anniviers, et qu'à Mœrel, il se réserva à lui-même les attributions de cette charge. Par suite de la dislocation du vidomnat primitif et de la formation de vidomnats locaux, l'on s'habitua peu à peu à considérer chaque seigneurie où se tenait le tribunal du vidomne comme le centre d'un vidomnat particulier. Mais les traces de l'ancienne prééminence du vidomne de Sion subsistè-

¹ Le passage cité lui est pris. Cf. pp. 15/16 les références qu'il donne.

² Cf. Blätter, p. 241, l'opinion de Hoppeler, auquel il paraît aussi que, jusque vers la première moitié du XIII^e siècle, il n'y eut qu'un vidomne pour tout le Valais épiscopal. On peut lire, au même endroit, ses développements historiques sur le vidomnat.

³ Sur le vidomnat de Sierre, voir Tamini, Annales Valaisannes VII, pp. 16-23.

rent encore longtemps, témoin le droit de revision et de confirmation que les citoyens de Sion, réunis au tribunal de cet officier, réclamaient, au XV^e et au XVI^e siècles, pour toutes les sentences capitales prononcées dans la terre du Valais », et dont ils prétendaient pouvoir prouver le privilège jusqu'à l'année 1344 en arrière.¹

« Défendre, les armes à la main, l'évêque, les droits et la terre de l'évêché, et exercer l'office du vicariat qui comprend la poursuite des malfaiteurs et la connaissance des causes criminelles, civiles ou pécuniaires », ² telles étaient les principales obligations attachées au fief du vidomnat de Sion. Cette définition peut aussi s'appliquer aux autres vidomnats de la terre épiscopale, issus ou non de celui de Sion. Le tribunal ordinaire du vidomme était le plaid général ³ qui se réunissait deux fois par an, aux mois de mai et d'octobre, au centre de chaque seigneurie de l'Eglise. Mais en principe, sa juridiction n'était pas limitée aux plaids généraux ni à de certaines époques de l'année: il pouvait, semble-t-il, tenir sa cour toutes les fois que le besoin s'en faisait sentir. » En fait, il n'allait pas tarder à se heurter à un fonctionnaire

¹ Furrer, p. 93.

² 13 janv. 1255, Gremaud, II/623, p. 5 : *item exercere officium vicarie quod est animaversio in facinerosos homines et cognitio in criminalibus causis et civilibus seu pecuniariis... que vicedno. Sedun. sunt commissa occasione vicedominatus seu feodi.*

³ Je ne peux pas ne pas citer cette note de van Berchem, et m'y rallier : « Contrairement à l'opinion de Gremaud, Introd. p. LXXIX, adoptée par Hoppeler, Beiträge, p. 130, nous ne pensons pas que le plaid général du Valais soit une institution distincte des plaids judiciaires du moyen âge ». (En effet, l'on a vu plus haut (p. 53) les attributions judiciaires des plaids de Sion et de Mage. On peut se rapporter aussi à l'explicite accord entre l'évêque et le major de Moerel, du 23 mars 1322, Gremaud III/1439, précisant, p. 339 : *Scilicet quod dictus dnus episcopus et sui successores singulis annis eligant unam diem tantum in mense mai et unam diem in mense octobris... in quibus diebus ipse dnus episcopus seu qui per eum fuerit deputatus teneat... racione vicedominatus... placitum generale pro causis, litibus, discordiis et negociis omnium hominum maiorie de Morgia tocus occurrentibus in ipso placito, ... et in dictis duabus diebus ad dictum dnum... pertineat exercicium omnimode iurisdictionis... omnesque proventus provenientes dictis duobus diebus ex mero et mixto imperio et quacumque iurisdictione, etc.* On ne trouverait pas plus clair). Et v. Berchem conclut : « Ce qui me semble exact, c'est qu'à mesure que la juridiction du major tendit à se substituer à celle du vidomme, le plaid général perdit de son importance en matière judiciaire, tandis qu'il la conserva plus longtemps en matière de coutume et de police communale », p. 16, note 3. — Enfin, sur l'évolution de l'organisation judiciaire de l'époque franque, l'existence du *placitum* ou « echter Ding » et du tribunal correctionnel du Centenier, cf. Heusler, *Verfassungsgesch.*, pp. 40/41.

nouveau, le major, qui devait un peu partout prendre la haute main dans l'administration de la justice.

2. — « A la tête de chacun des domaines de l'Eglise, l'évêque avait placé un major,¹ chargé de percevoir ses revenus. Les attributions de cet officier étaient en principe d'ordre privé (économique, fiscal); c'étaient celles de l'intendant; mais de bonne heure, elles s'étaient étendues, et il avait acquis une part dans l'exercice de la justice. A l'origine, le major avait été choisi parmi les tenanciers du domaine, sa condition personnelle ne différait pas de celle de ses administrés. Cependant il n'avait pas tardé à s'élever au-dessus d'eux: sa charge s'était transformée en un fief héréditaire qui comprenait en général des terres et la maison seigneuriale; il était en droit le chef, en fait le principal notable de la communauté formée sur le domaine, et souvent le nom de ce domaine devenait le nom de sa famille qui prenait rang dans la noblesse épiscopale.² Comme vassaux et fonctionnaires de l'Eglise, les majors avaient leur place, à côté des vicomtes, parmi les conseillers de l'évêque, non seulement dans les questions administratives qui relevaient de leur charge, mais aussi dans celles qui touchaient au gouvernement général du pays. Au reste, les circonstances locales ont influé sur le développement des diverses majories, et, dans les principaux centres du pays, les majors ont acquis une situation tout autre que dans les domaines purement ruraux ou de faible importance. C'est ainsi qu'à Sion, la majorie a été la base de l'élévation des La Tour,³ et qu'à Viège, cette charge est devenue le centre d'une seigneurie puissante, entre les mains d'une branche cadette des comtes italiens de Blandrate ».⁴

3. — Au XIII^e siècle, le major est encore le percepteur des revenus épiscopaux dans les seigneuries de l'Eglise; c'est à lui que les « mansars » doivent apporter, pour la cour de Sion, leurs redevances annuelles, le jambon, *spatulam porcinam*, les pains de froment, le ras fichelin de grain, le fromage de l'alpe, ou leur équivalent en bons deniers.⁵ Mais, c'est avant tout à ses droits

¹ Les « majores » étaient à l'origine, comme dit Heusler, Intr. p. 9, des « herrschaftliche Wirthschaftsbeamte », des sortes de fermiers, et se trouvaient dans chaque village.

² Sur la majorie à Sierre, et la noble famille de Sirro, Tamini, Annales Valaisannes, pp. 12 ss.

³ Guillaume de La Tour est le premier major connu. Vers 1179 il conclut un accord avec l'évêque Conon. (Chartes Sédunoises, N° 17).

⁴ v. Berchem, pp. 17 ss. Cf. à Sierre, les nobles de Sirro, majors du lieu.

⁵ Cf. notamment Gremaud, I. 369 et 505, et les autres renvois de v. Berchem, p. 18, note 4.

de justice développés par de constants efforts que le major doit maintenant sa position. Dans la plupart des lieux il exerçait la justice haute et basse,¹ on pouvait lui déférer et les causes faciles et simples, les *querimonia plana et simplicia*, et celles, plus graves, pour lesquelles était dû le grand ban de 60 sols :² il avait le soin de punir les crimes³ et les délits,⁴ et sa compétence judiciaire devenait, à quelques réserves près, la même que celle des vidomnes,⁵ après avoir accusé, dans l'origine, un net état de dépendance et avoir figuré une instance inférieure.⁶ Cette double activité, différente dans son principe, identique dans son objet, devait amener des conflits si fâcheux, créer un tel pléonasme juridictionnel, qu'on en vint généralement à restreindre la compétence du vidomne, en raison du fait probablement que le major était le juge résident, tandis que le vidomne n'était le plus souvent qu'un juge itinérant, et n'apparaissait qu'à de rares occasions sur la place publique ou au bord du chemin, sous le chêne ou le tilleul où l'on rendait la justice.⁷ Un courant s'affirme donc qui tend à évincer le vidomne de sa forte position première, et à faire attribuer au major l'omnimode juridiction exclusive régulière. Le vidomne n'aura plus le *merum et mixtum imperium*⁸ que sur les délits commis aux mois de mai et

¹ Pour Heusler, *Verfassungsgesch.*, p. 164, d'abord seulement la justice basse.

² Gremaud I/369, p. 286.

³ L'évêque pouvait se réserver les cas les plus graves, la mutilation des membres, la peine du corps et la confiscation des biens. Sion, 1^{er} juillet 1379, major de Moerel, Gremaud VI/2298.

⁴ 11 mai 1339, major de Viège, Gremaud, IV/1757.

⁵ v. Berchem, p. 18.

⁶ Cf. 1230, Gremaud, I/369: *Preterea ubicunque eos in aliqua causa tunc iustitiam appellare possunt ad vicednum vel episcopum Sedun.*

⁷ Cf. Stat. Rarogne 6 et 7.

⁸ On a dit : possède le *merum imperium* le juge qui n'est compétent que pour les affaires civiles, ou pour les criminelles; le *mixtum*, celui qui connaît et des causes civiles, et des criminelles. Pour Frœhlichsburg, le *merum imperium* est la haute justice, la *iurisdictio alta*. Il y oppose la justice basse, subdivisée en moyenne justice, *mixta*, et en *iurisdictio bassa* proprement dite (Op. cit. I/I/III). — Pour Fehr (*Rechtsgesch.* p. 171) la « mittlere Gerichtsbarkeit », formée souvent des débris d'anciens tribunaux comtaux ou de tribunaux d'immunités, ou même existant sans autres titres historiques, prit une importance de plus en plus considérable. Elle était souvent désignée dans les sources par les mots « Dieb und Frevel » (amende de 60 schillings). Le juge moyen « Mittelrichter » possédait la haute juridiction, notamment sur le vol et le meurtre, mais il n'avait pas le pouvoir d'exécuter le jugement: « Der Mittelrichter hatte volle Gerichtsgewalt,

d'octobre, sinon à certains jours seuls d'entre eux.¹ Il conservera cependant en tout temps, à Sion, la juridiction nocturne,² à Sion et à Viège la connaissance du crime de trahison, du *casus prodicionis* ; il aura la garde du marché de Saint Laurent, à Viège, avec l'entière juridiction, de la veille de la fête à trois heures, jusqu'au lendemain à pareille heure,³ et à Sion, la surveillance générale des marchés, avec un droit de police communale très étendu.⁴

L'office du vidomne et celui du major étaient, on l'a dit, des fiefs héréditaires. L'inféodation s'en faisait sous les deux formes de l'hommage et du serment. Pour prêter hommage, le vassal mettait un genou en terre et, nu-tête, sans épée ni éperons, il posait ses mains jointes dans celles du seigneur, en signe de soumission, et se recommandait à lui ; l'évêque le relevait et lui donnait le baiser féodal. Puis l'officier jurait de se montrer *bonus et fidelis*, et prêt au service d'host et de cour, c'est-à-dire de chevauchée⁵ et de justice. Le seigneur procédait alors à l'investiture et lui remettait le symbole du fief, qui n'était point, chez nous, le sceptre ou le drapeau, mais la tradition d'un anneau d'or ou d'un glaive nu et l'imposition des mains.⁶ Le vidomne et le major devaient à l'évêque, pour leur charge, 50 livres de plaid.⁷

aber häufig keine Vollzugsgewalt ». Dire le droit et exécuter la sentence criminelle étaient fréquemment deux attributs dissociés. L'exécution appartenait au seigneur ou à son juge.

¹ P. ex. à Mœrel, où la charge du major ne devait être suspendue que pendant deux jours de l'année (accord de 1322, Gremaud, III/1439), et, plus tard, à Leytron et Monthey, pendant 15 jours de chacun des mois de mai et d'octobre (Boccard, p. 387).

² Cf. plus bas.

³ Accord du 29 juillet 1314, entre le vidomne de Sion et Viège, et le major de Viège, Gremaud, III/1366.

⁴ Cf. entre autres, les statuts de 1269.

⁵ La cavalcade, disent tous nos textes. C'est l'obligation de suivre à la guerre son seigneur.

⁶ Cf. : La Soie, 21 juillet 1339 : le vidomne Pierre prête hommage, *more solito manu et oris*, et reçoit l'investiture des vidomnats de Sion, Sierre, Viège et Naters. — Sion, 20 mai 1342 : Bertholet de Greysier, *fecit homagium suum in manu dni episcopi... manus inter manus, osculo oris interveniente ut est moris, et promisit per iuramentum suum esse bonus et fidelis*. — 10 avril 1410, hommage de Pierre de Chevron pour les vidomnats de Sion, Sierre et Viège : *per traditionem ensis sui evaginati investivit*. — Sion, 2 avril 1421, le major Henslin prête hommage lige à André de Gualdo, *genibus flexis, manibus iunctis*, et l'évêque, *per annuli sui aurei traditionem et digiti sui impositionem corporaliter investivit*. — Gremaud, IV/1774, IV/1831, VII/2597, VII/2710.

⁷ Vidomne et major de Sion, cf. Gremaud, Intr. V. pp. LXXII et LXIII ;

Ces officiers avaient le bénéfice de leur charge *cum onere et honore*, dit un vieux texte.¹ Ils possédaient la jouissance des biens qui en dépendaient, du château qu'ils habitaient ; ils touchaient leur part des amendes et des confiscations prononcées. Le major de Sion avait singulièrement droit aux langues de la boucherie.² Il était entretenu par l'évêque chaque fois qu'il l'accompagnait en dehors de la ville, et, s'il était chevalier, devait recevoir une robe d'écuyer ou de chevalier, dans les occasions où l'évêque habillait ses familiers. C'est lui enfin qui portait l'étendard épiscopal.³ Quant à sa juridiction, elle s'étendait, en 1373, du pont de Riddes jusqu'à Sierre.⁴

Sautier.

Il existait généralement un troisième personnage, le sautier, *saltherus*, qui exerçait un droit subalterne de juridiction, et que l'on rencontre dès l'aurore du XIII^e siècle : Dans un accord du 15 janvier 1235 entre les frères de Rarogne, sont déjà concurremment établis certains droits du vidomne, du major et du sautier.⁵

Mais c'est un hommage prêté, le 23 avril 1339, par Perrod, sautier de Loèche, à l'évêque Philippe, qui ramène à la meilleure commune mesure leurs attributions réciproques, et délimite le plus heureusement leurs rapports. Le sautier doit récupérer la taille à Loèche pour le seigneur évêque ; il est aussi l'un de ses porte-drapeaux, et doit le suivre avec une des bannières de la ville, dans les expéditions d'intérêt national, à charge pour l'évêque de pourvoir à son entretien et à celui de son ordonnance ; il doit, en revanche, procurer logement et nourriture à l'évêque et à sa suite lorsqu'ils se rendent à Loèche. Le sautier perçoit un droit de transit d'une obole par chaque neuf balles de marchandises passant sur la grand route, six deniers pour chaque plainte l'année durant, et divers autres droits. C'est lui qui est chargé de recevoir les cautions en cas de plainte, et d'assurer

vidomne et major de Sierre, Tamini, Annales Valaisannes, VII, p. 21 ; major de Viège, Gremaud, IV/1757.

¹ Achat de la majorie de Daillon, en 1446, Gremaud VIII/2983.

² A Sierre aussi, le major a droit, en automne, aux têtes des animaux de boucherie, Tamini, Annales Valaisannes, p. 14.

³ Hommage du 20 mai 1342, Gremaud IV/1831.

⁴ Gremaud V/2151.

⁵ Chartes Sédunoises, N^o 50.

la garde du Bois de Finges depuis la Saint Maurice jusqu'à la vigile de Tous les Saints. Il touche pour sa peine, à chaque fois qu'il arrête un brigand, et que celui-ci est condamné, tous les effets meubles qu'il portait, sauf l'or, dont il n'a que la même part qui lui est assignée dans les plaintes de violence. Le sautier a la garde, à ses frais, pendant trois jours, de tout brigand ou de tout autre captif, dans la tour épiscopale dressée à l'entrée de Loèche, et dont il détient la clé ; il doit, dans ce délai, remettre au major son prisonnier pour que justice lui soit administrée ; il a le droit de retenir sur les biens de son homme ses frais de garde et, si ces biens sont insuffisants, de récupérer ses débours sur la fortune du premier détenu suivant. Il entre aussi dans ses attributions de torturer les brigands et les autres délinquants, et de les soumettre à la question. S'ils ont été condamnés à mort, le sautier doit lier le malfaiteur et l'emmener en la présence du major, qui le conduit aux fourches. Là, le sautier fait monter après lui, sur l'échelle, le brigand que le vidomne pousse par derrière, puis il le suspend, et retire l'échelle. C'est le vidomne qui doit faire élever les potences à ses frais ; quant au sautier, il doit fournir l'échelle, et l'apporter ou la faire apporter. Lorsqu'un accusé a été condamné à avoir la tête tranchée, le major doit le conduire jusqu'au lieu du supplice ; le vidomne s'est chargé du billot et de la hache, il tient la hache dans le moment de la troncation, et le sautier frappe à coups de maillet jusqu'à ce que le chef soit tranché. Si c'est à la noyade, le major amène le condamné jusqu'au bord de l'eau, et le sautier le précipite à l'eau, dans le sac fourni par le vidomne.¹

En règle générale, on peut dire que le sautier, abstraction faite de ses attributions de percepteur, était surtout chargé de la capture et de la détention des brigands,² de l'assistance aux œuvres de la haute justice, et qu'il possédait en propre les droits de la juridiction minimale, recevant toutes les petites clames³ et les menant à bien, tandis qu'il transmettait et notifiait au major, au châtelain ou à l'évêque, les causes plus importantes, qui outrepassaient sa compétence.⁴

¹ Gremaud IV/1754. Le même hommage est répété presque textuellement en 1376, Sierre, 10 mars. Gremaud VI/2206.

² Cf. Viège, 1339. *ibid.* IV/1755. Loèche et Sierre, 1339. 1376, documents cités, *ibid.* V. Intr. p. LXVII. Voir aussi, dans le Bas-Valais, à Leytron, en 1290/1291; *ibid.* V/2178.

³ 11 mai 1339, *ibid.* IV/1755.

⁴ 1^{er} février 1324, et 5 avril 1339. sautier de La Soie, *ibid.* III/1498 et IV/1718. — Sion, *ibid.* V, p. LXVI. — Cf., en 1433, déclaration des droits du châtelain, du sautier et de l'huissier, à Sion, *ibid.* VIII/2830.

On peut dire, à titre d'indication, qu'à Sierre le châtelain lui donnait l'investiture de son office par la tradition d'une épée nue et l'installation au banc de la cour de justice.¹ En 1583, la commune y acheta, probablement de l'évêché, cette charge d'huissier ou de sautier, et elle y repourvut dès lors jusqu'au nouveau régime.²

Châtelain.

« Les charges que nous avons étudiées, le vidomnat et la majorie, et celle moins importante de la salterie existaient dans tous les domaines de quelque importance, qui appartenaient à l'Eglise depuis une époque ancienne. C'est l'organisation que nous trouvons, au XIII^e siècle, à Martigny, à Chamoson, à Sion, à Sierre, à Anniviers, à Louèche, à Rarogne, à Viège, à Saint-Nicolas, à Naters, à Moerel et à Ernen. A cette époque, ces charges étaient toutes devenues des fiefs héréditaires, et le fait n'était pas sans danger pour l'Eglise, car les liens qui rattachaient ces fiefs d'office au pouvoir central tendaient continuellement à se relâcher et, par les usurpations de ses officiers, l'Eglise se voyait menacée de perdre de plus en plus l'administration de son territoire et les profits qui dérivaienent de ses droits de souverain et de propriétaire. Les évêques résistèrent de leur mieux à cette dislocation du pouvoir public et ils réussirent du moins à l'enrayer. Ici ils sauvegardèrent les droits de l'Eglise au moyen de transactions avec les possesseurs de certaines charges; ailleurs il arriva que, par l'effet des lois féodales, telle charge fit retour à l'évêque suzerain et que celui-ci, au lieu de l'inféoder à nouveau, la fit exercer en son nom. Ce système d'administration directe prévalut, dès la fin du XIII^e siècle, pour les nouvelles acquisitions de la mense épiscopale. Depuis ce moment aussi, et pendant le cours du XIV^e siècle, les évêques réunirent, par rachat, plusieurs majories à leur domaine direct. Ils confièrent l'exercice de ces droits³ à des châtelains

¹ 17 janvier/3 février 1423, Gremaud VII/2727 : *per unius ensis nudi traditionem ac in banco dicti loci locationem.*

² Tamini, *Annales Valaisannes* VII, p. 24.

³ Voir la nomination de Rodolphe de Rarogne au poste de châtelain de Naters, par l'évêque Edouard de Savoie, le 9 octobre 1385 : Il est tenu d'avoir avec lui dix bons et courageux clients, qui l'aident à percevoir les droits et à exercer la juridiction du seigneur. Il jure sur les saints évangiles, et sous l'obligation de tous ses biens, de bien et fidèlement exercer

qu'ils nommaient pour un temps déterminé, imitant en cela l'exemple de leurs voisins, les comtes de Savoie. C'est ainsi que, de 1233 à 1318, l'on voit apparaître des châtelains épiscopaux, d'abord dans les châteaux de Martigny, de la Soie et de Montorge, où l'intérêt militaire a sans doute motivé leur institution, puis à Granges, à Sierre,¹ à Ayent ;² enfin, à la place des anciens majors et jusqu'en 1379, à Naters et au Simplon, à Ernen, à Viège et à Sion.»³ A Sion, la majorie qui, vers 1265, avait passé dans la maison de Greysier par le mariage de Beatrix, fille de Gerold de La Tour, avec le noble Aymon, fut vendue avec toutes ses dépendances, le 15 janvier 1373, par Bertholet de Greysier à l'évêque Guichard Tavelli pour le prix de 500 florins d'or, avec un cens de 100 sols à payer annuellement au Chapitre, et d'un muid de vin au major de Monthey. L'évêque, ayant réuni la majorie à la mense épiscopale, en fit exercer désormais les fonctions par le châtelain,⁴ qu'il nommait en présence de plusieurs prud'hommes, *coram pluribus fidedignis*, pour la durée d'une année.⁵

Evêque et Bailli.

« Au sommet de l'édifice dont nous avons esquissé la structure, poursuit van Berchem,⁶ se trouvait l'évêque. Non seulement il avait le gouvernement général de sa terre, mais il exer-

sa charge, de percevoir les droits de la mense, et d'appliquer la justice à tous les délinquants, aussi souvent qu'un délit parviendra à sa connaissance, sans épargner ni excuser personne, etc. Gremaud, VI/2380.

¹ Vers 1298, précise Tamini, p. 12, dans son Essai de monographie de Sierre : « Vers 1298, un châtelain épiscopal remplace les majors, dans la personne de Reynald de Martigny, tandis que le dernier titulaire de la majorie, Théodule, se fixait au Marais, où il fonda la chapelle de Notre-Dame en 1310 ». Voir sur les châtelains de Sierre, *ibid.* p. 15.

² Aussi à Grimisuat. Le 28 janvier 1367, au château de la Soie, l'évêque Guichard inféode à Johannod de Curtinal toutes les clames de Grimisuat, moyennant une mesure d'avoine et 3 chapons de servis, un florin de plaid, et l'hommage lige. Johannod et ses héritiers doivent être ses représentants, ses officiers et ses châtelains en ce lieu. Le châtelain touchera en tout un denier dans les bans et fréveries de 60 sols ou moins ; il ne doit rien percevoir dans ceux qui excèdent 60 sols. Gremaud V/2119.

³ van Berchem, pp. 19-20.

⁴ Gremaud. Intr. pp. LXVII et LXVIII, v. Berchem, p. 278. — C'est dès lors que le château de la Majorie devient résidence épiscopale, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

⁵ Evêquoz, p. 88.

⁶ Op. cit. p. 20.

çait personnellement la juridiction dans un grand nombre de cas ; il présidait la cour féodale des vassaux et la cour suprême du pays, c'était à lui qu'allaient les appels de toutes les justices du territoire épiscopal pour être jugés en dernier ressort. Pendant longtemps le vidomne, successeur de l'avoué, avait pu le seconder ; mais lorsque la position de cet officier eut été modifiée par le morcellement de sa charge, et qu'en même temps les devoirs de la justice et du gouvernement épiscopal se furent étendus et compliqués, l'évêque sentit la nécessité d'avoir auprès de lui un fonctionnaire dont l'autorité s'étendît à l'ensemble de la terre de l'Eglise, et qui pût le suppléer dans l'exercice d'une partie de ses multiples fonctions. Prenant encore modèle sur l'administration des comtes de Savoie, l'évêque créa un bailli dont les attributions paraissent avoir été en même temps judiciaires, administratives et militaires », sans qu'un document vienne d'ailleurs les définir. Le premier bailli connu, Rodolphe de la Roche, administrait ses fonctions entre les années 1274 et 1277.¹ Au XIV^e siècle, il était nommé par l'évêque et recevait un salaire annuel. Le bailli, en général un chevalier, un *miles*, était choisi fréquemment dans la noblesse étrangère au Valais,² et l'on vit revêtus de ce titre un Jean d'Aubonne (1346), un Aymon d'Oron, sire de Bossonens (1348),³ des Jacques de Myonaz (1370), des Aymon de Poypon (1377), et des Rodolphe de Gruyères (1386).⁴

Vicaire et Official.

Depuis l'épiscopat d'Aymon III de La Tour (1323-1338) fonctionne encore un autre magistrat général, juriste de profession, *legum doctor*, que nous retrouverons plus d'une fois sous les noms de juge général de l'évêque, ou de *judex generalis terre Valesii*. Cet officier est peut-être déjà, comme le sera plus tard son homonyme, placé à égale distance de l'official et du bailli, au point d'intersection des juridictions spirituelle et temporelle, et chargé de prononcer dans les procès entre ecclésiastiques et

¹ Gremaud. Intr. p. LXXIII.

² Faut-il y voir l'effet d'une pression exercée, par les comtes de Savoie, sur les évêques de Sion qui leur devaient l'hommage ?

³ v. Berchem, p. 87.

⁴ Gremaud V/2142, VI/2224 et 2384.

laïcs. Il n'a joué aucun rôle dans les affaires pénales,¹ et je ne le nommerai que pour marquer sa place dans le tableau général de la juridiction.²

On doit au contraire retenir la juridiction laïque attribuée au vicaire de l'évêque, qui est le premier de ses juges spirituels, et en un mot le premier après lui. Dans ses statuts de 1475, Walther Supersaxo insistera sur le fait que son vicaire a les mêmes pouvoirs que lui, au spirituel et au temporel, dans tout ce qui concerne l'administration de la justice, et il reconnaîtra à l'official de Sion, autant qu'au vicaire,³ une compétence étendue à toutes les causes, ecclésiastiques ou séculières.⁴

Le même texte nous rapporte la forme du serment que tous ces officiers, encore dépendants de l'évêque et nommés par lui, étaient tenus de faire entre ses mains, lorsque leurs charges leur étaient confiées.⁵

¹ En 1475, les statuts de Supersaxo définiront ainsi son office : Le juge général de la terre du Valais est un juge séculier. Il est appelé juge général, non parce qu'il jugerait généralement dans toutes les causes, mais dans ce sens qu'il est un juge commun, et compétent à l'égard de tous. Même le procureur de l'évêque peut être appelé en cause devant lui, et l'évêque lui-même, ou son légitime procureur, est tenu de paraître devant sa justice. Et chacun, parmi le peuple, *quilibet ex populo*, peut assigner le seigneur ou son mandataire au tribunal de ce juge et lui demander justice dans les affaires qui sont de sa compétence. Il faut savoir que ce juge général n'a aucune juridiction dans les affaires personnelles criminelles, ni quelques autres causes spirituelles ou séculières pour une chose mobilière ou une autre action. Sa juridiction consiste seulement dans le jugement des affaires réelles, *quia habet iudicare de fundo et proprietate rei immobilis sive sit pro re feudali, sive redditu, censu, tributo, vel alia quacunque servilitate aut proprietate fundi*, (art. 11, p. 13). — A propos du juge général, voir LGV, 11 ; AN. 1 ; LRC, 22 ; KR, 20, et R. 1585, Heusler, N° 209.

² On trouve aussi, en 1339, un *rector terre Valesii*, et vers 1343, un *rector generalis terre Valesii pro. rev.* — Gremaud. Intr. et v. Berchem, p. 21, note 2. s'accordent à penser que les fonctions du recteur, sur lesquelles nous manquons de tout détail, étaient les mêmes que celles du bailli, et s'exerçaient au nom de l'évêque.

³ Voir SS art. 9, *De officio vicarii, qui primus est post episcopum*, et art. 10.

⁴ Avec cependant réserve de l'appel à la personne du seigneur même, qui prononce définitivement.

⁵ SS. art. 17. L'officier jure d'être probe, fidèle et obéissant à l'égard de son seigneur, de poursuivre de tout son pouvoir ce qui lui est bon, avantageux, utile et honorable, et d'éviter ce qui lui procurerait désavantages, ennuis ou déshonneur, d'empêcher de toutes ses forces les *partialitates* contre la chose publique et le souverain. Il jure encore de remplir l'office auquel il est appelé, sans acception de personnes, avec fidélité, justice et probité, écartant de soi prières, récompenses, haine, affection, et toute autre *sinistra*

L'institution des organes nouveaux reposant « sur des fonctions temporaires et salariées, répondait au besoin d'une administration plus forte et plus centralisée que celle issue du régime féodal. Elle ne devait se substituer que lentement à cette dernière ; pendant le XIV^e siècle, qui est dans ce domaine une époque de transition, toutes deux se trouvent juxtaposées dans l'Etat épiscopal ».¹

2. Souveraineté de l'Evêque et de la Nation.

La ruine du système féodal frappera donc au cœur l'organisation judiciaire primitive, tramée sur les cadres de la vassalité. L'organisation démarquée ne s'écroulera cependant pas de fond en comble comme il lui arrivera sous l'ouragan jacobin, en 1798. Elle vivra en évoluant, subira de successives retouches, et finira par former une image nouvelle, méconnaissable et calquée sur la profonde révolution politique. La transformation se fera dans le sens démocratique. Les tribunaux seront soustraits insensiblement à l'emprise directe de l'évêque, les juges deviendront amovibles, l'élection supplantera l'inféodation. L'élément populaire national reconnaîtra dans l'administration de la justice sa chose patrimoniale, les jurés, les jugesurs siégeront au forum ; et finalement se détacheront en signes capitaux, sur la vaste et mouvante fresque juridictionnelle, les tribunaux de la Diète, du Bailli, des Citoyens de Sion, et des Juges de dizains.

Vidomme.

Le vidomme conserve son rôle judiciaire jusque vers le milieu du XVI^e siècle. L'habitude a été si fortement enracinée de son

machinacio, de rendre au riche et au pauvre, égale, équitable, juste, bonne et droite justice (observés les statuts et les habitudes de la patrie selon sa *bona costumia*), de n'opprimer personne et de ne permettre d'opprimer personne sous prétexte d'accomplir son devoir. Item, qu'il tiendra pour spécialement confiés à lui les pupilles, orphelins, veuves, et tous les malheureux, et fera son possible pour empêcher qu'ils soient persécutés par quiconque ; qu'il observera et maintiendra les statuts, libertés, coutumes et privilèges de l'Eglise, de l'Evêque et de la Patrie et n'agira en rien contre eux ; enfin que, révolu le temps de son office, il rendra compte et satisfaction, sans dol ni fraude, des bans et émoluments qu'il aura perçus.

¹ van Berchem, p. 22.

activité bimestre de mai et d'octobre, que l'on verra ce spectacle curieux de communes autonomes, comme Rarogne, décréter que chaque major pendant ces deux mois¹ doit être appelé *châtelain* et tenir l'ancienne charge du *vidomne*, « die *castlany des vogts* », conformément à la coutume, et que le même juge, major ou châtelain selon le temps, doit, suivant le louable usage, administrer la justice pendant toute l'année, dans les différents quartiers, et tenir audience à Rarogne, sous les tilleuls où le banc du tribunal est dressé, chaque mercredi ordinaire, de suite à la sortie de la messe et jusqu'au moment où l'on ébranle les cloches de midi.

Quels étaient, vers cette époque, les droits et les attributions du vidomne, on peut s'en faire une idée explicite sur le modèle qu'en donnent, à Sion, les actes d'hommage du 18 juillet 1464 et du 25 avril 1476, ainsi que l'acte de vente de l'office, du 13 janvier 1560 :²

Le vidomne possède l'omnimode juridiction séculière dans la ville et baronnie de Sion, avec l'exercice du droit de glaive, pendant les mois de mai et d'octobre. Les causes commencées pendant ces deux mois, il peut les poursuivre et les terminer pendant le reste de l'année, et donner à cet effet les assignations et fixer les délais pénaux ou simples, selon l'usage du lieu et la nature de la cause.

Il a l'omnimode juridiction dans la ville et baronnie pendant la nuit, ainsi que la garde, la punition et les bans de ceux qui circulent, sans lumière ou en vociférant, après le coup ordinaire de la cloche, ce pourquoi on le nomme fréquemment châtelain de nuit.³

Il a l'omnimode juridiction le samedi.⁴

Il a l'omnimode juridiction, saisie, punition et exécution de tous les traîtres trouvés dans les limites de la baronnie, à l'exception de ceux qui conspirent contre le seigneur évêque et se rendent coupables du crime de lèse-majesté.

¹ Plus pendant 6 jours en novembre, à Rarogne. — Statuts art. 6 et 7 : « Berierent die huben und die castlany des vogts gesin : Darnach sol ein jeder meyer oder richter in manot meyen, october und sechs tag in november angendts genempt werden castlan anstat der castlany », etc., puis : « witer ist geornet das... ein jeder meyer oder castlan, in welches namen er denn zu sinen zyten », etc. Heusler, p. 349.

² Cf. Gremaud V. Intr. pp. LXIII ss. Voir aussi la liste des droits dans le *Magnus Codex*, ABS, Tir. 117, N° 12.

³ Le « *Nachtkastlan* » est mentionné dans les *Criminalia* ABS, *passim*, puis au 62, liasse 4. Voir aussi procès de 1674, Kämpfen, p. 35.

⁴ Cf. la liste établie au *Magnus Codex*, Inventaire, p. 623, N° 11.

C'est au vidomne qu'incombe la punition ou le ban des voituriers qui, les jours de marché, conduisent de grosses pièces de bois par la grande rue du marché, depuis la porte du Rhône à celle de Loèche, et de la porte de Conthey à travers la cité ; des taverniers qui vendent du vin et laissent leurs débits ouverts pendant la nuit, après le coup de cloche, des pêcheurs et des marchands qui portent des poissons à vendre dans la ville, sans les avoir présentés à l'évêque et à lui-même. C'est lui que regardent encore l'omnimode justification et vérification des poids et mesures ; l'omnimode disposition, ordination et exécution des viances ou délimitations dans les pâquiers communs, les routes et les chemins de la baronnie ; la pesée du pain destiné à la vente, avec le droit de punir les fraudeurs et de percevoir les bans ; la visite des moulins de Champsec et de Glaviney, et le droit exclusif de permettre l'ouverture des sacs de blé sur la place publique les jours de foire et de marché. Il lui appartient enfin trois oboles sur chaque balle de marchandises passant par Sion, à prélever sur les droits de péage seigneuriaux.¹

Mais avec l'ordre politique nouveau, l'ancienne vidamie avait cessé d'être une institution viable. Les communes finirent par acquérir tous les vieux fiefs. L'office apporté à la famille d'Humbert de Villette, seigneur de Chevron, dans la corbeille de mariage de son épouse Amphélie de Rarogne, demeura en sa possession pendant plus de deux siècles, de 1343 à 1560, où Nicolas de Chevron le vendit, pour le prix de 800 écus d'or au soleil, à la ville de Sion, qui en fit dès lors, et jusqu'en 1798,² exercer les fonctions par un vice-châtelain, nommé pour deux ans, le jour de la Saint Martin, par les bourgeois assemblés au son de la cloche. La contrée de Sierre,³ le dizain de Viège et

¹ Le vidomne avait son château sous la Majorie, dans la caserne actuelle, et son tribunal vis-à-vis, sur la place du collège, où se trouvait l'église de St. Pierre et où fut élevée en 1807 l'église des Jésuites. (Furrer, p. 354).

² Jusqu'en 1798, le « Schreibkalender » de Sion (AV. L. v. 2) donne régulièrement, à côté du nom du grand châtelain de la ville et du dizain, celui du « châtelain du vice-dominat ». Pour Sierre, cf. Tamini, Annales Valaisannes, p. 55.

³ Sierre racheta son vidomnat, le 29 janv. 1574, sous la réserve, pour Nicolas de Chevron, de la juridiction en mai et en octobre (d'après un acte des archives de Venthône, Tamini, p. 20). Nicolas de Chevron, ayant testé, le 20 août 1577, en faveur de nobles Jean et François de Montheolo, ses petits neveux par sa sœur Barbe (ib. p. 20), et la charge leur étant échue en 1579 (p. 38), ils la cédèrent en totalité à la contrée de Sierre. Il n'y eut rien de changé, sinon que la nomination de ses titulaires se fit par le conseil de la châtellenie.

la paroisse de Rarogne rachetèrent également, vers cette époque, leur vidomnat des mains de Nicolas de Chevron.¹

Major, Châtelain et Sautier.

Les majors et les châtelains distribuent encore l'omnimode justice,² les sautiers la justice basse.³ La seule véritable originalité se marque dans le mode de leur recrutement. Une des étapes capitales de la conquête du gouvernement va être franchie, et les juges, cessant d'être fonctionnaires épiscopaux, relèveront désormais de la souveraineté populaire.

La ville de Sion avait d'abord obtenu du concile de Constance, en 1417, pendant l'absence de Guillaume V de Rarogne, l'autorisation d'innover et de choisir un châtelain parmi ses municipaux.⁴ Mais c'est en 1434 que la suprématie de la cité devait être consacrée. Cette année-là, l'office du noble Pierre Werra ayant expiré à la Saint Michel, les syndics et les bourgeois, appuyés par les chanoines et le vidomne, prièrent l'évêque André de leur donner un châtelain, en confirmant l'un des six « probes et industrieux » citoyens qu'ils avaient choisis. Le prince cependant, s'étant refusé à désigner ni l'un d'entre eux ni personne, et l'office étant demeuré vacant pendant près de sept semaines, la communauté, considérant qu'il vaut mieux vivre *sine lege quam sine rege*, surtout pour une ville qui est un marché très fréquenté et qui se trouve sur une frontière où concourent toutes sortes de gens, que d'ailleurs, en l'absence d'officiers s'étaient déclarés nombre de scandales et d'homicides, la communauté donc se réunit au son de la cloche pour élire un châtelain, *non tamen causa usurpandi dominium et jurisdictionem ecclesie, sed pro nostra magna urgente et necessitate*, dit-elle. L'évêque, ayant sommé les Sédunois de révoquer leur châtelain dans les trois jours, sous peine d'interdit et d'excommunication,

¹ Gremaud V. Intr. pp. LXIII et LXXII ; Heusler. Intr. p. 11, et p. 346. Stat. Rarogne.

² Cf. Brigue 1445 : « so jemandts laster begeht... soll derselbig hie in diesem Zenden mit Rhat, Urtheil des Castlans, der geschwurnen und der gmeindt nach altem Bruch vollendet und gestraft werden », Blätter IV, p. 307 ; Heusler N° 411, 22.

³ Cf. SS art. 14.

⁴ Tamini, Annales Valaisannes, p. 37, d'après Gremaud et la Topographie du chanoine de Rivaz. Mais il dit, probablement ensuite d'une confusion, que ce châtelain remplaçait le vidomne. Cf. note infra.

ils interjetèrent appel de son monitoire au concile de Bâle. Leur mémoire affirme que la coutume générale du Valais est que, dans chaque majorie et châteltenie, *le major ou le châtelain soient élus par les hommes de l'endroit*, et confirmés ensuite par le seigneur évêque.¹ Les Pères leur auraient alors concédé la grande châteltenie du dizain.² L'organisation judiciaire valaisanne donnée à Brigue en mai suivant, corrobore la légitimité de l'élection démocratique en ces termes:³ « Que toute commune de la patrie, où règne la coutume d'avoir pour juge un châtelain, un major ou un sautier, puisse dorénavant élire, en temps et lieux opportuns, et d'année en année,⁴ un homme probe exerçant l'office de châtelain, de major ou de sautier, qui ne soit pas insuffisant à sa charge ; s'il est capable et ne nous est pas suspect, ajoute l'évêque, nous le tiendrons et devons le tenir pour élu, l'agréerons, et le confirmerons. » En 1475, Walther Supersaxo tente de reprendre à lui le droit régalien de constituer les magistrats de l'ordre judiciaire,⁵ mais, en expulsant Jost de Sillinen en 1496, les Patriotes se l'arrogent décidément, avec plus de fermeté que jamais.⁶

Voici, sauf les minces variantes locales qui vont de soi, l'or-

¹ Décembre 1434. Gremaud VIII/2847, 2848, 2850, 2852.

² Boccard, p. 368 dit : Sion obtint du concile de Bâle la grande châteltenie de son dixain, office jusqu'alors exercé par les vidames de l'évêque. L'erreur est ici flagrante : Il s'agit de la majorie, et non de la vidamie, qui est pourvue. Les trois textes de 1434 sont très nets sur ce point : *respondemus quod sunt decem septimane lapse... quod expiravit officium... pridem castellanum, infra quod tempus rogavimus V. Rmam Paternitatem, primo per nos, secundo per dnos de capitulo, tertio per dnum vicednum Sedun, ut nobis provideretur de castellano*, (Gremaud VIII, p. 58) ; *et licet idem dnus episcopus fuerit rogatus quod providere dignaretur illi officio (castellano) tam per... quam per nobilem potentemque virum Petermandum de Chivrone vicednum Sedun, nomine communitatis intercedentes* (p. 61) ; cf. p. 66.

³ LGV, art. 10. — L'art. 1 souligne le triomphe des revendications populaires ; il fait à l'évêque l'obligation de ne constituer ses officiers spirituels et temporels que suivant la volonté et l'assentiment des communautés ou de leurs députés.

⁴ Cf. en 1418, les statuts de Brigue, art. 1, et plus tard LRC, art. 6 : *Penes iudices electivos, quia officii sui exercitium... unius anni curriculo completur*, etc.

⁵ Cf. SS, art. 13 : *De officio Maiorum et Castellanorum per patriam per ipsum Episcopum constitutorum*. Le texte insiste sur le fait qu'ils sont *per singulos desenos deputati* et qu'ils tiennent leur compétence *ab Episcopo sedunensi et ex ipsius commissione*. Voir aussi, le dernier article, «Regalia», où figure la *potestas constituendorum magistratorum ad iusticiam expediendam*.

⁶ LSSZ, art. 15.

dre commun de la cérémonie d'élection : ¹ Toutes les années, ² lorsque revient la date du renouvellement, la commune se rassemble à l'appel de la cloche, soit à jour fixe, par exemple, le mardi après la Pentecôte ³ ou le dimanche après la Purification de la Vierge, ⁴ soit simplement avant l'expiration de l'année judiciaire en cours, et choisit publiquement, par la voix réunie de l'ancien major et de tous les citoyens, le nouveau juge. Celui-ci doit aussitôt accepter sa charge, sans pouvoir prétexter de nulle raison, (*sine strepitu iuris*) ⁵, et, s'il s'y refuse, il est exclu et rejeté de toute juridiction et perd son honneur comme parjure ; si pourtant il avait rempli déjà les fonctions de major, on ne peut le contraindre à aucune réélection pendant un délai de trois ans. ⁶ Le juge établi jure alors à la communauté, par Dieu et les Saints, d'observer ses libertés, et d'accomplir consciencieusement tous les devoirs de son état, de rendre brève justice à chacun, selon l'exigence du droit et la sentence de ses jurés, au riche et au pauvre, à l'étranger et à l'indigène, au pupille, à la veuve et à l'orphelin, ⁷ de punir le mal, de sauvegarder le droit, de se charger de l'imposition de la paix et du cautionnement de paix, par lui-même et ses subalternes, d'exclure enfin, dans la mesure de ses forces, toutes les disputes et les scandales.

On passe ensuite à la repourvue des autres charges. Le juge élu désigne tour à tour, avec l'assistance et l'approbation de son prédécesseur et de la communauté, puis il assermente, le lieutenant qui le suppléera en cas d'absence, de maladie ou de force majeure, le sautier ou l'huissier, et les jurés ⁸ enfin qui s'asseoiront à son tribunal. Après quoi généralement on « prend l'obéissance » : le conseil et la communauté jurent, à mains levées, un dernier serment solennel, et s'engagent à obéir aux officiers

¹ Consulter notamment : Brigue 1418, Blätter IV/303 ss. et Heusler 411. — Mœrel, 19 mai 1452, Gremaud VIII/3046. — Rarogne 1548, art. 1/5. Heusler, p. 345. — Zermatt 1540 et 1621, art. 1/5.

² A Rarogne et Zermatt, tous les deux ans.

³ Zermatt 1540. En 1621, dimanche après la Pentecôte.

⁴ Rarogne.

⁵ Zermatt.

⁶ Brigue et Mœrel.

⁷ Brigue et Zermatt.

⁸ Ces jurés (6 à Brigue, 14 à Rarogne, 8 à Zermatt, en 1540, et 4 en 1621), sont choisis, dans le conseil et la communauté de la juridiction, avec l'assentiment de tous ; le choix en est réparti sur tous les quartiers, *comprae* ou « Gumper » de la paroisse. Ils jurent au major d'être les soutiens de la justice, de l'aider à juger dans les voies du droit, de prendre la promesse de paix et son cautionnement et, sitôt qu'ils apprendront quelque charge criminelle, de lui en dénoncer l'auteur et de l'assister dans le châtement.

qu'ils se sont donnés, à se soumettre à leurs ordres et mandats, à leur prêter main-forte, veiller à l'observation de la paix, et en un mot exécuter tout ce à quoi de fidèles sujets sont tenus à l'égard de leur seigneur et juge, en vertu de leur parole sacrée.

Juge de Dizain.

Revenant aux compétences des majors et des châtelains, il n'est pas inopportun d'enregistrer ici une distinction fondamentale qui révèle le principe d'une nouvelle et notable orientation juridictionnelle. Tous les châtelains n'ont pas la haute et basse justice, ni le pouvoir d'accueillir sans distinction les clames et d'imposer les bans ; tous les majors indifféremment ne peuvent se prévaloir du droit de poursuivre en maléfices, de prononcer dans les causes de sang, et de posséder troncs et fourches dans leur juridiction.¹ On vérifiera, plus tard, que le châtelain du Simplon, par exemple, ou le major de Nax et Vernamiège, n'ont aucune judicature criminelle.² Seuls peuvent être considérés comme disposant du *merum et mixtum imperium*, et formant une catégorie supérieure, les juges établis dans les endroits principaux, dans les modestes capitales du pays : le major de Conches, les châtelains de Brigue et de Viège, les majors de Rarogne et de Loèche, les châtelains de Sierre et de Sion.³ Ces officiers ont un pouvoir de rayonnement ; leur charge, naturellement placée au cœur d'un district politique, devient siège et régulateur de la vie régionale. Autour de ces VII majors ou châtelains s'assemble et se rattache la plénipotence judiciaire, ils deviennent juges ordinaires dans leur sphère, et, par un tour des plus aisés, lorsque l'on consacrera l'unité territoriale par l'unité administrative et juridictionnelle, les voici juges de dizain,⁴ les VII juges de dizain dont on parlera sans cesse depuis le XVI^e siècle et qui, siégeant parmi leurs échevins, formeront l'instance

¹ Cf. Sion 1433, Münster 1447, Rarogne 1548.

² Grièfs des patriotes, en 1619 et 1626, *passim*. Cf. Paix nationale de 1550. art. 19.

³ Cf. SS, art. 14 : le droit de prononcer le dernier supplice est réservé au châtelain ou au major *qui officium habet (ab Episcopo) in deseno illius loci*.

⁴ Fehr note aussi (Rechtsgesch. p. 248) ce point de l'évolution judiciaire vers la même époque.

régulière en matière pénale.¹ Stumpf notera dans sa Chronique, en 1585 : « Und hat ein jeder Zenden sein eigen Hochgericht ». ² C'est à ces tribunaux de dizains, aux *tribunalia desenorum*, aux « Zendingerichte » ³ que se trouve le for ordinaire du patriote, ⁴ c'est là que se portent et s'exécutent toutes les condamnations criminelles, y compris la condamnation à mort. Ils étaient néanmoins obligés de demander l'exécuteur à l'évêque, après lui avoir soumis la sentence capitale. ⁵

Les juges de dizain constituent le chaînon logique entre l'autorité suprême et les juges inférieurs, ⁶ ils sont les fédérateurs liant les contrées au corps médullaire de la Diète, et souvent seront chargés directement par elle, dans leur ressort, d'enquêtes, de surveillances et d'actes judiciaires définis.

Bailli.

Le Magnifique Seigneur Bailli occupait le premier poste judiciaire du pays. ⁷

Son choix dépendit, pendant un nombre indéterminable d'années, du bon plaisir de l'évêque. Les nominations de Jean Heingartner, de Biel, en 1422 ⁸ et celles, faites entre 1439 et 1449, ⁹ du noble Heinzimand de Selinon, de Joannès de Prato, Antoine Kunen, Jean Heingartner de Selckingen, et Martin Zuren, déterminent le détail des droits du bailli en des documents qui

¹ Le juge de dizain est compétent, « abstraft » dans toutes les affaires de maléfice, rappelleront les Conchards dans leurs griefs en 1627, de Courten, IV/65.

² Cf. van Berchem, p. 31, note 3.

³ Stat. Brigue 1418, art. 16. Cf. LRC 27, en 1514. Déjà les LSSZ, art. 1 (en 1496) attribuent au bailli, et au *judex deseni in quo accusatus moram trahet*, connaissance et jugement *in delictis prophanis*.

⁴ Heusler, N° 183.

⁵ Schiner, pp. 17/18.

⁶ Le droit de 1514 établit implicitement (art. 86) cette hiérarchie : *ballivus, judex loci, saltherus*. Et celui de 1571, (art. IX, XVIII, 2, XXXIII, a 4, LXIII) : *Reverendissimus dominus episcopus et locumtenens*; (puis les juges ecclésiastiques, Official et Doyen) : *ballivus et locumtenens*; *castellani, majores Desenorum* (art. XXXV : *judices desenorum et inferiores*) : *alii quarumcunque jurisdictionum judices*.

⁷ Pour la période antérieure au XV^e siècle, voir plus haut, p. 109.

⁸ Gremaud VII/ 2722. — Jean Heingartner est le premier bailli valaisan, depuis, tous le seront, cf. Furrer, p. 202.

⁹ Gremaud VIII/2917.

élucident sur quelques points l'historique et la nature de son office.

A cette époque de l'entière dépendance épiscopale, le bailli est désigné pour une année. Il doit se faire assister en cour, tant qu'il demeure en exercice, de 4 familiers à cheval, agréés par l'évêque, et s'attacher un clerc qui prenne note des bans, des clames, des verberies,¹ et de toutes les opérations judiciaires dévolues au bailli. Juge et greffier prêtent simultanément serment à l'évêque d'en dresser deux inventaires, et de lui remettre l'un des états des différents registres. Le bailli jure encore de faire inscrire incontinent tous les accords, les bans, les transactions, et toutes les sources d'émoluments, et d'en rendre compte fidèle à son seigneur.² Puis il se met en route, et part en tournée à travers le Valais, pour recevoir la promesse d'obéissance des patriotes.³

¹ La verberie est une espèce de plainte pour voies de fait, probablement de celles qu'on appelle, à Mœrel, en 1452, *violentias* (Gremaud VIII, p. 484). La parenté avec le *verberare* latin saute aux yeux.

² De trois mois en trois mois, en 1422. — Tous les officiers étaient d'ailleurs soumis à la même obligation, qui valut à travers tous les âges. Cf. pour le châtelain de Naters, en 1385, Gremaud VI/2380 ; pour le major de Chamoson, en 1772, la copie des franchises, art. 13. — En général, les statuts de 1475 enseignent (art. 16) que tous les officiers de l'évêque doivent, chaque année, rendre compte et bonne raison, à l'évêque, à son trésorier, ou maître des comptes, des bans, peines et confiscations à partir de LX sols, quelle que soit leur provenance. Le seigneur, suivant leur convention ou suivant l'équité, doit, sur ces sommes, satisfaire aux honoraires et au salaire de l'officier. — Pour l'affirmation du principe, au XVII^e s., voir les Grièfs de Conches, de Courten IV/65.

³ Cf. le *postquam sibi facta fuerit obedientia per totam patrie Valesii* de 1422, Gremaud VII, p. 358. — En 1545, les statuts de Viège prévoient, art. 1 : Lorsque l'évêque ou son bailli se rendent à Viège pour recevoir la fidélité ou l'obéissance, avant toute chose, qu'ils promettent au dizain de conserver ses libertés et bons usages. — Lire surtout ces textes et ces exemples illustres : Diète du 17 août 1601 (de Courten III/49) : Ainsi qu'il a été pratiqué autrefois, à l'occasion de peste, de grande cherté ou d'autres empêchements, que le Grand Bailli nommé, au lieu de se rendre de dixain en dixain selon la coutume, pour recevoir l'obéissance, le faisait en diète, les députés prêtant serment au nom de leurs Conseils et Communes, — de même fait-on cette fois, vu l'époque venue des récoltes et la crue des eaux, d'autant que le nouveau Grand Bailli, par les charges, soit de dixain soit de l'Etat, qu'il a déjà remplies, est bien connu dans le pays. Il est déclaré que cette formalité aura la même valeur que si chaque patriote avait prêté le serment ; que néanmoins, lorsque les circonstances le permettront, on fera selon l'us habituel. Ont été réservées les immunités et libertés de tous les dixains en particulier, dont actes sont délivrés par le Grand Bailli. — Le 18 mai 1603 (ibid. p. 131), la majorité déclare avoir instruction de dispenser de sa tournée le Bailli, déjà bien connu de tous, et en avoir le pouvoir pour

Le bailli est reçu à la table de l'évêque, sa suite loge parmi les familiers du prince. Il touche, pour le salaire, la nourriture, le vêtement et toutes les charges de sa maison et de lui-même, le traitement fixe habituel de 150 florins. Par pure bonne grâce, son seigneur lui consent parfois divers dons, en nature ou en argent : vin de sa vigne, froment de son champ, foin des Champs-Secs pour ses chevaux, et 30 florins représentant le prix d'une monture. On l'a vu prendre l'engagement de lui adjoindre, s'il lui plaît, deux gardes dont il prendrait une part de l'entretien, pour l'accompagner et le défendre lorsqu'il se rend au Conseil général des communautés, ou qu'il s'en va pour assurer la surveillance des marchés et l'arrestation des criminels. Dans tous les cas où le bailli ordonne l'exécution corporelle d'un malfaiteur, c'est sur les biens mêmes de la personne exécutée que se doivent prélever les dépens ; le seigneur évêque les couvre, si ces biens sont insuffisants ou inexistants. Pour les autres frais que pourrait contracter le bailli, lorsqu'il lui arrive de voyager à travers le Valais pour remplir les obligations de son ministère et rendre la justice, il les supportera personnellement. Il n'en serait pas de même si l'évêque l'avait envoyé en représentation pour ses affaires propres. Les sources de revenu du bailli se trouvent surtout nourries par la participation aux amendes et à la confiscation.¹ Son pouvoir est suffisant pour

cette fois seulement. Le 25 juin 1605 (p. 237) il est décidé qu'il ira recevoir l'obédience de dixain en dixain. En diète de juin 1611 (19/27 juin, de Courten III/375), le Grand Bailli nouvellement élu ayant, selon l'usage, pris place à côté de l'ancien, a demandé comment il doit se comporter pour la prestation d'obédience (« der gehorsame halber zu schweren »)... La Haute Assemblée, considérant qu'il est pris d'une attaque de goutte et infirmité qui l'empêche d'aller sans secours, qu'il est d'ailleurs bien connu dans les communes, considérant en outre les débordements d'eau dans tout le pays, décide de jurer obédience, en séance, au nom des Conseils et Communes, ce qui eut lieu préalablement à la protestation ordinaire que le Grand Bailli maintiendrait à chaque dixain ses libertés, immunités et louables coutumes, ce qu'il a promis.

¹ Il a le produit intégral des petites clames (jusqu'à 7 sols inclusive, précise-t-on en 1439) qui sont déposées entre ses mains, et touche, dans les affaires plus importantes qu'il met à exécution, une fraction, variable souvent et proportionnelle au chiffre-indice de la cause. S'il s'agit du ban inférieur à 60 sols, le 1/3 lui en est acquis ; si c'est du grand ban, l'évêque lui abandonne le reliquat de 1/5 dans les affaires pécuniaires ; mais si, donnant suite à ses clames ou fréveries, il procède à la confiscation des biens après un jugement criminel, il participe à la dévolution de ces biens pour 1/6 ou 1/8, selon l'accord annuel intervenu. Le tantième enfin est encore un peu plus faible (1/10 en 1422) qu'il perçoit pour les délits commis en dehors de sa période d'activité, et dont l'évêque lui aurait confié la connaissance.

transiger, *concordare et marciare* à son gré sur les plaintes, peines et émoluments qui n'atteignent pas à 60 sols. Si ce quotient est dépassé, il ne lui est pas donné d'agir sans le consentement de l'évêque, qui seul peut faire grâce comme il lui plaît.

Avec la nationalisation graduelle de la souveraineté, se constate un premier allomorphisme de la charge : Au XVI^e siècle,¹ la nomination du Capitaine du pays, du « Landeshauptmann » passa, quelque jour, à la Diète,² qui désignait en principe son candidat pour un exercice limité, une année, puis deux ans. En fait, le maintien en fonctions était et demeura règle quasi automatique jusqu'en décembre 1659. A cette époque, après la mort de Jean Roten, qui, 15 fois successivement³ avait été choisi et qui, pendant 35 ans⁴ avait eu la garde des destinées valaisannes, la Diète rompit la tradition et décréta qu'à l'avenir l'office du Bailli devait être repourvu chaque deux ans⁵ et exercé, autant que possible, alternativement par de notables et vaillants Patriotes, afin que le poids en fût partagé entre plusieurs,⁶ — nous dirons plus simplement, afin que chaque dizain tour à tour obtint ses satisfactions d'amour-propre, et qu'une prime pût être donnée au régionalisme exigeant. Il faut dire pourtant que l'on fit encore quelques passe-droits pour certains seigneurs les mieux en cour et qui possédaient la faveur unanime du pays.⁷

¹ Heusler, *Verfassungsgesch.*, p. 165.

² Son traitement demeure à la charge de l'évêque. Les griefs de 1619 (de Courten III/665) reprochent à Hildebrand Jost de ne payer ni le Grand Bailli ni ses familiers, comme il y est tenu selon l'ancien usage.

³ Grenat, p. 129.

⁴ 21 ans, dit Heusler, p. 19 ; 35 dit Furrer, p. 350. Jean Roten aurait été bailli de 1623 à 1659, avec la seule interruption de 1628, où Michel Magéran rompit la liste.

⁵ La nomination se faisait en diète de mai.

⁶ 10/23 déc., de Courten V/149. — Cf. Heusler, *Intr.*, p. 19.

⁷ Ainsi le grand Gaspard Stockalper, de Brigue, chevalier du St-Empire, chevalier de l'ordre de St-Michel, citoyen de Milan, colonel en Piémont et commandant de la milice haut-valaisanne, banneret de Brigue, ex-gouverneur de St-Maurice, ancien Secrétaire d'Etat, créé, pour la plus grande satisfaction de la Diète, baron de Duing par les ducs de Savoie (18 nov. 1673, cf. Grenat, p. 319 ss.), et dont on a pu dire qu'il était véritable souverain du Valais, hormis le titre (acte d'accusation du 15 mai 1678, Grenat, p. 323). Ayant succédé, le 7 mai 1670, à Georges-Michel Supersaxo dans la charge suprême, il fut constamment réélu par Sa Grandeur, le Vénérable Chapitre, et les députés des VII dizains, sur le mandat de leurs conseils et communes, qui, lorsqu'il résigna le pouvoir aux échéances constitutionnelles, et encore en mai 1676, proclamèrent qu'ils le remerciaient hautement de sa bonne administration et le confirmaient en office (7/16 mai, de Courten V/325). — Mais la roche tarpéienne est près du Capitole : On prend soudain ombrage

Après son élection, le nouveau Bailli, debout, prêtait, suivant l'ancienne coutume, le serment solennel entre les mains de l'évêque, sous les protestes usuelles. Puis il était confirmé par l'imposition du glaive.¹ Et les députés de tous les dizains, au nom de leurs communes, lui juraient, à mains levées, due obéissance, soutien dans le droit, aide, conseil et assistance toutes et quantes fois il en aurait besoin.²

Le Bailli était secondé par un *vice-bailli*, nommé de droit, jusqu'en 1645,³ par la ville de Sion, et auquel, comme on l'exprimera dans les Additions, « tout paysan de Valley à raison de la justice devra donner autant d'ayde comme au ballif mesme ». La formule d'instauration de 1439⁴ prévoyait déjà que le bailli ne pouvait avoir de lieutenant en Valais qu'à Sion, lorsqu'il s'en absenterait, et que personne, habitant au-dessous de Loèche, n'était tenu de comparaître devant le bailli s'il se trouvait en amont de cette ville, mais devait se présenter au tribunal du lieutenant, à Sion.⁵ Car la règle, à laquelle on ne dérogea pas, fut que, lorsque le bailli était choisi en haut de la Raspille, son lieutenant devait l'être en bas, et vice-versa. Il est vrai que le bailli pouvait, en principe, administrer la justice dans tous les dizains : en tout lieu de la patrie où il arrive, disent les statuts de 1475,⁶ il peut siéger en tribunal, entendre les causes, et rendre la jus-

de la gloire, de la puissance, de l'opulence surtout, de celui que toute la Confédération avait surnommé « Le Riche ». Dès le 3 mars 1678, les IV dizains inférieurs jettent, à Sierre, les bases d'un Sonderbund contre lui. Le 17 mai, un dérisoire comité de salut public lance un mandat d'amener contre l'infortuné que l'on inculpe de lèse-majesté, et qui contient cet ordre: *Casu vero resistentiae mortuum nobis remittere* (Grenat, p. 325). Le Grand Stockalper et sa fortune vont sombrer dans l'exil et la ruine.

¹ Grenat, p. 320, Heusler, p. 19. — C'est la tradition, rapportée par les statuts de 1475 (art. 12): *Ballivus terrae Vallesii pro tempore constitutus per Episcopum in temporalibus et loco Episcopi et in assequucionem officii post solitum per eum praestitum in manibus Episcopi Sedunensis iuramentum, Episcopus ense nudum tradit in manibus Ballivi electi, cum quo sibi committit exercicium gladii temporalis.*

² Naters, déc. 1534, de Courten I/379. — C'est après cette cérémonie que le Bailli est tenu d'aller recevoir l'obéissance à travers le pays, cf. plus haut.

³ A cette date, les dizains exigèrent que le conseil de la ville présentât quatre candidats, parmi lesquels le bailli désignerait son lieutenant, Boccard, p. 368.

⁴ *Loc. cit., in fine.*

⁵ A rapprocher, R. 22 juin/13^e juillet 1631 (de Courten IV/343) : Tout vice grand-baillif, domicilié soit en haut soit en bas de la Raspille, à l'avenir doit s'intituler lieutenant ou « Statthalter » du Grand Ballif en fonction.

⁶ SS, art. 12.

tice jusqu'au dernier supplice inclus. Mais il convient d'ajouter que la ville de Sion s'imposa toujours plus comme capitale et siège unique de la souveraineté, non seulement à la lettre, mais en esprit et en fait.¹ Elle devint le nœud vital de l'Etat, la résidence inamovible, incontestée, des pouvoirs publics, et le bailli, sur le Grand Pont,² y tenait son tribunal ordinaire, où la cloche appelait ses assesseurs et rassemblait la foule.³

On ne connaît point alors le dogme de la séparation des pouvoirs. Les corps exécutif, législatif et judiciaire se composent autour d'une même vertèbre. Le bailli ceint le triple laurier civique : il est chef d'Etat, législateur et juge. Nous n'avons à le considérer, pour nous, que dans ses fonctions de justice, et singulièrement de *justice pénale*. Dans cette zone réservée, ses attributions sont encore de la plus admirable universalité. Il a une juridiction supérieure *super omnes* dans tout le pays.⁴ Promu juge suprême il accomplit les gestes de tous les rôles, il exerce la souveraineté pénale à tous les degrés. C'est ainsi, par exemple, que dans la période suraigüe où fulgure la gloire de Schiner, et sa justice, on peut le voir tour à tour porter des ordonnances comminatoires à l'égard de ceux qui voudraient se soustraire au droit,⁵ lancer des mandats d'enquête contre les

¹ Rappelons l'interminable conflit pour la préséance entre Sion et Conches, soulevé en diète par le dizain de Conches qui prétendait que ses députés devaient être placés les premiers en diète et dans les cortèges officiels. c'est-à-dire avant ceux de Sion, à cause, disaient les Conchards, qu'ils l'avaient mérité éminemment par leur courage à défendre la patrie à toutes les époques de l'histoire valaisanne. Cf. 1734/1754, ABS. Tir. 65, N° 1.

² La Sionne coulait alors à découvert ; sur elle étaient jetés plusieurs ponts. Le principal, souvent cité dans les anciens documents sous le nom de Grand Pont, existait en face de la maison de ville actuelle. Gremaud V, p. XXXIX.

³ Cela, dès l'origine. Les « aucuns cas de coustume », au XIV^e siècle, disaient : Aprez sachez que droit qui se prent en la cort de la regalie de l'evesque hu du ballifs, leu doit prouver devant Sainte Trinité et es corz lez quelles se tiennent sur le grant pont, le droit se prouver alla grant porte de la grant eglise de Syons, (Cost. 51, al. 2). De même, le traité du 24 nov. 1392 entre le Valais et la Savoie. (Gremaud VI/2429) instituant, avec le consentement des communes, le seigneur Yblet de Challant et du Mont Jovet bailli du Valais depuis la Raspille en bas, jusqu'au paiement de l'indemnité de guerre, dit (p. 408) : *cum potestate exercendi merum et mixtum imperium et omnimodam jurisdictionem, ita tamen quod ipse debeat unicuique reddere et reddi facere ius super pontem Seduni, ubi est assuetum ius reddi, per probos homines Vallesii a Morgia superius, et aliquem non opprimere in bonis vel persona, quousque per probos homines fuerit cognitum super offensa, etc.*

⁴ SS, art. 12. Cf. Schiner, p. 379.

⁵ 19 mars 1514, Imesch. N° 84, 7.

suspects,¹ soutenir l'accusation et requérir la peine de mort au tribunal du châtelain de Sion,² prononcer, à l'instance du procureur fiscal, et assisté de ses jurés,³ maint arrêt d'emprisonnement ou *sentencia mancipatoria*,⁴ envoyer à la torture et même tirer à la corde,⁵ condamner enfin certains Valaisans qui, à l'auberge, à Martigny, ont troublé dans leur sommeil deux courriers de Berne et leur suite, les ont menacés de leurs armes, et les ont outragés grossièrement, eux et leurs compatriotes.⁶ Je ne sais à quelle peine. En principe, il peut prononcer toutes les peines, y compris la peine de mort. Le Cardinal, dans la justification qu'il adresse, de Francfort, le 16 juin 1517, à Lucerne, Uri et Unterwalden, fera valoir que si quelqu'un a été condamné à mort, c'est par le bailli ou d'autres officiers qui n'arrêtent personne, encore bien moins ne jugent et ne condamnent à mort, sans le conseil et la sentence d'hommes d'honneur, sur le Grand Pont, à Sion, et en présence de tout le monde.⁷

Mais la compétence du bailli n'est pas restreinte aux affaires de lèse-majesté, ou à celles qui compromettent la sûreté de l'Etat ou engagent sa responsabilité internationale. Sa juridiction est illimitée dans son objet, sinon dans son étendue. Il connaît de toutes les causes pénales, dans leur état originel ou dans leur état second, en première instance⁸ ou en appel.⁹ Les sentences de tous les juges inférieurs peuvent lui être déférées. En effet, « on a très bien ordonné et d'un vray remède que celui qui se trouveroit gravé de la sentence d'un bas juge donnée contre soy, par appellation puisse avoir recours au juge supérieur. Donc par ce statut¹⁰ sera loisible et permis à chascun, pour quelque cause et chose tant civile que criminelle, de la sentence du juge inférieur diffinitive ou interlocutoire,¹¹ et aussy de quelque autre sorte d'aggravement licite, d'appeler et provoquer au tribunal et auditoire... de Monsieur le Ballif ou de son lieutenant.

¹ Août 1513 : *Inquisitionalia de mandato ballivi nihil continet, nisi quod illi qui in conflictu Novariae fuerunt, reversi sunt.* Imesch, N° 80, 5.

² 6 avril 1513, ibid. N° 79, 7. — 31 janvier 1514, N° 83, 6.

³ On en trouve 8, 10, 11, 12 ou 15 ; leur nombre est indéterminé.

⁴ P. ex. Imesch, Nos 79, 2 ; 82, 3 et 12 ; 84, 10 et 11, etc.

⁵ 10 juin 1517. Ibid. N° 103, 8.

⁶ Sion, 8 avril 1513. Ibid. N° 79, 8.

⁷ Imesch, Ad. 103, 10 b.

⁸ Voir, p. ex., le jugement pour meurtres, vols et adultère, du 12 juillet 1622. A. St., A. 32.

⁹ Cf. LGV. art. 5. — AN 43. — SS 12. — LRC 27, 2. — St. XXXIII.

¹⁰ St. XXXIII.

¹¹ *Dummodo talis interlocutoria vim diffinitivae sapiat.*

qui sera pour lors estably et ordonné ». Mais le principe de l'appel joue, dans notre ancien droit, jusqu'en ses conséquences les plus extrêmes ; le nombre des instances n'est pas mesuré ; on peut reculer successivement le plafond de la juridiction jusqu'au zénith du *dominium*. Au-dessus du Bailli, premier juge laïc du Valais,¹ demeure infrangible le droit de l'Évêque et celui de la Diète, et le tribunal exceptionnel officie des seigneurs Citoyens de Sion.

Citoyens de Sion.

Soit qu'elle dût son élévation à sa maîtrise politique, à la bienveillance particulière de ses évêques, au prestige de ses plus illustres bourgeois, juges principaux dans le pays, ou à sa qualité de ville libre impériale,² soit encore que son vidomme eût été primitivement investi de la juridiction suprême sur l'ensemble du Valais, et qu'elle continua de vivre sur ce glorieux héritage, la ville de Sion occupe dans nos annales judiciaires une place d'un incomparable éclat. Ses fortunés citoyens s'enorgueillissent de privilèges dont on trouve la mention dans leurs franchises, ou dans ce fameux cahier de papier que compulsèrent, aux archives de la Bourgeoisie, tous les historiens, et qu'on intitula *Liber iurium, libertatum, franchisesiarum et immunitatum civitatis Sedunensis*. Nous toucherons à peine, au hasard d'une course rapide, ces cimes de diamant de leur prééminence : le droit d'asile qu'offre la cité, jusqu'à sentence connue, aux criminels coupables de violences ou d'homicide hors de son enceinte,³ le veto qu'elle peut mettre à toute arrestation,⁴ et à la

¹ En 1475, seul le vicaire épiscopal lui est supérieur : des sentences du bailli, on appelle à l'évêque ou à son vicaire, et enfin, *per supplicationem*, la cause trouve sa conclusion au conseil général des patriotes. (SS art. 9 et 12.) — Je crois inutile d'insister sur ce fait, que le bailli, conjointement à l'officiel, est revêtu en 1585 de la charge de juge général (cf. Heusler N° 209), et que les Additions de 1598 (art. LXV) donnent aussi à ces deux officiers la connaissance des affaires concernant les procureurs fiscaux. — A la même époque, le bailli peut juger, en diète, assisté de deux chanoines, « mit Zuziehung zweier Thumbherren des Capittels zu Sytten », d'après un texte d'additions aux Statuts, de 1597, art. 72. AV, A III, 15/16.

² C'est en 1339 que Louis de Bavière aurait fait de Sion une ville libre impériale, prétend Furrer, p. 93.

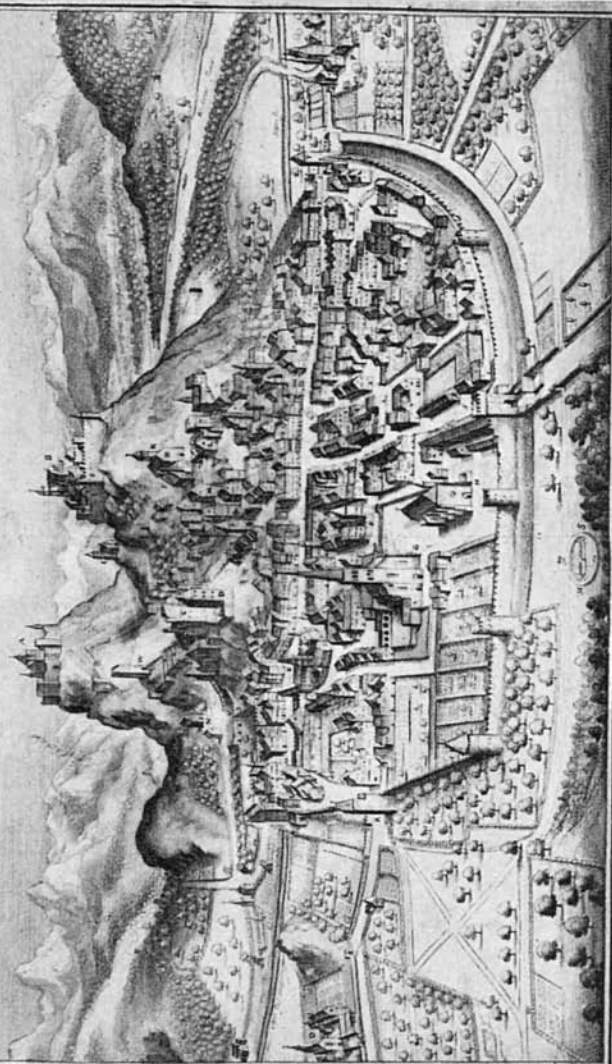
³ Franchises 1338, art. 1.

⁴ Franchises 1338, art. 10, sauf, à cette date, s'il s'agit d'un voleur notoire ou pris en flagrant délit, d'un traître manifeste, d'un homicide ayant opéré dans le ban de la ville, ou de l'auteur d'un délit énorme (*enorme deliquerit*). — Cf. les griefs contre André de Gualdo, en 1421 : *captivavit Nycodum de*

SEDUNVM.



Sion.



- A. Das alte Sion, die Stadt.
 B. Das alte Sion, die Stadt.
 C. Das alte Sion, die Stadt.
 D. Das alte Sion, die Stadt.
 E. Das alte Sion, die Stadt.
 F. Das alte Sion, die Stadt.
 G. Das alte Sion, die Stadt.

Sion au XVII^e siècle.

D'après la Topographie de Merian.

A Château de Tourbillon ; B Château de Valère avec l'église de Ste. Catherine ; C Château de la Majorie, résidence épiscopale et siège de la Diète ; D Château du Vidomnat ; E Hotel de ville ; G Eglise cathédrale de la Bienheureuse Vierge Marie ; H Eglise de St. Théodule.

conduite des prisonniers au château de la Majorie par les fonctionnaires épiscopaux ; ¹ la juridiction absolue qu'elle réserve à son châtelain, le samedi, à l'égard même du bailli ; ² l'exclusion de la poursuite d'office contre un *Civis Sedunensis*, sauf en cas de crime notoire ; ³ l'interdiction constante de procéder à la torture et de donner la question hors la présence de quelques-uns des bourgeois ; ⁴ la capacité enfin d'assurer la sécurité intérieure par des visites domiciliaires, fût-ce au mépris de l'immunité religieuse. ⁵

Mais la prérogative qui fait des citoyens et barons de Sion de véritables souverains, est ce pouvoir que la coutume immémoriale attribue jalousement au tribunal de leur vidomne, et plus tard de leur châtelain, de reviser et de confirmer les sentences criminelles ou « peinliche Urtheile » portées dans la patrie tout entière et par tous les juges. Ils exercent une sorte de sacerdoce du sang.

Ce privilège, Sion prétend pouvoir en reculer la preuve authentique jusqu'en 1344. Son droit de contrôle absolu se serait

Lyon civem Sedun. ad castellanum suum assignatum per eundem dnum, et ipsum captivum posuit ad torturam, contra dictas franchises veniendo, in quibus continetur quod nullus debet capi infra civitatem predictam vel banna eiusdem quin presentetur coram civibus super magno ponte Sedun. et quod nullus debet poni ad torturam, nisi vocatis civibus Sedun. (Gremaud VII/2713). Puis la dérogation faite aux franchises, en 1430, en faveur du bailli, du vidomne et du sautier, afin de purger la cité des mauvaises gens. (Heusler, note 22). Aussi. 17 juillet 1550, *Lib. iur.* fol. 58 ; 26 nov. 1553, fol. 94 ; 9 févr. 1607, ABS, Tir. 66, Nos 147, 148, 149.

¹ P. ex. 24 juillet 1626, ABS 66, N° 155.

² 27 juillet 1581, *Lib. iur.* fol. 75. — 25 févr. 1626, ABS 66, N° 154. -- Il doit s'agir du « châtelain du vice-dominat », cf. plus haut les attributions du vidomne.

³ Franchises 1338, art. 40. Cf. en 1380, réversales de l'évêque Edouard de Savoie, qui avait perdu une certaine quantité d'argent *in operatorio Pelegrini dorerii*, à Sion, et ne pouvait y faire d'enquête en vertu des privilèges de la cité. « Et ces procureurs, citoyens et bourgeois, voyant, ô douleur ! la perte de notre argent, dans le souci manifeste de le retrouver nous ont autorisé par grâce spéciale à ordonner une enquête sur ce vol, nonobstant leurs franchises et libertés en force, contre des personnes infâmes, et non d'autres ». (Gremaud VI/2322). — Cf. dérogations de 1430, et du 4 octobre 1517. Comp. p. 18.

⁴ Franchises 1338, art. 37. — Griefs de 1421.

⁵ Griefs contre Hildebrand Jost (de Courten III, *loc. cit.*) : « Bien que Messeigneurs de Sion aient en leur ville, à temps et heures réglés, haute et basse justice et omnimode seigneurie, dits cléricaux souffrent impatiemment que les fonctionnaires pratiquent en leurs maisons exercices de justice ; on devrait y laisser sans recherche, femmes et garçons de mauvaise vie, voleurs, brigands, assassins, et n'y pas veiller au danger de feu, qui intéresse cependant la ville entière.

appliqué même aux jugements prononcés par l'évêque. En 1344, l'évêque Guichard ne donna-t-il pas, entre Pierre de La Tour et le bailli de la vallée d'Aoste, une sentence arbitrale que revisa la ville appelée déjà *Sedunum caput* ?¹ Dès cette date, l'on aurait formulé d'un trait indélébile l'historique prétention, et l'évêque Supersaxo reconnu, par un acte de 1460, que l'origine en remontait plus haut que le souvenir humain. Il consacra d'ailleurs officiellement la prérogative des citoyens de sa capitale, en ordonnant dans ses statuts, que ses majors et ses châtelains avaient, au criminel, le pouvoir de juger, jusqu'au dernier supplice inclus, mais que la sentence suprême devait être réservée, selon l'habitude de la patrie, et se donner, avant le supplice, sur le Grand Pont à Sion.²

Ce droit, les citoyens de Sion eurent, on le pense, à le défendre fréquemment. Le 8 novembre 1466,³ ils se plaignirent que le châtelain de Niedergesteln eût condamné divers inculpés de sorcellerie, alors que le jugement définitif devait leur en appartenir *tamquam ad hoc iudices, secundum laudabilem consuetudinem ab antiquo observatam*, et l'officier mis en cause s'excusa sur son ignorance, en protestant que tel empiètement ne se produirait plus. C'est pourtant une incartade d'un de ses lointains successeurs qui permettra de déclarer avec une force renouvelée l'intangible principe. A la diète du 2 août 1559,⁴ la ville de Sion porta ses doléances contre le châtelain de Niedergesteln, juge des V dizains supérieurs, qui avait fait exécuter un malfaiteur sans référer son jugement à Sion, et solliciter le châtelain et les bourgeois de le confirmer, de le diminuer ou de l'augmenter. Les V dizains consentirent alors à reconnaître le droit des citoyens de Sion, de porter à l'avenir tous les jugements de sang, ceux de leur châtellenie comme ceux de tous les autres lieux et

¹ Furrer, p. 93 et 124 ; Schiner, p. 363. Ce dernier transcrit ainsi la règle (peut-être de 1460 ?) : *Cives Sedunenses habent jus correctionis sententiarum in tota Vallesia, quod consumato processu et lata sententia, ultima cognitio et definitiva dari debeat per cives Sedunenses, tamquam iudices et barones Seduni juxta laudabilem consuetudinem ab antiquitus diutius in hac patria conservatam, cujus initii memoria non existit, de criminosis ultimo supplicio condemnandis, per totam praefecturam et comitatum Vallesii ubique constitutis, cum sit Caput terrae Vallesii.*

² SS art. 18.

³ *Lib. iur.* fol. 72. — Voir aussi, même date, ABS 66. Nos 132 et 133 ; *Concordium inter civitatem et... castellanum castellaniae Castellionis et vallis Lietch ratione ultima sententia contra captivos propter haeresim, intuitu revisionis actum criminalium et sententiarum per totam Vallesiam magnificis dominis civibus Sedunensibus competentis.*

⁴ *Lib.* fol. 50, Heusler, N° 346.

dizains du pays.¹ Du vieux pays seulement, semble-t-il, puisque le gouverneur du Bas-Valais ayant demandé, à la diète de Loèche, en 1531,² s'il était tenu de présenter aux bourgeois les sentences qu'il aurait prononcées, au nom de l'Etat, contre ses sujets, l'assemblée fit protocoler ce rescrit : qu'on ne songeait pas à contester à la ville de Sion ses droits et ses usages, mais que les gouverneurs en aval de la Morge n'étaient pas soumis au rapport, puisque la nation avait conquis sur les ducs de Savoie ce territoire, libre alors de toute obligation de ce genre, à moins que Sion ne fût en mesure d'y prouver ses droits par titres ou témoignages.

C'est à la confirmation de cette tutelle du glaive que doit surtout faire allusion l'article final des statuts de Schiner, réservant les privilèges de la cité de Sion, — d'autant plus que le Landfrieden de 1517³ la reconnaît expressément; c'est elle aussi que doit principalement consacrer le Landrecht de 1571 rappelant les franchises, libertés et immunités de la cité et baronnie de Sion. De fait, on peut suivre encore, à travers le prisme de quelques textes, l'élan persistant et la vertu effective du rayonnant privilège primitif. Au XVII^e siècle, le bailli condamnant à mort un homme poursuivi pour vol, adultère et brigandage, réserve, avec une déférence passée en formule, le pouvoir dont disposent les Magnifiques Seigneurs Bourgeois de Sion, d'aggraver ou de mitiger son prononcé.⁴

Leur tribunal pontifiait sur le Grand Pont, et suivant les formes protocolaires que relate le châtelain Jacob Waldin, dans les lettres testimoniales qu'il dresse, le 31 janvier 1514,⁵ à la requête du bailli siégeant comme accusateur.⁶

¹ Leur suzeraineté sur Châtillon n'en demeurant pas moins intacte, cela va de soi. — Nouveau conflit en 1611, (ABS 66, Nos 150 et 151): *Acta inter V desenos superiores eorum castellanum de Lietsch et Castellionis inferioris... et civitatem Sedun, ratione sententiae mortis et executionis Nesae filiae Blanchoz, de Raronia, ob crimen magiae, cujus revisio spectat ad castellanum civitatis.*

² 4 juillet, de Courten I/338.

³ L.L.L., art. 9.

⁴ 12 juillet 1622, A. St. A. 32. — Cf. autre cause, 27 mai 1611, et 11 août 1620, ABS, Tir. 107, N° 11 : Sentence de l'official de la cour de Sion, juge général de la terre du Valais, contre Antoine Stockalper, en raison d'infraction aux privilèges de l'évêque et des citoyens de Sion, concernant la révision d'une sentence de mort dans la vallée de Ganther (cf. *infra*, à propos du bourreau). Cf. 30 août 1561, Arch. parois. Ernen, A 52 ; ABS *Criminalia*, 31 août 1579, 15 mai 1611, 31 déc. 1653 ; 21 avril 1618, condamnation par le châtelain de Sierre, pour inceste et avortement.

⁵ Dans une affaire de lèse-majesté. Imesch N° 83, 5.

⁶ C'est après avoir considéré tout ce qui peut légitimement mouvoir l'es-

Depuis 1517, leur tribunal paraissant avoir fonctionné, pendant la crise politique, avec la précipitation commune aux comités de salut public, La Paix nationale leur imposa l'obligation de faire annoncer publiquement, sur la place des assises, avant le jugement, que chacun pouvait prendre la parole pour invalider l'enquête et défendre l'accusé, et d'écouter le premier venu qui se présenterait.¹ En 1528,² on crut devoir ajouter un tempérament de moralité à leur toute-puissance : Que nos chers citoyens de Sion, leur recommande la Diète, ne tolèrent, pour participer à un jugement sur le sang ou à une cause d'appel, que ceux des citoyens qui sont des patriotes-nés,³ car si le cas contraire se produisait, on serait obligé de ne pas appliquer leur jugement, le pays ne voulant plus supporter que des étrangers tranchent sur notre honneur, notre corps ou nos biens.

« Avec le temps destructeur de toutes choses, comme aussi producteur des nouveautés, dit le médecin-historien Schiner,⁴ le droit des bourgeois de Sion s'est perdu et a passé en désuétude ». Pour moi, je n'en trouve plus la réserve mentionnée que sur une sentence de mort prononcée par le juge de Conches, le 31 décembre 1653.⁵ A la fin du XVIII^e siècle, Sion était devenu le plus clément de tous les dizains, à telle enseigne que sa clémence lui mérita cet amer reproche d'attirer tous les scélérats, et cette « fameuse épithète en deux vers » :⁶

Si quelque scélérat ne veut se laisser pendre
A Sion, sans danger, il peut se laisser prendre.

prit d'un juge, et invoqué le nom de Dieu dont seul procède toute justice, que, siégeant en tribunal selon la coutume ancestrale, et ne penchant ni à droite ni à gauche, mais suivant les exactes voies du droit, il reconnaissait, sentenciat, décernait et ordonnait, sur le conseil des citoyens de Sion (formule générale du reste), et que ces mêmes citoyens reconnaissent, sentencient et ordonnaient, dans une action souveraine conjuguée.

¹ LLL 9.

² 30 avril, Heusler N° 87.

³ « Eingeborene Landleute », dit Heusler.

⁴ Schiner, p. 18 Il est plus catégorique ensuite (p. 364) : le droit de révision des citoyens de Sion leur aurait été « enlevé d'une manière inique », comme il promet de le montrer ailleurs dans les Annales du pays.

⁵ ABS *Criminalia*.

⁶ Schiner, p. 41.

Evêque.

A l'époque de collaboration, ou, pour être exact, d'opposition des pouvoirs, que nous étudions, l'évêque de Sion, comte et préfet du Valais, n'est pas encore réduit à n'être qu'un personnage sans vie sur la scène politique ; sa puissance demeure active, il tient tribunal, il exerce le haut ministère du juge. Mais sa souveraineté déjà s'éprouve vulnérable, et les patriotes l'attaquent en plusieurs points : Ils dépouillent l'évêque, en tant que juge temporel, de son auréole théocratique, et ne veulent plus le voir siéger que vêtu de la toge, dirai-je commodément, et non du camail. Puis, ils limitent ce que peut avoir d'absolu son *jus evocandi*,¹ ils lui adjoignent un corps national de contrôle, ils le subordonnent, enfin, dans la hiérarchie judiciaire, à la dernière parole du pays.

C'est la distinction fondamentale qu'ose opérer dans la personne de l'évêque, seigneur politique et prince spirituel, un esprit public de plus en plus libertin, c'est cette distinction qui permettra de battre en brèche sa puissance souveraine, et de lui porter les coups extrêmes. Dès les premiers mouvements de l'éveil démocratique, on dresse insolemment la barrière entre le double champ de ses attributions. Au commencement du XV^e siècle, la cassure est officiellement faite. L'organisation de 1435 oblige l'évêque à ne nommer ses officiers temporels et spirituels qu'avec l'aveu, *cum voluntate et consensu* de toutes les communautés.² Elle lui interdit d'être juge en sa propre cause, fût-elle d'ailleurs profane ou sacrée, et le soumet, pour les différends qui éclateraient entre un patriote et lui, ou entre la nation et l'Eglise, soit à un tribunal ecclésiastique formé de l'official, assisté des seigneurs du Chapitre et d'autres personnages religieux, qui jugent sans appel, — soit à la juridiction laïque du bailli et des jurés non suspects de sa cour, ou, s'il était nécessaire, d'hommes de coutume choisis par le pays (deux par dizain),³ dont la

¹ LGV 12.

² Art. 1.

³ D'après les statuts de 1475 (art. 36), l'habitude de convoquer des *constumarios* ou *consuetudinarios cives Sedunenses vel alios quos tunc habere potuerit*, pour porter les sentences, ne s'observe pas dans toutes les cours, *sed solum in maioribus curiis secularibus, videlicet Vicarii, Officialis et Ballivi terrae Vallesii, qui sunt supremi, excepto Episcopo*. Les tribunaux alors inférieurs, comme ceux des châtelains, majors, nobles, métraux, ne

sentence est définitive, sauf le seul droit du Conseil général de la réformer.¹ Pour consommer le déchirement intime, en leur seigneur, du temporel et du sacré, ses sujets lui font enfin jurer, la main posée sur le cœur à la façon des prélats, que jamais il ne postulera, en cour de Rome ni ailleurs, d'excommunications, d'oppositions, ni de mesures nuisibles ou vexatoires, contre les patriotes ou qui que ce soit.² Les Articles de Naters taillent plus brutalement encore dans l'aubier de la souveraineté : Ils spolient l'évêque de toute juridiction séculière, et affirment qu'il ne sera permis, dorénavant et pour toujours, à personne, noble, clerc, bourgeois, manant, dans tout le pays au-dessus de la Morge de Conthey, de citer et d'évoquer, sous quelle couleur de plainte que ce soit, pour une cause temporelle, un civil au tribunal de l'évêque de Sion, de l'official, du juge général, du doyen, ou de tout autre juge spirituel, sous peine de payer 60 livres de St-Maurice, d'être noté du parjure, déchu d'honneur, et de perdre la cause.³ Mais cette lourde manœuvre de soldats devait s'achever en défaite. Un étrange article final, absolument tombé du ciel, vigilant aux marges de l'acte, séparé du corps légal par les formules d'approbation et de réserve de l'évêque, et la mention des cérémonies de date et de scellé, détruit, en surcharge, les effets de l'essai de spoliation du préambule. Il semble que Guillaume VI ait réussi, au dernier moment, à arracher la consécration de sa juridiction temporelle.⁴ Quoi qu'on puisse penser de cette adjonction antinomique, et fort inattendue, les Patriotes abandonnèrent tôt leur première tentative de Séparation. On sait comment la fermeté d'Esperlin plia la volonté nationale. Walther Supersaxo en éprouve encore les effets en 1475, et peut

requièrent pas tant de *solemnitates*. Le juge y porte sa sentence *cum consilio iuratorum*. On fait donc la distinction nette entre les *constumarii* et les *iurati*. Les uns représentent l'élément savant, les autres le peuple.

¹ LGV 6.

² Art. 8. — Cette mesure sera vingt fois répétée au cours des temps. Nous la rencontrerons sous chaque évêcat.

³ AN 1. — Cf. art. 12 et 43, où l'évêque est exclu du tableau des appels. — Aussi art. 104.

⁴ Le compromis n'a pas dû être emporté sans laborieux efforts : Il a été statué que tout patriote qui veut déposer une plainte dans les mains du seigneur, *in manus domini secundum temporalitatem et consuetudinem Sedun. tamquam comitis et prefecti ipsius patrie Vallesii*, peut le faire, à condition cependant que l'accusé soit assigné par le seigneur, l'huissier de la cour, ou par l'officier du lieu de son domicile, et qu'il ne soit pas infligé de bans ni de peines sinon *secundum temporalitatem et consuetudinem patrie*, à condition enfin que l'évêque ni ses lieutenants ne puissent débattre ni conclure une cause sinon *secundum temporalitatem et consuetudinem patrie* !

revendiquer brièvement et avec force, dans ses statuts,¹ l'omni-mode juridiction spirituelle et temporelle sur ses sujets. La Capitulation de 1487 enfin s'arrête² à une sorte de concordat qui pose nettement les termes de la formule transactionnelle : Le Révérend seigneur évêque reste le souverain, mais il doit exercer et faire exercer par ses vicaires et ses officiers l'une et l'autre juridiction séparément, la temporelle en son prétoire,³ la spirituelle en sa cour d'officialité.

L'évêque se maintient donc juge temporel, et, comme on le consacre nommément, juge criminel,⁴ de première instance et d'appel.⁵ Mais on a pris ombrage de son autocratie, et la nation s'efforce à la brider, à la mitiger, à s'en garantir en permettant la réunion d'un cortège extraordinaire d'assesseurs, et en ne lui laissant pratiquement que la présidence de sa cour.

Voici le trait : Les franchises de Sion, en 1338, autorisaient les citoyens qui se trouvaient engagés en des procès, devant l'évêque ou tout autre juge, à demander que la sentence leur fût rendue par les probes hommes de la terre du Valais. Si la demande était fondée, n'était pas manifestement introduite *calumpniöse*, il fallait y faire droit, et la soumettre au tribunal de l'évêque (soit qu'elle l'eût été directement, soit par dévolution ensuite de dessaisissement du juge ordinaire), afin que le jugement y fût prononcé par le seigneur, sur l'avis des sages rassemblés.⁶ Peut-être, bientôt après cette date, cette juridiction, cette haute cour est-elle celle qui s'offre à tout Valaisan « qui veut aiourner per coustume de Valoys en la haute court de la regalle ».⁷ Quoi qu'il en soit, le privilège des hommes de Sion s'applique, dans le siècle suivant, au pays tout entier. Le coutumier de la première moitié du XV^e siècle énumère, parmi les usages observés *ab antiquo*, et il énumère en des termes qui

¹ SS. art. 7.

² Art. 1.

³ Le tribunal de l'évêque se tenait dans la partie de la cité où se trouvait l'église de la Trinité et où fut ensuite construit le collège. Au XV^e siècle, le bâtiment de la cour épiscopale était encore muni d'une tour, qui s'élevait en face de la Majorie. (Gremaud V. Intr. p. XL).

⁴ LSSZ. art. 10. Mais il est à noter que cette loi n'institue l'évêque juge que dans les cas extraordinairement graves, où le criminel devrait lui être remis de l'avis des patriotes. Pour l'ordinaire, on revient à la tradition de 1446 : Doit être juge, au temporel, (art. 1) le bailli ou le juge de dizain, en tenant compte du *forum residentiae*.

⁵ Cf. LRC 1 ; 27, 2 et 3 ; St. I, IX, XXXIII.

⁶ Art. 21. — Même juridiction pour les affaires de succession opposant l'évêque à un particulier.

⁷ Cost. art. 1.

sont le pur écho de la rédaction de 1338, la possibilité, pour qui est en procès contre l'évêque ou tout autre juge, de demander pareillement la sentence des probes hommes de la terre du Valais.¹ L'importante organisation judiciaire arrêtée à Brigue en 1435 le confirme avec éclat : Les communautés, accorde l'évêque André² en Conseil général, peuvent et doivent élire, et nous déléguer comme conseillers deux d'entre leurs hommes, discrets, probes, versés dans la régle et la coutume du pays, pour nous assister dans l'administration de la justice, et pour décider et accomplir ce qui est expédient dans les affaires graves touchant le pays.³ Le déconcertant article perdu au bas des Articles de Naters (1446), qui d'une main rend à l'évêque la juridiction qu'on lui arrachait de l'autre, conclut en un souffle, mais qui dénonce l'existence à la cour épiscopale du sénat des prud'hommes.⁴ Les statuts de Supersaxo la corroborent hautement (1475).⁵ La Capitulation de 1487 répète d'entrée que le Révérend seigneur doit, en affaires temporelles, porter ses jugements

¹ WWG, X. Ici le texte se restreint aux causes entre un particulier et un juge. En 1338, les franchises ne manquaient pas d'ajouter : *et eciam si inter alias personas causa sit*.

² Art. 2 et 3.

³ Ces conseillers seront choisis d'année en année. En entrant en fonctions, ils jureront sur les saint Evangiles de donner bon conseil et porter juste jugement. Nous supporterons, continue l'évêque, les dépenses de bouche, pour les deux conseillers de chaque dizain, aussi longtemps qu'ils demeureront auprès de nous, et chaque fois qu'ils seront appelés à siéger. C'est suivant leur avis que nous prononcerons dans toutes les causes temporelles, dans celles tout au moins où les parties ou l'une d'elles ne se tiendraient pas satisfaites de la sentence que nous pourrions émettre de notre propre autorité, sans le concours de ces assesseurs. S'il se présentait des causes qu'il fût trop dispendieux de faire trancher suivant le mode ainsi établi, nous convoquerons ou ferons convoquer par notre bailli, quatre fois l'an, des hommes de coutume de n'importe quelle communauté, habiles et suffisant à leur tâche, qui jugeront sous notre présidence ou celle de notre bailli. — Art. 12 : L'évêque s'engage à ne pas évoquer à lui des causes litigieuses, introduites devant ses officiers spirituels et temporels, avant que le procès soit terminé et le jugement formulé par l'officier saisi, à moins que ce ne soit du consentement et avec la volonté concordante des parties.

⁴ Lorsque l'évêque *participare velit consilio alicuius in tali sententia*, qu'il convoque des hommes experts en la coutume. Celui qui désire que leur sentence soit révisée peut s'en remettre au Conseil général des patriotes. ou d'abord convoquer, s'il est nécessaire (plus de quatre fois par an, donne la leçon de Gremaud VIII, p. 326, précisant cette procédure, et la situation de ces corps concurrents que sont le conseil épiscopal et le conseil général), des gens versés dans la coutume, dont le jugement terminera la cause.

⁵ SS art. 36.

non pas en suivant les solennités des lois et la lettre du droit écrit, mais l'avis des bons maîtres en la coutume des divers lieux du pays.¹

A la note fondamentale² entendue, les statuts du Cardinal répondent comme une harmonique.³ Ils permettent à chacun d'en appeler de la sentence de tout juge,⁴ ou d'ailleurs d'un grief quelconque, immédiatement à l'audience du prince. Lorsque les parties, ou l'une des parties, demandent que siègent des patriotes des VII dizains,⁵ l'évêque doit en convoquer parmi les plus éclairés, et, quand la demande n'articule pas de chiffre,⁶ et ne réclame pas une élection spéciale, il en sera pris un nombre égal dans tous les dizains. Le statut XXXIII de 1571, précédemment cité, décrète également licite la provocation au tribunal et auditoire du Révérendissime Seigneur. La sentence peut en être tirée verticalement au Conseil général. Cependant, pour autant que permet de l'affirmer le tour assez elliptique de la rédaction, l'ancienne cour interrégionale existe encore et substitue, pour qui veut s'y soumettre, la juridiction solennelle, coûteuse et compliquée de la Diète : « De la sentence du Prince doit estre appelé à l'ordinaire Conseil général. Et peut celui qui appelle néanmoins mener la matière et cause de ses graves au tribunal de Monseigneur l'Evesque jusques à l'appointement à sentence inclusivement. Mais estre donnée la sentence par les paysantz de

¹ Art. 1 : *cum consilio laicorum sicut antiquitus erat consuetum... secundum bonos costumarios eorundem locorum.*

² Les statuts de 1475, qui revendiquent tous ses droits pour l'évêque, permettent cependant à la partie qui se trouve lésée par son jugement, de prier, suivant la coutume valaisanne, *si non per appellationem, per supplicationem tamen*, l'évêque de revoir son premier jugement et de redresser son erreur, après avoir pris plus grand et meilleur conseil. Le seigneur est tenu d'accueillir la supplique, d'entendre celui qui recourt, et d'assigner les deux parties à son prochain *parlamentum*, en quel lieu du pays qu'il se tienne, jusqu'au prochain Conseil général et réunion des hommes versés dans la coutume, en présence desquels l'évêque, avec le conseil de son parlement, doit revoir et terminer l'affaire par une sentence confirmant ou amendant celle qu'il avait d'abord donnée. Il n'y a point d'autre recours. Art. 9. Cf. art. 46, 5. *De appellacionibus.*

³ Art. 27, 2.

⁴ Le bailli aussi, naturellement, cf. déjà 1435, art. 5.

⁵ On a ici la preuve flagrante que ce tribunal de patriotes ne se confond pas avec le tribunal de la Diète, où siègent aussi l'évêque et les patriotes, puisque le LRC exclut avec la dernière rigueur (art. 27) toute possibilité de recours à la Diète. L'évêque n'accepte alors que des assesseurs.

⁶ Le texte dit : *numerus desenorum*, peut-être pour *ex desenis*. S'agit-il du nombre de dizains, ou, plus vraisemblablement, du nombre d'assesseurs de chaque dizain que l'on désire voir siéger ?

chasque dizain deux, elle se tiendra sans réplique ni contredit ». Peut-être alors ces assesseurs sont-ils d'ailleurs choisis parmi les députés à la Diète présents à Sion, au lieu d'être spécialement désignés pour l'ancien office exclusif.

Le rythme de la procédure est, au surplus, encore incohérent et sans discipline. Les diverses instances se juxtaposent autant qu'elles se superposent. Le jugement définitif (pas la sentence criminelle, s'entend), s'atteint après une sorte de chassé-croisé à travers le dédale des prétoires. Les deux codes du XVI^e siècle ne nous laissent pas ignorer que la partie mécontente peut s'adresser indifféremment à l'Evêque ou au Bailli. Si c'est à ce dernier, elle se ménage un degré supplémentaire, en avant du tribunal suprême de la Diète. Le plaignant peut donc porter sa cause, d'abord, devant son juge naturel, puis, en appel, devant le juge d'un des dizains limitrophes, à son gré,¹ il peut la porter, en première instance ou en appel, devant le Bailli, l'Evêque ou la Diète, selon que l'exigera l'importance du litige, ou qu'il le trouvera opportun.²

Diète.

La Diète est tenue pour l'expression concrète de la souveraineté nationale. Sitôt le principe de la représentation démocratique admis en Valais, on s'accoutume à considérer la volonté collective comme de carat supérieur à la volonté personnelle de l'évêque. Il ne se rencontrera d'exceptions que par intermittences, sous le règne des seigneurs qui possédèrent le mieux l'art du gouvernement.

Il devait logiquement se produire que la Diète, aussi longtemps qu'elle s'efforçait à s'imposer comme un palier dominant le pouvoir épiscopal, traduisît sa prééminence surtout sous la forme tangible de la revision des jugements de l'évêque. C'est, à l'origine, la fonction de justice ordinaire à laquelle elle collabore. « Aprez sachez que ce nul qui appelle de sentence ou de cognoissance à laut segnour, et il donne cognoissance ou sentence, on ne peut appeler à autrui, mais on peut demander au segnour que il ait melleurement dautre conceill qu'il donne au conceill gene-

¹ Cette instance avait été abolie par les statuts de 1475 : *Quia sequens seu proximus desenis non potest revocare primam sententiam quia par in parem non habet imperium, quam ob rem eundem abusum... per praesens statutum revocamus et annullamus*, art. 46.

² Cf. SS 23, Stat. Rarogne 44, LRC 1, St. Ia.

ral du pais et li sirez ne le doit mye reffuser ». ¹ Mais toute son ambition tendra à supplanter l'évêque, ce que 1435 confirme avec retentissement : l'appel, alors, rebondit du juge de dizain au bailli, puis à l'évêque (ou à l'évêque directement), et enfin aux communes des dizains ou à leurs délégués, réunis à cet effet, en la présence de l'évêque et du bailli. Mais c'est à la sentence des communes elles-mêmes ou de leurs députés, dit-on, que se doivent tenir les parties, sans qu'un appel ultérieur soit recevable dans le pays ou ailleurs. ²

Les Articles de Naters et le droit du Cardinal marquent, à l'opposé, l'amplitude extrême des oscillations de la souveraineté. En 1446, l'évêque n'a plus une parcelle de sa juridiction temporelle, et toutes les causes sont couronnées par la sentence des patriotes. ³ En 1514, le prince ne reconnaît personne au-dessus de lui, et l'appel de ses jugements à un quelconque tribunal est exclu avec la dernière intransigeance. ⁴ Dans l'intervalle, le monstre populaire s'évanouit ou s'agite suivant que l'intimide ou que l'enhardit la personnalité des évêques. Esperlin et Supersaxo ⁵ le frappent à la tête, Sillinen se perdra pour l'empêcher de renaître : mais la Capitulation lui imposera le contrôle juridictionnel de la Diète, ⁶ et l'organisation qui marque les points, après sa défaite et son exil, disposera que les sentences définitives dont on appelle aux patriotes du Valais doivent être revisées en Conseil général, par le bailli, sur l'avis des députés, et scellées du sceau du bailli, rien n'empêchant d'ailleurs l'évêque d'assister au jugement s'il l'estime bon. ⁷ On a vu l'effort désespéré que fit le Cardinal pour emporter son char dans les sphères souveraines : *Nullum in temporalibus recognoscat superiorem*. Mais la Paix nationale édifiée sur sa ruine décida que désormais toutes les causes du fiscal ⁸ devaient être débattues, non devant le seigneur,

¹ Cost. art. 36.

² LGV art. 5 : *Cui quidem sentencie finali per ipsas communitates seu ipsarum nuncios ferende stare debent partes sine ulteriora appellatione in patria vel alibi facienda.*

³ AN art. 12, 42, 43.

⁴ LRC art. 27.

⁵ SS art. 9 : suivant l'antique usage, les mœurs, statuts et coutumes du pays, on ne peut pas appeler de la sentence de l'évêque. La coutume valaisanne, conforme au droit commun, permet cependant de prier l'évêque, non par appel, mais par supplique, de revoir son jugement dans l'enceinte du Conseil général, cf. art. 46.

⁶ Art. 2.

⁷ *In quibus dnus Episcopus dum sibi placuerit habeat interesse*, art. 20.

⁸ Le fiscal, ou procureur fiscal tient alors, dans les procès criminels, le

ni dans ses châteaux, mais à la place habituelle et publique du tribunal, et devant les juges ordinaires du pays du Valais.¹ L'exemplaire même des statuts du Cardinal, annoté de la main de l'évêque Adrien I de Riedmatten (1529/1548) accuse, sur ce point, l'écroulement de la conception absolue de Schiner. Du bailli, la cause est de nouveau portée au prince, et du prince aux patriotes, le prince demeurant cependant juge dans la même cause par le moyen de la revision : leur commune sentence est la sentence irrévocable. Et voici, en 1571, l'engrenage de la procédure : « Les sentences données par le Reverendissime Seigneur Evesque de Syon, et aussy par le Ballif, doivent avoir sans entremise et immédiatement au général Conseil ordinaire du pays, et y appartiennent de droict. Tellement que quel que ce soit d'iceux...² pour faire revision de sentence et donner la sentence diffinitive doit estre au dit général Conseil avec les Seigneurs, dessoub cette plus ample déclaration que, aux causes d'appellation, tant de la sentence donnée par Monseigneur l'Evesque de Syon comme aussy par le Baillif qui sera pour lors, le mesme Evesque soit juge et auditeur jusques à la conclusion de la sentence diffinitive, qui se doit faire comme dessus est dict au Conseil général ordinaire du pays, cas advenant que la partie appellante vueille poursuivre l'appellation par production de gruses ». ³ Les Additions confirment la légalité de l'appel du tribunal de l'évêque aux Comices généraux, ⁴ comme d'ailleurs du tribunal des juges de dizain, ce qui, même sans qu'on l'exprime, se doit entendre de soi. ⁵

Mais la Diète n'est pas uniquement instance d'appel. Les premiers documents du XVI^e siècle nous la montrent exerçant l'ordinaire juridiction dans des affaires graves, meurtre, ⁶ lèse-majesté, rupture de paix, rébellion. ⁷ Pendant la période d'excitation civile qui précipite les uns contre les autres les partisans de la France et du Saint-Siège, la Diète, sous l'impulsion vigoureuse de Schiner et de ses procureurs fiscaux, devient la vérité

rôle du ministère public, il soutient l'accusation et représente les intérêts du prince.

¹ LLL art. 3.

² L'évêque et le bailli, que l'organisation judiciaire valaisanne a toujours faits juges, en appel, de leur propre jugement.

³ Art. XXXIII. Suit la mesure déjà notée, qui permet néanmoins de conclure au tribunal de l'évêque, assisté des 14 patriotes.

⁴ Art. 4.

⁵ Art. 6.

⁶ 8 février 1501, Imesch N^o 6, 1.

⁷ 22 déc. 1502, ibid. N^o 12.

table haute-cour où s'exposent les crimes de majesté et de trahison.¹ Après la fugitive éclipse imposée par le droit national nouvellement introduit, la Diète reparait et s'affirme définitivement comme le premier tribunal du pays, elle connaît, directement ou par recours, de tout ce qui touche à l'intérêt national. C'est à elle que, dans l'administration de la justice, le louable Landrecht reconnaît la part du lion. L'évêque joue, dans son sein, un rôle de plus en plus effacé. La Diète détient la fleur de toute autorité, qu'on ne considère plus comme venant de Dieu, mais du peuple. Un esprit commun valaisan s'est formé, que ne satisfait plus la structure mon-archique du vieil Etat carolingien. Le Valais, travaillé, renouvelé par la Réforme religieuse, est mûr pour la révolution politique : Dans les esprits, la République est faite. En 1634, elle est constitutionnelle.²

APPENDICE

Les auxiliaires de la justice.

Le Bourreau.

Le bourreau étant l'instrument du droit régalien de glaive, sa situation et sa dépendance à l'égard des pouvoirs publics ont varié, dans le Valais, sur la mesure de l'évolution politique. Il a appartenu à l'évêché d'abord, puis à l'Etat. La remise du glaive symbolique a marqué successivement l'investiture de l'évêque, et du bailli.

Walther Supersaxo avait, dans ses statuts de 1475,³ parfaitement défini la portée de ce droit : Le dernier supplice, y disait-il, désigne l'*altum dominium*. Il ne doit donc s'exécuter en aucun lieu de la patrie, sinon en ceux où l'on a coutume de rendre justice, depuis les temps anciens, dans les affaires de sang. Il ne peut non plus se faire par d'autres que par les officiers que l'évêque dépêche ad hoc, ou par ceux qui obtiennent immédiatement en fief de l'évêque une telle juridiction du dernier sup-

¹ Cf. p. ex. Imesch, Nos 19, 46, 48, 60. A la même époque s'exerce en plein la compétence définitive des citoyens de Sion dans les affaires capitales.

² La République du Valais avait été reconnue déjà en 1628 par la France, la Savoie, et par les Etats protestants. Tandis que les dizains demandaient encore en 1661, aux VII cantons catholiques, de les considérer comme une République, et de les appeler ainsi. Furrer, pp. 324 et 357.

³ SS art. 12.

plice et un lieu de supplice insigne et public. Autrement, il n'est personne qui puisse en avoir l'exercice dans aucun des dizains, puisque la haute justice n'appartient de droit à personne, sinon au prince et à celui qu'il délègue pour l'administrer.

À l'origine, c'étaient les officiers épiscopaux mêmes qui appliquaient ce droit de glaive, à la lettre ; ils se faisaient tortionnaires et bourreaux, le vidomme hissait son brigand sur la potence, ou tenait la hache pour la décollation, cependant que le sautier y frappait à coups de maillet redoublés. Ces fonctions, que la politesse grandissante des mœurs rendra répugnantes et porteuses d'infamie, au point que l'exécuteur des hautes œuvres, le *carnifex* sera compté parmi les *personae vilissimae*,¹ ces fonctions vont être concentrées, et reportées sur la personne unique du bourreau. La constitution en appartient de droit à l'évêque, qui, pendant toute l'année, l'entretient à ses frais, le stipendie, le pourvoit d'un domicile propre, sans compter le salaire qu'il touche pour chaque exécution.² Mais l'institution paraît en être devenue bientôt une affaire nationale ; c'est à la Diète qu'il produit ses réclamations, ce sont les dizains qui ont la charge de son vêtement :³ en décembre 1537 déjà, ils votent au bourreau de Sion, pauvre servant de tout le pays,⁴ notent-ils, un subside

¹ Schillig. Cap. V, pp. 14 ss.

² Bertrand, Annales Valaisannes V, p. 163, note 31, cite ce texte, sans donner d'autre précision : *Carnificis constitutionem qui Episcoporum sumptibus toto anno alitur, stipendiatur, proprio domicilio providetur, praeter stipendia quae qualibet executione summarium jurium percipit.*

³ Cf. 21 déc. 1537, et 12/17 déc. 1548, de Courten I, pp. 474 et 731.

⁴ A propos de l'unité du bourreau, et de l'office qu'il exerçait à travers tout le pays, il faut rappeler cette page historique : La minuscule vallée de Ganther, qui formait sur les hauteurs du Simplon une châtellenie indépendante (ein Freigericht) fut mise en émoi, en 1620, par les scandales : vols de bétail, adultères, maléfices, de plusieurs de ses habitants... Madeleine, fille de Jean Im Ager, de Lax, arrêtée le 16 juillet 1620, était le lendemain déjà condamnée à être brûlée vive, par Antoine Stockalper de Brigue, major de Ganther. Celui-ci descendit en hâte à Sion quérir le bourreau Jacques Alter. Mais des irrégularités commises au cours du jugement déplurent aux barons de la capitale, Cour suprême du pays. Les bourgeois de Sion tinrent une assemblée de protestation, et le lendemain le trop zélé major était sévèrement réprimandé et cité à comparaître. Au lieu de répondre à la citation, « car les gens du Freigericht ne sont pas tenus à comparaître en justice en dehors de leur vallée », celui-ci s'en retourna à Brigue et, de concert avec les communiers de Ganther, appela le bourreau d'Unterwald, Léonard Malch. Irritation des Sédunois, qui dépêchèrent à Brigue (24 juillet) le bourreau Alter, armé d'un fusil et de pistolets chargés, pour s'opposer par la force à l'intervention d'un « étranger ». Il avait l'ordre de tuer (erschliessen) Antoine Stockalper, Malch, et toutes personnes qui contribueraient à l'exécution de Madeleine. Il blessa plusieurs valets de justice

de 3 ½ écus bons (½ par dizain) pour un habit et une paire de culottes aux couleurs de l'Etat, blanc et rouge. On peut relever enfin ce point d'aboutissement que, lorsque la nationalisation de la justice eut été parfaite, après la spoliation de l'évêque Jost, qui revendiquait si fortement le droit de glaive, le pays décréta, en août 1640,¹ que le bourreau porterait dorénavant le manteau aux couleurs nationales (Landtfarben), à l'exclusion de tout autre : Il est désormais un fonctionnaire de l'Etat valaisan.²

et, désarmé et mis aux arrêts, jura que Stockalper lui passerait tôt ou tard par les mains (son serment se réalisa : ce fut lui qui, 7 ans plus tard, tortura et décapita Stockalper au château de Loèche). Des messagers furent envoyés à Sion pour se plaindre d'une telle conduite. Ce fut le « maître étranger » qui brûla la pauvre au milieu d'un immense concours de gens à pied et à cheval (29 juillet). Le même jour, le major faisait saisir une autre sorcière, Anna Huter, qu'il livra au bourreau officiel, élargi pour la circonstance, après avoir cette fois soumis le jugement à qui de droit. Les honoraires d'Alter servirent à payer ses frais de détention (à l'auberge). L'affaire, après plainte du fiscal et du banneret de Sion, au châtelain de Brigue, contre le major Antoine, trouva son épilogue devant la diète de Loèche, le 7 octobre 1621. (Bertrand, *Annales Valaisannes*, V, pp. 189/190, d'après Imesch, *Das Freigericht Ganther*, *Blätter* 1902).

¹ de Courten IV/508.

² Schiner, en 1812, écrira, assez légèrement semble-t-il : L'Evêque de Sion avait... jusqu'en 1798 et 1799 le droit de glaive, c'est-à-dire qu'il entretenait et soldait le bourreau, lui fournissait le costume dont il était paré lors des exécutions criminelles ; c'était pour cette raison que, lorsque la justice de quelque dizain condamnait quelqu'un à mort, il fallait présenter à l'Evêque la sentence condamnatoire, la lui faire reviser et approuver, et lui demander le bourreau, sans quoi l'exécution n'avait pas lieu » (p. 375). Ce témoignage est contourné par les textes produits.

Quant au salaire du bourreau, dont nous sommes curieux, la diète de Noël 1604 nous apprend l'essentiel : il arrivait parfois lorsque, malheureusement, des coupables devaient subir le supplice, que les juges et les fonctionnaires se mettaient à disputer avec le bourreau dans le moment de le payer. Afin d'y obvier à l'avenir, on rappela quel était le tarif usité jusqu'alors, suivant les recès antérieurs. Le bourreau pouvait exiger, pour chaque exécution, trois écus bons anciens (Kronen) et, s'il avait à faire deux exécutions sur le même corps, percevoir un demi-écu supplémentaire pour la seconde, sauf dans la ville et baronnie de Sion. Son itinéraire lui valait un dick par mille en haut et en bas de la Morge. Il touchait aussi un dick pour liens et poucettes. Pour son aide, qu'il l'eût ou s'en passât, deux batzes par jour. Plus le manger et le boire au lieu où se faisait l'exécution, les dits maîtres étant d'ailleurs avertis d'en user discrètement. (de Courten III/228). Pour l'enterrement des suicidés, l'usage voulait qu'il prît un écu bon, qu'on ait eu recours à lui ou non, sans compter son « dicker Pfennig » pour chaque lieue de chemin. (1579, Heusler, N° 170). Mais, en décembre 1631, (de Courten IV/356) notre bourreau se plaint par supplice de ce que, lorsqu'il accomplit deux exécutions sur une personne livrée à la justice, lorsqu'il doit la brûler ou la rouer, et lui trancher la tête, les juges ne veulent lui passer qu'une demi-couronne, pour une exécution, et qu'il ne peut

Les Familiers.

Nous avons vu¹ qu'en instituant le bailli, dès le début du XV^e siècle, l'évêque donnait son agrément au choix de quatre familiers à cheval dont il devait se faire assister en cour, tant que durerait sa charge. L'existence de ces personnages se prolongera jusqu'en 1798. La *Reformatio Curiae* de 1475,² les Statuts de 1571,³ rappellent certains aspects de leur rôle, et les Additions de 1598⁴ répètent la règle qu'ils doivent accomplir la justice dans tout le pays sans exception, et que partout on leur doit obéissance. Vers 1780, de Torrenté⁵ nous apprend que le nom de *familier* qualifie improprement, *iure nostro*, tout appariteur ou tout délégué d'un juge, et il rectifie cette confusion en précisant que seuls doivent être nommés familiers les gens chargés, dans toute la patrie, de l'exécution des mandats du souverain Etat ou des juges généraux,⁷ tandis que ceux qui dépendent des juges ordinaires doivent porter le titre de sautiers ou d'officiers. Il y a quatre familiers en Valais, poursuit-il, dont l'un a coutume d'habiter Sion, l'autre Loèche, le troisième Viège, et dont le dernier enfin demeure en Conches. Ces fonctionnaires sont (ou furent) élus par le Rvd. Evêque de Sion, le Bailli ou le Suprême Sénat, tandis que le sautier l'est par son juge ordinaire ou par la communauté locale. Si donc la compétence territoriale d'un familier s'étend à l'ensemble du pays, celle d'un sautier ne sort pas des limites de la juridiction du juge régional dont il est le serviteur.

Des quatre familiers,⁸ « deux accompagnaient l'Evêque et

s'en contenter, attendu que trancher la tête est un coup dangereux. La Haute Assemblée lui accorde alors une augmentation d'une demi-couronne, « vu que tout a renchéri » ! Elle pouvait se montrer généreuse avec d'autant plus de facilité qu'il ne lui en coûtait rien, que les frais d'exécution se prélevaient sur la fortune du condamné ou, si elle n'y suffisait pas, devaient être supportés par le prince ou par le dizain, en tant que souverain. (1564, Heusler N° 167. Cf. LSSZ, 9 ; LRC, 102 ; St. CLIV. Rev. 1.)

¹ Cf. plus haut, p. 120.

² Ce sont eux qui sont placés aux côtés du juge, en cour, pour imposer silence au peuple assemblé. Voir plus loin, au Chapitre : Résistance à l'autorité.

³ Art. III.

⁴ Art. 64.

⁵ Voir aussi le *Manuale jurisprudentiae* des AV.

⁶ Commentaire, p. 3, 11/III.

⁷ Pour la sanction de la désobéissance à leurs ordres, de Torrenté la définit : *ita ut si quis eis parere renuat a comitiis excludatur et justicia ei ministranda denegetur*. (Cf. Additions, en 1598).

⁸ Nous apprend Schiner, en 1812, p. 295.

deux le Grand Baillif, tous en manteau d'écarlate galonné en or et une grande hallebarde sur l'épaule...¹ et ils marchaient ainsi costumés avant l'Evêque et le Grand Baillif, comme les Romains faisaient porter les *fascés* devant leurs consuls. »

L'Huissier.

Mentionnons encore, à l'extrême inférieur de l'organisation, un dernier officier, le *preco*, héraut, crieur, huissier. Subordonné et serviteur du châtelain ou du major, il a partout les fonctions que l'on peut s'imaginer ; il est notamment chargé (à Sion, par exemple, d'après la déclaration des droits du 21 septembre 1433),² de remettre au juge les affaires plus importantes, de publier les ordonnances, d'exécuter les prises de gages et la saisie dans la ville et hors des murs, d'organiser enfin les gardes pour la sûreté de la cité.

3. Souveraineté nationale.

Sans revenir sur ces causes lointaines, congénitales, (comme le goût de la liberté, pour ne pas dire de la licence, l'entêtement, l'orgueil et la simplicité crédule du peuple valaisan), il faut insister surtout, pour expliquer l'avènement de la souveraineté nationale, sur un état d'esprit et sur un état de faits particuliers, je veux dire sur l'impiété foncière des patriotes, et la possession des pays sujets. C'était tenir là deux champs de bataille idéals, l'un spirituel et l'autre de pure matière, où sans cesse affronter l'évêque, en mêlant d'ailleurs les flèches pour le prince et celles pour le prêtre. De cette lutte séculaire, et véritablement géante, les Patriotes sortirent vainqueurs.

S'il ne m'appartient pas de développer ici longuement l'argument religieux, on conçoit cependant à quelles extrémités leur prodigieuse inconscience, leur naturelle aréligion³ devaient

¹ « Ces hallebardes étaient emmanchées à de grands bâtons de bois, au moins de cinq pieds de longueur, qui tout autour étaient garnis de petits clous jaunes à tête ronde ; et bordés au sommet de franges en soie rouge ou verte, de cinq pouces de longueur, et ferrés au bas d'une pointe de fer émoussé ». (ibid).

² Gremaud VIII/2830.

³ Le peuple dont on a fait un des premiers champions de Dieu, était peut-être l'un des moins instruits des vérités de la foi. On a peine à imaginer la

pousser nos pères, en cas de conflit avec l'évêque, et si, contre-

grande pitié de l'Eglise de Sion, dirigée souvent par les cadets des familles nobles de Savoie ou du pays, auxquels on donnait la tonsure pour donner un revenu, prostituée par un Chapitre équivoque et mondain, partagée entre quelques bénéficiers qui vivaient où bon leur semblait, après avoir vendu, et pour plus de trente deniers, leur paroisse à quelque vicair amodiateur. La plaie est commune à partir du VIII^e siècle (Furrer, p. 48). Elle secrète, chez nous, un clergé misérable, si l'on peut appeler clergé ces pseudo-religieux auxquels, vers 1300, on doit donner des examinateurs, pour instruire et punir ceux qui ne sauraient ni chanter, ni lire, ni administrer les sacrements. Vers 1300, et en 1400, en 1500, en 1600 ! En 1550, les députés de Sion, Rarogne et Viège ne défendent-ils pas en pleine diète, et présent l'évêque, cette motion, qu'il conviendrait de renvoyer tous les chanoines desservants de paroisses, et tous les curés, qui se montreraient incapables à lire, les dimanches et les jours de fêtes, la parole de Dieu, et à réciter le Pater, l'Ave, le Credo et le Décalogue en langue vulgaire ? Un prêtre lègue, en toute candeur, 12 écus d'or en signe de reconnaissance et de vive affection à l'évêque, en déclarant que ce legs lui sera payé argent comptant par ses quatre enfants qui vivent dans sa cure avec leur mère, et qu'il lui recommande après sa mort. Plus inconscient encore que ce pauvre curé de Viège qui, recevant l'évêque en tournée pastorale, lui présentait honnêtement ses 4 ou 5 enfants et leur mère, en le priant de les bénir ! (Grenat, p. 53. Cf. pp. 83 ss., 125 ss.) Le P. Augustin, qui vint prêcher en Valais en 1601, trouva le pays, « sous le rapport de la foi, dans un état semblable à celui d'un malade à l'agonie, dont le pouls ne bat presque plus et qui n'a plus la connaissance. On ne pouvait plus entendre parler ni du Pape, ni de l'Eglise romaine, ni de fréquentation des sacrements. Les prêtres eux-mêmes, pour la plupart mariés, disaient la messe sans consacrer, ne portaient jamais le saint viatique aux moribonds, ni ne leur donnaient l'Extrême-Onction. Ils donnaient aux laïques, après leur avoir fait réciter tout haut le Confiteor, une espèce d'absolution générale, et ils les communiaient avec des hosties non consacrées. Les mariages ne se faisaient plus selon le rite catholique, c'est-à-dire qu'on négligeait de les faire bénir par les propres pasteurs : il suffisait, pour légitimer un mariage, que les époux eussent fait stipuler leur contrat par un notaire en présence de leurs parents ». (Grenat, p. 135). C'est au point qu'en 1615, le nonce apostolique devait écrire aux Illustres et Révérends Messieurs les Chanoines qu'il voyait avec une profonde tristesse que, oubliant de leur salut, ils continuaient à croupir dans la voie de l'iniquité, et avec des mœurs et des actes pervers, menaient une vie effrénée et scandaleuse. « Vous ne vous soumettez à aucune loi, tonnait-il, à aucune correction, à aucune réforme, pas même à votre évêque. Tellement que vous êtes pour les laïcs un très grand scandale et que vous marchez vers le gouffre de la damnation éternelle. Ne voyez-vous donc pas que votre patrie, votre diocèse et votre Eglise vont au plus mal et que, chaque jour, en approche la ruine manifeste ? Dieu le permet uniquement à cause de vos péchés et de vos scandales ». (Grenat, p. 193).

A de tels maîtres, on juge aisément les élèves. Comme le fait observer justement le chanoine Grenat, « puisque le clergé n'instruisait pas les fidèles, rien d'étonnant que les représentants du peuple portassent assez souvent dans leurs comices des ordonnances contraires aux lois de l'Eglise. Sans doute quelques-uns le faisaient par une sourde opposition, étant des hérési-

dite, leur ingénuité devait tourner à la férocité. Le caractère sacré de leur adversaire ne les retient pas un instant : ils s'appli-

ques déguisés, mais le plus grand nombre le faisaient sans malice. N'étant ni dirigés ni instruits suffisamment des choses religieuses, ils ne savaient guérir autrement les plaies sur lesquelles ils gémissaient. » (ibid. p. 54, note). On les vit ainsi verser dans les outrances d'un josphisme qui n'eut jamais d'égal.

On vit les Patriotes faire la loi religieuse, se donner des évêques que le pape se refusait à reconnaître (p. ex. Philippe de Platea, en 1522) et laisser leur diocèse cheminer à la grâce de Dieu ; régler dans le détail la séparation des paroisses de Bûrchen et Unterbach d'avec leur église-mère de Rarogne, autoriser d'y avoir un tabernacle, et fixer les jours où l'on pourrait offrir le saint sacrifice et distribuer la communion aux fidèles (R. 12 déc. 1554, Grenat, p. 68). Le nonce, dans un discours fait en octobre 1623 à Fribourg, pouvait dire en s'adressant aux députés de Loèche : « L'évêque, ayant averti votre prétendu curé de s'abstenir de toutes fonctions, d'autant plus qu'il était déjà sous le poids de l'excommunication, vos magistrats ont excédé en soutenant le curé et en lui ordonnant de continuer à célébrer la messe et à administrer les sacrements malgré la défense de l'évêque et au mépris de celui-ci » (p. 203). On vit députés et bailli, saisis de terreur à l'apparition de phénomènes qu'ils tenaient pour un avertissement divin, d'une disette, d'un ciel sanglant, d'une comète, ordonner que lorsque la cloche appelait le peuple à la prière du matin, selon la coutume, les fidèles devaient, dans toutes les paroisses, s'agenouiller avec dévotion et prier Dieu d'apaiser son courroux et de pardonner leurs péchés. (en 1603 et 1604, p. 133). De même, disent-ils, Dieu ayant daigné préserver la patrie du massacre que Stockalper et ses adhérents lui préparaient, la haute assemblée a décidé qu'un jour de jeûne et de prières fût observé par hommes et femmes dans tout le pays, en haut et en bas de la Morge, le 25 janvier 1628, jour de la fête de la Conversion de St. Paul, afin d'honorer Dieu et de se rendre dignes de sa miséricorde. En ce même jour, on fera des aumônes chacun selon ses moyens : en outre les curés prêcheront sur la pénitence et sont invités à faire tous les offices. (p. 257. — A la vérité, il y a ici une maîtresse hypocrisie. Il s'agit de la conjuration du capitaine Antoine Stockalper. On sait le méchant mélodrame qui en fut fait, et ce qu'il faut penser de ses troupes de brigands et d'assassins à poignards de carton. Les historiens sont unanimes à le reconnaître aujourd'hui : le capitaine a été condamné au supplice pour sa fidélité et son attachement à la cause de son évêque et ami, Hildebrand Jost, débordé par les attaques du tout-puissant clan réformé. Ce n'est pas sans apparences de raison que cette autre victime, son descendant Gaspard Stockalper, a pu prétendre un jour que son parent avait été un martyr. Que l'on veuille me pardonner de n'avoir pu résister au pieux désir de porter mon tribut au monument de la réhabilitation de mon aïeul maternel, dont peut-être j'établirai quelque jour l'iniquité de la condamnation).

Sur le zèle ignorant et l'idéal religieux de nos patriotes, on pourrait multiplier encore les témoignages, rappeler qu'ils délèguèrent au Concile de Trente Jean Milès, abbé de St-Maurice, après lui avoir donné l'instruction formelle d'en référer aux VII dizains avant de se prononcer sur aucun point, comme si les pères du concile devaient juger à propos de suspendre leurs décisions jusqu'à l'arrivée du *conclusum* de nos républicains ! (Boccard, cf. Grenat, pp. 56 et 68). On pourrait rappeler que la Diète proclama

quent du reste à l'enfourir sous des monceaux d'ordures ;¹ ils se moquent bien de l'anathème, et poursuivent, « matzent »,² emprisonnent, exilent, assassinent leurs seigneurs comme si c'était jouer ; la moitié du pays vit et respire à l'aise dans les flammes de l'excommunication, et se complait dans le désert de l'interdit. Si des paroissiens expulsent ignominieusement l'évêque, et cherchent à lui prendre la vie, lorsqu'il vient chez eux pour administrer le sacrement de confirmation,³ qu'est-ce qui les retiendrait, emportés par les aveugles fureurs politiques, et quand l'évêque est détesté, « verhasst » dans tout le pays,⁴ d'arracher ses armes des murs de l'école, à Sion, d'écrire en gros caractères sur

plus d'une fois que le Valais n'avait jamais accepté les décisions de ce même concile (cf. de Courten III/738, IV/107) ; que pendant près de 80 ans elle s'opposait farouchement à l'introduction du calendrier grégorien dans le pays (Grenat, p. 307), et même qu'elle se plaignait à la cour de France des efforts que tentait l'évêque Jost pour le faire adopter ! (Furrer, p. 347).

¹ Faut-il rappeler le perpétuel : *subagitavit seu coitum per posteriora commisit*, le *asinum subagitavit*, lancés contre le cardinal Schiner ? Les accusations de trahison, le : « (mit Urlob) : ich schiesse ime üff syn maul » du bailli Guntern à l'égard d'Adrien de Riedmatten (de Courten III/338), et la campagne de calomnies entreprise, après sa mort, contre le même évêque ? (Cf. Abscheids). Et les accusations immondes publiquement dressées en écrit par les dizains contre le malheureux Hildebrand Jost, et répandues parmi les Confédérés ? En voici quelques échantillons : A épargné sciemment ecclésiastique coupable de viol d'une fille de 12 ans trouvée en couches à Glys, et convaincu, menaçant par lettres de ban le juge qui voulait le punir, et l'a libéré. A laissé impuni un autre ecclésiastique qui, devant administrer une personne malade, s'est retiré dans une chambre avec la sœur de la dite, et y a commis fornication avec elle, et l'a renouvelé à son départ. A lui-même confessé une personne, l'a absoute d'un inceste, puis l'a dénoncée au fiscal, l'a fait arrêter, examiner, et l'a libérée moyennant peine pécuniaire, etc. — Ainsi pendant des pages. Dans son manifeste aux communes (voir sa justification, Grenat, p. 219), en 1619, l'évêque conclura : Nous protestons devant Dieu et devant vous, que tous les articles, soit griefs, qu'on a produits contre nous, sont de pures calomnies, dont nous vous présentons la réfutation par écrit, afin de vous satisfaire et d'éclaircir la vérité. Et d'autant que, selon le droit, quiconque porte une accusation est tenu à en fournir la preuve, s'il en est requis... nous appelons ceux qui ont fait publier les dits articles contre nous, en justice, etc. (Grenat, p. 220).

² A propos des *tumultus*, des *matzias* et des *multa scandalosa et diffamatoria verba in ignominiam et scandalum Rmi Dni* (p. 522), voir le grand discours prononcé par Schiner pour sa défense, à la diète du 5 janv. 1514, Büchi, Korrespond. N° 353. — Les accusés, en diète, demandèrent pardon à genoux au Cardinal, lui renouvelèrent le serment de fidélité, et se rétractèrent en le déclarant : *dignissimum prelatum ac principem celeberrimum ac justum, summo honore, fama, laude, reverentia dignum*. Ibid. p. 526, *in fine*.

³ A Loèche, en 1617, cf Grenat, p. 203, Furrer, p. 332.

⁴ Lettre de la Diète au nonce, Furrer, p. 352.

la façade de la cathédrale leur *Ultimus Hildebrand Episcopus*,¹ d'envoyer un capitaine sur le St-Bernard pour lui refuser l'accès du sol national, et de proclamer en pompe, au front d'une charte: Tout citoyen est libéré du serment de fidélité à l'évêque ?²

Mais, en dépit des affirmations de nos écrivains ecclésiastiques,³ ce n'est point avant tout la passion religieuse qui a jeté les patriotes contre l'évêque.⁴ La Réforme n'a pas été cause directe du changement de régime, si elle l'a facilité par les séductions du rationalisme et du libre choix que sa doctrine exerçait sur tous les esprits, par les inspirations d'audace et d'insouciance du sacrilège qu'elle soufflait à quelques-uns d'entre eux. Les députés tâchent moins à fonder un Etat protestant qu'un Etat républicain. C'est de la souveraineté temporelle qu'ils convoient le plus violemment la belle part, que tient à soi l'évêque. Et c'est, naturellement, dans les pays sujets, où les dizains et où le seigneur administrent une juridiction concurrente, et où déjà l'établissement après la conquête s'était fait à coups de concessions fieleuses, c'est dans les pays sujets que doit paraître et s'envenimer le conflit.⁵ Il éclate le jour où le gouverneur de St-Maurice, Nicolas Kalbermatter, prétend ne pas dépendre de l'évêque, mais des VII dizains, et où l'évêque Adrien II, s'appuyant sur la Caroline, revendique la souveraineté du pays tout entier.⁶ Les articles arrêtés à son décès, en diète d'octobre 1613,⁷ et destinés à être souscrits par le chapitre et le futur évêque avant son élection, reflètent nécessairement les graves préoccupations religieuses de l'heure, mais sont enfin dirigés droit au cœur du débat politique.⁸

¹ En 1617, cf. Grenat, p. 235, Furrer, p. 345. — La fameuse pancarte : « Hildebrand, dernier évêque de Sion », aurait été employée déjà en 1603 contre Hildebrand de Riedmatten, Grenat, p. 127.

² Diétine de Sierre, en 1619, Grenat, p. 215.

³ Père Furrer, chanoine Boccard, surtout chanoine Grenat.

⁴ Je ne fais que reprendre le jugement émis par M. Jos. de Lavallaz dans une note de l'histoire du chanoine Grenat, qu'il a publiée (p. 182) Sa conclusion me paraît indiscutable.

⁵ Cf. p. ex. diète de Brigue, 11/22 août 1609, de Courten III/335.

⁶ Furrer, pp. 319/320.

⁷ 7/16 octobre, de Courten III/429 ; Grenat, pp. 185 ss. ; Furrer, pp. 324/325.

⁸ Le sens de ces articles est assez évident : Le clergé approuve toutes les acquisitions faites, par nos ancêtres, de droits et de biens de l'Eglise, et les juridictions ensuite obtenues (art. 6). Le Grand Bailli, à son élection, recevra le serment du gouverneur de Monthey (Furrer y ajoute, art. 13 : du major de Nendaz et du châtelain du Bouveret), parce que le bailli et les VII dizains sont seuls hauts seigneurs de ce gouvernement et qu'ils y ont

C'est, en dernière analyse, autour du glaive de la régale que se circonscrit et se dénoue toute la lutte, la mitre n'est pas en jeu. L'évêque lui-même se rabat sur la question temporelle, s'y attache avec une énergie désespérée : La Caroline, charte impériale, et non papale, sera, ou ne sera plus ; son pouvoir civil diminuera ou sombrera. Il le réclame tout entier, il pousse le principe jusqu'à ses extrêmes conséquences. C'est ce que les dizains lui reprochent avec les plus grands cris : Il prétend confondre la Haute Seigneurie dans les droits et pouvoirs de l'Evêché : ¹ il a voulu interdire, il a interdit par mandement patent, ² au bailli, aux juges de dizains et aux gouverneurs, de tenir siège de justice et judicature, et fait citer toutes causes et porter tous appels devant lui ; il s'arroge le droit de grâce, après jugement de l'assemblée générale du pays, révoque de son autorité, s'ils ne lui plaisent, les recès approuvés et admis, infirme la justice, transgresse la juridiction du juge naturel, viole les franchises de Messeigneurs de Sion ; il accorde aux gens du Simplon, pour les détacher de l'autorité du juge du dizain de Brigue, de lever des enquêtes et de percevoir les amendes criminelles ; il défend aux sujets de Bas-Châtillon d'obéir à leurs seigneurs, tandis qu'il n'a pas à y voir, ni au spirituel (!) ni au temporel ; il prétend que le majorat de Conches lui appartient et veut qu'on lui rende compte de toutes les amendes supérieures à 3 livres, bien que le juge de dizain ait toujours eu dans ses attributions de punir dans les causes de maléfice, etc. ³ Ce sont les mêmes protestations passionnées que les Patriotes élèvent dans toutes leurs diètes, ⁴ et le tract de 1619, que l'on a nommé la « proclamation de

haute et basse justice. L'évêque n'aura pas à y intervenir, sauf comme diocésain dans les affaires spirituelles et en ce qui concerne les ecclésiastiques (art. 14). Les V dizains supérieurs s'opposent formellement et sous menace de confiscation, à ce que le prince-évêque ou son fiscal aient à retirer aucune amende dans la châtellenie de Châtillon et de Lœtschen. Si quelque ressortissant en était supplicié hors de son territoire, on devra au juge du supplicé les frais de l'amende, si celui-ci a de quoi les payer, et ce à titre de réciprocité, — les dizains seuls en ces lieux se trouvant hauts seigneurs (art. 15).

¹ de Courten III/671.

² Le 10 novembre 1615.

³ Griefs des dizains, *passim*, de Courten III, pp. 665 ss., 734 ss., 745. Aussi, pour le dernier point, IV/65.

⁴ Voir, p. ex., les recès suivants : (de Courten III) ; 7/13 octobre 1613. (pp. 427 ss., 437/438) ; 19/27 mai 1614 (pp. 455/456) ; 2/5 août 1614 (p. 461) ; Sierre, 19 juin 1616 (p. 543) ; Viège, 16/30 janvier 1617 (p. 581 : La Haute Assemblée déclare qu'elle ne permettra pas que S. G. ait à changer ni à glosier sur ce qui a été fait en diète, attendu que l'évêque n'a que sa voix et

la révolte » est, dans son essence, la déclaration que l'exercice de la justice au for civil est enlevé à l'évêque pour être transféré au bailli.¹ Le pays l'affirma nettement, chaque fois où² Sa Grandeur déclara ne vouloir reconnaître le Grand Bailli que pour son lieutenant et demeurer seul chef: Le Grand Bailli est présentement, était précédemment, et sera à l'avenir un fonctionnaire (« Ambtsmann ») de l'Etat du Valais, aussi bien que Sa Grandeur; il sera chef, comme l'évêque, et tous les deux seront chefs du pays; l'évêque et les patriotes l'intituleront, selon l'ancienne coutume, Capitaine du pays, et non Lieutenant, ce pourquoi il porte le titre honorifique de « Grossmächtiger Herr Landeshauptmann », comme venant de l'Empereur. La réponse des VII dizains au clergé, à propos de la Caroline,³ n'est encore qu'un plaidoyer purement politique pour la souveraineté, pour la « höchste gewalt », même si l'on reconnaît que la religion a été prise pour « prétexte et manteau » de la querelle. Davantage, la classification de ses droits, que Hildebrand Jost, en 1626,⁴ écrit de sa main, ne contient aucune allusion à la controverse religieuse. Ce qu'il lui semble important de bien mettre en lumière, le voici: L'évêque est appelé prince du Saint-Empire romain. Il est comte et préfet du Haut et du Bas-Valais; dans tout cortège ou dans toute cavalcade solennelle, le glaive de la puissance temporelle est porté par son sénéchal. Il jouit du droit de grâce pour les condamnés à mort et les autres coupables. Conjointement avec le Vénérable Chapitre, il élit le bailli et le confirme par la prestation du serment de fidélité; il confirme les fonctionnaires, les châtelains, les majors et les gouverneurs, crée les notaires publics, bat monnaie, et possède enfin le droit de confiscation des biens des malfaiteurs et des suicidés.

son opinion à donner, selon l'ancien usage; que si son vote, ajouté à celui des dizains, fait majorité, la chose est valide, comme jusqu'ici; mais qu'on n'entend pas et ne veut pas que Monseigneur soit souverain ou haut seigneur, et les patriotes ses sujets; que jusqu'à présent l'on avait accoutumé d'appeler de ses sentences devant la diète, de les corriger, reviser et juger, et non, par contre, de celles de la diète à lui.); Sierre, juin 1617 (p. 545); Loèche, décembre 1617 (p. 596); Sion, 30 juin/4 juillet 1618 (pp. 624 ss., alliance de l'évêque et du chapitre avec le roi de France); 9 sept. 1618 (pp. 633 ss.); 11/23 décembre 1618 (p. 649); 13/15 janvier 1619 (pp. 657 ss.); 11/13 février 1619 (pp. 663 ss.); 9/22 juin 1619 (pp. 669 ss.); acte de conciliation, 21/24 juillet 1619 (pp. 682/683); 15 août 1623 (réponse des VII dizains au clergé, pp. 769 ss.); 28 février/13 mars 1627 (IV/54), etc.

¹ Diétine de janvier, à Sierre, Grenat, p. 215.

² Cf. Sierre, 19 juin 1617, de Courten III/769.

³ 15 août 1623, de Courten III/769.

⁴ Grenat, p. 238.

Dès cette époque pourtant, la révolution est accomplie.¹ « Là où la majorité des Députés des VII dizains ont prononcé, ni Sa Grandeur, ni le Grand Bailli ne peuvent rien changer ; ils ne sont que collecteurs des voix. Tous les recès faits par l'Evêque, le Bailli et les Diètes sont réputés sans force jusqu'à ce qu'ils aient été acceptés par les « Landsgemeinde » des VII dizains. Quant au Bas-Valais, il leur appartient par droit de conquête, et, pour témoignage de leur souveraineté, leurs banderoles aux sept étoiles y flottent en tous lieux ; ils le gouvernent et en perçoivent les revenus, qu'ils partagent entre eux ». ² L'évêque Jost, après les « atroces » ³ tribulations dont nous avons dit quelques-unes n'avait plus qu'à légitimer l'état de fait, en scellant la renonciation solennelle de 1634, et en « reconnaissant et avouant sincèrement que les VII louables dizains possédaient la suprématie et la souveraineté de ce pays, que ce peuple était libre et franc, et que son gouvernement était démocratique. » ⁴

L'évêque conserva cependant, surtout après le replâtrage de 1752, son ancien titre, et fut appelé jusqu'en 1798 comte et préfet du Haut et du Bas-Valais, prince du Saint-Empire romain. ⁵ Mais ces formules ne sont plus guère qu'un murmure labial, et ne traduisent pas une suzeraineté réelle qui soit à leur mesure. D'après le commentaire des statuts écrit vers 1780, l'évêque aurait bien gardé, dans l'encrier du moins, son tribunal et ses assesseurs, et Schiner assure, en 1812, ⁶ que c'est notre dernière constitution qui lui a enlevé toute juridiction civile et criminelle. De toute évidence pourtant, il n'avait plus qu'une influence astrale, une action indirecte et lointaine, sur le jeu des destinées

¹ Et avec quelle violence ! Furrer, parlant de la diète extraordinaire du 13 mars 1627, dit qu'elle fut très orageuse : « Der Abschied enthält mehr Forderungen einer wütenden Partei, als Beschlüsse ». On voulut même recourir aux armes, ce qu'une intervention pacifique put empêcher, cf. p. 350.

² 28 fév./13 mars 1627, de Courten IV/54. — Quant aux affaires purement spirituelles, dit un recès de 1632, comme la punition des prêtres et les affaires matrimoniales, on n'en privera pas, pour le moment, Sa Grandeur (ibid. p. 377).

³ C'est son expression, Manifeste aux Communes, Grenat, p. 217.

⁴ Grenat, p. 283.

⁵ Furrer, p. 364. Cf. Collection du « Neuer Schreibkalender », AV. L. v. 2. La diète du 26/31 août 1640 cependant, après qu'Adrien de Riedmatten eut été élu évêque, avait décrété : Est prohibé à quiconque, sous disgrâce de la haute autorité, d'appeler dorénavant S. G. soit verbalement, soit par écrit : *Sacri Romani Imperii Principem* ; on devra s'en tenir aux anciens titres de : « Révérendissime Evêque de Sion, Préfet et Comte du Valais. » (De Courten IV/598).

⁶ Op. cit. p. 302.

pénales valaisannes. Pratiquement, je ne pense pas qu'il ait prononcé encore un seul jugement. Tout au plus siégea-t-il en diète pour participer à quelque sentence de condamnation. *La Diète est juge souverain*, et le proclame avec un légitime orgueil : Dès 1627,¹ elle avait décrété : La Diète juge les causes capitales sur ecclésiastiques et civils, sans appel, et sans attendre que Sa Grandeur exerce un droit de grâce. Elle ne pouvait cependant pas songer à évoquer à elle toutes les causes « über das bluot ». En décembre 1679² elle précisa, (sur la plainte formée par certains députés au nom de leurs Conseils et Communes), que les citations d'un juge de dizain, en affaires civiles, criminelles ou de maléfice, pour première instance ou comparution, ne devaient pas être distraites, « ausgezogen », mais que l'affaire devait être jugée par devant le juge ordinaire ou de dizain, jusqu'à sentence finale, à teneur du « Landtrecht » ; que s'il arrivait pourtant que quelqu'un excitât rébellions en la patrie, le perturbateur serait sans retard cité devant la Diète, et puni. Elle se plut à éclaircir sa pensée et à réaffirmer le degré supérieur de sa compétence, en mai 1688 :³ Mes Hauts Seigneurs n'entendent nullement qu'un juge particulier ait à connaître ou à se mêler de chose jugée par l'Etat, ou de toute affaire d'Etat, bien moins encore n'entendent tolérer de convocations matziennes du peuple, mais ils prohibent à l'unanimité de semblables procédures, sous disgrâce de la Haute Autorité.

En fait, tout en veillant jalousement au maintien de principe de ses prérogatives, elle les délègue fréquemment à ses subordonnés régionaux, vu l'impossibilité pratique, pour un si nombreux collège de juges, d'assurer l'administration rationnelle des procédures. Elle ne peut, naturellement, enquêter et instruire en corps, elle en charge quelque mandataire : Ainsi, en printemps 1616,⁴ c'est le bailli, assisté de députés de chaque dizain, qui doit aller conduire l'enquête en Conches, contre les paysans rebelles. En 1618,⁵ Jacques Guntern demandant à se justifier en droit et priant pour qu'on lui nomme un juge et un accusateur, la Haute Assemblée désigne à l'unanimité pour ces fonctions Nicolas Im Eych, fiscal de Sa Grandeur, et Pierre Stockalper, de Brigue, notaire. J'en citerai encore un exemple suffisant : en

¹ Recès mars, de Courten IV/54.

² 6/19 déc., de Courten V/396.

³ 12/22 mai 1688, *ibid.* p. 550.

⁴ 23 mai/1 juin, *ibid.* III, p. 542.

⁵ 14/23 déc., *ibid.* III, p. 311.

janvier 1723,¹ au sujet de la poursuite de faux-monnayeurs, les députés, considérant que siéger jusqu'au jour du jugement selon droit, et en observant toutes les formalités, entraînerait un assez long temps et occasionnerait de grands frais aux Conseils et Communes, et désireux de l'éviter, remirent le procès criminel à François-Joseph Udret, grand-châtelain de la ville et du dizain de Sion, afin que, comme juge désigné, au nom et par mandat du Haut Etat, et s'adjoignant des assesseurs en nombre requis, de la ville de Sion, il voulût bien procéder selon les formes juridiques contre les coupables,² à quelle fin l'assemblée lui donna patente authentique.

De tout cet exposé ressort clairement la conclusion à faire figurer en cette place :

Le pouvoir judiciaire tout entier a passé au pays. Les tribunaux, dressés sur la charpente politique, se présentent dans cette ordonnance simple et solide :

Tribunaux inférieurs des majors et des châtelains villageois, compétents pour les affaires relevant de la justice basse.³

Tribunaux des châtelains du vice-dominat (anciens vidomnes) conservant juridiction correctionnelle en mai, en octobre, et pendant la nuit.⁴

¹ 25/27 janvier, de Courten VI/392.

² En janvier 1723, dit l'Abscheid, de graves soupçons furent portés contre des étrangers suspects de battre fausse monnaie, et l'on se vit dans la nécessité d'en arrêter quelques-uns, notamment le nommé Gaspard Sibental, de Sanen, depuis quelques années établi à Savièse, et deux français de ses complices. Siebental avait été mis en réclusion, et ses compères gardés en sûreté au château de la Majorie, de Courten VI/392.

³ La mesure des attributions de ceux de Nax et du Simplon est donnée dans les Griefs de 1626 souvent cités. — A propos du sautier, Tamini écrit (*Annales Valaisannes* VII, pp. 55/56) : « Pendant la période moderne un officier de justice figurant dans notre châtellenie au moyen âge semble avoir disparu de la scène : le sautier. Mais non... il existe bien encore, mais on le connaît plus communément sous la dénomination d'huissier dans le langage courant. Au reste, son office, avec quelques-unes de ses compétences du moins, passa jusque dans notre administration actuelle. Nos archives en parlent encore depuis, ainsi un document de 1686 indiquant l'ordre et le mode d'élection du procureur et du sautier ; un accord entre Miège et Veyras concernant la charge de lieutenant et de sautier. D'ailleurs des titulaires de cet office apparaissent dans les actes, Jean Berclaz, Félix Im Winkelried, de Venthône, vers 1780 ».

⁴ Cf. plus haut, pour Sion. Pour Sierre, Tamini, op. cit. p. 59, nous apprend qu'en 1716 (après l'extinction de la branche des de Montheys, vidomnes de Sierre), les trois tiers de la châtellenie se réunirent pour traiter des affaires du vidomnat. Libérés de toute prestation envers les anciens titulaires, ils instituèrent comme à Sion, un châtelain du vidomnat, réunis-

tribunaux ordinaires des grands-châtelains (grands-majors),¹
ou juges de dizains.

Bailliage du Grand-Baillif.

Enfin tribunal souverain de la Diète.

C'est l'édifice qu'abattrent les crosses françaises en 1798.²

II. BAS-VALAIS

Possession savoyarde.

« Les Etats des princes de Savoie en-deçà des Alpes, nous fait dire Boccard,³ étaient divisés en 8 bailliages, subdivisés en un nombre plus ou moins grand de châtelanies ou mandements. Ils faisaient administrer leurs provinces par des baillis, des juges et des châtelains ».

« Le *bailli*, commandant-général en chef du bailliage était chargé, en vertu de son office, de tout ce qui concerne la guerre, il devait veiller... au maintien de la paix et de la tranquillité

sant dans ses mains des attributions de justice et de police, la nuit pendant l'année entière, durant les mois de mai et d'octobre le jour. Cet office dura jusqu'à la Révolution.

¹ L'un ou l'autre, selon le titre ancien qu'on leur décernait dans le dizain. Cf. la mention du « Grossmayer » Perrig, en 1788, dans Walliser Monatschrift, 1865, p. 23.

² Il ne faudrait pas se faire illusion sur les talents de notre personnel judiciaire, au moins inférieur, et sur l'excellence de ses méthodes. Le curé Amacker rapporte (Walliser Monatschrift 1865, p. 23) un jugement de 1788 qu'il eut en mains: Un délinquant de Ried-Moerel, qui avait dérobé un peu de viande et de vin, et qui était également accusé de complicité pour un vol de sa femme, fut condamné contumaciellement par le major de Grengiols et ses assesseurs, après enquête close et invocation de l'assistance divine, à 101 ans de bannissement hors du pays et de la Confédération, à la perte de tous ses droits politiques, et à la confiscation de tous ses biens, meubles et immeubles. Quant aux vices de procédure et à l'absence de toute garantie en faveur de l'accusé, le texte les met cruellement en lumière.

³ Op. cit. p. 392.

publique, réprimer les émeutes. L'exécution des sentences criminelles et des décrets des juges lui appartenait. Chaque bailli pouvait être en même temps châtelain d'une des châtelennies de son bailliage; il était tenu à la résidence dans un de ses châteaux, à tenir ses assises une fois par an dans le chef-lieu de chaque mandement; il devait surveiller les châtelains dans l'exercice de leurs fonctions... et informer régulièrement le prince... Le premier bailli du Chablais qui nous soit connu est Guillaume de Septimo; en 1287 ».

Le bailliage du Chablais était découpé en 8 châtelennies : Chillon, Aigle, Monthey, Saint-Maurice, Entremont, Saxon, Saillon et Conthey.¹ « Une châtelennie comprenait dans son ressort ou mandement quatre ou cinq paroisses; du *châtelain*, juge subalterne, on en appelait au juge de la province,² et de celui-ci au conseil qui suivait le roi dans la tournée de ses états qu'il faisait presque toutes les années, ou à celui qui résidait à Chambéry (plus tard nommé sénat). Nul ne pouvait être châtelain du lieu de sa naissance ou de celui où sa famille résidait ». Cet officier « choisissait pour son lieutenant une personne agréable au prince : il nommait... son sauthier, et les autres employés de sa cour. Les officiers du prince rendaient la justice sans préjudice des droits des vidames dans leur ressort ».³

En effet, dans certaines localités, — et peut-être faut-il y voir l'indice d'une ancienne domination du Siège de Sion, et la trace d'une organisation épiscopale primitive, — on retrouve le *vidomme* exerçant l'omnimode juridiction aux mois de mai et d'octobre, ou tout au moins, comme à Monthey et à Leytron, pendant quinze jours de ces deux mois. Mais cet office parasitaire, transplanté et dépaycé n'avait aucune chance de survie dans un sol et sous un ciel inclements, et l'on sait bien que c'est par une mesure d'exceptionnelle faveur que le comte de Savoie

¹ Gremaud V. Intr. p. XCV, précise: « Le Chablais vallaisan comprenait les châtelennies de Monthey et de Saint-Maurice; le Vallais, celles d'Entremont ou de Saint-Brancher et de Saxon, sur la rive gauche du Rhône, et celles de Saillon et de Conthey sur la rive droite. Quoiqu'elles soient souvent citées comme constituant des châtelennies distinctes, en réalité elles semblent n'en avoir formé que deux, car celles de la rive gauche dépendaient d'un seul châtelain, de même que celles de la rive droite ».

² On voit souvent le *judex Vallesii, Chablasii et Gebenn.* donner des instructions à son cher châtelain de Conthey, de Saillon, ou à leurs lieutenants, cf. Gremaud, III/1418, 1520.

³ Boccard, p. 387.

condescend, en 1410, à mander à son châtelain de Monthey, de laisser Perrod et Jean Fabry en possession du vidomnat et de la majorie de ce lieu, à condition pour eux de venir à Thonon lui présenter les preuves de leurs titres et de leurs droits.¹

Il est vrai que, dans quelques endroits, le *major* partageait encore la juridiction avec le vidomne, en marge des attributions du châtelain. Le jeu des rouages de la souveraineté ne devait pas toujours être aisé. N'écartons pas sans l'avoir lu, certain accord passé, le 15 mars 1352,² entre Pierre de La Tour-Châtillon et son épouse Agnès de Grandson, d'une part, et Girard et Jean, majors de Daillon, d'autre part, accord d'ailleurs négocié par le châtelain de Conthey, Guillaume de Châtillon, et par Guillaume de Roverea. Nous voyons ici les trois officiers locaux en présence. Après avoir déclaré que les majors tiendront leur majorie en fief plan du seigneur de La Tour, et en arrière-fief du comte de Savoie, sans obligation de l'hommage lige à Pierre et à son épouse, l'accord énumère les droits du major de Daillon : Lorsque la valeur de la cause, pour laquelle clame est faite, n'excède pas trois sols mauricois, le major et son lieutenant peuvent lui donner suite, sans avoir à en faire la déclaration au vidomne ou à la cour de Conthey. Mais dans les cas où le chiffre de la demande est supérieur, et que le major en eût reçu la plainte, il est tenu de la transmettre au vidomne et à la cour ; il n'en perçoit que six deniers, qu'il peut d'ailleurs exiger et faire gager sans le concours du vidomne, auquel appartient tout le reste de la clame.

Les majors n'ont donc, dans les domaines de Savoie,³ que les attributions de la basse justice. Ne relèvent de leur tribunal que les affaires de moins de trois sols.⁴ Dans les grands bans, ils touchent ou trois oboles par sol,⁵ ou la 1/9 partie de la somme.⁶ A Hérémente, on y ajoute les vivres et les ustensiles de fer trouvés dans la maison des voleurs et des condamnés à mort.

¹ Thonon, 23 mai, Gremaud VII/2599. — Le 9 juillet, le comte ordonne au châtelain de maintenir Jean, major, dans son office : il est venu lui soumettre les lettres patentes qui lui avaient été accordées par Philippe de Savoie, en 1278, par Amédée en 1354, par Jean Galeas Visconti en 1394, par lui-même enfin, en 1408, Gremaud VII/2601.

² Ibid. V/1990.

³ Et généralement dans tout le Bas-Valais, sauf, à partir de 1665, le major de Nendaz, cf. *infra*.

⁴ P. ex. Conthey, *loc. cit.*, Hérémente 1341, Gremaud IV/1819, Monthey 1412, *ibid.* VII/2612.

⁵ Monthey.

⁶ Hérémente.

Notons enfin qu'à Monthey le tribunal du major, précurseur des juridictions de prud'hommes, connaissait des conflits de salaire des ouvriers.¹

Cet officier, d'ailleurs affligé de cette espèce de *capitis deminutio*, ne se rencontrait que rarement. A Leytron, la plupart de ses droits étaient exercés par un *sautier* ; à Liddes, à Fully, à Vionnaz, à St-Gingolph, ils l'étaient par un *métral*. Tous ces emplois étaient des charges nobles, dont on faisait hommage aux comtes à chaque mutation de vassal.¹ Les compétences qui en découlaient sont du degré que l'on imagine. A Leytron, lorsqu'un brigand ou un malfaiteur devait être arrêté dans la paroisse, le sautier y procédait, avec l'aide du métral de Saillon. Celui-ci le suppléait en cas d'absence, recevait pour lui les plaintes et les cautions, qu'il lui transmettait à son retour. Le sautier s'engageait par serment à toujours accomplir ce que le métral lui ordonnerait au nom du comte ou dans son intérêt. En 1290, tant lui que le métral avaient l'habitude de citer à leur cour et de prononcer en droit selon les coutumes, d'imposer la paix et d'acquitter les bans à leur convenance, sans qu'un châtelain eût à y contredire de la part du seigneur.² En plus de la basse et de la moyenne juridiction, le métral avait généralement le soin de recouvrer les deniers du prince et d'exécuter les mandats des magistrats supérieurs de la province, des baillis, des juges et des procureurs fiscaux.³

Possession Haut-Valaisanne.

Les Gouverneurs de St-Maurice et de Monthey.

Après la conquête de 1475, l'évêque et les patriotes mettent à la tête du bailliage de St-Maurice, (qui s'étendait de Massongex jusqu'à la Morge), un Gouverneur ou « Landvogt ». Mais, les rapports de souveraineté se trouvant tendus entre les deux chefs du pouvoir, l'évêque Jost de Silenen et le pays conclurent, le 20 décembre 1490, un concordat aux termes duquel la Diète aurait le droit, avec l'approbation de Sa Grandeur, de pourvoir toutes les charges dans le Valais entier, aussi bien en-dessous qu'au-

¹ Boccard, p. 387.

² Leytron, 11 févr. 1290/1291, Gremaud V/2178.

³ Boccard, p. 387. — Droits de la métralie de Liddes.

dessus de la Morge. Le gouverneur fut donc nommé par l'assemblée, et assermenté en séance par l'évêque ou par le bailli.¹ A l'origine, le choix en fut vraisemblablement libre, et la réélection facultative. Mais on prit bientôt l'habitude d'une répartition régulière, le titulaire devant être remplacé de deux en deux ans, et chaque dizain devant fournir le gouverneur à son tour. L'acte de dédition des communes savoyardes, en 1536, vint temporairement modifier ce régime. La Diète nomma dès lors quatre gouverneurs, pour St-Maurice, Monthey, Evian, et pour le Val des Alpes. Ces fonctionnaires étaient investis par l'évêque, aux mains duquel ils prêtaient en principe leur serment, selon l'ancien usage en notre pays, disent les recès ;² ils accomplissaient chacun leur périple de deux ans, au terme desquels ils résignaient leur charge, avec remerciements, à l'évêque et à la nation.³ Après la rétrocession des mandements transrivarains, en 1569, ne demeurèrent plus que les deux gouverneurs de Saint-Maurice et de Monthey. On finit par exclure l'évêque de toute ingérence dans les pays sujets, qu'on prétendait conquis par les ancêtres, et la capitulation préparée au décès d'Adrien de Riedmatten, en 1613, pour être soumise à la signature de son successeur, trancha que ce serait le Grand Bailli qui recevrait le serment du gouverneur élu de Monthey, puisque lui et les VII dizains étaient seuls hauts seigneurs en ce gouvernement, et qu'ils y avaient haute et basse justice.⁴

La réception et l'installation de chaque gouverneur dans son bailliage, se faisait⁵ en brillant équipage d'un lieu à l'autre, sous la forme de cérémonie d'une « cavalcade » très onéreuse pour les sujets, forcés de s'imposer extraordinairement pour en supporter les impenses voluptuaires, « le dîner, les vins de bonne venue, le coup de l'étrier au départ, et foule de frais de représentation ».⁶

¹ Cf. l'assermentation par le « hauptmann », p. ex. à la diète de Brigue, 21 déc. 1517. Imesch. 115.

² Cf. 14/22 déc. 1552, de Courten II/149.

³ P. ex. 12/21 déc. 1554. *ibid.* p. 193.

⁴ 7/16 octobre, *ibid.* III/429, art. 14.

⁵ La nomination se faisait à la Diète de Noël, l'entrée solennelle dans le gouvernement le 2 février, après la sortie du précédent gouverneur, dit Schiner, p. 375.

⁶ Grenat, p. 312. Voici d'autres détails qu'il donne au sujet de la Cavalcade : En 1630, les communes de Riddes, Saxon, Fully, et quelques-unes de leurs sœurs s'en plaignirent si bien que la Diète décréta : « Dorénavant Hérémence payera quinze écus bons au gouverneur de St-Maurice, au lieu du déjeuner qu'elle devait donner à Sion, à lui et à sa suite. (Cependant,

Intrônisés sur leur demeure, les deux « Illustres, Magnifiques et Puissants Seigneurs Gouverneurs » y sont juges ordinaires, et disposent de toute la juridiction pénale à tous les degrés.¹ Ils sont juges itinérants, ils sont « ambulatoires et tiennent annuellement une fois leurs assises dans chaque paroisse, où ils sont

l'année suivante, cette commune déclara qu'elle n'avait fait aucune demande, et protesta qu'elle désirait continuer à donner le déjeuner, selon l'ancienne coutume ; ce qui lui fut accordé). Les communes de la châtellenie de Conthey payeront trente-cinq écus pour frais d'installation ; celles de Leytron et Saillon où le gouverneur doit avoir la nuitée, septante écus ; ceux de St-Brancher, autant. Moyennant cela, le gouverneur devra subvenir lui-même aux frais de cavalcade en ces lieux. Néanmoins, pour l'honneur de l'Etat, dont il est le représentant, le gouverneur devra, pour sa cavalcade, n'avoir pas moins de quinze Messieurs des sept dixains ». (pp. 277/278). St-Maurice et Monthey ne trouvaient pas moins insupportable cette vaine et dispendieuse pompe biennale. Sur leurs instances, l'Etat se décida enfin à statuer, en 1666, « que le nouveau fonctionnaire n'aurait plus à exiger les frais de cavalcade en se présentant dans chaque commune pour recevoir l'obéissance ; mais qu'il arriverait au chef-lieu de sa juridiction accompagné seulement du personnel de sa maison, et qu'il recevrait, le même jour, le serment de fidélité de ses administrés, représentés par des délégués. Les frais de cavalcade dûs par quelques communes, ainsi que les deux banquets offerts au gouverneur de St-Maurice, l'un par l'abbaye, l'autre par le châtelain de la ville, furent remplacés par une contribution pécuniaire, moins onéreuse, au profit des sept dizains. Une commune, cependant, Valdillier, n'avait pas été libérée de la réception du gouverneur, sans qu'on en connaisse la raison. » (pp. 312/313). Nos satrapes haut-valaisans mirent, naturellement, tout leur amour-propre à ne point se soucier de l'édit, la dignité de leur personnage leur paraissant exiger une présentation magnifique. « Il fallut que la diète y mît ordre en décidant (1738) que, pour son entrée au chef-lieu de sa juridiction, le gouverneur ne serait accompagné que de deux messieurs représentant l'Etat, et que sa femme n'aurait une compagnie que de deux dames. En retour, les sujets ainsi allégés avaient à faire un présent. (Conthey devait donner 3 doubles au gouverneur de St-Maurice, et la bannière d'Entremont 4. Comme Monthey avait été libéré de la cavalcade, son gouverneur fut déchargé du repas qu'il donnait le jour de la Saint-Marcel, fête de la chapelle du château). Si les gouverneurs dépassaient ces ordres, leurs sujets seraient, par le fait même, exemptés du don en argent ». (p. 313, note).

¹ En 1669, « Estienne Morency, cy devant Grand juge maire du très louable dixain de Luèche, et Moderne Seigneur Gouverneur du Siège de St. Mauris Agaunois pour la part du souverain Sénat de la République de Valley », pourra prétendre, en ses jugements, au pouvoir, non seulement de mitiger les sentences, mais encore de donner la vie aux condamnés à mort, et, « par grâce spéciale et de son bon vouloir et autorité », il fera usage paisible de ce droit. (Cf. Procès de sorcellerie Thieven Chaudan, Annales Valaisannes V, Nos 2/3, p. 210). — On ne peut ignorer pourtant que le droit de grâce est réservé aussi, dans le code bas-valaisan : A l'évêque (fausse monnaie, XXIII) ; à la Diète (attaque violente contre un Représentant ou un juge supérieur, XI/X).

assistés du conseil et de quatre assesseurs pris dans chaque paroisse, et ayant voix délibérative ». ¹ Les juges subalternes, châtelains, ² majors, métraux ou lieutenants, établis par leur ordinaire et assermentés par lui, ³ ne pouvaient connaître que des causes mineures, entraînant un ban inférieur à trois livres. ⁴ La diète de décembre 1703 proclama avec force et définitivement que les officiers inférieurs, dans les gouvernements, pouvaient juger

¹ Cf. Supplique d'Entremont et Saillon, en 1790, art. 4 : Que ces juges supérieurs continuent d'être ambulatoires, etc. (Grenat, p. 427). — Voir aussi BV, Chap. I/IV : Dans l'Entremont cette cour (cour de justice pour tous les cas dont l'amende passe 3 livres) sera composée de notre Représentant et des officiers de la châteltenie, qui l'accompagneront à ses assises ; mais dans la ville et châteltenie de St-Maurice et la bannière de Monthay, où il ne se tient point d'assises, etc. — Rappelons l'existence d'une organisation semblable sous la domination de Savoie. Cf. Chambéry, 26 fév. 1445 : Doivent demeurer selon la coutume les cas criminels auxquels peut être appliquée la peine de mort naturelle ou la mutilation d'un membre, ou autrement une peine de sang. Mais dans tous les autres cas où il doit être procédé par voie d'enquête, nul ressortissant de Liddes ou de sa métralie, ou y habitant, ne doit pouvoir être en aucune façon tiré de la métralie par le procureur du Chablais, ou par le châtelain de Saint-Brancher ou le clerc de la cour, ni leurs subordonnés ou remplaçants, si ce n'est aux assises, *ad assisias*, qui seront tenues à St. Brancher, etc., Gremaud VIII/3067, p. 523.

² À propos de la situation des juges subalternes à l'égard du gouverneur, donnons cette notice sur Val d'Illiers : Lors de la conquête de 1536, dit Boccard (p. 370), « le duc de Savoie n'était au Val d'Illiez seigneur immédiat que de 34 familles, qu'il faisait gouverner par un métral ; le reste de la population appartenait à divers nobles (d'Allinges, d'Arbignon, de Roverea, etc.). Depuis que cette vallée eut changé de domination, l'Etat du Valais chercha à acquérir les fractions de ce fief et en fit une châteltenie, réservant la haute justice au gouverneur de Monthey ». La Diète de Viège, le 14 nov. 1537, porta le recès suivant : Ceux de Val d'Illiez ayant pétitionné pour que leur soient accordés quelques articles, savoir : élection du châtelain, greffier de justice et huissier ; que la première instance soit portée devant le châtelain de la vallée, sans ultérieure citation hors de la dite ; que les incarcérés ne soient pas menés hors de la vallée ; qu'ils puissent tenir fêtes entre eux, gens de la vallée, depuis le jour de la St. Jean jusqu'à celui de la St. Michel... On n'a voulu leur accorder que ce qui suit : Ceux de Val d'Illiez qui pourvoient aux emplois éliront 4 hommes honorables, parmi lesquels le Gouverneur de Monthey en désignera un pour châtelain, à son gré. L'huissier pourra être élu au gré de la commune, avec consentement du Gouverneur. Le greffier de justice peut être désigné par le Gouverneur. Ceux qui sont aux arrêts peuvent rester dans la vallée, moyennant qu'ils y subissent prison et question suffisantes ; mais, s'il n'est prêté fidèlement main-forte en justice au Gouverneur, celui-ci pourra faire mener les prisonniers à Monthey. Un instrument leur a été érigé de ce, sous le sceau de notre Rd. Seigneur de Sion. (de Courten I/467, cf. Grenat, p. 19).

³ Cf. juillet 1548, de Courten I/516.

⁴ Cf. de Torrenté, p. 2/V, et surtout p. 42.

en première instance, dans les affaires purement civiles, mais que les causes criminelles ou quasi-criminelles devaient être déferées immédiatement au tribunal supérieur (Obergericht).¹ On légitima cependant deux curieuses exceptions, en faveur des :

Major de Nendaz, et châtelain du Bouveret.

Ces deux fonctionnaires étaient nommés par la Diète directement,² et prêtaient le serment usuel au Bailli. En décembre 1616, appelant Barthélémy Wyss, bourgmestre de Sion, au poste de major de Nendaz, l'assemblée résolut que cette charge roulerait désormais de trois en trois ans, et serait transmise de dizain en dizain, en commençant par Sion, puis remontant à Sierre, et ainsi de suite, sans préjudice des droits accoutumés de l'évêque et du gouverneur.³ On suivit exactement la même procédure pour désigner le châtelain de Vionnaz⁴ et de la ferme du Bouveret.⁵ Ces deux officiers n'avaient alors encore qu'un poste subordonné.

¹ 5/17 déc. de Courten VI/80. Cf. de Torrenté, p. 2, qui donne la règle comme valable pour l'ensemble du Valais.

² A propos de la nomination des juges dans le pays sujet, cf. l'art. 1 du fameux Recès d'Or des Conchards, du 14 juin 1712, contenant leurs griefs et leurs réclamations, à la suite de la piteuse expédition du contingent valaisan destiné à Villmergen (qui fut retenu inactif à Zoug pendant plus de deux mois, sans solde et sans pain, au point de rendre son colonel « dans une désolation à mourir de douleur », et finit par se mutiner et rentrer à la débânde au pays): 1^o Que la repourvue des gouverneurs de St-Maurice et de Monthey, du major de Nendaz et du châtelain du Bouveret soit faite dans et par le dizain auquel revient le tour, à l'époque ordinaire, et que la prestation du serment et la reddition des comptes aient lieu comme au passé ; cela pour deux raisons : 1. afin que celui qui est en élection pour devenir gouverneur ne soit pas exposé à hypothéquer son patrimoine et que, ensuite, comme il est plusieurs fois arrivé, pour se récupérer de ses dépenses, il n'use du bien d'autrui et ne punisse les petites fautes comme les grandes ; 2. que par là nos sujets ne prennent en aversion le gouverneur, comme il est plusieurs fois arrivé, que tel a dû payer de sa vie sa sévérité, et, ensuite, que la République et ses gens n'aient à en supporter la conséquence, si une guerre survenait — ce qui est actuellement à craindre — et comme dans les guerres présentes il est advenu en Suisse dans les bailliages, où les sujets ont tiré sur leurs propres chefs et causé le plus grand dommage aux Lucernois. (Grenat, p. 353).

³ 12/24 déc., de Courten III/564.

⁴ Par la mort du dernier seigneur de Vionnaz, cette seigneurie échet à l'Etat en 1552, Grenat, p. 90.

⁵ Cf. de Courten IV/729, 1/15 déc. 1647.

En 1665 cependant, on représente en diète que le majorat de Nendaz est une charge fort mesquine, ce lieu se trouvant sous la haute judicature du gouvernement de St-Maurice, et que le fonctionnaire préposé y trouve peu de profits en regard de beaucoup de peines et de frais ; tandis que si l'on y annexait la commune et juridiction d'Erementz, qui dépend du même gouvernement, et en investissant le major des droits exercés précédemment par le gouverneur de St-Maurice sur les deux communes, on créerait une charge importante qui, selon l'usage, reviendrait tour à tour aux VII dizains, et leur rendrait ce qu'auparavant touchait le gouverneur. L'assemblée ne résista pas à ces arguments et scella la fusion. Le major, accompagné de tous les députés des VII dizains, reçut solennellement l'obédience et l'hommage à Hérémence, et l'on pria Dieu de vouloir accorder sa bénédiction à cette nouvelle institution.¹ L'année suivante,² la Diète répondit à une demande de précisions, que les récognitions générales que les deux communes avaient plusieurs fois renouvelées à l'égard des VII dizains devaient servir de règle ; que l'office et les pouvoirs du major étaient ceux mêmes du gouverneur de Saint-Maurice, qu'on lui avait transférés intégralement. On lui ordonna, pour pouvoir d'autant plus efficacement s'acquitter de ses devoirs, de faire dresser sans retard, dans les deux communes, le tronc et la potence,³ portant en banderole les armoiries des VII dizains, et de rendre prompte justice à quiconque, après enquête et selon le droit, en suivant la procédure usuelle, tant au criminel qu'au civil, enfin, de rendre compte annuellement à mes Hauts Seigneurs, pour leurs droits et casuels.⁴

¹ 6/18 mai, de Courten V/211.

² 9/18 déc., ibid. V/232. — Cf. aussi, pour la réunion, le *Compendium jurium, libertatum, usuum et franciesiarum Herementiae communitatis*, d'Antoine de Sierre, capitaine et major d'Hérémence, art. 8 (Heusler N° 365).

³ En mai 1689, « le major de Nenda expose que par les grandes pluies continuelles, grosses ravines ont été occasionnées qui ont renversé la potence à Hérémence ; demande déclaration à qui incombe la commission de la rétablir : — Ordonné que dit major s'adjoindra quelques-uns de ces Messieurs, qu'ils inspecteront où la dite pourrait être le mieux rétablie, et l'y feront ériger en pierres taillées, à quoi la commune fournira les matériaux, et l'Etat (die Landschaft) payera la main d'œuvre », de Courten V/579, 11/18 mai.

⁴ Fiers d'avoir un major, qui avait maintenant le droit de leur trancher la tête ou de les pendre, dit Grenat (p. 312), ces bons montagnards envoyèrent une députation qui se présenta le lundi, 26 novembre 1666, devant le bailli, pour le remercier de l'honneur qu'on leur avait fait, promettre de rendre honneur, respect et obéissance à leur major, et de doubler les usances.

Sur la même page, voici qui a sa place marquée : En diète de mai 1672,¹ une motion déjà plusieurs fois produite est représentée, qui expose que le fonctionnaire et fermier des dizains à Vionnaz et au Bouveret est qualifié du titre de châtelain, mais n'a judicature sur aucune juridiction, et qui demande s'il ne serait pas opportun de lui en donner une effective. La Diète, après les anciennes délibérations demeurées stériles, statue enfin souverainement qu'à l'avenir la juridiction de Mes Hauts Seigneurs, s'étendant de la porte du Scex jusqu'à St-Gingolph, telle qu'elle appartenait au gouverneur de Monthey, est dévolue au châtelain du Bouveret,² qui sera compétent pour y administrer la justice en affaires civiles, criminelles et capitales, et y exercer pleinement la haute, moyenne et basse justice. Deux ans plus tard, en session de décembre,³ le Grand Bailli exposa que certains dizains lui avaient représenté qu'il serait préférable de repourvoir la fonction de châtelain du Bouveret, comme on le faisait alors pour les deux gouverneurs et pour le major de Nendaz, chaque deux ans, et non plus, chaque trois ans, et, d'autre part, qu'il vaudrait mieux aussi attribuer toutes les causes de maléfices et le droit de prononcer les sentences de détention et de condamnation, au gouverneur de Monthey, présent cependant le châtelain du Bouveret, pour assurer une meilleure assistance des jurés et faciliter les procédures. La Diète donna son assentiment au principe de l'élection bisannuelle, mais décida de laisser au châtelain sa judicature en ajoutant que si, dans les affaires criminelles, il manquait d'assesseurs, il lui en serait donné, à ses frais, par le gouverneur.⁴

Le classement historiquement réalisé vécut autant que le régime. « Tous nos Représentants, put proclamer le code de 1795, savoir MM. les Gouverneurs, Major de Nenda, et Châtelain du Bouveret, rendront bonne, exacte et brève justice à tous ceux indifféremment qui la requerront ». Ce sont eux qui sont énu-

¹ 11/19 mai, de Courten V/291.

² Alors François de Riedmatten.

³ 5/12 déc. 1674, de Courten V/317.

⁴ Voir, dans les Mémoires sur la Jurisprudence, manuscrit de Ch. Jos. de Rivaz, docteur ès droits (Archives de Rivaz, Tome I, 13, N° 163) quatre discours prononcés, au nom de la commune du Bouveret, à la réception et installation de ses châtelains (1743-1753), le premier surtout, qui traite des devoirs du souverain, et développe l'argument de la nécessité de la peine et de sa mesure.

mérés comme seuls juges pénaux ordinaires.¹ Une souveraine session avait ordonné, et la Revision le note à notre usage, que, sitôt qu'un seigneur avait une fois présidé à un des gouvernements ou à la majorie de Nendaz, il ne devait plus pouvoir aspirer à un autre gouvernement ou office semblable, mais se contenter d'une seule administration, pour permettre à d'autres braves messieurs patriotes d'être avancés à leur tour.²

Au-dessus de ces quatre juges, le plaideur n'avait plus de recours qu'en l'autorité suprême ; les Abscheids, la Revision et le Code pénal consacrent la règle unanime.³ Les Abscheids renvoyaient l'appel des gouverneurs à Sa Grandeur et à la nation ; et la Revision tranche également la question, proposée pour savoir si du jugement d'un gouverneur l'appellation peut être portée devant S. E. Baillivale, en répétant qu'il a été décidé que, puisque un gouverneur représente le souverain Etat, l'on doit immédiatement appeler devant ce souverain.⁴

¹ Chap. I/1. Tous les autres officiers, châtelains, lieutenants, métraux sont juges subalternes, et mentionnés, pour descendre tous les degrés de la hiérarchie, en même temps que les curiaux, les procureurs généraux, les sautiers, les gardes et les guets. (I/IV, puis VII et XXI).

² Art. XXXIII.

³ Voir : R. 10/12 mars 1536, de Courten I/404. — R. juillet 1548. *ibid.* 716 et Heusler N° 142. — R. 6/15 août 1622. — Puis Rev. art. XXVI, et BV, chap. III.

⁴ C'est le recès du 9/19 mai 1691, de Courten V/636. — Le code du Bas-Valais nous a conservé la formule du serment des châtelains, lieutenants, gouverneurs, métraux et autres officiers, dont le devoir est de rendre la justice. Ce serment, que je transcris ici, consistera à promettre d'être fidèles et loyaux sujets à leur légitime souverain, de vouloir contribuer de leur mieux à l'avancement, maintien et soutien de notre sainte Religion Catholique et Romaine ; de maintenir les droits du Souverain, ainsi que son honneur et bien-être ; d'empêcher au contraire toutes pertes et dommages ; de porter respect à tous les Représentants, et de prêter toute obéissance possible à leurs ordres ; de rapporter fidèlement aux susdits Représentants les fautes, mépris, qui se commettront rièrè leurs juridictions ; d'administrer bonne exacte et promptè justice à tous ceux qui la requerront, indifféremment et sans égard ni acception de personne ; de maintenir particulièrement le droit des pauvres, femmes, veuves, orphelins et étrangers, et de faire généralement tout ce qu'il convient de faire à un brave et fidèle officier et sujet, envers Dieu et son souverain. (Chap. LXXIX). Le serment du sautier nous éclaire également les devoirs de la charge. Sans parler de la fidélité et de l'obéissance, le sautier doit faire au Seigneur Gouverneur ou au Procureur Général un fidèle rapport de toutes les actions qui méritent châtement, garder un profond silence sur tout ce qui aura été dit, fait et traité en justice, et avoir soin des prisonniers et autres gens mis aux arrêts (LXXX). — Sur le maintien du vidomnat dans certains villages du Bas-Valais, et sur l'attribution de ces villages aux diverses juridictions, consulter Schiner, pp. 491, 492, 500, 513.

III. JURIDICTIONS PARTICULIÈRES.

I. — Le régime féodal, avec les droits de souveraineté qu'il attache à la possession du sol, devait développer à l'extrême le partage de la juridiction en Valais. Furrer¹ compte plus de trente seigneurs particuliers qui avaient érigé tronc et potences sur leurs terres,² et qui administraient l'omnimode justice à leurs vassaux et à leurs serfs.³ Ils le faisaient soit directement, soit par l'intermédiaire de leurs lieutenants, de quel nom qu'on les désigna, juges, baillis, châtelains, vidomnes, majors, sautiers ou métraux.⁴ Les principes légitimes de la juridiction seigneuriale (*Grundherrliche Gerichtbarkeit*) et de la personnalité du droit furent dès l'abord solennellement reconnus. La convention de 1179 passée entre l'évêque Conon et son major Guillaume de La Tour, et qui contient l'avant-premier état des franchises de Sion, le marque en traits déliés : *Si dnus Willermus vel quicumque sit hujus civitatis, aliquam erga hominem suum querelam habuerit, suns dno Willermo et singulis dominis suis per curiam satisfaciant.*⁵

Les possessions des nobles du pays, qui reconnaissaient la suzeraineté de l'évêque de Sion ou du comte de Savoie, étaient infiniment éparses et mêlées. Sauf quelques exceptions, le même village, la même vallée dépendaient de plusieurs seigneurs, qui s'en partageaient terres et juridiction.⁶ Il serait aujourd'hui impossible de faire un tableau complet et détaillé des fiefs et arrière-fiefs du Valais, a dit Gremaud,⁷ et l'on ne pourrait qu'en

¹ Op. cit. p. 294. — Schiner, en 1812, rappelle aussi « quelle pénible vue offrait aux amis de l'humanité » le nombre de potences dressées le long de presque toutes les routes, et où les suppliciés restaient plusieurs années pendus (p. 40). A son chapitre XXIII, il donne l'indication de tous les vieux châteaux et forts, tant de l'évêque que de ceux des divers seigneurs du pays, avec l'exposition des endroits où ils ont existé. La nomenclature (pp. 225/229) comprend 57 articles. — Pour les seigneurs ayant juridiction dans la châtellenie de Sierre, cf. Tamini, *Annales Valaisannes* VII, pp. 28/29.

² Cf. le recès du 19 oct. 1519, à Naters, suivant lequel Georges Supersaxo est en droit d'avoir tronc et potence à Bovernier, Imesch N° 149.

³ C'est, en substance, l'application du « *Lehnrecht* » et du « *Hofrecht* ». Cf. Fehr, p. 123.

⁴ Cf. 1303, Gremaud III/1194, et en 1346, id. V/1975.

⁵ Chartes Sédunoises N° 17.

⁶ Pour la connaissance générale du rôle et de l'influence de tels petits seigneurs particuliers, et pour leurs droits de ban, voir Fehr, pp. 158/159.

⁷ Lib. V. Introd. p. LXXXV.

tracer les grandes lignes. Ce n'est pas ici qu'on en trouve le loisir, ni la place.¹ Je me bornerai à publier quelques fragments, et à évoquer celles de ces juridictions décentralisées qui ont la plus considérable signification historique, et qu'il serait inexcusable d'ignorer. Quelques autres indications fortuites, trouvées au fil des textes, élargiront d'ailleurs cette perspective volontairement restreinte.

2. — Le professeur Fehr, après avoir rappelé,² dans son Histoire du droit allemand, que les seigneurs fonciers (« Grundherrschaft ») avaient obtenu la juridiction déjà du temps des Mérovingiens, et vraisemblablement par suite d'influence romaine, fait remarquer que le pouvoir seigneurial ne s'est pas affirmé par ses propres forces surtout, comme une puissance publique considérable, mais qu'il dut son ascension avant tout à l'action conjuguée de cette autre force parallèle : *l'immunité*. Possession de la terre, avec usage des régales de la justice, avec immunité judiciaire, sont à l'origine de nos juridictions libres.

L'essentiel de l'immunité consistait en la situation d'exception qui en était l'effet. Le seigneur immun, de même que ses gens, de même que son territoire, étaient exclus de l'administration ordinaire de l'Etat ; l'immunité créait en leur faveur une condition juridique privilégiée. Cette institution eut, dans le plan historique et social, une importance capitale ; car c'est elle qui détermina la création de groupes distincts dans l'Etat, tendant à rassembler des forces toujours supérieures, et auxquels on doit, pour la plus grande part, d'avoir fait éclater au moyen âge le vieil édifice politique.³ C'est elle qui donna l'indépendance, en la matière judiciaire qui nous occupe, aux puissants, soit de l'ordre temporel, soit de l'ordre spirituel.

Ce fut le monde religieux surtout, ce furent les églises et les couvents, qui (dès le VI^e siècle) s'étudièrent à provoquer des concessions d'immunités, et le souverain favorisa leur effort au point qu'à la fin de l'époque franque (900), chaque fonds religieux, avec ses sujets, put être tenu pour immun, même sans dispense particulière.⁴

Pour en revenir à nos régions, nous voyons toutes les impor-

¹ Le Dr Rob. Hoppeler a publié une contribution à un Travail préparatoire de ce genre dans les « Blätter für Wallisergeschichte » VI, 1923, pp. 225 ss.

² Op. cit. p. 37.

³ Cf. *ibidem*, pp. 44/45. Au même lieu se trouvent éclaircies les origines de l'immunité franque.

⁴ Fehr, p. 46.

tantes maisons religieuses obtenir le privilège, et non seulement l'Eglise de Sion, mais aussi l'abbaye de St-Maurice d'Agaune, l'hospice du St-Bernard, le couvent des bénédictins de St-Pierre des Clages,¹ la cathédrale de Valère, le monastère des chartreux de Géronde,² etc. Leur autonomie s'exprimait dans la maison même et sur ses terres, et elle se traduisait surtout, dans la première, par le droit d'asile, sur les dernières, par l'exercice de l'omnimode justice et l'application du droit de glaive.

Le droit d'asile ne sera évoqué en cet endroit que fugitivement ; (il doit trouver la place d'une étude complète, à côté de l'arrestation, parmi les institutions de la procédure). Le principe en est rapporté par la *Lex Alamannorum*, et continué dans le « Schwabenspiegel » : Si quelqu'un poursuit un fugitif, homme libre ou esclave, et que celui-ci s'abrite aux portes d'une église, personne n'a le droit de l'en arracher par la violence, ni de le tuer en-delà des portes sacrées.³ Au moyen âge, le droit d'asile ne repose pas seulement sur l'axiome juridique de la paix particulière aux sanctuaires, ou « Kirchenfrieden », mais sur celui de l'immunité, de l'indépendance de toute ingérence du pouvoir séculier, *ab omni introitu judicis publici*. L'existence de cette universelle et constante exception tutélaire devait provoquer des conflits sans nombre, et la nécessité de limiter et de définir, en tant que matière légale, le droit d'asile religieux.⁴

¹ Cf. Evêquoz, p. 24.

² Boccard, p. 354, écrit : Dans l'acte de fondation de la Chartreuse qu'y établit l'évêque Aymon de la Tour (19 janvier 1331), Géronde est mise en possession du droit d'asile ; on n'excepte que les voleurs de grand chemin et les hérétiques connus, les ravageurs des moissons, les ennemis publics tant de la terre du Vallais que de l'Eglise de Sion.

³ Cf. Osenbrüggen, p. 120. — Le même auteur, pp. 118/131, s'étend sur le droit d'asile et les immunités.

⁴ Cf. Osenbrüggen, p. 121. — En bonne règle, le droit d'asile durait aussi longtemps que le fugitif pouvait se nourrir par ses propres moyens ; après quoi il recevait d'ordinaire une escorte pour l'accompagner où il devait se rendre. (p. 122). A côté de sensibles inconvénients, cette institution eut l'avantage de restreindre la justice propre, de forcer le recours à l'autorité pour arriver à l'accord et à la composition. Nos sources l'indiquent clairement : Voir enquête du Chapitre de Sion, en 1346. Gremaud IV/1911.

Hospice du Grand Saint-Bernard.

La maison du Mont-Jou¹ bénéficiait donc, comme la plupart des établissements religieux, de l'immunité sur ses terres, et possédait une juridiction propre sur ses gens.

En 1324, le religieux seigneur Guillaume, prévôt, pria le comte Edouard de Savoie de reconnaître ses droits de haute justice sur les possessions acquises par sa maison, notamment dans les paroisses de Lugrin, Mutignier, Thollons et Brenez, et sur tous les délinquants, qu'ils fussent soumis à sa règle, ou étrangers.

Par lettres datées de Chillon, le 8 février, le comte voulut bien reconnaître que le prévôt, en son nom, en celui de sa maison, et au nom de ses successeurs dans cette maison, devait avoir le mère et mixte impère et l'omnimode juridiction sur toutes ses acquisitions, leurs dépendances et leurs membres, et sur tous les hommes, tant siens qu'étrangers, qui y commettraient quelque délit.² Mais, comme les seigneurs de Cly, préposseurs des territoires achetés par l'hospice, avaient leurs fourches près de Nernier et d'Illiez, et que ces deux villages n'avaient pas été cédés, le comte Edouard, pour lui-même et ses successeurs, reconnut au prévôt et à sa maison, afin qu'il ne leur fût pas impossible d'exercer la pleine juridiction criminelle, le droit de construire des fourches au village de Novel sur Saint-Gingolph, qui était l'entière propriété des religieux, et sur le territoire duquel ils avaient toute puissance et juridiction. Leurs valets auraient le droit de réédifier ces fourches aussi souvent qu'il leur paraîtrait nécessaire. Les prévôts enfin, devaient être autorisés à imposer dans leurs paroisses, par eux ou par leurs familiers, des édits à leurs sujets, à rendre la justice parmi eux, et à ouvrir des prisons dans une de leurs maisons fortes.³

On peut généraliser ces données pour en tirer tout leur sens, les étendre dans l'espace et le temps, et les corroborer par des confirmations telles que celle du 15 mars 1411, en vertu de laquelle le pape Jean XXIII, de Bologne prenait sous sa protec-

¹ Pour l'histoire, les privilèges et les bénéfices du monastère, consulter Schiner, pp. 154 ss.

² Sauf pour ses propres sujets, dont le comte se réservait la punition corporelle. A cette exception près, le prévôt devait avoir sur les hommes de Savoie la même juridiction que sur les siens.

³ Gremaud V/2190.

tion le célèbre hôpital, et l'exemptait de toute juridiction ordinaire.¹

Abbaye de Saint-Maurice d'Agaune.

Les abbés du monastère d'Agaune exerçaient l'omnimode justice par leurs vidames, sur les territoires et les villages qu'ils tenaient par dotation du roi Sigismond de Bourgogne et par cession du comte Humbert III de Savoie, la vallée de Bagnes et Vollège, Salvan et Autanelle, Vouvry, etc.² Pour l'Entremont cependant, il y a lieu de signaler certain parallélisme de la souveraineté créé par le concordat de 1150 : Lorsque les comtes y étaient de passage, depuis le pont de Brest jusqu'à la perche du Mont-Jou, c'étaient eux qui disposaient des droits seigneuriaux, mais, s'éloignaient-ils, les abbés y étaient réintégrés exclusivement.³ Ils ne furent pas troublés dans leur suzeraineté jusqu'en 1475.

Mais, les jours qui suivirent la victoire de la Planta, raconte Boccard,⁴ les vainqueurs parcoururent et conquièrent l'Entremont et le Bas-Valais jusqu'à St-Maurice, et en détruisirent les seize positions fortifiées. Après une tentative d'insurrection, Bagnes, envahi, se soumit à la discrétion du vainqueur, et ne se préserva de l'incendie qu'en payant une rançon de 1400 livres maurisaises ; la commune dut promettre, au surplus, de solder annuellement une somme de 10 livres à chacun des VII dizains, et jura l'obéissance à ses nouveaux maîtres.

L'évêque de Sion aussi, en vertu de l'heureuse Caroline qui, dans les temps légendaires, l'avait institué prince idéal du Valais entier, se prétendit fondé à jeter le séquestre sur toutes les possessions de l'abbaye dans la vallée de Salvan et dans la vallée de Bagnes, dont les mines d'argent⁵ excitaient comme on pense la fièvre de conquête. Malgré les prières de l'abbé, malgré

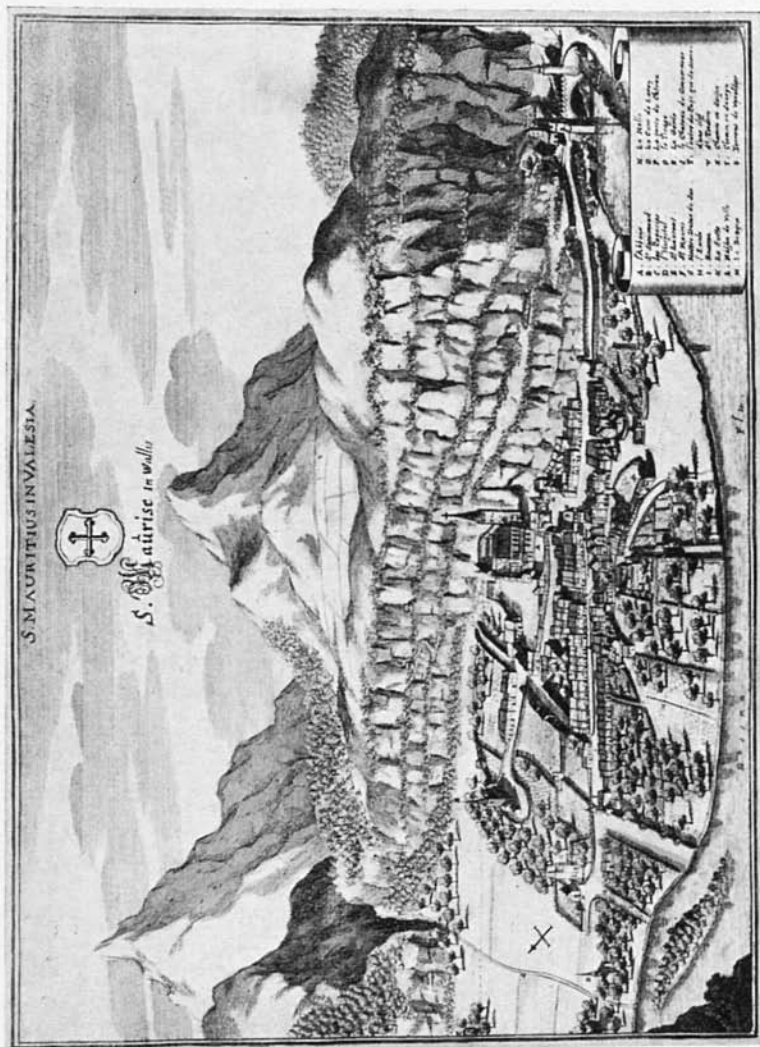
¹ Gremaud, VII/2603.

² Boccard, pp. 48, 364, 371.

³ Boccard, p. 349. — La même règle valut plus tard à l'égard des évêques de Sion, cf. Schiner, p. 50.

⁴ Op. cit. p. 129.

⁵ Ces mines, découvertes, dit Simler, par Justus Sillinius ou Jodocus de Sillinon, (Schiner, p. 500), jouèrent un rôle notoire dans l'histoire valaisanne, et furent prétexte à d'interminables querelles entre le cardinal Schiner et les patriotes (cf. Imesch, *passim*). En 1531, un désordre complet y régnait ; les ouvriers volaient le grand châtelain, qui en était le gouverneur, et se volaient entre eux. (Boccard, p. 349).



Saint-Maurice, au XVII^e siècle.
 D'après la Topographie de Merian.

les ordres du St-Siège, Walther Supersaxo tergiversa jusqu'à ce qu'il eut obtenu une transaction toute à l'avantage de son évêché. L'abbé ne fut que postérieurement réintégré dans sa juridiction.¹ Il dut subir, en 1501,² les clauses d'un arrangement imposé par l'évêque Mathieu Schiner, dont voici les principales : L'évêque jouit des droits régaliens avec la cavalcade, et dispose des mines et cours d'eau. L'abbé conserve la juridiction, qu'il peut faire exercer par ses officiers. Il choisira désormais son châtelain au-dessus de la Morge.³ Les archives de la bourgeoisie de Sion permettent d'affirmer que son choix devait être ratifié par la Diète.⁴

Cependant l'astre de la royale abbaye perdit encore de son éclat au XVI^e siècle : Elle avait été spoliée par les Bernois de tous les domaines qu'elle possédait sur leur territoire ; l'incendie de 1560 avait réduit en cendres le couvent d'Agaune, et il avait été nécessaire d'aliéner terres et revenus pour le relever ; de « grandes tempêtes enfin, gémissait l'abbé Jean Ritter,⁵ suscitées par d'envieux adversaires, ou d'autre façon, avaient assailli de toutes parts le monastère et le mettaient en péril ». Il ne lui sembla pouvoir conjurer les épreuves qu'en plaçant, par acte solennel du 22 mai 1571, sa maison « sous les ailes, la défense et la protection de l'évêque et des VII dizains. »⁶ C'est depuis ces temps que l'on vit chacun des seigneurs de St-Maurice se présenter en diète, à Sion, accompagné de quelques chanoines, pour prier l'autorité de lui accorder l'investiture des juridictions et seigneuries annexées à sa dignité et dépendant du Haut Etat, (en 1795, on énumère Bagnes, Vollèges, Salvan, Finiox et Chouex), et prêter, *more proelatorum*, le serment usité de se comporter en fidèle vassal.⁷

¹ Ce résumé, assez imprécis, est encore inspiré de Boccard, p. 132.

² Tamini, DHBS, I, p. 513, article Bagnes.

³ Avant 1501, les châtelains furent surtout pris dans les familles Quartéry, Défago, Franc, Odet, Sostion, cf. Bertrand, Annales Valaisannes V, p. 166, note 41.

⁴ Vers les années 1530. Voir ABS, tir. 1, Nos 18 et 20. — Cf. N° 57 : En 1562, le 21 mai, la Diète institue Antoine Brunner châtelain de Bagnes, en l'absence de l'abbé Jean Milès, mais en réservant formellement tous ses droits.

⁵ Jean Milès, celui qu'on appela le Promoteur de la Foi.

⁶ Du 4 juin est l'adhésion du chapitre d'Agaune, sous réserve du consentement du St-Siège, Grenat, p. 481.

⁷ Cf. de Courten, *passim*. Cette pratique dura jusqu'à la destruction de la République du Valais. Voir, p. ex. : Abbé Nic. Camanis, en mai 1704, (de Courten VI, p. 90), abbé Louis Charlety, en mai 1715 (p. 323), abbé Défago, en déc. 1716 (p. 331), abbé Gaspard Exquis, en déc. 1795 (VII, p. 797), etc.

Cette formalité remplie, l'abbé du pieux monastère d'Agaune, comme on le nomme,¹ était revêtu des principaux attributs de la souveraineté. L'évêque Hildebrand Jost pouvait lui écrire, en 1615 :² « Nous désirons que par votre autorité devertiez ces hérétiques qui se trouvent en Bagnes votre juridiction, et s'ils ne veulent pas suivre vos bons avis et commandements, alors nous emploierons notre autorité, *adjuncto brachio saeculari*. » De fait, son châtelain et grand-juge y avait pleins pouvoirs de remplir l'office criminel.³

Pas plus que du glaive, les abbés n'étaient démunis de la plume, et ils pouvaient aussi bien donner des lois à leurs sujets, que les punir de les enfreindre.⁴

Ces riches prémisses sembleraient logiquement entraîner la conclusion d'une puissance épanouie jusqu'aux dernières limites de la souveraineté. On pourrait penser que l'abbé scellait tous

On rencontre aussi cette autre forme : « Le Grand Baillif, en vue du maintien des droits de la haute autorité, a appelé ici le Seigneur abbé de Saint-Maurice, pour qu'il fit récongnition du vicedominat de la juridiction de Bagnes, ce qu'il a fait respectueusement, envers l'Etat, en présence du Grand Baillif et des Commissaires des VII dizains », R. 12/22 mai 1688. de Courten V, p. 547.

¹ Cf. 21 nov. 1620, ABS, *Criminalia*.

² 15 sept. 1615, Boccard, p. 200.

³ Cf. Schiner, p. 500. — Voir aussi ces textes : Le 7 mars 1681, l'abbé Franc mandait à Son Excellence Monseigneur de Monthey : « J'ay une joye particulière de ce que V. E. s'est transportée en Bagnes pour y vacquer comme chatain de cette valée à la décision des plaintes et grands aggravements que ceux du quart de Serayez ont formé contre certains soubçonnés de sorcellerie. C'est affaire étant entièrement de votre incumbance, je la laisse aussi pleinement à sa juste conduite ». (ABS, Tir. 1, N° 42). En effet, le châtelain y pouvait envoyer le sorcier au lieu du dernier supplice, le faisait « mettre dans la fournaise du feu ardent et rendre de vie à mort, jusque atant que sa cher et os deviennent en poudre, à celle fin que lui puisse souffrir paines méritantes de ses meschantes (fautes) commises et donner bon exemple aux autres ». (Sentence du 21 nov. 1620, contre Jean, fils de François Michaux, ABS *Criminalia*).

⁴ Disons pour mémoire que, le 6 mai 1738, l'abbé Jean-Joseph Claret, seigneur temporel et spirituel de Salvan et Fignaux avait accordé certains articles (de droit civil surtout ; on les trouve aux AV, L. 104, 4, p. 157) à ces deux paroisses, et corroboré et confirmé leurs privilèges, libertés, franchises, statuts, usages et bonnes coutumes, dans la mesure où ils n'auraient pas été abrogés par ses prédécesseurs et ne porteraient pas préjudice à sa table abbatiale (art. 6). Il avait enfin jugé à propos d'établir dans la communauté des prud'hommes jurés, ayant le devoir d'aider le métral en cas de difficulté, de veiller à la tranquillité et au bien publics, de maintenir les droits du seigneur et de la communauté, de faire les taxes et estimés judiciaires, et généralement tout ce qu'il appartient à des jurés. (*in fine*). — Voir aussi plus bas, parmi les Lois somptuaires.

les jugements d'une pression de son anneau, qu'il disposait des droits de grâce, de revision et d'appel. Ces droits avaient été les siens pendant de longs siècles.¹ Mais la Diète devait un jour le replacer d'une main rude au palier secondaire que l'orgueilleuse démocratie lui avait assigné dans la hiérarchie nationale, le traiter en « vassal ». Elle ordonna, et le répéta en décembre 1682, que nul ne devait pouvoir appeler, d'une sentence portée par le grand-châtelain de Bagnes, par devant le Révérendissime Abbé de Saint-Maurice, mais que ce fût par devant l'Etat, à moins que le Révérendissime ne réussit à produire, jusqu'à la prochaine diète de mai, les droits et libertés à ce relatifs.²

Chapitre de Sion.

En connexion avec ses droits de propriété foncière, le Chapitre possédait la juridiction temporelle dans plusieurs localités du Valais. Il déléguait le plus souvent l'exercice de cette juridiction à quelques-uns d'entre les siens. Un chanoine portait le titre et remplissait l'office de châtelain de Valère ; d'autres étaient vidomnes de Vex, d'Hérens, de Mage, de Nas (Nax), d'Anset (Anchettes) et de Cordona, de Painsec, de Granges et Lens, enfin des territoires de Loèche et au-dessus. Ces fonctions n'avaient d'ordinaire qu'un cours annuel.³ Dans la plupart de ces lieux, le Chapitre plaçait un officier subalterne, major ou métral, administrateur bien plus que juge, chargé surtout de la

¹ Les preuves abondent. Citons, p. ex. les faits suivants : Un Salvanin repentant, condamné en 1435 pour hérésie à une pénitence perpétuelle dans l'abbaye de St-Maurice, est grâcié au bout de 7 ans par l'abbé Fomazzi, qui lui permet de rentrer dans son village et d'y jouir de ses biens (Bertrand, Annales Valaisannes V. pp. 157/158). De même, d'après une note obligeamment communiquée par M. Bertrand, en 1474 le frère inquisiteur déclare un certain Guillaume du Pont coupable d'hérésie, ses biens confisqués, et le livre au bras séculier, priant toutefois l'abbé de St-Maurice, son seigneur et son juge criminel, de lui faire grâce de la vie. En 1658 encore (même source), l'abbé adoucît, en considération de leur repentir, la sentence prononcée par son châtelain Etienne Kalbermatter contre Marguerite Cretaz et son fils Christophe, et les fait décapiter avant de les livrer au feu.

² R. 9/21 déc., de Courten V, p. 446.

³ Cf. Gremaud V. Intr. p. XXXV ; v. Berchem, p. 75, avec les renvois aux sources ; Imesch, Blätter VI, p. 19, d'après lequel il n'y aurait plus, au commencement du XVI^e siècle, que les trois vidomnats de Vex, de Nax, et de Cordona d'Ansec. Le vidomne ne se rendrait plus au siège de sa juridiction que le jour du *placidum*, qui aurait lieu chaque trois ans. Le major et le métral le remplaceraient pendant tout le reste du temps.

perception des revenus.¹ Ces fonctionnaires, auxiliaires du vidomme, n'étaient pas systématiquement dépourvus d'attributions judiciaires. Le procès-verbal de l'hommage prêté, le 1er octobre 1307,² par Pierre, major de Suen, pour la métralie d'Hérens, lui reconnaît le droit de recevoir les clames et d'imposer les bans dans la vallée et de confisquer, lorsqu'il arrête un brigand et en fait justice, tous les ustensiles de fer qui se trouveront dans sa maison.

Les criminels laïques qui relevaient de la juridiction des chanoines étaient enfermés dans les prisons de Valère. Le Chapitre avait le droit de prononcer contre eux la peine capitale et de faire exécuter la sentence par ses propres gens.³

Mais la reconnaissance de ses privilèges de souveraineté ne s'établit pas sans provoquer d'âpres conflits avec les citoyens et les évêques de Sion. Dans le XIV^e siècle, il eut à recevoir des assauts dont voici le souvenir : En 1339, il dut déployer force et finesse pour faire admettre, par les citoyens de Sion, son droit de faire conduire et reconduire sans obstacle, à travers la ville et le ban, les prisonniers arrêtés par l'un de ses membres ou de ses envoyés, en raison de méfaits commis sur ses terres, même s'il s'agissait d'un citoyen sédunois.⁴

Vers la fin de l'année 1345, un conflit plus grave, et qui mettait en question son pouvoir même dans le château de Valère,

¹ Cet officier jurait sur l'évangile d'accomplir consciencieusement ses devoirs et de rendre chaque année (à l'origine, deux fois par an, dans le plaid général, cf. en 1307, Gremaud III/1254), un compte exact. Cf. 9 août 1348, la nomination, pour quatre ans, du métral Nicolas Ganter, clerc, *ibid.* IV/1941.

² *Loc. cit.* — Cf. 31 août 1312, Gremaud III/1351 : la métralie de Naters est remise par Jean Rodier, donzel, qui l'avait tenue en fief jusqu'alors, au chapitre de Sion. Voici qui nous donne une idée de la mesure de ses compétences : Pierre percevait pour cette métralie le tiers des bans, 60 sols des fréveries, avec les clames simples, sous réserve de modération de la part du Chapitre.

³ v. Berchem, *loc. cit.* Les statuts de 1475, art. 12, *in fine*, en donnent une confirmation catégorique.

⁴ A cette condition, pourtant, que le criminel eût été arrêté par le Chapitre dans sa juridiction, ou qu'on lui eût fait extradition convenable du criminel réfugié hors de sa juridiction. (1^{er} avril 1339, Gremaud IV/1476). Le même accord règle qu'il appartient au Chapitre d'assurer la garde de la *porta conventus* (pratiquée dans le rempart qui fermait la vallée entre Valère et Tourbillon) que les citoyens lui avaient enlevée l'année précédente. Mais on ajoute que les citoyens eux-mêmes, s'il arrivait qu'un méfait fût commis dans la ville ou le ban, et qu'il y eût lieu de craindre la fuite du coupable, devaient surveiller la porte pour empêcher la fuite, ou sinon jusqu'à ce que le Chapitre eût été appelé à exercer la surveillance.

fut soulevé par l'évêque,¹ à l'occasion de voies de fait exercées à l'intérieur du château sur la personne d'un charpentier.² Les chanoines ont exposé dans un mémoire les points en litige et l'affirmation de leurs droits : L'opinion commune, et la voix publique et notoire dans la ville de Sion et le pays du Valais, reconnaissent que le *dominium* dans le château de Valère, et que l'omnimode juridiction de la pleine et mixte souveraineté séculière y appartient en totalité au Chapitre, à l'exclusion des évêques de Sion. Par lui-même ou ses châtelains, le Chapitre seul possède l'exercice de cette juridiction, et la posséda pendant si longtemps que le souvenir du contraire ne se retrouve pas. Il disposa, pacifiquement jusqu'à présent, du droit de corriger et de punir les clercs et les serviteurs de l'église de Sion ou de Valère, pour les fautes et les crimes commis dans le château de Valère ou dans l'église et le cloître de la cathédrale inférieure de Sion. Il tient et tint jusqu'ici des prisons publiques dans le château de Valère, où l'on a coutume d'enfermer, sur mandat du Chapitre lui-même ou de ses représentants, les laïcs coupables de quelque délit dans le château ou dans l'une des terres de la juridiction. Il a enfin véritablement été observé que les gens qui vivent à l'intérieur du château et ceux qui s'y réfugient, de même que leurs biens s'y trouvant, ne peuvent être pris, arrêtés, saisis, emmenés ou emportés sans l'autorisation concordante du Chapitre, et de l'évêque ou du seigneur particulier à chacune de ces personnes.³ — Toutes les propositions des chanoines ont été abondamment confirmées par une foule de témoins, qu'on fit entendre du 11 au 25 juillet 1346.⁴

¹ Un premier conflit avait éclaté déjà en 1343, peu de temps après l'arrivée de l'évêque Guichard à Sion, pendant lequel il avait menacé les chanoines de mettre un châtelain à Valère, v. Berchem, pp. 78/79.

² Dit van Berchem, p. 79, qui poursuit : En communiquant à l'évêque, — auquel appartenait la punition des clercs compromis dans cette affaire. — l'information faite par le chanoine Guillaume de Clarens, châtelain de Valère, le Chapitre réserva sa juridiction sur les coupables laïques, et, d'une manière générale, ses droits de justice à Valère ainsi que l'immunité du château. Avant de consentir à ces réserves, l'évêque Guichard voulut être mieux informé ; il confia à trois chanoines l'examen de toutes les questions sur lesquelles il pouvait y avoir désaccord entre lui et le Chapitre, et promit de se conformer à leur décision. Une enquête détaillée sur les droits de justice du Chapitre, et en particulier sur les privilèges de Valère, confirma la plupart des prétentions des chanoines.

³ Art. 1, 2, 3, 4, 7.

⁴ Écoutons ces témoins : L'un a vu, par exemple, que le bâtard de Nax et son complice ont été publiquement incarcérés à Valère et condamnés à être pendus, et qu'ils ont été conduits aux fourches et exécutés par les valets du

Confondu sur ce point, l'évêque en chercha un autre qu'il pût troubler, et voulut prétendre à l'inquisition, à la correction et à la punition des crimes sur les terres d'Anchettes Alamant, dans la contrée de Sierre.¹ Comme il se refusait indûment à entendre les protestations des chanoines, ceux-ci furent contraints de faire appel au siège apostolique, et le Pape chargea l'abbé de

Chapitre. Plusieurs ont vu ces mêmes familiers mettre au bûcher, près de Vex, des femmes qu'ils avaient arrachées aux cachots de Valère. Guillaume d'Ayent, chancelier de Sion, a constaté aussi que plusieurs personnes y ont été jetées, pour ne parler que de ce grand voleur auquel Guillaume Dallyet, alors châtelain de Valère, avait dit avec bonté : Camarade, mon ami, *socii*, qu'as-tu fait ? — ce qui suscita parmi ses pairs, *socii*, outrés qu'il eût appelé camarade un voleur, la plus belle agitation ou *trufa*. Maître Guillaume de Loèche, lui aussi, n'avait-il pas entendu son père raconter que des gens avaient été si longtemps enfermés à Valère que, mû par la pitié, il appela son serviteur pour lui faire secouer la vermine de leurs vêtements ? Un autre témoin n'a-t-il pas vu que le seigneur Chantre Thomas et d'autres chanoines corrigeaient des serviteurs qui se conduisaient mal à l'église, et que le Chantre en avait jeté à la porte le seigneur Guillaume de Bodème, qui se refusait à porter la croix à la procession ? Quant au droit d'asile que les chanoines offraient aux criminels dans l'enceinte de Valère, et à l'immunité absolue, quasi miraculeuse, dont jouissait jusqu'à la dernière pierre de ce sol sacré, d'innombrables témoins l'affirment avec une force unanime : Et Jorinus de Morelly, inculpé de vol ; et le clerc Rigotellus poursuivi pour viol ; et Jo. du Blanchier, qui avait rompu la prison du vidomne de Sion ; et le prêtre Walther de Lavota échappant aux couteaux des gens de l'évêque Aymon de Châtillon qui voulaient le tuer, tous trouvèrent un sûr refuge derrière les portes de Valère. Quelqu'un ne put-il même pas jurer l'authenticité de ce fait, que l'évêque Aymon, se rendant personnellement à Valère pour y poursuivre le père de Jorius Syunet (qui n'osait demeurer à Sion à cause d'une offense qui lui était imputée), que l'évêque lui-même ne vut entrer, parce que le fugitif avait fermé la porte devant lui, jusqu'à ce que le seigneur Chantre eût ordonné qu'il lui fût ouvert ? — L'infrangible faisceau de ces dépositions est enfin scellé par l'aveu du noble Gérold de Greysier qui, ayant exercé la juridiction pendant plus de 9 ans à titre de bailli et de major, ne s'est jamais occupé (pas plus que personne d'ailleurs) d'une action commise à Valère, parce qu'il avait toujours entendu que l'omnimode juridiction y était affaire du Chapitre. Bien plus, il lui était arrivé de poursuivre, étant major, pour des délits commis dans le ban du seigneur évêque, des malfaiteurs qui couraient vers Valère ; mais, sitôt qu'ils y atteignaient, il s'en retournait et les laissait échapper. (Voir le détail de l'enquête, Gremaud IV/1911).

¹ Voir Gremaud V/1978, Avignon, 20 janvier 1351. Le mémoire des chanoines au pape Clément VI d'Avignon, rappelle qu'ils ont été, de temps immémorial, en possession pacifique, ou à peu près, des droits de juridiction sur Anchettes. Cependant, continue leur plainte, leur vénérable frère Guichard, évêque de Sion, ayant fait arrêter et garder en prison un laïc y habitant, Henri de Molendino, accusé d'y avoir proféré des paroles injurieuses à son égard, il se flattait d'ouvrir une enquête à cet égard, en dépit de leurs revendications.

Théla de trancher, dans un sens que j'ignore d'ailleurs, ce conflit de juridiction.¹

Je n'ai pas connaissance que le Chapitre ait été plus tard sérieusement combattu dans l'exercice régulier de sa souveraineté temporelle, et qu'il ait dû requérir, en cour pontificale ou ailleurs, de ces sortes d'interdits possessoires à fin politique.

Les V Dizains Supérieurs.

On sait qu'après l'assassinat de Guichard Tavelli, les patriotes chassèrent du Valais les puissants seigneurs Antoine et Jean de La Tour. Ceux-ci, pour éviter la confiscation, se hâtèrent de vendre au comte de Savoie le château de Châtillon ou Gesteln, la vallée de Lœtschen, le vidomnat de Conthey et leurs autres possessions valaisannes, pour le prix de 50.000 florins.² De Turin, le 9 juillet 1376,³ le comte Amédée revendit à l'évêque de Sion Edouard de Savoie, le château de Châtillon et la vallée de Lœtschen pour 40.000 florins d'or, et tous les domaines des La Tour entre la Raspille et la Morge de Conthey, pour 6.000 florins. A Lœtschen, l'évêque installa un major, et un châtelain à Châtillon.⁴

Dès cette époque, la possession des seigneuries de La Tour devint un sujet de dissensions entre le peuple et son seigneur, le premier prétendant les avoir conquises au prix de son sang, et le second acquises de ses deniers. Enfin, après la guerre de Rarogne, qui avait vu le triomphe définitif des Paysans sur les grands féodaux et les rendait, en fait, les arbitres du pays, les V dizains supérieurs exigèrent de l'évêque André de Gualdo, le 6 avril 1426, « les 2/3 des revenus de cette riche succession, avec le droit d'envoyer à tour chaque année un châtelain pour gouverner Châtillon et la vallée de Lœtsch. Le prélat ne savait plus rien refuser. Il avait d'ailleurs toujours l'empire des circons-

¹ Cf. ce qu'en dit v. Berchem, p. 136. Le procès se poursuivit durant les années 1350 à 1352. L'accusé, au dire du Chapitre, n'avait pu trouver d'avocat, à cause de la crainte qu'inspirait la sévérité du gouvernement de l'évêque, et il avait inutilement demandé qu'on lui en désignât un d'office.

² St-Maurice, 8 août 1376, Gremaud VI/2214. — La vente a été faite avant le 9 juillet, date de la rétrocession à l'évêque Edouard, mais l'acte officiel n'aura été expédié que le 8 août.

³ Gremaud VI/2212.

⁴ Voir la révocation du major Jean Fabri, en 1378, et la même année, la nomination du châtelain Perrod de Bastida, *ibid.* VI/2280 et 2281.

tances pour excuse. Cherchant sa tranquillité, il l'achetait à tout prix.¹ Il l'acheta à ce prix.

Les dizains du haut ne cessèrent pas, dès lors, de proclamer leur absolue souveraineté sur ces domaines, et d'y régner en maîtres.² Plusieurs fois leurs populations « avaient élevé la voix contre la dure servitude que faisait peser sur elles la main de leurs frères émancipés ; souvent elles avaient réclamé l'égalité des droits ; des contestations violentes avaient suivi ces démarches sans amener aucun résultat, et les parties durent paraître en présence de l'évêque et des députés de Sion et de Sierre (19 novembre 1531). Les habitants de Lœtsch et de Châtillon y furent encore proclamés sujets tels qu'ils l'avaient été de leurs anciens seigneurs ; il fut déclaré que les cinq dizains y avaient l'omnimode juridiction, et qu'ils étaient maîtres de l'exercer comme ils l'entendraient ».³ Après la guerre des Sonnaillies et l'équipée nocturne sur la vallée de Viège,⁴ en tête de laquelle marchaient les gens⁵ de Lœtschen et de Châtillon, les V dizains rivèrent leurs chaînes avec une nouvelle rudesse. Il ne faut pourtant point dire, comme on l'a fait longtemps, et comme le donne à croire l'alliance de Viège,⁶ que l'expédition de 1550 fut une guerre de libération déclenchée par eux. S'il est vrai, pense Grenat, que les sujets saisirent avec empressement⁷ l'occasion qui semblait s'offrir de secouer un joug devenu intolérable,⁸ ce ne fut pourtant pas la vallée de Lietsch qui se trouva le mobile ni la tête dirigeante de la folle entreprise ; elle n'en fut que la

¹ Boccard, p. 120.

² Cf. Brigue, 22 déc. 1517, Imesch, N° 115, 1, et, plus tard, lors du conflit pour le pouvoir temporel, les protestations des articles de 1613, ad 15. (de Courten III/429).

³ Boccard, p. 179.

⁴ 12 janvier 1550, cf. Chapitre : Sedition.

⁵ « Gar eine grosse Zall », disent les Abscheids, cf. Blätter IV, pp. 322 et 340.

⁶ Blätter, p. 340. — En réalité, les auteurs de la révolte furent des gens de Loèche et de Sierre.

⁷ En vain, dit le Prof. Imesch, (dans la bonne étude qu'il consacre au « Trinkeltierkrieg », et où nous puiserons plus d'une fois avec bonheur), en vain le châtelain de Niedergesteln, Paul Triebmann, avertit les sujets de Lœtschen et de Châtillon de ne point se mêler des affaires de leurs supérieurs : « Do ist Hanns Wildiner, Venner von Gesteln, mit sinem gwert fürher gsprungen unnd uff gmeltem kastlann trungen unnd zu im gsprochen, du hest mir nuit zu verbyetten und gschruwen wyr wellen zum gmeinen poppel gan Visp uff uff hin ». (R. 26 juillet 1550, Blätter IV, p. 322).

⁸ Grenat, p. 45.

comparse aveugle : les secrets émeutiers avaient profité du grave mécontentement de cette population pour la jeter dans une aventure dont on la fit passer pour l'auteur.¹

Le mouvement insurrectionnel de quelques meneurs ayant échoué misérablement, on fit donc retomber sur tous les sujets la faute et les conséquences de cette rustique journée des dupes. Le 13 février, les V dizains supérieurs, auxquels s'adjoignit la députation de la bourgeoisie de Sion, se réunirent à Brigerbad, puis à l'hôtel de ville, à Sion, le 9 mars, afin de s'occuper des mesures à prendre pour prévenir tout autre danger de révolte. Le 28 mars enfin, vendredi avant les Rameaux, les députés de Conches, Brigue, Viège, Rarogne et Loèche se rencontrèrent à Viège avec ceux de Sion pour convenir des articles d'une alliance spéciale.² On rappela d'abord comment les seigneurs de La Tour avaient été chassés par les ancêtres, Loetschen, Gestelen, Eischoll, Benken et Steg conquis, et comment les habitants, « als gewunnen lütt » avaient prêté le serment de fidélité et l'avaient renouvelé à chaque mutation de châtelain ; on releva que, malgré leur serment, ils ne s'étaient pas moins, oublieux de leur devoir, jetant des paroles de défi, et munis de sonnailles, de plumes de coq, de branches de sapin et d'un autre appareil guerrier, levés en nombre contre leurs Seigneurs et Supérieurs, et sous une forme si dangereuse, si grossière, si mortelle, si séditieuse, qu'on aurait pu penser qu'ils cherchaient à se détacher violemment de la sujétion, tout de même que s'ils avaient été des ennemis déclarés.³ Pour se prémunir, les députés signèrent donc un pacte de garantie dont les articles,⁴ susceptibles d'être adoucis ou aggravés par les communes, fixent le statut politique destiné aux sujets.

Les V dizains doivent, comme par le passé, tenir les gens de

¹ Grenat, p. 44.

² Cf. de Courten II, pp. 35 ss. *passim* ; Grenat, p. 50 ; Blätter IV, pp. 336 ss.

³ « ...unangesehen weder den fordren noch die nachgethanen Eydt, also vergessener pflicht, mit trinkelstierren, hannenfedern, thanesten, tratzlichen worten und andrer kriegsrystung iro gar eine grosse Zall wider ihr Herrn und Obren, in so geferlicher, grusamer, todlicher, uffrierischer gestalt erzeigt, dass mann hette mögen gryffen, sy werent gesinnet vom bandt der Eygenschaft sich gwaltiglichen zu erreten und lösen, glich als weren sy abgesagte findt gsyn », Blätter, p. 340.

⁴ Au nombre de 17 (ibid. pp. 340/343), dont Grenat, p. 50, a dit que c'était « le vautour s'acharnant à sa proie », et qu'ils « privaient ces montagnards de toute ressource et les assimilaient aux parias de l'Inde ».

Gestelen, Eischoll, Steg, Benken¹ et Lætschen dans les liens d'une dépendance éternelle et les dominer éternellement, « under dem bandt der ewigen eigenschaft halten und sy ewengcklich beherrschen ». ² Pas plus qu'auparavant, ils ne pourront jamais siéger en Diète, ³ aucun Abscheid ne leur sera communiqué ni ne sera lu publiquement en leur église, mais ils se rendront à Rarogne s'ils désirent les entendre. ⁴ On leur donnera, bisannuellement, un châtelain auquel ils jureront fidélité ; ⁵ à Gestelen, le châtelain choisira seul ses jurés et les assermentera. ⁶ On leur promet que la justice et le droit leur seront bien administrés, selon le Landrecht, ⁷ et qu'ils ne seront assignés devant aucun prince et seigneur, mais devant leur juge naturel. De même, nul d'entre eux ne pourra citer un ressortissant des V dizains ailleurs qu'au tribunal ordinaire de son domicile. ⁸ Le châtelain des V dizains est tenu d'ériger, après la Ste. Catherine, une potence sur le rocher où se trouve le château (« Schlossfelsen ») et d'y placer leurs armoiries, puis encore de dresser le tronc et le carcan à Gestillen, dans le village même. ⁹ Il y appliquera la justice à tous les malfaiteurs. Le major de Lætschen, de son côté, arrêtera tous ceux qui se trouveront dans sa juridiction et les conduira dans la vallée, jusqu'au « rother graben », pour les présenter et les remettre au châtelain de Gestillen. ¹⁰

¹ Au cas où les hommes de Steg et Benken ne pourraient, jusqu'à Pente-côte prochaine, exhiber d'autres titres que ceux déjà produits, les V dizains y auront toute souveraineté, et le châtelain de Steg et de Benken devra prêter serment à celui de Châtillon, et lui communiquer toutes les grosses amendes, art. 4. — En diète du 11/24 déc. 1617 (de Courten III/596), les mandataires de la commune de Zum Steg sont de nouveau entendus, et le châtelain rapporte le recès de 1550. Les parties sont renvoyées au prononcé de Messieurs des V dizains, qui ne remettront à personne autre leur juridiction, mais l'exerceront eux-mêmes... d'autant qu'ils sont aussi loyaux et enclins à protéger chacun dans ce qui lui appartient. Les deux autres dizains ont dit n'avoir pas instruction de connaître en ce qui concerne les V dizains supérieurs, leur haute seigneurie et juridiction... ; qu'ils se permettent seulement de les prier de vouloir en user gracieusement envers ceux de Steg, ce dont ils ne doutent pas.

² Art. 1.

³ Art. 7.

⁴ Art. 6.

⁵ Art. 1.

⁶ Art. 2.

⁷ Art. 10.

⁸ Art. 11.

⁹ Art. 12.

¹⁰ Art. 17, d'après le recès conservé aux archives de Viège, A. 25. — Cf. Blätter, p. 343.

Ces dispositions brossées à grands traits donnent l'esquisse exacte de ce que sera le régime juridictionnel de Leetschen et Châtillon, jusqu'en 1791, où leur fut vendue un si grand prix leur indépendance.

En Général.

1. En général, et pour résumer une doctrine de la juridiction convenable à tous les archipels des possessions seigneuriales, on continua à décréter valide le principe de la suzeraineté foncière. Il est clairement répété tout le long des siècles, au hasard des quelques textes que j'eus la fortune de ne pas manquer.

Les statuts sur la sorcellerie, en 1428, reconnaissent la juridiction locale des nobles,¹ et les Articles de Naters (1446) s'appliquant à définir la compétence du juge naturel, pour l'ensemble du pays, réservent avec la dernière netteté l'exception du for ordinaire en faveur de tous les seigneurs ayant le *dominium* sur leurs fiefs et sur leurs feudataires, liges et plans.² La règle est d'ailleurs si profondément enkystée dans les mœurs judiciaires, qu'on estime superflu de la formuler dans les statuts ultérieurs. La Diète se contente de permettre exceptionnellement d'y déroger : en 1540, par exemple, dans les territoires passagèrement assujettis de Monthey, d'Évian et du Val des Alpes, elle autorise le Gouverneur à arrêter les malfaiteurs dans les juridictions seigneuriales, lorsque le seigneur (« Edelmann ») ne les punit pas.³ Vers la fin du XVI^e siècle, l'idée de l'unité nationale ayant fortement progressé en Valais, le particularisme devait susciter des difficultés pratiques, et rendre nécessaires quelques précisions légales, que nous rapportent les Additions de 1598. L'article 2 ordonne qu'il faut obéir au Magnifique Seigneur Bailli et à ses familiers : « Davantage, dit notre traduction, à cause de certaines juridictions particulières, comme pourroit estre Anniviez, Ayent, Hérens et aultres semblables, qui ne voudront obéir à Monsieur le Ballif ny à ses officiers ou familiers, si quelcun d'iceux faict résistance et n'obéissant pas,

¹ L'art. 1 dispose : *et consimiliter fiat de hominibus nobilium habentium dominium et jurisdictionem in locis predictis*. Heusler, p. 146. Cf. art. 5.

² Art. 6 : *...exceptis omnibus dominis dominium habentibus pro ipsorum feudis et hominibus feudalibus ligiis et planis*. — Cf. St. IX, les *judices quarumcumque jurisdictionum*.

³ 20 octobre, Heusler, N° 112.

ne seront tenuz ny ledit Ballif ny ses familiers lui faire justice. Car celuy qui par quelque façon que ce soit, (*morositate quadam*), se voudroit tirer du jugement du Seigneur Ballif, du mesme se distraict du Conseil général du pays ». Plus loin,¹ la loi résout le problème de l'attribution des grands bans en faveur du Révérendissime. Les juges locaux peuvent en revendiquer leur part de trois livres. Mais, précise-t-on, on ne veut point parler des droits intangibles qui appartiennent à des seigneurs particuliers, tels ceux du vidomnat de Châtillon, de la vallée de Lietsch supérieure,² de la vallée de Viège, de Ganther,³ du Simplon, d'Agarn, et de tous ceux disposant de quelque souveraineté.⁴ Leurs territoires constituent de véritables districts francs. C'est ainsi que les dizains protestaient violemment, en 1622,⁵ parce que Hildebrand Jost voulait prétendre aux confiscations des biens des suppliciés et charger son fiscal de mettre le ban sur ceux des fugitifs, dans les juridictions criminelles libres, ayant leurs propres poteaux et potences, où ni lui ni ses prédécesseurs n'avaient jamais eu à percevoir quoi que ce fût. En un mot, la perennité du morcellement légitime de la juridiction est bien attestée jusqu'aux derniers jours du XVIII^e siècle, puisque, écrivant son commentaire des Statuts vers 1780, le zélé magistrat de Torrenté pouvait y noter : Les juges ordinaires sont, en Valais, les grands-châtelains, les majors élus par la réunion plénière de chaque dizain, les gouverneurs et les

¹ Art. LXI. — Certains souverains locaux, la commune de Zermatt, p. ex. admettaient un appel de la sentence de leur major, ici au châtelain de Viège ou au dizain, ou à d'autres dizains ; mais le nouveau jugement devait être représenté au major (art. II). — Sur les tribunaux libres, voir une déclaration du député de Matt (Zermatt) à la diète du 9/22 août 1609, (de Courten III/340).

² C'est la *Vallis Illiacae superior*, qu'il ne faut pas confondre avec la vallée d'Illiez, comme fit la traduction française des archives cantonales, de vers 1600, qui ne craint pas de rendre : *ut vice-dominatus Castellionum, Illiacum superioris Vallesiae*, par les mots : « les vices-seigneurs de Illiez dessus ».

³ L'on sait comme les communiens de Ganther (république de 60 à 80 âmes), tenaient à leurs privilèges et se montraient jaloux de leur souveraineté. Lors de l'affaire du bourreau, en 1620, le conseil et la commune, prenant fait et cause pour leur major Antoine Stockalper, déclarent : Nous lui avons ordonné l'exécution dont il s'agit pour maintenir nos franchises, et nous lui défendons de paraître devant le tribunal des citoyens de Sion, ne reconnaissant d'autre juge compétent que la Diète, lui promettant en cas de besoin secours et protection, et protestant solennellement en faveur de nos franchises. (Cf. Annales Valaisannes V, p. 190, note 116).

⁴ Cf. la confirmation de Schillig, en 1721, cap. 48, p. 186.

⁵ Griefs de Courten, *loc. cit.*

juges constitués par le souverain Etat, puis enfin les seigneurs des juridictions particulières.¹

2. Pour l'étranger domicilié hors de la patrie, je ne crois guère à l'existence, chez nous, d'un tribunal spécial, d'un « Gastgericht »,² ni à l'application régulière d'un droit particulier. Les textes communaux mettaient en tous points l'indigène et l'étranger sur le même pied, et se contentaient en général, comme à Zermatt (1540 et 1621) d'inclure la règle que le major devait administrer bonne et prompte justice au riche et au pauvre, au pupille, à la veuve et à l'orphelin, à l'habitant et au passant, *incolis sive alienis quibuscunque justicie indigentibus*.³ Les statuts de Rarogne (1548) précisaient que le juge devait jurer de rendre justice et de châtier l'injustice également à tous, « fremden und heimschen gleicher form » ;⁴ qu'aussi les « fremdt lytt » se présentaient, et fort souvent, au jour de justice ordinaire,⁵ et que le major ou châtelain devait leur prononcer le droit, à eux d'abord, et continuer ensuite par les juridictionnaires habituels. Pour l'essentiel de ce droit même, Rarogne le définit comme le droit national valaisan, et sa coutume veut que l'auteur de tout dommage, de toute dispute, paroissien ou étranger (« sy werint von der kilchery, oder fremdbdlig »), s'il n'avait pas de quoi réparer le tort causé à quiconque, patriote ou autre, (« dheinen kilchgnossen, landlütten oder andren »), devait être puni « nach landrecht und kürtzreten des rechten ».⁶ Les statuts nationaux,⁷ à la vérité, concèdent à l'étranger quelque forme exceptionnelle de procédure accélérée dans les affaires civiles ordinaires, mais ils le soumettent au régime juridique commun dans toutes les causes où s'impose la reconnaissance du for valaisan, (soit le *forum loci rei sitae*, soit le *forum loci delicti commissi*), c'est-à-dire dans les causes immobilières et dans les causes pénales: Que si l'action emportait et l'honneur et la peine corporelle, alors, qu'il soit tenu aux habitudes du pays, décrète la loi, *tunc stabit ritibus patrie*. Quant aux marchands étrangers qui ont coutume de négocier assidûment dans le pays, ajoutet-on en 1571, même s'ils n'avaient aucun domicile propre, la

¹ de Torrenté, p. 2, IV.

² Voir Fehr, p. 151.

³ Art. 1.

⁴ Art. 1.

⁵ Art. 8 : « an unsrem ordenlichen gerichtstag zu Raren ».

⁶ Art. 42.

⁷ LRC, 47 ; St. X.

justice ne doit pas leur être rendue d'autre façon qu'aux patriotes, *non aliter quam patriotis iustitia fiat*.

3. Evoquons encore fugitivement la juridiction extraordinaire des officiers nationaux sur leurs troupes, au service étranger, et, dans le pays, en haut et en bas de la Morge, celle du colonel, investi de l'autorité de convoquer les conseils de guerre sans l'Evêque et le Grand Bailli, et de juger, en affaire *militaire* ou guerrière, sans appel ni grâce, sur les personnes et les biens.¹

IV. JURIDICTION ECCLÉSIASTIQUE.

Disons enfin brièvement, pour pousser le tableau à sa mesure exacte, que le Valais ne faillit pas à la règle médiévale consacrant la juridiction des évêques, et que le diocèse de Sion eut, ainsi que les autres, sa cour de chrétienté, ses jurés et son official.² Les compétences de ce tribunal ont été très variables, et les plus étendues vers le XIII^e siècle, à l'époque de plénitude de la puissance épiscopale, à laquelle nos sources ne remontent pas. Elles n'étaient alors qu'à peine inférieures à celles des juridictions laïques, et se fondaient sur ces deux socles : la qualité du délinquant, et celle du délit. Il est superflu de rappeler que, depuis Charlemagne, en vertu de leur bénéfice de clergie,³ tous les tonsurés, et plus tard les croisés et les écoliers, étaient soustraits à la juridiction séculière, et justiciables des cours d'officialité ; on sait aussi bien que ces cours revendiquèrent le droit de répression de tous les délits d'abord purement ecclésiastiques,

¹ 1627. Réponse des Députés aux articles de l'Evêque, de Courten IV/200.

² Presque toujours gradué en droit, comme ce Jean Grand, *doctor in utroque jure*, qui présidait en 1511. Imesch, N° 67, et Blätter VI, p. 38.

³ Cf. Franchises Loèche, en 1338, art. 18. Les statuts de 1475, art. 22. sont beaucoup plus explicites : *Aliae sunt causae et instanciae quae fiunt inter clericum gaudentem privilegio clericali ex una et laycum ex altera... Et hoc habet privilegium clericale ex iure communi quod clericus coram iudice ecclesiastico potest convenire et per censuras ecclesiasticas per excommunicationem videlicet pro quacumque sua petitione vel actione potest arctare. Quoniam iudicium seculare prorogare aut eidem se submittere non potest (eciam si velit) in criminali sub poena perdicionis beneficii sui, et in causa civili sub poena perdicionis causae. Et laici clericos compellere volentes ut coram se iuri pareant, velut sacrilegii sunt anathemixandi usque ad satisfactionem... Hic excipitur quod si clericus tenet feudum alicuius domini temporalis quod ratione feudi coram eo iuri parere debet, alius feudum perderet.*

(les *spiritualia* : hérésie, sacrilège, etc.), puis des délits ordinaires pouvant être considérés comme des péchés, comme des attentats aux lois de l'Eglise, la sodomie, l'adultère, l'inceste, etc., les *delicta mixti fori* en un mot, qui relevaient des deux juridictions à la fois et dont, en bonne doctrine, on admettait que le premier tribunal saisi demeurait compétent, que la prévention légitimait la propriété du for.¹ En Valais cependant, où le prince cumulait la toute-puissance spirituelle et temporelle, on a donné aux tribunaux d'Eglise un développement extraordinaire, et confondu à leur banc toutes les notions de la justice religieuse et de la justice criminelle ; les lois dictées par les patriotes aux évêques, pendant le XV^e siècle, leur faisaient l'obligation de laisser dans leur capitale seule, *in civitate Sedunensi duntaxat et non alibi*, le siège de la cour d'officialité, comme le voulait l'ancienne coutume,² et d'exercer l'une et l'autre juridiction séparément, *spiritualem seorsum et temporalem quoque separatim a spirituali*,³ et le coutumier de Valère (1^{re} moitié du XV^e s.) devait interdire au Synode, réunion ecclésiastique, de poursuivre et de punir les crimes.⁴ Les statuts de 1475 déclarent d'ailleurs, après les avoir spécifiquement désignés comme juges ordinaires *in spiritualibus*, le vicaire épiscopal et l'official de Sion qualifiés pour entendre aussi toutes les causes séculières.⁵ La plupart des textes ultérieurs se contentent de souligner d'un trait déférent la valeur de l'institution de l'official.⁶

Quant aux degrés de la juridiction ecclésiastique, Supersaxo les marquait ainsi : Sont juges ordinaires de l'évêque, son vi-

¹ Frœhlichsburg a donné sur les relations entre les deux pouvoirs, sur la prévention, sur les *delicta mixti fori*, une doctrine assez étendue, I/I, Tit. 12 et 13.

² LGV, 1435, art. 11. — Cf. WWG, art. V : *Item quod aliquod sigillum domini episcopi vel officialis sui seu decani non sit in aliqua villa terre Valesii nec aliquis juratus curie qui potestatem habeat citandi viva voce nisi in civitate Sedunensi*.

³ Cap. 1487, art. 1. — On se rappelle aussi la manière tranchante avec laquelle les AN avaient interdit toute ingérence des tribunaux ecclésiastiques dans les affaires temporelles. (1446).

⁴ *Debent expedire ea que ibi sunt expedienda, utpote de causis matrimonialibus, de causis decimarum et aliis causis ad spiritualitatem spectantibus, et non debent aliqua peccunia punire, specialiter de causis oculitis inquirere non debent et multominus punire*. WWG, art. XIII. Heusler, p. 154.

⁵ SS, art. 8. — Art. 9 : *Vicarius episcopi... eam habet potestatem iudicandi et iusticiam ministrandi quam Episcopus tam in spiritualibus quam in temporalibus*. — Art. 10 : *Officialis sedunensis... pariformiter ut vicarius audire et cognoscere de singulis causis tam ecclesiasticis quam secularibus...*

⁶ Cf. LSSZ, I. — AN, I. — LRC, I. — St., I. — Add, LXV.

caire et son official ; dans les causes mineures, et dans celles que leur confère la disposition du droit, tranchent deux tribunaux : ceux des chanoines de Sion et de Valère, qui sont les subalternes du vicaire et de l'official.¹ Des sentences du vicaire, on appelle à l'évêque métropolitain ou au Souverain Pontife.² Plus tard, on tira l'appel des causes spirituelles à la Sacrée Nonciature, et de là à la cour de Rome.³

Les principes et la marche de la procédure au for religieux étaient les suivants :⁴ L'ordinaire du diocèse d'abord, puis l'inquisiteur auquel était adjoint un vicaire ou commissaire choisi par l'évêque, ordonne l'enquête, dirige le procès, et prononce la culpabilité. L'évêque Walther Supersaxo le proclamera à la Diète, le 6 février 1482 : *Quod fecimus fecimus hoc ideo quod iura ita volunt ut de hereticis usque ad ultimum supplicium exclusive omni modo iuridictio pertineat ad Ecclesiam.*⁵ La culpabilité déclarée, l'inquisiteur apostolique ne portait pas la sentence, ne prononçait ni peine de mort ni aucune peine corporelle, l'Eglise ayant toujours affirmé son horreur du sang,⁶ ou, comme disaient les franchises de Sion en 1338, le seigneur évêque ou tout autre ecclésiastique ne devant pas incliner à prononcer la peine de sang ni la vengeance contre quelqu'un, *cum non intendat nec intendere debeat ad penam sanguinis alicui irrogandam seu ad vindictam.*⁷ Il dégradait le coupable et l'abandonnait au bras séculier.⁸ Il faisait, en revanche, un usage

¹ SS, art. 8.

² SS, art. 9.

³ Dit Schiner, p. 70.

⁴ Cf. Bertrand, Annales Valaisannes V, Nos 2/3, pp. 155 ss.

⁵ Mais il ajoute qu'il serait ravi d'être libéré du fardeau de l'inquisition : *Valde enim contenti essemus si jure ab onere hujus modi inquisitionis liberati essemus, et alii id facerent, quae esset nobis grata et laeta exoneratio*, Annales Valaisannes V, p. 155, note 15.

⁶ Les formules sont connues : *Ecclesia non sitit sanguinem, abhorret a sanguine.*

⁷ Art. 28. On ajoute cependant : *nisi quatenus hoc fieret jure permittente et absque periculo ordinis clericalis*, Gremaud IV, p. 166.

⁸ Voir les exemples donnés par Bertrand, Annales Valaisannes, pp. 157 ss. Ainsi, le 14 octobre 1449, Girard Vallier, chanoine de Sion, Amédée Moterii, curé de Conthey et vicaire du Tr. Rvd. P. en Christ Guillaume de Rarogne, évêque de Sion, et frère Henri Sueti, de l'ordre des Prêcheurs, convainquent d'hérésie et de sortilège Albert de Perassyn, lombard, et sa sœur Berthola, à Nendaz, et les remettent au bras séculier pour être punis et exécutés. Raymond Sostion, docteur en droit, lieutenant du seigneur de Conflans, juge du Chablais pour le comte Louis de Savoie, condamne Perassyn au feu. (Protestation des Contheysans, qui est admise, contre la sentence qu'ils jugent attentatoire à leurs libertés et coutumes. Le zèle excessif dé-

immodéré des peines médicinales : « Il faut savoir, disent les statuts de 1475,¹ que l'Eglise de Sion et les officiers de l'évêque, vicaires, officiels de Sion, et *foranius* de St-Maurice d'Agaune, ont et ont eu de temps immémorial l'usage et la coutume de citer, dans tout le diocèse, en haut et en bas de la Morge,² d'excommunier, d'entendre et de conclure à leurs cours spirituelles, de recourir au bras séculier pour l'exécution de leurs sentences, et d'obliger à l'obéissance par les censures ecclésiastiques. » Elles tombèrent en effet comme plaie, si dru que les protestations des patriotes, répétées pendant des siècles, animent le ciel jusqu'aux sources du Rhône, et que le témoignage s'en accumule dans toutes les archives.

Avec la décadence du pouvoir temporel des évêques de Sion, se produit un renversement fondamental des conceptions représentatives. D'après les manuscrits du chanoine de Rivaz, aux XVI^e et XVII^e siècles ne paraissent plus d'inquisiteurs apostoliques ni de commissaires épiscopaux,³ et les tribunaux des patriotes s'emparent de toutes les causes, au nom de la démocratie. La Diète, qui prétend à faire la loi sur la terre et dans le ciel, et juger les causes capitales (« über das bluot ») sur ecclésiastiques et civils, sans appel, et sans attendre que Sa Grandeur exerce un

ployé par les inquisiteurs souleva l'indignation unanime, et presque une insurrection. Amédée Moterii, auxiliaire de l'inquisiteur Sueti, fut assassiné quelques temps après dans sa cure, par une poignée de Nendards et de Contheysans).

¹ SS, art. 19.

² Cf. note 8, page précédente.

³ Nous voyons pour la dernière fois en 1474 un dominicain entreprendre un procès devant le for mixte. En 1538, c'était un carme, prieur de Gérode, qui remplissait l'office d'inquisiteur dans le diocèse, (d'après les notes de Bocard, acte des archives de Naters, qui prouve que, Aegidius Venetz étant gouverneur en bas de la Morge, on brûla comme sorcières deux femmes de Riddes. — Communiqué par M^f. Bertrand). L'unique et probablement dernier exemple d'un procès de ce genre au XVII^e siècle (dit toujours Bertrand, Annales Valaisannes, p. 161) est relaté par le chroniqueur Berody, qui mentionne l'intervention de trois docteurs en théologie dans le jugement d'une femme de Val d'Illiez, Maurisette Bovard, domiciliée à Monthey. (Elle passait pour une sainte dans tous les environs et même dans les pays voisins ; elle guérissait non seulement les malades ordinaires, mais encore les personnes condamnées par les plus habiles médecins. Obstinée dans sa pratique, elle fut conduite garottée à Sion, où elle déclara avoir souvent parlé à la Sainte Trinité, tantôt à l'une, tantôt à l'autre des Personnes, qu'elle avait enfanté un fils sans avoir eu commerce avec un homme, etc. Elle fut brûlée à Sion, le 14 août 1622, et son mari fut expulsé du pays pour complicité).

droit de grâce,¹ la Diète amende à son gré le dogme de l'immunité des clercs,² et ne se fait point scrupule de les citer à sa barre et de les punir, au mépris des protestations de l'évêché.³ Parfois, il est vrai, elle se montra plus accommodante, et plus soucieuse des ordonnances canoniques.⁴

¹ Recès : 28 février/13 mars 1627, de Courten V/ 54. — L'évêque, dans sa réponse aux griefs des dizains, répondra, en mai de la même année (ibid. p. 89) : Que la Diète juge « über das bluoet » les ecclésiastiques aussi bien que les civils, Nous le nions, car si le cas arrivait pour un civil, l'Evêque a cependant le droit, comme Prince, de faire grâce... Quant à prononcer sentence sur les ecclésiastiques, cela appartient immédiatement au Prélat, selon le droit canonique : si un tel encourt la peine de mort, il doit, après enquêtes, être présenté au Prélat, qui le remet ensuite au bras séculier ; et, avant qu'il soit condamné à mort, il est dégradé par l'Evêque. Est réservé cependant, ici encore, le droit de grâce du Prince et Seigneur.

² Dès 1475, il faut noter que perdait le *privilegium clericale* le clerc qui écrivait (« scribit », servait de greffier) dans une cause de sang, que suit la peine de mort, ou qui commettait un homicide. S'il se marie avec deux femmes, ou avec une veuve ou une femme corrompue, il devient *irregularis* et perd son privilège ; mais si c'est avec une seule femme ou avec une vierge, il le conserve. (SS. art. 22, *in fine*). Frœhlichsburg exclura (Tit. 12. 6) les ecclésiastiques coupables d'assassinat, ceux qui fréquentent pendant toute une année des comédiens publics, bateleurs, arlequins, fous, faiseurs de grimaces, ou qui, après trois sommations, ne les délaissent pas ; ceux qui se sont comportés pendant une année entière en laïcs, ont jeté le froc aux orties et se sont trouvés dans de grands méfaits : ceux-là sont, sans autre sentence, dégradés par le droit canon et déclarés déchus des privilèges et exemptions ecclésiastiques.

³ P. ex. en mai 1637, de Courten IV/507.

⁴ Quand, en 1627. (R. Sion, 13/16 mai, de Courten IV/81), Son Eminence le Nonce apostolique résidant en la Confédération insista pour que l'Etat répondît aux demandes formulées au nom de notre St. Père le pape, et consentit à extraditer à Lucerne l'ex-curé de Sion, Henri Theiler, mis en arrestation pour sa prétendue complicité dans la conjuration d'Antoine Stockalper ; quand il eut représenté que l'accusé, en tant qu'ecclésiastique ayant reçu l'onction, ne devait pas être poursuivi et puni juridiquement par l'autorité civile, mais uniquement par Monseigneur le Légat, sous menace pour l'Etat de s'attirer le châtiment de Dieu et l'indignation de Sa Sainteté, la Diète s'inclina et décida, d'assez mauvaise grâce d'ailleurs : Le respect que notre Etat doit porter à S. S. le pape, à son Légat, aux VII cantons catholiques, et autres, qui ont si souvent sollicité la libération de Theiler, doit l'emporter sur une juste colère, afin de ne point nous rendre ennemis, en des temps si critiques, ceux dont l'amitié nous est nécessaire. Theiler sera donc, après que tous les griefs à son endroit auront été soigneusement consignés, et sous conditions acceptables, envoyé à Mgr. le Légat, dans l'espoir que celui-ci, fidèle à sa promesse écrite, qu'il a depuis verbalement renouvelée à Lucerne, le punira selon son mérite. Cependant, avant que l'extradition n'ait lieu, les députés des VII dizains ont pris ceci en recès, afin que Conseils et Communes selon leur bon plaisir ratifient ou modifient la décision ainsi que les conditions, etc.

DEUXIÈME PARTIE
PARTIE SPÉCIALE
LE DROIT PÉNAL

DEUXIÈME PARTIE

L'ancien droit valaisan, dans la mesure infime où il fut théoricien et posa quelques élémentaires principes pour l'instruction des notaires, a divisé les délits en délits privés, qui lèsent un particulier, (comme le vol, l'injure) et sont punissables sur sa plainte, et en crimes publics, qui méritent peine et vengeance publique, *qui ad vindictam publicam pertinent*, et dans lesquels le premier venu peut se porter accusateur. Toute la doctrine étrangère avait auparavant marqué cette division fondamentale, non sans y introduire l'une ou l'autre variante. On pourrait partager les délits en ordinaires, ayant leur nom et leur peine textuellement préfixés, et en extraordinaires, fleuris en marge de la loi; en notoires et secrets; en légers, graves et atroces, en mesurant cette gradation sur le poids de la peine. Pour Clarus est abominable, atroce, énorme, (comme on veut), le crime dont l'auteur mérite la mort, naturelle ou civile. Pour Haunold, c'est celui qui appelle une peine de mort spéciale, aggravée, comme l'écartèlement ou le feu. Mais ces distinctions académiques n'ont pas grand intérêt pour notre étude, et nous pouvons entreprendre l'examen des délits et des peines sans nous plier davantage à ces discriminations préliminaires.

Avant de nous y engager cependant, rendons-nous au désir d'exposer, sous forme de synthèse, les tendances générales de l'évolution de ces délits et de ces peines, et dégageons les courants qui emportent le droit valaisan antérieur au XIX^e siècle, et leur sens. Formulons donc ces propositions essentielles, dont nos développements apportent la démonstration :

I. *La criminalité, la distinction entre infractions diverses, se multiplie et gagne en complexité.*

Si le droit pénal primitif se circonscrit autour de la grande idée centrale de paix ; si le souci de maintenir la paix continue d'apparaître comme la raison suprême de l'ordre juridique, et si chaque délit peut en somme, comme à l'époque franque, se ramener à l'unique rupture de paix et en figurer une espèce, en fait, l'atteinte générale à la paix se développe en un délit spécial, caractérisé, pourvu de sa propre sanction. De la conception originelle et universelle se dégagent les catégories des infractions particulières, dont le droit détermine toujours mieux les notions et la peine.¹ Au XIII^e siècle, les crimes mentionnés ne sont encore que le vol et le brigandage, la rébellion, la trahison et l'homicide. Il faut y ajouter les crimes d'essence spirituelle (parjure, hérésie, sorcellerie), que l'on ne prend pas toujours soin de différencier les uns des autres, et dont sont généralement accusés les sorciers.²

Le droit, en se perfectionnant, institue des cas nouveaux. Avec le développement de la vie politique, économique et sociale, il devient nécessaire de protéger toujours davantage l'Etat et l'honneur national, la fortune et la foi publiques, la sécurité et les intérêts du citoyen. Si bien qu'à la fin du XVIII^e siècle on a réalisé, à peu près, l'abondante distribution des crimes que nous punissons aujourd'hui.

II. *La pénalité, elle aussi, se ramifie et progresse.*

Le système des amendes et des compositions, la répression fiscale du délit issue de l'ancien « Fehderecht » du droit franc, ayant d'abord reculé et ayant été comprimée en faveur des peines criminelles, l'intervention pénale se dessine toujours plus vigoureuse, plus nuancée et plus utile. On ne se contente plus d'adapter tant bien que mal à tous les délits la mort ou la mutilation,³ on avance en utilisant la prison, le bannissement, les galères, les verges, la marque et le carcan.

Timidement aussi semble se marquer l'orientation nouvelle des idées sur les buts de la peine. On ne punit plus seulement pour punir et pour effrayer, l'on a la révélation déjà distincte

¹ Cf. Fehr : Die fünf Entwicklungslinien des Strafrechtes, b), p. 192.

² Dans le Val d'Anniviers, le terme « heretzo » doit encore aujourd'hui désigner un sorcier.

³ Cf. Fehr, p. 191, a).

des nécessités de protection sociale et d'amendement individuel : d'où la fréquence de la prison et du bannissement d'une part, puis de toutes les peines contre l'honneur, que l'on tient pour leçon salutaire et dont on attend la régénération du coupable.

III. *Le droit pénal tend à se laïciser.*

Il se sépare lentement de la morale et se défait de l'influence théologique, surtout à partir de l'affaiblissement du pouvoir temporel des évêques. La force des notions de péché et d'expiation attachées, jusqu'à s'y confondre, au crime et au châtement, va décroissant. Le délit religieux est censé moins grave et se fait plus rare. Les anciens péchés, l'adultère, l'inceste, l'usure, passent du domaine spirituel dans le droit criminel. Le pouvoir des juges ecclésiastiques se résorbe, l'official est dessaisi de tous les crimes publics en faveur du tribunal séculier. La peine synodale s'efface. De même toutes les peines judiciaires d'inspiration religieuse, le pardon imploré de Dieu, les fondations, les aumônes, les prières et les pèlerinages.¹

IV. *Le droit pénal se socialise*, se développe en fonction de la société, non de l'individu. Le législateur prend conscience nette de l'utilité générale ;² au bon plaisir ou à l'intérêt du souverain, il substitue la religion du bien public, au caprice des particuliers, les exigences communes. L'antique système des accords et transactions entre offenseurs et victimes tend à s'abolir. La justice propre se limite toujours plus étroitement et se restreint dans des formes légales.³ L'enquête d'office remplace généralement la procédure d'accusation.⁴ La dénonciation est érigée en devoir

¹ Voir aussi Fehr, p. 283.

² Voir Fehr, p. 192, c).

³ Voir Fehr, p. 193, d).

⁴ Cette partie sera publiée ailleurs. Je veux seulement signaler ces quelques étapes :

Les statuts de Brigue, de janvier 1418, ordonnent, en cas de vol, de brigandage et d'autre maléfice, que le juge doit procéder, avec ses jurés, à une enquête sérieuse, « fleissigen Ursuch machen ». (Art. 17, cf. Heusler, N° 411).

En 1428 apparaît, dans les articles arrêtés en diète de Loèche contre les sorciers, la possibilité du *secrete primum inquirendum, utrum reperiatur in aliquo crimine aut non*. (Heusler, N° 15, p. 147).

En 1475, l'art. 126 SS, *De captivacione personarum*, dit avec force et clarté : Item, comme dans les statuts antérieurs, les brigands et les malfaiteurs étaient assez et trop privilégiés en ce qui concerne leur recherche,

formel pour tous les officiers de justice, et même pour les citoyens.¹

V. *Le droit pénal s'humanise et s'adoucit.*

La finesse grandissante des mœurs, la sécularisation du droit, qui enlève à la peine son caractère antique de vengeance sacrée, le nouvel idéal philosophique surtout répandu par les Encyclopédistes, vulgarisent la répulsion pour la peine de mort et la torture, l'indulgence pour les anciens crimes capitaux contre la divinité, la notion de l'injustice du châtement appliqué au groupe familial (confiscation, infamie). L'amende, la fustigation et le ban perpétuel remplacent souvent la décollation.² L'évêque, dé-

afin que l'ivraie soit extirpée et laisse croître le froment, il est statué, comme le statue d'ailleurs le droit commun, que chaque juge et officier, lorsqu'il remarquera que dans une communauté se trouvent des brigands et des personnes dignes de peine, devra faire une inquisition contre eux, même si toute la communauté ne venait pas le lui demander (*si tota communitas non instet nec requirat ut contra tales inquiratur*), parce que, le plus souvent, même ces gens ont des amis qui ne les voient pas volontiers confondus, parce que, d'autre part, certains préfèrent souffrir les dommages plutôt qu'implorer la justice. Le juge local n'en doit pas moins avoir l'œil (*oculum habere*) sur ces malfaiteurs, entreprendre des informations secrètes, sous serment, et, avec le conseil de ses probes jurés, séparer l'ivraie du bon grain et faire justice, même sans aucune clame, ni sans plainte de la communauté, *eciam si nulla precesserit clama vel tocius communitatis requisicio*. Et chaque juge est tenu de le faire en vertu de l'office de justice qui lui est confié.

En 1496, les Landsatzungen (art. 1, 2, 11) limitent jalousement l'enquête d'office.

Un Abscheid du 31 mai 1531 érige en règle la procédure inquisitoriale sur la dénonciation d'un homme d'honneur : Le juge doit, dans ce cas, exiger déposition sous serment (*eidliche Kundschaft*), puis mettre en état d'arrestation l'auteur dénoncé, et procéder contre lui et le questionner au moyen de la corde, comme de droit. (Heusler N° 89).

Dans le louable Tiers de Rarogne, l'inquisition est introduite, très clairement, par les statuts de 1548, art. 49.

En 1571, les Statuts consacrent décisivement et universellement le système inquisitorial : « Encore que autrefois au pays de Valley on aye accoustumé que personne ne deusse estre détenu pour quelque crime ou malfaict que plainte ou cognoissance n'en fust passée, par laquelle coustume quelque meschantz garnimentz ont heu trop de privilège et liberté, donc on déclare par ce statut que toutes fois et quantes qu'il y aura bruit public de quelques excès commis, le juge puisse prendre informations secrettes, encores qu'on n'aura faict ny plainte ny instance. » (Art. CXLIX).

¹ Comparer Fehr, pp. 288/289.

² Cf. Appels à l'étranger, délivrance des criminels conduits au supplice, troisième violation de domicile et de promesse de paix, hérésie et le plus souvent sorcellerie, enrôlements militaires, etc.

pouillé de tous les autres droits régaliens, conservera pourtant toujours celui de faire grâce aux condamnés à mort. Quant à la torture, la Diète, en 1632, protestant de toutes ses forces contre la cruauté des juges, réglemente strictement sa procédure. En 1780, on publie dix articles précisant le devoir du juge au criminel, et remarquables par leur modération. En 1795, les Grand-Baillif et Conseil de la Souveraine République constatent : La torture est supprimée pour des raisons très plausibles en beaucoup de pays bien policés ; l'on verrait très volontiers que sa suppression pût aussi avoir lieu dans la Patrie, et que l'on trouvât un moyen moins rigoureux pour avoir la vérité des délinquants. En attendant cette réforme désirable, l'on exhorte très sérieusement tous les juges à ne vouloir se servir du moyen et de la voie de la torture que dans la dernière nécessité.¹

L'on répète enfin mainte fois que, pour s'éclairer, les magistrats valaisans doivent recourir aux auteurs les plus doux.

Cette évolution vers une justice plus sereine ne commence à se marquer que dans le cours du XVII^e siècle.

VI. *Le droit pénal s'unifie et se systématise*, sous l'impulsion parallèle de la centralisation politique nationale, et de la doctrine des criminalistes étrangers. La variété et le hasard en sont de plus en plus bannis. Il tend à s'isoler de la masse du droit civil et de la procédure. Il devient cohérent. Il s'organise en une science,² forme les catégories fondamentales aujourd'hui reçues, précise la technique des grandes espèces du délit, comme l'homicide et le vol ; il pèse la valeur générale des circonstances personnelles et des circonstances de fait pour la qualification du crime et de la peine ; enfin les règles qu'il porte et les solutions qu'il adopte sont indépendantes de coutumes ou d'interprétations particulières, mais elles s'appuient sur les lois qui sont le modèle de leur temps, et sur les commentaires qu'en donnent les savants les plus réputés. Une conséquence de cette condensation scientifique est que :

VII. *Le droit pénal tend à la codification.*

L'arbitraire devient intolérable, la puissance du juge paraît exorbitante ; on veut les contraindre dans les limites écrites et

¹ BV, cap. LXXVIII, art. II. — La torture ne fut abolie par la Diète que le 27 mai 1809.

² Cf. Fehr, p. 194, e).

visibles. Les étapes de 1446, 1475, 1514, 1571 et 1780 marquaient un incessant progrès. Mais il n'y a, dans le Bas-Valais, que la menace de la révolte pour imposer la volonté définitive du *nullum crimen*, du *nulla poena sine lege*. Les notions criminelles se définissent et surtout se rédigent. Il aura fallu attendre jusqu'en 1795 pour voir fixés dans les lois valaisannes les crimes les plus graves : sorcellerie, sodomie et bestialité, bigamie, infanticide, avortement, exposition d'enfant, suicide, incendie, rupture du serment de bannissement, diffidation, et la plupart des formes du vol. Pour les peines, elles se déterminent enfin avec assez d'exactitude : les jours de prison y sont comptés, les années de bannissement indiquées, la somme des amendes mesurée, et ces menaces plus serrées remplacent heureusement les anciennes formules vagues d'une peine en corps et en biens.

VIII. *Le droit valaisan subit profondément, au XVI^e siècle, l'influence du droit romano-italien.*¹

L'impulsion personnelle des évêques et des juges ecclésiastiques, nourris des leçons de l'antiquité ; le développement incoercible de l'idée et de la méthode politiques, romaines, du pouvoir absolu et de la centralisation ;² l'imitation de la législation allemande si favorable alors au droit romain,³ sont les causes les plus manifestes de l'évolution de notre vieux droit alémanique. Si le Professeur Fehr a pu dire que le droit élaboré par les juristes, le « Juristenrecht », le droit savant, représente en général un gain pour le droit romain,⁴ on peut vérifier cette règle à l'examen de nos grandes codifications. Les principes juridiques latins apparaissent dans le droit du Cardinal, en 1514, dont l'article 17 notamment s'approprie l'adage : *Confessus pro iudicato et convicto habetur* ; toute l'introduction aux statuts de 1571 en déborde, les XII Tables, le Digeste, les Institutes y sont abondamment mentionnés et cités. Chez nous comme en Allemagne, cependant, malgré la sympathie des pouvoirs publics et des juges, le droit romain n'est pas tenu pour généralement valable, il n'est que droit subsidiaire, il ne s'applique qu'à défaut d'une

¹ Sur ce droit, gloses du *Corpus Juris Civilis*, voir Fehr, p. 210.

² Cf. Fehr, p. 211.

³ On sait quelles avenues le Code Criminel de Charles-Quint, promulgué en 1532, ouvrit au droit romain. Il s'appuyait d'ailleurs fortement sur la « Bambergensische Halsgerichtsordnung » de 1507, dans laquelle le droit romain avait été introduit, « verarbeitet », répète Schiess (p. 60) après Hausen.

⁴ Rechtsgeschichte, p. 265.

règle juridique nationale (alémanique) existante :¹ L'évêque Hildebrand de Riedmatten tranche clairement la question dans son Préambule.²

IX. Enfin et surtout, le droit valaisan, le droit criminel valaisan, *tend le plus constamment à se rapprocher du droit germanique impérial*. Sur bien des points il est, officiellement, ce droit même. Certaines dispositions des législations primitives se perpétuent à la vérité, surtout celles qui ont trait aux divers faux et à l'injure, au rapt et à la rupture de paix. Mais, en général, le « droit impérial », le *jus caesareum*, la *lex imperialis*, est la règle d'or de tous les tribunaux valaisans : tous les jugements, de puis la fin du XVI^e siècle, s'y réfèrent. On a fait appel aussi, à l'occasion, au droit naturel ou divin, aux lois chrétiennes des villes des deux religions, et le Bas-Valais exprimera son désir de recevoir un code calqué sur ceux des voisins et alliés suisses, à l'exclusion des criminalistes étrangers. Mais l'Etat montrera fortement, une dernière fois encore, sa préférence, et, dans tous les cas à éclaircir, renverra fidèlement à la Caroline, ou surtout à Frœhlichsburg et à Carpzow.³

¹ Cf. Fehr, p. 210.

² *Sed dicet aliquis, num his statutis ius scriptum omnino excluditur ? Huic respondeo, in quantum haec statuta sese extendunt, excludi: in residuo iurisprudentiam tanquam matrem honorificatam honorandam esse... Et quod relicto iure scripto confugiatur ad statuta, non vitio iuris contingit, sed vitio male utentium iure. Et si quae producta fuerint ex iure aut allegata, quae his statutis non essent comprehensa, ad discretionem cuiuscunque iudicis perpenda venire... Alia ratio etiam statutorum est, cum nihil sit inaequalius locorum circumstantia, non potest Ius Romanum aequaliter ubique observari, idcirco receptum est scribi statuta, non solum ut aliquid addatur aut detrahatur legi generali, verum etiam contra legem generalem.* (Heusler p. 269).

³ Cf. plus haut, p. 98.

SECTION I

LA PEINE

I. NOMENCLATURE.

Peines corporelles.

Nous distinguerons, sur la foi de nos textes,¹ les peines corporelles en peines capitales et en peines strictement corporelles, ou, comme les a nommées la doctrine, en « Lebens » et « Leibesstrafen ». La loi valaisanne se sert en effet couramment de formules à double fin, qui englobent l'un et l'autre sens, qui engagent généralement le corps, l'honneur et la fortune, le contexte indiquant avec clarté qu'il peut s'agir de la commission totale et du dernier supplice, ou au contraire d'un châtement partiel et mesuré, d'une atteinte non vitale à l'intégrité corporelle.

1. Peines Capitales.

L'ancien droit criminel était prodigue étonnamment de la peine capitale, de la « Halsstrafe »,² et l'on peut dire qu'il a modifié l'antique allégorie de la justice en lui ôtant sa balance pour lui donner un autre glaive de surcroît. En ces rudes époques du triomphe de la guerre, où nos montagnards reçoivent leur éducation aux armées, où leur conception mystique leur fait d'ail-

¹ On trouvera tous les renvois aux sources dans l'étude détaillée des diverses infractions, à la Section II.

² Les statuts synodaux du diocèse (de 1315/1323) ordonnaient que le sacrement de pénitence ne devait pas être refusé à ceux qui allaient être conduits au dernier supplice, et qui demandaient de le recevoir, Gremaud III/1482.

leurs considérer le crime comme un abominable péché et la peine comme une expiation, la vie humaine compte pour peu, et l'on s'ingénia à multiplier les moyens de la ravir, par le glaive et la corde, l'eau, le feu et la roue.

La *décollation* était tenue pour une des formes privilégiées de la peine de mort, et la moins ignominieuse.¹ On en faisait usage le plus souvent à l'égard des nobles et des femmes, ou pour punir certains crimes réputés d'une essence moins vile, tels le blasphème, la lèse-majesté, la haute-trahison. L'imitation du droit impérial la rendit plus fréquente,² et la fit appliquer, par exemple, à l'homosexuel, à l'infanticide, à l'adultère triplement convaincu, au banni trois fois en rupture de serment. A l'origine, la détroncation était pratiquée par les juges eux-mêmes et leurs aides. A Loèche, ils amenaient sur le lieu du supplice condamné, billot et hache, et, tandis que le vidomme s'appliquait à tenir la hache, le sautier y assénait de grands coups de maillet, jusqu'à ce que le chef fût détaché. Plus tard, on eut un *carnifex*, un bourreau, qui trancha la tête par l'instrument classique du glaive, ce qu'il estimait du reste un coup fort difficile. Il s'agissait, à entendre les formules de condamnation, de la couper et de la séparer du tronc de telle sorte qu'un char pût librement passer entre les deux parties.³

La *potence*, au contraire, entachait l'exécution d'un caractère plus infamant.⁴ La pendaison, la condamnation *ad furcas*, *ad patibulum*, *ad suspensionem*, *ad cordam*, fut le plus volontiers prononcée par nos tribunaux. Les documents sont innombrables que domine l'évocation du gibet ; le sinistre appareil accompagne et illustre chaque mention de la haute justice pénale. Le bourreau conduisait le condamné au supplice, les mains liées sur le dos et la corde nouée au col, *laques collo apposito*, et il le suspendait entre ciel et terre, de telle sorte que le soleil et la lune

¹ Cf. Osenbrüggen, Alaman. Recht, p. 86.

² Pour Blumer (II/2, p. 7) c'est elle qui fut la plus usitée en Suisse alémanique. Dans l'Appenzell A. R., sur 183 condamnations à mort portées de 1597 à 1798, 158 furent exécutées par le glaive. Cf. Schiess, p. 84.

³ Condamnation de Catherine Gylioz par le châtelain de Sierre, le 18 avril 1628 : *Intra manus carnificis tradatur, qui vinctis ei ante pectus manibus eam ad extremum supplicii locum deducat, ibidemque caput eius gladio a reliquo corpore tolrat et separet, ita ut currus interea libere transire possit et valeat*. Cf. les formules analogues : (de sorte que la route, entre son corps et sa tête, ruisselle de sang, et qu'on y puisse passer à pied et à cheval, ou y faire passer une roue), Osenbrüggen Alam. R. p. 86, Blumer II/2, p. 7.

⁴ Cf. Osenbrüggen, p. 88.

pussent projeter leur lumière sur son corps et sous lui, et les graines et les feuilles y germer et s'y développer, comme dit avec pittoresque la leçon fréquente de la vieille langue juridique.¹

Le *bûcher* était le châtement constant de la sorcellerie, de l'incendie, du faux-monnayage et de la bestialité.² La sentence disait :³ « Le délinquant comme personne vile et habominable qui ne mérite pas de vivre davantage dans ce monde à cause de ces crimes et forfaits, doit estre remis entre les mains de l'exécuteur de la haute justice, lequel lui ayant lié les mains sur la poitrine, et mis en icelles une croix de boys en signe de pénitence, le conduirat au lieu du dernier supplice, la estant lié sur un eschelles le jettera sur un monceau de bois allumés et ardans et le bruslerat le rendant de vie à mort, en sorte que sa chair, sang et oss soyent consumés et réduicts en cendres et emportés par le vent ». ⁴ Si les circonstances du crime étaient particulièrement graves, si l'on désirait produire une mort désespérée, Frœhlichsburg enseigne qu'il fallait attacher sur le cœur du con-

¹ Condamnation de Théodule Burgos par le châtelain de Sion, le 14 août 1563 : *Illic per collum ad patibulum sive furcas alligandum suspendat in aere inter caelum et terram, ut sol lunaque super et subtus eundem Theodolum dent lucem et luceant, folia et gramina subtus eum crescant, et ita eundem Theodolum de vita ad mortem perducat.* (ABS. Criminalia). — La même formule se retrouve ailleurs, cf. Osenbrüggen, p. 90. — On peut relever ici qu'il est tenu compte de la condition des personnes, en ce sens que le brigand-chevalier était pendu à un gibet spécial sur la route royale, éperonné et botté, tandis que le voleur juif était pendu par les pieds, (*ibidem*, p. 187). Pour les femmes, elles ne devaient pas être pendues, conformément au vieil adage : « Der Mann kommt an den Galgen, die Frau unter den Stein », (Fehr, p. 196).

² Cf. Osenbrüggen, p. 90. — Le supplice du feu disparut de la législation valaisanne en 1798.

³ C'est la sentence prononcée en 1669 contre Thiéven Chaudan par le gouverneur de St-Maurice, (Annales Valaisannes V, pp. 195 ss.). M. Bertrand m'en communiqua une autre, de même teneur, prononcée en 1659 contre Marguerite Crettaz et son fils Christophe. Pour le Haut-Valais, on peut comparer la sentence du 4 septembre 1674, (Kämpfen, p. 75) : « Hernach aber lebendige uff den scheiter hauffen vom leben zu dem todt hinrichte, also dass ihr fleisch, bluot undt bein in staub und Eschen durch das feyer verzerrt werde, solches ihr hier zeitlich zu einer straff, buoss, ybrigen aber argen besen menschen zu einem byspill undt exempel dienen ». — Cette formule de condamnation au bûcher est d'ailleurs aussi de pratique assez répandue, cf. Blumer II/2, p. 8.

⁴ Cf. Frœhlichsburg, I/IV, tit. 4, 7 : Pour faire disparaître jusqu'aux cendres d'un infâme de la face de ce monde, ou pour éviter qu'elles servent à la pratique diabolique de la sorcellerie, on les disperse dans le plus prochain cours d'eau.

damné un sachet plein de poudre à fusil.¹ Dans l'usage valaisan, au contraire, c'était par grâce et pitié, et pour diminuer ses souffrances (« ihr die Gnad beweysen, die rechtmässige Urteil barmherziglich gemildert, ihren Abscheid und Schmerzen zu ringern ») qu'on lui suspendait la « lib. Bixlulser ungefähr ».² Parfois aussi on le décapitait avant que de livrer son corps et sa tête aux flammes.³

Plus rare devait être chez nous la *noyade*. Il entrait bien dans les attributions du sautier de Loèche, au XIV^e siècle, de précipiter à l'eau certains criminels enfermés dans un sac, mais les documents postérieurs ne rapportent ni la menace, ni les conditions, ni l'exécution d'un supplice de cette qualité. Peut-être l'appliqua-t-on parfois aux femmes⁴ coupables d'avortement, d'empoisonnement ou de vol, pour se conformer aux suggestions de la Caroline, ou encore aux parricides, en souvenir du *culeus* romain.

La *roue* servait dans certains crimes les plus atroces, et souvent pour le meurtre, dont elle était le vieux châtiment coutumier,⁵ afin d'augmenter les souffrances du patient. Celui-ci était écrasé à grands coups du lourd instrument, sur lequel on fixait parfois de petites fourches, pour raffiner la douleur, comme on fit en 1511 au malheureux Jean Wyffry, de Naters, coupable de sodomie. On commençait le supplice, soit par la partie supérieure du corps, en broyant le cou, puis le cœur et tous les membres, ou, mode plus horrible, par les membres inférieurs en remontant jusqu'aux sources et au siège de la vie. Puis le cadavre était lié sur la roue, et abandonné à la contemplation du peuple.⁶

¹ Le sachet de poudre doit servir à amener le désespoir, « eine Verzweiflung besorgen », op. cit. I/IV, Tit. 4. 8.

² Voir, dans la « Pfaffenchronik » de 1690 (aux AV. L. 141, fol. 168 retro) le « Bericht über die Prozedur und Execution der Magdalena im Ager. 1620. 20. Juli hingerichtet d. h. verbrennt, Bericht von Peter Stockalper, curialis ». Cf. Walliser Wochenschrift 1864, p. 58, et Walliser Blätter III, p. 80. — Noter qu'Osenbrüggen, racontant la condamnation du chevalier Hohenburg, à Zurich, en 1482, prétend aussi (p. 294) qu'on lui mit au cou un sachet de poudre « pour hâter la mort ».

³ Cf. grâces accordées à un sorcier par le gouverneur de St-Maurice, 11 juillet 1669, (Annales Valaisannes V, p. 210), à une sorcière par Adrien V de Riedmatten, 7 septembre 1674 (Kämpfen, p. 76).

⁴ La noyade est en effet la peine ordinaire des femmes, avec l'enfouissement, le « Lebendig begraben », cf. Osenbrüggen, Alam. R. p. 187, Schiess, p. 85.

⁵ Cf. Osenbrüggen, p. 89.

⁶ Cf. CCC, art. 192.

Il existait encore une peine, l'*écartèlement*, la « Viertheilung » ou dissection en quatre parts du « pauvre pécheur vivant », ¹ que les criminalistes s'accordent à donner pour la plus cruelle, et que la Caroline indique comme la peine usuelle de la haute trahison. ² Dans ce pays, je n'ai connaissance que du fameux cas d'application à l'infortuné capitaine Antoine Stockalper, dont le supplice fut un peu le supplice de Damiens de l'histoire criminelle valaisanne. Encore fut-il décapité avant que le bourreau entreprit sa monstrueuse tâche. Les lambeaux de son corps furent brûlés. En bonne doctrine, pour inspirer une saine terreur, ces quartiers sanglants devaient être fichés à quatre poteaux, sur quatre routes principales, la tête, le cœur et la main droite ensemble pour former un épouvantable trophée. ³

2. Peines corporelles.

Les unes sont génératrices d'un mal physique, sont une *punition corporelle immédiate* ; les autres affectent la personne dans sa liberté, touchant au corps pour lui imposer une contrainte afflictive.

Parmi les premières, (appliquant avec rigidité une symbolique sensible aux esprits, et matérialisant ce principe étroit de justice distributive que l'homme devait être puni par où il avait péché), ⁴ les juges firent fleurir cruellement toutes les espèces de « Hand, Haut, Haarstrafen », comme : d'arracher ou de percer la langue qui avait proféré quelque parjure, ou des propos compromettant l'honneur et la sécurité du prince ou de l'État, d'amputer les doigts qui s'étaient levés vers le ciel pour confirmer un faux serment, de sectionner le poing qui avait travaillé à dé-

¹ Dit Frœhlichsburg, *loc. cit.*

² CCC, art. 124. Cette peine est dans la tradition alémanique, cf. Osenbrüggen, p. 92.

³ Frœhlichsburg, *loc. cit.* 4, 9. Cf. CCC, art. 192. — Osenbrüggen, (p. 91) énumère encore les peines suivantes, dont je n'ai pas trouvé trace d'application en Valais, bien qu'il soit infiniment probable qu'elles y furent connues : La cuisson dans l'eau ou l'huile bouillantes (faux monnayeurs) ; le dépeçement avec des tenailles ardentes, jusqu'à la mort ; l'enterrement vif, sur les épines, supplice souvent aggravé d'un coup de pieu à travers le cœur (surtout exercé sur les femmes, dans les cas où les hommes étaient pendus ou roués).

⁴ Pour l'influence de l'idée de talion sur le choix des peines (p. ex. feu pour l'incendiaire, eau bouillante pour le faux monnayeur), cf. Osenbrüggen p. 86.

précier la monnaie, ou à déplacer les limites du voisin, de couper le pied qui avait porté le coupable à violer le domicile sacré du patriote. L'assimilation des lois germaniques, tout en mitigeant l'une ou l'autre de ces peines, — puisque Frœhlichsburg assure qu'on se contente de trancher la langue au lieu de l'arracher, et de ne trancher des doigts que la première phalange, — en multiplia les modalités, et fit répandre en Valais l'usage des verges et de la marque au fer rouge, l'estrapade pour les vagabonds, l'essorillement pour les séditieux. On distribuait aussi avec une prolixité quotidienne, les peines du pilori et du carcan, qui sont plutôt châtiment moral, et blessures d'honneur que de corps.¹

D'entre les *peines privatives de liberté*, on comptait les galères, le bannissement et la prison, sans parler de l'enrôlement militaire² que, tout au début du XVIII^e siècle, la Diète rendit obligatoire pour les vagabonds étrangers récalcitrants.

On se doute que la peine des *galères*, la condamnation *ad triremes* n'est pas de souche valaisanne. Elle apparaît d'abord dans les documents du XVII^e siècle. Chez nous comme ailleurs, on l'appliqua, peut-être en pliant les galériens aux travaux forcés, les fers aux pieds, dans les fossés des villes, aux remparts ou sur les chemins publics,³ et certainement en envoyant nos condamnés aux chiourmes étrangères,⁴ témoins ces soldats qui, au XVII^e siècle, ayant quitté leur compagnie, furent pris, enfermés au château de St-Maurice, et jugés pour être « envoyés à Venise condamné à la rame, ayant fort bien mérité en suite du crime par eux commis ». ⁵ Le plus souvent, pourtant, la peine des galères était commuée en celle du bannissement.⁶

¹ A propos du cumul, Frœhlichsburg enseigne que le pilori n'est pas considéré comme peine corporelle, voir I/IV, Tit. 9, 3. Parmi d'autres châtiments corporels, on rencontre encore fréquemment en Suisse: le « Schwemmen » (qui consiste à traîner dans l'eau le condamné, sur un certain trajet, au moyen d'une corde, Osenbrüggen, p.91); on crève aussi les yeux, on scalpe (*decalvatio*) etc., *ibid.* p. 95.

² Cette peine se trouve également à Appenzell et Nidwald, cf. Blumer II/2 p. 10.

³ Cf. Frœhlichsburg, I/IV, Tit. 5.

⁴ Comme en Suisse centrale, cf. Osenbrüggen, p. 97, Blumer II/2, p. 10.

⁵ Communiqué par M. Bertrand.

⁶ Ou encore, la peine des galères et celle du bannissement se présentent si régulièrement dans les originaux, liées dans une même formule et tracées d'un même élan de plume, qu'on les confondit peut-être passagèrement, et que certain manuel de jurisprudence destiné à l'éducation des notaires valaisans (*Formula Examinis*, AV) put définir la mort civile par la privation à vie du droit de cité, dans les galères ou l'exil. Quoi qu'il en soit, concluons : s'il y a jamais eu confusion entre les galères et l'exil, du moins le

L'exil lui-même, temporaire ou à perpétuité, est l'une des plus anciennes mesures répressives en usage dans la « coutume de Valoys ». On pourrait même aisément en faire remonter l'origine à l'antique mise hors la loi, à la « Friedlosigkeit » des tribus germaniques.¹ Les effets pénaux de l'une et de l'autre ne sont pas sans analogie. Si le patriote qui encourt l'obligation de « perdre sa patrie » (das Land verlieren),² est exclu de la paix commune, et si correspond à cette privation de la paix la défense pour chacun de le nourrir et de l'héberger ;³ si, au XVII^e siècle encore on menace de le déclarer publiquement « Vogelfrei » (« ihn den Vogel in der Luft fürschiagen »),⁴ il n'est pas téméraire de remarquer par quelles lignes subtiles l'institution de l'exil retourne à sa vieille signification germanique, et de rappeler la situation juridique du hors la loi en un temps qui le chassait de sa maison en la détruisant de fond en comble,⁵ qui lui refusait l'abri du toit étranger et du propre toit, qui l'assimilait à l'oiseau dans l'air, au loup dans la forêt, au poisson dans la rivière, dont chacun pouvait disposer, auquel chacun pouvait rompre la paix, que chacun pouvait tuer impunément.⁶ Affirmons donc du bannissement que sa nature de mise hors la loi adoucie perçe parfois encore clairement à travers son application pénale.⁷

On le trouve fréquemment infligé pour 2, 6, 8, 10 ans, ou pour 101 ans. Depuis 1300 en effet, il crût en jets vigoureux, pour remplir l'horizon politique à l'époque de Schiner, au point qu'on pourrait la définir comme l'ère des proscriptions, et pour devenir, sous le régime impérial-valaisan, la peine de vingt paragraphes, principale ou subsidiaire. Le manque d'un véritable système pénitentiaire, l'impossibilité, devant l'insuffisance d'une organisation de police cohérente, de se protéger des malfaiteurs et de les atteindre, devaient fatalement pousser à l'ex-

code de 1795 la dissipe-t-il très clairement : Les bannis à perpétuité, fustigés et marqués, qui rentreront dans le territoire de la République, seront condamnés aux galères pour leur vie. (LXIV).

¹ Cf. Osenbrüggen, p. 60 ; Fehr, p. 197.

² Recès 9/17 décembre 1550, à propos du meurtre, de Courten II/90. Heusler N° 160. Cf. Osenbrüggen, p. 98.

³ Cf. au chapitre : Recel de Criminels.

⁴ Sentence contre Guntern, en décembre 1610, de Courten III/364. — Cf. R. 11/22 décembre 1611 (ibid. p. 387) : Guntern, parlant de la Majorie où est assemblée la Diète, dit : je ne savais pas qu'il y avait ici un antre d'assassins, j'ai cru que le château était un lieu de justice, et on en a fait un antre d'assassins... je dois être assimilé à l'oiseau dans l'air.

⁵ Cf. au chapitre : Résistance à l'autorité.

⁶ Cf. Osenbrüggen, pp. 60/62.

⁷ Osenbrüggen, pp. 61 et 98.

pulsion massive.¹ L'exil est alors l'exutoire social, le moyen commun de purger le pays et de s'assurer contre ceux qui pouvaient troubler l'ordre civique, par la menace, la calomnie, la sédition, l'usage répété de faux, l'atteinte à la paix publique et au repos des morts, le vagabondage, le duel, ou même par les divergences confessionnelles.

Avant d'être rejeté par-dessus la frontière, le banni devait déposer le serment d'« Urphede » dont les textes retentissent souvent,² c'est-à-dire qu'il devait jurer d'observer la peine, de sortir aussitôt du pays, (en théorie, de ne pas dormir deux nuits au même endroit),³ de n'y pas revenir avant l'expiration du terme fatal,⁴ et de ne jamais chercher à se venger sur quiconque des mesures saisies contre lui. La doctrine enseigne⁵ que si le délinquant s'opiniâtrait à refuser le serment, il devait être mis en prison au pain et à l'eau jusqu'à résipiscence, ou même, que le juge pouvait autoriser ses valets à jurer, en présence et au nom du coupable et sur son âme, en l'avertissant que s'il rompait le serment ainsi procuré, le châtiment du parjure lui serait appliqué sans indulgence.⁶

Pour que le bannissement fût effectif, dans un Etat aussi constitutionnellement dispersé que le Valais, il apparut indispensable à la Diète de donner corps et confirmation à cet article que, lorsqu'une personne était expulsée d'un endroit de la patrie, elle n'y devait être admise dans aucun autre.⁷ Un recès de décembre 1718 précisa l'incidence du statut, répétant que la per-

¹ Osenbrüggen, p. 83.

² R. juillet/août 1550 : « Urfeedeydt » (de Courten II/69) ; 24 mai/6 juin 1654 : « den Eydt Orphets » (ibid. V/50). C'est d'ailleurs le terme consacré de la CCC.

³ Défense corrélatrice de l'héberger.

⁴ Le bannissement perpétuel, (de même la contumace) entraînait la mort civile. Citons ce recès de décembre 1619 : Et vu qu'il est arrivé et peut arriver encore qu'une personne soit bannie du pays pour 101 ans à cause de ses méfaits, ou qu'une telle n'osant attendre le cours de la justice, et dont l'avoir encourrait en droit la confiscation, ne se présente pas, personnellement ou par procureur, dans l'an et jour, et ne puisse en donner raison légitime ou se disculper, ladite sera considérée comme morte, et le conjoint innocent, homme ou femme, demeuré au pays, pourra convoler à un nouveau mariage. (de Courten III/691 ; Heusler N° 242 ; Grenat — avec un contre-sens — p. 228). Sa Grandeur et les membres ecclésiastiques protestent naturellement contre cet article, et déclarent ne pouvoir consentir à une mesure tout à fait contraire au commandement de Dieu (que ce qu'il a uni, l'homme ne le doit séparer) et au droit canon. (de Courten, p. 696).

⁵ Frœhlichsburg, *loc. cit.*

⁶ En Appenzell, il commettait sa vie sans exception, cf. Schiess, p. 77.

⁷ Confirmé 5/19 décembre 1632, de Courten IV/376.

sonne bannie pour ses méfaits l'était non seulement du dizain, mais du pays, et décrétant que l'autorité qui l'avait mise en arrestation, pouvait la faire conduire par les autres dizains sans avoir à présenter une demande au juge pour le transit, pourvu qu'elle eût muni les conducteurs d'un certificat.¹ Autre innovation quelques années plus tard, ensuite d'un rapport accusant que le bon ordre et les recès sont tenus en mépris, et l'établissement des bannis toléré dans les dizains voisins : Pénétrés de l'importance, pour le bien et la sécurité publics, que le pays fût purgé de ces vauriens, les députés ordonnèrent que les bannis devaient, avant de quitter les lieux, prêter serment de ne plus retourner dans le pays, et que si l'un d'eux,² après les proclamations accoutumées, reparait dans un autre endroit, le juge devait l'en faire amener au dizain qui l'avait banni, pour lui administrer justice due. Les juges de dizain et les fonctionnaires avaient enfin l'obligation, pour qu'on pût connaître bannis et fugitifs et s'en défendre, chaque fois qu'une communauté aurait prononcé le ban, d'en porter l'information à la première diète suivante, en vue des mesures de vigilance à prendre.³ A la fin du siècle, la Revision reprit les ordonnances souveraines en les remaniant. On déclare que lorsque la justice d'un endroit bannit une personne pour ses crimes, il doit être sous-entendu que cette personne est aussi bannie de tout le pays, et même de tout le corps helvétique,⁴ ce dont il faut donner avis aux autres louables dizains et aux confédérés. L'on y ajoute l'ancien Abscheid de 1718 sur la libre circulation des gardes et du condamné.⁵

A la fin du délai d'exil, le banni n'était pas réadmis automatiquement dans le pays. Il devait demander le consentement de la Haute Autorité, en présentant une attestation authentique de

¹ 7/17 décembre 1718, de Courten VI/350.

² Il doit en être entendu de même d'un fugitif du pays, dit le texte.

³ 10/20 mai 1724, de Courten VI/407. — Cf. cas d'application, 9/19 déc. 1767 (ibid. VII/290) : Les députés de louable ville de Sion ont fait connaître que l'autorité, « ein hochw. Magistrat » de ce lieu avait fait fouetter de verges, et banni à perpétuité du pays, un certain Jacob Nellen, de naissance illégitime, pour vol commis, ce qui est inséré en présent recès, pour notification et gouverne. — 11/23 mai 1789 (ibid. VII/632) : Le dizain de Rarogne notifie, suivant l'usage, que Jean Schorer, du Toggenburg, cordonnier, et Joseph Seiler ont été bannis du pays pour 101 ans, après serment d'« Orphet ».

⁴ Cf. Osenbrüggen, p. 100, Blumer II/2, p. 11.

⁵ Et l'on conclut : Un fugitif peut être arrêté où on peut l'attraper, sans la permission du juge local ; mais dès lors qu'il est arrêté, il doit être présenté au dit juge avant d'être conduit plus loin, art. III.

la conduite qu'il avait observée dans son lieu de refuge.¹

D'après la doctrine, lorsque les statuts prévoient le bannissement *simpliciter*, sans le qualifier, c'est le bannissement perpétuel qui est entendu.²

En plus de la limitation de liberté négative, de l'interdiction du séjour, on recourut à la privation positive, à la mise sous les verrous. Mais, à l'origine, dans un dessein de prévention plutôt que de punition : *La prison* n'était d'abord pas une peine au sens propre.³ Le sautier jetait les criminels à la tour pour les garder *pede ligato*, comme on dit en 1550 avec le droit écrit,⁴ et les paralyser jusqu'à ce qu'il les eût livrés au major ou au châtelain pour le jugement.⁵ Puis, la coutume régnant dans le pays du Valais de n'arrêter et de ne détenir personne pour son crime, sans plainte ou enquête préalable,⁶ et sans connaissance judiciaire,⁷ les *sententiae detentoriae* prononcées sont en général des actes de procédure, des sortes de jugements avant faire droit, qui condamnent à l'emprisonnement pour être remis à la justice et y répondre de son crime.⁸ Dès avant le XIV^e siècle, existe pourtant la condamnation à la prison comme telle. Le

¹ Ce certificat est exigé un peu partout, cf. Blumer II/2, p. 11. Pour application en Valais, voir diète du 16/30 janvier 1617 (de Courten III/578 et 579), les cas de Hans Württner, Walther Grassen, Paul Nessgier. — En Diète du 11/13 décembre 1618, Württner et Mangel, ayant accompli leur terme, demandant à être grâciés et réadmis dans le pays (ibid. p. 641).

² Frœhlichsburg, I/IV. Tit. 6.

³ Quand on ne se préoccupait que de déterrition, la prison ne pouvait pas avoir grand sens. Cf. Osenbrüggen, p. 96.

⁴ de Courten II/48.

⁵ Cf. R. 2 déc. 1589, Heusler N° 586, (Réponse à certaines demandes de confirmation des franchises de Monthey), 4° : Concernant le désir que, en affaires civiles ou criminelles, (sauf lorsqu'il s'agit de la peine de mort), personne ne puisse être mis aux arrêts ailleurs qu'à l'hôtel de ville de Monthey, et pas plus longtemps que du matin au soir, jusqu'à la prestation de la caution, il y est donné suite pour les causes civiles ; mais, quant aux criminelles, et dans l'intérêt de la justice et de nos finances (*pro interesse justitiae et pecuniis nostris*), on peut mettre en arrêts dans notre maison forte.

⁶ Répété dans une foule de documents, dont les principaux sont : AN 33, SS 126 et LRC 112. Le système inquisitorial y dérogera, St. CXLIX, I. Le principe ne joue d'ailleurs pas en cas de fuite et de flagrant délit, AN 33 et 54, SS 126, LRC 113, St. CXLIX.

⁷ Cf. SS 126. — LRC 113 et St. CXLIX disent : *tunc iudex officarius trium quatuor vel quinque proborum cognitione habita, malefactorem ipsum capere sive detineri facere queat ac deinde proborum consilio et sententia interveniente ad ulteriora procedat.*

⁸ On trouve, chez Imesch, une foule de ces sentences, p. ex. Nos 79, 80, 81. — Domine tout le droit valaisan le principe que chacun doit faire la prison dans son dizain. — Cf. Osenbrüggen, p. 95.

coutumier rédigé à Sion en 1338 décrétait à son article 4 : Si quelqu'un frappe une personne à main armée, même non mortellement, ou avec un glaive pointu, il doit être tenu envers le seigneur évêque de Sion, sauf miséricorde, au ban de 20 livres maurisoises, et doit faire amende à la victime. S'il ne peut payer ces 20 livres, qu'il soit puni corporellement, en ce sens qu'il doit être jeté en prison, et y être nourri au pain et à l'eau, jusqu'à l'intercession des citoyens ou à la grâce de l'évêque.¹ Les gens de Martigny pratiquaient de même.² Quant aux prisons du Chapitre, à Valère, leur fonction rigoureuse est attestée par tout le pays dès cette époque.³

Il est vrai que la prison n'est pas encore peine répandue, et qu'on ne la rencontre qu'à de larges intervalles dans les sources. On la rencontre pourtant : En 1502, la Diète condamne une espèce de Rodomont villageois, qui dégainait contre le juge et le menaçait de mort si le jugement devait lui être contraire, à faire dans les cachots de la Majorie, un séjour « jusqu'au deuxième samedi à venir », puis à figurer trois heures au carcan avant d'être relaxé. La trace de la prison-peine se retrouve depuis 1534, où l'on incarcère ceux qui méprisent la sommation de garder la paix, jusqu'à ce qu'ils promettent paix et donnent garantie ; en 1536 on l'applique à certaines gens qui avaient transgressé les ordonnances de carême, en 1542 on en frappe les vagabonds. Enfin les statuts de 1571 la firent tomber dans le domaine public, lui assurèrent la vulgarisation légale, pour tous les temps et pour tous les lieux du pays : *Quicumque iure non contentus in tribunali et praesentia iudicis tempore causarum violenta manu et de facto aliquem adortus et aggressus fuerit, is illico per iudicem detineatur et carceribus intrudatur, ibi per triduum pane et aqua alimentetur, et ante liberationem expensas*

¹ Cf. les deux rédactions, de 1338 et 1339: *corporaliter puniatur, detinendus in carcere (detrudendus in carcerem) et sustinendus ibidem pane et aqua usque ad requisitionem civium vel ad misericordiam dni. episcopi Sedun.* Gremaud IV, p. 159.

² Sauf modification du chiffre de l'amende (60 sols) et du nom du seigneur, Gremaud VI, p. 478. — A cette époque règne aussi la coutume de payer, à titre de peine, un repas (c'est la traduction des franchises, aux AV, L. 98, ad 37) ou *pastus*. Cf. Franch. Sion, 1338, art. 39, Gremaud IV, p. 169. La supplique des gens de Conthey au comte de Savoie, en 1356, dit plus explicitement : Sitôt que quelqu'un est incarcéré dans la maison du vidomne, justement ou injustement, il faut qu'il paie au vidomne 5 sols maur., avec le *pastus*. (Gremaud V, p. 152).

³ On n'ignore pas que c'est à l'Eglise que le droit pénal doit l'introduction des peines privatives de liberté. En Valais aussi, c'est elle qui ouvre la voie.

*inde sustentas et tres libras pro poena exsolvat.*¹ Depuis,² et surtout à la fin du XVIII^e siècle, la prison au pain et à l'eau s'abat comme essaim:³ on l'utilise, d'abord contre tous les individus dangereux, qu'ils lancent des menaces, rompent la paix, se rendent coupables de coups et blessures, de vol simple ou de contrebande des denrées, mais aussi pour punir, à certain degré, le maquerellage par exemple, les citations à la vallée de Josphat, les injures en justice, et l'exposition d'enfant.

On connaît aussi, avant la fin du XVIII^e siècle, la maison de force ou de travail, et même la détention perpétuelle dans un tel asile.⁴ La condamnation à la privation de liberté perpétuelle était d'ailleurs appliquée en Valais depuis plus de cent ans déjà : le prieur Guillaume Fabry, de Martigny, destitué de ses fonctions, en 1656, à cause de sa vie horriblement scandaleuse, fut envoyé en prison pour le reste de ses jours, ensuite de commutation d'une peine de 101 ans aux galères, accordée par l'évêque Adrien VI de Riedmatten (1665).⁵

A la prison, on pourrait ajouter la pratique d'*emmurer vivant*.⁶ Mais je ne l'ai rencontrée, chez nous, que dans une plainte de Supersaxo⁷ prétendant que le cardinal Schiner lui voulait destiner ce sort.

¹ Art. CXXXV, 5. La prison est aussi prévue à l'art. CLXX, contre *illis siccariis et furibus ismahelitis minoris Aegypti*.

² Cf. recès 16/30 janvier 1617, de Courten III, pp. 573/583. On pourrait rapprocher le cas du gouverneur Martin Jost, négociateur de l'alliance séparée avec Milan (1615) : Condamné à être mis aux arrêts par la diète de décembre de la même année (1/16 déc., *ibid.* p. 514), il ne vit poser les conditions de sa libération qu'à Sierre, en diétine du 24 avril 1616 (*ibid.* p. 535). — A la diète de janvier 1617, on apprend qu'il est mort, et que certains paysans voulaient venger sa mort (p. 575). — Mais c'est encore de la prison préventive, ce n'est pas une peine, à laquelle il fut astreint, puisque, en diétine du 20 mars 1616, à Sierre (*ibid.* p. 531), se présentaient ses parents, priant instamment Sa Grandeur, le Grand Bailli et les députés des VI autres dixains de le libérer, sur caution offerte de *juri stando, comparando vel restituendo et judicatum solvendo*, et puisqu'on y décidait qu'il devait prendre patience jusqu'à réception d'une réponse sommaire définitive de Milan.

³ On peut d'ailleurs souligner que, dans le code de 1795, la peine d'emprisonnement qui se trouve aux articles 6, 8, 9 (batteries) y a été ajoutée à la réquisition des communes du Bas-Valais, BV, p. 17, note.

⁴ Cf., au chapitre du Blasphème, le cas de Louis Robriquet, en 1799.

⁵ Communiqué par M. Bertrand.

⁶ Cette peine n'était pas rare en Suisse, p. ex. à Zurich, (cf. Osenbrüggen, p. 96). On appliquait aussi, dans les cantons alémaniques, l'*« Eingrenzung »*, les arrêts à domicile, souvent rendus plus aigus par le boulet ou la chaîne, (cf. Osenbrüggen, pp. 97, 100, 101 ; Blumer II/2, p. 11).

⁷ Voir sa plainte aux Confédérés, imprimée dans Imesch, N^o 104, II. Cf. plus bas, la Justification de la Torture, note *in fine*.

Peines pécuniaires.

On s'explique assez la faveur universelle dont bénéficiait la peine pécuniaire en l'esprit des juges, et la somme de vertu curative qu'ils pouvaient bien lui reconnaître, si l'on se rappelle qu'une fraction leur en était acquise, et que leur émolument, la « Wette », ¹ se prélevait sur la fortune de leurs condamnés. ² De fait, la *poena aeris*, inscrite sous forme des amendes ou bans, ³ et de la confiscation, déborde les marges de toutes nos lois et, le plus souvent conjointe à quelque peine d'autre espèce, s'adapte à la mesure de tous les délits, et les frappe tous en définitive. Il y a pourtant impropriété à parler ici de mesure : En nul autre compartiment de la pénalité, l'arbitraire et le caprice particuliers n'auront été plus effrénés, n'auront suscité une plus incommensurable plainte ni de plus fréquents sursauts de révolte. L'une et les autres ne s'effacent plus de l'esprit sitôt qu'on s'est penché sur nos parchemins ou sur nos livres d'histoire. ⁴

Pourtant, en principe, toute cette matière est parfaitement tarifée et pesée. Les bans sont de deux sortes fondamentales : mineurs et majeurs. Les premiers, ceux de trois livres, sont à payer au juge sans recours ni contradiction, sauf grâce. ⁵ Les autres, du contenu de 60 livres, se distribuent entre le prince et

¹ Cf. Osenbrüggen, *Alaman. Recht*, p. 75.

² C'est une trace de l'antique *fredus*, *fredum* ou *Friedensgeld* german, accordé à l'autorité qui protégeait la paix du coupable en lui assurant le droit d'expier, de racheter judiciairement sa faute par l'amende à la victime. Cf. Osenbrüggen, pp. 65 et 73 ; Fehr, p. 66.

³ Pour la valeur de cette terminologie en Suisse, et la capacité du *bannus* contenant « Busse » et « Wette », voir Osenbrüggen, p. 66. — Fehr (p. 66) remontant à l'époque franque, définit alors le *bannus* comme une amende administrative (*Verwaltungsbusse*), appliquée en cas de désobéissance aux ordres du roi ou de ses fonctionnaires.

⁴ On le remarquera plus loin à quelques-unes de nos citations. Qu'il suffise de dire que l'un des premiers effets de l'administration valaisanne, dans les territoires qui, en 1536, avaient « très humblement imploré d'être reçus sous sa protection », fut une réaction très vive contre la rapacité des gouverneurs et des juges. Cf. R. 14 déc. 1543, de Courten I/617 : Sa Grandeur fait connaître que de nombreuses plaintes lui viennent de nos sujets des pays anciens et nouvellement conquis, de ce que parfois les gouverneurs les traitent durement en amendes et procédures. Résolu qu'à l'avenir ils ne devront exiger davantage que 10 florins pour un manquement entraînant la petite amende, etc... Qu'on juge de la taxe des grosses amendes ! dit Grenat, p. 21, qui commente amèrement l'histoire de ces « révoltantes extorsions ».

⁵ Cf. St. XLVI.

le juge suivant un tableau de collocation dont les éléments ont varié fort souvent. D'après la doctrine des Additions, « les grands bamps appartiennent à Monseigneur, desquels les juges de là où tel bans se commettent en doivent avoir trois livres ».¹

Entre les deux chiffres de 3 et 60 livres,² bornes de la basse et de la haute juridiction, et qui d'ailleurs sont fréquemment exprimés dans un autre langage monétaire (pour ne parler, aux siècles plus anciens, que de la limite de 3 et 60 sols), entre ces deux chiffres la pratique inséra toute une échelle mobile d'indices intermédiaires, formulés également en livres, en florins, en écus bons, qui représentent le cours variable et déréglé de la justice moyenne. Il se trouve parfois aussi, mais presque exclusivement aux époques plus récentes, d'autres moyens-termes, et ce dans la répartition des sommes produites.³ Ainsi le XVIII^e siècle partagea entre le juge et la communauté l'amende infligée pour le vagabondage ; entre le juge, la communauté, et la partie en cause, celle prononcée en cas de pétition dolosive de l'indu ; entre le juge et la fabrique d'église, l'amende frappant la violation du repos dominical ; entre le juge et les pauvres, l'amende payée par les joueurs.⁴

Mais les chiffres cités laissent l'imagination inerte et ne font pas saisir l'exacte rigueur des peines d'argent, si on ne les concrétise et ne donne un sens à leur poids en faisant une tare équivalente. On mesurera qu'un paysan était quasi ruiné par le ban

¹ Réservées les juridictions particulières. Add. LXI. cf. St. CLIV.

² Osenbrüggen indique avec soin (p. 67) les chiffres fondamentaux des amendes. En Suisse, ce sont le plus souvent 3 ou un multiple, 10 ou un multiple.

³ Cf. Osenbrüggen, p. 77.

⁴ Notons que les juges étaient obligés de vider les plaintes dans un temps donné, à peine de perdre leur droit à l'amende. AN; 88 : 40 jours après jour et an ou après l'expiration de la charge, id. SS, 53. — Franchises Martigny, reconnues le 22 déc. 1497. (Heusler, p. 401), art. 11, les plaintes doivent être liquidées dans le délai de jour et an. — LRC, 7, St. XLII. *De eodem* : Les plaintes déposées entre les mains des juges éligibles, puisque l'exercice de leur office est rempli par le cours d'une année, que les juges les mènent à chef dans le terme d'une année et 6 semaines ; que s'ils l'ont négligé, ils sont déchus du droit de recouvrer les bans. « Il sera assez quand le juge poursuivra pour purger la clame une des parties (comme seroit la grusante et querelante, ou ses fiances) et n'est tenu poursuivre les deux parties ensemble. Or si cela ne se fait dans les dictes six semaines juridiques après l'expiration de leur office, le grusant et le deffendant et leurs fiances aussy seront libres du payement des peines d'icelles clames, et les parties tomberont de leur droit de poursuivre la clame ». (St. art. cit., 3). — Franchises Rarogne, art. 60, même délai.

de 60 sols, au XIV^e siècle, où l'une de ses vaches était estimée en moyenne à 10 sols.¹ Quant au ban de 60 livres d'argent, il était alors supérieur à 6000 francs de notre numéraire.² Plus tard, le ban de 60 livres de St-Maurice correspond environ à 120 francs d'aujourd'hui,³ mais qui est une somme considérable dans un pays pauvre, où l'argent est extrêmement rare,⁴ où dans une grande commune comme Rarogne, par exemple, les avocats et les experts touchent, au XVI^e siècle, deux plaparts d'honoraires par jour,⁵ et le sautier un salaire annuel de 6 livres.⁶ Il se laisse donc imaginer qu'une foule de fortunes de nos campagnards étaient insuffisantes à payer le grand ban. Aussi toutes les lois⁷ prévirent-elles que l'amende, en cas d'insolvabilité, devait être habituellement convertie en une peine corporelle, souvent l'ablation de la main ou du pied : *Qui non habet in bonis, per manus seu pedis mutilacionem puniatur*, disait le législateur.⁸

Pourtant, régulièrement, l'amende⁹ était la peine ordinaire des infractions qui ne comptaient point parmi les atroces, des délits, pourrait-on dire, par opposition aux maléfices. La grande amende fixait la limite entre les divers degrés de l'infraction. Déjà dans le coutumier du XIV^e siècle, « null bant ne peunt

¹ Dans un acte du 11 avril 1358. cf. Gremaud V, p. 178.

² Si l'on calcule sur la base indiquée par Hoppeler, (cité par Evêquoz, p. 24), qui estime la livre égale à 100 francs 80.

³ Cf. Grenat, Appendice.

⁴ D'après les calculs qu'a établis M. l'archiviste Dr Meyer en prenant pour base le prix des diverses denrées, 120 francs du XVI^e siècle (ou 60 livres) représentent à peu près la valeur d'achat de 2500 francs aujourd'hui.

⁵ Statuts de Rarogne. art. 37.

⁶ Ibid. art. 3.

⁷ On peut se rapporter aux plus vieilles franchises. Celles de Conthey, en 1352, disaient déjà : qu'il soit puni autrement dans son corps, s'il n'a pas de quoi payer (art. 2).

⁸ AN 1446, art. 29 ; cf. art. 44 et 45. LRC 1514, art. 83, disposait : *Quod si non habeat in bonis vel honore poenam luat in corpore*. Cf. art. 92 et 95. Voir aussi : Rarogne 1548, art. 42 ; St. 1571, XV, XLIV/2, CXLI ; BV 1795, chap. II/10, XVIII. — Enfin CCC, art. 216. — « L'amende ou la main » est d'ailleurs une règle générale dans les sources du moyen âge alémanique. Cf. Osenbrüggen, p. 73.

⁹ On ne veut pas parler ici de l'amende privée, extrajudiciaire, développée si richement, aux origines, en marge du droit pénal proprement dit, par laquelle le coupable rachetait en quelque façon sa faute, et par laquelle une affaire pénale était écartée, mise de côté (cf. les termes *compositio*, *componere*) ; mais on entend l'amende au sens étroit, l'amende prononcée juridiquement, à titre de peine. Voir la distinction de Wilda, reprise par Osenbrüggen, p. 65, et qui a force de loi.

monter plus haut de LX solz, mez poine cy fait ». ¹ C'est la même règle que pose implicitement le Landfrieden de 1517, ² lorsqu'il interdit au fiscal de tirer une amende plus forte que 60 livres dans les cas où corps et biens ne sont pas commis. ³

Avec l'amende, il convient de grouper la peine jumelle de la *confiscation*, ou plus justement les peines de la confiscation. Il en est de trois sortes : D'abord la saisie partielle, spéciale, limitée à un cas donné, de l'instrument ou du corps du délit : marchandises avariées, qu'il faut brûler ou noyer, denrées achetées avant l'ouverture du marché, passées en fraude du péage, exportées en contrebande, et bêtes de somme les transportant ; barque, filet et poissons pour les contraventions de pêche, arme et animal pour la chasse au chamois ; fausses mesures utilisées par le commerçant, ou fausse monnaie jetée dans la circulation, capital prêté à un intérêt usuraire, et intérêts encaissés. Puis la confiscation générale, l'expropriation du patrimoine, dont on se servit assez tard, au XVIII^e siècle, comme peine ordinaire, principale, à l'égard des francs-maçons, ou aussi des patriotes s'engageant, sans licence de la République, dans les armées étrangères. La commission totale de la fortune, enfin, peine subsidiaire et d'un usage mille fois éprouvé, qui se greffait sur chaque sentence capitale, ⁴ était l'accessoire obligé des condamnations pour les *delicta majora*. ⁵ La dévolution s'opère, dans la règle, au profit du seigneur particulier, et généralement du Prince du pays : *Reverendus Dominus Sedunensis Episcopus solet percipere bona confiscata delinquentium, quae ultra expensas justitiae supersunt*. ⁶

¹ Cost. art. 61.

² LLL art. 12.

³ Mentionnons encore que, communément, le chiffre de l'amende était supérieur pour l'étranger ou l'habitant que pour le citoyen et le patriote (Osenbrüggen, p. 70). En Valais cependant semble régner entre eux une égalité absolue devant la loi.

⁴ Sauf grâce partielle. Cf. les cas, fameux, des jugements Antoine et Gaspard Stockalper, Jacques Guntern. — La confiscation générale accompagnait souvent aussi les condamnations corporelles, p. ex. en cas de lèse-majesté verbale. Voir la série des Nos 79 ss. dans Imesch.

⁵ Pour les rapports entre l'ancienne *Friedlosigkeit* et la confiscation, et pour la survivance des formules de condamnation en corps et biens, consulter Osenbrüggen, p. 101.

⁶ St. CLV. — Il en découle le principe de la responsabilité de l'évêque pour le paiement des dettes du supplicié, (cf. Franchises Loèche 1338, 17), ou d'ailleurs de tout seigneur, bénéficiaire de la confiscation (ainsi le comte de Savoie, franchises de Conthey 1352, 10). Il en résulte encore, comme dit l'article des Statuts, l'obligation, pour le seigneur, de supporter les frais de justice à défaut de biens du criminel : « Attendu que le Révérendissime Sei-

L'assiette de la peine, entre fortune mobilière et immobilière, s'établit, à l'époque classique, suivant des principes discriminants très simples : « Les biens meubles des larrons ou de ceux qui sont penduz à cause de larrecin sont commis à justice. Or les despens de justice en procédant contre eux faicts,¹ et trois livres pour le ban du juge et soixante livres pour les interestz de Monseigneur, se prennent sur les biens fondataires et non meubles ».² Les Additions insistèrent³ sur le fait que les biens meubles des exécutés, en quelque partie que ce fût du pays, appartenaient au juge qui avait ordonné l'exécution, *qui extremam delinquentis executionem ferre jussit*.⁴

gneur Evêque de Syon aye de coustume de prendre et tirer les biens qui se confisquent appartenantz aux criminels estant de reste oultre les despens de justice, et pour ce que les criminels n'ont pas souvent pour supporter les despens du juge et du jugement à eux faicts, il est tenu, de ce que d'autre part est de surplus, faire support de ceux qui n'ont pas de quoy, afin que justice règne toujours en son entier ». On a vu, plus haut, que l'Abscheid du 24 mai/4 juin 1564, mettait, en cas d'insuffisance des biens, les frais à la charge des dizains, en tant que hauts seigneurs. En règle, de tout temps, qui a le profit a la charge. (Cf. plaid général d'Hérens, au XIII^e siècle, et toutes les franchises de Savoie). A Rarogne, à Zermatt, c'est la communauté (1548 art. 51 ; 1540 et 1621, art. 10) ; à Moerel (1467), la communauté et le juge, par moitié, (Blätter für Walliser Geschichte I, p. 60).

¹ Les Additions, art. LXVI, recommandèrent la modération aux juges en ce point : On a aussy eu esgard en ce que quelques juges qui font exécution des criminels qui sont condamnés à la mort, font de très grandz et excessifs despens et veulent avoir plus qu'il n'est accoustumé. Laquelle chose la seigneurie, *magistratus seu patriae senatus*, tient pour deffendu dores en avant que le salaire ne s'augmentera point. Et si le juge faict plus grand despens qu'il n'est de coustume, il en rendra compte par son serment.

² St. CLIV, (cf. Rarogne 1548, art. 51). — Mais, dans le LRC (art. 102), les frais et les trois livres de peine devaient être pris sur les meubles, et, en cas d'insuffisance seulement, le supplément se tirait des immeubles. La rédaction adrienne avait déjà préféré la règle des futurs Statuts, cf. Heusler, p. 253. — En 1496 (LSSZ 9), les patriotes limitaient encore davantage la confiscation au profit de l'évêque : De même, que la confiscation des biens meubles, qui se fait pour un crime de vol ou de simple homicide, appartenne à l'évêque de Sion *tamquam alto Domino et Principi* ; le juge qui fait l'exécution doit percevoir, sur le produit de la confiscation, des dépens modérés et le ban de 3 livres. Les biens immobiliers, eux, ne se confisquent pas, *bona autem immobilia non conphiscantur* ; mais si les meubles ne suffisent pas à couvrir les dépens de l'officier, il peut alors saisir des immeubles jusqu'à concurrence de ses dépenses modérées, réservées les libertés et coutumes de tous les endroits du pays. Enfin, dans le cas de vol, c'est sur les biens immeubles du voleur que sera prélevée l'amende due et la satisfaction à faire à la partie lésée.

³ Art. LXVII.

⁴ On a vu la part originelle que touchaient certains juges : la monnaie d'argent, les ustensiles de fer, etc., trouvés sur les exécutés ou à leur domicile.

Le même article donna la possibilité de modérer les effets rigoureux de la confiscation, de la racheter en quelque sorte, de la détourner artificiellement au profit de la famille du condamné. Jusqu'ici, seule la grâce extraordinaire du souverain¹ pouvait abandonner aux orphelins et à la veuve de quoi n'être pas réduits à la mendicité. On pourra dorénavant leur « alberger » les biens commis, les leur louer moyennant paiement de l'entree et du cens annuel, de l'aveu du seigneur : « Il ne sera loysible à aucun juge d'alberger les biens de ceux qu'on a supplicié, sans l'auctorité de Monseigneur, lequel on vient prier que par grâce et pitié, *gratia et pietate* ilz soient albergés aux enfants des dicts exécutés, et dès là aux plus prochains parens et de sang (*amicis et consanguineis*) à iceux dicts suppliciés. »² En fin de compte, les appétits de la justice se font encore plus mesurés, la confiscation totale disparaît à peu près de la liste des peines, et la loi s'exprime en ces termes miséricordieux : « L'on prendra sur les biens propres et les plus liquides de l'exécuté, pour payer les frais de justice, ensuite pour acquitter les dettes, s'il y en a, et le ban de soixantes livres : le restant sera délivré à ses enfants légitimes, s'il en a, et à défaut d'iceux fera échûte en faveur du fisc ; l'on excepte le cas du crime de lèze-majesté et de trahison, où tous les biens de l'exécuté seront confisqués. »³

Pour que le véritable aspect de la peine pécuniaire soit fixé, il faut enfin y porter une dernière touche, et noter les éléments répressifs complémentaires qu'elle enferme presque toujours : la réparation du dommage fait au lésé, et la condamnation aux frais de la cause ; parfois la perte *ipso jure* du procès et de l'objet litigieux, par exemple en cas d'appel à l'étranger, de vente ou cession de la cause,⁴ ou de tentative de corruption des juges.

Peines contre l'Honneur.

En opposition avec la tiédeur du droit moderne pour les peines infamantes, dont il attend peu d'effet, la pratique de l'ancien droit se montrait passionnée de cette sorte de châtimens. Notre

¹ Cf. Osenbrüggen, pp. 102/103.

² Dans le gouvernement de St-Maurice, à teneur d'un recès de décembre 1615, les biens des personnes exécutées, le gouverneur ne doit pas les alberger, mais ils sont attribués à l'Evêque, après que le fonctionnaire y a prélevé le montant des frais et des amendes. (Heusler, N° 233).

³ BV, XVII. Pour le droit comparé, voir Osenbrüggen, p. 105.

⁴ AN 46. SS 105. LRC 13. St. XXXVII.

législateur a témoigné d'une invention merveilleuse pour varier, accumuler, multiplier jusqu'au prodige les blessures à l'honneur.

Sans parler davantage de l'infamie totale, de la perte de l'honneur¹ liée étroitement à tout crime grave, ou même à tout acte considéré comme déshonorable (car l'ancien droit a toujours attaché une importance fondamentale à la distinction entre la chose honnête et celle qui ne l'était pas);² sans compter non plus ces châtiments producteurs obligés d'infamie que sont tous ceux infligés par la main du bourreau,³ le bannissement, les verges, la coupe des cheveux⁴ ou la marque au fer rouge d'un signe dégradant;⁵ mentionnée une fois pour toutes la notation d'infamie accompagnant constamment, dans les sources valaisannes, le grand ban de 60 livres, sous le nom consacré d'obole d'or, de maille d'or, de « guldiner helbling », (qu'on a cru parfois signifier le dernier supplice,⁶ mais dont la loi elle-même dit textuellement *quod est perditio honoris*),⁷ il nous reste à voir un lot assez vaste de peines anti-honorifiques spécialisées, graduées et dissociées, débitées au détail pourrait-on dire.

L'une d'elles, fréquente et qui suit la faute avec une rigueur syllogistique, est l'obligation de demander pardon, soit à Dieu, soit aux hommes. Souvent des pécheurs sont adressés au pied des autels, où ils supplient le ciel de leur être indulgent. Souvent aussi, principalement ensuite d'un délit de retentissement politique, on les voit se jeter à genoux devant Sa Grandeur, le Bailli, la Diète ou l'Autorité, les mains levées pour implorer grâce.

¹ La perte de l'honneur est marquée par la déchéance du droit de prêter serment et de porter l'épée, ce que la langue juridique suisse appelle « von Ehr und Gewehr setzen », étant entendu que le serment est le produit le plus intime de l'honneur, et le port d'arme sa marque extérieure. (cf. Osenbrüggen, pp. 106 et 243.)

² Cf. Osenbrüggen pp. 105, 124, 128, 205, 206, 207, les effets pénaux de cette distinction.

³ Cf. Blumer II/2, p. 12.

⁴ N'oublions pas que les cheveux longs étaient, jadis, le signe qui faisait reconnaître l'homme libre: le serf les portait courts. Cf. Osenbrüggen, p. 94.

⁵ On sait l'usage qui se fit en France, p. ex., des signes suivants : R (pour les récidivistes), fleur de lys ou potence.

⁶ De Torrenté, Commentaire, p. 107 : *a nonnullis accipitur pro ultimo supplicio*, — ce que les textes contredisent d'ailleurs formellement : Cf. AN 45, qui condamne alternativement à la maille d'or ou à la perte du poing droit ; LRC 96, qui prévoit la rechute après la peine de 60 livres et l'obole d'or ; St. CXLVIII, qui condamne à 60 livres et l'obole d'or, conjoints au bannissement, etc. De Torrenté conclut d'ailleurs : *Verius tamen est, obolum aureum accipi pro ipsa infamia ut docet caput statutorum*.

⁷ LRC 94, St. CXXXIX.

D'une raison tout aussi naturelle procédera l'abjuration d'un mensonge ou d'une erreur, l'amende honorable à un magistrat, la rétractation de l'injure, de la menace, des bruits séditieux, proclamée au tribunal, sur la place publique, ou au porche de l'église. Presque toujours, pour en faire paraître l'effet plus saisissant, le coupable tient en sa main une verge, ou une torche, un cierge allumés. Pour un peu, on le couvrirait de cendres et déchirerait sa tunique.

Ou plutôt, littéralement, on le fait ; dans les villages savoyards on promène l'adultère, dépouillé de son vêtement, à travers les rues ; sur territoire valaisan, en certains cas, on coupe la ceinture du condamné à la hauteur du nombril, on la fixe par un clou à la porte du château de la Majorie, puis, lui ayant descendu les chausses et dénudé le séant, *dissolutis caligis nudis posterioribus*, on le contraint à toucher par trois fois des lombes la pierre placée à côté de la porte. L'humiliation n'est cependant pas toujours de cette verdeur ; généralement on se contente d'escorter le malheureux à travers rues et places, et si c'est une femme surtout, pieds nus, cheveux épars, trainant après soi un char de tonnelier ou quelque objet hétéroclite. Au cortège, le juge préfère d'ailleurs la longue exposition aux yeux de la foule,¹ la station parmi les risées, au collier de fer, au pilori, à l'échelle, au tourniquet. Il la complique ordinairement, pour achever le ridicule, de l'imposition d'une mitre de papier, d'une couronne de paille, ou d'un volumineux écriteau portant en capitales les mots : Mère maquerele, ou tout autre motif de la condamnation.²

Il se rencontre ici un point sur lequel il faut insister. C'est le souci moralisateur dont nombre de peines infamantes sont teintées. On ne les choisit pas au hasard ; on les pare d'une enveloppe philosophique ; on veut, pour les rendre éducatives, en même temps les extérioriser par un signe grotesque et les frap-

¹ A Sion, on exposait au Grand-Pont, en plein centre des affaires et de la justice, ou parfois au coin de l'église de St. Théodule, près du cimetière, sur un passage très fréquenté.

² L'imagination des juges a inventé d'autres châtiments affligeant l'honneur, tels que, en Suisse : le port d'une épée rompue ou d'une épée de paille (Blumer, II/2, p. 31) au lieu de celle désignant l'honnête homme (Osenbrüggen, p. 107, Blumer, ibid, p. 12) ; le port d'une pierre (Klapperstein) pour les femmes médisantes (Osenbrüggen, p. 109), l'exposition dans le « Lasterkorb » et l'obligation de sauter, pour s'en délivrer, dans un boubier (pp. 111 et 349), le « Trinkverbot » ou interdiction d'aller boire dans les auberges en société honnête (Blumer II/2, p. 11, 12, 35 ; Schiess, p. 87), le port du chapeau pointu jaune des juifs, etc...

per dans leur esprit ; on s'efforce d'établir entre le délit et son châtiment une analogie visible, une sorte d'équilibre imagé, de corrélation à rebours, capable d'impressionner profondément l'imagination de la masse. Le libertin qui a bravé le ciel en blasphémant, on le force à l'humiliation immédiate, à se précipiter à terre, à y baiser la croix qu'une main respectueuse y trace. Le voleur sacrilège devra rapporter l'icône enlevée à l'église, et ce un dimanche, à la sortie des offices et devant tout le peuple fidèle. Le rebelle qui s'est attaqué à l'autorité des hommes, on le fait mettre à genoux et se blâmer sur la place la plus fréquentée. Le personnage « vil et léger », qui a menti publiquement, il faut qu'il se démente avec une triple solennité. L'adultère qui prit plaisir coupable en sa chair, on le crible des aiguillons de la honte en promenant sa nudité. Le chrétien insoumis qui mangea gras les jours de vigile ou de carême, on le fait défiler en grande ostentation, tenant dans ses mains un morceau de viande crue. La fiancée assez hardie pour se rendre à l'église « mit dickem Bauch », dans le temps où déjà sa grossesse est apparente, le passant peut lui arracher du front sa couronne virginale, et lui en substituer, par dérision, une de paille. Le bohémien inquiétant qui veut passer inaperçu et se soustraire aux arrêtés d'expulsion, on lui rase la tête pour l'avilir et le désigner à l'attention de chacun. Le notaire qui fit un usage frauduleux de sa plume et n'en montra pas le respect, est jugé digne tout au plus de porter sur son épaule outil de vilain, pioche, pelle et scie.

Pour les délits de fonction, ces marques toutes matérielles ne sont d'ailleurs pas assez. Le magistrat ou l'officier qui n'a pas le zèle de son honneur professionnel, le jugement le lui arrache à jamais : il le dégrade, le retranche du corps dont il est un chancre. Ainsi destitue-t-on les notaires coupables de faux et les prive-t-on de l'exercice de la plume, *perpetuis temporibus calamo et arte notariatus* ;¹ ainsi casse-t-on les fonctionnaires félon, les députés, les juges et les assesseurs coupables de forfaiture.

Dans une catégorie voisine de sanctions, il arrive que le bourgeois qui n'accourt pas quand on sonne le « crifor » ou l'alarme dans l'inondation et l'incendie, ou qui injurie ou frappe l'officier qui l'arrête à bon droit, ou encore qui se refuse à suivre la bannière, le *vexillum* de la cité,² soit déchu de son privilège de bourgeoisie ; que le soldat qui s'engage aux armées étrangères

¹ Disent les St. LXXXVIII.

² Sauf s'il s'agit d'un clerc, Franchises, Sion, 1338, art. 33.

au mépris des ordonnances nationales perde son droit de patriote ; que l'enfant reniant la succession paternelle soit exclu du partage des droits communs, et le franc-maçon dépouillé des droits publics et civiques. Encore cette énumération ne prétend-elle pas à être limitative.¹

A cette foison de châtiments d'infamie destinés aux vivants, on peut rattacher la flétrissure suprême infligée au condamné à mort, en le trainant au lieu du supplice sur la claie, en l'enterant, après l'exécution, sous les potences, comme un chien ou, dit Fröhlichsburg, « wie ein verzweifelt Aas », comme une charogne désespérée, ou même en condamnant, frappant et mutilant sa dépouille inanimée, et en déshonorant sa mémoire par un procès juridique.

Peines spirituelles.

On se ferait de la peine appliquée une représentation incomplète ou défigurée, si l'on négligeait d'y découvrir toute la part de contraintes religieuses qu'elle recèle.² Seul l'enduit spirituel lui confère sa résonance exacte et définitive. La peine, anciennement, est une combinaison variable d'éléments répressifs matériels et mystiques ; le crime étant atteinte à l'ordre divin et humain, péché et délit, le châtiment participera de l'âme et du corps, sera pénitence et peine, pour rétablir la règle spirituelle et la règle sociale.

Les sanctions d'essence mystique sont, en première ligne, celles que prononce formellement l'autorité ecclésiastique, l'évêque, son vicaire, son doyen ou son official : l'excommunication,³ (majeure et mineure, l'exclusion de la communion des saints, ou la seule privation des sacrements) ; l'interdit, fulminé sur une église, un village, une contrée, ou le pays entier ; le ban synodal

¹ C'est surtout à l'influence du droit impérial qu'on doit, sinon la fréquence de la peine infamante, du moins le développement de ses signes publics et de ses modes d'application ; ils se multiplient surtout, en Valais, depuis le XVI^e siècle, pour atteindre leur maximum dans le code bas-valaisan.

² Cf. Osenbrüggen, *Alaman. Recht*, p. 112.

³ L'excommunication emporte des effets judiciaires qu'il convient de relever ici : Nous décidons, disent les statuts synodaux du 2 déc. 1346, que tous juges et seigneurs séculiers et leurs officiers, baillis, châtelains, vidomnes, majors, sautiers, métraux, ou de quel nom qu'on les appelle, délégués à rendre la justice, ne doivent pas admettre les excommuniés à agir, prononcer et témoigner dans leurs cours et jugements. (Gremaud IV/1975).

aussi, l'amende religieuse, dont la menace légale se propage par ondes perceptibles de documents en documents. Il n'est pas difficile d'imaginer quelle puissance contenue comprime en soi le principe de cette espèce de peines, dans le Valais où pouvoir comtal et pouvoir épiscopal s'identifient sur le même chef, où les évêques firent trop souvent donner leurs armes chargées d'éternité dans les querelles politiques. Mais nous n'avons pas à nous engager dans cette étude. L'important est de mentionner encore avec force l'existence d'une portion spirituelle incorporée à la peine, indépendamment de la sentence religieuse, soit d'office et par vertu doctrinale, soit par décision du tribunal séculier ordinaire. Je songe surtout, d'abord à l'excommunication latente, attachée *auctoritate sacri canonis*¹ à l'accomplissement de certains crimes dans la relation rectiligne de cause à effet,² et au refus de la sépulture chrétienne appliqué, sans autre forme de procès, à tous ceux qui meurent publiquement en état de péché mortel, aux brigands et aux voleurs, à l'adultère tué au fait, au ravisseur frappé mortellement, à l'usurier public,³ à l'hérétique, au suicidé, au criminel qui se refuse à l'aveu, à tous ceux en général qui sont punis pour leurs méfaits.⁴ Le juge séculier peut,

¹ Gremaud VIII, p. 235.

² C'est l'excommunication *latae sententiae*, portée d'avance, encourue automatiquement, pour tel fait généralement prévu (p. ex. le duel condamné par le concile de Trente, qui l'appelle une invention diabolique, et y attache excommunication et infamie perpétuelle, cf. Fröhlichsburg II/II, Tit. 4), et qui s'oppose à l'excommunication *ferendae sententiae*, purement virtuelle et qui doit être prononcée par l'autorité dans le cas donné. Cf. la citation du 27 mai 1441, Gremaud VIII/2938 : Il nous a été exposé de la part de Panisius de Canalis, clerc, citoyen sédunois, que, tandis qu'il était paisible et tranquille, dimanche passé, dans notre ville de Sion, ne faisant de tort à personne, survint Etienne Luyter... habitant à Sion, avec son glaive hors du fourreau, qui l'en frappa à la tête et l'eût presque mis à mort. s'il n'en avait été empêché par ceux que se trouvaient présents, et ce sans qu'il eût défié Pachinus ou lui eût adressé un mot avant de l'attaquer ; mais, rempli d'un souffle diabolique, il commit ces énormités. C'est pourquoi Pachinus nous demande de nous occuper du remède opportun et de prononcer qu'Etienne a encouru, d'après l'autorité des canons sacrés, la sentence d'excommunication, attendu que Pachinus est clerc, et porte l'habit et la tonsure des clercs, etc.

³ En 1435. (LGV 4), l'évêque s'engage à ne pas prononcer d'excommunication, sauf contre les débiteurs principaux, les cautions et les coupables. En 1475. (SS 72) l'excommunication frappe aussi le failli qui remet ses biens aux mains du juge.

⁴ Sans parler, naturellement, de l'interdit et de l'excommunié, même mineur. Schillig, cap. 48, p. 185. — Schillig ajoute à sa liste celui qui est tué dans un tournoi. (*Torneamenta autem dicuntur quaedam mundinae, vel*

d'autre part, en portant jugement pénal, condamner, et condamne fort souvent à quelque peine médicinale accessoire, comme demander pardon à Dieu, recevoir les sacrements de pénitence et de l'eucharistie, déposer à l'église des offrandes en cire ou en argent, y créer quelque fondation en l'honneur de Dieu, de la Vierge, ou d'un Saint patronal, faire des aumônes, ou encore s'en aller en pèlerinage, par exemple à Notre-Dame des Ermites, à Einsiedeln, qui est un lieu saint cher au Valaisan.

II. PHILOSOPHIE.

1. Justification et but de la peine.

Le Professeur Fehr rappelant, dans son Histoire du droit allemand, l'abus que faisait l'époque franque des peines vitales et corporelles (lapidation, pendaison, noyade, décollation, mutilation), a montré¹ pourquoi la peine des temps primitifs devait être nécessairement d'une extrême rigueur : C'est que le droit pénal est alors fondé sur la considération que le châtiment doit être non seulement expiatoire, mais en même temps exemplaire. Il vise principalement, par la pratique publique des supplices, à éveiller une crainte salutaire dans l'esprit du malfaiteur et de l'honnête homme, à détourner l'un de l'exécution, l'autre de la tentation du crime. Ce souci d'intimidation a passé dans la mystique pénale du moyen âge : Les premiers textes qui nous soient parvenus du XIII^e siècle nous montrent déjà l'adultère frappé de verges à travers son village (à Saillon et à Sembrancher),² tandis que l'antique usage de Sion et de Martigny (XIV^e s.)³ rejoignant l'ancien coutumier national de Valère (1^{re} moitié du XV^e s.), insiste sur le fait que la punition du faux témoin doit agir sur la foule, que sa langue doit lui être arrachée par le col et exposée *publice in loco publico*.

feriae, in quibus milites ex edicto convenire solent, et ad ostensionem virium suarum et audaciae temere congregari vel congregi ; sunt autem prohibita propter periculum animarum et mortem inde provenientem.)

¹ Op. cit. p. 65.

² Franchises de 1271 et de 1322.

³ Franchises de 1338 et de 1399.

Si l'on peut prétendre, en somme, que la raison suprême de la loi pénale, au moyen âge, est la déterrition,¹ il ne faut pas négliger de relever aussi quelle fut l'influence du droit romano-italien et du droit canon dans l'histoire juridique des XIV^e et XV^e siècles, et comme elle amena à combiner les principes fondamentaux de la répression : le principe ancien, naturel, de l'*intimidation*, de l'« Abschreckung », et le principe romano-canonique de l'*expiation* ou « Wiedervergeltung », si régulièrement poursuivi et réalisé sous la forme du talion.² Là se trouvent désormais les bases philosophiques, les colonnes du droit pénal.³

Législateurs et juges le proclament au cours des âges : Le vicaire général de l'évêque accorde, en 1338,⁴ aux Sédunois la confirmation de leurs privilèges, dans la conviction qu'ils concourront à punir les scélérats, comme à barrer les voies à l'esprit du mal. Les gens de Mœrel déclenchent, en 1430,⁵ une inquisition générale contre les sorciers, pour que le maléfice ne demeure pas impuni, et pour la nécessité d'un exemple. L'évêque Guillaume de Rarogne adresse,⁶ à tous les officiers temporels de la terre du Valais, à tous les dizains et à toutes les communautés, un mandat d'arrêt contre un habitant de Sion coupable de graves voies de fait, afin, dit-il, que le mal ne soit pas sans recevoir son châtiment, et que le coupable soit puni de telle sorte que sa peine détermine la crainte d'un grand nombre et serve d'exemple aux autres. Le même argument psychologique de l'exemple est invoqué dans les traités d'extradition conclus par l'Evêque et les Patriotes avec leurs voisins de Berne et de Savoie.⁷ Les Statuts, qu'ils soient particuliers ou généraux, avouent les mêmes fins de justice et d'utilité : ceux de Brigue, en 1479⁸ et 1540,⁹ ceux de Rarogne, en 1548,¹⁰ ceux du pays, en

¹ Cf. Fehr, pp. 65, 196, 278, 285.

² Cf. Osenbrüggen, p. 84.

³ Cf. Fehr, p. 278 ; Osenbrüggen, pp. 83/84 ; Blumer II/2, p. 6 ; Schiess, p. 83.

⁴ 4 juillet 1338, Gremaud IV, p. 158.

⁵ 15 juin 1430, Gremaud VII/2809.

⁶ Sion, 27 mai 1441, *ibid.* VIII/2937.

⁷ Sion, 31 août 1446, Gremaud VIII/2981.

⁸ Statuts contre le vol et les autres crimes secrets : « damit die Täter ihren verdienten Lohn empfangen », etc. *Blätter für Walliser-geschichte*, IV, p. 308.

⁹ Statuts contre le blasphème : « damit er übrigen zum byspill des Abschyens sige », *ibid.* p. 310.

¹⁰ Cf. art. 4, 49, 53.

1514¹ et 1571.² Pour la Diète, soit qu'elle menace de la perte du corps et des biens ceux qui citent un patriote devant les tribunaux étrangers ou publient contre lui des lettres de ban;³ soit qu'elle punisse l'adultère de l'amende, du bannissement ou du glaive;⁴ soit qu'elle condamne l'infortuné capitaine Stockalper, à avoir la tête tranchée, le corps sectionné en quatre parts, et réduit en cendres sur un bûcher, en signe de trahison, d'assassinat et d'incendie,⁵ soit qu'elle fasse fouetter jusqu'à la frontière, essoriller et bannir à perpétuité les auteurs de faux bruits et fauteurs de troubles,⁶ ou elle explique généralement qu'elle entend faire œuvre exemplaire, ou elle déclare formellement qu'elle punit l'un (le capitaine Stockalper) parce qu'il a mérité cette peine et pour servir d'exemple à d'autres méchants, et qu'elle décrète le châtiment de l'autre (le vitrier bernois Kuentz) en punition pour lui et en exemple terrifiant pour les autres perturbateurs. Les juges particuliers, majors, châtelains et gouverneurs, indiquent, dans leurs formules judiciaires, qu'ils se tiennent, par tout le Valais, au même idéal,⁷ et condamnent le coupable « pour

¹ Cf. art. 90, qui veut que la peine du blasphémateur soit infligée *ad spectaculum omnium*.

² Cf. art. XVIII, XLV.

³ Recès décembre 1617, de Courten III/596.

⁴ Recès décembre 1619, *ibid.* III/690.

⁵ Loèche, 22 novembre 1627, Grenat, p. 255.

⁶ Recès décembre 1683, de Courten V/458, condamnation de Pierre Kuentz. — Toute la jurisprudence suprême, au XVII^e siècle, insiste sur cette importance de l'exemple. Cf. les jugements figurant aux recès des : 29/30 octobre 1601 (de Courten III/56, carcan pour les accapareurs); décembre 1617 (*ibid.* 580, prison au pain et à l'eau pour appel d'une affaire civile au Légat); 5/15 juin 1618 (*ibid.* 618, concussion); 11/23 décembre 1618 (*ibid.* 641, sédition et vol sacrilège); décembre 1631 (*id.* IV/357, notaire coupable de faux), etc.

⁷ Le châtelain et les citoyens de Sion infligent, sur le Grand-Pont, la peine méritée, aux coupables de lèse-majesté, dans le dessein d'inspirer de la crainte (*terror*) aux autres délinquants et de les donner en exemple (31 janvier 1514, Imesch N° 83, 5). Angelinus Probus, citoyen séduinois, châtelain et juge de Sierre, condamne Catherine Gylioz pour inceste et avortement (18 avril 1628) *in quorum universorum punitionem, simulque quibusvis aliis talequid in futurorum maleficii ausuris, incepturis, sive cogitaturis ad exemplum*, et pour conclusion, *ut omnibus a veri cultus via et pietate deflectentibus exemplo sit* (communiqué par M. Bertrand). Jean Mageran, juge du louable dizain de Loèche, condamne le sorcier « ihm zu einer straff, buoss, ybrigen aber argen besen menschen zu einem byspill undt exempel » (4 sept. 1674, Kämpfen, p. 75). Etienne Morency, seigneur gouverneur du siège de Saint-Maurice, le fait afin « qu'il serve d'exemple aux autres et affin qu'il soy chastié selon ses démérites, comme dit ceste sentence : *omnis arbor quae non fert fructum bonum scindatur et in ignem mittatur*. Non content de

chastement et en expiation de ses crimes et péchés, affin de donner exemple aux bons et terreur aux meschants et gens de mauvaise volonté. »

On peut d'ailleurs considérer comme raison profonde de cet exemple particulier et de cette mise en garde personnelle, la recherche d'un remède universel : L'avertissement, la prévention spéciale doit logiquement produire l'inhibition, la *prévention générale*, et nos vieux législateurs le savent bien, lorsqu'ils affirment s'attacher à écarter tous les scandales et à faire disparaître tous les scélérats, ¹ à obvier aux maléfices et à détruire leur source, ² à contenir la volonté mauvaise et à ruiner les mauvaises entreprises, ³ à repousser l'iniquité, ⁴ à retrancher tel fait délictueux, ⁵ à guérir tel abus ⁶ ou à le prévenir dorénavant. ⁷ En 1447, ⁸ les paroissiens de Loèche suppliaient le seigneur évêque d'accorder à leurs officiers le droit de sévir, selon les coutumes anciennes et nouvelles du pays, contre les sorciers, les brigands et tous les malfaiteurs, puisque, disaient-ils parfaitement, règne partout l'opinion que les personnes malfaisantes doivent être tenues à l'écart des bonnes et des justes, de peur que les bons et les justes eux-mêmes ne se laissent aller à l'iniquité et aux actes et artifices diaboliques avec les méchants, et ne soient ainsi accusés à cause des méchants. — On pourrait encore noter la portée seconde de la prévention, et cette justification dernière de la peine, qui s'étudie à obtenir des effets indirects et lointains, comme la grâce, la pitié ou les faveurs divines, ⁹ le salut des âmes, ¹⁰ ou même des intérêts purement temporels, tels que la sécurité du

cette déclaration liminaire, il insiste encore en fin de sentence et définitivement ordonne que le délinquant doit être remis entre les mains de l'exécuteur de la haute justice et jeté au bûcher, « et ce pour chastement et en expiation de ces crimes et péchés, affin de donner exemple aux bons et terreur aux meschants et gens de mauvaise volonté » (11 juillet 1669, jugement Chaudan, publié par M. Bertrand, Annales Valaisannes, V, Nos 2/3, pp. 195 ss.).

¹ Statuts de Sion, 1338.

² Statuts de Mœrel, 1430.

³ Statuts de Brigue, 1540.

⁴ Statuts de 1571, art. XVIII.

⁵ Additions de 1598, art. 54.

⁶ Recès décembre 1636, de Courten IV/489.

⁷ Recès novembre 1607 (id. III/288), décembre 1619 (ibid. p. 696), décembre 1636.

⁸ Loèche, 11 juin 1447, Gremaud VIII/2993.

⁹ Cf. statuts synodaux du diocèse de Sion, 22 novembre 1347 (Gremaud IV/1976); recès 1531 (de Courten I/357).

¹⁰ Statuts synodaux de 1347. Cf., en 1721, le texte de Schillig sur les tournois.

commerce, le maintien de la bonne réputation du pays, ou le souci d'un traitement réciproque.¹

Si nous élargissons davantage notre observation, nous constaterons comme l'idée politique se marque décisivement sur la science de punir, conjointement à l'empreinte morale : Avec le renforcement des organismes civiques, et quand se répandit la notion d'un intérêt public nécessaire et de tâches sociales dévolues à l'Etat, la peine ne devait pas tarder à être tenue pour une institution tutélaire commune. Sur les principes d'expiation et de prévention vient brocher celui de *protection*, le « Sicherungszweck ». ² Dès le XIV^e siècle, cette tendance pénale avait pris corps et s'était formulée : L'évêque renouvelait à Sion les lois coutumières qui devaient permettre aux justes et aux pacifiques de se rassurer et de jouir en paix de leurs franchises. ³ Cent ans plus tard, ce soin de la vie tranquille dans la cité ou le village est poussé au point que les citoyens de Sion s'assemblent au son des cloches, le 2 janvier 1430, ⁴ pour décider de déroger à la tradition établie et de conférer au bailli du Valais et au vidomme de Sion, jusqu'à la fête de Pentecôte prochaine, la permission d'accomplir des recherches et des enquêtes, dans la cité et dans toute la baronnie, contre les criminels et toutes les personnes suspectes de sorcellerie, de vol, d'homicide, de trahison, ou de tout autre méfait, afin, proclament les bourgeois, que la cité soit expurgée des méchants et des criminels, de sorte que les bons puissent vivre en paix ; il est poussé au point que les paroissiens de Moerel, le 15 juin de la même année, ⁵ n'hésitent pas à déchaîner leur inquisition générale contre les sorciers, en se flattant de séparer les infâmes infidèles et les mauvais des bons, catholiques et fidèles. Le traité d'extradition de 1446, ⁶ déjà mentionné, se justifie en relevant avec une netteté parfaite qu'il importe à la paix publique que les délits soient notoirement punis. Les statuts du dizain de Brigue, en 1479, ⁷ les statuts du tiers de Rarogne, en 1548, ⁸

¹ Cf. mandats d'arrêt du 12 avril 1439 (Gremaud VIII/2907) et du 27 mai 1441 (ibid. N° 2937). — Voir aussi Fehr, p. 189.

² Cf. Fehr, p. 279. — C'est en ce sens qu'il faut entendre la formule : « Die Rechtsordnung war in der Hauptsache eine Friedensordnung », ibid. p. 189.

³ Statuts de Sion, 1338.

⁴ Gremaud VII/2805.

⁵ Gremaud VII/2809.

⁶ Gremaud VIII/2981.

⁷ Blätter für Wallisergeschichte, IV, p. 308.

⁸ Art. 4, 49.

et le Landrecht de 1571,¹ légifèrent « um die frommen zu beschirmen », « zu schirmen der frommen und gerechten », pour la protection des bons et des justes. Les juges administrent la peine « affin que les meschants soyent segregés d'avec les bons, craignant que le délinquant continue dans ses crimes et péchés et ne porte des plus grands dommages à son prochain ». ² La Diète ordonne la publication du nom des personnes indignes bannies du pays par un dizain, vu l'importance, protocole-t-on, pour le bien et la sécurité publics, que le pays soit purgé de ces vauriens et afin que chacun puisse s'en garder. ³ Elle va même, dans certains cas, jusqu'à prendre, au nom de la nation, sous la protection et sauvegarde officielles du pays, l'évêque, les députés, les juges, tous les témoins qui auraient à redouter la vengeance d'un condamné, ensuite de ses menaces. ⁴

Et quels indices lumineux de ce souci de la sécurité commune se révèlent dans tant d'institutions nouvelles, d'efforts originaux de la loi pénale, dans le seul besoin de codification, dans l'obligation universellement écrite de garder la paix, dans le choix approprié des peines et des premières mesures de sûreté, dans la faveur grandissante donnée à la prison, aux galères, au bannissement perpétuel, dans l'acharnement à expulser les mendiants et les vagabonds, dans l'introduction de la poursuite d'office, du cautionnement préventif et de l'arrestation en cas de menaces, et même, sur une ligne parallèle, dans la réglementation publique de l'exercice de la médecine et de la vente du poison ! ⁵ Il tombe sous le sens que, du jour où l'Etat est fortement constitué et a pris conscience de son rôle supérieur et central, son souci vital sera celui de sa propre conservation, de l'ordre public, ⁶ et partant, l'un de ses premiers attributs, la protection des citoyens.

¹ Art. XVIII.

² Procès Chaudan, de 1669, déjà cité. — Cf. ce recès, du 16/30 janvier 1617 (de Courten III/580), où des sanctions sont prises par la Diète dans l'affaire de la sédition de Conches, afin de protéger les bons, punir les méchants, et pour mémoire à toute la postérité.

³ R. mai 1724, de Courten IV/407.

⁴ Affaire Guntern, R. 26 août/15 septembre 1612 (de Courten III/401). Dans le même sens, mais plus généralement, le code de 1795 (XV/III) dispose que si quelqu'un, accompagné d'un témoin, vient déclarer sous serment au juge qu'il a été menacé, le juge doit adresser un officier à l'auteur des menaces pour lui notifier qu'il a pris son adversaire sous la garde publique.

⁵ Voir, plus loin, le détail des différents chapitres.

⁶ Pour l'histoire de cette évolution, et savoir comme l'Etat prit conscience de son rôle suprême, lire Fehr, pp. 144 ss.

Il lui était beaucoup plus difficile d'arriver à concevoir, comme l'un des résultats possibles de la peine, l'amendement, la régénération (« Besserung ») du délinquant ; seule une science pénale poussée loin et raffinée, débarrassée des préoccupations de l'utilité la plus étroite, pouvait s'élever à saisir ces nécessités idéales. Les précieux statuts de Sion, de l'année 1338, y touchaient déjà pertinemment, et, soit l'introduction soit le corps en exprimaient le souci de corriger les coupables, et recommandaient au seigneur évêque de laisser la peine publique à l'égard des usuriers et des adultères, pour lui préférer la correction, mesurée à l'enseignement du droit canon sur le « for de l'âme ».¹ Si, plus tard, les textes ne répètent plus le principe avec la même clarté, il est pourtant certain que ce but de rédemption morale n'est pas invisible au législateur et au juge, et l'usage pénal insinue qu'ils y tendent, peut-être inconsciemment parfois. Quand l'homme qui injurie son adversaire, qui lui lance des menaces ou qui l'attaque sur le chemin, et quand celui qui blasphème Dieu, ne sont pas punis aussitôt, pourvu qu'ils consentent à se rétracter, à prêter caution, à jurer de ne plus rompre la paix, à faire amende honorable et à baiser terre, il est évident que l'on ne désespère pas de ramener le délinquant à la réflexion, à la sagesse et à l'amendement. Quand on recourt si volontiers à tant de peines contre l'honneur et aux pénitences religieuses, c'est qu'on pense qu'il suffira peut-être d'une intervention morale, avant toute autre souffrance corporelle irrémédiable. Quand les tribunaux pardonnent une première faute au coupable, et ne se lassent pas de distribuer grâce et commutation de peines,² quand, d'autre part, ils punissent avec une sévérité croissante les divers degrés de la récidive,³ il est manifeste qu'ils accordent une prime à la régénération, à l'effort honnête, qu'ils essaient de faire rentrer le coupable en lui-même, de le toucher ou de l'effrayer pour l'arrêter sur la pente du mal.

¹ Art. 8.

² Ainsi, p. ex., en 1504, le cardinal Schiner veut bien libérer de toute peine Antoine Guerwer, qui s'est engagé au service du roi de France malgré l'interdiction de l'évêque et des patriotes (cf. 14 avril 1510, Imesch N° 48, 2). La Diète, en 1608, condamne avec une clémence qu'elle souligne, Jacques Bridy qui voulut tuer son évêque, à condition qu'il donne caution de ne plus jamais renouveler d'aucune façon faute pareille (R. 3/12 avril 1608, de Courten III/303). En 1618, elle consent à laisser en charge Gilg Jossen, le concussionnaire gouverneur de Monthey (R. 5/15 juin 1618, ibid. 618). Comparer le chapitre de la Sédition, et, pour la peine des faux témoins, le code bas-valaisan, XVIII/I.

³ Voir, par exemple, les chapitres traitant de la rupture de paix, de l'adultère, de l'injure.

Pour conclure, répétons que peuvent être attendus de l'application de la peine tous ces effets divers : expiation, intimidation et prévention, régénération, ou protection. Il est vrai que le législateur n'a le plus souvent qu'une conscience obscure de ces principes, qu'il n'en fait pas le fondement d'une théorie pénale, et qu'il se contente d'exprimer généralement son désir de voir le droit s'accomplir et la justice se maintenir.¹ Mais pourtant, dès les premières lois qu'il donne, il tend, en inscrivant la menace de la peine, à assurer la sauvegarde et la réalisation de tout un complexe, de toute une somme de propositions morales et sociales, dont il est fort instructif d'entendre l'énumération dès 1388 dans la confirmation des franchises de Sion.² On perçoit un son analogue aux lignes du décret d'introduction des statuts nationaux de 1571 dans toutes les communes du Bas-Valais.³

On peut se demander laquelle des tendances de la peine meut le plus souvent la détermination du législateur et du juge. Il semble que le pas soit donné d'abord, on l'a vu, au souci de faire expier et d'intimider, puis plus tard de protéger. Cette évolution n'est pas pour surprendre ; un Etat devenu constitutionnellement maître et garant de la paix publique, qui ne voit plus son origine et sa fin dans un statut divin, mais dans la volonté populaire et dans l'intérêt général, fera passer les nécessités pratiques de la sécurité avant l'idéologie de l'expiation, et se préoccupera assez peu du for intérieur du criminel, pourvu que l'ordre extérieur soit respecté. C'est ainsi que le code pénal pour le Bas-Valais néglige de définir les résultats qu'il se propose de l'application de la peine ; l'introduction note seulement que les Hauts Seigneurs, en l'écrivant, se sont montrés « jaloux de mériter la

¹ Les formules, qui se rencontrent fréquemment, sont très diverses : Cf. Loèche, 1447 : *subsidiū iuris* (Gremaud VIII/2993) ; Brigue, 1479 : « damit das Recht sein lauf habe » ; Rarogne, 1548, art. 4 : « des rechten bedarf gut recht zu halten, recht zu erhalten », art. 49 : « gut gericht und recht zu erhalten », art. 52 : « damit das recht zu schirmen », art. 53 : « das recht loblich erhalten », art. 54 : « zur firdrung des rechten » ; Statuts, 1571, art. XVIII : *pro iustitia manutenenda*, art. CLI : *ut iustitiae sit locus*, etc.

² Répétons que l'évêque a la conviction qu'une bonne loi doit concourir à dissiper tous les scandales et à faire obstacle à l'esprit du mal, à punir les scélérats et à les faire disparaître, à corriger les coupables, à rassurer les hommes justes et pacifiques, à leur permettre de vivre en paix et de jouir en toute sérénité de leurs droits.

³ *In sacrosancti nominis (Dei opt. max.) laudem et honorem, iustitiae cultum, virtutum incrementum, scelerum correctionem, litium abbreviationem, subditorum quietem et utilitatem, totius denique reipublicae prosperum et pacificum statum.* (St-Maurice, décembre 1575, Heusler, p. 391. Cf. Martigny, Entremont, Conthey, Vouvry, *ibid.* pp. 404, 407, 434, 441).

confiance de leurs chers et fidèles sujets, et toujours attentifs à tout ce qui peut faire leur bien, procurer leur bonheur et leur tranquillité », et qu'ils se flattent « du doux espoir que cet ouvrage intéressant servira de bouclier au foible contre le fort, de frein au méchant, et de joug honorable aux bons Citoyens ». C'est bien l'intérêt public qui est devenu la maîtresse préoccupation du législateur pénal.

2. Justification et but de la torture.

A côté et au-delà de cette philosophie de la peine, il est d'un intérêt immédiat de rechercher la signification de la torture, les raisons de son emploi dans le procès criminel. Le juge s'en sert-il comme d'un moyen ou d'une fin, en tant que magistrat informateur ou justicier ? La torture doit-elle être considérée comme une anticipation et, en quelque sorte, une tranche de la peine ?

En aucun cas. La torture, disons ici la question, n'est qu'une ressource de procédure pour obtenir l'aveu du crime ou la dénonciation des complices,¹ elle tend à provoquer une réponse établissant la vérité, et déterminant la conviction du juge.

C'est le développement et le triomphe du système inquisitorial qui devaient donner à l'aveu de culpabilité, à la confession du délit, son importance centrale, et en faire la base la plus sûre de la condamnation. Il est vrai que, par l'héritage du droit romain, la torture pouvait être d'un usage assez fréquent même pendant la période de floraison du procès accusatoire, et les franchises du XIV^e siècle, (c'est-à-dire d'un temps où le principe de l'enquête d'office n'était point encore reçu dans le Valais), en réglementant l'usage à Loèche,² à Sion,³ à Conthey⁴ et à Martigny.⁵ Mais, sous le régime de l'instruction secrète et déclenchée par le juge, l'accusateur ne paraissant plus pour faire sa preuve, et l'ordalie, l'ancien jugement de Dieu étant abandonné dans la

¹ Nos historiens s'accordent à insister sur ce « double but ». Cf. Kämpfen, p. 11, Bertrand, Annales Valaisannes, V, 2/3, p. 168. — Il est parfaitement mis en lumière par les deux espèces de la torture que consacrait, en France, l'Ordonnance criminelle de 1670: la question préparatoire, servant à obtenir l'aveu, et la question préalable, ordonnée par le jugement de condamnation, destinée à procurer la dénonciation des complices.

² 1338, art. 13.

³ 1338, art. 37.

⁴ 1352, art. 16.

⁵ 1399, art. 29.

nuit des temps, la preuve devait être le plus souvent malaisée, précaire, ou incomplète ; les moyens d'information étaient insuffisants (qu'on songe aux crimes si communs d'hérésie et de sorcellerie), et l'investigation à huis clos n'apportait guère que *l'aveu* sur quoi le juge avait la conviction¹ de pouvoir fixer sa certitude et fonder sa sentence capitale, en satisfaisant aux exigences de la justice et en assurant la paix de sa conscience. Le prévenu devient la source même de la preuve, et c'est lui qui doit se déclarer innocent ou coupable,² qui se libère ou se condamne. Ainsi s'explique le rôle essentiel donné à son interrogatoire, non moins que le zèle et l'acharnement à arracher légalement la preuve pleine, parfaite, royale³ et simple à la fois, de son crime : l'aveu.

C'est bien là, sans nul doute, le sens qu'il faut donner à l'institution de la torture. Il est souligné surabondamment par les arguments écrits de la loi, de la jurisprudence et de la doctrine.

L'un des premiers textes légaux consacrant l'inquisition en Valais, — les articles établis en 1428 par les Magnifiques Seigneurs Patriotes pour la répression de la sorcellerie, — laisse entendre qu'en recourant à la question on ne cherche qu'à s'éclairer, et pas à punir : que la personne suspecte, y est-il dit, soit arrêtée et mise à la torture, et que, selon le mérite de la cause, intervienne la condamnation et l'exécution, ou bien l'absolution.⁴ Le code criminel de Charles V, qui devait longtemps servir de modèle en Valais, notait fortement les rapports de la torture et de la peine, et spécifiait que le juge devait mettre le criminel à la question pour lui faire confesser la vérité, afin de parvenir au jugement et à la punition de ses délits.⁵ Les lois des siècles prochains, venant après les déclarations si explicites⁶ de cette loi-type, ne pouvaient qu'accentuer le poids conféré à l'aveu. Qu'on relise les Statuts de 1571,⁷ le recès de décembre 1632,⁸ où l'on constate la nécessité de rédiger une ordonnance criminelle

¹ Cf. Fehr, p. 293.

² Cf. Fehr, pp. 286/287.

³ Partout on tenait l'aveu pour la « couronne » des moyens de preuve, pour la *regina probationum*. Cf. Blumer II/2, p. 56 ; Fehr, p. 201 ; Geyer Lehrbuch des gemeinen deutschen Strafprocessrechts, Leipzig, 1880, p. 69.

⁴ Heusler, p. 148, *in fine*.

⁵ « So soll ihn der Richter mit peinlicher, ernstlicher frage, zur Bekänthniss der Wahrheit halten, damit... die endlich Urtheil und Straff... gefördert und vollzogen werde », CCC art. XVI.

⁶ Voir notamment CCC art. VIII, IX, XVI, XXII, XLV-LXH.

⁷ St. CXLVI.

⁸ R. 5/19 décembre, de Courten IV/375.

afin que l'on ne fasse pas tort aux pauvres appréhendés et qu'ils ne soient pas contraints, sous la violence des supplices, ou aussi sollicités par l'artifice des questions captieuses,¹ d'avouer ce qu'ils n'ont pas commis ; que l'on revoie les termes de cette fameuse Ordonnance, promulguée à la diète de décembre suivant,² et dont l'essentiel est reporté dans la Revision de 1780 ;³ que l'on entende enfin les Hauts Seigneurs exprimer, dans le Code pénal de 1795, « que l'on verrait très volontiers que la suppression de la torture pût aussi avoir lieu dans la Patrie, et que l'on trouvât un moyen moins rigoureux pour avoir la vérité des délinquants ».⁴

La jurisprudence rend le même son, démontre en formules générales que la question est mise au seul service de la vérité. Déjà le 3 février 1428,⁵ nous apprenons que Martin Berthod, après la torture et enlevé à toute torture avoue, de sa volonté spontanée, avoir commis de nombreux sortilèges. Les jugements bas-valaisans du XVII^e siècle⁶ répètent que l'accusé a été diligemment interrogé « qu'il eut soing de bien purifier et descharger sa conscience et confesser ses crimes et péchés », et certain procès-verbal rend l'intention encore plus sensible, qui, à plus de 70 points de la même enquête, renouvelle le « Item a confessé », pour se terminer sur les mots : « Ainsy confessant il soustient et confirme le tout que dessus dit et confessé être bien véritable, ne faisant aucunement tort ni iniure à soy

¹ Comme le prouve ce paragraphe de l'Ordonnance de 1633 : « Si, dans la procédure, quelqu'un est examiné, étant à la corde ou autrement, le juge ni les assesseurs n'adresseront d'interrogations à d'autres personnes, ni ne demanderont au patient : n'as-tu pas vu telle ou telle personne sur la place de danse ou à la synagogue ? (sabbat), ni ne diront : tu as fait tel dommage à tel en ceci, à tel en cela, afin d'éviter graves conséquences et maux qui pourraient résulter de semblables questions ». Grenat paraphrase : afin de ne pas exposer le torturé à des aveux faux pour faire cesser son supplice. — Ces façons de parler, tranche enfin Vogel (Commentaire LVIII, 7.) renfermant d'ailleurs un mensonge toujours défendu, et indigne de celui qui représente la personne de Dieu.

² On y reprend à nouveau les juges qui tourmentent à tel point les personnes arrêtées, que probablement ils leur font avouer également ce qu'elles savent et ce qu'elles ignorent. Recès 4/19 décembre 1633, de Courten IV/404 ; cf. Heusler N^o 253, et Grenat, p. 279.

³ Rev. art. II.

⁴ BV, cap. LXXVIII art. II. Rappelons que la torture ne fut abolie qu'en mai 1809.

⁵ Gremaud VII/2783.

⁶ Jugement de Thiéven Chaudan, *passim*, Annales Valaisannes, V, 2/3. — Un jugement inédit, du 23 juin 1659, que j'ai lu grâce à l'obligeance de M. Bertrand, rapporte les mêmes formules.

ny à personne que ce soit, ains qu'il est bien content de vivre et mourir sur cela ». Les textes allemands insistent également sur ce point capital : « die wahrheit offenbaren, bekennen, verriethen, verriechen »¹ etc.

Notons enfin rapidement, après la lecture de Frœhlichsburg² et du grand-juge Vogel,³ qui nous intéressent plus directement, que toute leur doctrine concorde avec l'enseignement des codes et des protocoles quant à la pertinence de la question pour le gain de l'aveu et la perfection de la preuve.⁴

Les arguments de raison n'ont pas une moindre valeur que les arguments de définition, que la simple affirmation écrite ; et tant l'esprit que la lettre de nos textes nous démontrent que la torture n'est point châtiment, mais condition du châtiment, que sa fin n'est pas la souffrance en elle-même, mais la vérité.

Il suffit de ne pas oublier qu'il est interdit au juge de procéder d'emblée à la torture, qu'il doit d'abord se contenter d'exhorter l'accusé à l'aveu. Ce n'est que devant l'obstination du criminel qu'il lui est permis de la briser en épuisant les divers stades, que Frœhlichsburg⁵ nomme de la terri-tion verbale, de la terri-tion réelle, de l'élévation à la corde et de la *quassation* ou dislocation, et que Vogel⁶ distribue en cinq degrés, allant de la menace sévère hors du lieu de la torture, à l'introduction dans la chambre des supplices, puis au retrait des vêtements, puis encore à la mise aux tourments, et enfin à l'aggravation de ces tourments.⁷

¹ Voir les procès cités par Kämpfen, pp. 68 ss. Cf. le jugement du Bailli. du 12 juillet 1622, aux Arch. Stockalper A. 32.

² Commentaires. Lib. 1, Tr. I, Tit. III.

³ Commentaire des articles cités de la CCC.

⁴ Heureux celui, pense Frœhlichsburg (I. I. III. Introd. 25) qui supporte la torture sans rien avouer, car il est préférable d'être un martyr plutôt qu'un confessant, celui qui a supporté la torture jusqu'au bout devant passer aux yeux du monde pour plus innocent qu'il n'était auparavant ! Et Vogel (art. XLVII) : toute la procédure est terminée soit par la conviction, ou par la confession du crime.

⁵ Op. cit. I. I. III. 3/4.

⁶ Commentaire de l'art. XLV, 5.

⁷ L'Ordonnance sur la torture, de 1633, la règle ainsi :

« La première fois, l'accusé attaché à la corde sera suspendu trois fois avec intervalle chaque fois ; il ne restera jamais suspendu plus de demi-heure ; il sera solidement lié, ayant pouces et doigts bien égalisés.

A la deuxième fois, on pourra donner 9 secousses, c'est-à-dire 3 à chaque intervalle, mais sans attacher la pierre aux pieds.

A la troisième, on pourra employer la pierre de 25 livres.

A la quatrième, on peut employer la grande pierre de 50 livres, et user

Nos sources mettent en pleine lumière cette marche prudente, et cette recherche préalable de l'aveu spontané. Le criminel, « assis sur la sellette appelé le plot sans estre lié » est « bien succinctement exhorté et amiablement interrogé », ¹ afin qu'il confesse ses péchés avant toute souffrance. ² C'est devant son entêtement à ne rien avouer qu'il peut seul être « élevé pour la première, seconde et troysiesme foys selon le droict impérial ». ³ Mais l'important est de remarquer qu'il demeure sauf ⁴ s'il veut parler « librement », « freiwillig », *libere et ingenu*. ⁵ Le code de Charles-Quint en posait d'ailleurs la règle préliminaire absolue. ⁶

aberrat

Dans son commentaire de l'article XLV sur la torture, le juge

de 3 suspensions, ou bien en peut employer aussi les « Wannen » (le chevallet), dont ne sera usé que comme suit : la personne n'y sera liée que trois fois, pendant une heure chaque fois, à intervalles de une heure aussi chaque fois, toutefois les juges prendront toujours en considération les forces du patient ; on réserve la discrétion des juges et assesseurs, selon les occurrences ». (R. décembre, de Courten IV/401)..

On trouve de bons exemples, dans Kämpfen, de l'usage antérieur. Cf. procès de Marguerite Franzen, 14 fév. 1576 : « hat gemelter meyer... gemelte Margareta uff den Stock der Gichten heissen setzen, die hendt rucklige an das Seil gebunden... dry mal uffgezogen und wider abgelassen ». 15 fév. : « ist ob genambte Margareta... uff den Stock der Gichten gesetzt und uffgezogen worden dry mal und ettliches mal dry Schütz gäben ». 16 fév. : « hat gemelter Meyer... die selben Margareten in die wannen heissen legen, hendt und füess uss spannen ». Pour la confirmation de l'aveu, l'accusée est attachée à la corde, « mit angehenkten grössern stein ». (pp. 68/70). Cf. le procès d'Anna Am Sandt, *ibid.* pp. 71/72.

Pour le détail de l'estrapade, on peut consulter Frœhlichsburg, I. III. Tit. 4 ; pour sa durée, Tit. 14/16. — Voir aussi Blumer II/2, p. 58 ; Schiess, p. 67.

¹ « Amice », dit le procès de Catherine Gylloz, en avril 1628. Voir la confirmation de l'aveu, le lendemain : *amice et perquam humaniter commonefacta ut posthabita omni formidine... audacter enuclearet et conscientiam hoc pacto suam ad integrum exoneraret*. (Le châtelain de Sion mettra d'ailleurs à la confirmation de la sentence capitale, trois jours plus tard, cette condition : que la condamnée devra répéter son aveu, attachée à la corde et un peu soulevée de terre).

² Cf. les formules : « dass er die wahrheit vor aller pin offenbare », « die wahrheit vor aller marther zu verriecken », procès de 1576. (Kämpfen, pp. 68 et 71).

³ Procès Thiéven Chaudan, Annales Valaisannes.

⁴ Cf. les jugements de Jacques Bridy, en 1608 (de Courten III), d'Antoine Stockalper, en 1627 (*idem* IV, pp. 121 ss.), de Catherine Gylloz, en 1628, etc.

⁵ Procès Chaudan ; procès Christiny Jugsto (Kämpfen, p. 74) ; procès Catherine Gylloz.

⁶ « Der Gefangene soll erst, wegen der Uebelthat, befragt werden, ob er dieselbe in der Am Güte bekennte », CCC, art. XLVI.

Vogel se plaît aussi à présenter un faisceau de précisions, dont on peut tirer argument pour prouver combien l'idée de châtiement, de mal pour le mal, est étrangère à l'application de la torture. C'est ainsi qu'on ne la donne, ni aux enfants de moins de 14 ans, dont on doit tâcher de tirer la vérité en les faisant fouetter de verges,¹ ni aux idiots et aux déments,² ni aux sourds et muets de naissance, parce qu'il n'est pas possible d'en tirer une connaissance assez distincte pour faire une certitude en justice;³ ni aux malades, aux blessés et aux infirmes, les lois voulant que celui qui sera questionné demeure sain et sauf, *torquendus salvus maneat, vel innocentiae vel supplicio*;⁴ de même⁵ à l'égard des personnes fort avancées en âge, les lois abandonnant ici le tout à la prudence des juges.⁶

La torture est si loin de tendre à produire la souffrance comme raison dernière, que l'on voit les évêques de Sion fulminer contre leurs officiers, lorsqu'ils ont « l'exorbitante témérité » de recourir « à des tourments inusités et indus dans le pays du Valais, comme en donnant la torture et les tourments par le feu et par d'autres tourments inhabituels et inouïs dans le pays du Valais », et les menacer d'indignation souveraine, de destitution et des peines du parjure;⁷ elle y tend si peu que l'on entend les patriotes eux-mêmes porter de fréquentes plaintes contre les magistrats pour avoir subi une question injustifiée,⁸ et que la Diète produit une ordonnance spéciale (1633) pour blâmer les excès et limiter sévèrement les supplices. Ici encore nous pouvons invoquer la leçon de la Caroline,⁹ qui déclare responsables

¹ Art. XLV, 4.

² Ajoute Frœhlichsburg. Pour ses catégories d'exception, voir I. III. Tit. 5.

³ Art. XLV, 6.

⁴ Ibid. 7.

⁵ Ibid. 5.

⁶ Cf. Comment. XLVI.

⁷ Juin-juillet 1447, Gremaud VIII/2995; cf. 31 juillet 1444, ibid. N° 2962.

⁸ P. ex. plaintes de Martin zum Stalden contre l'ancien bailli Martin Stephillen; de Hans Muschart, torturé, d'un mercredi au lundi suivant, par la corde et la pierre, et que Martin Stephillen lui-même a atrocement torturé avec la pierre suspendue; de Jean Rinischer, contre Gaspard Schinner, qui l'a fait enfermer à la Majorie et conduire à la corde, et l'a remis au bourreau, qui a commencé à travailler à son corps, lui a attaché les bras et chassé le sang dans les mains, et lié ensuite durement les mains en poussant entre elles une pièce de bois, etc. Voir Imesch, N° 103/8, 10 juin 1517. A cette époque l'on torture couramment par la corde et la pierre, comme l'on vient de le voir, mais aussi « mit der Katzen » et « mit dem fässli », cf. Idem 1518, N° 128/4.

⁹ CCC art. LXI *in fine*.

et punissables les juges qui usent illégalement de la question, et mentionner le commentaire de Frœhlichsburg,¹ et la glose de Vogel² rappelant les « invectives des jurisconsultes contre certains juges qui se piquent de vaincre un prisonnier par la violence et la longueur des tourments, jusqu'à croire même que ce serait souvent une bonne action de le faire mourir dans la question : Ces maximes tiennent de la cruauté, elles sont injustes devant Dieu et devant les hommes. La question, même à un esclave (professait Justinien) doit être donnée de manière qu'il puisse vivre s'il est innocent, ou subir le supplice s'il est trouvé coupable ».³

Il est vrai pourtant, concluons-nous avec Geyer,⁴ que la torture amenait, dans la règle, l'aveu désiré, mais aussi parfois la mort du patient, et ainsi dans tous les cas un résultat définitif. Les excès se comprennent aisément si l'on garde devant les yeux l'importance juridique et morale de l'aveu, sa nécessité même pour la condamnation du délinquant et la tranquillité du juge. Il ne faut pas oublier non plus que, devant la possibilité d'échapper à la peine et de gagner une éclatante déclaration d'innocence en supportant la torture, l'accusé pouvait être poussé à en souffrir les extrêmes degrés, et l'inquisiteur à les aiguïser toujours davantage pour parvenir à ses fins, pour « faire chanter l'oïseau » comme disait Mathieu Schiner.⁵ Il convient de se remémorer surtout, dans le procès de sorcellerie, que l'on parlait de cette idée,⁶ que le sorcier était possédé du démon, s'était donné à lui, lui avait abdiqué sa volonté, et se trouvait en la pleine puissance de l'enfer. Aussi, après avoir été arrêté et conduit à la torture, l'accusé était-il retenu par le diable de dire la vérité, et le juge devait-il lutter, « non pas uniquement avec une créature humaine et une vieille femme, mais avec le diable en personne ».⁷ Le pauvre Jean Heymen, cordonnier à Biel, ne révélait-il pas, chez nous, que Satan lui apparaissait lorsqu'il était suspendu à la corde, pour l'encourager à ne rien reconnaître et lui promet-

¹ D'après lui, si un juge torture, par haine, inimitié ou corruption, jusqu'à la mort, il peut et doit être puni du glaive ; si c'est par bêtise ou par négligence, d'une peine extraordinaire. Comm. I. I. III. 26 *in fine*.

² Art. LVII, 5.

³ Voir aussi Frœhlichsburg, I. III, 4/9.

⁴ Lehrbuch, p. 69.

⁵ Cf. plus bas.

⁶ Cf. Fehr, p. 293.

⁷ Frœhlichsburg, II. I. 3/36. — Voir aussi ce qu'il dit (I. III. 17) des moyens à employer contre les sorciers et les enchanteurs que le diable (« Tausendkünstler ») empêche d'avouer, pendant la torture.

tre son secours ?¹ N'allait-on pas jusqu'à prétendre parfois, quand le malheureux homme mourait dans les tourments, que le diable l'avait étranglé ou lui avait rompu la nuque pour l'empêcher d'avouer ?² Mais on admettait généralement que, pendant le supplice, le démon quittait sa victime, que la torture était un moyen provisoire de délivrer le patient du démon et d'obtenir la vérité dans ses instants de lucidité.³ Cette conception explique encore que, dans les affaires de magie, les bornes imposées par la Caroline à l'examineur⁴ tombaient, et que la question pouvait être continuée arbitrairement aussi longtemps que l'aveu n'était pas arraché ;⁵ à tel point que notre juge pouvait (au témoignage de l'abbé Kämpfen,⁶ qui colligea tout à loisir les procès-verbaux des archives de Conches) multiplier les séances atroces jusqu'à vingt fois⁷ et les étendre sur plus de trois heures chaque fois !⁸ à tel point que notre Diète elle-même dut reconnaître et déplorer, en publiant l'ordonnance sur la torture établie en session de Noël 1633, que les « armen Personen » demeureraient parfois 24 heures dans les appareils de torture, « in die Wannen » !⁹ Si, en général, comme l'a prétendu Grenat,¹⁰ les modes de la torture demeureraient, par comparaison, assez humains en Valais, on s'édifiera pourtant en relisant les protestations des citoyens, de l'évêque et de la Diète, dont nous avons parlé, et les plaintes que Georges Supersaxo adressait aux Confédérés à Lucerne, pour protester contre les supplices dont aurait rêvé de l'abreuver son éternel rival, le cardinal de Sion.¹¹

¹ 8 juillet 1466, Kämpfen, p. 25.

² Kämpfen, p. 12.

³ Fehr, p. 293.

⁴ Cf. Fehr, p. 287.

⁵ Cf. Fehr, p. 292.

⁶ Op. cit. p. 12.

⁷ En général, il convenait de ne pas le faire plus de trois ou quatre fois. Voir, à côté de l'Ordonnance valaisanne de 1633, CCC avec les commentaires de Vogel, LVII et de Frœhlichsburg, I. II, 11, et I. III. 20/11.

⁸ On a vu comment les limite l'Ordonnance de 1633. D'après Frœhlichsburg (I. III. 16), la question devait durer, au 2^e degré, le temps d'un, au 3^e, le temps de deux *miserere*, et en aucun cas plus d'une heure.

⁹ 4/19 déc. 1633, de Courten IV/409. — Blumer II/2, p. 59, rapporte qu'à Zoug mourut dans sa prison, en janvier 1738, une femme accusée de sorcellerie, des suites des longues et rudes tortures qu'elle avait subies pendant plus de 5 mois où elle se refusait à avouer.

¹⁰ Op. cit. p. 281, note.

¹¹ Sur ce je fus conduit dans la tour des sorciers (à Fribourg) et torturé, sur la plainte de l'évêque, au point qu'après la torture je ne pus bouger, pendant quatre mois, bras ni main, pas davantage que s'ils eussent été de pierre. — En présence de quelques conseillers et citoyens, l'évêque donna

Toujours est-il que l'aveu, étant censé la *regina probationum*, personne ne contestait alors que l'Etat eût le droit de l'extorquer.¹

III. PRINCIPES D'APPLICATION.

1. Pouvoir du juge.

Dans tous les temps d'imprécision et de formation du droit, le juge est une sorte de dictateur investi de redoutables pouvoirs sur la vie, l'honneur et la fortune de ses concitoyens. Ce n'est pas qu'il soit au-dessus de la loi, *lege solutus*, mais il est en dehors de la loi. Délit et peine sont des éléments dont la valeur conventionnelle n'est pas écrite, dont la mesure n'est pas délimitée par une opération strictement raisonnée et fixée du souverain, mais par l'appréciation commune. La justice est affaire de hasard quotidien. On a vu que, pendant des siècles, le droit ignore le *nullum crimen sine lege*, qu'il n'existe aucun code pénal, et qu'à peine de brefs articles concernant la protection de l'ordre public se glissent et fulgurent parfois dans les franchises, parmi les traits fleuris du droit civil et du droit municipal. Le premier coutumier valaisan, du XIV^e siècle, dans un flot de plus de cent paragraphes ne roule pas un galet, pas une disposition de droit répressif. Celui du XV^e siècle en contiendra en tout et pour tout une seule, donnera, sur trois lignes, la peine du faux témoignage. Plus tard, les précisions s'accusent, la règle

cet avis : « Si l'on attrapait un rat, qu'on le mit, affamé et couvert par un récipient, sur son ventre ou son nombril, et qu'on le laissât ronger sa peau nue, cela pourrait peut-être, dit-il, faire chanter l'oiseau. Ensuite, il faudrait faire, d'une fraîche peau de porc, une paire de chaussures, les lui attacher aux pieds, et le tenir et le chauffer au feu, dit-il encore : cela fera chanter l'oiseau ». Il expliqua encore comme l'on devait agir avec moi, me placer dans un petit tonneau et le faire rouler (« rollfässlein ») pour que je perdisse la vie en route. Si aucune de ces tortures ne m'amenait à la raison, son avis était de recourir à la ruse, de ne rien me donner à manger ni à boire pendant trois jours, puis d'ordonner qu'on m'apportât du pain et du vin : ainsi je devais être enivré et lâcher mon aveu. Que si cela aussi était vain, il ne restait qu'à me murer vivant. Mais les Messieurs de Fribourg ne voulaient employer aucun de ces moyens contre moi, et, comme la torture m'avait démontré un homme d'honneur, ils m'ont fait sortir de l'hôtel de ville et avaient l'intention de me donner la liberté. — (Imesch, N^o 104/11).

¹ Geyer, op. cit. p. 69.

émerge du plasma des coutumes inexprimées. A côté des points de procédure pénale qu'ils prennent soin d'établir, les Articles de Naters posent clairement la peine des menaces, de la rupture de paix, de la violation du domicile privé et des chemins publics, du déplacement des limites, du rapt, de la séquestration des personnes, et des attentats contre les instruments du supplice. Mais très rares sont les peines déterminées, les peines étroitement applicables, les peines ordinaires dont le juge n'a pas à s'écarter. Le plus souvent, pour ne pas dire presque chaque fois, il fait œuvre souveraine, il juge *ad misericordiam*,¹ il puise à son gré dans le carquois des peines en faveur, choisit celle qui lui paraît adéquate, la peine extraordinaire, la peine arbitraire. Même lorsqu'ils font mention d'un crime et le menacent d'un châtiment, les statuts primitifs (et ceux des bourgs savoyards nous en offrent les plus constants exemples), donnent un blanc-seing au châtelain et au bailli, et s'en remettent à l'*arbitrium*,² à la *discretio judicantis*³ du soin de mesurer ce châtiment dans sa qualité et dans sa quantité. Il est vrai qu'ils suggèrent un tempérament moral, qu'ils opposent un timide barrage spirituel à cette puissance en principe illimitée, et qu'ils recommandent au juge de considérer toujours la qualité du délit et la condition des personnes,⁴ ou de statuer en ne détonnant pas des harmonies de la raison, *prout consonum fuerit rationi*.⁵ Dans les lois du Valais épiscopal, si l'on abandonne aussi beaucoup à la *taxacio* du juge,⁶ on réentend fréquemment semblable appel au bon sens, et à une justice idéale,⁷ à la nécessité de prononcer *secundum quod*

¹ Cf. Osenbrüggen, Alaman. Recht, pp. 114 ss., 179 ss.

² St-Maurice 1317, Gremaud III/p. 283, 7.

³ St-Maurice, Gremaud, p. 286, 26 ; Sembrancher 1322, p. 597, 40.

⁴ St-Maurice, art. 7, *loc cit.* ; Sembrancher, art. 10, Gremaud III, p. 593.

— Cf. Sion 1338, art. 13.

⁵ Saillon 1271, Gremaud V, p. 435 ; Monthey 1352, Gremaud V/1994, 29.

⁶ AN 1446, art. 18.

⁷ P. ex. Franchises de Sion 1338, art. 1 ; Martigny 1399, 2 ; Articles contre les sorciers, Loèche 1428, *in fine* ; AN 1446, 18 : *iuxta causae qualitatem et gravitudinem diffamacionis*, 106 : *secundum merita vel demerita* ; Cap. 1487, 8 : *quod mite et graciose procedat secundum demerita delictorum* ; LSSZ 1496, 10 : *iuxta exigentiam criminis* ; LRC 1514, 85 : *secundum exigentiam demeriti*, 87 : *poterit etiam graviore pena affici, si delicti qualitas id expostulaverit, prout iudicis arbitrio visum fuerit expedire* ; St. 1571, XV : *pro causae gravitate et rei qualitate*, XLIV/II, 2 : *iuxta causae qualitatem et accusationis ac diffamationis quantitatem puniatur*, LXXVII : *poena iuris pro qualitate delicti... comminata puniendus erit* ; LXXXVI : *iuxta demeriti gravitatem* ; LXXXVII : *iuxta rei ponderositatem* ; CLIII : *iuxta iuris aequitatem* ; CLVI : *pro merito causae* ; CLVII : *iuxta causae demeritum*.

*ius, aequitas et ordo postulaverit.*¹ Cet appétit métaphysique du juste, il n'est d'ailleurs pas indispensable de l'annoncer au vent de toutes les vallées, il est postulat naturel et se sous-entend dans toute expression légale, chez un Etat policé. L'esprit y accepte en norme l'antique adage : *Poena debet commensurari delicto.*

L'adage est bel et bon, et fait honneur à l'homme. Mais, en pratique, il n'est pas une garantie suffisante. Pour oublier aux abus inévitables (et qui ont jeté le discrédit universel sur l'ancien droit), on inscrit sagement le frein dans la règle même, et plus seulement dans la conscience du juge. On s'habitue de plus en plus à marquer le mode rigide de la peine, à la qualifier et à la chiffrer, à formuler son nom, son poids ou sa durée. Les dernières lois valaisannes, le code de 1795, s'inspirent visiblement du souci de brider l'arbitraire, de disputer sa liberté au juge, de cataloguer l'équité,² mais gardent d'ailleurs quelque souplesse et ne donnent pas encore dans la réaction implacablement numérique où poussera l'idéal post-révolutionnaire.

Dans leurs formules judiciaires mêmes, nos magistrats incorporent une profession solennelle d'intégrité, et se posent formellement la plus noble barrière morale : Ils prononcent après avoir vu tout ce qu'il y avait à voir, considéré tout ce qui était à considérer, « ayant premièrement invoqué le nom de nostre bon Dieu de qui tout vray et juste jugement procède, ne déclinant ni à droycte ny à la synestre, mais poursuiuans selon la juste balance du droict et de l'Aequité ».³

A propos de cet idéal de justice, l'introduction des Statuts de 1571 enseigne d'ailleurs, avec autant de clarté que de bon sens : *Et si quae producta fuerint ex iure aut allegata, quae his statutis non essent comprehensa, ad discretionem cuiuscunque iudicis perpendenda venire. Qui nimirum ob oculos ponet (ita ut etiam suum officium requirit) hanc legem illius celebris iurisconsulti Martiani dicentis : Respiciendum est iudicanti ne quid durius aut remissius constitutur quam causa deposcit ; nec enim aut severitatis aut clementiae gloria affectanda est, sed perpenso iudicio prout quaeque res expostulat statuendum est. Plane in levioribus causis proniores ad lenitatem esse debent, in gravioribus poenis severitatem legum cum aliquo temperamento benignitatis subsequi. Quisquis igitur iudex hanc legem imitatus fuerit, nimirum secundum omnem aequitatem iudicia feret.* (Heusler p. 269). — Pour l'application, cf. Procès Catherine Gylloz, en 1628, et Thiéven Chaudan, en 1669 : « faisant réflexion qu'il faut exercer la justice avec clémence et miséricorde, cum iusticiae cum misericordia diuturnum est imperium », etc.

¹ Procès inédit de Catherine Gylloz, Sierre, avril 1628.

² Le *ius* supplante, en somme, l'*aequitas*.

³ Procès Chaudan, en 1669. Cf. ces autres sentences : du châtelain et des citoyens de Sion, le 31 janvier 1514 (Imesch N° 83, 5) ; de la Diète contre Guntern, en décembre 1611 (de Courten III/388) et contre Stockalper, en

Il faut bien dire aussi que, dans le Valais, la sentence du juge n'a pas, ne peut pas avoir les caractères purs de l'absolu, parce qu'elle n'est, en fait, que le faisceau des sentences individuelles de ses probes, discrets et sages jurés,¹ parce qu'il ne peut rien sans leur avis, parle de *consilio juratorum curiae*, bien plus, parce qu'il détermine et expédie toutes les causes civiles et criminelles *juxta suorum juratorum et parrochianorum sententiam et cognitionem*, parce qu'enfin, disent les sources en leur diversité, s'il reconnaît, juge et prononce, c'est à l'unisson avec ses assesseurs, qui ont d'abord eux-mêmes reconnu, jugé et prononcé.²

novembre 1627 (id. IV/178) ; du bailli du Valais, le 12 juillet 1622 (Arch. St. A. 32) ; du major de Loèche, le 4 septembre 1674 (Kämpfen, p. 74), etc.

¹ Dans les territoires alémaniques, cet exercice populaire de la fonction judiciaire est un caractère traditionnel. Dès l'époque germanique (— 500 ap. J. C.). Fehr le relève (p. 11) : Le tribunal est pur tribunal populaire, les juges sont juges populaires dans le sens le plus exact du mot. Ils ne jugent que d'après le droit populaire (coutumier). Le pouvoir judiciaire appartient au peuple réuni, à la Landsgemeinde. Personne ne juge pour son propre droit. Le juge administre un pouvoir étranger, le pouvoir populaire. Le choix du juge est choix populaire, etc. Un grand nombre d'hommes de confiance (les centeniers) aident le juge (*princeps*) dans sa tâche. Leur fonction était double : ils trouvaient la sentence, sur demande du juge ; car c'était un principe de droit germanique fort répandu que le juge, qui dirigeait l'action, ne devait pas être en même temps jugeur. Le juge apparaissait comme porteur du pouvoir public de juridiction, le peuple (les juges) comme source de la sentence (*der Rechtsfindung*). En même temps, les cent se tenaient auprès du juge « mit Macht und Gewalt »... Le juge prononçait l'ordre judiciaire, la conclusion : « Voilà le droit ».

² Lire ces formules : Brigue 1418 : « nach siner Consientz und Rath seiner Zugebnen » (Blätter IV, p. 303) ; « Urtheilfindung auf Gebot des Richters », dit Heusler N° 411, 8 ; AN 1446, art. 18 : *ad taxationem iudicis vel eius consiliariorum iuxta qualitatem cause et ordinationem iuratorum in iudicio* ; Brigue 1479 : « nach gutbedunken, Erkennttüss und Urtheyl seiner geschwornen richten » (Blätter, p. 308) ; Sion jugement du 8 juin 1514 : tous les citoyens sédunois prénommés, à l'unanimité, *sententiauerunt cognoverunt* (Imesch N° 84, 10) ; Rarogne 1548, art. 16 : « mit erkanntnuß und ordnung siner geschwornen » ; St. 1571, art. CLIII ; jugement du bailli, 12 juillet 1622 : *cognitus fuit per nostram nostrorum assessorum sententiam, participato per nos consilio et ordinatione*... (A. St. A. 32) ; jugement du gouverneur de St-Maurice, juillet 1669 : « ayant participé de l'avis et conseil des Nobles et généreux... comme aussy des Nobles et provides, prudents, Egrèges, discrets et honnorables... avec nous sans aulcune discrepances, tous concordants sentençons et deffinitivement cognoissons et ordonnons »... (Annales Valaisannes V. 2/3, p. 209). — Cf. le rôle des assesseurs dans le Tyrol, dont Frœhlichsburg dit (Tr. I, Lib. I, 17, 2) qu'ils prononçaient le jugement pénal définitif, que le juge n'avait en général pas le droit de modifier, n'étant que collecteur des votes.

Jamais le juge ne siège seul au prétoire. Il n'est pas un village où il puisse absoudre ou condamner selon son bon plaisir. Le jugement est toujours décision circulaire et conclusion collective.

L'omnipotence théorique du juge pouvait être limitée aussi par le contrôle direct de l'évêque, libre de compulser toutes les pièces judiciaires déposées dans les greffes, et qui, au XV^e siècle par exemple, interdisait au major de Loèche, sous peine d'indignation souveraine, de la destitution et du parjure, de donner suite à toute affaire de sorcellerie, de rien entreprendre contre le prévenu, de procéder même à l'arrestation, avant d'avoir présenté le processus de l'enquête entière, à Sion, devant l'évêque en son conseil. Mais la garantie la plus effective accordée au patriote contre l'aberration ou la partialité de son juge immédiat, il la devait, dans les délits privés, à l'organisation même des instances, qui lui permettait de trainer la sentence précaire à travers quatre degrés d'appel, de la passer au crible de l'examen successif du plus proche juge de dizain, du bailli, de l'évêque, et finalement du Conseil général des patriotes.¹

Pour couronner ses prudentes dispositions, l'ancien droit valaisan s'est plu d'ailleurs à affirmer dès l'abord le principe tutélaire de la personnalité de la faute, et du châtiment. En 1347, la diète de Naters, qui portait ordonnance pour assurer la sécurité des marchands et des voyageurs traversant la terre du Valais, décidait encore que celui qui aurait prêté à quelque assaillant conseil, aide ou faveur, devait encourir *ipso facto* peine de corps et d'argent, celle-ci irrémissible jusqu'à la quatrième génération, *de qua pena heris nulla fieri valeat gracia usque quartam generationem*.² Le premier adoucissement de la peine solidaire est pourtant contemporain, et se fit d'abord en faveur de la femme, dont les Coutumes du XIV^e siècle disaient, au chapitre « dez delitz » : « Aprez pour meffait ne pour délit que le mari face la femme ne doit ne peut perdre son mariage ». ³ Ce germe, nourri dans le sol et poussant ses ramifications à travers les codes nationaux, sera dans les statuts de 1446 et de 1475 : Il a été ordonné que, pour le délit de son mari, à moins qu'elle n'y eût consenti, la femme ne peut perdre la dot apportée à son

¹ Pour les crimes capitaux, il y eut longtemps le droit de revision de l'évêque et des citoyens de Sion, et toujours le droit de grâce du souverain.

² van Berchem. Pièces justificatives, V. p. 298

³ Art. 43.

mari, et réciproquement.¹ Puis, dans les statuts de 1514² et de 1571,³ parvenu à maturité : « A sçavoir si la femme sera chastiée pour le mary ou le mary pour la femme : L'homme ou la femme l'un pour l'autre ou pour le malfaict d'iceluy, sinon qu'il en soit participant ou consentant, ne sera point puny ni chastié en corps ni en biens ». Ni en corps ni en biens. On voit là comment se crée la loi.

Parallèlement à cette immunité du conjoint survivant, on dégage la même règle favorable aux enfants et aux héritiers du coupable. L'amende ne leur est plus transmissible. Comme l'exprime le coutumier du XV^e siècle, on dit qu'il est conforme au droit, *dicitur quod ius est* que les héritiers ne sont pas légalement tenus à payer les clames, fréveries et bans, s'il n'étaient pas « marciés » à la mort du défunt,⁴ et qu'ils ne doivent rien du fait que le défunt avait un procès contre quelqu'un, pour lui avoir adressé des menaces, l'avoir attaqué, ou pour lui avoir rompu la paix jurée, et qu'il n'en a pas supporté la peine : cela, le mort l'emporte avec soi dans la tombe, *hoc tratum portat homo mortuus secum in terram et sepulturam*.⁵ Le code du Cardinal insistera sur le fait que la peine qui a frappé les faillis⁶ ne doit pas rejaillir sur leurs fils, *in filios non debet continuari*. L'usage a donc ses lettres d'ancienneté.⁷ Il se perpétuera désormais. Est abolie à jamais la solidarité du groupe familial dans le crime et dans le châtement. La Diète enseigne, d'une part, qu'il est expressément défendu de jeter l'opprobre à la face des consanguins d'un criminel supplicié pour sa vie scélérate, puisqu'ils n'y sont pour rien et ne participent pas à sa faute,⁸ d'autre part, que la peine des crimes capitaux, même de celui de lèse-majesté, qui est réputé le plus grand d'entre eux, ne frappe point, chez nous, la femme et les enfants du condamné.⁹ On répétera jusqu'à la fin du XVIII^e siècle ces leçons sacrées, et le code bas-

¹ AN 50: *quod propter delictum mariti uxor non potest nec debet perdere nec amittere dotem suam ad eius virum proventam, nisi ipsa fuerit ipsi delicto consentiens per maritum perpetrato, et econtra maritus pro delicto uxoris*. Cf. SS 123.

² LRC 91.

³ St. CXX.

⁴ Mais s'ils l'étaient, ils sont dus et doivent être payés, WWG 29.

⁵ WWG 30, Heusler, p. 159.

⁶ Infamie et obligation, sous serment, de dédommager les créanciers en cas de meilleure fortune. LRC 45 *in fine*, et 53.

⁷ Voir aussi LRC 53 § 3 et St. C. 3.

⁸ Add. LXII..

⁹ Jugement de Jacques Guntern, déc. 1611, de Courten III/338.

valaisan fermera ce cycle juridique en affirmant encore que les fautes sont personnelles,¹ que l'infamie ne se communique point,² et que les biens des malfaiteurs exécutés, payés les frais de justice et les dettes acquittées, seront pour le surplus délivrés à leurs enfants légitimes.³ Non seulement la peine proprement dite ne les atteint pas, mais encore ses effets pécuniaires annexes et indirects, la confiscation automatique pendant des siècles en faveur, ne doit plus pouvoir les éprouver.

2. Combinaisons et cumul des peines.

A l'origine, la peine est d'une parfaite et rude simplicité : Les grands criminels sont gens de sac et de corde, ou bien méritent le glaive ou le feu, et leur fortune est confisquée. Les moins dangereux sont frappés de mal corporel, le plus souvent de l'amputation de la main ou du pied. S'il importe à la sûreté publique, on les chasse du pays. De préférence, le juge leur administre la grande amende, le ban de 60 livres. Et, toutes ces condamnations, l'infamie les couronne naturellement. On applique d'ailleurs aveuglément le principe : *Quot delicta tot poenae*, on cumule au-delà du possible, comme le prouvent les sources alamanes. A chaque délit sa peine.⁴ Quant aux infractions plus menues, la peine d'argent n'est ordinairement pas inégale à satisfaire juge et lésé, peut-être aussi la justice, et chacun y trouve son profit.

Mais avec le temps la pratique du châtement gagne en complexité. L'arbitraire du juge n'est plié ni borné par aucune contrainte textuelle. Le jury, le corps de peuple qui compose la cour, y apporte le caprice général, le commun préjugé, le rite répressif alors dans l'air. La notion mystique de la peine expiatoire, combinée à l'engouement du temps pour une sorte de talion immédiat et grossier, poussent à frapper, par le châtement, tous les

¹ BV, cap. LXV.

² Cf. la publication faite en 1798, dans toutes les communes du Bas-Valais, par le Comité provisoire, 4. : Le comité saisit cette occasion pour frapper de réprobation l'injuste préjugé que tous les bons gouvernements se sont empressés de condamner : il déclare que les peines afflictives et infamantes, quoique prononcées légalement contre les individus coupables de crimes ou délits, n'infament ni ne notent en aucune manière leurs familles. (Grenat, p. 463).

³ BV, XVII.

⁴ Cf. Osenbrüggen, Alaman. Recht, p. 187.

instincts profonds manifestés par le délit, à punir d'une réaction afflictive visible jusqu'aux dernières parts d'action criminelle impliquées dans la faute à juger. Ajoutez que le souci doctrinal de donner un effet exemplaire à la condamnation, d'incliner les faibles et les méchants à la réflexion ou à la terreur salutaires, amène à multiplier les signes patents et publics du châtiment, et à l'hypertrophier à force de modalités complémentaires ; songez à l'influence en nos territoires de la Caroline qui se plaît aux subtils couplements des supplices, et concluez qu'il ne manque pas de raisons qui contribuent à rompre l'unité de chaque peine, à faire d'elle, en réalité, une grappe et une constellation de peines. Malheureux homme qui fus coupable, ton sort est bon. Voici que tu subis d'abord la peine que tu as proprement méritée, (mettons qu'on perce ta langue avec le « cloz de fert »), et que tu paies à ton seigneur et à ton juge une amende excessive. Si tu fis dommage matériel à ton prochain, tu le devras équitablement réparer ; si tu lui as infligé quelque injure, tu te rétracteras au tribunal ou sur la place publique. As-tu compromis la tranquillité commune, on te conduira jusqu'à la frontière en te battant de verges avant de te bannir. Et tu es infâme, comme il sied. Puisqu'il faut d'ailleurs que tu serves « d'exemple terrifiant » à la masse, l'on te prodiguera suivant le poids de ta faute, l'exposition au carcan, à la colonne, sur l'échelle ; il faudra, quand tes doigts qui se sont parjurés auront été sectionnés, ou ta langue de faux témoin arrachée de la gorge, les clouer au pilori. Mais ta méchanceté fut telle que tu as accumulé les crimes, que tu fus traître, incendiaire, assassin et voleur : on pourra savamment géminer tes supplices, en consultant les bons auteurs, par les tenailles ardentes, le soufre et la poix, par l'écartèlement ; ou même, pour un méfait si abominable que de dépecer une femme enceinte,¹ Fröhlichsburg enseigne qu'on t'arrachera ton cœur vivant et palpitant, et qu'on t'en flagellera « um das Maul » avant de couper ton corps en quatre parts.² Ton cadavre même doit raison à la justice des hommes : il pourrira sur la roue ou aux fourches ; on t'a décapité et ta dépouille demeurera suspendue au gibet par les aisselles, et ta tête horrible

¹ Le cas ne devait pas être rare, et s'explique par le fait que les criminels pensaient se rendre invisibles par la possession de la main droite d'un enfant arraché au sein maternel. On trouve, dans Osenbrüggen, p. 226, quelques exemples, et cette confirmation de Gassarus : *praegnanti mulierculae fœtum adhuc palpitantem ex utero secuit, abscissoque illi dextro brachioloe veneficia cum eo nefaria exercuit.*

² I/IV, Tit. 4, 9.

y sera clouée ;¹ on pourra les réduire en cendres pour en disperser jusqu'aux dernières poussières, ou le bourreau les enfouira sous les potences, en terre maudite, comme carcasse de chien. Quelques-unes, parmi ces peines, seront choisies, additionnées et agencées suivant l'espèce, à l'arbitre du juge, sans que nul commandement vienne en régir l'usage.

La doctrine allemande portera quelque ordre dans cette confusion, et Frœhlichsburg, auquel nos pères se tiennent si volontiers, leur exposera quelques lois régulatrices.² Mais, en fait, le juge conserve toujours une assez grande latitude dans nos tribunaux, et dose à peu près librement, en marge de la table imprimée, ses alliages de peines, suivant la nature et le prix du délit, et sous l'empire ou le conseil des circonstances.

3. Circonstances aggravantes et atténuantes.

Ces circonstances n'ont jamais été déterminées et cataloguées par le droit valaisan. Les formules générales, qui donnent au juge le pouvoir d'appréciation extrêmement extensible que nous avons vu, lui permettent de tenir compte de tous les éléments de fait pour individualiser la peine, pour confectionner une sentence ou plus douce ou plus dure. Mais il est d'une importance universelle, pour l'histoire du droit pénal, de se demander, avant d'exposer ces catégories de fait, si le juge ne se préoccupe pas

¹ Cf. au *Magnus Codex* (ABS 117, N° 12), parmi les sentences prononcées par le vidomne de Sion, le *decollati, sub brachiis suspensi, capita eorum furcis affixa*. Voir aussi Blumer II/2, p. 7.

² Je les résume ainsi : Lorsque le criminel mérite plusieurs peines capitales, la plus grave exclut l'autre, la potence, par exemple, le glaive ; si les crimes sont particulièrement odieux, on peut cependant panacher les supplices. Lorsqu'il doit encourir la peine capitale et des peines corporelles, l'absorption joue, et l'on applique la seule peine de mort, qu'il n'est pas d'habitude d'aggraver en ce cas. S'il se trouve plusieurs délits dont chacun exige punition corporelle, on ne prononce qu'une peine corporelle, sauf à y adjoindre d'ailleurs une de qualité inférieure, comme le pilori à la fustigation. Une peine corporelle entraînant le bannissement perpétuel ne pourrait être cumulée avec une autre peine civique. Le coupable doit-il répondre de plusieurs petits délits, dont certain est passible de la prison, l'autre de l'amende ou du bannissement à temps, le tribunal choisira une peine unique, mais susceptible d'aggravation, et assez vaste pour purger tous les délits en une fois, qui pourrait par exemple, dans le cas présent, être portée à la fustigation. Cependant rien n'empêcherait d'annexer l'amende à la prison, ou la pénitence ecclésiastique, telle que la communion, l'aumône ou le pèlerinage. (Op. cit. I/IV, Tit. 9).

des conditions métaphysiques du délit, en d'autres termes si *l'intention*, si la volonté criminelle doivent être pesées par lui. La responsabilité, dans notre ancien droit, procède-t-elle du seul acte, ou participe-t-elle aussi de l'esprit ?

A. LES CIRCONSTANCES MORALES.

Le dol pénal.

1. Sa pertinence :

Le droit criminel de toute société primitive part du résultat matériel de l'acte ; le trouble extérieur, sensible, visible, tangible, joue un rôle décisif et prochain quant à la qualification du crime et de la peine. L'apparition de l'élément intentionnel dans le droit pénal est le produit d'un effort souvent séculaire, et le témoignage d'un état juridique très développé.¹ Lors de la première rédaction de nos plus anciens coutumiers, une timide distinction est déjà faite. Les franchises de Saillon, en 1271, énumérant les crimes capitaux, y comptent l'incendie, pourvu qu'il soit allumé perfidement, *maliciose* ;² l'on s'est aussi avisé bientôt, dans tous les bourgs savoyards, d'aggraver la peine des coups et blessures non seulement à proportion du résultat, et en jugeant à l'abondance du sang répandu³ ou à la trace de la pierre projetée sur le sol ou la paroi,⁴ mais en recherchant la volonté mauvaise que peut trahir le choix de l'arme, et suivant que le coup a été porté avec la main, le poing, le pied, avec un bâton, une pierre ou un glaive, ou que la victime a été traînée par les cheveux à une ou à deux mains. La nature de la lésion joue parallèlement à ce premier indice d'une intention mauvaise, pour déterminer le chiffre progressif des amendes. Ce sont les franchises de Sion, en 1338, qui mettront d'abord fortement en lumière que le juge doit pénétrer dans le for intérieur de l'accusé et lire sa méchanceté dans le signe de l'arme employée, qu'il doit se montrer indulgent si le coup a été asséné *baculo vel aliorum armorum genere quibus non apparet tanta malicia*.⁵ Une autre indication de l'influence de la *fraus*, du *dolus* sur la culpabilité, est inscrite dans l'article des mêmes statuts⁶ qui en abolit

¹ Cf. Fehr, Rechtsgeschichte, p. 64.

² Gremaud V, p. 435.

³ Voir, à l'appendice, le tableau récapitulatif.

⁴ Sembrancher 1239, art. 12.

⁵ Gremaud IV, p. 159.

⁶ 1338, art. 28.

l'effet à l'égard des citoyens qui tueraient, en l'arrêtant, l'homme qui aurait frappé mortellement quelqu'un dans le ban de la ville, et chercherait à fuir. Si d'ailleurs, à la même époque,¹ le Chapitre juge que Perrod de Nax n'a pas été trouvé coupable au point de mériter un châtement corporel, bien qu'il soit passible d'une peine pécuniaire ; si même de fréquentes absolutions sont accordées par l'évêque aux homicides,² il n'est pas téméraire d'en inférer que le justicier ne se tient plus au seul résultat brut, mais qu'il fait la distinction du crime, de l'accident et du cas fortuit, qu'il reconnaît, dans le crime, la part de la volonté criminelle, et que c'est cette volonté qu'il cherche à frapper aussi.

Il n'est, du reste, besoin que d'embrasser d'un regard le développement du droit pénal, pour s'en persuader. Le législateur crée une foule de délits d'intention, pourrait-on dire, parfaits déjà dans leur phase purement intellectuelle (par exemple, la désobéissance à l'ordre du juge, même sans préjudice causé, la favorisation et la non-dénonciation,³ le seul complot,⁴ le mensonge,⁵ la simple exposition de marchandises mauvaises,⁶ la détention de faux poids et de fausses mesures),⁷ ou il crée de ces sortes de délits où paraît nettement l'appoint de l'élément volontaire (la tentative, le guet-apens,⁸ le fait de tirer l'épée, de jeter une pierre,⁹ vingt genres de fraudes, le recel, la récidive), ou même inexistants s'ils ne sont pas volontaires, comme le suicide.¹⁰

Les lois, d'ailleurs, incorporent maintenant la leçon usuelle et la répètent à chaque page. Elles peuvent se contenter d'insérer le principe et de promettre, comme les Articles de Naters (1446),

¹ Sion, 16 mai 1338, Gremaud IV/1716.

² P. ex. 27 mars 1351, Gremaud V/1983.

³ P. ex. Brigue 1479, Blätter für Wallisergeschichte IV.

⁴ *Conspirare aut delinquere* disent clairement les statuts de 1514, art. 85.

⁵ LRC 1514, art. 97.

⁶ Cf. statuts de Sion 1414, art. 41. Voir chapitre : Santé publique.

⁷ P. ex. Sembrancher 1239, art. 39.

⁸ Cf. l'art. 98 LRC, CXLI St. (BV 1795, cap. VIII/11) punissant celui qui, ayant haine publique contre quelqu'un ou lui ayant adressé des menaces, irait, ne serait-ce que se poster, pour l'attaquer, sur la route royale, ou sur le chemin du tribunal, de l'église ou de ses biens : *alium causa invadendi insidiando prevenerit, preoccupaverit, sive de facto invaserit*.

⁹ Cf. Osenbrüggen, p. 147 et Fehr, p. 195, qui relève dans quel état lamentable se trouvait jadis la notion de la tentative, en ce qui concerne son développement.

¹⁰ Cf. 7 déc. 1404, Gremaud VII/2561, le *ex suo spontaneo proprio facto* ; recès 29 mai/6 juin 1579, Heusler 170, le « oder durch solche andere Zufälle in solch Unglück kommen » ; code de 1795, cap. L, art. 1.

en un paragraphe final traitant de l'observation des statuts,¹ la peine à quiconque les violera « sciemment », *cuique persone scienter contrafacienti* ; ou encore elles peuvent proclamer, comme plus tard les statuts de Rarogne (1548), la responsabilité, sous peine de corps et biens, de celui qui, en cas d'inquisition, s'écarte du droit et s'en sépare « an wissen und willen ». ² Mais, le plus souvent, elles l'exposent dans le détail avec une abondance toujours renouvelée. Le mandat d'arrêt que publie l'évêque, en 1441, ³ qualifie le crime en rappelant, non seulement ses graves conséquences, mais que l'attaque a été faite « de façon hostile, traîtresse et inique », sans aucune provocation, mais sous l'empire d'un souffle diabolique, ⁴ et il menace les officiers qui se récuseraient « avec dol » en faveur les uns des autres, leur enjoint de procéder à l'exécution « sans fraude ni dol », et tient en suspens l'interdit sur les paroisses où le coupable obtiendrait aide, conseil ou faveur. On voit si, au XV^e siècle, la pratique pénale était pénétrée de l'importance de la volonté pour la détermination du fait délictueux. Dans le siècle suivant, depuis l'introduction des statuts du Cardinal, (et sous l'inspiration directe des idées romano-canoniques, pour lesquelles le principe juridique du dol et le critère éthique de l'intention ont la même extraordinaire valeur), c'est une si magnifique masse de précisions, qu'il vaut la peine de considérer divers groupes de délits, pour s'en instruire et suivre mieux la progression en profondeur de cet élément subjectif de l'infraction.

Au tout premier plan, il convient de placer l'étude du meurtre, ou de l'assassinat, dans lequel précisément la notion juridique d'intention d'abord, de préméditation par la suite, fait la condition et l'essence même du délit. Dès les temps les plus reculés, le meurtre des tribus germaniques a été censé un homicide malhonnête, soit qu'il eût été commis secrètement ou de nuit, soit qu'il eût rompu la paix solennellement jurée ou proclamée, c'est-à-dire qu'il trahit une volonté déshonorante. ⁵ Aussi avant que nous puissions remonter dans les sources valaisannes, cette part

¹ Art. 110.

² Art. 52.

³ 27 mai 1441, Gremaud VIII/2937 : *hostiliter et proditorie ac inique invasit, percussit et vulneravit*.

⁴ Citation du même inculpé. *ibid.* N° 2938. — C'est toujours par le même « conseil du diable » que l'on continuera à expliquer la volonté criminelle, comme ce voleur que l'on torture, à Ernen (archives paroissiales, G. 2, N° 253) pour lui arracher le nom de ses complices, et qui ne peut indiquer que le « thüffel ».

⁵ Cf. Osenbrüggen, Beitrag, pp. 10 ss.

mentale, cette qualité volontaire de l'assassinat est notée et répétée sans répit. Elle fait le fondement même et la raison de tous les traités d'assistance judiciaire.¹ Les statuts de 1514 évoquent aussi cette discrimination entre l'homicide et le meurtre ;² ceux de 1571 l'expriment avec une formelle netteté, distinguent entre l'*homicidium inhonestum* et le *causatum aut non voluntarium et honestum*.³ En 1795, le code du Bas-Valais appuie sur cette condition désormais déterminante de la responsabilité, sur l'intention ; après avoir décrété la mort et la confiscation pour l'auteur d'un homicide volontaire, il ajoute, prenant soin d'imprimer lui-même les italiques : Comme il y a différentes sortes d'homicide, par exemple *volontaire, fortuit, ou par hazard, homicide qui peut arriver par imprudence*, homicide qui peut avoir lieu à la suite d'une querelle, etc., les juges se donneront tous les soins possibles pour distinguer et reconnaître la différence des prédicts cas, savoir s'il y a eu *de la volonté et du dessein, de la malice, de la légèreté, de l'imprudence*, ou si l'homicide arrivé est purement l'effet du hasard, et ils porteront ensuite leur jugement d'après la qualité du crime et l'indication des auteurs criminalistes adoptés.⁴

Prenons d'autres cas où nous pourrions tout aussi sûrement saisir la nécessité du dol pour la perfection du délit, et suivre l'évolution de cette condition psychologique : C'est dans tous les crimes de fraude et de faux que la volonté se donne librement et nécessairement jeu. Les Articles de Naters défendaient,⁵ en 1446, de déplacer des limites sans la volonté et à l'insu du voisin.

¹ Le 18 avril 1439 (Gremaud VIII/2908), le bailli du Valais et celui du Chablais promettent réciproquement d'extrader tous les malfaiteurs qu'ils pourraient appréhender, nobles ou manants, sauf les homicides *ex improviso* ; le 31 août 1446 (ibid. N° 2981), un autre traité conclu avec Berne et la Savoie insiste sur cette clause, qu'on ne livrera pas ceux qui commettent des homicides *ex impresia*, par hasard dans une bagarre, non de propos délibéré et réfléchi, tels enfin que le Valais les appelle *col nobile* ; le 4 septembre 1475 (recès, de Courten II/528), Berne et le Valais s'engagent à se remettre sans réplique tous les criminels réfugiés dans leur juridiction, à l'exception des meurtriers involontaires ; le 2 janvier 1507 (Imesch, N° 32, 1), c'est à l'égard de la Savoie que les patriotes assument la même obligation, en réservant toujours leur protection aux homicides honnêtes.

² LRC 98. — Confirmation de la jurisprudence : Sa Grandeur, en diète de juin 1540, grâce un meurtrier, attendu qu'il n'a pas commis le meurtre volontairement, (de Courten I/553).

³ St. CLVI ; cf. CXLII.

⁴ BV, cap. XLIX ; cf. le chapitre VII/11, où deux personnes qui feignent de se battre pour attirer un tiers, et le tuent, doivent être punies comme assassins.

⁵ AN 45.

Les lois du XVI^e siècle préciseront la portée de ce statut en relevant que la peine est destinée à celui qui agit « par malice, barat et tromperie », (*fraudulenter, dolose ac malitiose*),¹ et le code bas-valaisan en menace le propriétaire qui le fait « de propos délibéré ».² Les faillis qui cèdent leurs biens et lèsent leurs créanciers sont punis parce qu'ils se chargent de dettes exagérées en usant le plus souvent de fraude ou de légèreté (*cavillationibus, fraudibus vel cautelis pleni aut alias agendo improvide*);³ celui qui contracte plus de dettes qu'il ne peut en payer n'est responsable et ne peut s'éviter la *furti maculam* que s'il a su (*sciens*) qu'il ne pourrait y satisfaire et tromperait son créancier,⁴ que s'il l'a fait « volontairement et sans quelque grande défortune », disent les Additions de 1598;⁵ de même, le fait de vendre « méchamment et en fraude » un bien qui ne lui appartient pas,⁶ de vendre *animo deliberato* et *inique* à deux acheteurs une même chose,⁷ lui sera imputé comme un vol. Le châtimement frappera également le faussaire qui *fraude et dolo* provoque une erreur dans les affaires judiciaires,⁸ le plaideur qui cache *furtive*, comme un voleur, le titre ou l'instrument de son adversaire,⁹ le notaire qui *voluntarie et maliciose* commet le crime de faux,¹⁰ le créancier qui réclame la solution d'une dette déjà payée, ou le débiteur qui nie en justice un juste dû, et qui n'ont pas une légitime raison d'ignorance, *nec iustam ignorantiae causam habeat*, disent les statuts de 1571,¹¹ qui le font « par méchanceté ou de mauvaise foi », répète le code de 1795;¹² le même code punit aussi la personne qui supprime « malicieusement » une chose trouvée;¹³ celle qui, après entente préalable, mise « de mauvaise foi » pour avoir, dans un encan, les biens vendables d'un pupille

¹ LRC 96 ; St. CLX.

² BV XXIV.

³ LRC 45 ; St. LXXXVIII.

⁴ St. LXXXVII.

⁵ Add. 10. — Le code de 1795 aussi excepte de la peine ceux qui ont été forcés d'emprunter par des malheurs ou accidents inopinés et non prévus, cap. XXIX/5.

⁶ R. 22/28 avril 1551, de Courten II/104.

⁷ St. LXXXVI. — Cf. recès de 1551. — Le code du Bas-Valais précise aussi cette condition nécessaire du stellionat : « de propos délibéré et de science certaine ». (BV, XXXIX/1).

⁸ LRC 87.

⁹ St. CLVII *in fine*.

¹⁰ St. LXXXVIII.

¹¹ Art. XXXVI.

¹² Chap. XXV.

¹³ Chap. XXXVII/2.

à un vil prix ou à un prix au-dessous de leur juste valeur ;¹ celle qui « malicieusement » détruit les potences, troncs et carcans ;² qui se plaît à faire courir de faux bruits « par un esprit de malice » ;³ qui se fait incendiaire « par malice ou par préméditation »,⁴ ou s'avise de déterrer, « par vengeance, pétulance ou mépris » un corps mort ;⁵ il frappe corporellement ceux qui seront convaincus d'avoir donné quelque aide ou conseil aux voleurs, même lorsqu'il sera reconnu que le vol commis aurait pu se faire sans aide ni conseil.⁶

Cette dernière disposition, où c'est la simple participation intellectuelle au délit qui est érigée en infraction et punie, nous ramène à mentionner cette catégorie pénale qui englobe dans la répression le consentement, la complicité, le recel et toute forme de favorisation. C'est ainsi que l'on rend le mari et la femme justiciables en corps et en biens pour le méfait l'un de l'autre, si l'époux y fut *consentiens et particeps*,⁷ que les Statuts introduisent, en 1571, la peine capitale et la confiscation totale pour le *leno*, non seulement qui prête aide et conseil à l'impudicité de sa femme ou de sa fille, mais les tolère et les approuve,⁸ et que le code de 1795 reprend, pour en traiter tout au long, ce crime qui peut être parfait par simple consentement.⁹ D'une nature criminelle voisine s'affirme la volonté de celui qui s'enhardit à recevoir, héberger et nourrir un malfaiteur ou un rebelle, après les défenses habituelles proclamées publiquement, à l'église ou sur la place des tribunaux, « volontiers et à son sceu », traduit l'ancienne version des Statuts,¹⁰ « wissenhaft der sach », dit le coutumier de Rarogne (1548).¹¹

On pourrait donner encore une longue liste de textes où trans-

¹ Chap. LX/7.

² Chap. XVI/5.

³ Chap. XLI.

⁴ Chap. XLIII.

⁵ Chap. LII/1.

⁶ Chap. XXXVI/2.

⁷ LRC 91 ; St. CXX ; cf. AN 50, et articles de 1428 contre les sorciers, exceptant la confiscation des avoirs en faveur de l'époux innocent.

⁸ St. CXLVI.

⁹ BV cap. LIV.

¹⁰ LRC 98 ; St. CXLVII. Cf. jugement Guntern, 11/22 déc. 1611 (de Courten III/384), et code de 1795, asile aux voleurs, ayant connaissance du vol, chap. XXXVI/1.

¹¹ Art. 53. — Osenbrüggen, Alaman. Recht, p. 176 insiste aussi sur la nécessité de la volonté.

paraît la nécessité juridique de l'intention.¹ Mais je me bornerai à noter que celui qui blasphème publiquement *temere et nequiter* n'est puni que si, repris publiquement, il le répétait *frivole sive temere iterum atque iterum*,² parce qu'il semble commettre son offense *ex certa nequitia et revera... tamquam induratus et obstinatus* ;³ que le talion menace partout l'auteur d'une dénonciation calomnieuse, faite « intentionnellement de façon fausse », dit-on à Brigue en 1479,⁴ et que partout, le pauvre qui prémédite et provoque l'attaque d'un homme fortuné, dans l'espérance d'en tirer avantage, on en réprime les *nefarios ausus*.⁵

2. Ses effets :

Si donc la volonté criminelle est condition du crime, plus elle est ancrée, patente, réitérée, plus elle compte pour circonstance aggravante du crime ; son absence, au contraire, ou son peu d'étendue, doivent être tenues par le juge pour circonstance atténuante, sinon pour excuse, et modérer l'action de sa justice.

Les exemples abondent pour confirmer cette proposition : Il suffit de rappeler qu'une intelligence vive, prédisposant le coupable à mieux mesurer le sens de son acte et peser la qualité de sa faute, lui est calculée pour aggraver son cas ;⁶ il faut ne point oublier que la préméditation qualifie le meurtre et l'incendie ; l'obstination, le blasphème ; l'effraction, en tant qu'indice d'une volonté arrêtée, le vol ; il faut se remémorer que la récidive est frappée visiblement, dans l'injure verbale,⁷ dont la première peut être rétractée et n'expose qu'à l'amende extrajudiciaire et à la charge des frais, dont la troisième amène infamie et peine corporelle ;⁸ qu'elle est frappée de façon tout aussi manifeste dans la désobéissance à l'ordre de promettre la paix,

¹ P. ex. AN 83 : *qui clamavit iniuste* ; LRC 86 : *sine legitima causa, indebite* ; St. XX ; recès décembre 1610 (de Courten III/303) etc.

² Statuts Brigue, 1540 : « hartnechtiglich » (Blätter IV, p. 310).

³ LRC 90 ; St. CLVIII.

⁴ Heusler N° 411, 24. — Cf. jugement Guntern (de Courten III/388) : Imputation déloyale d'un délit, dit la Diète.

⁵ Cf. Rupture de paix, *in fine*.

⁶ Cf. recès janvier 1617, (de Courten III/573), où la Diète fait un grief spécial à Georges Schmidt, de Binn, homme turbulent, qui, vu son intelligence, aurait dû apaiser les autres effrénés paysans (dans l'affaire du traité avec Milan), mais qui a fait tout le contraire.

⁷ Même en cas de récidive générale. Cf. chapitre de l'injure.

⁸ Cf. le jugement de la Diète condamnant Guntern, en décembre 1611, et lui reprochant de s'être rendu triplement, quadruplement coupable de lèse-majesté, en renouvelant ses calomnies. (de Courten III/388).

sanctionné d'une amende au double, au triple, au quadruple, puis de la prison, et surtout dans la rupture renouvelée de cette promesse de paix, qui peut entraîner le violateur, de la grande amende à la mutilation d'un membre, et à la perte de la tête.¹

Le défaut d'intention, de son côté, pallie la faute, atténue la responsabilité au point que le juge ne peut s'en désintéresser en prononçant la sentence. Les statuts de 1514² nous apprennent parfaitement qu'il ne doit, dans les causes mineures, exiger aucune peine ou aucun ban lorsqu'il peut constater que l'auteur du dommage a agi sans fraude ni dol, et sans désir de nuire, *absque fraude et dolo et absque studio damnificandi*. La règle doit valoir pour tous les cas. Jusque dans les affaires criminelles, la pureté d'intention peut mériter l'impunité absolue. La Diète elle-même s'est chargée d'en apporter une démonstration insigne en acquittant, en session de décembre 1615,³ le châtelain Gaspard Owlig, l'un des négociateurs de l'alliance séparée de Conches et Brigue avec Milan, du fait qu'il avait agi sans dol et ne comprenait pas la portée de la légation à laquelle il avait été mandé malgré lui, n'entendant point la langue dans laquelle était rédigé le traité, et n'ayant aucune pratique des affaires diplomatiques : (tandis que l'autre négociateur, le gouverneur Martin Jost, était bel et bien destitué et gardé en prison pendant plus de cinq mois). La miséricorde, en l'absence de dol, devait être pratique légale et nécessité judiciaire, puisque le pauvre Bridy, poursuivi en 1608,⁴ pour s'être vanté qu'il se posterait à cheval, sur la route, au passage de son évêque, traître et mauvais Espagnol, protestait qu'il n'avait eu ni la volonté ni la pensée de perpétrer l'acte, et puisque le chancelier Guntern,⁵ accusé d'avoir correspondu avec le duché de Milan pour faire cesser l'importation en Valais du sel et du vin, se défendait dans une adresse à la Diète en écrivant (1604) : « Je reconnais ma négligence, mon inexpérience et mon défaut d'intelligence, dont sans doute les affaires d'Etat ont eu grandement à souffrir : mais ces dons sont répartis par le Créateur, leur absence ne constitue pas un crime : veuillez donc, Mes Hauts Seigneurs, attribuer ces manquements

¹ Osenbrüggen, Alaman. Recht, p. 185, relève avec raison que la récidive est une circonstance aggravante dans l'injure, le blasphème, le parjure, le faux, le stellionat, l'adultère, etc.

² LRC art. 103.

³ Recès 1/16 décembre, de Courten III/514.

⁴ Recès 3/12 août, ibid. 303.

⁵ L'orthographe la plus rationnelle est Guntern. Je la mets telle, invariablement. Mais on rencontre, dans nos sources, les formes Gunthern, Guntren, Gundren, etc.

à mon insuffisance et non à mon mauvais vouloir ». ¹ Le paysan et l'homme d'Etat, s'ils n'en furent pas moins condamnés, le furent avec mansuétude, puisque on ne leur appliqua pas le châtiement, capital en principe, de la lèse-majesté.

Il est évident que le Valais connaissait alors une sanction pour les *délits par négligence et par imprudence*. ² La pratique de la Diète rejoint et confirme la théorie séculaire, indiquée déjà, en 1338, dans les statuts de Sion, (où le seigneur évêque, ni aucun juge, ne doivent molester un citoyen ou un habitant qui affirmeraient, sous serment, n'avoir pas manqué à leur devoir de poursuite et d'arrestation des malfaiteurs opérant dans la ville ou le ban, à moins que la négligence de ce citoyen ou de cet habitant ne soit évidente), ³ et réexprimée dans le Landrecht de 1514, qui punit les faillis pour le seul fait de leur imprévoyance (*improvide agendo*). ⁴ La loi, en se perfectionnant, devait acquiescer toujours une plus grande sensibilité juridique sur ce point : On en suit la persistance dans les Statuts de 1571, ⁵ dans les Additions de 1598, ⁶ et il atteint son plein développement dans le Code de 1795. La part faite au facteur moral du délit y est frappante. Là, s'il arrive accidentellement une dispute entre le maître de la maison et celui qui l'est allé trouver, « mais dans une toute autre intention que de le quereller », une telle dispute sera regardée comme si elle était arrivée hors de la maison, et ne sera pas aggravée; ⁷ là, le notaire qui aurait manqué « par ignorance, par inadvertance, et sans vue de quelque intérêt », n'aura qu'à bonifier, pour la première fois, le dommage causé, et ne sera que démis de son office en cas de récidive; ⁸ là encore, celui qui

¹ Recès, de Courten III/323.

² A propos de la « Fahrlässigkeit », Fehr (p. 195) fait remarquer que le terme « fahrlessnessigkeit » n'apparaît qu'en 1499, dans une source où se perçoit l'influence romaine, et il ajoute : Il me semble certain que le droit pénal romano-italien exerça une grande influence sur l'essence de la « Fahrlässigkeit » allemande ; mais, tout aussi certain, d'autre part, que le droit allemand encore libre de cette influence connaissait la conception de la « Fahrlässigkeit », et punissait celle-ci. — Nos sources sont loin d'infirmes ces conclusions.

³ Art. 32.

⁴ Art. 45. — Cf. la grâce accordée à un meurtrier involontaire, en juin 1540 (de Courten I/533) : une trace de sa responsabilité semble subsister pourtant, car il n'est pas condamné qu'à demander pardon et supporter les frais : il doit se reconnaître, par serment, serf mortuaire perpétuel, et cette *capitis deminutio* peut être tenue pour une véritable peine.

⁵ St. CXLVIII, à propos des faillis.

⁶ Add. XXIX, à propos de ceux qui *leviter* répandent des faux bruits.

⁷ BV VIII/5.

⁸ BV XIX/2.

aurait hypothéqué à deux personnes le même bien au-delà de sa juste valeur, ne sera puni que d'un jour de prison, s'il avait fait pareille chose « par ignorance, inadvertance ou défaut de mémoire ». ¹ On constate donc : que le manque de dol constitue régulièrement une circonstance atténuante et mitige la peine ; que le délit commis par seule imprudence ou négligence n'engage pas moins la personne de son auteur. Une preuve dernière en est fournie par l'article relatif à l'homicide, où il est recommandé au juge de se donner tous les soins possibles pour distinguer s'il y a eu de la volonté et de la malice, mais aussi « de la légèreté et de l'imprudence », et de porter son jugement d'après le mérite de la chose. On peut tirer aussi une induction de la disposition pénale qui rend responsable des pertes survenues à son pupille, le tuteur qui, « par sa négligence et son inaction », laisserait prescrire des titres, droits, actions et prétentions qu'il aurait en mains ; ² on en tire une autre de l'obligation, faite aux entrepreneurs exploitant des bois, d'établir une garde à l'endroit où les dévaloirs tombent au chemin public, afin d'avertir les ouvriers et les passants, et, si malheureusement quelqu'un y était tué, de la libre action assurée aux parents du défunt contre les transgresseurs. ³

B. LES CIRCONSTANCES MATÉRIELLES.

Nous avons dit que la loi valaisanne n'a jamais systématisé, non plus qu'énuméré, les circonstances capables de modifier la valeur du délit, qu'elle n'a même pas posé en principe le devoir, pour les tribunaux, d'en faire état. Mais tous les temps ont eu leur idéal d'équité, et elle a pu se contenter d'y faire un appel indirect et constant, ⁴ ou d'indiquer, comme dans les statuts de 1514 et de 1571, la nécessité majeure du *ponderatis pensatisque legitimis circumstanciis*, quand elle ne soulignait pas furtivement (ainsi firent, par exemple, les franchises de bourgs savoyards, les statuts haut-valaisans nationaux, ceux de paroisses particulières, et un grand nombre de décisions diétales) l'une

¹ BV XXIX/3.

² Ibid. LX/10.

³ Ibid. LI/5.

⁴ P. ex. AN 1446 art. 18 et 106 ; Cap. 1487, art. 8 ; LSSZ 1496, art. 10 ; LRC 1514, art. 85, 87, 89 ; St. 1571, art. XV, XLIV, LXXVII, LXXXVI, CLIII, CLVI, CLVII, etc.

⁵ LRC art. 89, 2. St. CLVI : *ponderatis circumstanciis*.

ou l'autre cause modératrice ou aggravante de la peine. La science juridique étant alors en pleine formation, ce n'est qu'à l'aube lointaine de 1795 que le souverain jeta, aux dernières lignes du codé, le principe formel et fondamental : ¹ Pour conclusion, dit-il, comme il est impossible de pouvoir adapter à chaque délit la peine qui devrait lui être proportionnée selon la variété des circonstances plus ou moins mitigeantes ou aggravantes, nous voulons et entendons que, pour tous les cas qui se diversifient dans les circonstances, l'on aura recours aux auteurs adoptés. ²

S'il n'est pas vain de rechercher celles de ces causes admises par Fröchlichsburg, ³ il est d'un intérêt immédiat de s'arrêter à celles que l'on rencontre dans l'exercice des juridictions valaisannes. ⁴

I. Circonstances aggravantes.

Les unes sont *subjectives* ; elles tiennent :

A la personne du délinquant : La recommandation faite au juge de tenir compte de la condition des personnes est une des plus anciennes traces d'un essai d'individualisation de la peine ; on la lit fréquemment dans les premières franchises du XIV^e siècle ; ⁵ il semble que l'on y réserve une sévérité plus grande pour les personnes viles, que l'on oppose volontiers à l'homme probe, au bourgeois, ou au noble. Plus tard, c'est dans le même esprit que les Abscheids poursuivront avec une rigueur exceptionnelle vagabonds et mendiants. On doit noter cependant que, dès les premières codifications arrachées à l'évêché, le droit valaisan s'avère parfaitement démocratique, englobe un chacun dans son souci de protection et de répression. ⁶ Les Articles de Naters témoignent d'un effort incessant pour l'égalité juridique,

¹ L'application s'en trouve, dans le corps de la loi, aux articles sur le vol (cap. XXXV/2), où il est recommandé de punir corporellement, selon la jurisprudence criminelle usitée dans la Patrie, en faisant toujours bien attention aux circonstances mitigeantes et aggravantes, à la qualité et à la quantité, à la récidive, etc. Voir aussi cap. XVI/2, XXI, LVII, LVIII.

² BV p. 93, VII.

³ Voir les commentaires, I. IV. Tit. 11 et 13. En résumé, il faut tenir compte des points suivants : fait, auteur, intention et préparation, lieu, temps, et mode d'exécution.

⁴ Pour les exemples d'ordre général, on trouvera toutes les références dans les chapitres traitant des divers délits auxquels on se rapporte.

⁵ P. ex. St-Maurice 1317, art. 7 ; Sembrancher 1322, 19 ; Sion 1338, 13 ; Loèche 1338, 18, etc.

⁶ Cf. Weisthum du début du XV^e siècle, Heusler p. 153 : *si aliquis... clama de aliqua persona...* Les Articles de Loèche, du 7 août 1428, contre

et multiplient les formules : *nullus patriota Vallesii*,¹ *aliqua persona nobilis vel ignobilis utriusque sexus eiusdem patrie et locorum*,² *nemo cuiuscunque status vel condicionis sit*,³ etc.⁴ Depuis lors, la règle est passée en usage; la condition naturelle des personnes n'intervient plus, dans le texte législatif, pour déterminer la qualité de leur traitement. Les statuts de 1514,⁵ et tous ceux qui suivront dorénavant, sont écrits pour tous et contre chacun.

Mais la situation sociale du sujet, son caractère d'homme public peuvent rendre plus lourde sa responsabilité, notamment dans certains cas touchés par la Diète,⁶ où un fonctionnaire de l'Etat manquerait à l'égard de l'Etat, de même dans ceux où quelque officier public,⁷ un notaire par exemple, violerait la foi publique. Le soin de l'intérêt d'une caste a disparu devant la notion nouvelle de l'intérêt général.

Il est à peine besoin d'ajouter qu'une nombreuse catégorie de délits naît ou se complique du fait d'un lien de parenté, d'autorité, ou d'une obligation morale unissant l'auteur à sa victime : l'inceste est la fornication, l'infanticide est l'homicide, qualifiés ; ainsi encore la peine du proxénète, capitale s'il s'agit du père, n'est qu'infamante et pécuniaire pour un tiers ;⁸ de même le tuteur en faute, le domestique voleur, etc., doivent s'exposer à une sévérité toute spéciale.⁹

A la personne de la victime : Sans répéter ce tout proche exposé, dont les termes sont réversibles, inscrivons, à côté de l'état de dépendance, l'aggravation issue de la lésion d'intérêts essentiels à la victime, et remarquons que la justice ne mécon-

les sorciers, s'exprimaient avec une limpidité parfaite : *tam in monte quam etiam in plano reperitur aliquis persona... cuiuscunque status vel condicionis...* (*ibidem*, p. 146).

¹ Art. 5.

² Art. 6.

³ Art. 53.

⁴ Cf. art. 27, 28, 33, 36, 45, 46, 53, 54, 94, 106.

⁵ Cf. en 1514, la portée des défenses : *si quis* (art. 49, 83, 90, 92, 94, 95, 98, 99, 101) ; *qui* (78, 86, 90, 97) ; *quilibet, quisquam* (83) ; *quicunque* (96, 104) ; *nemo* (85, 112) ; *nullus patriotarum* (9, 27), etc.

tous et contre chacun.

⁶ Cf. en 1604, adresse de Guntern aux députés (de Courten III/323), et recès 16/30 janvier 1617 (*ibid.* p. 574), condamnations dans l'affaire du traité de Milan.

⁷ Cf. BV, l'aggravation pour l'officier désobéissant (LXIII/3), pour l'homme revêtu d'un emploi public (pécultat, XXXVIII).

⁸ Cf. St. CXLVI ; BV LIX.

⁹ Cf. BV XXXV/2, XXXIX, LIV.

naîtra pas le fait qu'un enfant séduit ou ravi était majeur ou mineur, qu'une femme violée n'était pas notée de lubricité, qu'une fille livrée à la prostitution était vierge, ou même n'était pas nubile. La distinction personnelle la plus importante est cependant celle qui est établie entre le particulier, le simple citoyen, et l'homme public, émanation et personnification du souverain. Ici le délit prend les proportions d'une affaire d'Etat ; l'injure, la menace, les voies de fait commises contre un fonctionnaire en exercice, contre un juge, ou contre le prince, sont toujours près d'être portées jusqu'à la capacité criminelle de la lèse-majesté, et de produire le dernier supplice. Dès l'apparition des coutumiers, les offenses graves faites aux officiers sont assimilées aux délits énormes, qui méritent la peine capitale,¹ et cette tradition est poursuivie à travers les temps et les lieux, jusqu'en 1795, où le même délit, l'attaque en justice par exemple, perpétré sur un plaideur, est puni de trois jours d'arrêts et de trois livres d'amende, tandis qu'il doit être frappé de mort s'il est commis sur la personne d'un juge supérieur ou d'un représentant de la seigneurie.²

Les autres sont *objectives*. Elles ont trait au *délit lui-même* :

Quant à sa quantité : On a vu que, dès les premiers âges, le juge a dû s'étudier à reconnaître, dans les voies de fait, si le sang avait été léger ou atroce, s'il avait été répandu en abondance ou seulement par le nez et la bouche, si un membre avait été mutilé, si la vie arrachée ; on a vu qu'il mettait le même soin à déterminer si l'injure était, elle aussi, légère ou atroce, telle enfin qu'elle pût justifier un duel.³ Jusqu'à la fin de notre période, il lui fallut peser les effets des coups,⁴ et si les paroles injurieuses étaient majeures ou mineures,⁵ le libelle diffamatoire rédigé en termes atroces, ou simplement choquants,⁶ si la dénonciation calomnieuse et le faux serment devaient avoir une conséquence criminelle ou civile ; il fut enfin lié à tenir compte de la valeur de l'objet volé,⁷ de la dette niée judiciairement,⁸ de la chose trouvée ou détournée,⁹ ou des monnaies étrangères introduites

¹ Cf. Conthey et Monthey, 1352, art. 1 et 4.

² Cf. BV XI/7 et 10.

³ Conthey art. 19 ; St-Maurice art. 7 ; Sembrancher art. 11 ; Monthey art. 12.

⁴ BV VII.

⁵ BV X.

⁶ BV XII.

⁷ BV XXXV/3 et 6.

⁸ BV XXV.

⁹ BV XXXVII.

au pays.¹ On pourrait évoquer aussi les peines toujours plus sévèrement mesurées à chaque nouveau degré de la récidive.

Quant à sa qualité : Cette qualité peut se manifester par :

l'instrument et les moyens d'exécution, dont le choix met à jour, ou la menace plus pressante courue par l'individu et la société, ou la volonté criminelle plus fortement démontrée. On surprend, et dans les plus anciens documents, comme l'emploi d'un glaive, d'une épée, d'une lance ou d'une pierre aggrave l'attaque ; comme la violence entraîne la qualification du vol en brigandage ; comme la rupture de haie ou de porte aggrave, dès 1269,² le vol dans les champs, (l'effraction et l'escalade devant demeurer d'ailleurs pour toujours parmi les caractères spécifiques du vol grave). Le législateur a aussi reconnu l'intérêt de distinguer dans le faux la forme verbale de la forme écrite, et, très tard, dans la rupture de paix, la rupture par paroles de celle par voies de fait.³

le lieu de l'exécution : L'ancien droit ayant consacré une notion majeure solennelle et réputée digne de protection particulière, de la paix publique ou paix dans le pays (« Landfrieden »),⁴ de la paix dans la ville (« Stadtfrieden »),⁵ sur les marchés (« Marktfrieden »),⁶ au tribunal (« Dingfrieden »),⁷ dans les églises (« Kirchenfrieden »)⁸ ou dans le domicile (« Hausfrieden »),⁹ il est naturel que la pratique judiciaire ait puni avec une vigueur redoublée le délit commis sur le chemin royal ou dans la campagne, dans le ban de la cité, aux jours des foires annuelles, devant le banc de justice, dans un édifice religieux, ou

¹ BV, additions IV.

² Statuts de Sion, art. 12.

³ BV XV/2.

⁴ Cf. chapitre : Liberté des Communications. Aussi BV, XXXV/II, 6 : vol des choses confiées à la foi publique, comme bétail au pâturage, instruments de labourage et de charroi, linges et lessives exposés.

⁵ Cff. l'exemple des franchises de Sion (1338) et de Martigny (1399) art. 1 : Droit d'asile en cas de coups, blessures, même de mort donnée hors de la ville et du ban ; art. 28 (et 10, Sion) : l'auteur d'un homicide à l'intérieur de la ville ou du ban est arrêté et détenu pour être remis à la cour.

⁶ Voir statuts de Viège, 1545, art. 3. — On sait l'importance historique et sociale du marché dans le développement des villes. Cf. Fehr, pp. 103 ss.

⁷ Cf. chapitre de l'Injure.

⁸ Voir l'exemple de Balthazar Mangel, « Kylchenreuber » qui a enlevé au couvent de Fiesch l'image de St. Augustin, et l'a placée en guise de matze devant la maison du major Michel Syber. (R. 16/30 janvier 1617, de Courten III/575). Autre cas : Ernen 1559 (archives paroissiales. G. 2, N° 253). Aussi BV 1795, XXXV/II, 4.

⁹ Cf. chapitres de la Violation de Domicile, et des Coups et Blessures (jet de pierres dans une maison).

dans la maison habitée par la victime. Les sources illustrent cette proposition d'une foule d'exemples.

le moment de l'exécution : Il suffit de rappeler que, dès les origines du droit germanique, l'homicide accompli de nuit a été aggravé et tenu pour meurtre, et que toutes les grandes codifications indigènes, en 1514, en 1571 et en 1795, ont suivi cette impulsion séculaire. Le Landrecht de 1514, au chapitre : *De pena preoccupantium iter sive stratam regiam*,¹ ayant édicté la peine de la rupture de paix, ajoutait : *si de claro die fuerit*, et décrétait la peine du meurtre *quod si de nocte vel in obscuro crepusculo id fecerit*. En 1571, on reprenait cette disposition et l'on étendait l'aggravation au cas du jet de pierre dans une maison, *nocturno tempore*.² En 1795, on avait appliqué le principe dans toute sa portée, et la responsabilité de qui attaquait quelqu'un dans sa maison,³ jetait des pierres à ses fenêtres,⁴ allait l'assaillir sur son chemin,⁵ ou le volait,⁶ s'augmentait si l'infraction avait eu lieu à la brune, entre jour et nuit,⁷ ou de nuit. De même celui qui, avant ou pendant une dispute éteignait la lumière, devait être recherché pour tout le mal arrivé dans l'intervalle de l'obscurité.⁸

Le code de 1795 légitime un autre usage parallèle, hérité du droit romain, en qualifiant le délit commis à la faveur d'un sinistre, soit, pour préciser, le vol exécuté durant un incendie ou une inondation.⁹

Quant à son évidence : Enfin, prenons garde d'omettre, pour serrer la nomenclature de plus près, deux autres circonstances de fait qui, sans aggraver le délit même, sans influencer sur sa nature juridique, déterminent pour le coupable un régime exceptionnel de disgrâce et de rigueur, parce qu'ils rendent sa culpabilité patente. Le flagrant délit et la fuite (interprétée dans le sens d'un aveu et d'une auto-condamnation) légalisent l'arrestation et la détention immédiates,¹⁰ par le premier venu, en dépit de tous usages ou statuts, sans qu'il soit nécessaire d'attendre

¹ LRC 98.

² St. CXLIII et CXLII.

³ BV VIII/4.

⁴ BV VIII/9.

⁵ BV VIII/11.

⁶ BV XXXV/II, 1.

⁷ BV VIII/11.

⁸ BV XIV/33.

⁹ BV XXXV/II, 7.

¹⁰ Cf. Sion 1338, 10 ; AN 1446, 33 et 54 ; Cap. 1487, 7 ; LSSZ 1496, 2 ; LRC 1514, 113 ; St. 1571. CXLIX.

l'habituelle *sentencia mancipatoria*¹ — et, dans les temps du système accusatoire, l'enquête d'office.² Il ne faut pas taire non plus que certains délits, comme l'adultère³ et l'usure,⁴ ne sont d'abord punis pénalement que s'ils sont patents, notoires, saisis au vif, et que le meurtrier, le brigand, le traître, l'hérétique et le sodomiste ne sont pas admis à d'autres défenses qu'à celles de leur corps, s'ils ont été pris *in actu criminis et evidentialia delicti*.⁵

2. Circonstances atténuantes.

Parmi celles qui sont essentielles au sujet, à l'auteur du délit, mentionnons :

Le jeune âge : C'est à 14 ans révolus que le jeune patriote était réputé civilement majeur et recevait ses droits politiques.⁶ Mais il est invraisemblable que sa majorité pénale eût été ainsi artificiellement préfixée. D'ailleurs notre ancien droit ne se soucia pas de doser la peine suivant une échelle de la responsabilité immuablement chiffrée, évoluant de l'enfance vers l'adolescence et la maturité. Il suffisait que la jurisprudence posât ce que nous appelons aujourd'hui la question de discernement. L'important est de noter qu'elle le faisait. En 1574, le Gouverneur de St-Maurice acquitte la fille illégitime de François Michellod, de Leytron, eu égard à son jeune âge (elle avait 12 ans), et parce qu'elle n'avait reçu aucune éducation chrétienne.⁷ En session de

¹ Les statuts du Cardinal disent très bien : *Si... contingeret quempiam malefactorem vel criminosum... deprehendi in actu peccati aut qui perpetrato crimine vagabundus vel fugitivus conspiceretur seu esset, absentia iudicis non obstante quilibet alius patriota seu incola patrie talem compertum in maleficio... vel fugitivum detineat et detinere possit, ita tamen quod illum iudici quamcitus consignet sive exhibeat, usu, consuetudine vel statuto in hiis casibus non obstante*, (art. 113, al. 2).

² Cf. St. Maurice 1317, 2 ; Sembrancher 1322, 2 ; Conthey 1352, 1 (mention du *furtum portans*) ; Monthey 1352, 5 et 30, etc.

³ Saillon 1271, Sembrancher 1322, Sion 1338.

⁴ Sion 1338.

⁵ St. 1571, CLII.

⁶ Cf. au chapitre : Le Législateur, « Les Assemblées politiques ». — Dans le « Schwabenspiegel », comme d'ailleurs dans la plupart des droits alémaniques, domine cet âge de 14 ans pour la détermination de la responsabilité, (cf. Osenbrüggen, p. 134). J'ai du reste la conviction qu'on peut tenir pour valable le principe : *malitia supplet aetatem*.

⁷ Bertrand, Annales Valaisannes V, p. 172. Autre cas : condamnation de Catherine Gylloz, Sierre, 18 avril 1628.

décembre 1610,¹ ayant à s'occuper de quelques jeunes gens de la ville de Sion qui s'étaient rendus à Berne pour y étudier, et avaient affirmé vouloir perdre plutôt leurs biens et leur droit national que de quitter les écoles réformées, la Diète condamne les parents des récalcitrants comme les véritables coupables, en relevant que les enfants n'avaient ainsi parlé que pour ne pas compromettre leurs parents, et sachant bien qu'ils pourraient s'en disculper sur leur jeunesse. Le code de 1795 ne fait que se conformer à l'équitable tradition en indiquant que si des enfants au-dessous de l'âge de 14 ans commettent des maraudages, ils devront être punis et repris par leur père, leur tuteur, ou telle autre personne aux soins ou à la garde de laquelle ils auraient été confiés.²

La vieillesse : Les cas d'indulgence envers les gens avancés en âge se rencontrent assez fréquemment : Ainsi la Diète, après la Sédition des Sonnaillies, en 1550, fait-elle don du corps et de la vie à l'ancien major de Loèche;³ ainsi, après les troubles éclatés ensuite de la cancellation du traité séparé de 1615 avec Milan, renonce-t-elle à prononcer la mort contre un des Conchards rebelles, et accorde-t-elle sa grâce à un autre, vieillard de 80 ans.⁴

Le sexe : Une fortuite indication de la bienveillance qu'assure à la femme sa faiblesse congénitale se retrouve jusque dans les antiques franchises de Sembrancher (1322), dont un article prévoit que, dans tous et singuliers cas où les hommes encourent le ban, la femme, si elle l'encourait, n'en serait tenue que pour la moitié.⁵ S'il est juste de remarquer que son sexe ne réussit pas toujours à la protéger, et qu'il attira sur elle, notamment dans les crimes de sorcellerie, une suspicion plus rapide et une fureur d'enquête redoublée ; s'il est vrai que les statuts des XV^e et XVI^e siècles semblent ne lui réserver aucun traitement de faveur, et établissent une seule et même qualité de responsabilité pour la femme et le mari, en cas de consentement au crime du conjoint ;⁶ si même le code de 1571, menaçant le père proxénète de la peine capitale, précise formellement que cette peine doit être aussi celle de la mère qui consent à la prostitution de sa fille (tandis que les tiers ne doivent que 60 livres et l'obole d'or),⁷

¹ Recès 13/24 décembre 1610, de Courten III/363.

² BV XXXV/5.

³ Recès 26 juillet/2 août 1550, de Courten II/69.

⁴ R. 16/30 décembre 1617, id. III, pp. 578 et 574.

⁵ Art. 42.

⁶ Cf. AN 50 ; LRC 91 ; St. CXX.

⁷ St. CXLVI.

l'habitude paraît cependant s'être fixée et invétérée, d'en user avec plus de miséricorde à l'égard des femmes : Puisqu'en 1795, si l'homme qui consent au crime d'impudicité de sa femme et de ses enfants commet toujours son corps et son honneur, les femmes qui ont consenti à l'« infâme délit » de leurs filles, ne sont plus punies que de huit jours de prison, et de deux heures d'exposition au carcan.¹

La parenté : Il a toujours paru moral de ne point contraindre les parents et proches alliés à collaborer au châtement d'un des leurs, en le dénonçant,² en portant témoignage contre lui,³ en participant comme assesseur ou comme avocat à sa sentence de condamnation,⁴ ou en leur interdisant de le soustraire à la justice par recel ou favoritisme.⁵

De même la loi, qui défendait de prendre parti dans une dispute ou une rixe, ne savait point faire grief au père, au fils ou au frère, s'il s'était lancé dans la lutte après avoir vu son consanguin frappé d'une blessure.⁶ L'exception jouait, comme on disait à Brigue, en faveur de « selbige Personen so frindschaft haben nach landrecht » ;⁷ or le droit national l'étendait généralement⁸ jusqu'au 4^e degré inclus.⁹ Le droit particulier de Rarogne la portait pas au-delà du 3^e.¹⁰ Parfois, pour plus de certitude, on dressait la nomenclature des parents visés.¹¹

La dérogation à l'ordre légal ne leur était donc pas imputée comme un délit, sauf dans les crimes les plus graves, contre Dieu et le Prince,¹² où ce souci d'humanité le cédait à celui de la

¹ BV LIV/1 et 2.

² Cf. Brigue 1479, Blätter IV, p. 309 ; Rarogne 1548, art. 50.

³ Cf. statuts 1475, art. 28 ; 1514, art. 15 ; 1571, art. XVII.

⁴ Les consanguins ne doivent pas siéger comme assesseurs dans les causes concernant le sang, le corps et l'honneur : cf. statuts 1514, art. 15 ; additions 1598, art. XII ; BV 1795, chap. II/X *in fine*. — Les avocats ont le droit de refuser leur ministère dans les mêmes occasions : cf. statuts 1446, art. 26 ; 1475, 54 ; 1514, 15 ; 1571, XI.

⁵ Cf. Mœrel 1430, Gremaud VII/2809 ; Rarogne 1548, art. 53 et 54.

⁶ Cf. Rupture de paix, St. CXLIV.

⁷ *Loc. cit.*

⁸ Les statuts de 1475, art. 28 et 54, donnaient le 3^e inclus.

⁹ Cf. statuts 1514 et 1571, art. 15 et XVII.

¹⁰ Cf. art. 50 : « Doch sullent sy nit schuldig noch verbunden sin, dem richter söllichs an zu geben under ir frinden und frindschaften bis an den dritten lit und den dritten lit inbeschlossen ». Aussi art. 53.

¹¹ Mœrel 1430, *loc. cit.* ; Rarogne 1548, art. 54 : « Hierin vorenthalten vatter, mutter, bruder, schwester, ettren, mumen, und deren kindt, und nit wyter ».

¹² Cf. sorcellerie, Mœrel 1430 ; blasphème, recès 1511, Imesch N^o 55 ; hérésie, trahison, lèse-majesté, LRC 1514, art. 15, St. 1571, art. XVII.

justice nécessaire, et dans lesquels l'époux devait se dresser contre l'époux, le frère contre le frère, et la mère contre son enfant

Les raisons psychologiques, telles que : l'aveu,¹ le repentir,² la honte,³ l'ignorance,⁴ la débilité mentale,⁵ ou l'oblitération des facultés par suite de l'ivresse⁶ ou de la colère.⁷ Ces deux dernières causes sont même les seules qui soient données, incidemment, par le Landrecht.⁸

Parmi les circonstances *extérieures à l'auteur*, on devrait citer :

La provocation, que l'on peut confondre, dans l'énumération, comme cause, avec la colère, qui en est l'effet, le principe d'excuse étant de même ordre. On peut lire un fugitif rappel des influences modératrices de la provocation dans l'impunité accordée, dès le XIV^e siècle, par les coutumiers savoyards et par Sion, à la personne bien née qui ne peut se tenir de répondre par

¹ Cf. jugement Bridy, 3/12 août 1608 (de Courten III/303), jugement Cath. Gylloz, 18 avril 1628.

² Cf. jugement Cath. Gylloz, 1628 ; jugement Chaudan, 1669 (Annales Valaisannes V) ; jugement Rey-Bellet et Rey Borazon, 1790 (R. 3/10 décembre, de Courten VII/661). La sentence contre le sorcier Chaudan est typique à cet égard : « Ainsy confessant il soustient et confirme le tout que dessus dit et confessés estre bien véritable, ne faisant aucunement tort ni iniure à soy ny à personne que ce soit, ains qu'il est bien content de vivre et mourir sur cela et subir tout ce qui plairat à la Noble Justice ordonner, demandant très humblement pardon à Dieu, à Son Seigneur Gouverneur Juge, à toute la Justice et à tous ceux auxquels auroit peu porter dommage et offence, luy vouloir pardonner, affin qu'il plaise au bon Dieu tout puissant luy faire miséricorde et retirer son âme au Royaume des cyeux, ainsy conclus son procès... » Puis : « ayant veu et entendu la bonne repentance et marrisement que le susdict Chaudan at de ses faultes et péchés qu'il at commis pendant sa mauvaise vie, des quels en demande très humblement pardon à Dieu, à la très sainte Vierge et à toute la cour coeleste, et à nous comme à tous ceux qu'il a offencé et fait dommeage... ainsy de grâce spéciale et de nostre bon vouloir et aucthorité voulons et permettons par ces présentes que l'exécution de ditte sentence soit modérée et que le dict délinquant avant que d'estre jetté sur l'eschaffau ardent aye la teste tranchée par le dict exécuteur de la haulte justice ».

³ P. ex. cas de l'exposition d'enfant, BV 1795, XLVI.

⁴ Cf. BV, XIX/2, XXIX/2.

⁵ Cf. jugement Guntern déjà mentionné.

⁶ Cette cause d'excuse se rencontre assez fréquemment dans la jurisprudence : cf. Ernen 1559 (archives paroissiales G. 2, N° 253) ; recès 16/30 janvier 1617 (de Courten III/578). C'est aussi l'une des excuses alléguées par le Gros-Bellet, lors de l'émeute de 1790, recès cité.

⁷ Cf. même jugement de 1790, dans l'affaire Monthey.

⁸ LRC 83 : *inebrius, calore iracundie motus* ; St. XLV : *accidente casu quo quis iracundia, vinolentia, aut alia quavis impudicitia et temeritate motus*.

un soufflet à l'injure du manant. Les statuts de Rarogne, en 1548,¹ ceux du Valais, en 1571,² reconnaissent aussi, implicitement, la valeur légale d'une juste réaction. Les statuts nationaux admettent, d'ailleurs, formellement l'excuse (*excusatus erit*) du mari que le spectacle de son infortune pousse au point qu'il tue l'homme pris au fait d'adultère.³ L'excuse de la provocation joue aussi généralement dans tous les cas de rupture de paix, où l'assaillant est responsable de tout le mal, et où le provoqué n'a pas à justifier sa réaction.⁴

Le consentement de la victime : Le code de 1795⁵ veut que la peine ordinaire du rapt puisse être mitigée, s'il est constant que la personne enlevée avait librement consenti à l'enlèvement, en sorte que l'injure puisse être regardée comme blessant plutôt ses parents.

L'indigence est aussi comptée, en 1795,⁶ en faveur de la mère qui, sans intention criminelle, exposerait son enfant dans un lieu écarté, pour le faire périr.

Le peu d'effet du délit doit être si bien pris en considération par le juge, qu'il peut aller jusqu'à déterminer la Diète, avec le désir d'apaisement, à porter un édit d'amnistie, en 1603,⁷ au bénéfice de perturbateurs qui avaient excité la contrée de Conches, et semé la discorde dans le pays par lettres, exprès, menaces, insultes ou autrement.

L'intervention d'un premier *châtiment divin* pouvait être tenue pour une satisfaction partielle de la justice, et valoir au coupable une diminution de la peine méritée : ainsi Sa Grandeur, en diète de l'été 1550,⁸ tint-elle quitte du carcan et de la peine corporelle l'un des principaux meneurs de l'affaire des Sonnailles, en considérant que Dieu l'avait déjà grièvement puni en son corps.

¹ Art. 55 : Interdiction de reprocher à quelqu'un la peine subie par l'un des siens, réservé le cas de provocation. « Hierin denecht vorenthalten so theiner darin beursachet wurde. »

² Art. CXLI. 2 : *Si quis vero alterum provocaverit seu ex domo evocaverit*, etc.

³ Art. CLXVII.

⁴ Cf. plus bas : Légitime Défense.

⁵ Chap. LX/III.

⁶ Chap. LVI/I.

⁷ Recès 30 novembre/20 décembre, de Courten III/184.

⁸ Recès 26 juillet/2 août, de Courten II/68, peine de Pierre Morentzi.

4. Cas d'exemption.

La peine ne frappe donc pas inexorablement à chaque fois que les éléments matériels du délit sont rassemblés. Elle peut tomber, soit qu'elle n'ait pas à être prononcée, soit que, choisie et exprimée dans le jugement, elle ne soit pas appliquée par la suite, et ne dépasse pas le stade d'une vie purement nominale. La loi veut que la peine soit omise en certains cas, le prince peut en faire remise s'il lui paraît expédient. Ainsi donc l'excuse légale et le pardon souverain peuvent empêcher que le châtiment n'arrive à se réaliser, et l'étouffer dans son principe ou dans ses effets.

1. Légitime Défense.

La culpabilité même se volatilise et disparaît sous l'action de certains faits justificatifs, dont le premier en date et en importance se trouve être la défense légitime de son corps. La loi naturelle a dicté à l'homme qu'il pouvait prévenir le coup mortel, et sacrifier la vie de son assaillant pour sauver la sienne, et la légitime défense, instinctive réaction, a été un simple fait avant d'être une loi. De même elle a été loi avant d'être théorie. Ceci pour signifier que, dans nos plus anciens documents, elle se rencontre posée en institution légale, mais sans jamais avoir reçu sa juste et stricte ordonnance, sans que soient précisées les conditions essentielles de cause, de mesure et de temps, qui est œuvre doctrinale. Ici, que le juge s'en rapporte à son bon sens, en attendant de pouvoir feuilleter ses auteurs. L'excuse existe légalement, et c'est le grand point. Puisqu'elle est humaine, universelle, on s'attend qu'elle soit valaisanne et savoyarde, et consacrée par Aoste tout autant que par Sion. De fait, en 1239, quiconque, à Sembrancher, surprend un brigand, doit l'arrêter ; mais s'il ne peut y réussir et qu'il le tue en se défendant, il doit être absous de toute peine.¹ N'a pas à répondre davantage, à Conthey, celui qui, attaqué par un autre, le frappe, de quelque manière que ce soit, en défendant son corps.² Martigny, en

¹ Art. 35. — Cf. l'art. 36 : Quiconque frappe du couteau et s'échappe, tous sont tenus de le poursuivre et, pour qui le tue en se défendant, il est libre de toute peine. Les franchises de 1322, art. 8 admettent aussi la possibilité de tuer quelqu'un dans les cas permis par le droit.

² En 1352, art. 2. — Le droit de défense y apparaît encore illimité.

1399, qui a adopté et gardé presque mot pour mot les franchises de Sion, y ajoute en quelque endroit, et précisément pour spécifier que celui qui frappe en se défendant échappe à toute sanction, pourvu qu'il l'ait fait pour se défendre.¹ Dans le Valais épiscopal, la coutume protectrice est la même. Les franchises de Sion, en 1338, décochent d'abord simplement le trait : Celui qui, dans la ville ou son territoire, atteint quelqu'un en défendant son corps ne doit pas être inquiété, *sit immunis se defendendo*, et l'assaillant est tenu au ban.² Puis elles rapportent comment les citoyens et habitants de Sion peuvent arrêter les délinquants et les livrer à la cour :³ Si quelqu'un, de quelle condition soit-il, frappe mortellement une personne, dans la ville ou le ban, il peut être arrêté et détenu par chacun de la cité, pour être remis à la cour. Et si en fuyant il se défendait avec des armes, de telle sorte qu'il ne pourrait être arrêté sans se voir blesser, les citoyens, ni d'ailleurs les gens qui procéderaient à son arrestation, ne seraient passibles d'aucune peine ensuite de sa blessure ou de sa mort, et toute ruse et dol ne leur seraient pas imputés une faute, *omni fraude et dolo cessantibus*.⁴ Dans le dizain de Brigue également, en 1418, l'assaillant devait porter et payer la peine et le dommage des deux parties, et celui qui s'était défendu n'encourir aucune responsabilité : « und soll der theil so sich schirmpt, noch schaden noch buess schuldig sein. »⁵

Ce n'est pas un village, ce n'est pas la ville épiscopale, ce n'est pas un dizain, mais le pays tout entier qui reconnaîtra dans ses lois officielles le principe de la protection légitime de soi. Les statuts de 1514, puis ceux de 1571, traiteront « de la peine de ceux qui assaillent et de l'emende aux assaillyz et provoqués mal à propos : Si quelcun, diront-ils, sans bonne et raisonnable cause assaut un aultre de faict, et celuy qui est assailly en se deffendant le blesse au corps ou lui gaste un membre (sauf tuer),⁶ il n'est tenu à aucune amende à un tel assaillant. » Encore moins n'est-il justiciable d'une peine à l'égard de l'Etat. « Mais l'assaillant, s'il offence ou blesse, est tenu à l'amende deûe, et s'il n'a pas

¹ Art. 5. — Le membre : *dum tamen fecerit ad ejus deffensionem* ne se trouve pas à l'article de Sion. Il y a là un premier essai de limitation du droit. Il faut vraiment se défendre, (c'est-à-dire qu'il y ait nécessité de réprimer la violence par la violence), et mesurer sa réaction.

² Art. 5.

³ C'est le titre même de l'art. 28.

⁴ Gremaud IV, p. 166.

⁵ Blätter IV, p. 305.

⁶ Le *salvo homicidio* ne se trouve pas dans le texte du Cardinal, mais bien dans les adjonctions de l'évêque Adrien.

en biens, au corps ou aux membres, et qu'il soit puny en la peine de tallion de la blessure.»¹ Le code de 1571 descendra plus avant dans le détail, et prévoira une espèce où la légitime défense est formellement exprimée, et non plus sous-entendue : « Si quelcun de jour assaut un aultre avec la pierre, il encourt le ban de 12 livres oultre l'emende du dommaige, sauf en cecy que si un désarmé fust assailly d'un armé à débat, se deffend à pierres comme contrainct, le peut faire sans estre puny pour cela », *si pro sui corporis defensione tanquam compulsus etiam lapidibus resistat et se defendat, hoc impune facere possit.*² Il faut donc que la défense soit nécessaire, qu'elle soit immédiate, et proportionnée : les conditions aujourd'hui indispensables sont nettement dégagées.

Depuis, la légitime défense est partout considérée comme un droit si essentiel à l'homme, que la doctrine ira quelque jour jusqu'à la constituer en obligation morale, et que certains docteurs, dont Carpzow, prétendront que celui qui peut se défendre contre une attaque injustifiée est tenu en conscience de le faire, et que s'il se laisse immoler, sa mort est comparable à un suicide, et qu'il sera puni de l'enfer, comme coupable de péché mortel.³

En 1795, le code bas-valaisan a repris et publié en français la coutume nationale. Il consacre l'impunité de celui qui, provoqué hors de son domicile, aurait blessé son agresseur,⁴ ou qui, sans armes et se trouvant attaqué par un homme armé, riposterait à coups de pierres pour la défense de son corps.⁵ La règle est d'ailleurs généralement posée en ces termes : Si l'agresseur d'une dispute ou d'une batterie est blessé, l'agressé n'en sera pas responsable, au contraire l'agresseur quoique blessé supportera les souffrances, payera le ban à la décharge de tous les autres, et les dommages s'ils en ont reçus.⁶ Toutefois si l'agresseur ne s'était servi en se battant d'aucune arme, ni à feu, ni à tranchant, ni de marteau, ni de massue, pierre ou autre semblable, et que l'agressé avec de pareilles armes ou moyens l'eût tué, l'agressé n'en pourra pas être recherché, et la justice, après due information, aura son cours selon les lois.⁷ On imprime d'ailleurs que le droit de se protéger n'est pas infini, et que la responsabilité

¹ LRC 92, St. CXL.

² St. CXLII.

³ Rapporte Frœhlichsburg, Tract. II. Lib. II, Tit. 4.

⁴ BV, VIII, art. VI.

⁵ BV, art. X.

⁶ Ibid. VII, art. III.

⁷ Ibid. art. IV.

du « juste » se trouve engagée, qui, en se défendant, « excède la modération d'une juste défense. »¹

Il est tout indiqué de mentionner à côté de la légitime défense, les excuses de l'état de nécessité et de l'ordre légal, que les lois valaisannes ont parfois incidemment relevées.²

2. Altération mentale.

Le défaut absolu de la conscience dégage également la responsabilité pénale, et vaut à l'auteur du délit, considéré comme un malheureux et non comme un criminel, d'être rendu, sans avoir été châtié, à la surveillance de ses proches.³ D'un recès dont la Diète arrêta les termes en session de printemps 1579,⁴ il apparaît que la pratique valaisanne juge la maladie mentale une raison suffisante d'excuse légale, et que le suicidé qui s'est arraché la vie pour des causes pathologiques est soustrait à l'action des tribunaux des hommes, (le suicide est alors un crime prévu et puni par le droit), pour n'être plus justiciable que du tribunal de Dieu. C'est là tradition sans âge, et 1795 répercute en l'amplifiant ce qui n'était qu'allusion en 1579. Si l'on reconnaît par des indices et des circonstances claires que le suicidé s'est tué « dans l'accès d'une fièvre aiguë, ou dans un moment de noire mélan-

¹ BV, VII, art. V : Pour prévenir et arrêter les mauvaises entreprises des personnes qui ont consumé et dilapidé leurs biens par inconduite et par libertinage, et qui attaquent autrui en corps et biens... il est ordonné que si une de ces personnes attaque une autre, qui serait riche, et que celle-ci, en se défendant, excédât la modération d'une juste défense, le juste ne sera pas tenu de faire une plus grande indemnisation au pauvre, que celui-ci aurait pu faire à celui-là, s'il l'avait blessé. (cf. Rupture de paix, *in fine*).

² Pour l'état de nécessité, voir les Statuts de 1571 (à propos de la Rupture de Paix, *De partaitate evitanda*, art. CXLIV), le : *Nemo tamen sine evidenti necessitate se partialem ostendat* ; pour l'ordre légal, voir les statuts du tiers de Rarogne, en 1548 (à propos de l'obéissance due au juge, « Von ungehorsamen und deren bussen », art. 58), le « soll ouch das verstanden werden in schlechten sachen » : celui qui obéit dans une chose licite est couvert.

³ Frœhlichsburg au Tit. II/28, dira : On punit, s'il a retrouvé ses esprits, le dément qui a commis un délit pendant un des *lucida intervalla*. Sinon, pas de peine. Mais, pour éviter tout nouveau malheur, au jugement d'acquittement doit être ajoutée cette clause, que ses parents et amis le garderont et le soigneront dans leur maison, enchaîné et lié de telle sorte qu'il ne puisse plus nuire à personne. S'il n'a pas de parents, il doit être remis à la garde de la justice. Si le délinquant n'est qu'un idiot, un demi-fou, et qu'il se peut remarquer chez lui un demi-discernement, qu'on le fasse fouetter dans sa prison, et ensuite diligemment surveiller.

⁴ 29 mai/6 juin, Heusler, N° 170.

colie, de manie ou de fureur », ¹ son cadavre ne sera point traîné par l'exécuteur de la haute justice sur le lieu patibulaire pour y être enterré, mais il sera rendu pieusement aux parents, et la confiscation des biens ne se produira pas.

Qu'on généralise l'indication et la dilate jusqu'au symbole. Cette clémence dit assez que la folie dissipe les éléments de la culpabilité, et que se neutralisent dans le creuset de son néant les forces contraires émanées du fait, criminel, et de l'esprit, innocent.

3. Accord et Transaction.

Il n'est pas un historien qui n'ait insisté sur l'importance, dans le droit pénal ancien, de la transaction et du rachat de la peine en argent. La coutume valaisanne admit elle aussi, et appliqua en masse, le système des compositions, monnaya le pardon, et il serait vain de vouloir dénombrer tous les documents qui, pendant les XIII^e, XIV^e et XV^e siècles, racontent les accords intervenus entre le criminel et sa victime (ou les parents de sa victime), et le seigneur évêque. Dès octobre 1231, ² Landri, par la seule permission divine humble ministre de l'église de Sion, (à tous ceux qui cette page liront il souhaite salut éternel dans le Seigneur), rendait notoire qu'une bonne et légitime composition avait été conclue, *bene et legitime fuisset compositum* ³ pour mettre fin au différend opposant à lui-même et à quelques-uns de ses hommes d'Anniviers, le noble Pierre, fils d'Anselme de Pré. Au siècle suivant, les annales brassent des moissons d'exemple, dont je m'approprie l'un ou l'autre : C'est le Sierrois Jorinus de Morelly, inculpé de vol, qui se réfugie à Valère, et y demeure en sécurité, jusqu'à ce que le châtelain le fasse s'accorder avec le seigneur évêque ; c'est le père de Jorius Syunet, coupable d'un crime, qui se cache dans le château et ne le quitte que lorsque l'arrangement avec l'évêque Aymon de Châtillon a été débattu et réalisé. Semblablement, le clerc Rigotellus, accusé de viol, *vi accepisse quandam puellam*, réussit à obtenir la transaction avec la jeune fille et avec le seigneur ; Walther de Lavota (ce prêtre qui, emporté dans une dispute avec les gens de l'évêque Aymon, qui voulaient l'occire près du grand pont, à Sion, brisa le premier couteau, en fit voler un

¹ BV, L/III.

² Gremaud I/372.

³ Ibid. p. 290.

autre des mains de son agresseur, et s'enfuit dans l'enceinte de Valère), ne passe pas la porte extérieure du château avant le moment de l'accord, *donec cum domino episcopo concordavit*, comme il est toujours répété.¹ Je veux encore citer ce Perrod Bo-cheta, (il avait commis un homicide sur la personne de Jean Vuant), qui, après accord,² fut laissé en possession de tous ses biens, et auquel l'évêque fit rémission de la peine publique, *remisit vindictam publicam et offensam homicidii*.³ On pourrait tirer un livre de tous ces cas d'application. On en tira, du moins, un article de loi : En 1487, les patriotes recommandèrent, dans leur Capitulation, au seigneur évêque, de continuer à recevoir, selon l'ancienne coutume de la cour de Sion, moyennant une décente et modérée composition, les homicides enfuis de la patrie, qui s'étaient mis d'accord avec les parents et les amis de la victime.⁴ Nous verrons plus loin, quand nous tâcherons de faire la lumière sur l'évolution historique de l'homicide, que ces accords se pratiquèrent pendant tout le XVI^e siècle, et que les Statuts en laissèrent subsister la possibilité.

Après, il n'est que d'écouter comment la doctrine parle, *ex cathedra* : L'accord avec la partie lésée détourne la peine, en principe, mais rien ne pourrait d'ailleurs empêcher l'autorité de procéder d'office lorsque la sécurité publique est atteinte. Ici s'élève la controverse : Le juge est-il tenu, en vertu de la transaction entre parties, d'adoucir la peine ordinaire ? Oui, dit Carpzow, Oldekopp répond non. L'intérêt général soufflera bien la vérité au magistrat de bon sens, et lui dictera s'il faut laisser la porte ouverte à l'indulgence.⁵ Il conviendra même aller souvent jusqu'à l'impunité, et s'abstenir de toute action pénale : Bien que de droit, enseigne Frœhlichsburg, la *compositio*, (« die Herrschaftliche Abkommung », l'arrangement avec le seigneur) soit en général défendue, en tant que voie par laquelle échappe la peine publique du mal, et par laquelle s'empresse l'occasion de pécher, on a pourtant l'habitude journalière de transiger avec le seigneur, le fiscal et les autorités judiciaires, et de

¹ Cf. Témoignages dans l'affaire de la juridiction du Chapitre en 1345. Gremaud IV/1911.

² *Cum ipse cum amicis concordaverit, indeque canonice se purgaverit, tamen cum dno Guichardo Dei gratia Sedun. episcopo concordavit.*

³ Gremaud V/1983.

⁴ Art. 12. *Item quod... ex nunc homicidas a patria profugos, qui cum parentibus et amicis interfecti concordaverunt, admittere velit pro decenti et moderata compositione, secundum antiquam consuetudinem curie Sedunensis.*

⁵ Frœhlichsburg, *loc. cit.* Tit. II/32.

racheter le crime contre une somme d'argent. Bien plus, celui-là ne peut être estimé un officier capable, qui ne sait pas magistralement jongler avec cette composition, et s'en servir pour assurer l'intérêt de son supérieur.

La doctrine sauvegarde et transmet donc le principe,¹ mais elle le conditionne du reste et le rapetisse dans une telle mesure, qu'on a peine à le replacer dans l'ancienne armature et à lui reconnaître ses effets primitifs. Ce qui d'ailleurs n'est point pour surprendre, la notion de l'intérêt social s'étant, au cours des âges, substituée au caprice particulier du seigneur et à ses raisons fiscales, et la grâce et la peine étant désormais subordonnées aux exigences du bien public.

¹ Frœhlichsburg, Tit. 12/1. — Frœhlichsburg auquel il faut toujours revenir pour combler les lacunes du droit valaisan, en vertu de ce droit valaisan même, fait un exposé doctrinal que je condense et traduis, pour la clarté qu'il dirige sur cette matière :

On applique ordinairement la composition dans ces cas : lorsque le fait n'est ni prouvé ni avoué, et qu'il n'y a que des présomptions graves, en sorte que la peine ordinaire ne puisse être prononcée. Lorsque, même après la torture, le délinquant reste chargé de graves indices. Lorsque le procès contient une nullité, mais que le délit n'en est pas moins prouvé. Lorsqu'il y a des circonstances atténuantes.

La composition doit être administrée avant que le jugement soit porté, car seul le seigneur aurait le droit de transformer, après jugement, une peine corporelle en peine pécuniaire. Encore moins l'autorité ne peut-elle appliquer la composition dans le cas où le délinquant serait convaincu ou aurait avoué, car il faut alors procéder au jugement définitif et mener jusqu'au bout la cause. La composition ne saurait être accordée à un criminel dangereux, mal famé, habituel, à un meurtrier, à un bandit, à un traître : cette grâce n'est distribuée qu'à ceux dont on peut raisonnablement espérer l'amendement.

S'il existe une partie civile, la composition est refusée aussi longtemps que la partie lésée n'a pas été satisfaite, et rétablie dans sa tranquillité. Elle doit d'ailleurs déclarer expressément sa volonté concordante et ne peut admettre tacitement la transaction. Si cependant le délit avait été fortuit, et si la partie lésée « tirait trop sur l'arc », le tribunal pourrait et devrait l'accorder de son chef.

La composition doit être suffisante : elle ne doit pas seulement servir de peine, mais réparer le dommage subi (incapacité de travail, frais médicaux, entretien des survivants, etc.). L'esprit de lucre ne doit cependant pas y trouver une prime.

La composition concédée, le lésé ne peut plus accuser le délinquant, et l'on ne peut plus enquêter contre lui, car elle tient lieu de peine et lève, anéantit absolument le procès : il ne pourrait pas même être continué si l'on découvrait de nouveaux indices. (Tit. 12 et 13).

4. Grâce.

Le droit de grâce étant privilège régalien lié au droit de glaive,¹ c'est au souverain qu'il appartient de remettre ou de commuer favorablement la peine encourue. Ce principe n'a jamais fléchi, et la plupart des parchemins sur quoi les clercs ont calligraphié la promesse du châtement, répètent la formule sacrée qui dispense l'espoir : *ad misericordiam domini*. Le seigneur prononce la grâce, comte de Savoie sous la Morge, évêque de Sion dans le Valais épiscopal,² chapitre, commune, dizain ou seigneur féodal sur leurs terres.³

Dans la période moderne, la Diète et l'Evêque se partagent l'exercice de ce droit. C'est devant Sa Grandeur et les Magnifiques Seigneurs que se prosternent les suppliants, pour implorer merci, se remettre en leurs mains, et leur jurer les plus pressants serments pour l'avenir.⁴ En 1536,⁵ se présente la femme du noble Henri de Bonnevallis, accompagnée de ses enfants et de ses parents, et qui prie qu'on veuille avoir égard à ses petits non encore éduqués, et leur rendre leur père ;⁶ ce sont, en 1551, les parents de Thomas Muschardt, de Loèche, impliqué dans l'affaire des Sonnailles, qui se joignent aux députés du dizain pour

¹ Cf. Osenbrüggen, *Alaman. Recht*, p. 183.

² Il peut le faire à la prière des citoyens, d'après les franchises de Sion (1338) et de Martigny (1399).

³ Cf. Osenbrüggen, pp. 179 ss.

⁴ Cette procédure est commune dans la Suisse primitive, cf. Osenbrüggen, p. 180, Schiess, p. 79.

⁵ De Courten I/443.

⁶ Les raisons les plus diverses pouvaient mouvoir à l'indulgence et à la pitié. La coutume judiciaire du moyen âge allemand a connu de très curieux motifs de grâce : Ainsi la dispense, non seulement de la mort, mais de toute peine, pour le criminel qu'une personne se déclarait prête à épouser (cf. Osenbrüggen, p. 191). Frœhlichsburg, au contraire, pense (I. IV. Tit. 11) : Quant à l'offre d'une fille libre qui consentirait à épouser le délinquant condamné à mort, elle ne doit pas suffire à lui sauver la vie. Car, quicque les Français et les Espagnols estiment une peine plus dure que la mort d'habiter avec une catin, il s'en trouverait beaucoup, vraiment beaucoup qui préféreraient choisir une prostituée, ne parlons pas d'une honnête jeune fille, plutôt que la mort. Si le cas se présentait, et si le délinquant avait d'ailleurs de bons antécédents ou était quelque peu fol, l'autorité pourrait surseoir à l'exécution et en référer au prince, ce qui serait faire œuvre non blâmable de pitié. — Une autre tradition voulait aussi que chaque dixième condamné appartint au bourreau, dont il pouvait racheter sa vie. (Osenbrüggen, p. 192).

demander sa grâce, en considération de ses enfants en bas âge,¹ qui vont être exposés à la mendicité. Plus tard, comparaissent devant l'assemblée les personnes en charge et un grand nombre de communiers de Savièse, au nom de la commune et au nom de Jacques Bridy, accusé d'avoir mis en péril la vie et l'honneur de son prince, et tous s'offrent de répondre pour lui, et prient qu'on le relâche pour cette fois, qu'on lui pardonne sa grande faute, qui les peine beaucoup, par bienveillance pour sa femme, ses enfants, sa parenté et toute la commune, et qu'on ne le punisse pas enfin selon qu'il l'a mérité, mais avec la miséricorde habituelle.² Ordinairement, les députés répondaient qu'ils n'avaient aucun mandat pour l'accorder, mais qu'ils emporteraient la supplique *ad referendum* à leurs Communes, avec un préavis favorable. Puis, à une session prochaine, ils votaient et jugeaient suivant les instructions reçues.³

¹ Dont il a sept « au moins », donne la traduction de de Courten. — 22/28 avril. de Courten II/101.

² 3/12 août 1608, *ibid.* III/303.

³ Cf. les deux recès de 1536 et de 1551, et celui d'avril 1551, à propos de la demande de grâce de Perrin Jennilten. — Je ne me prive pas de citer encore, pour la vivante image qu'il trace et les précisions qu'il apporte, le protocole de la session du 26 juillet au 2 août 1550 : Se sont présentés de nouveau quelques membres de la famille de Perrin Jennilten, ancien major de Loèche, priant Monseigneur et la Diète de le prendre en grâce et de tenir compte de son âge avancé. Les députés de Loèche ont de même intercédé pour qu'on daignât l'épargner, en considération du dizain. Les députés et procureurs des VII dizains ont répliqué que le coupable avait surtout agi et parlé contre S. G., par quoi il avait perpétré le crime de lèse-majesté, et qu'on voulait donc s'en remettre à S. G. de prononcer sur son corps et sa vie. Cédant aux instantes prières, S. G. a délibéré avec les députés des patriotes, et ils ont ensemble rendu la sentence amiable qui suit : Etant admis que Perrin a commis son corps et sa vie, sauf grâce, on en fait don à son fils Nicolas d'abord, et à sa parenté. Mais le coupable devra paraître personnellement devant S. G. et la Diète séante, et pour l'amour de Dieu y prier pour grâce et miséricorde, le seigneur évêque, puis les députés des VII dizains au nom de la nation. Et puisqu'il a répandu que les ambassadeurs envoyés à Fribourg avaient reçu 3000 écus bons pour l'Etat et n'en avaient remis que 1000, il en fera due rétractation. Il devra de plus prononcer contre soi-même cette sentence, que si désormais il agit ou parle encore le moins du monde contre Sa Grandeur, le Grand Bailli ou l'autorité, il aura commis sans autre jugement son corps et sa vie. Il conviendra qu'il fasse aussi, en présence de l'Assemblée, serment à Dieu et aux Saints de ne pas chercher à se venger (Urfeedeydt), et qu'il paie enfin 50 écus bons à S. G. pour ses droits. Item, à chacun des familiers de S. G., du Grand Bailli et des procureurs, 1 écu bon pour une paire de culottes, en plus du salaire alloué, et 5 écus bons pour écriture du présent recès. Item, pour frais de session 50 écus bons, et à chaque dizain, pour les frais communs, 50 autres écus. On l'a traité avec cette miséricorde en considération

Si telle était cependant l'habitude lorsqu'il s'agissait d'un délit politique, d'une question d'État plus particulièrement sensible aux dizains, c'est au prince-évêque qu'on laissait le soin de délier de la mort dans les crimes de droit commun, où prédomine le caractère théologique du péché. Pendant l'occupation des mandements savoyards, un meurtre avait été commis dans la seigneurie de la Chapelle, et le meurtrier aussitôt arrêté et emprisonné par le châtelain local. Au mois de juin 1540 se présentèrent à la Majorie un frère du détenu, représentant aussi sa parenté, le Rvd. Abbé d'Abondance, le seigneur de la Chapelle, le gouverneur d'Evian et d'autres notables de la ville, qui prièrent la Diète, pour l'amour de Dieu, de faire grâce de la vie à l'inculpé, qui n'avait pas accompli l'homicide volontairement, et contre lequel aucun des parents du mort n'avait porté plainte devant le juge. Or, dit l'Abscheid, Sa Grandeur (Sa Grandeur seule) ayant égard à cette prière et disculpation, a fait grâce de la vie au détenu, avec cette clause qu'il demanderait pardon, pour l'amour de Dieu, au père et au frère de la victime, et que le Gouverneur, comme juge du seigneur de la Chapelle, l'ayant délivré de la prison, il l'enverrait incontinent par devant Sa Grandeur pour jurer en ses mains et reconnaître « serve mortifiable perpétuelle », sans omettre toute la charge des frais occasionnés au gouverneur d'Evian, au seigneur de la Chapelle, ou à leur juge subalterne.¹ La diète de décembre 1550, en décidant que l'homicide perdrait son droit de séjour dans les VII dizains, répéta encore formellement que cela s'entendait sauf grâce de Sa Grandeur, « auf Gnade U. Gn. H. »²

Dans le XVII^e siècle, pendant la querelle pour la souveraineté, qui sera fatale aux évêques, les communes refuseront passionnément à Sa Grandeur de s'arroger (diront-elles) le droit de grâce en affaires de maléfice, sur prononcé de l'Assemblée générale du pays.³ De son côté, Hildebrand Jost protestera, dans le *Summarium iurium episcopi*, que lui appartient seul la grâce des condamnés : *De hoc pleni sunt libri et registra notariorum et possessorium est usque ad praesens tempus continuatum: Vi-*

de son fils Nicolas, de son âge, et de ses fonctions passées de juge du dizain de Loèche, le tout cependant sous bon plaisir des communes. (de Courten II/69). Jennilten demande d'ailleurs pardon « an knyen mit weynend augen », et on le tient quitte des 50 écus aux dizains pour les frais communs.

¹ de Courten I/533.

² 9/17 déc., de Courten II/90, et Heusler N° 160.

³ Griefs de 1619. — Cf. le recès de mars 1627 (de Courten IV/54), où la Diète revendique le droit de juger, en affaires capitales, les ecclésiastiques et les laïcs, sans attendre que l'évêque exerce le moindre droit de grâce.

*deantur processus criminales reorum et sententiae contra tales latae, quae, antequam reus plectatur, omnes ad illustrissimos prius deferentur pro revisione, correctione et poenae moderatione aut vitae donatione habenda et impetranda.*¹ On sait que les évêques ne purent éviter la Capitulation.² Pratiquement on les voit cependant encore user du droit de grâce.³ Si, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, la Diète dispensera seule le pardon des offenses politiques, et si ce sont les Hauts Seigneurs qui « laisseront luire les rayons de leur grâce » sur le front du « Gros-Bellet » et des deux trublions ses compères,⁴ le code de 1795 n'en réserve pas moins, au chapitre des faux monnayeurs, au Révérendissime Evêque la faculté d'adoucir la peine de mort pour tous les lieux de la Patrie, où ce droit lui a appartenu de tout temps.⁵

Notons enfin que la grâce n'était pas toujours pleine, et qu'elle comportait, le plus souvent, le don de la vie, ou d'une part de la fortune, soustraite à la confiscation.⁶

5. Amnistie.

On sait que l'amnistie était généralement dispensée par le souverain, au moyen âge, lorsqu'il faisait son entrée solennelle dans une de ses bonnes villes, et que bannis et fugitifs suivaient son cortège en foule pour bénéficier de cette réhabilitation ci-

¹ Cité par Bertrand, Annales Valaisannes V, Nos 2/3, p. 162, note 29.

² Le jugement suivant, porté en 1669 par le Gouverneur de St. Maurice, montre bien la ruine de tout pouvoir temporel des évêques, et la dévolution du droit de grâce en faveur de la Diète et de son représentant : « Nous Seigneur Gouverneur... considérant les prières et requestes que nous auroient fait nos sages assesseurs, ayant vu et entendu la bonne repentance et marrisement que (le criminel) at de ses fautes et péchés... faisant réflexion qu'il faut exercer la justice avec clémence et miséricorde... et comme le droit qu'en ceste part possédons avons pouvoir non seulement de mittiguer la ditte sentence, mais aussy de lui donner la vie ; ainsy de grâce spéciale et de nostre bon vouloir et aucthorité voulons et permettons » etc. (Procès Chaudan, Annales Valaisannes V, p. 210).

³ Cf. la grâce accordée à une sorcière par Adrien V de Riedmatten, le 7 septembre 1674, Kämpfen, p. 76.

⁴ Abscheids, après l'émeute du marché de Monthey, 3/10 déc. 1790, de Courten VII/661.

⁵ BV XXIII. — Au chapitre XI/X du même code, les Hauts Seigneurs se réservent toutefois le cas de grâce pour les attaques violentes contre un juge supérieur ou un de leurs représentants.

⁶ Cf. Osenbrüggen, p. 191. — Lire, en Valais, les deux célèbres jugements d'Antoine et Gaspard Stockalper.

vique.¹ A cette époque cependant (et cette assimilation se retrouve dans les droits allemands jusqu'à nos jours), l'amnistie n'était guère dégagée dans ses lignes juridiques fondamentales, elle se confondait et s'absorbait dans l'institution générale de la grâce : L'indulgence et la rémission collectives s'appliquaient aussi bien, sinon davantage, aux criminels condamnés déjà et à ceux qui demeuraient sous la seule menace d'une poursuite, aux criminels de droit commun et aux criminels politiques.

Dès avant le XVII^e siècle se rencontre pourtant, en Valais, une amnistie rattachée plus directement au droit public, prononcée de façon limitative et dans des circonstances particulières, présentant les caractères de mesure politique, de faveur antérieure à la peine, de renoncement au principe de la condamnation même, d'abolition totale de toute l'activité délictuelle envisagée, en un mot toutes les qualités par lesquelles on se plaît communément à distinguer aujourd'hui l'amnistie. En 1603,² la Diète la pratiquait à l'égard des populations de Conches : Bien que l'autorité supérieure eût affirmé son droit, pour l'exemple et pour le maintien de la justice, de la paix et de la concorde, de punir (ainsi qu'il avait été fait plusieurs fois dans le passé), selon l'espèce et après enquête générale, tous les perturbateurs qui avaient excité les communes et les particuliers, et semé la discorde dans le pays par lettres, exprès, menaces, insultes ou autrement, cependant, comme il ne s'en était pas suivi un grand dommage et qu'elle désirait apaiser l'affaire sans rumeurs, la dite autorité voulut bien, par un édit, amnistier les coupables pour le passé, à condition qu'ils se tiendraient tranquilles à l'avenir. Elle rappela chacun, par la même occasion, à la prudence, l'invita à considérer les maux que les rebelles pourraient attirer sur eux, leurs familles et leur patrie, et pria tous ceux qui auraient des griefs contre une commune ou des particuliers, de les déclarer à l'autorité supérieure, qui porterait ses soins à y mettre ordre.

Une nouvelle loi d'amnistie se rencontre, dans nos sources, aux pages commémorant les événements du « Ringlikrieg ».³ Com-

¹ Cf. Osenbrüggen, pp. 193/194.

² R. 30 novembre/20 décembre, de Courten III/184, 185.

³ Le « Ringlikrieg » est cette parade militaire d'opéra-comique, ouverte par la rumeur menaçante que des bandits italiens bien armés se préparaient à envahir le pays par les gorges du Simplon ; continuée par la mobilisation dans les dizains, et par l'arrivée à Sion, à marches forcées, de la troupe bas-valaisanne ; dénouée par la découverte qu'il ne s'agissait que d'une fausse alerte, et qui enfin se termina par le renvoi dans leur foyers des soldats du

me les derniers tronçons de l'émeute s'agitaient encore, la Diète, en décembre 1680,¹ publia le manifeste suivant : Dans l'intérêt de la bonne entente, de la paix et de l'union dans la patrie, une amnistie générale est accordée pour le passé à tous ceux, homme, femme, adolescent ou vieillard, qui, dans les récents troubles, auraient failli par le verbe ou par l'action, envers la Haute Autorité et la République. On y ajoute expressément que si, dans l'avenir, quelqu'un se trouvait si hardi d'émettre par le pays des discours contraires à la paix et à l'amitié communes, tout juge de dizain devra le punir aussitôt, et que si le délinquant se montrait rénitent, la Haute Autorité, les Conseils et les Communes, aviseraient de leur pouvoir réuni à lui infliger la punition méritée.

6. Prescription.

L'excuse légale de la prescription était inconnue au droit pénal allemand du moyen âge, et la Constitution criminelle de Charles V encore ne jugea pas nécessaire de lui consacrer un seul mot.² Pour le Valais, nous savons que les tribunaux du XV^e siècle ne l'admettaient pas, témoin la règle si formelle des statuts de 1475 : *De hiis in quibus nulla currit praescriptio*, qui énumère en premier lieu (avec l'*obediencia*, le *directum dominium*, etc.), la *punicio et correctio viciorum*.³ On peut tenir pour démontré que ce principe prévalut et que, chez nous comme dans le reste de la Suisse,⁴ lorsque furent fixées les causes de maléfices pour lesquelles s'établissait la procédure inquisitoriale, la prescription ne s'appliqua que pour les « Frevel », les délits punissables d'amende, et sur plainte. Quand Frœhlichsburg eut été admis à faire la loi en Valais, on se tint sans aucun doute à son enseignement.⁵

Bas-Valais, après qu'on eût regalé chacun d'un « ringli » de pain et de deux bons coups de vin. Cf. Grenat, pp. 329 ss. Pour lui, toute cette agitation était destinée à masquer un coup d'état calviniste, appuyé sur un corps des « fidèles, loyaux, bons amis et confédérés de Berne ».

¹ Sion, 4/16 décembre, de Courten V/415.

² Professe Liszt, I, p. 431.

³ SS, art. 115.

⁴ Cf. Osenbrüggen, Alaman. Strafrecht, p. 195.

⁵ Or, Frœhlichsburg tient à peu près ce langage : La prescription s'opère avec une telle nécessité que, si un juge punissait de mort un crime prescrit, Farinacius et Clarus pensent qu'il devrait être lui-même puni en sa vie.

La prescription du crime est communément acquise après 20 ans, et la

peine s'éteint alors. Elle court à partir du moment où l'acte a été commis, personne n'en eût-il rien su.

Il y a des exceptions au délai de 20 ans : l'adultère du mari se prescrit par 5 ans à partir du dernier acte, celui de la femme par 6 mois à partir du jour où il est connu. (Si, sur l'adultère se greffe l'inceste, prescription de 20 ans, si c'est le viol, pas de prescription). Le délit de la prostituée, « das gemeine leichtfertige, *salvo honore*, Huren », s'efface après 3 ans. Les injures réelles, graves et mortelles après 30 ans, les injures verbales ou écrites après 1 année ; le stellionnat après 2, le pécumat après 5 ans (sauf si des fonds religieux ont été détournés, il y a alors sacrilège, prescriptible par 20 ans). L'action civile est ouverte pendant 30 ans. Les exceptions naissant du délit sont imprescriptibles.

Ne se prescrivent pas : la substitution d'enfant, la sorcellerie (au cas où l'on se donne au diable), le blasphème grave, la lèse-majesté, la haute-trahison, le parricide ou meurtre d'un parent jusqu'au 4^e degré inclus, le viol, imprescriptible pour l'éternité, l'inceste en ligne directe ascendante et descendante, la sodomie, le faux-monnayage et tout genre de faux grave au détriment du pays, la vente de chrétiens à des Turcs ou à des Juifs, l'assassinat sur l'instigation d'un tiers.

Si la prescription a été interrompue, un nouveau délai se déroule du jour de l'interruption. Ne peuvent se prévaloir de la prescription le contumace et le fugitif.

Les criminalistes discutent s'il faut adoucir la peine lorsqu'un temps assez long s'est écoulé depuis le délit, sans que la prescription soit remplie ? Il est conforme au droit de ne pas le faire. (Tit. 11).

SECTION II.

LES DÉLITS

I. DÉLITS CONTRE DIEU ET LA RELIGION.

BLASPHEME.

Si le blasphème se rencontre partout où il y a des hommes, et qui croient, il ne faut pas s'étonner de sa fréquence chez le Patriote, immodérément enclin à l'insoumission, au mécontentement et à la bravade. Comme depuis cent et deux cents ans (pouvait dire le cardinal Schiner) il s'était montré rustre et turbulent, ne s'accommodant d'aucun de ses évêques, assaillant violemment l'un et l'écrasant sous la matze, en égorgeant, en assassinant d'autres, les précipitant par-dessus les créneaux, les bannissant, c'est en vertu de la même loi qu'il se retourne contre son Dieu, le prend à partie, et se fait payer son dévouement par de violentes libertés.

Les arguments qui déterminent le législateur à punir le blasphème sont réduits en faisceau dans les statuts synodaux du diocèse de Sion, en 1347,¹ qui font raisonnablement valoir que si des actes outrageants et des injures contre un homme ne demeurent pas impunis, à plus forte raison ceux qui blasphèment Dieu méritent-ils d'être châtiés. Il ne faut pas oublier non plus que les hommes ont souci de la divinité dans leur intérêt plus que dans le sien, et que la crainte du Seigneur est le commencement de la sagesse. Il est curieux de constater ici l'unisson des textes. Une conviction d'une seule arche enjambe leur flux, de 1347 à 1804 : notre plus ancien document, et notre plus récent,²

¹ Gremaud IV/1976.

² Puisque la loi du 22 novembre 1804 rétablit chez nous les Commentaires de Frœhlichsburg pour servir de code criminel.

rappellent, presque mot pour mot, que c'est en punition du blasphème que la guerre, la famine, la peste et le tremblement de terre sont souvent produits pour l'anéantissement de pays entiers,¹ et le Valais certes ne fut épargné par aucune de ces calamités.² Cette inquiétude est unanime : les recès des XVI^e et XVII^e siècles assignent aux désastres publics la même cause, et prennent des mesures capables de fléchir le ciel et d'obtenir sa miséricorde.³

Outre ces raisons d'opportunisme temporel, l'argument spirituel est de beaucoup de poids, surtout porté dans la balance par un prince-évêque longtemps législateur exclusif. Voici le souci paternel qui éclôt en fin des recommandations synodales de 1347, dans sa candeur et sa bonté : Nous vous prions de vous abstenir du blasphème, de garder en votre cœur la crainte de Dieu et de suivre ceux-là qui vivent dignement, afin que vous ne perdiez pas vos âmes.⁴

Ce précepte pieux était-il suivi ? Il ne semble pas. En 1475;

¹ Frœhlichsburg II/I. Tit. 2. — C'est déjà l'argumentation des Nouvelles de Justinien. — Voir aussi Osenbrüggen, p. 383.

² Grenat a pu dire, relatant les faits accomplis au commencement du XVII^e siècle, que depuis plus d'un siècle la peste régnait presque annuellement sur quelques points du Valais, avec plus ou moins d'intensité, (p. 163). Elle fut particulièrement violente en 1550, où l'Etat doit faire suspendre le cours des tribunaux (p. 63), en 1611, où dans toute la Suisse et ailleurs on l'appelle peste noire (p. 170), en 1616 (p. 200), en 1628, à Sion, où l'on compta, en mai, jusqu'à 14 victimes par jour (p. 262). — Disons encore que le fameux tremblement de terre qui ruina Lisbonne, le jour de la Toussaint 1755 fut fortement perçu à Brigue. Le 9 décembre de la même année y éclate un séisme terrible, les maisons se balancent comme des berceaux d'enfant, dit la chronique, et les secousses se répètent presque journellement jusqu'au 26 février suivant. (Grenat, p. 395).

³ Voir p. ex. diète de 1531, tenue au château de Loèche (de Courten I/357) : Grandes calamités étant suite de blasphème contre Dieu, et grandes appréhensions et mortalité se montrant en beaucoup de lieux du pays, et afin que l'homme soit d'autant mieux préparé à recevoir grâce de Dieu, est ordonné que quiconque blasphémara ainsi devra se prosterner, baiser la terre, et s'il s'y refuse, payer amende de 3 lib. au juge. En diète de décembre 1611 (de Courten III/384, 385). Sa Grandeur représente que le mal de la peste a de tout temps été considéré comme un châtimement de la Divinité pour les transgressions de ses lois ; que les païens eux-mêmes recouraient dans ce cas à leurs idoles et que, à plus forte raison, nous chrétiens, devons en toute semblable calamité nous adresser à Dieu et l'apaiser par nos bonnes œuvres et notre conduite. (Suit une série de décisions, portées pour que Dieu nous prenne en sa miséricorde).

⁴ Il fallait tenir compte de ce danger, rappelle Fehr (p. 294) que, par le blasphème, l'homme tendait en quelque sorte la main au démon, et préparait son âme aux futures entreprises de la sorcellerie.

Walther Supersaxo rapporte avec douleur l'existence, dans les districts de son église, de gens qui, oublieux de leur salut et sans souci du commandement divin, prennent le nom de Dieu en vain et jurent et se parjurent de façon exécrationnelle, soit pour rien et par suite d'une très mauvaise habitude, soit par dol et pour léser leur prochain, soit témérairement par son sang, ses plaies, sa chair ou ses créatures, ou qui blasphèment Dieu, la Vierge et les Saints.¹

Au siècle suivant, le mal a peut-être empiré. En 1550, dans un acte de visite de Leytron, pour saper jusqu'à la racine un mal alors si commun, l'évêque Jean Jordan renouvelle les peines portées par Schiner contre les blasphémateurs.² Les citoyens de Sion se réunissent au son de la cloche pour voter des statuts répressifs.³ Le dizain de Brigue se rassemble à la croix du Simplon, pour se donner une loi contre le blasphème, qui se trouve « leyders in vyler Mundt ». ⁴ On se vit tôt dans l'obligation de déroger au principe de droit généralement admis et d'étendre le devoir de dénonciation ou « Rügepflicht » : un frère est ici tenu de donner témoignage contre son frère, proclamait déjà la diète de Naters en 1511,⁵ et l'évêque Jordan en imposa l'obligation au père et à la mère eux-mêmes.⁶ Pas plus qu'à l'obligation d'indiquer le délit, personne ne peut échapper à celle d'en subir la peine : aucune qualité n'y peut rien, elle s'applique à chacun sur tout le territoire, « allen und jeden des Zendens Brygs innvonen » proclamait-on à Brigue. Un autre effet de cette végétation luxuriante du blasphème, est qu'on redoute de la retrouver sous chaque pas : la suspicion devient donc exagérément facile, elle se déclenche automatiquement contre certaines personnes, les joueurs obstinés, par exemple, qui accompagnent leurs prouesses de beuveries,⁷ car, ensuite d'une loi psychologique non toujours dénuée de vérité, on admet comme étroitement dépendants ivrognerie, jurements et blasphème.⁸

¹ SS. art. 3.

² Boccard, p. 180.

³ P. ex. 10 juin 1520, *Compendium*, p. 22.

⁴ 23 octobre 1540, *Blätter* IV, p. 309.

⁵ Imesch, N° 55.

⁶ Boccard, *loc. cit.* Au sujet du devoir de dénonciation, voir Osenbrüggen pp. 386/387.

⁷ Cf. R. mai 1531, et 16/27 mai 1791. Cf. Osenbrüggen, p. 384.

⁸ Il y a aussi suspicion très rapide contre les Juifs, dit Frœhlichsburg, car, pas plus qu'une araignée sans distiller du poison, un Juif ne peut vivre sans blasphémer Notre Sauveur Jésus-Christ. Crusius enseigne, et l'on croit que chacun d'eux doit blasphémer quotidiennement trois fois contre l'Eglise

On ne se fait donc pas faute de sévir, mais quelles sont les sanctions fulminées ? Il faut distinguer selon qu'il s'agit du blasphème proprement dit, grave, immédiat, ou du blasphème médiat, du billon courant des jurons.

Quant à la première espèce, nos statuts, renonçant à toute nomenclature,¹ se contentent de mentionner, en gros, les cas où « quelqu'un blasphème Dieu ou sa mère vierge, parlant quelques paroles vilaines et deshonnêtes contre iceux, ou les blasmant ou blasmant contre leur majesté ou honneur ». ² Sur leur peine originelle, la période de genèse juridique ne nous donne que peu d'éclaircissement : l'on ne frappa d'abord vraisemblablement que de peines pécuniaires le blasphème, même grave ; ce sont elles que reconnut le concile de Latran, et nos statuts synodaux ne sanctionnent la défense de renier Dieu et la bienheureuse Vierge sa glorieuse mère, et de proférer contre eux des blasphèmes et de honteuses paroles, ³ que d'une amende de V sols. ⁴ Mais ces statuts mêmes disaient déjà : *qui ipsum Deum blasphemant, digni sunt supplicia sustinere propterea*. En effet, la peine de mort, et rigoureuse, dut bientôt remplacer cette mansuétude. ⁵ Les statuts du Cardinal, qui peuvent être tenus, dans leur essence, pour une cristallisation des corps juridiques antérieurement épars, disposent que le blasphémateur « tombe en la peine de avoir la tête tronquée et d'être mis au dernier supplice ». Si, d'autre part, le crime de lèse-majesté humaine fut toujours puni de la peine capitale, à plus forte raison dut-il en être ainsi de la lèse-majesté divine. ⁶ Cette pratique doit si bien correspondre

catholique, et supplier Dieu de l'anéantir, elle avec ses chefs spirituels et temporels, et que, lorsqu'un chrétien aborde un juif, celui-ci le reçoit par les mots : sois le bienvenu, qui dans la langue hébraïque doivent signifier : que le diable te rompe le cou, au nom duquel tu te présentes !

¹ Les auteurs feront, en revanche, étalage des exemples les plus divers, cf. Frœhlichsburg II/I, Tit. 2. Carpzow cite le cas d'une personne exprimant le vœu que le tonnerre et l'éclair puissent, — c'est abominable à rapporter ! — précipiter Dieu foudroyé du ciel, ou ne mâchant pas son opinion que si Dieu ne sait pas mieux régner, il serait préférable de le renverser, et de le remplacer par un autre.

² LRC 90, St. CLVIII. — Pour les précisions du droit positif, je renvoie une fois pour toutes à l'appendice, où figure rigidement l'apparat critique des délits et de leurs peines, d'après nos sources.

³ *Jurando per caput, vel capillos, per ventrem et hiis proxima verba*.

⁴ Gremaud IV, p. 600.

⁵ Malheureusement, les statuts de 1475 omettent de nous rapporter la peine. Ils disent, à l'art. *De Blasphematoribus* (art. 3) : *Quorum ausum temerarium refrenare cupientes, statuimus...*, et rien ne suit.

⁶ Le grand-juge Vogel. (Comm. 3, CCC 106) relève aussi que ce fait surtout provoquerait la colère de Dieu, que les magistrats et les supérieurs

aux stratifications coutumières du droit national tout entier, que nous n'en verrons désormais plus d'autre, que les statuts de 1571 la sanctionneront, et que le code pénal pour le Bas-Valais (1795) applique encore la peine de mort « si le blasphème était formel, répété, et suivi de l'action soit du fait et de l'exécution de l'expression ». La jurisprudence ne nous permet d'ailleurs pas d'ignorer que, même après cette date, les tribunaux valaisans ne craignaient pas de professer, à l'égard du blasphème, des principes et d'exercer une rigueur que le Directoire helvétique estimait « dignes des inquisiteurs barbares du XIII^e siècle ».¹

La peine du juron est naturellement plus bénigne : « Qui jurera par Dieu, ou son sang, ou quelque aultre sien membre, encores que vrayment il blasphème, toutes fois, à cause du commun abus qui s'en fait, on en usera plus amiablement envers luy le punissant ». Le remède est primitivement l'amende ecclésiastique de V sols, nous l'avons dit. Plus tard, le coupable devra, sur admonition, aussitôt se jeter à genoux et baiser la terre, sur laquelle, d'après un statut de Sion, on aura d'abord tracé le signe de la croix, *signo crucis in terram prius facto*.² S'il s'y refuse, ou bien il sera condamné à payer trois livres d'amende au juge, ou bien, plus communément, « qu'il soit mené publiquement au regard de tous et attaché au collier de fert, auquel il sera pour quelque temps selon l'avis du juge, jusques il se soit

pussent tolérer le blasphème, eux « qui ne se servent pas du glaive que les lois leur ont mis en mains, pour venger la majesté divine, tandis qu'ils sont si attentifs à réprimer tout ce qui s'élève contre le respect que les peuples doivent à leurs Princes ».

¹ Communiqué par M. Bertrand. Il s'agit du trop fameux Louis Robriquet : Compromis dans la conspiration de 1790, il avait pris la fuite, et avait été condamné à mort par contumace. Il reparut à Monthey en 1798, protégé par Mangourit et La Harpe, pour se faire condamner en raison de ses blasphèmes. Voir la lettre de son avocat, Barman, datée du 14 février 1799, et qui est propriété de M. Bertrand : « ...il a été condamné à faire amende honorable devant l'Eglise et la Maison commune de cette ville, pour blasphèmes, et à une réclusion perpétuelle dans une Maison de force ou de travail, à porter un écriteau d'icy à St. Maurice avec le mot blasphémateur, et un baillon pendant la lecture de sa sentence, qui sera affichée icy à Monthey. J'ai appelé de ce jugement devant le Tribunal suprême et j'espère qu'il sera adouci ». Le Tribunal suprême cassa en effet la sentence, en considérant, notamment : « que le Tribunal du district de Monthey a motivé son renvoi sur les lois et ordonnances barbares, dont la révolution a fait justice », et « qu'il avait osé poursuivre un citoyen pour ses opinions religieuses au mépris de la constitution qui a proclamé une tolérance illimitée ». (Extrait du Bulletin officiel du Directoire helvétique, du 3 mai 1799).

² 10 juin 1520, Comp. p. 22. — Peine générale d'ailleurs, cf. Osenbrüggen p. 385.

trempe du blasphème », *donec refrigescat* disent non sans malice les Statuts. Avec le temps, la texture de la répression acquiert plus d'élasticité : on a le choix entre diverses peines arbitraires, et le code bas-valaisan établit pour ceux qui blasphèment Dieu, la Sainte Vierge et les Saints, une échelle dont les degrés se meuvent entre la prison et l'amende honorable, et la série des peines corporelles.

SORCELLERIE.

I. Constatation curieuse: En Europe occidentale, c'est du Valais que part l'initiative d'une répression systématique et de grande envergure de la sorcellerie. Celle-ci a son pendant tôt après dans le Dauphiné, la Lombardie, le Piémont, dans les Alpes de Savoie, sur les rives du Léman, à Fribourg et à Neuchâtel.¹

Si, vers 1219, les statuts synodaux de l'évêque Landri de Mont comprennent déjà dans les péchés mortels, l'hérésie, les vénéfices, les incantations et la divination; si Justinger, écrivant en 1438, fait remonter à l'année 1338 l'apparition de la première secte de sorciers en Valais,² c'est en 1428, d'après le chroniqueur lucernois Jean Fründ,³ que fut découverte dans le diocèse de Sion, « l'engeance meurtrière, scélérate et hérétique des sorciers et des magiciens », dont les premiers, assure-t-il, furent signalés dans les vallées d'Anniviers et d'Hérens,⁴ d'où ils s'étendirent la même année tant à la partie allemande qu'à la partie romande du pays. Il faut signaler cette singulière tentative historique, de l'instauration d'un véritable Royaume de Satan

¹ Bertrand, *Annales Valaisannes* V (p. 173, note 65), qui cite Hausen comme référence. Cette persécution en masse aurait pourtant été précédée (d'après Schiess, pp. 15/16, qui cite également Hausen), par un mouvement semblable déchaîné une trentaine d'années auparavant (vers 1400) contre les sorciers du Simmenthal.

² Bertrand, *ibidem*.

³ Dont le manuscrit est de 1428.

⁴ Quelques documents semblent contredire l'assertion de Fründ que la vallée d'Anniviers fut le berceau de la sorcellerie en Valais : elle doit laisser à celle de Conches cet honneur peu enviable. On voit, en effet, dans un document de 1406, (Viège, 4 janvier, Gremaud VII/2568), le premier qui prononce le mot sortilège, la déclaration d'innocence de Pierre Bacheker, de Binn. En 1418, les communes se plaignent de Guichard de Rarogne qui, à prix d'argent, a suspendu le cours de la justice contre des sorciers de Grengiols (Gremaud VII/2687). C'est plus tard, en 1428, que sont mentionnés des habitants d'Anniviers. (Pierre Jote, 3 nov. *ibid.* VII/2791) et d'Hérens (Martin Berthodi, 3 fév. *ibid.* 2783). Cf. Bertrand, *op. cit.*

dans le Valais. D'après le récit de Fründ, « Von den Hexen, so in Wallis verbrannt wurden », ces sorciers s'étaient attachés au diable par un pacte, et livrés dès lors à tous les méfaits habituels, se transformant en loups pour attaquer les troupeaux, se rassemblant aux synagogues nocturnes pour des scènes impudiques « die nit zu schriben sint », tuant et cuisant leurs propres enfants pour dévorer leurs chairs en commun, empoisonnant ceux des autres et déterrants leurs cadavres pour s'en repaître, etc. Saisis par la justice, (et certains, pour écarter les soupçons vivaient sous le couvert de la plus grande piété), les uns, en dépit des tortures, se refusèrent à confesser quoi que ce fût. La plupart avouèrent, et manifestèrent un profond repentir. Leur procès dura plus d'une année et demie, et plus de deux cents personnes¹ des deux sexes furent exécutées. Un grand nombre s'étaient imaginé que, s'ils avaient pu tenir encore une année, ils seraient devenus les maîtres du pays. Tel a bien été le dessein, semble-t-il, de cette puissante association à laquelle Justinger inscrit 700 membres : « Möchten sy noch ein jare gerichtshant han, rapporte-t-il, so wollen sy einen König haben uffgeworfen under inen selben ; weren sy nit gefangen worden, si werent herr und meister in dem Landt Wallis worden. »²

On comprend donc l'affolement soudain qui passe à cette date sur les villages, et pourquoi tant de lois éclatent de toutes parts. Des deux rives du Rhône, on voit affluer à la diète de Loèche, le 7 août,³ convoqués extraordinairement par l'évêque André de Gualdo, le bailli Thomas Venetz avec les députés de tous les dizains, allemands et romands : Les Magnifiques Seigneurs Patriotes, munis de pleins pouvoirs, s'y occupent principalement, pour le bien et l'honneur de l'église de Sion et de la patrie valaisanne tout entière, d'établir des articles contre les sorciers, de crainte que leurs méfaits ne demeurent impunis. Le bruit se répand ensuite à Mœrel⁴ qu'il se trouve des sorciers dans la paroisse et ailleurs, et la communauté, soucieuse d'en extirper le germe, de faire un exemple, de s'opposer à leurs crimes, et de séparer les mauvais d'avec les bons, les infâmes infidèles d'avec les catholiques et les fidèles, se réunit pour prendre des mesures et décider une inquisition générale. Rarogne éla-

¹ Les Annales impriment 100 ; Justinger 200, Fründ 200 (cf. Schiess, p. 17).

² Tout cela est extrait de l'étude de M. Bertrand, pp. 173-178. — Cf. Schiess, pp. 16/17.

³ Heusler N° 15, p. 146.

⁴ Juin 1430, Gremaud VII/2809.

bore, avec ses deux majors Rodolphe et Jean Asper, un statut contre les sorciers, les pythonisses et les enchanteurs.¹ A Loèche,² le major Hensilin Perrini sévit rudement contre eux, au mépris des garanties de procédure auxquelles l'évêque voudrait exiger qu'il se soumit. Puis, en 1447,³ les paroissiens de la ville et ceux des villages du dizain, représentant l'intégrale communauté et l'universalité des hommes, sont convoqués au son de la cloche à la fin de la grand'messe paroissiale, à Loèche; ils se réunissent sur le cimetière où ils entendent le rapport de leur messenger Etienne de Cabanis, puis ils le renvoient à l'évêque avec leur placet, pour lui représenter la malfaisante activité des sorciers et d'autres personnes entachées d'artifices diaboliques, la nécessité de sévir de peur que les justes eux-mêmes ne s'abandonnent à l'iniquité, et pour le supplier humblement de permettre au discret Jean Perrini, donzel, leur major, et à ses jurés, d'assurer les enquêtes, l'arrestation, et le plein exercice de la justice selon les coutumes anciennes et nouvelles du pays. Le théologien zurichois Félix Malleolus (Hämmerlin), dans son Dialogue entre un Noble et un Paysan,⁴ composé entre 1440 et 1450, enregistre aussi cette « malédiction » : « Sache que le comté ou diocèse de Sion est rempli de cette malédiction, et que d'innombrables personnes des deux sexes, mais surtout des paysans, sont, après l'aveu public de leurs crimes, livrés aux flammes selon l'autorité de la loi et la coutume du pays ».⁵

En dépit de cette émulation à le poursuivre, le crime se développe et progresse pourtant : en 1526, lors de la vacance du siège épiscopal, le pape Clément VII doit recommander au Doyen et au Chapitre de Sion, de veiller à la répression de la sorcellerie et de l'hérésie.⁶ Au XVI^e siècle, les juges les pourchassent dans le Valais entier : En 1541, Jean Darbellay, de Ba-

¹ Février 1434, loi *super artes sortilegii, fetonissarum, incantacionum et hujusmodi*, Gremaud VIII/2833.

² Juillet 1444, *ibid.* VIII/2969.

³ Juin 1447, *ibid.* 2993.

⁴ Cité par Bertrand, p. 177.

⁵ Cf. la bulle du pape Eugène IV (23 mars 1440) contre le duc Amédée de Savoie, devenu son rival sous le nom de Félix V, auquel il reproche qu'il y a « grand'foison en son pays de ces hérétiques, lesquels en commun langage sont nommés sorciers, frangules, straganes ou vaudeses ». Bertrand (op. cit. pp. 178-180) énumère plusieurs cas, dont ceux, connus, de Georges Supersaxo, alors châtelain d'Anniviers, qui livre aux flammes, à Vissoie, les frères Antoine et Pierre Torrenté d'Ayer, et s'approprie la fortune de ce dernier, estimée 20.000 ducats.

⁶ Le texte se trouve plus bas, au chapitre de l'Hérésie.

gnes, est condamné au feu par le châtelain de Riedmatten, au nom de l'abbé de St-Maurice.¹ En 1549, le gouverneur de St-Maurice poursuit les sorciers dans la châtellenie de Conthey. Vers 1588, on signale plusieurs inquisitions dans le val d'Illeiez, *contra sagos et sagas*, et, Pierre Andenmatten étant gouverneur de Monthey, une femme de Muraz est brûlée par le bourreau, Maître Balthazar.² Dans le Haut-Valais, on peut citer le cas du tribunal d'Ernen qui, à lui seul, du 15 au 27 février 1576, avait fait leur procès à plus de dix sorcières et sorciers.³ Quant aux exécutions, on a pu noter deux exemples de triple exécution en un seul mois dans la vallée de Conches.⁴

2. — On ne peut comprendre les mesures pratiquées contre les enchanteurs⁵ au Grand Siècle de la sorcellerie sans connaître l'état contemporain, la mystique de ce délit. Les accusés nous l'ont appris eux-mêmes, et nous retiendrons l'aveu de plus d'un d'entre eux.⁶

¹ Détail à relever : dans le Bas-Valais, ce sont les seigneuries de l'abbé de St-Maurice qui ont fourni le plus fort contingent d'hérétiques et de sorciers : entre 1590 et 1654, on compte plus de 40 victimes dans les paroisses de Bagnes, Vollèges et Salvan (Bertrand, p. 187). Pour le siècle suivant, voir les autodafés bas-valaisans que rapportent les *Annales Valaisannes*, pp. 184 ss. Entre 1623 et 1730, les prés de St-Marc, rière le Chable, et la Plaine des Parties, à Sembrancher, se couvrirent des cendres de 32 infortunés habitants des diverses localités des deux vallées de la Dranse.

² Bertrand, pp. 181/182.

³ Marguerite Franzen, Cécile Schumacher, Clara Wengers, Anna Am-Sandt, Maria Naters, Anna Gärtschen, Barbara et Christina ses filles, Michel et Anna Aennig, Pierre Uffblatten. — Pour les détails qui suivent, et sur leurs procès, consulter Kämpfen, pp. 21-26, 30-31, 35, 46-50, 59, ainsi que Anhang 68-76.

⁴ Bertrand, p. 182. Il s'agit de trois procès jugés par Martin Jost, major du Haut-Conches, en novembre 1579, et de trois autres jugés par Gaspard Schiner, major d'Ernen, en mars 1590. — Voir aussi, *ABS Criminalia*, le grand nombre de pièces ayant trait aux procès de sorcellerie.

⁵ Il est deux sortes de magie, enseigne Frœhlichsburg (II/I, Tit. 3) : l'une est naturelle et permise, l'autre satanique et défendue. La première est une science, qu'ont appliquée, p. ex., les Trois Rois venus d'Orient qui, par l'observation de l'étoile, ont connu la naissance du Fils de Dieu ; l'autre est ordinairement appelée magie noire, et part de la curiosité coupable d'en savoir plus que Dieu n'en voulut révéler à l'humaine nature : Les magiciens sont des gens qui concluent sciemment un pacte avec le diable, tiennent le diable pour leur Dieu, recherchent son aide et ses conseils, l'invoquent par des mots connus ou mystérieux, le suscitent hors de l'abîme par des signes cabalistiques, des cercles ou des incantations. C'est avec raison que cette science est appelée magie noire, parce qu'elle est en général exercée dans la nuit noire, et que l'esprit malin se manifeste sous les apparences d'un homme, d'un chien ou d'un chat noirs.

⁶ L'étonnante unanimité des croyances au sujet de la sorcellerie, au XVe

Le Malin s'est toujours révélé sous des formes propres à frapper l'imagination populaire. Dès les temps du chroniqueur Fründ, il apparaissait tel un chat noir, un bouc, un ours ou un porc.¹ Si ces métamorphoses se sont multipliées, s'il se présente sous les apparences d'un corbeau, d'une riante jeune fille, d'un homme noir ou d'un nain vêtu de gris,² la stratégie n'a

siècle et dans la suite, s'explique aisément par la diffusion énorme, universelle, de la Bulle du Pape Innocent VIII, du 15 décembre 1484, contre les sorciers, et du *Malleus maleficarum* ou « Hexenhammer » de 1486, composé par les deux Inquisiteurs Jacques Sprenger et Henri Institoris. Dans ces deux ouvrages, la hantise, la folie collective de la sorcellerie, se manifeste complètement formée, et formulée de façon définitive. C'est par la publication de ces textes que les idées des ecclésiastiques sur la magie furent répandues et continuées communément dans les couches profondes du peuple. (Cf. Schiess, pp. 18/22). Le *Malleus* n'eut, de 1487 à 1520, pas moins de 13 éditions ; il en eut encore 16 par la suite, et fut parmi les livres les plus diffusés de son temps. Aux XVI^e et XVII^e siècles, il avait acquis l'importance d'un ouvrage fondamental, et faisait loi (ibid. p. 24). — A propos de la Bulle *Summis desiderantes* (datée ici du 5 décembre 1484) et du *Malleus maleficarum*, voir aussi Fehr, p. 291 et Kämpfen, pp. 6 ss.

¹ Cf. Bertrand, p. 173.

² Une nuit de 1466, à un pauvre cordonnier que sa femme initie aux arts de la magie, il se révèle sous la forme d'une larve. (Kämpfen, p. 25). A Klaus Schröter, dans sa jeunesse et longtemps avant son mariage, il se présente, pendant son sommeil, sous les apparences d'un homme noir, qui le menace de l'étrangler, puis d'une eau noire, qui lui semble devoir l'emporter et le noyer, et dont il se défend à grand-peine ; il revient enfin, mué en corbeau noir, se pose sur son épaule, volète sur le sol, et disparaît. Plus tard, le diable le revisite de nuit, ayant pris le corps d'une femme, qui l'instruit d'abord des choses de l'amour (*et instruxit ipsum prius facere amorem*), et puis pose la main sur sa tête, ce qui lui a considérablement affaibli le cerveau. (1467, ibid.). Ou bien paraît, à Mühlebach, un petit homme noir, à Ernen, un petit homme, « ein Mangy », tout habillé de gris. (1576, ibid., pp. 23 et 72). C'est une longue robe grise que Satan avait choisie encore pour se manifester, dans la vallée de Binn, au misérable Michel Annigs accablé de souci, sous l'aspect riant d'une jeune fille, qui lui dit se nommer Jenneltha et lui offrit de le tirer d'embarras. (ibid. p. 24). Il paraissait encore un petit homme gris avec assez de barbe, ce jour où il vint tenter un berger dans le Sechenenthal, (p. 24) mais il avait passé des pantalons blancs la nuit où, à Oberwald, et tandis qu'elle dormait dans la maison paternelle, il s'approcha d'Anna Huser. (1576, p. 25). L'esprit malin aurait pu témoigner plus de ressources inventives qui, cent ans plus tard, se montrait assidûment, le jour et la nuit, à une ménagère d'Ems, et venait, sous la forme d'un gnome vêtu de gris, lui proposer ses services. La bonne femme crut remarquer, il faut bien le dire, que ce petit homme gris n'était pas un véritable petit homme, que les extrémités de ses doigts, sauf le pouce, étaient garnies de griffes, et que ses pieds étaient tournés dans la direction du dos. Elle lui avait donné plus d'une fois à manger. Un jour, elle lui remit un morceau du lacet de son tablier, sur quoi Maître Hansy Grienwald, comme il s'appelait pour lors, lui ordonna d'allumer le poêle

guère varié, dans son principe, dont usait le diable auprès de nos gens, quand il venait les inciter à abjurer leur baptême, la religion chrétienne et ses sacrements, Dieu, la Vierge et les Saints, pour se donner à lui. Il escomptait, au demeurant, le même effet de la surprise, de la persuasion ou de l'épouvante.¹ Son prosélyte terrorisé ou séduit, il convient de sceller le pacte infernal² (qui constitue le nœud même, et l'élément juridique

de la chambre, afin qu'il pût venir se réchauffer avec sa compagnie. C'est alors qu'elle reçut une poudre grise-noire et renia Dieu le Tout-Puissant et toute la cohorte céleste. Hansy Grienwald lui ayant donné l'assurance que le salut de son âme n'y courrait aucun danger. (1678, p. 22). Dans le Bas-Valais, Thiéven Chaudan, un jour qu'il se rendait au bois, à Saxon, avait rencontré le diable ; il avait « une berretaz avec une corne sur l'oreille et grand né, et les pieds comme un chien ». Où vas-tu ? lui dit-il. Je vas au bois, répond Chaudan. Sur quoi le diable lui commanda de faire mourir des bêtes. Mais Chaudan s'étant fait le signe de la sainte croix, le diable disparut, laissant après soi une grande puanteur, et l'homme acheva son voyage. Pourtant, un jour qu'il avait fauché le foin, il rencontra à la tombée de la nuit le diable habillé de noir en forme d'homme, et il fut si confus et étourdi qu'il ne put faire le signe de la croix et se bailla à lui. Le diable alors lui ordonna de renier encore Dieu, sa part de paradis, son parrain et sa marraine, « lui défendant qu'il ne priasse point ny mesme se confessat avec les Révérends Pères capucins ». (Annales Valaisannes, V).

¹ Parfois il menace tout à trac de vous étrangler. A une femme qui passait la nuit dans une étable, à Conthey, il ne redoute pas de se présenter en simple Satan et de se donner pour tel, et il lui cause une si affreuse frayeur qu'elle invoque le nom de Jésus, et met en fuite l'esprit du mal. Mais celui-ci revient la nuit suivante, il lui répète qu'elle peut se donner à lui sans crainte, qu'elle n'en éprouvera certainement aucun mal ; il s'enquiert de son nom de baptême et lui apprend que lui-même s'appelle Jaggy, et la presse encore vivement de conclure le pacte. (1674, p. 21). C'est cette façon fort civile à laquelle il recourt de préférence. Il offre sa main (Da putte ir der Thüffel die Handt und sy im auch, p. 69) en déclinant un nom qui vous met en confiance, Heiny, Thomly, Hildprandt, Jagly (Kämpfen, pp. 69, 23, 25, 24). Bronnet (c'est le nom du Maistre diable de Chaudan), quand il n'est pas une Jenneltha pitoyable aux malheureux, ou qu'il n'illustre pas la leçon d'amour au village. (Cf. Schiess, p. 150).

² Les sorciers de Frœhlichsburg ont une manière de conclure le pacte, dont les nôtres ne semblent pas avoir idée : Il y a deux stades : d'abord un pacte privé, contracté le dimanche matin, à l'église, avant que l'on ait bûni l'eau, où le catéchumène abjure le vrai Dieu, s'abreuve d'eau non bénite, et apprend ensuite mille tours diaboliques, — et, plus tard, la stipulation solennelle, qui a lieu en grand apparat, à la réunion du sabbat. Le diable est assis sur le trône de sa majesté, semblable à un roi, et le nouvel enchanteur doit, en sa présence, renier Dieu son créateur, son baptême, le Fils de Dieu, les préceptes chrétiens et les sacrements, fouler aux pieds la Sainte Croix et les images de la Vierge et des Saints, et profaner le nom de Dieu par d'atroces blasphèmes ; il remet ensuite au démon un billet sur lequel il a consigné, de son sang, leur alliance, ou, s'il ne sait pas écrire, prête serment de lui demeurer fidèle et obéissant pour l'éternité ; ou encore,

essentiel du crime de sorcellerie), et de s'en transmettre un gage. Souvent un rameau de frêne, « ein holzis eschis gretzly », un bonnet de toile, « eine lineni Huben », un lambeau d'étoffe, le lacet du soulier gauche, font l'affaire. Mais parfois le diable se montre plus formaliste : il arrache une petite touffe de cheveux au-dessus de l'oreille droite, pour l'emporter, il donne un coup violent sur l'un des côtés du corps, dont la trace reste visible.¹ La sorcière consacrée à lui, Satan, « der bese fint », s'empresse de lui remettre dans un papier, ou « dans une petite buette noire »,² « in eim byxelti », une poudre (ou pausser) grise, bleue, noire, blanche, ou quelque onguent noir, jaune, gris ou vert, qui serviront à nuire aux personnes et aux choses, et dont elle enduira bêtes et gens.

On a cherché à préciser la qualité de cette activité malfaisante, dont les modes peuvent être fort divers, au point que Fröhlichsburg en a su tirer la base d'une classification.³ Chez

il pose ses doigts sur un gros livre rempli de pages noires, en jurant d'être le vassal éternel et le serviteur du diable, de répondre à l'appel pour le sabbat, d'adorer par les cérémonies rituelles le prince des ténèbres, et enfin, après cette vie, de lui abandonner corps et âme. A l'occasion de cette consécration, Satan s'entretient tout à fait amicalement, « gar freundlich », avec son nouvel adepte, lui promet un bonheur et des joies sans fin, puis il lui assigne un démon qui ne s'écartera jamais de lui, mais le gardera et le servira en toute chose. (A Salzburg, un accusé nous apprend que le diable lui a fait, au moyen d'un canif, une incision à l'auriculaire de la main gauche, s'est servi de son sang pour inscrire son nom dans un livre noir, l'a rebaptisé en lui imposant un nom de diable, l'appelant Sau-Spek, et qu'un diable fut son parrain de baptême).

¹ A Tieven Chaudan il déchira un morceau de son pourpoint « en signe de marque », et le blessa sur l'épaule gauche, sur la chemise. (En même temps, le diable lui donna une demie pistole laquelle, quand il se fut évanoui, se trouva « une fucille de faux »). Maria Naters, Thomly l'a stigmatisée à la jambe gauche, au-dessus de la hanche, comme le juge et les jurés l'ont constaté.

² Cf. procès Chaudan, auquel « le diable remplit la ditte buette par deux foyes », et l'usage qu'il fit de son pausser, tant en Bagnes que pendant son séjour à Arras. Il déclare « qu'il bruslat la buette et la poussière qui estoit dedans, en sa maison, laquelle sautoit en hault et bas du feu, et à la parfin se bruslat ».

³ Il les distingue en : *prestigiatores*, qui illusionnent les yeux, et dont l'un, le Docteur Faust, est suffisamment connu ; *negromantici*, qui par cercles et invocations, conjurent le diable hors des profondeurs, et parlent avec lui par l'entremise des têtes de morts ; *arioli*, diseurs de vérité, diseurs de mensonge, bohémiens, tireurs d'horoscopes, qui usent des miroirs, bagues, boutons de cristal ; *incantatores*, qui éloignent les serpents et autres animaux venimeux, rendent les gens invulnérables : on connaît assez d'exemples d'époux rendus stériles, d'armées et de flottes enchantées par eux ; *venefici*, qui s'attaquent aux fruits de la terre, à la santé des hommes

nous, il est juste de dire que cette activité se résout de préférence en calamités et dommages infligés aux récoltes, aux troupeaux et aux voisins, ou, pour tout comprendre en un mot, que tous les malheurs naturels sont aussitôt reprochés aux sorciers¹ et s'expliquent naïvement par leur intervention. Eux seuls produisent les éboulements et les ravines, les « Ruffinen », en conduisant de l'eau sur les prairies ou en piétinant le sol ; eux seuls précipitent de grands fleuves soudains sur la vallée de Binn, forment les avalanches homicides, les « Luwinen », en semant leurs poudres sur la neige, en les jetant en l'air mêlées à de la terre, ou encore en rassemblant la neige et en lui dictant son cours au nom du diable. Ce sont eux qui fomentent la grêle et excitent les orages pour nuire au bétail et saccager les fruits de la terre.² Ce sont eux toujours qui se muent en loups pour dévorer les moutons ;³ qui, répandant leur poudre sur les champs, en font sortir des nuées de sauterelles ; qui font périr des cabris en leur oignant d'onguent la pointe des oreilles, ou des porcs en saupoudrant leur auge, qui, sur le marché aux ânes de Saxon, lancent de la « poussière diabolique sur le croupion des Anesses » ; ce sont eux qui frottent le pis des vaches et des chèvres pour le faire suppurer, les priver de leur lait, ou le rendre impropre à la consommation ou à la fabrication du beurre et du fromage.⁴

et des animaux, produisent la peste, à l'aide des poudres que leur prépare Satan.

¹ Cf. en Appenzell, Schiess, pp. 141 ss.

² Quand je danse à la synagogue avec ma compagnie infernale, avoue Anna Stück (de Mühlibach, en 1579, cf. Bertrand, p. 175, note 76) et que je rassemble les nues et souffle l'orage, j'ai les pans de ma robe par-dessus la tête, et l'ennemi du genre humain tient une assiette dans laquelle se trouve une poudre noirâtre que nous brassons tous. Puis l'esprit malin la renverse, et de cette poussière s'élève un tourbillon qui porte dans ses flancs la neige, l'orage et la grêle. Avec Hildprandt son maître, et d'autres compagnons, Anna Huser (Kämpfen, p. 48) se rendait sur le Grimsel, au lieu dit Terredes-Morts ou « Todtenboden », où les sorciers soufflaient pour faire lever un vent pernicieux. Dans la montagne d'Etablon, Chaudan (Annales Valaisannes V) a vu que « le diable vestu de noir battoit avec une baguette sur une fontaine où se faisait la gresle et tempeste, laquelle estant faite, (les sorciers) estant pourtés par le diable aux nues et soutenus par Icelluy, la jettoit en bas avec leurs souffles comme prunes, feves et cerises », etc.

³ Christina Jungsto, s'étant engagée comme vachère au service du châtelain de Sion, s'est un jour, dans la vallée d'Hérens, métamorphosée en loup, elle y rôda et, au nom du diable, dispersa et déchira force moutons, (Kämpfen, pp. 30, 35). Maria Naters s'est souvent changée en renard, et mordit quatre veaux. Chaudan se muait à son gré en loup pour étrangler les « caprils », et en renard pour prendre les poules, etc.

⁴ Cf. Chronique de Fründ, et les cas inscrits par Kämpfen.

Qui encore, sinon le sorcier, pourrait produire par ses secrets les plaies corporelles, les maladies, les empoisonnements, les morts étranges ? qui mieux que lui procurerait l'avortement ou la stérilité ?¹ Certains de nos magiciens ont, en vérité, dans leur dossier les plus étonnants exploits personnels, que les auteurs ont rapportés, et qui vont des phénomènes domestiques et des aventures villageoises jusqu'aux ébats sacrilèges et sans frein des réunions du sabbat.²

¹ Cf. note suivante.

² Il peut être intéressant d'énumérer quelques espèces et de citer quelques noms : Jean Heymen, le cordonnier, est surtout maître de la neige et du temps. Il lance des avalanches jusqu'au village de Geschinen, ou dans la vallée d'Ulrichen, s'en sert pour détruire nombre de moutons et renverser une chapelle ; en plein été, il fait tomber la neige en telle abondance que le bétail doit quitter les alpages. D'autres fois, poussé par le démon, près d'Obergesteln, il renverse de cheval un homme qui l'avait trompé avec sa femme, il attaque un taureau sur le Grimsel, et mord un mouton dans la vallée du Hasli. (Kämpfen, p. 49). Klaus Schröter, lui, dont la main du diable a touché le cerveau, il s'est, par un beau jour, couché sur le dos, entre Biel et Selckingen, et a projeté son urine jusque dans le soleil, *minxit usque ad solem* : aussitôt, avec l'assistance du démon, se forment de lourds cumulus noirs, d'où la pluie s'échappe à flots, et chasse tous les paysans dans leurs maisons. C'est lui encore qui ensorcela de telle façon un homme, qu'il lui était devenu impossible de cohabiter avec une autre femme que la sienne. Il avait envoyé une toux mauvaise à une femme, fait naître mort l'enfant d'une autre, causé des inondations, des avalanches et toutes sortes de fléaux dans les champs et dans la montagne. (Idem). Maria Naters a pris un jour la forme d'un chat, s'est insinuée par un petit trou dans la maison de Melchior Schinner, dont elle étouffa et fit mourir l'enfant entre deux volets, ce qui fut effectivement ainsi trouvé (ajoute candidement le greffier Martin Jost, ibid. p. 35). Anna Am-Sandt fit d'abord l'essai de l'onguent infernal sur le mufle d'un veau, puis elle offrit au petit Mathe Schinner deux châtaignes qui en étaient enduites ; à peine les avait-il mangées qu'il tomba malade, comme chacun sait ; il est également notoire qu'elle en a mis sur la joue, « an ein's Wangy » d'un enfant de Thomas Volken, dont la santé dès lors s'altéra (p. 73). Pierre Uffblatten, domestique dans le canton d'Uri, prit un jour plaisir à se transformer en chamois, et il nargua et entraîna un chasseur, nommé Henri, jusqu'à ce qu'il l'eût fait tomber d'une paroi et se fracturer la jambe (p. 35). Un homme d'Isérables, mis à la torture à Sion, reconnaissait avoir percé sa femme à coups de couteau, violé sa belle-fille, tué et brûlé une autre malheureuse en lui enfonçant un brandon dans les parties, et avoir enfermé un enfant dans une étable pour le contraindre, en l'affamant, à manger d'une charogne (de Courten, Griefs, III/734 ss.). Thieven Chaudan avait jeté, dans Arras, du « pausset » sur la main d'un soldat, Jean d'Arbellay, d'Orsières ; elle lui devint douloureuse et enfla, « mais estant allé laver la main dans la Sainte Lampe de la Chappelle d'Arras ou de Nostre Dame, fust incontinent guérie pour ce que le dict soldat l'avait demandé en duel ». Sur la route de Saxon, un homme avec lequel il disputait s'approchant de lui pour lui dire à l'oreille : « Ezeron », (sorcier), « lui jettat du mesme pauset à l'estomach,

Car ces réunions, ces « synagogues » comme on les appelait en Valais, (aussi « chettes » dans le Valais romand), étaient fréquentes ; elles se tenaient en général sur un mont élevé : celles de l'Eggerhorn et de la Pierra Vuaz sont réputées. On peut s'en faire une idée exacte par les tableaux qu'en ont donnés nos sorciers.¹ Il s'y commettait les pires profanations, il y était festoyé,

ains y devint enflé, et ayant languit quelque temps, il mourut ». Il a été porté une fois par le diable dans la vallée d'Aoste, dans une cave au Bourg-Saint-Ours. Là, « toute la synagogue vouloit corrompre le vin et caquer dans les tonneaux qui appartenoyent au capitaine Bollosy, où il a cogné un Monsieur de la Crettaz d'Aouste, qui estoit tambourenier toujours assis auprès du grand maître diable ». Lorsqu'il eut donné mal aux pourceaux de Barthélémy Tornay, à Saxon, celui-ci les parfumant avec herbes bénites, il sentait alors une si grande chaleur qu'il lui semblait être au feu, et qu'il n'osait sortir de sa maison. Il s'est aussi trouvé à l'ovaille d'Esconnaz en Mont-Jovet, où il y avait foule de sorciers, ayant tous des « pichards et piches » que le diable leur avait donnés ; ils y demeurèrent l'espace de 24 heures, ayant tous l'intention de ruiner la maison et la grange du St-Bernard, « mais ils ne le peurent à cause des mérites du bon Saint Bernard » : Jetez, jetez en bas ! leur criaient le diable, et ils lui répondaient : nous ne pouvons pas, à cause de St. Bernard, (Annales Valaisannes V). Semblable est le cas de Catherine Ballin, d'Ems (qui guérissait les cochons en leur passant la main sur l'échine, ou les faisait périr en leur ingurgitant des poudres) : Un jour, après le temps de la grande peste, comme le Kumbach et la Tourtemagne bouillonnaient affreusement, elle vit de mauvais esprits armés d'instruments, qui fouillaient la terre et la jetaient dans les torrents. Lorsque, sur son conseil, le peuple se fut assemblé pour prier et que les cloches se mirent à sonner, elle entendit les fantômes diaboliques s'exclamer : « Ils résistent là-bas et prient ; nous ne pouvons plus travailler, nous voulons nous en aller », cependant qu'une voix plaintive gémissait : « O malheur que nous soyons ici » ! (Kämpfen, pp. 30 et 46). Christiny Jungsto, enfin, utilisait d'habitude les onguents et les poudres pour procurer l'avortement. Elle fit aussi mourir quatre personnes, dans le verre desquelles elle avait projeté de la poudre, au marché de Sion. Elle ne cache pas non plus qu'elle portait des hosties consacrées, au diable, dans les réunions du sabbat, auxquelles elle assistait chaque semaine ; (voir son jugement, ibid. p. 74. « undt sich dem Leidigen Theiffel, des gantzen menschlichen geschlechts Ertzfeindt ergeben, verpflichtet undt zugesagt, ihn für meister angenommen, Pfandt ime geben, auch pulver empfangen leitt und guet damit zu schedigen, wie zugleich theifflichen synagogen undt zu sammen kinfftten offermalen, ja alle wochen, beigewont dasz Hochw. sakrament des altars in selbe Conferentz undt zu sammen kinfftten dem theiffel, ihr meister, selbiges zu yberliffen, gethragen », etc.)

¹ Au sabbat se présentent « bien des sorciers des pays bas de France. Lyon et aultre lieux et pays proches et éloignés, qui déclarent d'où ils viennent, raconte Chaudan. Un chacun y a son maître diable, le sien s'appelant Bronnet, lequel l'a remporté à la maison comme il l'avait porté sur son épaule. (Un jour où il avait des reliques sur soi, le diable n'a pu le porter). Les diables sont et paraissent tantôt en forme de chien, cheivre, qu'en boc ». Il en est un « tenant une chandelle noire faisant un feu lasche et obscur ». Il s'y trouve aussi un « diable maître sur les autres, assis en

il s'y dansait beaucoup, les sorcières sur leur manche à balai, ou le diable avec elles, l'un servant de ménétrier et rythmant la danse en sifflant, ou en frappant un tambour. Souvent, la fête s'enveloppait dans des nuées d'orage. Satan réjouissait d'ailleurs ses fidèles par des embrassements plus étroits. L'abbé Kämpfen, qui eut la fortune de tenir un grand nombre de protocoles

une échelle, tenant un crullion entre ses pattes, ayant la forme d'un chien, auquel les autres donnent de la chair qu'il reçoit avec le crullion et qu'il mange ». En entrant à la synagogue, tous les sorciers font « la Révérence au Diable en signe d'hommage, disant : Nous vous servirons, Maître. Et il le fallait baiser au cul étant icelluy fort hydeux de teste, et ayant mauvaise odeur. Il y faut rendre compte au grand maître diable, et celui qui a fait le plus de mal et le plus en rapporte en est le plus loué et honoré ». Puis on mange « de chair, estant debout, chacun servi par son maître diable » ; cette chair est « tantôt rôtie et tantôt bouillie, n'ayant aucun goût ». On ne boit rien. On mange aussi du pain et du fromage « qui n'est pas bon », et « tout le pain qui se maudit entre deux personnes maudissantes se porte à la synagogue » pour ces repas. (Annales Valaisannes V). Cf. les aveux de Maria Naters, Pierre Uffblatten (synagogue sur le Pesper, près d'Ulrichen), Anna Huser, Christina Jungsto (Kämpfen, pp. 47, 48, 74). Marg. Frantzen, p. 70, g : « das sy in der hexeschen Synagogen und Däntzen sy g'sin, am ortt in der binndenn, und da mit irem Meister Heiny, dem thüffel danntzet, und ein anderer thüffel schliege die trummen ». Anna Amsandt, p. 73, g : « das sy mit ihr geselschaften uff den Egger horn bim stock dantzet habe und der thüffel were ir pfyffer und trummen schläger, und so der Dantz usz were, gab er ine Wurzlini ». Cf. le procès de Marguerite Crettaz, d'Etiez Vollèges, en juin 1659 : Le diable se tenait au milieu des danseurs, et il avait des cornes comme le chamois ; en entrant à la synagogue ils faisaient des révérences au diable, mangeaient du pain et du fromage qui n'était pas bon, et, en quittant la synagogue, baisaient le derrière au diable, qui sentait et flairait fort mal. (Communiqué par M. Bertrand). — Il est curieux de constater comme l'imagination populaire peignait partout le sabbat des mêmes couleurs, en lisant cette inquisition de Salzbourg que cite Frœhlichsburg (II/1, Tit. 3) : L'accusé s'est rendu plusieurs fois à la communion sans aller à confesse, il a emporté l'hostie dans son mouchoir, s'est transporté dans la prairie où il rencontrait Satan, et là, à son instigation, il a poignardé l'hostie, jusqu'à ce que le sang en ait abondamment coulé. Ce faisant, il appelait notre cher Seigneur canaille, gibier de potence, crétin, bourreau, et la Vierge, sorcière, p..., traînée, etc., et prétendait que Satan était le vrai Dieu, que c'était lui seul qui se cachait sous les espèces du pain et du vin ; par quoi il s'était attiré, de la part des démons, respect et considération, bien davantage que d'autres, qui n'usaient pas de l'outrage avec cette maîtrise. Parfois, il portait aussi les hosties, pendant la danse du sabbat, dans ses souliers, voire dans ses parties postérieures, puis avec ses compagnons, il se prosternait devant Satan, le nommait son Dieu, lui baisait les pieds et le séant, l'adorait, ensuite piquait l'hostie à coups de couteau et l'enfouissait dans la boue. Et, après une nouvelle orgie de blasphèmes, on s'asseyait à des tables richement servies : des mets restés il avait, à un moment, pris un morceau de rôti, mais s'était aperçu, voulant le porter à sa bouche, que c'était du crottin de cheval.

originaux des procès, affirme que chaque pacte, chaque visite même étaient scellés et marqués par une communion charnelle,¹ au cours de laquelle certaines sorcières ont reconnu qu'elles éprouvaient un sentiment de malaise étrange, et qui les laissait si faibles et si brisées, qu'elles auraient pu penser qu'une grande montagne avait reposé sur elles.²

3. — Les inculpations sont donc bien déterminées, ont leur doctrine en fait. Voyons, en droit, celle de la répression.

Les réglementations d'abord édictées se distinguent par la prudence et la sérénité de leurs dispositions. Que nous sommes

¹ Le libertinage en général joue un rôle important chez les disciples du diable. Anna Am-Sandt avoue que son Maître Thomly la venait nuitamment trouver dans son lit, quand l'homme restait à jouer au cabaret. (Kämpfen, p. 73). Thiéven Chaudan (Annales Valaisannes V) confesse avoir « cu la compagnie » d'un certain nombre de filles. Magdelaine, Barbara sa belle-sœur. Thinenas, sa sœur âgée de 15 ans, en leur maison, Louisa, Claudine, Annilie, à laquelle donna un batz. Alter qui lui bailla un enfant, et « une autre femme d'Hœrens, qu'estoit femme de Thoynon Cretton, disant entre eux que le premier qui quitteroit l'autre, que le diable l'emportasse, et qu'il renioit leur part de paradis, ce qui firent tous deux ». Il a aussi donné des drogues à une femme de Sion pour l'enchanter, « lesquelles drogues un certain apothicaire de Syon lui avoit vendu de nuit pour demi batz dans une buëte toutes froisées ». Avec un de ses camarades, « tant pour enchanter et débaucher les fillies que pour autres semblables mauvaises actions, prirent une foys certain animal lequell mirent dans une buette d'escorse de sauge qu'avoyt auttre fenestre et puis après la pourterent dans une fourmellière ou ce que l'enterrarent, et l'ayant laissé quelque espace de temps pensant de l'aller reprendre, ils ne trouvèrent autre que la buette vuide ayant opinion tous deux que c'estoit le diable qui avoit emporté le dit animal ».

² Kämpfen, pp. 26, 28, 57. — Les criminalistes sont partagés sur la question de savoir si une sorcière qui a été couverte par le démon peut produire une véritable naissance humaine. Les uns prétendent oui, d'autres non. Le savant jésuite Martinus Delrio, qui fait autorité en ces matières, pense, dans ses *Disquisitionibus magicis*, qu'il n'est pas impossible au démon de prélever de la semence humaine, de lui donner vertu (« und selbigen bei dem Congress mit zugehörigem Temperament der Hitze zu qualificieren »), et, tout ce qui est indispensable à la conception s'ensuivant, il rapporte le témoignage de sorcières prétendant que, sur leur désir, compris cependant le tout avec la permission divine, (c'est l'enseignement de St. Augustin, cf. Schiess, p. 26), le diable les avait rendues enceintes, et qu'elles avaient mis au monde de véritables enfants d'un homme dont le sperme avait été détourné. Carpzw au contraire, dans sa *Practica Criminalis*, prétend qu'ensuite de ces accouplements, les sorcières accouchent de quelques méchants vers, qu'elles appellent « Wildgeschoss » et « Elb », et qu'elles ont l'habitude d'envoyer par enchantement dans le corps des gens auxquels elles veulent du mal, ce qui causerait des souffrances plus terribles que la mort même. Mais, conclut Frœhlichsburg, le diable ne peut pas transformer un être en un autre, et si la sorcière met bas un loup ou un chat, tout cela n'est qu'illusion diabolique.

alors loin des débordements de l'arbitraire, des juges procédant en secret avec un aveuglement, une fureur sacrés ! On ne laisse ici rien à la fantaisie particulière d'un juge, on oppose à ses éventuelles intempérances de zèle toutes sortes de limitations : Il ne peut entreprendre d'office aucune enquête contre un sorcier,¹ (sauf à Loèche, mais sur postulation expresse de tout le dizain) ;² même une personne suspecte ne lui est pas une proie toute désignée, son arrestation est subordonnée à la dénonciation ou à la plainte de voisins ou d'autres personnes capables de témoignage.³ A Rarogne, on use d'une étonnante générosité : Celui qui est accusé par un sorcier ayant souffert le feu, ou qui autrement est inculpé par trois témoins dignes de créance, il suffit qu'il prête caution convenable, en main des majors, de se présenter en justice et de se soumettre au droit chaque fois qu'il en sera légitimement requis. S'il s'y refusait, il serait expulsé

¹ Gremaud VIII/2993, 2995. Loèche 1428, Rarogne 1434. — La doctrine compte la sorcellerie parmi les *delicta excepta*, extrêmement difficiles à prouver, et dans lesquels il suffit de légers indices pour procéder à l'inquisition et à la torture. En voici quelques-uns qui légitiment l'enquête : la mauvaise réputation, la dénonciation par une sorcière (mais ce point est longuement controversé, car la sorcière veut généralement perdre des innocents et peut prétendre les avoir vus au sabbat ; il faut cependant savoir que le diable peut, de par sa nature, se muer en la forme d'un ange de lumière, et même du Seigneur crucifié : combien plus facilement peut-il donc représenter des gens au sabbat!). Mentionnons aussi le fait d'être né de parents enchanteurs, car rarement les filles de sorcières sont pures, dit Godelmann, et la bière a le goût du tonneau ; le maintien timide, la trémulation, le clignement des paupières, car les docteurs criminalistes croient généralement que les sorcières n'osent pas ouvrir grands les yeux de peur qu'on les reconnaisse à certains stigmates ; la présence de ces stigmates mêmes sur leur corps, que le diable marque à son signe : ce seul indice est cependant insuffisant, car le diable ne marque pas tous ses fidèles, mais seulement ceux dont il pense pouvoir être trahi. On n'a, du reste, pu trouver un signe commun à toutes les sorcières : c'est parfois un lièvre, ou un cafard, un crapaud, une araignée, un rat, et qui n'est pas logé toujours au même endroit ; il peut se trouver sur les lèvres, la pupille, les hanches, les épaules, sur la poitrine ou même dans les parties secrètes. Il est donc prudent de tout remettre à l'appréciation d'un juge raisonnable.

² Gremaud VIII/2995. (Réservés les hommes liges et taillables à merci du Seigneur et de son église).

³ Art. de 1428, Heusler N° 15. Il faut la dénonciation de trois ou quatre voisins pour arrêter une personne non suspecte, l'incarcérer et faire son procès, de 4 à 10 personnes pour la mettre à la question. Une personne non suspecte dénoncée par un sorcier condamné au bûcher, le juge ne doit pas l'arrêter, mais entreprendre une enquête secrète, et décider selon son résultat. La dénonciation par deux sorciers livrés au supplice légitime l'arrestation, l'inquisition publique et la torture ; celle de trois sorciers exécutés, directement l'arrestation et la torture.

de la paroisse jusqu'à ce que les majors et leurs jurés lui aient fait miséricorde.¹

Voici paraître, en la personne des jurés, un autre élément de contrôle de l'activité du juge : c'est à ses assesseurs qu'il appartient de prononcer la sentence de détention et celle de la torture,² il ne dispose que d'un pouvoir médiat et second. Bien plus, c'est parfois le seigneur évêque lui-même qui se réserve l'examen des procédures et tient en bride ses officiers. Ainsi Guillaume de Rarogne a passé différentes conventions avec ses majors de Loèche, qui s'engagent à n'arrêter et à ne jeter à la torture aucun accusé de sorcellerie, avant d'avoir exhibé à l'évêque et à son conseil les résultats de leur enquête ou la dénonciation portée. Et lorsque Sa Grandeur apprend que ses officiers font litière de leur promesse, elle les rappelle vertement à leur devoir, les cite à paraître à Sion pour lui soumettre leurs procédures, et ce sous menace de son indignation, de la privation de leur charge, et du parjure.³

On garantit également aux accusés l'entière liberté de leur défense ; sitôt arrêtés,⁴ on leur donne des avocats, on leur remet,

¹ Rarogne 1434, Gremaud VIII/2833.

² Cf. Mœrel 1430, Sion 1428, Gremaud VII/2783. — En ce qui concerne les indices suffisants pour la torture, il est de règle que le corps du délit soit constaté. Mais on ne peut guère, en cette sorte de crime, obtenir une preuve qu'approximative. Aussi doit-on se contenter (d'après Frœhlichsburg) de suspicions telles que l'offre d'apprendre la sorcellerie à quelqu'un, la vantardise de pouvoir faire le temps, voler dans les airs, produire des souris, la menace de jeter un sort, la détention d'objets suspects : poison, hosties, os humains, livres de magie, enfants morts, pactes souscrits. Suffisent encore, par exemple, des conversations avec le démon, qui répond, quoique invisible, ou le fait de conserver le diable en bouteille, de se servir des esprits familiers du foyer et de leurs travaux, de sortir d'une pièce toutes portes closes, et d'y rentrer de même. Il ne fait aucun doute aussi que celui qui est dénoncé par deux complices mérite la torture. Le juge aura le devoir d'approfondir par ses questions toutes les circonstances de fait, de temps et de lieu, car les sorciers sont souvent si éblouis, si illusionnés eux-mêmes, qu'ils ne savent où ils se trouvaient. Il est d'ailleurs malaisé de prouver l'alibi par le témoignage d'un tiers : les cortèges de sorcières se déploient ordinairement de nuit, quand le mari et toute la maison reposent dans un profond sommeil, et souvent au surplus, les sorcières sortent réellement et laissent en attendant un diable contrefait dans leur lit, ou, si elles doivent rester à la maison, elles dépêchent un diable à leur place, sous leurs apparences.

³ Gremaud VIII/2962, 2995, 2996.

⁴ Après avoir arrêté la sorcière, dit Frœhlichsburg, le juge ne négligera aucune précaution, visitera sa maison, fera inspecter son corps, mais il n'est pas nécessaire de la transporter en l'air dans sa prison et sans toucher le sol, ni de la revêtir d'une chemise tissée et cousue dans un seul jour, ni de

s'ils l'estiment de leur intérêt, copie des procédures et des enquêtes faites contre eux, et des moyens de défense qu'ils ont invoqués ;¹ on leur assure la pleine liberté de leurs communications : il leur est loisible, jusqu'au prononcé du droit, de se rendre en toute quiétude au tribunal avec leur avocat, pour y exposer leurs répliques et oppositions à tout l'appareil des charges braqué contre eux.² On doit, d'autre part, ne pas leur donner la question sans la présence de quelques citoyens,³ et, en la leur appliquant, se cantonner dans les limites habituelles : Guillaume de Rarogne ne cèle pas son indignation lorsqu'il entend l'exorbitante témérité, dit-il, de Jean Perrini qui emploie, contre les accusés de sortilège, des tourments indus et inaccoutumés en Valais, comme donnant la torture par le feu, et par d'autres supplices inusités et inouïs dans le pays.⁴ Et semblablement, j'imagine que ce sont des conseils de modération que mande la Diète, en 1531, à son gouverneur en bas de la Morge, lorsqu'elle

la faire entrer à reculons dans la chambre où se trouve le magistrat, de crainte qu'elle ne l'ensorcelle en le regardant tout d'abord ; il est, en revanche, très utile de faire fouiller ses vêtements, ou de lui en donner de nouveaux, pour éviter qu'elle entreprenne aucun tour magique en sa prison. Le juge doit prendre grand soin, dans un tel procès, d'invoquer l'assistance de Dieu, de se protéger au moyen de bénédictions catholiques, qui toujours ont été le meilleur des préservatifs, surtout d'avoir une conscience pure : car il n'a pas uniquement à combattre avec une vieille femme, mais avec le diable en personne.

¹ Loèche, 1428.

² Rarogne, 1434.

³ Cf. Franchises Loèche et Sion 1338, art. 13 et 37. — Écoutons encore ici les recommandations de Frœhlichsburg : Recourant à la question le juge, de peur que la sorcière ne s'endurcisse dans les dénégations ou ne s'endorme dans la torture, prendra la précaution de la faire dévêtir, fouiller *salva reverentia*, jusqu'en ses parties les plus intimes, raser par tout le corps ; ensuite de quoi on lui suspendra au cou des *Agnus Dei* bénits, on l'aspergera d'eau bénite, lui en donnera à boire, en répandra sur le lieu de la torture ; on doit même, autant que possible, tenir secret le temps auquel aura lieu la question, afin que le diable ne puisse pas tout divulguer d'avance à la sorcière et la prédisposer à l'obstination. Certains ont aussi l'habitude, quand la sorcière est suspendue à la corde, de lui verser de l'eau froide sur le dos, ce qui, paraît-il, cause la plus vive douleur, et ce par un effet naturel : car, pendant la torture, les esprits vitaux (*Lebensgeister*) se rassemblent intérieurement pour soutenir le cœur, mais, éprouvant inopinément le choc glacial de leur ennemi, le grand froid, ce n'est pas sans une particulière commotion du cœur qu'ils se dispersent.

⁴ Ces qualificatifs sont de lui. — Bertrand, rappelant (p. 178) la féroacité de Jean Perrin, se demande justement : Serait-ce le calomnier de voir plus qu'une coïncidence entre la construction (vers 1445) de son château d'Agaren (aujourd'hui château de Werra, à la Souste) et les nombreuses exécutions, suivies de confiscation, ordonnées par lui ?

lui enjoint de ne pas outrepasser le droit impérial¹ à l'égard d'une femme qu'il détient prisonnière, et qui a proclamé, au nez des employés de justice, qu'elle était sorcière et que dans sa société il n'y en avait pas moins honnêtes gens, et non bestiaux.²

Enfin, l'on a même poussé le scrupule au point de déclarer formellement, comme les paroissiens de Mœrel : Nous ne voulons pas et ne permettrons pas, nous en faisons le serment à mains levées, qu'on opprime personne injustement, ni qu'on vexe quelqu'un à cause de ses richesses, de sa puissance, de ses amis, ou au contraire à cause de son humilité ou de l'inimitié qu'on lui porte ; mais nous jurons de procéder contre les vrais sorciers, en nous conformant au droit, à la justice, et à la coutume ordinaire.³

La peine de ce crime, obtenu l'aveu,⁴ fut la mort sans exception, et régulièrement la mort par le feu,⁵ selon la coutume des anciens temps, dit un jugement de Sierre, de 1428, contre Pierre Jote, d'Anniviers.⁶ La sentence ordonnait parfois qu'on suspendît sur le cœur du malheureux sorcier conduit au bûcher un sachet contenant une livre de poudre à fusil.⁷ La confiscation de tous les avoirs, meubles et immeubles, allait de droit. Les articles de Loèche avaient cependant posé cette restriction, qu'entre personnes mariées, le droit aux biens du conjoint demeurerait sauf, à la condition que l'homme ou la femme trouvés

¹ Remarquer que la CCC n'est que de 1532.

² Loèche, 4 juillet 1531, de Courten 1/337.

³ Mœrel, *loc. cit.* — Même si plus tard on y mit moins d'honnêteté, et si l'on se servit, p. ex. de la botte espagnole pour broyer les chairs en la torture (cf. Kämpfen, op. cit., Walliser Monatschrift 1864, p. 58), nos législations à cette époque semblent donner témoignage d'une libéralité qui doit être très rare, sinon sans exemple en Europe.

⁴ Gremaud VII/2783. — La fuite hors de la juridiction est interprétée comme un aveu ; la personne fugitive perd honneur et biens (Mœrel), ou bien les paroissiens et les majors peuvent requérir contre elle la justice de la juridiction où elle s'est réfugiée, pour que jugement lui soit administré (Rarogne).

⁵ P. ex. : 1428, fév., Gremaud VII/2783 ; août, Heusler, p. 146 ; nov. Gremaud VII/2791 ; 1434, id. VIII/2833 ; 1575, Münster archives paroissiales, F. 12 ; etc.

⁶ Gremaud VII/2791. — A propos de la coutume des anciens temps, un jugement du gouverneur de St-Maurice, en 1669, remonte à ces sources : « affin qu'il soyt chastié selon ses démérites comme dit ceste sentence : *omnis arbor quae non fert fructum bonum scindatur et in ignem mittatur*, et en un autre passage de la Sainte escriptures dans l'exode chapitre 22 : Tu ne laisseras pions vivre les sorciers et enchanteurs », etc. — (Annales Valaisannes V, Appendice).

⁷ Walliser Monatschrift, *loc. cit.*

innocents de sorcellerie consentissent à prêter serment, sur les saints évangiles de Dieu, de n'avoir rien su de l'art pratiqué par leur conjoint, et que ce fût la vérité.¹

Quant à ceux qui étaient assez présomptueux pour s'opposer au major et à ses jurés levant leurs enquêtes, ils devaient perdre corps et biens.² Les fauteurs, et ceux qui cherchaient à soustraire quelqu'un à la sentence, commettaient biens et honneur,³ et pareillement ceux qui s'appliquaient à avertir l'inculpé de la dénonciation, au moyen de signes, de paroles, de cris ou d'exemples, quand bien même il se fût agi d'une mère ou d'un époux.⁴

Mais ces textes ont surtout la valeur d'un modèle, dont la passion et la terreur contagieuses firent que les juges, au cours du temps, s'écartèrent sans le moindre scrupule. Il est indéniable aussi qu'au XVI^e siècle ils copièrent en écoliers aveugles la Constitution Criminelle de Charles-Quint, et qu'ils puisèrent dans ses rudes leçons le principe et la raison de leur cruauté, ou plutôt de leur impitoyable application professionnelle. En 1632, la Diète déplore officiellement les abus des magistrats au criminel, se plaint qu'ils excèdent le droit impérial par des peines et des tortures inouïes, et elle établit un règlement sévère pour la torture.⁵ Le tableau des garanties anciennes n'a donc plus qu'une signification historique, et le châtiment lui-même est raffiné selon les meilleures indications de la doctrine. La sentence de condamnation prononcée le 4 septembre 1674,⁶ par Jean Magéran, major et juge du louable dizain de Loèche, contre Catherine Jungsto, permet de mesurer, jusqu'à un certain point, le circuit parcouru.⁷

¹ Loèche 1428.

² Mœrel.

³ Mœrel. — A Rarogne : peine et ban prescrits ailleurs ?

⁴ Le statut de Mœrel énumère : père, mère, fils, filles, frères, sœurs, parents, consanguins, époux.

⁵ 4/19 déc. 1633, de Courten IV/401, Heusler N° 253, Grenat, p. 270.

⁶ Kämpfen, pp. 73-75. — Il convient, dit cette sentence, de séparer la condamnée du corps des humains comme un membre inutile et honteux, et de la remettre au bourreau qui, lui ayant attaché un crucifix dans les mains et l'ayant conduite sur la place ordinaire des supplices, lui coupera et lui arrachera sa langue sacrilège, pour avoir emporté le saint sacrement et l'avoir livré au diable, au sabbat ; puis il la jettera vive sur le bûcher, afin que sa chair, son corps, son sang et ses os soient réduits en cendres, pour sa punition et pour l'exemple des autres méchants ; et tous ses avoirs seront confisqués en faveur de l'autorité.

⁷ On pourrait cependant rappeler ici quelques traits de justice et de clémence : Le 5 avril 1449, Théodore Chenuti, maître-ès-arts de Paris, recteur des écoles de St-Maurice, rend en l'église de l'abbaye un décret déclarant

4. — Les derniers sorciers, en Valais, furent brûlés à Bagnes, à St. Marc, en 1730, après avoir subi la torture au galetas de la maison abbatiale.¹ Avec les années, la grande terreur des puissances des ténèbres s'est apaisée ; les yeux, dessillés, ramènent à la proportion véritable de l'objet ses épouvantables ombres projetées ; on légifère plus librement, on s'attaque plutôt à la superstition, on poursuit surtout, drapés sous le manteau des enchanteurs, de misérables escrocs. En 1761, en diète de Sion, au jour où les fonctionnaires viennent exposer leurs griefs, on peut entendre le châtelain du Bouveret rapporter que certaines personnes sont assez insensées pour rechercher, par des pratiques superstitieuses et de sorcellerie, des minerais et des trésors cachés. Comme cet usage fort coupable s'était déjà glissé en quelques lieux même des louables dizains, Sa Grandeur, en son zèle pour la gloire de Dieu et le salut éternel et temporel de ses ouailles, invita instamment la Haute Assemblée à parer pour le mieux à ce nuisible abus : ce qu'elle fit en interdisant de telles actions sous la peine portée précédemment, — ou du moins le croit-on !² Le code de 1795, enfin, constate avec une sorte de lassitude indulgente que le crime de sortilège est devenu très rare ; néanmoins, s'il se rencontrait des personnes qui auraient recours à la puissance du Démon, à la Magie, soit à des voies superstitieuses, qui se serviraient des invocations ou des choses saintes, ou qui mettraient en usage quelque maléfice, il conviendrait pour les punir de se conformer aux édits de la Caroline et des commentaires adoptés. Pour les pauvres diables qui cherchent des trésors par des voies illicites et en dupant autrui, on les punira corporellement suivant la gravité du cas.

injustement accusé de sortilège Pierre de Caulpin, paroissien de Troistorrents, et le réintégrant dans ses biens et son honneur. En 1459, l'évêque Walther Supersaxo donne décharge publique et solennelle à Marguerite Barras, de Lens. En 1574, la fille illégitime de François Michellod, de Leytron, est acquittée par le gouverneur de St-Maurice, eu égard à son jeune âge (elle avait 12 ans) et parce qu'elle n'avait reçu aucune éducation chrétienne et évangélique. (Bertrand, Annales Valaisannes, p. 172).

¹ Ce sont Jeanne-Françoise Aubert, de Bovernier, et Pierre Terretaz, de Sembrancher, (cf. Bertrand, p. 192). — Pour le Valais, il n'est point téméraire d'affirmer que les Jésuites et les Capucins contribuèrent, dans une large mesure, à y faire réprover et reculer la sorcellerie. Les premiers, appartenant à la province de Souabe, ne pouvaient que partager les idées des Pères Tanner et Spee, dont la *Cautio Criminalis* dédiée aux magistrats d'Allemagne, en 1632, eut un si grand retentissement. (Cf. Bertrand, p. 191, Kämpfen, p. 6).

² de Courten VII/220, 2/11 déc. — Je n'ai retrouvé nulle mesure ; la Caroline prévoyait dans ce cas le glaive.

HÉRÉSIE.

Au cours des siècles, le crime d'hérésie est apparu sous plusieurs visages en Valais. On y rencontra d'abord, à côté des propositions particulières, (comme l'affirmation que le prêt à intérêts n'est pas un péché),¹ l'activité confuse des diverses sectes gnostiques et manichéennes, puis, aux XVI^e et XVII^e siècles, la longue et grave convulsion de la Réforme, et enfin les premiers efforts de pénétration de la franc-maçonnerie. Le nonce apostolique à Lucerne avait, d'autre part, incidemment prié les autorités qu'on voulût se tenir en garde contre la contagion du jansénisme, et la Diète avait pu protester que le pays était absolument immunisé contre son virus.²

1. — On s'est demandé³ si le comté du Valais était demeuré indemne de l'influence des écoles gnostico-manichéennes : Catharres, Albigeois, Pauliciens, Patarins, Bonshommes, Dulcinistes, Fraticellis, etc. « Les importantes relations commerciales que le Valais entretenait avec la Haute-Italie, particulièrement contaminée, l'établissement contemporain dans la vallée du Rhône de lombards fugitifs pour des motifs religieux ou politiques (querelle des Guelfes et des Gibelins), l'esprit de prosélytisme qui animait ces sectaires et leur rapide diffusion dans l'Europe méridionale et centrale, la protection ouverte qu'accordèrent aux Dulcinistes, établis sur les contreforts méridionaux du Mont-Rose, les comtes de Blandrate dont on connaît les alliances et les possessions en Valais, rendent vraisemblable l'infiltration de ces erreurs ». Un amoncellement de traits le rendent même certain.⁴

¹ *Clementinarum* lib. V, tit. V. Les statuts synodaux du diocèse de Sion 1315-1323, portent contre ces hérétiques la menace d'excommunication, d'inhabilité et d'infamie. (Gremaud III/1482).

² 18 déc. 1705, de Courten VI/109, cf. Grenat, p. 347.

³ Bertrand, *Annales Valaisannes* 1921, Nos 2/3, pp. 151/152, auquel nous devons beaucoup.

⁴ Bertrand, pp. 152/155 en cite une profusion, avec les références. En voici quelques-uns : Füsslin signale la présence des Catharres et des Béghards en Suisse bourgogne dès 1277 ; en 1380, prétend-il, ils sont nombreux sur les deux rives du Lac Léman ; en 1487, Vaud, Valais, et toute la Suisse en sont infestés. — Les documents de Gremaud indiquent des *bonus homo* habitants ou même bourgeois de Sion, en 1306, 1414, 1416. — Le pape Clément V, en 1267, charge les Dominicains d'extirper une hérésie qui se manifeste dans les environs de Lausanne et les diocèses voisins ; au chapitre général de l'ordre, en 1273, Loèche est désigné comme limite ex-

Les statuts de 1475 nous indiquent quels étaient les principes suivis pour la punition des hérétiques. L'évêque Supersaxo, après avoir invoqué le secours divin pour édicter ses lois dans un pur esprit d'orthodoxie et de foi catholique, ordonna à tous ceux qui lui étaient soumis dans la hiérarchie spirituelle et temporelle d'observer et de croire ce même enseignement dans chacun de ses articles, et statua *irrefragabili edicto* que ceux qui ne s'y tiendraient pas devaient être censés infidèles hérétiques, et punis des peines et amendes, déterminées par les sacrés canons et les lois, contre le crime de lèse-majesté divine, cela pour autant qu'ils se montreraient opiniâtres et obstinés et négligeraient, après admonition canonique, de rentrer dans le sein de notre Sainte Mère l'Eglise.¹ Or voici comment alors on procédait contre eux, en combinant l'action des fors religieux et civil : « Appelé par le chef du diocèse ou le seigneur, l'inquisiteur, ordinairement un dominicain de Lausanne, commençait par annoncer publiquement aux hérétiques un délai de grâce, durant lequel ils pouvaient se rétracter et rentrer dans le giron de l'Eglise. Restaient-ils réfractaires, le juge civil s'en saisissait. Mais même après leur incarcération, et au cours de l'interrogatoire, les suspects étaient invités à nouveau à faire l'aveu de leurs fautes, aveu qui constituait un titre à la clémence du juge, voire à un acquittement. La procédure était précédée d'une enquête que dirigeait un commissaire ou procureur de la foi, désigné par l'officialité épiscopale. Quant au tribunal, il se composait du moine inquisiteur, qui le présidait, du juge civil, qui avait la garde de l'accusé, du vicaire ou commissaire épiscopal, d'un no-

trême du champ d'activité des prêcheurs lausannois ; le 26 juin 1290, le pape Nicolas IV charge ces moines des fonctions d'inquisiteurs dans divers diocèses, celui de Sion y compris. Le 6 juin 1325, jour de la Fête-Dieu, le frère Pierre d'Anniviers, religieux de la Madeleine, à Lausanne, prêche à Vissoie contre les hérétiques de Milan et leurs partisans. Ce couvent fournit pendant près d'un siècle et demi (1398-1529) les inquisiteurs chargés d'opérer dans les diocèses de Lausanne, de Genève et de Sion, dont l'un, Ulrich de Torrenté, souvent mentionné entre 1430 et 1439, est probablement valaisan. — En 1403, un frère prêcheur de Thonon est appelé à St-Maurice. En 1409, Alexandre V avise le frère mineur Pontius Fougeyron, inquisiteur dans plusieurs diocèses (parmi lesquels ceux de Genève, d'Aoste et de Tarentaise, métropole de celui de Sion) qu'il a appris avec douleur que, dans son rayon d'activité, non seulement se trouvent des hérétiques dogmatiques, mais que certains chrétiens et de perfides juifs ont fondé de nouvelles sectes et des rites prohibés qui répugnent à la foi et qu'ils enseignent, proclament et prêchent en secret. Les papes Martin V en 1418, Eugène IV en 1434 et 1437, d'autres encore, ne cachent pas leurs mêmes soucis.

¹ SS, art. 1.

taire fonctionnant comme greffier, et de quelques assesseurs formant jury. Le procureur de la foi remplissait l'office d'accusateur ; en cas d'obstination, de dénégation ou de contradiction chez l'accusé, c'est lui qui requérait la torture. La cause entendue, il demandait la conclusion. L'accusé avait la faculté de demander la purgation canonique, (justification par témoins ou par serment sur les évangiles).¹ La sentence rendue dans ou devant l'église consistait dans une peine ecclésiastique (pénitence publique, réclusion dans un couvent) ou dans la remise au tribunal civil qui punissait d'après ses propres lois. Le tiers des avoirs du condamné revenait à l'inquisiteur ».²

Dans les Annales Valaisannes, Bertrand a remémoré notre période de l'Inquisition, l'activité de nos inquisiteurs, les Ulrich de Torrenté, les Raymond de Rue, l'*haeresium extirpator validissimus*, et donné quelques types de sentences contre les hérétiques, dont certaines vont « à la combustion de leurs personnes », et d'autres, mitigées ensuite de repentir et de réconciliation avec l'Eglise, à la pénitence perpétuelle dans l'abbaye de Saint-Maurice.

2. — A l'aurore du XVI^e siècle, les anciennes erreurs étaient évanouies et le pays revenu à l'orthodoxie. On eut donc les mains libres pour s'efforcer à étouffer le protestantisme naissant : on y mit une passion, une obstination qu'on s'explique assez si l'on tient compte de la complexion de notre organisme national. La lutte confessionnelle, conduite par une main qui levait à la fois la crosse et le glaive, mettait aux prises la campagne et la cité, la foule obscure sise au cœur des vallées, traditionnellement attachée, clouée à la foi de ses pères, et la mouvante colonne d'élite favorable aux audaces de pensée et curieuse des impulsions nouvelles, qui tenait le cerveau du pays, et développait une savante stratégie à Loèche, à Sierre et à Sion surtout, et jusque sur les bancs de la Diète et sur le siège du Bailli.

L'autorité cependant, quelque bienveillance pour les nouvelles

¹ Cf. le cas de François de la Tour de Collombey, coseigneur de Montagnier, à l'église de Bagnes en 1459 : Ayant placé les deux mains sur les saints évangiles, il jura en présence du peuple que depuis son âge de raison il n'avait pas cessé d'appartenir à la religion catholique ni d'en remplir les devoirs, et que jamais il n'avait été hérétique, idolâtre ou apostat. Les nobles qui l'accompagnaient confirmèrent la teneur de ce serment. Sur quoi l'inquisiteur le déclara purgé de soupçons, et le libéra après avoir imposé silence à ses diffamateurs. (Bertrand, p. 160). Parjure, relaps, hérétique obstiné, il n'en fut pas moins supplicié le 5 mai 1462.

² Bertrand, pp. 156/157.

doctrines qu'éprouvèrent souvent nombre de ses membres,¹ ne laissa pas de prendre et de renouveler fréquemment de sévères dispositions contre les protestants : il est vrai que ces mesures, devant être soumises à la ratification des communes, maîtresses chez elles, ne furent le plus souvent que de grands coups d'épée dans l'eau, des gestes vains, et que les décisions les plus fermes devenaient presque aussitôt matériel d'archives dans les dizains contaminés, dont maint recès nous renvoie l'écho.

Dans le premier quart du XVI^e siècle, la réforme s'est donc insinuée chez nous ; les idées nouvelles y sont prêchées, les premières bibles venues de Zurich commencent à circuler, les fils de familles les plus considérées étudient dans les universités protestantes. Le danger paraît si réel qu'un monitoire du pape Clément VII, le 15 novembre 1526,² doit donner au Doyen et au Chapitre de Sion, pendant la vacance du siège épiscopal, tous les pouvoirs nécessaires pour assurer enquête, procédure, jugement et exécution contre les hérétiques, et pour combattre la *pestis Lutherana* qui n'est pas sans plaire à quelques-uns. C'est en 1532, sous l'épiscopat d'Adrien de Riedmatten, que les dizains, réunis à Viège, sont amenés à proclamer solennellement leur fidélité à la foi paternelle, et publient la redoutable trilogie pénale, mort, infamie et confiscation, à infliger aux dissidents. La lutte dès lors se poursuit, marquant ses traces jusque dans la convention conclue entre les V dizains supérieurs, à la fin de la révolte des Sonnaïlles (1550) : Il s'y mêle à la politique quelque sollicitude religieuse, et l'on y décide que les prédicants trouvés

¹ Grenat dira : Il y avait, dans la haute magistrature du pays, un bailli, un chancelier ou secrétaire de diète et quelques membres influents, dont l'esprit et le cœur appartenaient au protestantisme, et qui lui étaient secrètement dévoués, s'ils n'avaient déjà clandestinement apostasié ; mais la généralité des députés étaient fidèles. Puis, si les représentants de quelques dizains étaient mauvais et soutenaient le parti hérétique, le peuple de ces mêmes dizains était sincèrement catholique, mais trop souvent trompé par ses chefs, etc. (p. 126).

² Ce monitoire, mentionné par Grenat, p. 3, est cité par Bertrand, p. 181 : *nonnullae superstitiones haeresim sapientes sunt ortae, et aliquibus pestis Lutherana placet. Nos igitur, animis incolarum locorum eorundem providere volentes, motu proprio et ex certa nostra scientia... vobis ac vestrum cuilibet inquirendi contra pithonissos et maleficos, ac alios supersticiosos necnon lutheranos et haereticos complices fautores et sequaces, procedendique contra eos summarie simpliciter et de plano sine strepitu et forma judicii, sola facti veritate inspecta, et puniendi eos et eorum quemlibet, prout juris fuerit, necnon omnia et singula quae inquisitores haereticae pravitatis de jure ac consuetudine vel alias quomodolibet facere possunt, faciendi et exequendi plenam et liberam concedimus facultatem.*

dans le pays et qui exciteraient des troubles, devront être punis.¹ Ce sont encore là, cependant, efforts partiels et localisés : la diète d'octobre 1555² va faire une seconde fois l'union sacrée. Les députés des VII dizains y promettent formellement à Sa Grandeur, au Grand Baillif et à tous, et se promettent réciproquement de persévérer, disent-ils, jusqu'à la mort dans notre ancienne, vraie, indubitable croyance chrétienne, ainsi que nos pieux ancêtres, et si quelqu'un des nôtres, ecclésiastique ou civil, se permettait d'y désobéir par la parole, l'action, le livre, la prédication, le discours ou la dispute en notre pays, d'aider à le punir en sa vie, son honneur et ses biens, à teneur du recès émané du temps de feu l'évêque Adrien, de paternelle mémoire. Et l'on décide enfin de rappeler sans retard les étudiants valaisans qui pourraient recevoir l'enseignement dans les écoles de croyance réformée.

Sous le règne de Hildebrand de Riedmatten, les mesures se multiplient, après avoir d'abord accusé un si considérable relâchement, que le pape dut stimuler le zèle de l'évêque, et le presser de mettre la main à l'œuvre d'épuration avec la plus grande diligence possible.³ L'exhortation ne demeura pas sans effet : On reprend à Viège, cette année même, (1592), les statuts contre les protestants ; on les confirme en 1603, lors de la visite des ambassadeurs des VII cantons catholiques, qui viennent à Sion pour solennellement jurer, à la cathédrale, le renouvellement de

¹ Voir le texte que donne Grenat, p. 50 : Il est arrêté que Sa Grandeur de Sion, aussi loin que s'étend sa juridiction, et les gouverneurs dans la leur, partout où il y a des églises paroissiales, veillent à ce que, chaque dimanche, il soit lu, récité et prêché à nos sujets en leur langue usuelle le saint Evangile, le *pater*, l'*ave*, le *credo*, les commandements de Dieu, la doctrine chrétienne sans aucune immixtion contraire à la vraie ancienne croyance. Bien que notre Seigneur à sa dernière cène et après sa résurrection donnât sa sainte paix à ses apôtres, quelques prédicants dans le pays ne s'y conforment pas, mais s'efforcent de semer le trouble et la révolte contrairement à la loi divine. En conséquence, s'il se trouve désormais des perturbateurs qui, à l'instar de l'ennemi du genre humain, excitent des troubles, qu'ils soient punis.

² 23/26 octobre, de Courten II/226.

³ Le 8 octobre 1592, il lui écrit pour lui rappeler que la première et la plus importante préoccupation d'un évêque doit être de défendre la religion catholique sans laquelle c'en est fait du salut des âmes, et de ne pas craindre pour cela de répandre son sang au besoin, le bon pasteur donnant sa vie pour ses brebis ; que l'accomplissement du devoir pontifical l'oblige à l'exhorter à cause des hérétiques qui sont à la porte, à veiller au danger, à écarter du troupeau du Christ les loups envoyés par le diable, afin que l'hérésie soit extirpée dans ces parages, et à prendre des précautions pour que les germes de l'erreur ne repoussent pas, mais qu'en soit étouffée toute racine et arrachée toute fibre. (Grenat, p. 85).

l'Alliance d'Or.¹ Les mandements annuels de l'évêque se suivent, sa vigilance ne s'endort pas, ni son autorité ne fléchit : nonagénaire, il fait encore défendre par son huissier, à un ministre calviniste ou zwinglien de Genève, de tenir prêche, sous peine de vie, en sa cité épiscopale.²

Et cependant le protestantisme a définitivement pris pied dans le Valais, l'occupe, s'y développe, menace de devenir dogme national et religion d'État.³ Ce n'est plus à s'en prévenir que l'on s'attache, mais à s'en guérir, et Pères capucins et jésuites ont dû évangéliser et reconquérir pas à pas chaque village. Lorsque le fameux Edit de Viège consacre, en 1604, le triomphe du catholicisme, et jette dix-sept articles impitoyables dont, pour leur importance dans notre histoire, il faut transcrire l'essentiel :⁴

Les protestants devront, dès ce jour, « se dresser et vivre selon nous aultres fidèles compopulaires, et selon la foy et profession de nos bons ancêtres ». Ils recevront les sacrements, les

¹ de Courten III/197. — Le premier traité était de 1533. Il fut renouvelé pour la dernière fois, à Sion, en 1780. (cf. Grenat, p. 411).

² En 1603, de Courten III/147. — Cf. la convocation extraordinaire du 20 juillet, à la cathédrale, où l'évêque s'exprime comme suit : Il a malheureusement appris qu'un grand nombre de bourgeois de Sion et d'autres dizains se sont audacieusement unis par un serment coupable et tiennent secrètement des assemblées religieuses contraires à la religion du pays. Ils ont derechef appelé de Genève un ministre protestant qui réside à Sion depuis la Pentecôte. Environ cent personnes des deux sexes n'ont pas craint de célébrer publiquement la Cène dans une maison de la ville. Ce ministre n'a discontinué de prêcher ses erreurs, malgré qu'il l'ait fait menacer de peines temporelles et même de mort, s'il continuait contre sa défense. Mais ses adhérents n'ont cessé de le couvrir de leur haute protection et d'empêcher qu'on le punit... Il y a longtemps que les apostats de notre ville ont fait venir un maître d'école protestant, et celui qui y est actuellement est le troisième qu'ils entretiennent. Depuis quelques années déjà, il se tient, trois fois par semaine, des réunions hérétiques ; des prêches clandestins ont lieu dans certaines maisons ; et tout cela malgré la teneur du Recès de Viège de 1592, par lequel le culte protestant est interdit et tout prosélyte doit être expulsé du canton. Un certain nombre se permettent des mariages défendus, vont faire la Cène, ou baptiser leurs enfants en pays protestant, et on se livre à de scandaleuses innovations, comme si la véritable Eglise de Jésus-Christ avait cessé d'être visible sur cette terre, et qu'elle eût disparu jusqu'à ces derniers temps. (Grenat, pp. 127/128).

³ En 1617, d'après les protocoles de la Diète, la moitié du pays était conquise à la réforme, cf. Furrer, p. 349.

⁴ La diète eut lieu le 17 mars et précisa, dit Grenat, p. 150, en le régularisant, le décret de 1592. Je cite ces articles d'après Grenat (pp. 150/151), avec quelques précisions prises à de Courten (III/197), et à une version française, traduction ou même original, de 1604, que M. le Dr Meyer a trouvée aux archives de la cure de St. Martin, et qu'il a eu la bonté de me confier.

lois, la discipline et la liturgie de « la Sainte Eglise Catholique, Chrestienne et Orthodoxe », sans rien y changer et sans disputer. Ils professeront en tous points « la vraie Catholique, Chrestienne et Apostolique foy, en forme et espèce ou nature comme elle a esté observée en toute la très chrestienne communion universelle, jouxte l'ordonnance de l'Eglise Catholique depuys tant de cents ans en ça et jusques en nos temps », sans adjonction ni commentaire. Ceux qui contreviendront seront punis selon le cas, en leur personne et leur bien, par le magistrat tant spirituel que séculier. Ils n'agiront point contrairement au recès de Viège de 1532, et à celui de l'année dernière lors du renouvellement d'alliance avec « nos biens aymés confédérés et alliés des sept Cantons catholiques des Suisses ». Ils recevront les ordonnances et mandemens de l'évêque. Tous les recès et arrêtés précédents qui, en matière religieuse, seraient contraires à ce présent article, sont révoqués.¹

A l'avenir, aucun protestant ou « neufcréans » ne pourra siéger en diète, ou autre assemblée générale délibérante, ni être député, ni occuper une charge publique confiée par l'Etat. Sont exceptés ceux qui se réconcilieront avec l'Eglise catholique.²

A tous ceux du pays, en haut et en bas de la Morge, qui persisteraient dans l'erreur, est fixé le terme de deux mois, à compter de la publication du présent décret, pour quitter le canton. A teneur du décret de Viège, un terme de dix jours est accordé aux protestants étrangers.

Il est défendu à tout protestant, sous peine de mort, d'infamie et de confiscation, de rien innover, ni en paroles ni en actes, d'injurier quelqu'un dans le pays, de chercher à se venger par lui-même ou par d'autres. A cette fin, avant de quitter le canton, tout protestant devra prêter serment corporel entre les mains du bailli ou du vice-bailli.³

Sont confirmés les recès antérieurs, du temps de l'évêque Jean Jordan, par lesquels il est défendu aux pères et mères, tuteurs, parents et toutes personnes du pays, d'envoyer leurs enfants ou les jeunes gens qui leur seraient confiés, « aux escholles et studes Huguenottes et de la nouvelle religion de Zwingli, Calvin, Luther, ou de quelque secte que ce soit ». Tout délinquant payera une amende de 60 livres maurisaises pour chaque contravention. Cette peine, néanmoins, n'atteindra pas les pa-

¹ Art. 1.

² Art. 2.

³ Art. 3.

rents ou préposés des jeunes gens qui présumeraient « de cela faire de leurs propres cerveaux ». ¹ Tous les jeunes gens qui sont actuellement à l'étranger, en des écoles hérétiques, doivent être rappelés pour être placés dans des institutions catholiques. ²

L'évêque et son vicaire ne « promouvront aucun étudiant de la nouvelle religion au degré et office de Notariat ». L'exercice de leurs fonctions est prohibé dans tout le pays aux notaires qui ne rentreront pas dans le sein de l'Eglise, « non humiliés ni réconciliés » ; la plume leur sera retirée. ³

Il est défendu « à tous et un chascuns Libraires ou pourteurs de livres » d'introduire dans le pays des livres hérétiques, sous peine de confiscation pour la première fois. En cas de récidive après avertissement, les vendeurs seront « mis en l'espace de trois heures au collar ». Le curé et le juge de chaque lieu sont chargés de vérifier les livres. Après cette visite, ceux qui se montreraient récalcitrants seront punis « selon la cognoissance » de l'autorité ecclésiastique et civile. ⁴

Dans les temps prohibés par l'Eglise, il est défendu de faire gras, à moins de permission légitime, sous peine de 60 livres d'amende. A défaut de l'amende, le délinquant subira un châtiment corporel, tel que le carcan ou la perte d'une oreille, selon la gravité du cas. ⁵

Les ecclésiastiques du canton « scandalezans le commun peuple » sont avertis enfin d'avoir à s'amender, à changer de con-

¹ Voir cas d'application à la diète de décembre 1610 (de Courten III/363), où les parents de quatre jeunes récalcitrants, qui préférèrent perdre leur bien et leur droit national plutôt que de quitter les écoles de Berne, sont condamnés à payer tous la grosse amende, et 30 écus bons pour les frais de diète.

² Art. 4 et 5

³ Art. 6 et 7.

⁴ Art. 8 et 9.

⁵ Art. 14. — Voici comment la Diète punit, en avril 1536, la transgression des ordonnances de carême par Gilg Ruppen, de Brigerberg, et Nicolas Im Eyeh : Bien que le premier eût été contraint à manger de la viande par deux personnes qui s'étaient enfuies du pays, il dut, après avoir accompli la peine ecclésiastique imposée par Sa Grandeur et s'être soumis, pour punition, à l'évêque et à la nation, faire 14 jours de prison au pain et à l'eau, puis, à sa libération, nu jusqu'à la ceinture et portant un morceau de viande dans une main, dans l'autre une verge, se rendre de la Majorie jusqu'à l'Eglise de St. Théodule, y implorer le pardon de Dieu et offrir en expiation deux livres de cire. Le second fut traité avec plus d'indulgence, qui avait fait gras pour des raisons de santé. Quant à l'hôtesse, de Viège, qui avait préparé la viande, il lui fallut, pieds nus et cheveux défaits, traîner un char de tonnelier depuis l'auberge de Perrin jusqu'à St. Théodule, et y demander le pardon divin. (26/27 avril, de Courten I/416, Furrer, p. 281).

duite, afin de donner le bon exemple (exception faite des « dévots et sages prebstres »). En conformité du présent avertissement, et surtout de la circulaire par laquelle l'évêque annonce la visite du diocèse devenue si urgente, que les ministres du sanctuaire travaillent à devenir la lumière des fidèles et à donner le modèle des vertus chrétiennes.¹

Ces articles de Viège demeurèrent plutôt comme un appareil d'intimidation, car ce fut aussitôt contre eux, du moins à Loèche, à Sierre et à Sion, un beau tollé, une unanime levée de boucliers, ce fut presque la guerre civile.² Le manque d'unité dans le plan, de cohésion dans son exécution, continua longtemps de

¹ Art. 10. — L'art. 15 disposait encore : Lorsqu'un religionnaire sera cité juridiquement à cause de la Religion par les Protestants, le dizain entier le sera et devra comparaître pour le défendre.

² On reprocha aux Articles de Viège de n'avoir pas été arrêtés librement, suivant les anciennes louables traditions, prétendent ceux de Loèche, avec la maturité, la raison qui doivent régner en toute chose, mais par le concours d'une populace effrénée, privée en quelque sorte de son entendement. Sion fait entendre une protestation qui ne manque pas de dignité : Nous trouvons, outre les conditions intolérables que renferme ce recès, que ce serait une dérision que quelques centaines de gens ignorants et remuants du menu peuple, qui ont contraint la Diète par de graves menaces, dussent, n'y ayant aucune mission, prescrire la loi au reste du pays, à leurs coseigneurs. Quant à la règle introduite pour fixer, sous peines sévères, en quels lieux il est permis à chacun d'envoyer sa jeunesse pour apprendre les arts libéraux, nous ne pouvons l'admettre, car cela ne fut jamais usité chez nous, où le choix fut toujours libre à celui qui supportait les frais. La visite des livres dans les maisons particulières étant chose inouïe et d'inquisition espagnole, nous n'avons pas l'intention de nous y soumettre : ni les maisons ni les cœurs ne doivent être scrutés, cela étant contraire à nos libertés ». (25 juin 1605, de Courten III/240). Cette opposition faillit faire couler le sang. Les dizains supérieurs s'étant levés en armes, Sion, Sierre et Loèche durent abandonner leurs travaux de vignes (dirent-ils) pour courir aux armes et veiller à leur défense. La médiation de l'ambassadeur de France et des 13 cantons put enfin obtenir la pacification des esprits. (Grenat, p. 153). Le conflit fut d'ailleurs long à se dénouer. En diète du 9/22 août 1609 (de Courten III/336 et 337), Sa Grandeur insiste pour qu'on se conforme aux deux recès de Viège et à celui de Brigue, faute de quoi, Elle ne pourrait plus exercer ses fonctions comme Prince et Evêque, mais se verrait dans l'obligation de porter plainte de cet état de choses et de ces difficultés au St. Siège de Rome, soit à S. S. le Pape, sans l'assentiment duquel Elle ne peut résigner sa charge épiscopale, et d'en informer S. M. l'Empereur des Romains, duquel relève la Principauté. Mais les bourgeois de Sion et de Loèche protestent encore qu'elles n'ont pas accepté le recès de Viège, et qu'il n'est pas acceptable. Sa Grandeur fait une importante démonstration du contraire, « pour tous les gens sensés ». Elles protestent toujours, à la diète de mai 1614, qu'elles n'y ont aucunement consenti (III/452), idem en juillet 1615 (p. 504) ; encore en session de décembre 1618 (pp. 650/652), elles persistent à déclarer vouloir demeurer libres en matière religieuse.

s'affirmer : les jeunes valaisans recevaient toujours leur instruction à Zurich, à Bâle, à Berne, à Genève, ou dans l'Académie de Lausanne ; l'évêque se voyait contraint d'élever de constantes plaintes,¹ et la Diète devait répéter encore en 1653² qu'il serait bon de punir les contrevenants et qu'il était inutile de confectionner des lois si l'on ne voulait pas les exécuter. L'état des esprits évolue cependant lentement, les fureurs initiales sont tombées, une modération toute nouvelle se reflète dans les arguments invoqués et dans les mesures saisies : les peines corporelles se raréfient et disparaissent, la peine de mort n'est plus jamais mentionnée : on se contente en général d'expulser les dissidents, d'appliquer l'adage alors incontesté : *ejus regio ejus religio*.³ On fixe régulièrement, « par bonne foi et amitié compatriotique », un délai de résipiscence à ceux qui, dans tous les VII dizains et chez les sujets en bas de la Morge, voudraient persister dans la nouvelle religion, pendant lequel il leur est loisible de librement s'expatrier avec tous leurs avoirs (ainsi en 1622,⁴ 1626,⁵ 1648,⁶ 1655,⁷ 1660⁸). On accorda même à ceux qui possédaient des biens-fonds dans le pays de revenir y demeurer annuellement pendant trois mois, mais non consécutifs, pour aller sur leur terre et faire leur récolte, pourvu qu'ils véussent paisiblement et sans scandale. Ceux qui enfreignaient

¹ Cf. note précédente, et le recès de décembre 1619 (de Courten III/693) : car enfin, dit l'évêque, liberté de religion ne peut être admise, et, lors même que Sa Grandeur le voudrait, d'autres s'y opposeraient.

² 7/22 décembre, de Courten IV/44. Aussi 16/26 mai 1655, *ibid.* p. 65.

³ On sait la confirmation que donna le traité de Westphalie, de ce principe, en 1648, pour valoir sur tous les territoires dépendant du St. Empire.

⁴ 12/14 décembre, texte cité, de Courten III/760 et 761.

⁵ 13/23 décembre, *ibid.* IV/34 : Délai allant jusqu'à la St. Hilaire, pendant lequel les protestants pourront s'éloigner avec libre transfert de leurs avoirs.

⁶ Décembre, Grenat, p. 302 : On y confirme les décrets antérieurs et défend l'envoi de jeunes gens en pays protestants, sous peine de confiscation des biens pour tout contrevenant ou quiconque usera de contrainte pour enfreindre ce décret. Ceux qui se trouveraient dans ces pays devront rentrer dans trois mois ou passer en des lieux catholiques, sous la même peine. Désormais les orphelins et les pupilles ne pourront avoir que des tuteurs catholiques ; enfin les charges de l'Etat ne pourront plus être confiées qu'à ceux qui professent la religion catholique.

⁷ 16/26 mai, de Courten V/65 : tous ceux qui ne suivront pas publiquement la vraie croyance, catholique, apostolique, romaine, seule sanctifiante, et ne le promettent par serment aux mains de Sa Grandeur, devront délaisser le pays dans les trois mois.

⁸ 9/22 décembre, *ibid.* V/162 : on enjoint aux non-catholiques de quitter le pays dans les 6 semaines, à peine de 100 écus bons d'argent que percevra Sa Grandeur.

les décrets souverains furent frappés de la confiscation de leur fortune d'abord, puis, en 1626, d'une seule amende de 300, et en 1660 de 100 écus bons. Conjointement à cet adoucissement des sanctions, il est édifiant de remarquer l'apaisement des passions et la qualité nouvelle des raisons de sévir. L'hérésie ne semble plus tenue pour un délit de pensée, et c'est une nécessité moins religieuse bientôt, que politique, où se fonde la justification de sa peine. Si l'on se préoccupe encore du salut des âmes, de la paix des consciences, on désire surtout sauvegarder l'autorité des pouvoirs publics, se concilier nos alliés et confédérés catholiques, voir régner dans notre République la tranquillité et la concorde, conditions de toute prospérité.¹ Il va jusqu'à se manifester enfin

¹ En 1626, si l'on sévit contre les « chrétiens de bouche » scandaleux, c'est déjà pour obvier à des rébellions futures, et en précisant que le scandale, par leur obstination offert au pays, ne peut que tourner à la dérision de la Haute Autorité ; on condescend même à tolérer certains ressortissants du pays, récalcitrants, pourvu qu'ils veuillent se présenter comme catholiques et romains devant Sa Grandeur ou son Pénitencier, ou du moins se soumettre aux signes extérieurs du culte commun ; pour les personnes en autorité suspectes, on va jusqu'à passer outre, et S. G. jusqu'à déclarer vouloir fermer un œil, à condition qu'elles se tiennent paisibles, ne soient pas un objet de scandale, se montrent à l'église et observent les jours de fête ; enfin l'on statue, comme loi d'autorité souveraine, qu'il sera interdit à tout dizain, à toute bourgeoisie, commune ou bourgade, d'admettre « Inwonner noch Hindersessen » de la nouvelle croyance. (R. 2/12 août, de Courten IV/21, 22). Si, en diète de décembre de la même année (13/23 décembre, p. 34), l'évêque prie les députés de lui laisser prendre à cœur une affaire de tant d'importance et conséquence, qui va au salut des âmes, à la paix de la conscience, à la tranquillité de la patrie, il ajoute aussi : que de ces innovations et scissions de religion sont sortis, comme d'une source, toutes sortes de troubles en tous les Etats ; que si on les laisse s'établir, difficilement pourra-t-on plus tard trouver remède au mal ; qu'il est de haute convenance, à l'égard de S. S. le Pape, des Empereurs, Rois, et tous autres Princes, Etats et Seigneuries catholiques, que notre pays catholique ne pratique point d'autre confession que la catholique, pour l'honneur de Dieu, et pour notre réputation et bien-être. Les députés alors déclarent, à l'unanimité, qu'ils ne désirent rien davantage que voir les protestants se soumettre à vivre catholiquement, à l'exemple de nos pieux ancêtres, pour détourner l'ire du Seigneur et les malheurs à venir. Ils font appeler les protestants accusés, leur représentent que la question touche à leur salut, à la prospérité ou à la ruine du pays ; ils leur montrent les dangers et calamités nés de la même cause, chez d'autres peuples, et déclarent absolument, au nom de leurs Conseils et Communes, ne plus vouloir tolérer de dissidence, à peine d'expatriation avec libre transfert des avoirs, car on veut le repos dans la patrie, répète-t-on. Pour ce qui concerne l'apothicaire demeuré impertinemment dans le pays, malgré notre défense, poursuivent les Hauts Seigneurs, s'il revient ici et y reste plus de trois jours, il sera puni de trois jours de prison au pain et à l'eau, non toutefois à raison de sa

une sorte de confusion, de pudeur discrète des violences passées, et quand, en 1660,¹ on enjoint aux non-catholiques de quitter le Valais dans les six semaines, on met un visible souci à s'excuser, à s'expliquer, à relever que l'on entend agir ainsi envers ces personnes, et dans les occurrences à venir, de la manière dont nos nationaux et correligionnaires sont traités par les Etats protestants. On sent l'animosité diluée, le rapprochement possible, la trêve imminente, les grandes promesses de paix confessionnelle se déployer sur l'horizon religieux, rasséréné, mais qui ne se dégagera complètement qu'après le deuxième Villmergen (1712).

3. — Ce ne sera plus contre les réformés que l'on va dès lors lever une main toujours aussi prompte. Voici qu'en diète de décembre 1745² Sa Grandeur expose qu'il y a peu d'années, s'est manifestée d'Angleterre une secte damnable, appelée communément des Francs-Maçons, qu'elle s'est propagée dans les autres pays, même catholiques, malgré les excommunications portées contre elle par S. S. le pape ; qu'on apprend même que quelques-uns de nos nationaux y adhèrent, et que semblables sectes, au plus nuisibles et dangereuses, par raisons politiques et confessionnelles n'étant pas à souffrir, il est urgent de prendre des mesures efficaces pour que la patrie ne soit pas infectée de ce mal. Les députés, secondant en ce le zèle et la sollicitude louables de Sa Grandeur, statuent incontinent que tous les nationaux, sans égard de condition, qui se trouveraient incorporés en cette confrérie, doivent perdre immédiatement tous leurs droits publics et civiques, ainsi que tous leurs biens, et, pour qu'ils puissent être découverts plus facilement, qu'une bonne récompense devra être attribuée à leurs dénonciateurs. Cinquante ans plus tard, en publiant le code qu'elle destine à ses sujets, la Diète y attachera cette ordonnance tirée des livres du Château que, s'il

religion, mais de son mépris de l'édit de la Haute Autorité, attendu qu'une loi sans peine serait comme une cloche sans son. En 1648 (recès cité, Grenat, p. 302), si la Diète répète fortement ses décisions antérieures, c'est en considérant que depuis 1400 ans notre patrie a toujours professé la religion catholique, seule sanctifiante (bien qu'il y soit paru un peu d'ivraie qu'on s'est efforcé d'extirper), que nous avons ouvertement déclaré à S. S. le Pape et à nos Alliés vouloir rester à jamais catholiques, qu'une République ne peut guère fleurir avec deux croyances contraires, et qu'il est bon que tous les patriotes vivent en parfaite union ici-bas et dans le ciel. C'est aussi pour satisfaire à l'arrêté d'expulsion si souvent repris, et pour maintenir dans la patrie l'union de la vraie foi, sans scission ni scandale, qu'elle légifère une nouvelle fois en 1655, (de Courten V/65).

¹ R. cit. de Courten V/162.

² 7/17 décembre, *ibid.* VII/22.

y avait dans la Patrie des Francs-Massons qui fussent reconnus tels, ils commettraient leur honneur et perdraient le droit de patriote.

APOSTASIE.

Si le code pour le Bas-Valais fait mention de l'apostasie, il me semble trahir, plus qu'une nécessité pratique, le souci théorique de la Haute Commission de rédaction, de ne pas omettre un crime si grave et pour lequel nos auteurs adoptés avaient distillé leur meilleure encre. Il est évident que rares auront été les Valaisans, chrétiennement baptisés, qui renièrent leur foi pour embrasser la religion des Juifs, ou de l'alcoran. Quoi qu'il en soit, ils s'exposaient à la mort¹ et à la confiscation de leurs biens.

PARJURE.

Le faux témoignage et le faux serment ne se trouvent presque jamais distingués dans nos sources,² pour la simple raison que, le témoin étant régulièrement assermenté avant son audition, les deux surfaces délictuelles étaient considérées comme congruentes et se confondaient ; on n'avait, au surplus, que très sommairement éclairci la différence entre rupture de serment et faux serment. Il serait donc vain de vouloir disposer cette triple matière, pour plus de limpidité, en une tripartite classification ; tous les textes, soit implicitement, soit par un exposé complaisant³ brouilleraient à plaisir cette belle ordonnance. Tirons donc l'ouvrage d'un seul bloc.

Le parjure montre au criminaliste deux faces, dont l'une plus austère, suivant l'angle duquel il l'observe : il peut lui paraître un attentat, ou contre les intérêts d'autrui, ou contre la majesté divine, une simple bassesse sociale ou un crime d'essence spirituelle. On dut à l'origine, dans les possessions valaisannes de la Savoie, le dépouiller de son caractère sacré, ne le considérer que comme cause d'un préjudice matériel, puisqu'on ne le frappe

¹ Ordinairement le feu ou l'eau, suivant Frœhlichsburg, II/I, Tit. 5.

² Cf. Osenbrüggen, pp. 391/393, Meier, p. 87. — Pour la rupture du serment de bannissement (Urphede) et de la paix jurée (Handfrieden) qui pourrait se classer ici, voir plus bas les chapitres particuliers.

³ Cf. R. 9/17 déc. 1550. Un parjure quel qu'il soit, qui ferait un faux serment, ou dans une enquête témoignerait au-delà de la vérité, contre la vérité, ou qui la dissimulerait, etc., de Courten II/93.

que de l'amende de 60 sols.¹ Tandis que le Valais épiscopal y voit d'abord l'affront fait à Dieu, tenu garant de l'imposture, et préfère à la seule répression la peine médicinale et veut toucher le coupable dans son cœur. Celui qui a commis un faux témoignage doit être exposé et tenu aux regards du public pendant une journée,² comme il semblera bon aux nobles, aux bourgeois et au châtelain de le placer,³ et de plus, à Sion, puni suivant la coutume de la ville. Quelle était cette coutume ? Le plus vraisemblable, le parjure étant un délit *mixti fori*, est de conclure à l'application d'une peine (probablement pécuniaire) par le synode, telle que devait la rétablir ou la confirmer plus tard le droit du Cardinal.⁴ Il me semble tout à fait improbable, en dépit d'une troublante concordance verbale,⁵ et malgré l'affirmation du coutumier de Valère, de la première moitié du XV^e siècle, qu'il est l'expression des usages observés depuis les temps anciens par les probes hommes de la terre du Valais, il me semble tout à fait improbable qu'il soit déjà question du barbare châtiment des années mil quatre cents : à cette époque, le bourreau arrache au faux témoin sa langue hors de la gorge, et l'expose ensuite, pendant tout un jour, pour l'édification des foules.

Bientôt cette impitoyable peine s'humanise, la langue du parjure ne sera plus sauvagement évulsée, mais percée au moyen d'un clou. C'est là, sans aucun doute, la peine corporelle prévue, pour les récidivistes, par les statuts de 1514, car c'est elle que porte la copie annotée de la main de l'évêque Adrien de Riedmatten,⁶ et c'est elle encore que nous retrouvons au recès de 1550. La législation du cardinal Schiner consacre aussi chez

¹ Premières franchises de Sembrancher, art. 6.

² Franchises Sion 1338, art. 19, Martigny 1339, art. 14.

³ Martigny.

⁴ LRC 97 : *periusus habeatur pro infami et punitur pena synodali*. Le recès de 1550 prévoit, outre l'amende et les droits du seigneur, le ban de trois livres au juge et la condamnation aux dépens. L'art. 97 LRC le prévoyait du reste aussi, pour le faux témoin se démentant.

⁵ Franchises Sion, 19 : *Item (quod) si aliquis falsum testimonium contra aliquem protulerit, publice detineatur et demonstretur per spacium unius diei in loco publico in civitate, et puniatur secundum consuetudinem Sedun.*

Coutumes, IIII : *Si quis contra aliquem falsum testimonium protulerit, (lingua debet sibi extrahi per collum) et publice detineatur et demonstretur per spacium unius diei in loco publico*. (Heusler N° 17). — Mais, s'il se fût agi de cette peine des coutumes, Sion la mentionnerait certainement comme étant la principale, l'exposition ne devenant que l'accessoire ; et Martigny n'aurait pas laissé perdre le membre de phrase décrétant la peine coutumière, ou, le laissant de côté, aurait modifié le texte de Sion.

⁶ Heusler, N° 33, p. 201.

nous la vertu de l'adage : « der einmal meineidig, ist allezeit meineidig » (parjure un jour, parjure toujours) et marque d'infamie quiconque a déposé un faux serment.¹ Cette peine d'honneur, également celle du faux témoin qui, sur remontrance du juge, se dément, demeurera dès cet instant d'une application ininterrompue.

Depuis 1571, se manifeste en ces matières l'influence certaine du code de Charles-Quint; on introduit la distinction entre faux témoignage au civil et au criminel, et la peine germanique de l'amputation des doigts avec lesquels on a juré : « Un faux témoin et parjure sur une cause civile, disent les statuts, sera rendu infâme et perdra son bon renom, et est condamné au ban de soixante livres maurisiennes et à payer le dommage à la partie qui l'a souffert, et si ledict tesmoin n'a en or ni argent il y court le membre avec lequel il a faict un tel faux serment. Aux causes criminelles il sera puni de la peine de talion », celle qu'eût subie sa victime, en cas de condamnation. Ces dispositions resteront toujours de pratique en Valais ; on les retrouve pareilles à elles-mêmes en 1780, si ce n'est qu'on incline alors à choisir pour le faux témoin plutôt la peine arbitraire qu'ordinaire, et qu'on s'accoutume à substituer à la mutilation la relégation ou parfois les verges,² et en 1795, où Leurs Excellences se réservent, à l'égard de leurs chers et fidèles sujets, de pouvoir commuer la peine de l'amputation en celle d'un bannissement pour tant d'années.

Quant à celui qui incite le témoin à manquer au devoir de vérité, du temps de l'évêque Adrien I il est frappé, sans distinction, comme le parjure même, puis, sous le régime de 1571 et ultérieurement, « les suborneurs de tels tesmoins selon la pesanteur et gravité de la cause et qualité de la chose, seront puny par rigueur du droict en corps et biens ».³

On a, d'autre part, régulièrement exclu de la peine du parjure et de l'obligation d'apporter leur témoignage, au civil, celui dont c'est la propre affaire, ou qui y trouve part, ou espérance de succession,⁴ et, dans les causes de sang, de corps ou d'honneur, les parents, consanguins ou affins jusqu'au quatrième degré inclus, et la femme ou le mari lorsqu'il s'agit de son conjoint. Mais, dans les crimes de trahison, d'attaque du prince ou de la

¹ Le parjure n'est plus jamais admis à formuler témoignage ou serment.

Cf. Osenbrüggen, p. 390.

² de Torrenté, Comm. I.

³ L'habitude est qu'on les soumette au talion, de Torrenté I, p. 154.

⁴ St. XVII.

patrie, (et d'hérésie, dans les statuts du Cardinal), l'exception doit être levée et la disposition du droit commun observée.¹

SERMENTS IMPIES.

Il arrive fréquemment dans les procès, constate la diète de décembre 1608, que les parties s'imposent l'une à l'autre des serments inconvenants et inouïs,² comme de dire la vérité sous reniement de Dieu Tout-Puissant, renonciation au Saint Baptême et autres choses saintes, ou sous adoption pour son Seigneur des démons, Lucifer, Belzébub, et de tous les esprits infernaux. Ces serments antichrétiens et odieux doivent être prohibés sous peine corporelle et amende de 60 livres.³

Ce sont les mêmes sanctions qui étaient prises contre les personnes assez impudentes pour commettre l'abomination, disent les Abscheids, de citer les gens honorables à la vallée de Josaphat,⁴ ce par quoi la malédiction et l'ire de Dieu sont appelés sur le genre humain.⁵ Cette manie qu'avaient des personnes déraisonnables, au lieu d'en appeler à leur juge, d'inviter publiquement, à l'encontre des droits divins et humains, du haut de la tribune et avec de grandes cérémonies, leurs adversaires à se retrouver au jugement dernier,⁶ est en honneur dès avant 1567, et retiendra pendant plus de deux siècles encore l'attention de la Diète: En 1617,⁷ elle était allée jusqu'à décréter, après l'affaire du traité avec Milan, que celui qui, contrairement aux recès antérieurs, citerait à la vallée de Josaphat, encourrait sans miséricorde perte de corps et biens, ainsi que l'établissait un Landfrieden fait par les prédécesseurs. La Revision de 1780 prévoit que l'article concernant les citations et les serments illicites doit rester suivant le contenu des Statuts,⁸ et le code de 1795, dans ses

¹ LRC 15, St. XVII.

² Les serments que s'imposaient souvent les parties dans les procès concernant l'honneur, et en général *in criminalibus*, et dont les statuts ne font pas mention, dit le recès, furent interdits par la diète du 14/23 décembre 1609, (de Courten III/350).

³ 14/23 déc. 1608, (de Courten III/316). Ces serments étaient considérés comme un blasphème et punis comme tels, cf. Osenbrüggen, p. 384.

⁴ Délit très répandu chez tous les peuples alémaniques, cf. Osenbrüggen, p. 387, Meier p. 169.

⁵ 4/20 juillet 1634, de Courten IV/423.

⁶ 10/21 décembre 1567, Heusler N° 177.

⁷ 16/30 janvier, de Courten III/580.

⁸ Rev. art. 13. — Cet article ne figure pas au recueil officiel des Statuts; c'est certainement l'Abscheid de 1608 qu'a en vue la Diète.

Additions, que les citations à la vallée de Josaphat sont défendues sous peine de soixante livres, et dix jours de prison au pain et à l'eau.

ATTEINTES A LA MORALE.

Avant un temps où, par suite de la diffusion de l'imprimerie,¹ et du libertinage grandissant de l'esprit, la décence publique devait être offensée par l'image, le livre et le discours principalement, on ne devait avoir à réprimer que certains spectacles qui, occasionnellement étalés sur la rue, étaient de nature à froisser les sentiments de pudeur des passants. C'est ainsi, par exemple, que la diète de décembre 1619,² lorsque des fiancés, au scandale du peuple et au mépris des commandements de Dieu et de l'Eglise, diffèrent la cérémonie religieuse jusqu'au moment où la demoiselle est enceinte, et que celle-ci se rend alors à l'église, malgré sa grossesse apparente, avec l'emblème des vierges sur son front, permit que le premier venu pût, au passage du cortège nuptial lui arracher de la tête la couronne de l'honnêteté et lui en imposer, à sa honte, une autre de paille.³

Pour les livres contraires à notre sainte religion, on a vu que l'Edit de Viège interdisait aux marchands et aux colporteurs de les importer, sous peine de confiscation pour la première fois, et du carcan pendant trois heures en cas de récidive.⁴ Leurs stocks étaient généralement livrés au feu : en 1555 déjà, les bibles hérétiques qu'avait commandées Thomas de Schalen à Zurich, avaient été brûlées de la main du bourreau, sur l'ordre de l'abbé Ritter, promoteur de la foi.⁵ Au XVIII^e siècle, la Diète avait à nouveau défendu les brochures scandaleuses, sous peine corporelle.⁶ Au dernier stade enfin, on décréta que les livres contre la religion et les bonnes mœurs seraient lacérés et brûlés, et les personnes qui les tiendraient ou distribueraient, châtiées de soixante livres et condamnées aux frais de la procédure. De

¹ En 1614, nous voyons la diète de mai accorder, pour 15 ans, à un Italien, licence d'ouvrir une imprimerie et papeterie. Cf. recès.

² de Courten III/691, Heusler N^o 244.

³ Dans ce cas, et pour achever la peine, le conjoint survivant avait d'ailleurs perdu son douaire.

⁴ D'après les ordonnances pour Loèche-les-Bains, déjà portées par Walther Supersaxo, et renouvelées par Schiner et Jordan, il était interdit d'y proférer, lire, écrire, exécuter quoi que ce fût contre la foi chrétienne, d'y porter des livres hostiles, etc. sous peine d'être mis trois heures au carcan, jusqu'à paiement de l'amende de trois livres valaisannes. (Heusler N^o 379).

⁵ Grenat, p. 67.

⁶ 5/16 déc. 1791, de Courten VII/683.

même façon devaient être punis tous ceux qui tiendraient des discours scandaleux contre la sainte religion catholique, apostolique et romaine.¹ Les officiers devaient prêter serment d'y veiller, et de porter une attention toute particulière sur les mauvais livres, pour déclarer fidèlement les personnes aux mains desquelles ils en auraient trouvé.²

II. DÉLITS CONTRE LE PRINCE, L'ÉTAT ET LA COMMUNAUTÉ.

1. Délits contre la sécurité et l'ordre publics.

LÈSE-MAJESTÉ.

La majesté représentant la puissance suprême, dominant toutes les lois, celui qui la viole commet le crime suprême, le plus grand des crimes capitaux, tel que le qualifie la Diète en 1611.³ Il emporte, considérée son exceptionnelle gravité, des effets extrêmement rigoureux :

La connaissance de la lèse-majesté est toujours réservée au tribunal souverain, à la Diète. L'attentat sans effet est puni comme s'il avait eu plein succès. Les complices qui auraient eu connaissance du crime, ou de l'intention du coupable, sont punis comme les auteurs mêmes, s'ils ne les ont pas révélés.⁴ L'exception dispensant les consanguins de témoigner contre leurs parents tombe ici, en dérogation à la règle générale.⁵ Le droit à la poursuite n'est point anéanti par la prescription ordinaire de 20 ans,⁶ et la mort du criminel même n'éteint pas la poursuite

¹ BV, XLV.

² BV, LXXIX.

³ 11/22 déc., de Courten III/388. — Déjà en 1550, (affaire des Sonnaillies) on qualifie le « laster verletzter mayestaadt » de « hoch strafflich », Blätter IV, p. 349.

⁴ BV, XLVIII, 2 et 3. — Voir déjà SS 1475, art. 5 : *De detrahentibus domino et patriae : simili poena (laesae maiestatis) veniat puniendus ille qui aliquem talem malefactorem sciverit et non manifestaverit, tamquam consentiens eiusdem criminis, etc.*

⁵ LRC 15, St. XVII.

⁶ Fröchlichsburg II/I, Tit. 8.

du procès.¹ Sa mémoire sera maudite, et son cadavre pendu à la potence, ou autrement puni d'ignominie.² Le droit divin et le droit civil, impérial ou autre, n'accordent d'ailleurs d'autre remise au coupable que le droit de défendre son corps. Hors de nos frontières la peine, extrapersonnelle, atteint sa femme et ses enfants,³ qui deviennent infâmes à jamais et sont réduits à la mendicité, en sorte, dit l'*Aurea bulla*,⁴ que la mort doive leur paraître une consolation et la vie un châtement. Enfin, lorsqu'il s'agit de ce crime, le *beneficium canonis* est levé, les clercs sont privés de leur immunité et doivent répondre de leur forfait devant le tribunal civil : la Diète, en Valais, ne se fait point faute de condamner des prêtres, dont par exemple, en 1635, un fribourgeois, curé de Grimisuat, qui avait proféré de grossières injures à l'adresse de S. G. Hildebrand, Evêque de Sion, et de S. E. le Bailli Magéran, les deux chefs, spirituel et temporel, du pays.⁵

La lèse-majesté n'est pas un de ces délits-clichés, dont chaque copie différente reproduit un type unique, sans cesse multiplié. Elle possède une physionomie diverse, elle présente, dans une même série criminelle, les accidents les plus variés, allant de la haute-trahison, de la sédition, au pillage des arsenaux, au complot, à la rébellion,⁶ de l'injure contre l'image ou la personne du prince à la contrefaçon de son cachet ou de sa monnaie. Mais j'en circonscrirai d'abord l'étendue, et traitant ultérieurement plus au long des principaux de ces délits, je restreindrai pour l'instant la lèse-majesté à son sens le plus étroit, le plus prochain, celui que consacre le code de 1795⁷ en la dépeignant comme un attentat criminel à la vie ou à la personne sacrée de son Prince ou Souverain, (aussi de ses représentants directs),⁸ soit directement par le fait même, soit indirectement par cons-

¹ BV, XLVIII, 3.

² Frœhlichsburg *loc. cit.*

³ R. cit. déc. 1611.

⁴ Ad 24, cité d'après Frœhlichsburg.

⁵ Sion, 3/19 juin, de Courten IV/453.

⁶ Cf. SS art. 4 et 5, et surtout les *Nova statuta et provisiones factae futuris scandalis obviando*, qui règlent avec soin la condition réciproque de l'évêque et de ses vassaux.

⁷ BV, XLVIII, 1.

⁸ L'attaque grave contre les officiers est assimilée aux délits énormes et mérite peine capitale. Cf. Franchises de Conthey 1352, art. 1, Monthey 1352, art. 4 ; Statuts de Supersaxo 1475 et Code bas-valaisan de 1795 (XLVIII) : De même, alors, la conspiration contre les officiers représentant le Souverain, ainsi que toute révolte contre son autorité légitime, ruse, violence, haine et autres voies illicites contre l'Etat et ses représentants.

piration ou trahison. J'y adjoindrai les délits contre son honneur.

Ces deux sortes d'attentats se manifestèrent, d'ailleurs, en Valais, avec l'irrésistible régularité d'une loi naturelle. On sait suffisamment avec quelle orgueilleuse et grossière insubordination les patriotes s'attaquèrent de tous temps à leurs princes, aux Guichard Tavelli, aux André de Gualdo, Guillaume de Rarogne et Josse de Silenen. Mais c'est pendant le règne de Mathieu Schiner surtout que se produisit la pire conflagration de haines, et vraiment formidable.¹

C'est à la faveur de ces souvenirs qu'il faut lire le texte dense des statuts du Cardinal, si lourdement rythmé et qui reprend la charge comme un bélier d'assaut. Il va s'animer d'une vie intense : Nous avons rigoureusement défendu, dit-il, de conspirer ou d'attenter de toute façon, publiquement ou en secret, contre la condition du Révérendissime Seigneur Evêque, prince du pays du Valais, ou de l'Eglise de Sion, contre sa puissance, sa personne ou son honneur, ou contre la fidélité qui lui est due, pour l'en priver ou pour le léser dans un de ces attributs ; nous

¹ Le Saint-Siège et la France, s'entre-déchirant dans les plaines de Lombardie, avaient engagé, parmi nos montagnes, une guerre en second, une lutte implacable d'influence et d'argent ; il importait de savoir lequel, de Louis XII ou de Jules II, enrôlerait nos mercenaires sous ses bannières, en définitive emporterait le Milanais. Mathieu Schiner et Georges Supersaxo s'étaient dressés en champions passionnés des ennemis étrangers : les intérêts personnels, contrariés, la haine politique, exacerbée, donnèrent lieu à des déchainements de fureur insensés contre le « prêtre rouge » ; dans les deux camps on accumule, au-delà de toute imagination, les armes les plus diverses, on ne dédaigne ni le fer, ni les crachats, ni l'excommunication, ni l'exil ; le cardinal de Sion est exécré, poursuivi, abominablement souillé : à Sion, l'un de ses sujets clame son regret de n'être pas bourreau pour pouvoir arracher et tenir dans ses mains le cœur sanglant de ce prêtre, (Imesch, 81/3), de ce « Pfaff » ; à Moërel, un autre projette des immondices contre ses armes représentées sur une paroi ; on lui reproche les pires turpitudes, on l'accuse de bestialité avec des ânes (ibid 81/3), de sodomiser jusqu'à les rendre infirmes les clercs ses serviteurs (ibid. 80 et 84/10). Mais Schiner est une âme de bronze. Il se défend avec un génie de vigueur, de rudesse et de décision auquel se connaît bien le capitaine cuirassé qui fit Marignan, le pâtre, indomptable en sa rusticité glorieuse, de Mühlebach : sur le pays qui l'a vu naître s'abattent l'anathème et l'interdit (cf. la terrible excommunication en 100 articles, de 1515, Büchi, pp. 212/213. Voir id. Korrespond. N° 353 ; Imesch, *passim* ; Furrer, p. 259) ; ses procureurs fiscaux font tournoyer le glaive au-dessus des têtes qui l'osent défier, ses prisons sont bruissantes des gémissements de la torture (P. ex. Imesch N° 103/8, N° 104/11) ; ses ennemis, excommuniés, meurent de froid et de faim dans les déserts glacés des montagnes (cf. entre autres Imesch *passim*, et Furrer pp. 255 ss.).

avons défendu de dresser des embûches contre sa vie et, pour mettre à exécution les délits plus haut mentionnés, de soulever, de provoquer, d'entraîner ou de réunir contre le prince, par une entreprise criminelle, téméraire, insensée, dans un emportement coupable et inique, en violation de la justice, des délibérations, assemblées, conjurations, conspirations, troubles, séditions, bandes et voies de fait, soit dans le pays, soit hors du pays ; ni même d'être assez présomptueux pour oser prêter aide, conseil ou faveur à l'exécution de ces délits. Si quelqu'un venait à commettre l'un d'eux, qu'il soit, comme coupable de lèse-majesté, puni selon que l'exige son crime, dans son corps et ses biens, d'après le prononcé des juges intègres, la justice, et la disposition du droit.

La peine ordinaire était la mort. Elle était exécutée par le glaive ainsi que nous l'apprend un jugement du châtelain Jacob Waldin et des citoyens de Sion, du 31 janvier 1514.¹

Théoriquement, la peine de la lèse-majesté active, (je l'entends par opposition au crime purement verbal, diffamatoire), resta toujours, et 1795 le confirme, la perte de la vie et la confiscation des biens.² En fait, lorsque l'horizon politique fut redevenu lumineux, on s'honora en dispensant une large indulgence. C'est ainsi que, contre un Saviésan accusé d'avoir traité l'évêque Adrien de traître et d'avoir tramé sa mort, le bailli et les députés, considérant pourtant ce « grand crime inoui » qu'il avait avoué librement, sans torture, et les graves peines qui s'ensuivent, non seulement d'après nos statuts, mais d'après les droits écrits et le droit impérial, suivant lesquels il avait encouru perte de vie, honneur et biens, prononcèrent une sentence fort modérée : notre homme fut conduit par les valets de justice sur le Grand-Pont, à Sion, attaché au carcan, et y resta pendant trois heures, pour servir d'exemple à ceux qui se savaient coupables du même délit ; là, publiquement, il se rétracta, déclara avoir faussement parlé et en demander pardon à Dieu, à Sa Grandeur et à la Haute Autorité ; il fut en outre condamné à la grande amende avec l'obole d'or, à tous les frais de justice, et dut enfin donner caution suffisante de ne jamais renouveler en aucune sorte pareille faute, ni de jamais chercher à se venger ;

¹ Imesch N° 83, 5. Voir, entre 1504 et 1515, le nombre considérable de sentences prononcées, soit de détention, soit *ultimi supplicii*, soit *capitales*, soit *ad mortem*, aux ABS tir. 104, et consulter le *Codex poenarum*, tir. 103, N° 5.

² Le jugement de Perrin Jennilten (R. 26 juillet/2 août 1550, de Courten II/69) le met parfaitement en lumière.

personnellement ou par des tiers, sur S. G., sa parenté, les officiers de justice et les témoins, et de se présenter au tribunal aussi souvent qu'on le requerrait et qu'il en serait besoin.¹

Ce traitement devait, à peu de chose près, être celui dont on punissait les injures lancées contre la personne du souverain. Antérieurement,² du temps de Schiner, le coupable était mené sur le Grand-Pont et lié au pilori ; il devait y retirer ses propos outrageants, puis le bourreau lui fendait la langue au moyen d'un clou. La sentence pouvait, en plus, prononcer la confiscation de sa fortune. Plus tard, on abandonna, nous l'avons vu, la perforation de la langue du diffamateur, pour lui préférer l'amende, la réparation et la peine infamante. Puis, en 1635, — après qu'il sera venu se jeter à genoux devant elle pour implorer son pardon, qu'il aura reconnu ses torts et assuré qu'il ne savait pas le moindre mal sur le compte de Sa Grandeur et de Son Excellence, — la Diète condamnera le curé de Grimisuat, qui avait le verbe un peu vif, à se rendre le dimanche à l'église, en sa paroisse, portant une torche allumée dans sa main, à faire réparation d'honneur aux deux hauts personnages calomniés, puis, après avoir prêté serment de bannissement, à être expulsé pour 101 ans de tout le pays du Valais.³

Tout porte à penser que la peine pratiquée à cette époque, aussi rationnelle qu'elle était répandue, demeura dès lors en faveur.

HAUTE-TRAHISON.

Les accusations de haute-trahison elles encore sont, en Valais, inséparables des principaux mouvements de l'histoire et de la politique ; elles sont presque toujours le fruit illusoire de l'envie ou de la peur.

Ainsi s'explique, en partie, pourquoi elles ne s'attardent guère à fouailler de pauvres têtes anonymes, mais accompagnent presque toutes nos grandes figures. Cette sélection par en-haut tient d'abord à l'ombrageux et très vif sentiment de l'indépendance, souvent dévié. Puis également à l'orgueil et à l'ambition jalouse du patriote plus puissant, et au caractère puérilement violent et

¹ 3/12 août 1608, de Courten III/303. Affaire Bridy.

² En 1475, SS 5 dit seulement : *tamquam reus criminis laesae maiestatis mulctari et puniri debeat.*

³ Recès cité, de Courten IV/453.

défiant du petit peuple : ¹ Les premiers ne cessaient un instant de s'en prendre à leur prince que pour entendre les autres partout répéter que les messieurs et les porte-perruques les égorgeaient, les trahissaient, vendaient leur pays à S. M. de France, ² ou pour crier avec eux que certains les livraient au roi d'Espagne, ³ s'abouchaient avec Milan pour empêcher la fourniture aux dizains de leur sel et de leur vin, ⁴ ou véritables monarques du Valais, au titre près, rassemblaient des armes dans les gorges du Simplon pour les asservir. ⁵ S'il est banal de répéter que la foudre frappe toujours les arbres les plus élevés, les Schiner, Adrien de Riedmatten, Hildebrand Jost, les Antoine et Gaspard Stockalper, le bailli Blatter, l'évêque François-Joseph Super-saxo, ⁶ et quelques autres, l'ont éprouvé dans les larmes, la ruine, l'exil ou le sang.

¹ Voyez comment le bon chanoine Grenat lui-même (p. 366) juge le peuple valaisan.

² Ce fut l'origine de la Guerre des Sonnaïles, en 1550. L'affaire du passage des chevaux, en 1702, est tout aussi édifiante : Le roi de France ayant fait acheter en Suisse les chevaux nécessaires pour la remonte d'une partie de la cavalerie de son armée d'Italie, et les ayant fait diriger à travers le Valais, on tente, à Tourtemagne et à Loèche, de soulever le peuple en criant que la patrie courait le plus grand danger ; qu'après les chevaux on introduirait dans le pays, sous le couvert de marchandises, de grands ballots pleins de selles, de fusils et d'autres armes, que devaient suivre aussitôt des milliers de soldats ; qu'assurément la permission en avait été accordée par les chefs du pays et les messieurs ; qu'il fallait s'en enquérir et tancer ces porte-perruques. Lorsque, le dimanche, l'autorité locale se rend à l'église pour y assister à la messe, les conspirateurs, semblables à des bêtes féroces (ce sont les recès toujours qui parlent), accourent en tumulte, entourent les magistrats, proférant toutes sortes d'injures, les appelant traîtres, coquins, voleurs et félons, et criant : Frappez-les ! On met le poing sous le nez du banneret. On hurle : ces petits messieurs mériteraient qu'on les pendît ! Un jeune forcené d'Ergisch se glisse au milieu des magistrats, les insulte en leur faisant des grimaces de saltimbanque, et en écumant de rage comme un sanglier. En un mot, ce fut un tumulte inouï pendant plusieurs jours. (Grenat pp. 345 ss.).

³ Accusations contre les évêques Adrien de Riedmatten et Hildebrand Jost et contre Antoine Stockalper.

⁴ Contre le bailli Guntern : Celui-ci, dans son adresse de 1604 à la Diète résumait les griefs portés contre lui, par cette formule : Les messagers du père de mensonge, et ceux aux yeux desquels je suis peut-être la vi-père, m'auront peut-être accusé auprès des Louables Landsgemeinde (ce que j'ignore) d'autres griefs non fondés, p. ex. d'avoir dérobé ses œufs au lièvre, bien que je ne les aie même pas vus. (de Courten III/323).

⁵ Contre le bailli Gaspard Stockalper.

⁶ A propos de la convention conclue avec l'anglais Mandel pour l'exploitation des mines de fer à Binn, en 1732. Une circulaire de l'évêque, du 20 juin, dit notamment : Nous ne trouvons pas de paroles pour vous exprimer

Les affaires de trahison se présentèrent donc comme les symptômes des crises capricieuses et intermittentes qui agitaient le corps de l'État. Elles eurent si bien toujours un caractère occasionnel et provisoire, que l'on établit pour les réprimer des législations passagères et spéciales, et des tribunaux d'exception pour en connaître.

Ainsi, parmi les premières, le décret de Gampel, en 1431.¹ Ainsi encore l'article engorgé des statuts du Cardinal, dont nous avons cité le premier alinéa, et qui poursuit : Que personne, déterminé par l'argent, la séquelle, ou les faveurs d'un prince ou seigneur étranger n'ose, par sa propre téméraire entreprise, troubler la condition pacifique du Seigneur Evêque, prince du pays, ni celle du Pays du Valais, inciter ou amener d'autres patriotes à se rebeller ou à les offenser, soit en leur déclarant directement la guerre, soit en la faisant à ceux auxquels le prince du pays et les patriotes auraient promis de prêter des secours publics, ou en auraient envoyé de fait : et ce sous peine de commettre corps et biens.² Ainsi enfin les articles de la Paix nationale de 1517 : Celui qui voudrait entreprendre la guerre contre le pays du Valais et l'attaquer avec des forces étrangères, doit être puni

la profonde douleur dont nous sommes pénétrés depuis que nous avons été informés que des citoyens perturbateurs répandaient dans notre diocèse le bruit calomnieux, que les hauts magistrats songeaient à trahir la patrie en vendant sa liberté. Des émissaires parcourent les dizains pour soulever les communes contre leurs chefs, et ils interprètent perfidement les actes, les conventions et les sentiments des membres de la diète. Des misérables traitent injurieusement des personnages distingués par leur vertu, leurs mérites et leur loyauté ; ils les menacent et les vexent de mille manières. A la vue de si nombreuses offenses de Dieu, votre premier Pasteur ne peut garder le silence ; l'amour qu'il vous porte et son profond désir de ramener le calme au milieu des populations le pressent de vous conjurer, par les entrailles de la miséricorde divine, de mettre un terme à ces accusations fausses, haineuses et perfides. Repoussez avec horreur tout ce qu'on vous dit contre vos magistrats, car ce sont d'effrontées calomnies que l'iniquité a inventées. Nous vous l'ordonnons en vertu de l'obéissance que vous nous devez, et sous la menace des châtiments célestes, etc. — La guerre civile ne put qu'à grand-peine être évitée. (Grenat, pp. 365 ss.). Tous ces exemples sont typiques de l'enfantillage des accusations, et de la violence de la réaction populaire.

¹ Gremaud VII/2815.

² Le souci des alliances et de la guerre civile dissipé, la rédaction adrienne condensera bientôt le long article 85 des statuts du Cardinal en ces quelques mots : Celui qui, de n'importe quelle façon, publiquement ou en secret, aura conspiré contre la condition, le pouvoir, la personne et l'honneur du Rssime Sgr Evêque, prince du pays de Valais et de l'Eglise de Sion, encourt le crime de lèse-majesté, c'est-à-dire la peine de la perte de son corps et de sa fortune.

comme ennemi du pays, et s'il cherchait à nous envahir, que la patrie se lève en hâte et repousse, de toutes ses forces, la violence par la violence. Aucun patriote ne doit d'ailleurs, publiquement ou dans le secret, donner ou utiliser conseil ni action dont il pourrait naître désavantage pour son pays, et celui qui le fait sera puni en corps et en biens.

Pour l'institution de juridictions extraordinaires (qui se confondent avec les « Landfriedensgerichte » si fréquemment érigés au moyen âge allemand),¹ on pourrait citer les tribunaux occasionnels établis : par la diète de Gampel, en avril 1431, à la suite des Guerres de Rarogne ; par la réunion nationale des patriotes arrêtant les articles du Landfrieden de 1517, à la chute du cardinal Schiner ; par la diète de mai 1616 enfin, après la conclusion et la rupture du *modus vivendi* illégal de Conches et Brigue avec le duché de Milan.²

Nous avons vu précédemment quels effets la trahison entraînait pour le complice, le fauteur, ou le non-dénonciateur. Sa peine fut celle de la lèse-majesté toujours, qu'elle ait été, dans les origines, prononcée par les comtes de Savoie contre leurs hommes liges du Valais, ou appliquée par les citoyens de Sion ou par la Diète aux patriotes. Puis, dans les cas les plus atroces, et lorsque la Caroline se retrouva dans tous les greffes de nos tribunaux, on lui emprunta sa peine aggravée pour servir d'exemple aux méchants, l'on écartela, par exemple, le capitaine Stockalper, en 1627, après l'avoir décapité.³ Accusé aussi d'avoir trahi l'Etat, le bailli Guntern pouvait protester à la Diète que, s'il en était véritablement ainsi, tout amant du droit, et lui le premier, devrait reconnaître qu'il avait mérité, non seulement la perte des honneurs et des biens temporels, mais encore la mort infamante, et qu'il se soumettrait, si l'accusation était vérifiée, à toutes les peines, et à la mort la plus effroyable.⁴

¹ Cf. Fehr, pp. 166/168, et, plus loin, le Chapitre : Délits contre la paix publique.

² Cf. Délits contre la paix publique.

³ de Courten IV/179. Cf. Grenat, p. 255.

⁴ Il espère d'ailleurs, vu que nous ne vivons pas en Barbarie et en Turquie, dit-il, mais. Dieu merci, dans une Confédération où jusqu'ici bonne justice a été rendue à chacun, qu'il ne sera pas innové à son égard dans une affaire de cette importance. (Adresse de 1604, de Courten III/323 et 324).

SÉDITION.

C'est une autre variation écrite sur le même thème de la majesté, et l'une des plus importantes pour nous: Notre pays a été cruellement déchiré par ce qu'il nommait les « procédures matziennes ».

Quand le Valais fut excédé des querelles intestines et des soulèvements fratricides, en 1517,¹ après l'expulsion de Schiner, le pays tout entier, réuni sous les VII bannières à la « Marktmatte », à Sion, décréta quelques articles dont l'essentiel, celui auquel on se rapporte sans cesse, interdit à quiconque, sous indignation souveraine, d'assembler une bande, « einen hufen machen », à l'insu et contre le gré des patriotes.² La paix nationale de la même année décida tout aussi rigoureusement: Nul dizain ou nul patriote ne doit désormais susciter une attaque ou une dispute contre un autre dizain ou un autre patriote, et celui qui se soustrait à cette règle, on devra l'y obliger, et le punir selon le droit, en son corps et en ses biens; que s'il ne veut s'y tenir, le pays se lève contre lui et l'y contraigne.

Tombée l'agitation passionnée de cette époque, la Diète se montra plus débonnaire dans la répression des mouvements séditionnels, et si la peine-menace fut en permanence la mort, l'infamie et la confiscation, la peine appliquée fut plus miséricordieuse. A défaut d'arguments législatifs, nous avons une profusion de témoignages historiques.

On le vit bien lors de l'Affaire des Sonnaillies ou « trinchillstieren », (Trinkelstierenkrieg) en 1550,³ notre Guerre des Paysans, comme la qualifia dès alors le banneret Schmid, député de la ville de Zurich.⁴ La sédition, au dire de la Diète, créa dans

¹ Auparavant, ou bien l'évêque, avec l'appui des patriotes, put remettre les rebelles à la raison, ainsi battre et chasser du pays les seigneurs de La Tour, en 1375. — ou bien il dut se laisser dicter sa conduite par les révoltés, comme à Ernen en 1361, à Brigue en 1435, à Naters en 1446 et 1487, à Sion en 1496.

² Cf. lettre du bailli Simon In-Albon aux juges de Moërel et Grengiols. le 19 mars 1518, Imesch N°97. Aussi Imesch N° 103, la décision rapportée. du 14/23 mai 1517: Nous avons ordonné que chacun doit vivre en paix avec les autres, sous peine de perdre corps, honneur et biens.

³ Pour tout ceci, cf. les Abscheids, de Courten II, pp. 35-74. et aussi Blätter IV, Prof. Imesch: Der Trinkelstierenkrieg, pp. 312-353; Grenat pp. 43 ss. — On en a déjà parlé plus haut, 1^{re} Partie, Juridiction des V dizains supérieurs.

⁴ Blätter IV, p. 353. — A cette époque, des ferments de révolte grondent dans le Haut-Valais. Des brouillons répandent dans les vallées qu'il était in-

le pays de graves mécontentements, frais et peines, de la disette en certains endroits, et, sans la miséricorde divine, bien d'autres maux auraient pu naître de sa folie. Or voici, en résumé, comment furent punis les auteurs de cette tentative insurrectionnelle, et ses participants, à coups de peines soit corporatives, soit individuelles.¹ Le 28 mars 1550, les louables VI dizains de Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche et Sion contractent, au nom de la Sainte Trinité, une pacification et convention, par laquelle ils se liguent pour repousser éventuellement tout nouvel assaut populaire, et déclarent d'abord que les sujets rebelles de Gestillen, Eyscholl et Lœtschen doivent demeurer en sujétion

séré dans le nouveau traité conclu par la Confédération et le Valais avec S. M. de France, Henri II, que le roi aurait libre passage « durchzug, tritt und pass » avec ses troupes à travers notre pays, que nous lui étions vendus, et qu'il fallait se rebiffer contre l'autorité. Un exalté allait criant qu'il serait bon de couper la tête à l'évêque, et que, si l'on s'y décidait, il voulait être le bourreau; que le sentiment des Sierrois était d'aller à Gérondie raser le couvent, puis de courir à Sion, au Chapitre, d'en chasser les « alten milgyen » du cloître, de boire leur vin, et de les précipiter par-dessus les toits (« die thumherren yber zinnen uschiessen »). Sous l'action de tous ces furieux, la rébellion éclate. Les factieux s'ébranlent, envahissent à l'improviste, de nuit, par le brouillard, les vallées du dizain de Viège : leur cortège brandit des torches enflammées, pousse des cris effroyables, hurle que déjà des Valaisans ont été tués au pont de Viège, et, chassant devant lui des bœufs mugissants chargés de grosses sonnaillles, il tente de déterminer la populace à un soulèvement général. L'expédition fanatique marche sur Rarogne, force le porte-bannière et un tambour à entrer dans ses rangs, et pousse jusqu'à Savièse, puis s'effondre piteusement, dans les menaces et les cris. A Sion, un Pierre Martinett, de Varone, circule à Valère, en ville, sur les places publiques, accompagné d'un tambour, et vocifère avec une fureur indicible, en allemand et en « welsch », pour assembler la foule sur le Pré-du-Marché. Là un énergumène cria qu'il ne voulait point s'en aller, et qu'on ne devait point se débânder jusqu'à ce qu'on eût vu les têtes de quelques-uns rouler sur le gazon. Les Lœtschards, invectivant contre les autorités, y clamaient : Vous coquins, traîtres au pays, marchands de chair (« fleisch-verkeiffer »), sangsues (« bluttsüger »), vous avez vendu le pays, et l'enfant dans le sein de sa mère et « in den Hoden » de son père ! etc. Le bailli avait immédiatement rassemblé les troupes des sept bannières, qui arrivèrent à Sion pour marcher contre les rebelles. Mais ceux-ci, « se voyant livrés à eux-mêmes et sans direction d'aucun chef avoué, s'effrayèrent à leur tour, se débândèrent et rentrèrent honteusement dans leurs foyers ». (Grenat, p. 46).

¹ Les historiens s'accordent à trouver ces peines exagérément injustes. Grenat ne les cite « que pour montrer la sévérité du juge, qui, au fond, paraît n'avoir cherché qu'à battre monnaie sur le dos du petit peuple » (p. 48). Imesch parle de « harten und ungerechtfertigten Strafbestimmungen gegen die armen Unterthanen » (p. 339). Ces auteurs jugent du point de vue de l'historien. Nous devons nous tenir à celui du criminaliste, et parlons d'indulgence.

perpétuelle. La Diète punit, d'autre part, d'amendes collectives les communes qui se sont soulevées en masse: Celles d'EGGEN et de MÜRACHEN, par exemple, qui se sont détachées de leur dizain et bannière de Brigue et jointes, à Viège, avec leurs tambours et leurs troupes, au dizain de Loèche, sont imposées à payer 100 écus bons pour les frais communs; la vallée d'Anniviers en doit 200, les gens de Terminen, qui ont mené les bœufs avec leurs sonnailles, 50, etc. Une foule innombrable de particuliers sont également onérés d'amendes de toute valeur, et quelques-uns de la déchéance de l'honneur, cependant qu'on leur promet presque toujours de les tenir quittes et de les réhabiliter, s'ils dénonçaient les instigateurs à l'ordre desquels ils avaient cédé. Les principaux agitateurs furent punis plus sévèrement, encore que la Diète renonça à la peine adéquate, de la lèse-majesté.¹ Pierre Morentzi, de Salquenen, n'avait pas été l'un des moins violents à ébruiter les accusations concernant les troupes françaises, et, pour les certifier, il engageait tête, mains et pieds. Il faut savoir aussi qu'après la révolte, la Diète avait émis un recès pour interdire à chacun de quitter le pays sans permission de son prince et seigneur, du bailli, ou de son juge naturel. Morentzi ne s'en était pas moins rendu fugitif, ce par quoi sa tête et sa fortune étaient dévolus à l'Etat. Il fut néanmoins juridiquement prononcé: que le coupable serait arrêté, enfermé pour 1 à 3 jours à la tour, ce qui eut lieu, ensuite mis au carcan, puis livré au bourreau, qui lui percerait la langue d'un clou, comme est us, et qu'il payerait enfin 50 livres pour les frais communs. Cependant, par grâce, et considérant que Dieu l'avait déjà grièvement puni en son corps, Sa Grandeur le tint quitte du carcan et du clou à travers la langue. Il fut banni, après avoir prêté le serment d'usage.²

L'indulgence des pouvoirs publics éclata tout aussi manifeste au siècle suivant, lors du soulèvement éclaté en Conches en réponse à l'injonction de rompre le *modus vivendi* conclu séparément, en 1615,³ avec le duché de Milan. Les procès-verbaux de la diète de janvier 1617,⁴ où furent arrêtées les sanctions, nous éclairent cette mansuétude. La plupart des coupables, « paysans furieux et matziens », ne furent punis que d'amende, ou de la prison au pain et à l'eau. Contre certains on s'abandonna cepen-

¹ Voir aussi le jugement de Perrin Jennelten, dont il a été question à propos de la lèse-majesté.

² 26 juillet/2 août 1550, de Courten II/68.

³ Cf. recès 11/12 octobre, de Courten III/507.

⁴ 16/30 janvier, *ibid.* pp. 573 ss.

dant à plus de rigueur, sans jamais d'ailleurs leur appliquer le dernier supplice, qu'on proclama qu'ils avaient mérité. Hans Württner, condamné à être mis à mort par la roue,¹ vit sa peine commuée en un châtiment corporel (fustigation, et ablation de l'oreille droite), accompagné de bannissement pour 20 ans et de confiscation de sa fortune. Walther Grassen, qui aurait mérité la mort, dit-on encore,² ne fut soumis qu'à 2 heures de carcan, à 2 ans d'exil, à la perte de son honneur et de ses droits pour la vie, et à l'amende de 20 livres. Mathieu Grassen, qui aurait dû justement périr par le feu,³ encourut le même traitement. Paul Nessgier, que le jugement dévouait au glaive,⁴ ne fut que fustigé, exilé pour an et jour, et condamné à payer 20 livres. Christian Michell, auteur et publicateur du fameux pamphlet intitulé : « De l'Alliance des Lièvres » (Hasenzundt),⁵ ne perdit que l'usage de la plume, de son honneur et de ses droits, et fut battu de verges. Il est vrai que la Diète, qui prononçait telles sentences bénignes sur intercession de Sa Grandeur, des parents des condamnés et des députés de Conches, sentit la nécessité d'affirmer solennellement que, dans le dessein de prévenir de semblables rébellions et conspirations, d'où ne pouvaient naître que des malheurs, celui qui, dans l'avenir, ne se soumettrait au droit national, s'opposerait à la Haute Autorité ou à celle d'un dixain.

¹ Lié et mis sur le banc de la question, il avoue qu'il a voulu frapper, avec arme dégainée, dans la foule, lorsque le Bailli vint faire son enquête avec les députés des VI dizains inférieurs ; qu'il en a été empêché par Martin Volken, de Fiesch, qui lui saisit un pied et lui enleva son arme. De ce fait aurait pu naître un grand malheur, car, s'il avait blessé ou tué l'un des Messieurs, ce ne serait pas resté sans vengeance ; et si par contre lui-même avait été tué, ce qui serait sans doute arrivé, les paysans irrités et assemblés en tumulte n'auraient aussi pas manqué de venger sa mort : quel carnage n'aurait-il pas ainsi provoqué ! (p. 578).

² Après avoir bu, il voulut faire sonner le tocsin pour réunir le peuple et s'opposer à ce qu'un des principaux coupables, Pettrig, ne fût emmené de nuit. (p. 578).

³ Il a crié devant la maison où se trouvaient le Bailli et les députés, à Ernen, son gendre, le coupable Pettrig ayant disparu, qu'on devait le relâcher, ou qu'il mettrait le feu à la maison. (p. 578).

⁴ Il avoue, sur le banc de la question, qu'il a été l'un des crieurs et rebelles, et s'est démené en furibond ; qu'hier, premier vendredi, apercevant la corde, il avait voulu se tuer avec un couteau. (p. 579).

⁵ Il s'est enfui, sautant hors de la maison de commune, a fait lecture, à Hoff, de l'Alliance des Lièvres rédigée par Pierre Derrey et lui, s'est donné beaucoup de mouvement pour la rébellion, a agi activement avec les matziens, a menti et s'est parjuré dans ses réponses : susdite Alliance des Lièvres lui ayant été présentée, questionné en diète s'il reconnaissait l'écriture, et sommé d'écrire son nom, il a contrefait son écriture, et fait un faux serment sous perte de la moitié de son corps. (p. 579).

susciterait et répandrait des troubles, pressions, ou dissensions parmi le peuple, serait puni suivant les lois divines et temporelles.¹

C'est pourtant toujours d'une indulgence pareille qu'elle fit usage à chaque nouvel orage politique, et notamment lors de la voisine Guerre des Paysans, soulevés en 1653 par Christian Schibi et Nicolas Leuenberg. Malgré la décision d'une intervention impitoyable que l'assemblée prit en session de mai,² les peines prononcées l'année suivante contre certains agitateurs, et contre nombre de soldats qui s'étaient mutinés à l'occasion du secours confédéral, se remarquèrent toutes par leur clémence : Un provocateur, Gaspard Reisser, barbier, natif de l'Entlebuch, fut condamné à être arrêté, exposé, par grâce, trois heures au pilori, et banni pour 101 ans du pays. Un soldat, Bart. Stephan, dut faire publique réparation d'honneur dans l'église de Loèche, un flambeau à la main, demander pardon aux commandants offensés, et sa condamnation à 12 ans de galères fut miséricordieusement commuée en un bannissement de la même durée. S'étant par la suite rendu indigne de cette indulgence, il fut attaché pendant deux heures au pilori, à Loèche, et condamné à 60 livres d'amende.³ En décembre de la même année, la Diète décida de percevoir les multiples amendes portées en ces conjonctures, et de les appliquer à la construction de la nouvelle route entre Chippis et Chalais, afin que mémoire restât à la postérité que, de mauvais desseins, on avait fait conversion à un but louable.⁴

La générosité de la Diète ne fut pas moindre en 1790 enfin, lors du soulèvement de Monthey contre le gouverneur Schiner,

¹ de Courten III, p. 580.

² Le recès du 11/20 mai 1653 (de Courten V/34), s'exprime ainsi : Il est fait mention qu'un feu dangereux de rébellion semblerait avoir jeté quelques étincelles en notre patrie, en ce sens que, pour notre grand étonnement, et sans doute à l'instigation de brouillons envoyés ici, on fait entendre que nos Alliés, les Hautes Autorités de la Confédération, ne traitent pas leurs sujets avec justice, mais tyranniquement, et cherchent leur ruine ; que les paysans rebelles ont bon droit et que nous sommes aussi bien liés d'alliance avec eux qu'avec leurs Hauts Seigneurs et Supérieurs. Afin d'obvier à temps à de semblables calomnies, inventées seulement pour exciter pareille sédition de notre peuple contre sa Haute Autorité, il est résolu à l'unanimité que, dans quelque dizain et lieu où l'on découvrirait de tels instigateurs matziens, on les arrête immédiatement et les punisse en corps et biens, de peur que notre patrie ne tombe peut-être aussi, par leur faute, dans les misères où nous voyons actuellement, avec douleur, plongés nos chers alliés communs, ce à quoi n'a pas peu contribué leur longanimité à punir.

³ 24 mai/6 juin 1654, de Courten V/50.

⁴ 6/18 déc., *ibid.* p. 59.

chassé du château, et qui n'avait eu la vie sauve que par un heureux hasard, et quoique sur ces entrefaites le feu de révolte se fût étendu à la châtellenie de St-Maurice, au point que les sujets avaient osé arborer la cocarde de la Liberté, à l'exemple de la France.¹

C'est à la diète de décembre, tenue en l'hôtel de ville, à Sion, que furent interrogés les trois auteurs de l'expulsion, Rey-Belley, Rey-Borazon et Jean-Louis Borrat.² Ensuite de leurs aveux, dit le recès, et du repentir démontré, Mes Hauts Seigneurs ont laissé luire les rayons de leur grâce sur ces délinquants, et prononcé que les trois coupables devaient, une verge à la main, demander pardon à genoux, à la Diète et au Gouverneur, et le renouveler à Monthey lors de la prestation d'hommage (« Huldigung »), en présence de ceux qui la font ; qu'en outre, pour leur abominable forfait, il leur serait défendu pendant deux ans de sortir du Val d'Illeiez, sauf pour se rendre en les alpages voisins de Savoie et, avec la permission du gouverneur, au marché de Monthey, réservant que s'ils se comportaient bien, après une année le terme de cet arrêt pourrait peut-être se trouver abrégé.

Il est vrai que la Diète n'avait que trop de raisons d'être prudente, les passions révolutionnaires menaçaient de tout emporter. Mais l'avertissement de 1790 avait inquiété le souverain et rendu sensible la nécessité de mettre au point une loi pénale. Celle-ci s'applique à préserver les chers et fidèles sujets contre la chimère de la liberté telle que l'entend le grand nombre,³ et à étouffer le danger de la sédition : Chaque concours tumultueux d'un peuple, dit-elle, ou d'une partie notable d'icelui, tendant à troubler le repos public par violence, soit pour s'opposer aux ordonnances souveraines, soit pour insulter les représentants du souverain, sera jugé et puni à l'instar du crime de lèse-majesté. Les séditions contre la justice ou la police de l'endroit, si elles sont dangereuses et si le concours du peuple est notable, les chefs d'icel-

¹ Sion, 20/22 sept., de Courten VII/647.

² 3/10 déc., *ibid.* p. 661. — Les deux premiers ont avoué qu'ils avaient chassé le gouverneur de son château, mais qu'ils étaient emportés par la colère et ivres, et qu'ils ne savaient pas eux-mêmes ce qu'ils faisaient. Ils déclarèrent qu'ils avaient manqué grossièrement, qu'ils s'en repentaient et s'en étaient repentis dès le lendemain, et que depuis ils n'avaient participé à aucune réunion ; qu'ils imploraient enfin grâce et miséricorde, et se soumettaient à tout ce qu'ordonnerait la Haute Session. Rey-Belley ajouta qu'il avait souvent été puni plus sévèrement, mais que les autres amendes ne l'avaient pas autant peiné que la dernière, parce qu'elles étaient justes, tandis que celle-ci ne la lui paraissait pas.

³ Dans l'introduction.

les seront punis par un bannissement, ou des peines corporelles, selon la qualité du crime ; les adhérents subiront une peine que Nous Nous réservons de leur dicter ensuite, et d'après les relations et les informations que Nous en feront nos Représentants ou les juges locaux ; ayant toujours égard si de pareilles entreprises ont été approuvées ou désapprouvées par une généralité. Il sera du devoir et à la charge du Procureur général de veiller sur les libelles séditieux.¹ Quiconque en tiendra ou recevra, sera obligé de les dénoncer et déposer entre les mains de notre Représentant, sous peine de soixante livres d'amende, qu'encourra aussi quiconque en introduira, distribuera, ou recélera.²

SERVICE ÉTRANGER.

Le Valais de la période héroïque, puis mercenaire, constitua pour toutes les cours de l'Europe une vigoureuse pépinière à soldats. Les traités de capitulation conclus et renouvelés avec le Roi très chrétien, l'Empereur et l'Espagne surtout, ou avec la Sérénissime République de Venise,³ faisaient surgir dans nos montagnes de fraîches troupes guerrières; plus d'un colonel vint aussi s'adresser à la Diète pour obtenir l'autorisation exceptionnelle d'enrôler la robuste fleur de notre jeunesse dans ses régiments, et nos soldats surent mourir sous tous les cieux. Il va sans dire que dans ce carrefour des tambours et des sergents recruteurs, il fallut de bonne heure édicter des réglementations très strictes pour sauvegarder l'honneur, les intérêts et la vie du pays.

Il fut toujours défendu, à tous et à chacun, de faire des recrues pour d'autre service que celui qui était, ou avoué, ou toléré par la République, et, à plus forte raison, l'étranger ne pouvait-il recruter chez nous à son gré: la sanction originelle fut, vraisemblablement, la mort et la confiscation, dont on frappait les nationaux qui, n'en faisant qu'à leur tête s'engageaient au service d'un prince étranger. Puis, la rudesse toute guerrière des mœurs décroissant, la peine se fit moins rébarbative, et, en 1767, la Diète, ayant appris avec déplaisir la manière audacieuse

¹ Idem pour les libelles incendiaires.

² La moitié de l'amende sera pour le procureur général, l'autre pour le juge supérieur de l'endroit. Le Représentant fera incontinent un rapport à son Excellence Baillivale.

³ P. ex. en mai 1669, pour combattre le Turc, à la condition que nos hommes ne serviront que sur terre ferme et non sur l'eau. (Grenat, pp. 315/316).

avec laquelle des entremetteurs mensongers débitaient certains billets imprimés, du reste fallacieux, pour les colonies espagnoles, défendit sous menace des galères d'engager dans le pays pour les colonies étrangères, et ordonna que les particuliers du Bas-Valais qui s'en iraient de leur sol devaient perdre leur droit national et communal.¹ Sous le régime de 1780, on appliqua des peines pécuniaires, parfois aussi corporelles, et enfin, en 1795, l'amende de 60 livres aux recruteurs indigènes, aux étrangers celle de 100 écus blancs ou, à défaut de moyens, un châtiment corporel ; ajoutant à ces dispositions qu'il serait, dans l'un et l'autre cas, loisible à tout capitaine du pays d'exiger et de tirer dans sa compagnie, sans bonification des frais, les recrues qui auraient été faites au mépris de ces ordonnances.

La Revision de 1780 avait en outre souverainement défendu d'engager des écoliers à l'insu et sans le consentement de leurs pères et mères ou de leurs tuteurs, à peine de perdre tous les dépens et l'argent livré pour l'engagement, qui devait être acquis à l'écolier. Elle interdisait également, sous indignation souveraine, de lever et d'acheter de nouvelles compagnies sans licence expresse de l'autorité, ce trafic se faisant au grand dam de la patrie.

Non seulement le recrutement illégal fut prohibé, mais aussi l'enrôlement spontané au service des princes et des seigneurs étrangers, sans autorisation du haut pouvoir, ceci sous commination de perdre corps, vie et avoir.² Cet arrêté, délibérément transgressé par une jeunesse fougueuse, dut être corroboré mainte fois,³ avec ordre transmis aux récalcitrants de se rapatrier aussitôt ; on dut aller jusqu'à rendre responsables de la contravention les juges des lieux où elle était commise, et jusqu'à leur infliger, pour chaque désobéissance, une amende de 60 livres.⁴ Ici encore, on se relâcha insensiblement de la sévérité primitive et, en 1780 et 1795, les militaires qui s'en iront, à leur fantaisie, servir dans des corps autres que ceux reconnus officiellement par la République, n'encourront plus que la perte totale de leurs biens.

Enfin, malgré la glorieuse réputation d'honneur qui accompagnait les bannières flammées des Suisses aux champs de bataille, malgré les monuments dressés *Helvetiorum fidei ac virtuti*, il fut parfois indispensable de saisir des sanctions, comme

¹ Sion, 9/19 déc., de Courten VII/287.

² 7/21 déc. 1636, de Courten IV/489.

³ P. ex. 23 mai/7 juin 1638, *ibid.* IV/539 ; 3/13 juin 1646, *ibid.* IV/707.

⁴ 6/18 juin 1657, *ibid.* V/123.

fit la diète de décembre 1636,¹ pour porter remède à l'abus de soldats qui, librement engagés, au grand préjudice du prince qui avait demandé la levée, et à la diminution de l'honneur de la Patrie, soit de leur propre mouvement, soit pressés par des instigateurs, désertaient en campagne.² Il est curieux de constater la douceur avec laquelle on les traitait, comparativement à la justice expéditive qui prévalait dans toutes les lois militaires modernes : Il fut décidé que si un soldat, sans légitime motif, notamment s'il n'était pas en souffrance de vivres et d'argent,³ désertait en campagne ou en garnison, il devait être renvoyé dans les six semaines à son capitaine sous les drapeaux (moyennant la promesse de ne point le passer par les armes), et payer à la Haute Autorité, en la bourse de l'État, une amende de 60 livres ; s'il n'en avait pas les moyens, il devait être puni corporellement. On se montra, au contraire, sans pitié pour les instigateurs à la désertion et à la mutinerie, qui, acquittée une amende de 100 écus bons, pouvaient être punis en leur corps, vie et avoirs, suivant les cas.⁴

¹ 1638 dit Grenat, p. 295.

² En 1536, l'autorisation est accordée par la France aux capitaines des compagnies suisses et valaisannes de poursuivre les déserteurs, ABS tir. 74, N° 19.

³ Cf. la sentence rendue, vers le milieu du XVII^e siècle, par le Gouverneur de St-Maurice, contre les soldats de la compagnie de MM. les capitaines. Franc et Morency « ayantz esté nourris et entreting à St. Mauris aux dépens des dits capitaines, habillés et bien payés, non obstant quoy ayant quitté la dite compagnie ». — Condamnation aux galères, communiquée par M. Bertrand.

⁴ D'après une chronique de 1481 (cf. Osenbrüggen Alaman. Strafrecht, p. 399), il était de coutume, dans les Waldstaetten, de mettre à mort, celui qui fuyait devant l'ennemi, et ses descendants étaient déclarés infâmes jusqu'à la 3^e génération.

Il n'est pas sans intérêt, au terme de ce chapitre, de donner quelques fragments, d'après Grenat, de l'ordonnance ou code militaire que la Diète créa, en 1641, à l'occasion de la levée du régiment du colonel Balthazar Am-Büel :

Au nom de Dieu le Père, le Fils et le Saint-Esprit, Ainsi soit-il. Vu la singulière affection que nous portons à Sa Majesté Très Chrétienne, Louis XIII^e du nom, roi de France et de Navarre, notre très fidèle allié et confédéré, comme aussi pour le maintien du droit et de la justice, à l'exemple de nos fidèles et loyaux prédécesseurs, avec la permission et le congé de notre magistrat et de nos très honorés seigneurs, nous avons pris service sous sa Majesté Très Chrétienne, et tous ensemble nous prêtons serment à sa dite Majesté, au colonel, aux capitaines, lieutenants, enseignes et autres officiers de ce régiment, à mains levées, de vive voix et en présence de Dieu, d'observer ponctuellement les articles suivants :

1. Nous jurons de servir Sa Majesté en toute fidélité, intégrité et honnêteté ; de nous étudier à tout ce qui sera de l'honneur et de l'intérêt du

PROHIBITION DES TITRES ÉTRANGERS.

De ce vaste domaine du souci de grandeur nationale, je veux exhumer enfin ce recès de janvier 1627 : ¹ Le Grand Bailli et les

roi, et selon notre pouvoir, d'éviter et prévenir les pertes et dommages qu'il pourrait souffrir ; de porter les armes contre ses ennemis selon que la nécessité et ses affaires le requerront, réservant toutefois nos seigneurs et supérieurs et leurs alliés et confédérés.

2. Comme notre vie et tout ce que nous avons nous viennent de la grâce et de la bonté de Dieu, sans qui nous ne pouvons rien ; que nous devons honorer et servir notre divin Rédempteur, à l'exemple de nos aïeux ; que la volonté de notre colonel et de nos capitaines est que nous remplissions exactement tous nos devoirs de chrétien, nous ne jurerons, ni ne blasphèmerons le saint nom. Aucun de nous, de quel rang qu'il soit, ne prendra le saint nom de Dieu en vain, ni ne jurera par sa mort ou passion ou de quelque autre manière non convenable à un chrétien. Nous obéirons aux commandements de l'Eglise en tout ce qui regarde notre salut, et nous observerons les jours de fête et de jeûne pratiqués jusqu'à ce jour dans les régiments suisses. Quiconque violera un de ces points sera châtié corporellement et dans son avoir.

3. Nul ne quittera son drapeau avant le licenciement des compagnies sauf le cas où, la guerre éclatant dans notre patrie, nos seigneurs les hauts magistrats nous appelleraient pour voler à sa défense. Hors ce cas, quiconque quittera son drapeau sera privé de son honneur, déclaré traître et déloyal, et, s'il est repris, châtié en conséquence.

10. Quiconque, à l'insu de ses chefs, cherchera à innover dans la composition des cadres du régiment pour s'attirer les soldats, à faire nommer d'autres chefs, à embaucher des soldats, à exciter quelque mutinerie ou soulever secrètement du désordre et semer la révolte, sera sans rémission condamné à mort.

18. Imitant nos ancêtres auxquels Dieu a accordé honneurs et gloire dans la guerre, nous ne ferons ni injure, ni mépris, ni mal, ni aucune violence aux gens d'église, quelle que soit leur position hiérarchique, ni à aucune personne qui ne se présentera pas en ennemie, de quel sexe qu'elle soit ; mais nous les honorerons, les préserverons de tout mal, et les prendrons sous notre protection. Il en sera de même à l'égard des magistrats, vieillards, matrones, et principalement des femmes enceintes, des enfants et ensuite du sexe dont nous respecterons la pudeur.

L'article 19 et dernier que le soldat devait jurer, était de ne toucher point aux églises, cloîtres, couvents, ni maisons de piété où le divin sacrifice était offert et les sacrements administrés ; de ne causer aucun dégât aux moulins, fours, forges, ustensiles divers et charrues, toutes choses très nécessaires aux besoins de la vie humaine ; de ne point non plus emporter ces objets. (R. 29 avril 1641).

Le régiment Am-Büel fit partie de l'armée du grand Condé qui battit les Espagnols à Rocroy, le 19 mai 1643. Les hommes qui ne furent pas licenciés en 1644 furent envoyés en Espagne, pour y renforcer la garnison de Lerida. Le maréchal de la Motte-Houdancourt dut abandonner cette place après que la plus grande partie de la troupe se fut laissé hâcher plutôt que de se rendre. (Grenat, pp. 297/298).

¹ 13/20 janvier, de Courten IV/47.

Députés n'ignorent pas que certains patriotes obtiennent leurs quartiers de noblesse de princes et de potentats étrangers, sans avoir accompli d'actions qui les méritent, se rendent ainsi vassaux de cours étrangères, qu'il en est résulté beaucoup d'inconvénients, et que bien d'autres en sont encore à craindre. Ils arrêtent donc qu'à l'avenir, et pour toujours, il ne sera permis à nul patriote ni sujet d'acquérir des lettres de noblesse ou de chevalerie de princes étrangers, ecclésiastiques ou temporels, et de se lier par serments envers eux. Que s'il en était d'obtenues, elles devraient être soumises à la nation, pour qu'elle vit à quelles conditions elles l'avaient été; car ces distinctions ne vont pas sans détriment, amènent orgueil et faste plutôt qu'honneur, et donnent à des princes étrangers l'occasion de placer sous leur dépendance de nos patriotes. Qui se permettra d'agir à l'encontre de cette décision encourra perte d'honneur, avoir et bien, à la diligence du Bailli, chargé d'y veiller. Réservés néanmoins ceux qui auraient accompli des actions valeureuses et chevaleresques au service de la patrie, ou dans les guerres où le pays serait allé, auxquels on veut accorder leur fortune comme chose honorable. Autrement ils seront cassés, de même que leurs lettres de chevalerie, et ne seront plus appelés chevaliers.¹

2. Délits contre la foi publique.

FAUSSE MONNAIE.

Le crime du faux monnayeur était partout considéré, au moyen âge, non comme mettant en péril l'ordre économique, le commun patrimoine, dont on n'avait trop cure, mais comme s'attaquant au sacro-saint ordre politique, au droit souverain de monnayage; ce n'était pas tant pour avoir compromis le crédit de l'État que contrefait une altière effigie que le faussaire était traqué et conduit au bûcher.²

Avant Schiner, la nécessité ni l'opportunité de mesures répressives ne furent guère ressenties. Les évêques recevaient, jusqu'en 1425, les régales de la maison de Savoie, et ne jouissaient

¹ Un autre délit politique, fréquent dans les droits alamans, est l'escalade des murs de la ville, non à cause de leur sacerté d'ailleurs, mais par raison de sécurité. La peine est parfois l'amende; elle peut être l'infamie, et, si l'action est commise de nuit ou récidivement, même la mort. (Cf. Osenbrüggen, p. 404).

² Cf. Osenbrüggen, p. 336.

pas du droit de battre monnaie particulière: c'était la monnaie frappée à St-Maurice, (*moneta mauriensis, denarii mauris.*), qui avait cours légal sur les terres de l'Eglise de Sion, et Walther Supersaxo fut le prélat qui d'abord émit sa monnaie propre, à la croix tréflée, après la conquête du Bas-Valais, en 1476.¹ Ce fut dès lors une autre antienne: Directement mis en cause, se trouvant au surplus juges et parties, législateurs et victimes, les comtes et préfets du Valais s'assimilèrent rapidement doctrines et pratiques habituelles, et le cardinal Schiner le premier, promulgua une loi pour effaroucher et punir le voleur de la régale.

La peine fut, naturellement, toujours graduée selon qu'il s'agissait de fabrication, de dépréciation, d'émission ou d'introduction² dans le pays des espèces interdites. La fabrication seule méritait la mort: «Celuy qui fausse la monnaye commet corps et bien et est bruslé».³ En 1795, on précise qu'il n'est fait aucune différence entre monnaie bonne ou fausse, et que l'on réserve à l'évêque la faculté d'adoucir la peine de mort⁴ pour tous les lieux de la patrie.

Dans nos grandes codifications du XVI^e siècle, «celuy qui rogne et coupe à l'entour la monnaye aura coupée la main droicte».

Pour la mise en circulation et l'introduction, de monnaies dépréciées d'abord, et par la suite de toutes monnaies étrangères, on les combattit toujours par l'amende et par la confisca-

¹ Cf. Heusler, *Introd.* p. 6; Furrer, p. 227. — Dans le conflit entre l'Evêque et les Patriotes, en 1627, ceux-ci prétendront (R. 28 février/13 mars. de Courten IV/54): L'Evêque doit obtenir du pays l'autorisation pour frapper monnaie et pour ce qui s'y rapporte. La nation a aussi frappé de la monnaie (il en existe encore) du temps du puissant comte et seigneur de La Tour. L'Evêque y répond, en mai (p. 89): Il ne fait que prendre conseil des députés, sur le mode, en vue du bien du pays et des voisins. Que le seigneur Zum Thurm ait frappé monnaie en ce pays, Nous le nions: jusqu'à présent ni indigène, ni étranger ne l'a fait, que l'Evêque, selon ses droits; le seigneur de La Tour ne l'a fait que dans son comté, hors de ce pays-ci. — En 1628, les patriotes, profitant de l'absence de Hildebrand Jost à Rome, décrètent que dorénavant les monnaies du pays porteront, d'un côté, l'écusson de l'évêque, et de l'autre celui des dizains représentés par sept étoiles, avec la devise *Respublica Vallesiae*. (Grenat, p. 229).

² Carpozow dit plus brièvement que le faux monnayage peut se commettre de deux manières: dans la forme et dans la matière, «am Schrot und Korn».

³ Même peine pour complice et fauteur, d'après l'esprit du droit.

⁴ Le genre de peine est d'ailleurs laissé blanc, mais le Manuel des Archives cantonales, de vers 1700, dit: *ignis*.

tion. Cette amende pouvait être préfixée (elle fut de 25 livres en 1618,¹ de 100 en 1644,² de 60 en 1794),³ ou au contraire, comme dans le code bas-valaisan, déterminée dans chaque cas, eu égard à la valeur des espèces importées.⁴

Notons encore que le souverain concédait son monopole de monnayage à un artisan lui paraissant offrir toutes les garanties requises, et qu'il se protégeait au moyen de cartels monétaires conclus avec ses voisins.⁵ C'est ainsi qu'en février 1602,⁶ les députés avaient nommé Charles Marquis, bourgeois de Sion, leur maître monnayeur, sous réserve qu'il traiterait à ce sujet avec S. G. l'évêque, et qu'il ne frapperait pas de monnaies de moindre valeur que des creutzer, et point d'un aloi, poids et titre différents de ceux des espèces de Berne, Fribourg, Soleure et Neuchâtel, comme usité, déclaraient-ils, et comme nous y oblige la convention monétaire passée avec ces villes.

FAUX.

Le faux est un délit protégé qui revêt des formes très diverses : Il se pouvait commettre usuellement chez nous par contrefaçon

¹ R. 24 avril (de Courten III/611) : Il est fait mention en diète que nos voisins limitrophes des pays allemands échangent les grosses pièces de monnaie dans notre pays, et y versent en quantité crützer, schillig de Lucerne, et dickpfennig, d'où il résulte qu'on peut à peine se procurer de grosses pièces pour acheter le sel et d'autres articles d'importation, pour lesquels la menue monnaie n'a pas cours. On défend cet échange et trafic sous amende de 25 livres et confiscation, chaque fois.

² 4/21 décembre (ibid. IV/683) : Les députés de Sion ayant fait savoir que l'orfèvre en leur ville avait cisaillé de nombreux et divers faux ducats, notamment quatre espèces, l'une estampillée d'un soleil plein, une autre avec des étoiles, la troisième avec une galère ou un vaisseau, la quatrième avec Saint Georges ou un petit cheval, et qu'ils croyaient ces monnaies décriées en Italie, on décide de les rejeter aussi chez nous, et fait défense à quiconque d'en introduire dans le pays, nul n'étant d'ailleurs tenu de les accepter.

³ 9/10 décembre (ibid. VII/770) : Toutes les monnaies étrangères sont interdites, à peine de 25 livres. On accorde un délai expirant à la prochaine diète de Noël pour retirer de cours tous les 3 bätzler du Piémont qui se trouveraient dans le pays. Ceux qui seront convaincus d'en avoir introduit de nouveau seront, sans rémission, punis de 60 livres d'amende, et de la confiscation.

⁴ BV, Add. 4. — L'art. LXX du même code portait encore : Personne ne débitera, ni échangera les pièces monnaies d'or et d'argent pour paiement ou contre de la monnaie, plus haut que sur le taux que nous leur aurons fixé, sous la peine de la confiscation.

⁵ Osenbrüggen, p. 357, mentionne aussi l'existence de conventions similaires.

⁶ 17/18 février, de Courten III/72.

ou frauduleux emploi des sceaux, des poids et mesures, des limites et des titres, et c'est dans cet ordre que nous en considérerons les variations successives. On y ajouta de tout temps le crime de contrebande des denrées.

1. L'on se passa fort longtemps de dispositions pénales réprimant la contrefaçon du sceau public, pour la raison plausible que le souverain n'avait qu'à s'abandonner à la déclivité de l'usage s'il voulait frapper ce délit des peines de la majesté, selon son bon plaisir. Ce fut Schiner encore, ce grand théoricien de la toute-puissance,¹ qui para le premier à cette omission, restreignant du reste la protection à ses effets personnels,² et ordonnant avec une générosité assez ambiguë : celui qui falsifie les lettres du prince du pays ou son sceau tombe en le ban de 60 livres ; il pourra aussi être frappé d'une peine plus grave, si la qualité du délit le requiert, pour autant que, de l'estimation du juge, il paraîtra expédient. Les statuts de 1571 font ostentation de plus de rigueur et prévoient pour le coupable une peine en corps et en biens,³ et le bannissement.

Tout semble indiquer que le bannissement fut aussi la peine ordinaire pour le cas d'usage frauduleux du cachet d'un particulier : le texte précédent, et le fait que la seule disposition pertinente, rencontrée dans le code de 1795, le punit de 8 années de bannissement, pour la première fois, avec la charge de tous les frais et dommages occasionnés, et, s'il y a eu récidive après l'expiration du ban et le retour au pays, de la fustigation et du bannissement perpétuel.

2. Les lois sont plus explicites en ce qui concerne la répression de la fabrication et de l'usage des faux poids et mesures : les fraudes devaient facilement se produire dans les échanges quotidiens, à une époque où, dans des villages écartés, le plus clair de l'activité commerciale s'exerçait ordinairement sous la forme primitive du troc. Tant dans le Valais savoyard que dans le Valais épiscopal on punit cette sorte de fraude, d'abord, à Sembrancher, à Saillon, par une amende et la réparation du

¹ Il faut relever aussi que, dans les XV^e et XVI^e siècles, la notion de l'intérêt général et du rôle central d'administrateur et de protecteur de l'Etat (tel que nous le concevons aujourd'hui), était arrivée à maturité, cf. Fehr, pp. 145/146.

² Chaque dizain avait son sceau particulier. C'est en 1602 que le grand sceau du pays fut appendu pour la première fois, à une lettre d'alliance avec Soleure. Cf. Heusler, *Introd.* p. 20.

³ La peine ordinaire du faux était la perte de la main, cf. Osenbrüggen, p. 332.

dommage, dans les dizains,¹ par la peine du faux, suivant la qualité du délit ; puis partout, après l'unité, par une amende, et au cas d'usage, par la perte des marchandises mesurées : « les mesures, les poids et livres ne se changeront point ny aussy se diminueront ou fausseront à peine de trois livres. Et celuy qui usera de mesure comme est balance, poid, baston ou aulne, et pour mesurer choses liquides comme vin, huile et aultres semblables, bled et aultre grain, drap, toile et tellé aultre matière, et icelle mesure se trouve injuste et non scellée du juge ou de celuy auquel appartient (de le faire),² vendant choses ainsi mesurées, estant apparu le deffaut, il les perd et commet le ban de trois livres. » Le code pour le Bas-Valais s'approprie ces dispositions, et prévoit l'aggravation de la peine en cas de récidive : Tout marchand, négociant, vendeur de vin, hôte, cabaretier et autres semblables, qui seraient convaincus de s'être servis de fausses pierres, poids et mesures, non marquées ou étalonnées, payeront pour la première fois une amende de 3 livres, pour la seconde fois de 25 livres, et pour la troisième fois de 60 livres, avec la perte de la valeur de la marchandise vendue, et ils seront de plus, dans ce dernier cas, bannis pour toujours.

3. On conçoit que l'usurpation, ou la délimitation frauduleuse de la propriété foncière ait été, chez un pauvre peuple d'agriculteurs, l'espèce de faux la plus ancienne, la plus répandue, et la plus impitoyablement punie.³ La peine se fit d'autant plus rude que cette population rurale était une population guerrière en même temps, dont le champ bucolique et nourricier devint souvent un sanglant champ de bataille, et qui ne lâchait sa charue que pour courir à son glaive. Les Articles de Naters déjà (1446), cet agrégat de coutumes anciennes, statuaient que si quelqu'un enlevait ou déplaçait les pierres ou bornes limitant la possession d'autrui, sans la volonté et à l'insu du lésé, il devait être dévolu au seigneur en le ban de 60 livres maur. avec l'obole d'or, ou en la perte du poignet droit, s'il n'avait pas ces 60 livres. La même peine était prévue à l'égard des personnes qui plaçaient des limites nouvelles sans le consentement des intéressés. En 1475, les statuts de Supersaxo répétaient cette leçon.

¹ En 1475.

² A Sion, à Sierre, la vérification des poids et mesures fait partie des attributions du vidomne, voir *supra*, I. Partie.

³ Osenbrüggen a fait remarquer aussi (p. 341), que chez les peuples germaniques devaient se conserver le souvenir des anciennes formalités faisant de la cession de la terre un acte solennel, et l'antique idée que les bornes du champ étaient sacrées.

Les deux importantes législations du XVI^e siècle maintinrent l'amende et la perte de l'honneur pour « toute personne qui par malice, barat et tromperie venait à transmuer, transporter et tirer une marque de sa possession ou de celle d'un autre », ou plaçait des limites nouvelles, mais complétèrent cette disposition en ajoutant què, par succès de temps et de fait, c'est-à-dire dans les divers cas de récidive, le coupable devait être puni comme il est dit des transgresseurs de paix : perte de la main ou du pied droits, et, en cas de nouvelle rechute, de la tête.

En 1795, il nous est donné de constater que ces sanctions sont toujours en vigueur, sauf que, pour la première récidive, l'amputation est remplacée par l'exposition au collier pendant deux heures, et par l'amende de 60 livres. On complète le chapitre en ordonnant que celui qui, tout en respectant les bornes, plantera une haie ou une autre clôture sur le bien de son voisin, sur le commun au-delà des bornes apparentes, ou qui la changera de place sans évoquer son voisin ou les syndics du lieu, sera tenu de l'arracher, sera châtié de 12 livres d'amende et payera de plus les frais et dommages occasionnés par son anticipation.

4. Pour la peine du faux en écriture, le droit du Cardinal prévoyait tout uniment que celui qui falsifie des titres devient infâme, est privé de son office,¹ et qu'il est publiquement échelé et mitré. Ce sont les statuts de 1571 qui les premiers² distinguent entre le faux en écriture privée et le faux en écriture publique, ou authentique,³ généralement commis par les notaires. Ils prévoient l'amende et la peine corporelle, et, quant aux notaires, que si l'un d'eux, « de sa volonté et avec malice incouroit crime de faussaire, lui sera osté l'exercice de la plume pour tout temps et du notarial, sera tenu au retour du payement et dommage à la partie contre laquelle il a faussé son escrit, et davantage on le punira selon le droict contre les faux notaires et le mérite de la faulte ». On ne fait, en 1795, que répéter ces dispositions, en

¹ La destitution, la perte de la fonction a dû normalement toujours accompagner le faux commis par un officier ou fonctionnaire. Le 7 octobre 1312, accusé par écrit de faux, Péterlin, fils de Pierre d'Aoste, chevalier, détenu en prison au château de la Soie, résignait à l'évêque Aymon ses fiefs, ses hommes liges et sa juridiction. (Gremaud III/1596).

² Auparavant, il ne devait pas se trouver grande raison de le faire: le faux authentique était à peu près seul possible, la plupart des gens étant illettrés. (Cf. Osenbrüggen, p. 346). C'est pourquoi LRC prévoit la privation de l'office.

³ Les instruments publics ne pouvaient être tenus pour sans valeur qu'ils n'eussent été préalablement déclarés faux et adulterés par décret du juge, et annulés. Jusqu'alors ils devaient demeurer valides. Cost. 68, AN 73 ; SS 66, 67 ; LRC 25 ; St. XXVI.

spécifiant que son châtement peut être corporel. Si le coupable n'avait manqué que par ignorance, inadvertance et sans vue de quelque intérêt, il devait réparer le dommage causé, et, s'il retombait dans la même faute, être démis de son office. On le frappa aussi, à l'occasion, de peines infamantes en surcharge de la destitution et de la réparation, comme de l'obliger à porter jusque sur le Grand-Pont, en ville de Sion, une pioche, une pelle et une scie sur l'épaule, en punition pour lui, et à titre d'exemple pour les notaires peu scrupuleux.¹

Pour tous les autres cas d'application du faux écrit, qu'il énumère, contrefaçon d'une écriture ou d'une signature, radiation, ou substitution dans le corps d'un acte, suppression de testament, emprunt d'un faux nom ou surnom, le code de 1795 impose, en plus des frais et de la réparation du dommage, le bannissement de 8 ans, et en cas de récidive, la fustigation et le bannissement perpétuel.

5. On a toujours traqué, dans ce pays, le *crimen fraudatae annonae*, dont nos manuels disent qu'il consiste à tacher ou à exporter en fraude des denrées, en sorte que s'ensuive une cherté notable, une *caritas notabilis*.

Comme on défendit d'abord aux marchands étrangers la vente de maison en maison,² on leur défendit également d'y courir acheter les denrées dont le patriote avait lui-même besoin pour sa subsistance.³ Ils devaient s'approvisionner sur les marchés hebdomadaires ou chez les marchands en gros du pays.⁴ Ce même principe du protectionnisme méthodiquement appliqué devait cependant produire cet effet, antinomique en apparence, de permettre, pendant de longues années, aux marchands ambulants de se ravitailler à leur gré en bétail, suif, cuir et drap du pays.⁵ Il s'en trouvait en suffisance dans les vallées pour en tolérer ou encourager l'exportation. Le jour où la demande passa l'offre, où ces marchandises se firent plus rares, la liberté d'achat devait naturellement se contracter d'abord, et les statuts

¹ Déc. 1631, de Courten IV, p. 357, Grenat, p. 279.

² Voir aux Contraventions.

³ Cf. au même lieu les uns et les autres recès.

⁴ 30 nov./20 déc. 1603, de Courten III/184.

⁵ 14/22 déc. 1552, de Courten II/151. — Cf. Schiner, p. 51 : « Une autre branche de commerce, et peut-être la plus intéressante de toutes, était le trafic des cuirs de toute espèce, qu'on faisait avec les nations voisines. On y vend beaucoup de peaux d'ours, de loups, de chamois, de chevreuils, de lièvres et de renards. Quoiqu'il y ait eu en Valais plusieurs tanneries, on vendait ces cuirs aux marchands étrangers qui venaient les revendre aux Valaisans, après les avoir travaillés ».

de 1571 la réduisent au bétail et aux peaux de juments, — disparaître tout à fait par la suite, et cette disparition était un fait accompli vers l'année 1600.¹

Toute cette question de la réglementation fut donc de pure opportunité, l'on s'en doute. Elle se modèle étroitement sur les événements, elle dénonce le souffle versatile des courants économiques, en est façonnée et transformée comme fait le vent du nuage. On le voit bien en dressant le tableau des marchandises dont l'exportation est, successivement ou simultanément, interdite. C'est d'abord, en général, les comestibles, les victuailles, puis c'est surtout et toujours le grain, mais aussi le bétail,² les moutons,³ le gibier,⁴ le lard,⁵ le suif dont la rareté fait renchérir le beurre,⁶ c'est le fromage,⁷ ce sont les châtaignes,⁸ les escargots, dont chaque patriote doit pouvoir acheter la quantité qu'il veut, à raison de cent pour un batz,⁹ la résine, l'amadou,¹⁰ le drap,¹¹ le plomb,¹² le fumier, le fourrage,¹³ Les res-

¹ 30 novembre/20 décembre 1603, *loc. cit.*

² 1630.

³ 1626. — Cf. cet Abscheid typique, du 20 octobre 1602 (de Courten III/99): Les députés de quelques dizains se plaignent qu'on ne peut même plus obtenir des moutons en payant, à cause de quelques accapareurs qui, pour un léger profit, les gardent plutôt jusqu'au jour de Ste. Croix ou de St. Michel, les recès leur permettant alors de les vendre à l'étranger. L'accaparement des moutons gras est d'abord défendu sous amende de 25 livres. Et vu que l'amour de ces personnes qui ont quelques moutons à vendre, a tellement décrié à l'égard de leurs compatriotes que, pour quelques creutzer, ils préfèrent garder plus longtemps leur moutons afin de les vendre aux étrangers, on défend à quiconque, nonobstant les recès antérieurs contraires, sous amende susdite, de vendre avant la St. Gall, malgré les protestations des députés du dizain de Viège.

⁴ P. ex. décembre 1636.

⁵ P. ex. mai 1644.

⁶ Décembre 1636.

⁷ Août 1554, mai 1644.

⁸ Décembre 1637.

⁹ Décembre 1637, juin 1639. Par recès du 17/23 juin 1607 (de Courten III/277), la Diète avait concédé le monopole, pour six ans, de l'achat de tous les escargots dans le pays, à Joseph Venetz, bourgmestre de Brigue, qui s'offrait à les payer aussi cher que l'étranger, et à les livrer à quiconque à juste prix. En juin 1639 (de Courten IV/563), le monopole est concédé à Gaspard Stockalper, moyennant 50 lib., réservé le retrait: comme recédé, à 1 batz le cent. En décembre, l'exportation des escargots lui est exclusivement accordée pour 12 ans (p. 572). En mai 1644 (p. 661) il obtiendra encore celle de la térébenthine et de l'amadou.

¹⁰ Cf. aux Contraventions : Economie rurale.

¹¹ P. ex. décembre 1636 et 1637. En mai 1644, la défense d'exporter le drap est entièrement levée (de Courten IV/675).

¹² Cf. 15/28 mai 1633 ; 4/19 déc. 1633 ; 24 mai/4 juin 1636 : forte peine.

trictions de cet ordre sont essentiellement variables, souvent passagères; on les renforce au besoin, en prévision d'une menace ou ensuite d'un sinistre : parce que la disette règne dans le duché de Milan et la vallée d'Aoste,¹ parce que nos confédérés et voisins de Berne, souffrant de la cherté du grain, en 1626,² viennent journellement en nombre, avec hommes et chevaux, en acheter par monceaux dans notre pays ; parce qu'en 1630³ les lombards emmènent une grande quantité de bétail pour le revendre aux armées étrangères ; parce que l'inondation a ravagé les champs ensemencés,⁴ parce qu'on a beaucoup souffert de l'hiver précoce et rude,⁵ ou que l'été fut d'une chaleur et d'une sécheresse extraordinaires.⁶ Ou, au contraire, on relâche l'étreinte de la vaste main de fer qui retient jalousement les produits du pays, on se réserve, par exemple, toute la récolte du grain, en spécifiant que les autres comestibles pourront être vendus à l'étranger, en considération de la grande pénurie générale d'argent.⁷ Et ainsi de suite. C'est vraiment nécessité qui fait loi.

On le vérifie tout aussi clairement dans le jeu de marées de la répression. La peine est d'une mobilité sans fin. A l'origine, (et elle y revint ensuite par à-coups),⁸ elle consistait en l'amende de 3 livres, accompagnée de la confiscation de la marchandise, dont une part, tiers ou quart, revenait au dénonciateur, une au juge, et l'autre aux députés.⁹ En 1554,¹⁰ l'exportation, clandestine ou publique, se faisant plus audacieuse, on permit au juge de prononcer, de préférence à l'habituelle sanction, une peine arbitraire. Au commencement du siècle suivant, l'amende avait été hissée à 25 livres. Mais, comme bien des gens se prévalaient de ce que leur pauvreté les mettait à l'abri de l'amende, la Diète décréta qu'ils devaient être saisis par les châtelains, ju-

Ce « métal nécessaire et don de Dieu » était fourni au Valais par la mine de Moerel. En décembre 1633, une enquête fut faite pour punir ceux qui avaient vendu hors du pays, sans permission, « plomb et autres munitions de guerre ». Voir de Courten IV, pp. 391 et 403.

¹³ Cf. BV, Additions.

¹ 29/30 oct. 1601, de Courten III/56.

² 2/12 août, id. IV/22.

³ 7 avril id. IV/303.

⁴ 11/13 fév. 1641, id. 608 ; 11 juin 1680, id. V/407.

⁵ 29 nov./13 déc. 1648, id. IV/741.

⁶ 11/19 juin 1681, id. V/421.

⁷ 5/20 déc. 1649, id. IV/750.

⁸ P. ex. en 1603, 1626.

⁹ Juin 1635, déc. 1709.

¹⁰ 22 août, de Courten II/190.

ges et sautiers, mis en prison pour trois jours au pain et à l'eau, puis exposés au carcan pendant trois heures, pour l'exemple.¹ En décembre 1614,² l'Assemblée ordonna la confiscation, en plus des marchandises passées en contrebande, des bêtes de somme qui les transportaient; en décembre 1629,³ elle s'émut de la grave désobéissance de quelques avaricieux qui, mettant leur profit au-dessus du bien public, faisaient renchérir le pain du pauvre en exportant les comestibles, sous de spécieux prétextes, et elle décida que, puisque ces mercantis trouvaient moyen d'échapper à l'amende, elle devait être convertie en peine corporelle, strictement applicable. A nouvelles causes, nouveaux effets: Le débordement des eaux ayant, en septembre 1640, dévasté beaucoup de champs ensemencés, surtout dans la plaine, les accapareurs et exportateurs devaient être punis d'incarcération, de confiscation de la denrée, et d'une amende de 100 écus bons à la bourse de l'Etat.⁴ Dans l'hiver de 1649, on était revenu aux mesures usuelles; mais l'amende était de 50 livres; depuis, elle monta de 10 livres,⁵ puis fut de 50 ducats,⁶ et de 100 en 1733⁷ afin que, dans les conjectures de guerre où les autres Etats faisaient provision, notre patrie ne fût pas épuisée par trop grand exode de céréales. La diète de mai 1740⁸ fixait l'amende à 60 livres, et le code pour le Bas-Valais enfin, défendit aux étrangers d'acheter les articles de première nécessité, comme grain, beurre et châtaignes, sous peine de 25 livres d'amende, et de la confiscation. Quant à ceux qui faisaient la contrebande des denrées dont la sortie était défendue, ils étaient passibles de la confiscation et d'une amende de la valeur double de la marchandise saisie.

Tel était l'organisme de défense assemblé sous l'empire de la nécessité. Pour assurer ses fonctions vitales, et lui faciliter la réalisation de sa fin, on chercha tous les modes extraordinaires les mieux indiqués. S'il était permis, dès 1553,⁹ à tout national qui rencontrait un accapareur de l'obliger à déclarer, sous serment, le prix qu'il avait donné de la marchandise et de s'en emparer, d'exercer le retrait moyennant remboursement de ce

¹ 29/30 oct. 1601, loc. cit.

² de Courten III/451.

³ 8/14 déc. id. IV/293.

⁴ 11/13 fév. 1641, id. 608.

⁵ Déc. 1675, juin 1680, mai 1689, déc. 1693.

⁶ Déc. 1698, déc. 1709.

⁷ 9/19 déc. de Courten VI/556. — 11/21 mai 1735.

⁸ 17/25 mai, id. VI/668.

⁹ Id. II/170.

prix, on ordonna, par exemple en 1626,¹ pour lutter contre la mainmise des gens de Berne sur nos denrées, que chaque acheteur devait exhiber un certificat de son juge ordinaire, établissant que le grain était acheté pour la consommation de son ménage, et sans dessein frauduleux. De même encore, on comprit tôt que l'exportation n'était pas affaire locale, mais danger national, que la solidarité alimentaire liait les dizains aussi bien que l'avait fait la fraternité des armes. La Diète multiplia les mesures, elle ne se lassa jamais de répéter la défense quand,² encore que les recès eussent été acceptés par les Conseils et les Communes, on les jetait au vent, dédaignait de s'y soumettre, et qu'on exportait en quantité grains et farine, de jour et de nuit, par tous les passages du pays. On ne se contenta pas de laisser, au fil de l'habitude, la surveillance et la punition des contrevenants aux juges de dizains et aux fonctionnaires locaux ; on décréta³ de longues enquêtes dans des cas donnés, le châtelain de Viège perquisitionnait dans la vallée, celui de Brigue sur le Simplon,⁴ pour établir les responsabilités dans un assez gros scandale d'exportation de moutons ; on nomma des commissaires spéciaux, en haut et en bas de la Morge,⁵ pour rechercher tous les infracteurs aux règlements restrictifs, on accumula les expertises, on arrêta,⁶ enfin, que les juges et les employés de justice devaient veiller selon leur office à la stricte application des recès, et dénoncer les délits en diète, mais qu'il ne leur appartenait pas de prononcer les peines, en quoi l'on réservait la compétence de la Haute Autorité. C'était bien inscrire la défense économique sur l'abscisse des questions d'Etat, la faire passer au rang des problèmes de salut public.

6. Je mentionne encore, sous cette rubrique, diverses entorses à la foi publique, que rassemblent seuls des caractères lointains, génériques, et non spéciaux :

L'erreur dolosive dans les affaires judiciaires : destitution de la charge et punition selon l'arbitre du juge.

La dissimulation, pour le retenir, d'un titre ou d'un instrument appartenant à autrui : peine du larron, selon le mérite de la cause.

¹ R. cité.

² 13 octobre 1689, de Courten V/579.

³ En 1626, 1629, 1630, 1636 notamment.

⁴ P. ex. 18/31 oct. 1626, de Courten IV/29.

⁵ P. ex. 7 avril 1630, 24 mai/4 juin 1636, *ibid.* 303 et 483.

⁶ 19/27 mai 1614, *id.* III/451.

La fraude commise dans un retrait : nullité de l'opération, et amende de 25 livres.

La fraude du péage : confiscation de l'objet ou de la marchandise transportés ou conduits.

La contrebande du sel étranger : amende de 100 ducats, cumulée avec la confiscation.¹

3. Délits contre la paix publique.

On sait l'importance capitale, dans l'histoire juridique allemande, de l'institution des « Landfrieden », ou paix publiques générales, nationales,² qui jouèrent aussi un rôle de premier plan en Valais. Il est probable que la Paix Perpétuelle du Saint-Empire, proclamée en 1495,³ a trouvé son application chez nous.⁴ Il est certain que le souci de la paix publique détermina la proclamation, entre autres, de nos propres Landfrieden de 1517 et de 1550. Il eut aussi pour résultat la création de juridictions exceptionnelles, de « Landfriedensgerichte », dans les périodes de troubles où l'application régulière du droit était devenue impossible. Nous n'en citerons que de rapides exemples : En avril 1431,⁵ la diète de Gampel, désireuse de faire cesser l'agitation et les rumeurs qui se prolongent douloureusement dans la vie des communautés, et de punir les trahisons des récentes guerres, décrète que sera nommé, dans chaque dizain, un tribunal, composé de deux, trois, quatre membres, ou davantage, recrutés dans le dizain même, et chargés de poursuivre les coupables suivant les formes de la justice. En septembre 1517,⁶ les patriotes consacrant l'expulsion de Schiner, ordonnent, en vue

¹ On a aussi puni, ailleurs, la fraude dans les ventes (Osenbrüggen, p. 346), dans le poids du pain (p. 347), le faux commis au jeu. A Constance, en 1434, deux personnes furent noyées dans le lac Bodan ; une autre, qui avait usé de dés pipés, eut les yeux crevés, etc. (p. 345). Les tricheurs étaient aussi punis à Nidwald, cf. Blumer II, 2, p. 27.

² A côté du « Landfrieden » institution politique, ne pas oublier les efforts faits par l'Eglise pour imposer sa trêve de Dieu, son « Gottesfrieden », cf. Fehr, p. 125.

³ Cf. Osenbrüggen, p. 42. — Remarquons, avec le même auteur (p. 41) qu'un droit pénal nouveau, commun en Allemagne, n'avait chance de se développer que lorsque les Landfrieden, en réprimant la violence, eurent ouvert ses voies au droit, et que la Caroline suivit de près la Paix Perpétuelle de 1495.

⁴ C'est en effet en 1499 seulement, après la Guerre de Souabe et le traité de Bâle, que la Suisse se sépare, en fait, de l'empire allemand.

⁵ Gremaud VII/2815. Cf. Furrer, p. 204.

⁶ LLL, art. 16.

de rendre la tranquillité au pays, de confirmer l'ancien bailli et de lui adjoindre des gens sages et impartiaux choisis dans tous les dizains, pour siéger avec lui et juger comme il convient, de jour en jour, sur toutes les plaintes touchant l'ordre public, jusqu'au moment où, cette activité juridique étant épuisée, l'on pourra en revenir aux statuts et rendre la justice d'après eux. En mai 1616,¹ après la conclusion de l'alliance illégale de Conches avec Milan, la Diète envoie le bailli, assisté de députés de chaque dizain, pour faire enquête contre ceux qui se sont montrés rebelles envers l'Etat, ont adressé des paroles inconvenantes à l'autorité et attenté, par faits ou paroles, au bien-être du pays. Elle ordonne à chacun de se comporter paisiblement, sous peine corporelle, et de laisser la justice suivre son cours. Elle souligne le prix qu'elle attache au respect de la paix commune en menaçant les contrevenants d'être punis comme voleurs, assassins ou brigands, d'après le droit impérial, et en décidant que, dans le cas où quelque violence serait commise contre le Grand Bailli ou ses assistants, chaque dizain dépêcherait un secours de cent mousquetaires, pour soutenir l'autorité et le droit.

Mais voyons en particulier le nom de ces délits, qui le plus fréquemment risquaient de ruiner la paix publique, objet de tant de soins nationaux.

INCENDIE.

Le code pénal valaisan actuellement en vigueur classe l'incendie parmi les atteintes portées aux propriétés, dans le dessein de les détruire ou de les endommager. Il serait erroné de penser que cette conception repose sur quelque tradition nationale. Le moyen âge a toujours considéré l'incendie comme un crime, non seulement contre le patrimoine individuel, mais contre la sécurité collective. Plus tard, dans le code bas-valaisan, les juristes des dizains le placent immédiatement à la suite de la sédition ; ils rassemblent, au surplus, libelles séditieux et libelles incendiaires sous le même titre et dans la même répression, et précisent enfin, noir sur blanc, qu'il faut tenir compte, dans le choix de la peine, du péril que l'incendie a fait courir à la société.

Ce crime a toujours été pesé pour l'un des plus graves. Dans les villages savoyards, l'incendie perfide était compté parmi

¹ 23 mai/1 juin, de Courten III/542.

ceux (trahison, meurtre, brigandage) dont découlaient la confiscation du patrimoine, et l'abandon du coupable à la miséricorde du seigneur comte. Les vieux « miroirs » et la doctrine germaniques estimaient également l'incendie dolosif, dangereux, sournois, commis à la façon des voleurs,¹ l'un des crimes les plus considérables. Le droit ecclésiastique fulminait l'excommunication majeure contre l'incendiaire, jusqu'à réparation du dommage, et lui imposait en pénitence de passer une année au service de Dieu, soit à Jérusalem, soit en Espagne.² Le code criminel de Charles-Quint punit le feu par le feu.

Dans le Valais épiscopal, l'incendie n'est érigé en infraction spéciale par aucune des lois nationales. Un fait, indubitable, c'est que la peine du bûcher s'appliquait chez nous à l'aurore du XVII^e siècle, à l'imitation de la Constitution impériale, et conformément au goût de l'époque pour toutes les formes du talion.³ La diète de janvier 1617,⁴ ayant à juger Mathieu Grassen pour menaces d'incendie, prononça que d'après le droit impérial, il méritait, comme incendiaire, de périr par le feu. L'ultime sentence qu'elle porta, en 1627,⁵ contre Antoine Stockalper, dont la tête devait être tranchée et le corps sectionné en quatre parts, pour être réduites en cendres sur le bûcher, en signe de trahison, d'assassinat et d'incendie, ces termes de condamnation décèlent aussi visiblement l'influence étrangère, et illustrent le genre de peine que l'on se plaît à distribuer à ces crimes.

La peine amenée par la coutume ne fut pas emportée par elle. Le bûcher demeura. Sous le régime de 1795, les incendiaires par malice et par préméditation devaient être punis de mort, ou même par le feu, suivant le degré de malice du coupable ou du danger auquel il avait exposé la société.

Il fut, en même temps, sérieusement recommandé à la police de chaque endroit de veiller à prévenir, par de sages règlements, les incendies par négligence, et d'apporter les secours et les re-

¹ C'est le « Mordbrand » du Saxenspiegel, la « Mordbrennerei » de la doctrine, cf. v. Liszt II, p. 302, Fröehlichsburg II/I. Tit. 12. L'incendie tend alors généralement à se débarrasser d'un ennemi, et implique l'intention de tuer, cf. Osenbrüggen p. 355, Blumer II, 2, p. 18.

² Fröehlichsburg II/I. Tit. 12. Il n'est pas impossible qu'on connut aussi chez nous l'obligation d'aller en pèlerinage à St. Jacques de Compostelle, lieu célèbre jusqu'au fond du Valais. (Cf. Gemeinde Archiv Münster, F. 13. 12 juin 1605. Monsieur le Dr Meyer, archiviste cantonal, m'assure qu'il a rencontré fréquemment St. Jacques cité dans les sources valaisannes).

³ Cf. Osenbrüggen, p. 356.

⁴ R. 16/39 janvier, de Courten III/578.

⁵ 22 novembre, de Courten IV/179, Grenat p. 255.

mèdes les plus prompts à de pareils accidents. Ce n'était d'ailleurs que consacrer l'usage immémorial.¹

FAUX BRUITS.

Dans le Valais, habitué à voir un ennemi héréditaire surgir armé sur les cols de ses montagnes ou franchir les limites de la Morge, (attaques dont le souvenir hantait l'imagination populaire), parmi des paysans remuants et crédules, ballotés dans le flot de perpétuelles luttes intestines, de collisions locales, de vindicatives défiances de caste, de revendications belliqueuses contre le prince, il était d'une politique éclairée de punir fortement les malveillants dont la bouche jetait l'inquiétude et le danger de guerre dans les campagnes. Nous le savons, la matze menaçante était toujours prête à relever sa grossière face d'épine et à reprendre sa propagande d'aventurière révoltée, le long des routes, dans les villages, et sous les murs des châteaux. On punit donc toujours les fauteurs de troubles publics (les textes sont pleins de leurs noms, inséparables de tous les mouvements séditieux) : le poids de leur peine varie suivant l'exaltation momentanée des esprits, les dangers du jour, et la rudesse des mœurs.

Déjà la diète de Gampel, en 1431, s'était alarmée des suspicions et des murmures qui se propageaient dans les communautés, et leur avait ordonné de les faire cesser, moyennant justice, sans violence, rancœur ni partialité, menaçant quiconque ne voudrait se soumettre à cette injonction d'encourir l'indignation

¹ Rappelons, à titre d'exemple, le règlement détaillé que se donne Sion, le 31 décembre 1509 (Evêquoz, p. 125). Nous citons : Non contente des instruments de sauvetage donnés par chaque bourgeois nouvellement reçu (une coulourine ou une situle de peau de bœuf, au choix des consuls, cf. p. 100), l'assemblée ordonne l'achat immédiat de cinquante *situlas vel urcedos*... qui doivent être déposés à la maison de commune, et de plusieurs autres instruments de fer destinés à abattre les toits enflammés, ainsi que d'une quantité d'échelles de plusieurs dimensions... En plus, chaque quatrième maison doit posséder une échelle de longueur suffisante. Les cheminées doivent dépasser le toit d'une longueur déterminée et être ramonées pendant la semaine des quatre temps ; la semaine suivante les syndics sont chargés de visiter toutes les cheminées de la ville, et de punir sans rémission les délinquants. Celui dont la négligence provoque un incendie est condamné à une amende de 10 livres et à la réparation de tout le dommage. Lorsque la cloche du feu appelle les habitants, chacun doit venir à l'aide avec un instrument quelconque ; les syndics, qui remplissent l'office de directeurs des pompes, doivent se partager la besogne, l'un étant préposé aux vases et récipiends, et l'autre aux échelles.

des patriotes, et d'être tenu pour rebelle et désobéissant. C'est surtout en cas de crise politique, ce fut surtout à l'époque de déséquilibre sanglant qui mit aux prises les partisans de Schiner et de Supersaxo, que les accusations des cerveaux haineux ou affolés représentaient le danger le plus grave. Aussi la Paix nationale de 1517 dut-elle décréter : Comme des personnages nuisibles ne redoutent pas de créer de l'agitation dans le pays et, répandant le mensonge d'une commune à l'autre, suscitent ainsi visiblement des inimitiés entre elles, partout où se rencontreront de tels personnages, qu'ils soient clercs ou laïcs, ils devront être punis dans leur corps et dans leurs biens. Je pense, prenant augure de l'orageuse atmosphère répressive de toute cette période de crise, que l'on avait en vue la mort et la confiscation.

Par la suite, la peine de l'agitateur fut, comme l'indique la jurisprudence,¹ le carcan, la mutilation de la langue, les verges, le bannissement, ou tel autre châtiment de cette qualité.

Les lois elles-mêmes avaient d'ailleurs repris les mesures contre les dangereux faiseurs de fables qui allaient à compromettre la tranquillité publique, mais en renouvelant en partie la notion de l'infraction, en la réduisant dans ses proportions, son incidence et sa peine. L'article des Additions de 1598, et celui du code de 1795, marquent l'étape, et l'aboutissement : « Veu que plusieurs fois il advient, dit le premier,² que des mauvais

¹ Cf. les peines établies au chapitre de la Sédition, et l'espèce suivante : En 1683, il se produisit qu'un vitrier bernois, nommé Pierre Kuentz, émit mauvais propos et faussetés dans les dizains de Loèche, Rarogne et Viège, prétendant que l'Etat de Berne nous réclamait 1800 pistoles pour cavalerie mise sur pied, et que nous n'aurions, jusqu'au paiement de cette somme, pas de paix avec les Bernois. L'homme fut arrêté sur le fait, dans le dizain de Rarogne, conduit à Sion, où il fut questionné judiciairement par quelques délégués, et, ayant avoué que les faussetés ébruitées dans les dizains étaient de son invention, il fut condamné par la Diète à être emmené prisonnier dans ces dizains, à y demander pardon publiquement, une torche allumée en sa main, à Dieu, à l'autorité et au peuple, à révoquer ses propos mensongers, puis à être enfin livré, à Sion, au bourreau qui devait le fouetter de verges jusqu'à la frontière, là lui couper l'oreille droite, avant de le bannir à perpétuité de notre pays, en punition pour lui et en exemple terrifiant pour les autres perturbateurs. (Sion, 1/14 décembre 1683, de Courten V/458, Grenat, p. 329).

² Le texte latin porte des précisions utiles, et marque bien l'évolution, parfaite en 1795, vers une notion moins grave, moins vaste, personnelle en quelque sorte, privée autant que publique, du délit : *De detractoribus seu rumores scelerosos spargentibus: Cum saepe contingat pravitate imbutos homines famam alicujus rodere vel superioribus, seu magistratibus detrachere ut plebem in rumorem adducant seu in tumultum incertum et suspectum, unde patria moveri posset indeque damnum maximum emergere; igitur statutum est quod in totius murmuris et damni repulsionem, qui ita*

garnimentz blasment un particulier, ou bien la seigneurie, tellement qu'ils viennent à estre cause de l'esmotion du peuple... dont peut sortir soubçon et erreur au pays et grand dommage », il est statué que, pour écarter toute rumeur et tout dommage, celui qui serait trouvé avoir agi ainsi légèrement, devra être contraint à prouver les propos tenus vilainement, et s'il ne peut les prouver comme il convient, il sera réputé un homme vil et léger, et ne sera jamais admis comme témoin. Ce que l'on reprend, en 1795, sous une forme semblable, mais en précisant que la rétractation, la réparation pécuniaire, les frais et l'infamie frapperont les gens qui se plaisent, par un esprit de malice, à faire courir de faux bruits contre des magistrats, contre une commune ou contre des personnes, de façon à causer du remûment dans le public, ou parmi le peuple, mais aussi propres à détruire le crédit ou la bonne renommée d'une commune ou d'une personne particulière.

Il demeure cependant évident que dans les cas plus graves, et si le salut même de l'Etat était en jeu, il devait toujours rester possible de revenir à la sévère tradition originelle,¹ de prendre des dispositions plus effectives, en considérant les accusations répandues comme une espèce de la lèse-majesté, et en les réprimant par la peine appropriée, directement établie par la Diète pour les besoins de la cause.

A cette conception de la protection publique contre les faux bruits, on peut rattacher l'habitude, souvent proclamée en vue de la pacification nationale, d'imposer le silence perpétuel à chacun, à propos d'un personnage ou d'un événement, sous peine de disgrâce de Sa Grandeur et de la Haute Autorité.²

leviter fecisse compertus fuerit, informationibus justitiae exceptus, serio ad verba firmanda quae turpiter protulerit exigatur et nisi ea omnia decenter comprobaret, pro turpi et levi homine et nunquam pro teste admittatur. (Art. XXIX).

¹ Les statuts de 1475, au chapitre : Des détracteurs du prince et du pays (5), ordonnent que si un patriote ou un habitant du Valais, en taisant la vérité ou en exprimant une fausseté, s'attaquait, dans le pays ou au dehors, à son seigneur *in utroque gladio*, à ses officiers, ou sa patrie, vitupérerait contre eux, dénigrerait leur honneur et leur réputation, tentait quelque chose en vue de leur porter préjudice, dommage ou opprobre dans leur corps ou leurs biens, ou donnait aide, conseil ou faveur à quelque action dont pourraient souffrir, dans leur personne, leur fortune ou leur honneur, le seigneur, ses officiers, les libertés et coutumes de l'Eglise, que ce patriote ou cet habitant devait être puni comme coupable du crime de lèse-majesté. (Même peine pour le non-dénonciateur).

² Cf. cas d'application : dans les affaires contre l'ancien chancelier Gun-

DIFFIDATION

La diffidation peut se définir la menace par laquelle une personne annonce à son ennemi qu'elle s'acharnera jusqu'à la fin contre son corps, sa vie ou ses biens, de telle sorte que la paix publique en soit atteinte et qu'un village, une commune entière en ressentent terreur et danger.¹

Cette menace pouvait s'exprimer par le truchement d'un écrit, d'un cartel (« Fehdebrief, Befehdungsbrief »), d'un balai de plume (« Flederwisch »), d'un papier noirci de poudre, ou encore, par exemple pour un incendie, par la promesse lancée à l'adversaire de lui mettre un coq rouge sur le toit.¹

Naturellement les menaces formulées étaient-elles le corollaire des mœurs, et évoluaient parallèlement à elles. Pendant la féodalité, aux âges où une turbulente et fière petite noblesse habitait nos châteaux haut perchés sur le roc, c'est le droit du poing, le « Faustrecht » qui triomphe dans toute sa force, et c'est aux déclarations de la guerre privée qu'il faut s'opposer. On connaît assez l'importance de la « Fehde » dans l'histoire du moyen âge allemand.² Il n'est pas indifférent de se souvenir, si l'on veut juger avec chance d'exactitude la répercussion de ces coups de lance et d'épée sur notre vie nationale, que l'évêque de Sion, Eberhard selon certains, se trouvait présent à la réunion convoquée par l'évêque Hugo de Lausanne, en 1037, à Montriond, et qui décida l'application, dans nos contrées, de la première Trêve de Dieu.³ Combattue, dans un effort séculaire

tern (R. 26 août/15 septembre 1612): on impose *silentium perpetuum in et circa praemissa omnia* à Guntern et à sa parenté, sous amende de 60 livres et l'obole d'or, avec l'injonction de l'observer publiquement, secrètement, dans les auberges, en société, sur les rues, places et ailleurs (de Courten III/400. Cf. les recès de mai 1612 et de décembre 1613, *ibid.* p. 441); dans l'affaire du traité de Milan, on oblige au même silence le capitaine Pierre Biderbosten, qui avait promis aux paysans d'être avec eux à la vie à la mort, « mit lyb, gutt und bluot » (R. 16/30 janvier 1617, *ibid.* p. 574).

¹ Frölichsburg II/I, tit. 11.

² Cf. Fehr, pp. 6, 15, 20, 22, 63, 105, 125 ss., 168, 191. Osenbrüggen, p. 34.

³ Chaque semaine, du mercredi avant le coucher du soleil, jusque une heure avant son lever le lundi, et annuellement depuis l'Avent jusqu'au huitième jour après l'Épiphanie, et de la Septuagésime au lendemain de l'octave de Pâques, temps et jours que N. S. Jésus-Christ a sanctifiés par sa naissance, ses souffrances et sa mort, il était interdit à tout chrétien de prendre les armes contre un autre chrétien, sous peine d'exclusion de la

des pouvoirs religieux et civil, par le moyen sans cesse renouvelé des « Gottesfrieden » et « Landesfrieden », ¹ abolie définitivement dans tout l'empire romano-germanique par la Paix Perpétuelle de 1495, ² l'antique Fehde ne persista plus guère en Valais que dans la procédure populaire de la matze. Car il n'est point injuste d'affirmer que la grossière massue en forme de visage humain qui signifiait la guerre à un puissant, n'était qu'une espèce indigène de la Fehde germanique. Mais, enfin, la matze ayant été enterrée en toute solennité avec le concours des députés confédérés et l'approbation du pays entier, en 1556, ³ la trace et le souvenir cruels de l'ancienne institution ne tardèrent pas à disparaître de notre histoire.

Ruiné l'esprit frondeur et brouillon de la féodalité, et le goût de la guerre domestique, il se trouva certes des énergumènes pour ne pas reculer devant la menace d'incendies, ou d'empoisonnement des fontaines ; mais le cas dut être assez rare, puisqu'il n'occupa jamais les pouvoirs législatifs jusqu'en 1794, ⁴ où la diète de décembre interdit laconiquement les lettres incendiaires sous peine corporelle. En 1795, Leurs Excellences songent, non plus à faire expier une faute, mais à se prémunir contre un danger possible, et légifèrent que celui qui se sera rendu coupable, par paroles seulement et sans disposition pour les mettre à exécution, de menaces envers le public et les particuliers, comme d'incendie, d'infection des eaux et d'autres violences dangereuses contre la vie des citoyens, sera arrêté et détenu aux prisons, jusqu'à ce qu'il ait donné caution suffisante, pour s'assurer qu'il a la volonté de se contenir dans les bornes du devoir ; à défaut de quoi, il sera banni du pays.

MENACES.

Il est malheureusement de fait que, dissipé l'âge d'or sur la terre, des hommes ne pouvaient plus se réunir en société sans qu'aussitôt se développât l'opulent florilège des injures, de la menace, de la paix rompue, des voies de fait. Nos contrées ne

communauté, d'excommunication majeure, s'il passait outre à la troisième admonition. L'évêque portait le jugement, que les chevaliers s'engageaient à faire respecter, cf. Furrer pp. 59 ss., Boccard p. 45.

¹ Cf. Fehr p. 105.

² Cf. Fehr p. 168, Osenbrüggen p. 42.

³ Voir plus haut, Introduction, p. 26, note 1.

⁴ Sion, 5/16 décembre, de Courten VII/680.

furent certes par l'Arcadie : dans ces villages resserrés, où s'étaient concentrés les débris ethniques les plus divers, la vivacité du geste et l'intempérance du verbe ont semblé jusqu'à nos jours les effets d'une doctrine de vie naturelle. Il est facile de voir l'importance prise par toute cette classe de délits dans les franchises de chaque lieu, dans les statuts communs ou particuliers, dans les décisions de la Diète.

Les menaces éclataient ou bien sur la rue, dans le champ, aux cahots de la vie quotidienne, ou bien au tribunal, entre têtes échauffées et plaideurs mécontents, ou contre les juges.

Les libertés des villages savoyards sévissent contre les premières, et prévoient que celui qui tire un couteau, une épée, une lance ou un glaive dans l'intention de frapper, mais ne porte pas le coup, doit être puni d'amende : 60 sols au XIII^e siècle, à Sembrancher, à Saillon, 10 sols au siècle suivant, à Conthey.

Dans le Valais épiscopal, on put omettre d'écrire spécialement sur les menaces privées, pour la raison que celles-ci, lorsqu'elles s'échangeaient entre gens courroucés, motivaient l'intervention des personnes présentes et l'imposition de la promesse de paix.¹ On s'attacha donc surtout à frapper, par des peines pécuniaires, les menaces proférées en justice contre le juge, les avocats ou les assesseurs, et ni Guillaume VI, ni Walther Supersaxo, ni Schiner, ni Hildebrand de Riedmatten ne s'en privèrent dans leurs statuts. Lorsque la menace contre le juge était plus sérieuse, la méchanceté plus démontrée, l'obstination plus manifeste, on aggravait la peine en y adjoignant un châtement infamant et corporel, et en élevant le chiffre de l'amende.²

¹ Voir plus bas cette institution.

² Preuve en soit la condamnation suivante, du 22 décembre 1502. (Imesch N^o 12) : Le fiscal de l'évêque avait porté plainte contre un Michel an der Mulineggen auquel il reprochait, entre autres infractions, d'avoir, au cours d'une dispute à Mœrel et comme le major avait exigé de lui par deux fois le cautionnement de paix, refusé de s'y soumettre et par deux fois tiré l'épée contre le magistrat ; puis, lors d'un procès pendant entre ce Michel et un adversaire, d'avoir menacé le juge et cherché à déterminer la sentence en sa faveur en criant que si le jugement ne lui donnait pas raison, il devait y avoir un mort. La défense de l'accusé fut présentée par Georges Supersaxo, et par lui-même. Sur quoi la Diète le condamna à être détenu dans les prisons du château de la Majorie jusqu'au deuxième samedi à venir, et, ce jour, à être conduit sur le Grand-Pont, mis au carcan comme il est coutume de le faire des malfaiteurs, et à y demeurer exposé en public pendant 3 heures, avant d'être relaxé et de pouvoir s'en retourner. Il eut, de plus, à payer 60 livres, et tous les frais faits par le procureur.

Les statuts de 1475¹ statuaient sagement que, chaque fois que les parties disputent devant le juge *pro re odiosa*, il doit les obliger d'abord à donner caution pour sécurité de parole et de fait. S'inspirant de ce texte, et y inscrivant la condition : *verbaque rigorosa inter partes intercedunt*, les statuts de 1571² en tirèrent la disposition moderne du cautionnement préventif en cas de menaces : « Touttes fois et quantes que les parties plaidoyent devant le juge pour quelque chose portant haine ou malveillance, et il vient parole de rigueur, afin qu'on prévienne à quelque faict dangereux et que la cause se puisse mener avec modération par le seul droict, le juge contraindra les deux parties à fiancer de seureté de paroles et de faict, et estant donné fiancement, on procédera en la cause ».

Quant à la menace de fait, elle n'en était pas moins punie ; un recès de l'année suivante³ porta, et les Additions de 1598 confirmèrent que si quelqu'un, en tribunal, dégainait, ou s'il lésait ou offensait par violence la partie adverse, il devait être emprisonné pendant trois jours au pain et à l'eau, condamné au ban de 25 livres, et à tous les dépens.

En 1795, on pratique les plus fines mesures de sûreté : La seule menace de vouloir battre quelqu'un est punie, sur plainte, de l'amende de trois livres. Si quelqu'un cependant, accompagné d'un témoin, déclare avec serment qu'il a été menacé et qu'il se trouve en danger de recevoir un mauvais coup, le juge doit faire notifier à l'auteur des menaces qu'il a pris son adversaire « sous la sûreté publique, et dans ce cas, une telle sûreté doit avoir autant de force et être regardée comme si elle avait été imposée aux deux parties dans un débat ». Mais si la menace allait à être mortelle, le juge, après avoir pris la connaissance et l'information nécessaires, et fait la preuve de la menace, devait en envoyer l'auteur en prison, et ne le relâcher qu'après paiement des frais et dépôt d'une caution suffisante pour la sécurité de la personne menacée.

¹ SS art. 21. — Il n'y a rien de pareil dans Cost., AN ni LRC.

² St. CXXXVII.

³ 4/12 juin 1572, Heusler N° 184. — En 1475 déjà la *Reformacio curiae* interdisait à tous (sauf aux familiers), sous peine de 60 sols, de porter au tribunal des armes offensives (*lanceas, cuspides, gladios*), à l'exception d'une simple dague.

RUPTURE DE PAIX.

Comme en Allemagne, c'est l'idée de paix qui pose, dans le Valais épiscopal,¹ la clef de voûte de tout l'édifice pénal ; elle se trouve à l'intersection des quelques grands arcs simples dressés alors par le génie criminaliste ; elle les assemble, les couronne, et les soutient. Le Professeur Fehr,² en termes excellents, a exprimé comment le système pénal de l'époque franque avait été fondé sur des bases nouvelles par la royauté et par le christianisme, et comment l'Eglise amena l'application de l'idéal de paix contenu dans sa doctrine religieuse. Cet idéal introduit dans le droit y laissa une empreinte bien plus profonde qu'à la période germanique antérieure : La paix devient le droit,³ « Rechtsordnung wird zur Friedensordnung », le respect de la paix se confond avec le respect du droit. La raison suprême de l'activité juridique devient la sauvegarde de la paix dans le plan politique et social, et la loi fondamentale du nouvel ordre chrétien se formule ainsi : Chacun vit en paix, chacun est tenu à respecter la paix d'autrui (Capitulaire de 853, art. 4). Qui rompt la paix en perd la jouissance, qui rompt la paix n'est plus digne de la paix : « Rechtsordnung » et « Friedensordnung » s'équivalent, celui qui méprise la paix est exclu du droit, le droit lui retire sa protection, il devient « friedlos », hors la loi, *exlex* ; il apparaît comme une bête offerte au voisin, à la merci duquel est abandonnée sa vie.⁴

L'observation de la paix étant passée ainsi au rang des affaires publiques, l'Etat devait se faire un devoir de protéger et de confirmer ce bien très précieux sur toute la surface nationale. Il s'y employa ardemment, et dans tous les domaines. Il érigea en institutions juridiques et garantit par des mesures spéciales et renforcées :⁵ la paix publique (Landfrieden), la paix aux armées (Heerfrieden), la paix dans les lieux saints (Kirchen-

¹ Le Valais dépend d'ailleurs du Saint Empire allemand, est pays allemand. Même s'il peut en être tenu pour détaché, en droit, depuis les traités de Westphalie (1648), son évêque s'intitulera encore en 1798, Prince du Saint Empire romain. (Cf. Furrer, p. 364).

² Cf. Rechtsgeschichte pp. 60 ss.

³ Voir comment, sans les confondre, Osenbrüggen (pp. 40 ss.) établit leurs rapports.

⁴ Voir plus haut, au paragraphe traitant du Bannissement (Section I), comme au XVII^e siècle encore on proclame les ennemis publics « vogelfrei ».

⁵ Cf. Osenbrüggen, pp. 40 à 59, Blumer I, pp. 418 ss., II/2, p. 17, pp. 36 ss.

frieden), dans les prétoires (Dingfrieden), dans le ban des villes (Stadtfrieden), sur la place des marchés (Marktfrieden), et dans le domicile particulier (Hausfrieden). Poussant plus loin encore que la protection domestique, le législateur sanctionna la sécurité personnelle, la paix individuellement jurée (Handfrieden), tâchant à prévenir la première atteinte du mal, à réagir contre le premier mouvement de violence, et dont la contrainte reposait avant tout sur la parole sacrée de l'homme, sur l'honneur.

C'est à l'institution de cette paix de caractère privé que nous déterminons de nous arrêter. Nulle part comme en Suisse alémanique elle ne s'est si richement développée, au point qu'elle devint la condition centrale de tout ordre humain, et qu'elle fut entendue dans tous les cas où l'on parlait généralement de paix. Si elle foisonne également dans les contrées haut-valaisannes, et fait partie du patrimoine coutumier de chaque lieu,¹ si elle se retrouve, aussi bien dans les législations particulières, à Brigue, à Viège, à Zermatt, à Rarogne, que dans les codifications pour l'ensemble du pays,² elle ne se montre point, en revanche, dans le Valais savoyard, (ce qui explique la pléthore d'articles des franchises épuisant toute la gamme des coups et blessures), et n'y sera introduite que longtemps après la conquête, à partir du 21 décembre 1534,³ si je ne fais erreur.

La sévérité des sanctions prises contre ceux-là qui troublaient la paix se conçoit assez si l'on tient compte, d'abord de la connexion entre l'institution juridique et la norme métaphysique,⁴ et de l'impossibilité de commettre un «Friedbruch» sans «Treubruch» correspondant, la rupture de la paix n'allant pas sans la rupture du serment qui l'avait établie;⁵ ensuite si l'on tient compte de l'importance sociale de l'institution elle-même : étouffer les disputes, c'est alors juguler presque toute la criminalité,

¹ Cf. recès 20 décembre 1503, Imesch N° 18.

² Voir : Brigue 1418, art. 10. — Viège 1545, art. 5. — Rarogne 1548, art. 57 et 58. — Zermatt 1540 et 1621 art. 1, 6, 7. — AN 1446, 29 et 30. — SS 1475, 118 et 119. — LRC 1514, 51, 93 et 94. — St. 1571, CXXXVIII, CXXXIX, CXLIV et CXLV. — BV 1795, VIII et XV. — Puis les recès cités.

³ Naters, 21 décembre, de Courten I/380, Heusler N° 32.

⁴ Encore en 1721, Schillig dira (cap. 43, p. 159) : *Pax est discordiae finis, quae debet haberi in voluntate, est vinculum charitatis, et iudicium est autem ad pacem discordiantes reducere ad imitationem Christi, qui veniens docuit pacem, dedit pacem, reliquit pacem, ad reducendos discordiantes ad pacem.*

⁵ Cf. Osenbrüggen, p. 58.

c'est annihiler les plus prochaines occasions de délit entre particuliers, ou du moins en raréfier les causes, c'est réduire à un minime volume tout le code pénal. Cette intervention sévère se trouvait pressée encore par la considération des conséquences de la dispute qui, se résolvant le plus souvent par la mutilation d'un membre ou par un homicide,¹ déchainait les haines, ou la vengeance privée : elle l'était enfin par la fréquence tout endémique des querelles et des rixes, il est aisé de le déduire de l'examen de toutes nos sources.

Voici quel était son mécanisme : Sitôt que deux ou plusieurs personnes, s'agit-il de clercs ou de laïcs,² se prenaient de querelle, le juge ou le premier spectateur, le premier passant venu,³ avait le devoir d'intervenir en criant : « Messieurs, je vous prie de faire la paix ! », « Ich бүт үч myner herren frieden ! ».⁴ Puis, il était tenu de séparer les parties et d'exiger d'elles, sous forme de caution personnelle usuelle, et suivant l'ancienne coutume, la promesse de cesser là toute hostilité, et de ne s'offenser ensuite ni par un acte, ni de se provoquer à l'offense par des paroles injurieuses. Cette injonction devait être, en cas de désobéissance, répétée par trois fois⁵ et la partie rénitente punie, pour chaque sommation méprisée et chaque léger retard intervenu, d'une amende de 3 livres, jusqu'à 12 livres successivement. Que si, ces ordres et ces peines imposés, elle s'endurcissait en sa résistance, le juge alors, « sans autre dilation ny cognoissance détiendra⁶ celui ou ceux qui contreviendront ainsy, jusques à ce que bon fiancement soit donné de paix par le détenu, et doit le juge recouvrer les peines mises, ensemble les despens, de celui qui par son obstination les aura incurues ». Celui qui était dans l'incapacité de fournir caution devait être maintenu en prison jusqu'à ce qu'il eût promis par serment de garder la paix, et ce serment devait être fait en cour.

C'était au juge, c'était aux ministres de justice qu'incombait d'abord l'obligation, sous le serment prêté lors de leur entrée en charge, d'imposer le cautionnement de paix, chaque fois

¹ LRC 51 ; St. CXXXVIII, CXLV ; BV XIV/I.

² Cf. R. 30 janvier 1528, Heusler N° 73.

³ Même l'étranger, diront les statuts de Rarogne, art. 58 : toute personne de probité, tant ecclésiastique que séculière, prévoit le code de 1795, XIV/I.

⁴ 1/10 juillet 1556, Heusler N° 32. — La même interjection se trouve dans les statuts de Nidwald, cf. Osenbrüggen p. 58, Blumer II/2, p. 39.

⁵ Certains textes disent 3, d'autres 4 fois, suivant qu'ils comptent l'interpellation ou non.

⁶ Déjà en 1534. R. cité, et en 1537, de Courten I/472, Sion, 21 décembre.

qu'ils pouvaient se trouver présents au débat ; mais si quelqu'un survenait avant l'officier ou le familial, il devait aussitôt offrir la paix et la faire garantir, puis en avertir sans tarder le juge ordinaire. Le devoir d'intervention s'étendait à chaque citoyen, pourvu qu'il eût 14 ans révolus.¹ Celui qui négligeait d'interposer sa personne ou ses forces entre les exaltés était, suivant l'habitude du pays, déconsidéré, jugé homme vil, léger, de petite estime enfin. Les statuts de 1571 firent au médiateur l'autre obligation d'éviter toute partialité, en le rendant attentif au fait que, s'il y manquait, il serait considéré comme assaillant à l'égard de celui des adversaires qu'il aurait desservi, endosserait la responsabilité d'un tel, et serait lié, en plus de la réparation de tous les dommages survenus, à une amende de 3 livres tant au juge qu'à la partie lésée. Il fut cependant fait exception pour l'éventualité où un père portait assistance à son fils, un fils à son père,² le voyant frappé déjà et marqué d'une plaie, et pour celle où, personne ne se trouvant là pour départir les combattants, celui qui intervient était en droit de craindre un péril de mort s'il ne prenait pas parti. Il ne devait, dans tous les cas, être dérogé à la règle d'impartialité que s'il y avait évidente nécessité.³

Ces préliminaires posés, voici comment on punissait celui qui, après avoir prêté cautionnement de paix en mains du juge ou d'un tiers, violait sa promesse, par actes ou paroles,⁴ sans distinguer d'ailleurs la peine, que l'attaque fût une attaque de fait, une menace réelle, ou simplement une offense verbale, un démenti, une blessure à l'honneur disent les statuts, que la paix eût été rompue avec la main, ou par des paroles moqueuses ou injurieuses, dit le coutumier de Rarogne.⁵ La première trans-

¹ St. CXXXVIII, a.

² En 1795, on écrira : à moins toutefois que l'intervenant ne fût le père, ou la mère, ou le fils, ou la fille, ou le frère, ou la sœur, ou le mari, ou la femme, ou le tuteur, ou le pupille d'un des batteurs. (BV, VIII/XII).

³ St. CXXXVIII, b. — Cette mesure se rencontre généralement dans les droits suisses, cf. Osenbrüggen, p. 31.

⁴ « Hand und Mund waren verbannt », dit Osenbrüggen, p. 58.

⁵ Voici le texte des statuts de Rarogne : « Nach alter harkomenheit, bruch und übung in gericht zu Raren geyebt wisse sich ein jeder darnach zu halten, dass jedahar die fridbruch sindt gestrafft worden und hieförthin ouch gestrafft sullent werden namlich so ein jeder begienge den ersten fridbruch, solle gestrafft werden um 60 phund bussen und um den guldinen helblig der gmeindt als hochem herrn in ir gerichtberlichkeit verfallen. — Aber der ander fridbruch, so die selb person begieng, die recht handt oder fust verfallen. — Der dritt drostung oder fridbruch hat verwirckt das haupt des fridbrüchers. — Ouch witer syge zewissen jedem welcher schalk-

gression de paix méritait la grande amende de 60 livres avec l'*obolus aureus*, (si le coupable n'avait tant vaillant en biens, on l'amputait de la main ou du pied) ; s'il récidivait, on lui tronquait la main ou le pied droits ; s'il retombait une troisième fois, il y laissait sa tête, sans rémission, *etiam longis et interpellatis temporibus decursis*, dit le droit du Cardinal.

Ce n'est qu'à la fin du XVIII^e siècle que l'on adoucit ces terribles châtiments exemplaires, et que l'on établit une différence de traitement suivant que la promesse était bafouée par des voies de fait ou par des outrages. Dans le premier cas, la sanction était d'abord l'amende de 60 livres ; puis la prison pour six jours et, venue la libération, l'exposition au carcan pendant deux heures ; enfin, la fustigation et le bannissement perpétuel. Dans le second, on dispose un degré inférieur, et la peine, de la première à la quatrième rupture, s'échelonnait ainsi : ban de 30 livres, puis de 60 livres, prison et carcan, verges et bannissement à vie.

Mais le respect de la promesse de paix, loin de ne s'imposer qu'à son auteur, qu'au participant à la rixe, englobait ses parents et ses amis.¹ Il n'était pas toléré que la justice fût jouée par un détour. Il advient quelquefois, constatent les statuts, que lorsqu'un différend éclate entre deux personnes, « entre deux ou plusieurs esmeüs, l'un d'iceux est blessé et playé », et que, les témoins s'interposant, les parties prêtent de part et d'autre sûreté de paix, comme de droit. Or, sur ces entrefaites, surgissent les amis du blessé ou de son adversaire qui, en hâte, cherchent à venger le dommage reçu par leur proche, pensant ou prétendant que, puisqu'eux n'ont pas donné caution, la promesse de leur ami ne peut les lier et ne les comprend pas. Mais il est évident qu'ainsi nulle sûreté ne serait valable, et que le juge ne peut songer à l'exiger de chacun des amis en particulier. Il fut donc ordonné que, dans tout débat, lorsque les parties fournissent garantie de paix ou autrement promettent d'observer la paix, il devait s'entendre que cette garantie et cette promesse s'appliqueraient à leurs amis et à leurs parents jusqu'au 4^e degré inclus, que ceux-ci y seraient attachés sans exception ni excuse, et que quiconque dirait ou ferait quelque chose à l'en-

wort oder schwachwort dem andren an sine eer redt über gebnen friden dem so er friden ist, soll als wol für ein fridbruch geachtet werden als ob er es selbs mit der handt gethan hette ». (Art. 57).

¹ Mesure très politique encore, qui avait toutes chances de diminuer les risques de la vengeance familiale, comme font remarquer Osenbrüggen (pp. 32 et 59) et Blumer (II/2 p. 41).

contre de ce statut, devrait être frappé des peines de la rupture de paix.¹

Quant à la portée temporaire, au délai de validité de cette imposition de sûreté, ce fut seulement le code pour le Bas-Valais qui précisa qu'elle durerait aussi longtemps que le juge ne la lèverait pas, mais pourrait cependant être levée à la requête des deux parties, si elles déclaraient, sur leur bonne foi, qu'elles s'étaient réellement réconciliées.² Ce ne doit être là que la rédaction de la séculaire et rationnelle tradition pratique.³

Une autre question, fort importante, se posait encore ensuite de l'intervention du tiers dans la dispute, c'était celle de son indemnisation pour le dommage qui pouvait lui être infligé, et du partage de la responsabilité entre les combattants. Puisqu'il était de commandement que les honnêtes gens prissent à leur charge « Scheid und Trostung », séparation et cautionnement ; puisque chacun était tenu « de tout son soing, pouvoir, labeur et force s'entremettre pour éviter les dommages et homicides » ;⁴ puisque l'obligation lui en était imposée sous peine d'y perdre son honneur, il convenait de veiller à ce qu'il fût strictement dédommagé des funestes conséquences auxquelles l'exposait son nécessaire altruisme. A l'origine, à Brigue en 1418, à Naters en 1446, fut posée en principe la responsabilité absolue, pour tous les bans et peines des parties, de celui qui avait entamé la querelle ou y avait poussé.⁵ Puis, la diète du 20 décembre 1503 décida que le pacificateur auquel son zèle aurait valu quelque blessure ou lésion, pourrait en poursuivre la réparation envers l'auteur et lui demander, en plus, une indemnité de 10 livres ; que s'il n'arrivait à connaître le coupable, l'auteur du coup, c'étaient les

¹ St. CXXXVIII, 4. — Cf. SS 1475, art. 119.

² Nous savons qu'ailleurs en Suisse, cette réconciliation se manifestait par la coutume de l'« Abtrinken des Friedens », suivant laquelle on buvait le verre de l'amitié en présence d'un ou plusieurs fonctionnaires (car la paix est institution d'Etat). Pour être plus sûr de la sincérité des parties, elles ne pouvaient pas trinquer avant un certain délai, 24 heures à Glaris, un mois à Appenzell. (Cf. Osenbrüggen p. 59, Blumer II/2 pp. 50/51).

³ Parfois aussi, la loi décida que tous les serments de paix seraient levés à dates régulières (tous les deux ans à Nidwald), et la règle finit pas s'imposer dans les petits cantons primitifs, qu'ils arriveraient à échéance chaque année lors de la réunion de la Landsgemeinde ordinaire, sans autre décision nécessaire. (Cf. Blumer II/2 p. 49).

⁴ St. CXLIV.

⁵ Brigue 10, AN 30, *in fine*. — On s'en rapproche en 1795 (BV, VIII/III) : perte et dommage sont mis au compte de celui qui sera jugé l'agresseur, et, s'il n'est pas possible de reconnaître l'agresseur, les premiers querelleurs les supporteront ensemble.

promoteurs de la dispute qui devaient lui être substitués dans sa responsabilité. Plus tard les statuts reprirent, en les développant et les réajustant, ces dispositions, et firent rebondir la responsabilité pour la réparation des intérêts violés, de tout le dommage, de la douleur et des frais, successivement de l'auteur du tort, s'il restait ignoré ou était insolvable, à l'auteur de la bagarre, ou, au gré de la victime, de l'un des combattants aux deux, à tous simultanément. Il va sans dire que la partie citée gardait sauf son recours pour les dépens contre celui qui avait participé à la rixe, y avait poussé, qui avait attaqué, ou causé le dommage.

J'aurai garde de ne pas rapporter, enfin, une mesure fort sage et que rendit un peu partout nécessaire l'ingéniosité du pauvre diable (ou « armer Poss », comme on l'appelle à Brigue) qui trouvait profitable de spéculer sur les plaies et bosses, et cherchait à se faire rouer de coups par quelque homme fortuné, par quelque « wolmögender rycher », pour lui demander, en argent, bienfaisant remède et lucrative compensation. Voici la traduction que Pierre David nous offre des statuts : « Pour refraindre l'osance et outrecuidance téméraires de plusieurs qui ayant mangé leurs biens et en garny leur pance (*bonis suis absumptis et in ventrem immersis*), faisantz et traictantz mauvais actes, oysifs et esmouvant débat et plusieurs blasmes, et voulant changer leur défortune, en tirer vengeance de leur perte sur ceux qui sont riches, par espérance d'assaillir tantost l'un tantost l'autre, se servant d'occasion pour droict, taschent de battre, pensant et espérant qu'ilz n'ont rien à perdre ny de quoy payer le dommage qu'ilz feront, il a ainsi esté ordonné que si un tel assaut un homme ou personne riche, sans cause, comme dict est, et le riche se deffendant blesse le pauvre et l'offence, que le riche ne soit tenu faire plus grande emende au pauvre, que le pauvre eusse peu faire s'il eusse blessé le riche ».¹

VAGABONDAGE ET MENDICITÉ.

Ce fut, de 1500 à 1800, à travers le Valais tout entier, l'inflexible et continuelle infiltration d'une babel en marche, l'inquiétant défilé d'un peuple errant de sans feu ni lieu, pittoresques et bigarrés comme leurs noms. « Zaginer, Zwerge, Gitwer-

¹ Cf. Brigue 1418 ; AN 30 ; SS 118 ; LRC 92 ; St. CXL ; BV VIII/V.

jini, Libitscher, Byangger, Kesselbietzer, Ziselkrämer », ¹ ou tout autre nom que leur donnât la population indigène, ils furent la bête noire des pères de la patrie, et leur troupeau vagabond occupa l'ordre du jour de presque toutes les diètes, constituant leur habituel souci. On peut même constater que toute l'activité législative de la Haute Assemblée, pendant le XVIII^e siècle entier, ² se condensa pour exploser dans les ordonnances sans nombre de politique économique et sociale dont elle poursuivit sans trêve, avec les colporteurs étrangers et les exportateurs de grain, de moutons et de victuailles, les gens sans aveu (« buben und unnütz volk », les nomme-t-elle en 1551) ³ qui, débordant les passages des frontières, se déversaient avec la régularité d'un phénomène cosmique dans la vallée du Rhône et dans toutes les vallées latérales. Déjà alors et surtout alors, nous étions la plaque tournante de l'Europe, mais sur laquelle les routes si fréquentées du Saint-Bernard, du Simplon et de la Furka aiguisaient, en vrac, les minables ou stercoraires échanges de la misère internationale.

L'on conçoit que cette tâche législative de la Diète ait été fortement déterminée par l'actualité. Les recès furent, non seulement colorés par les événements de l'extérieur et de l'intérieur, mais calqués en quelque sorte sur eux, et c'est, stylisée, toute l'histoire de ces temps mêlés de simplicité et d'âpre grandeur qu'ils nous transmettent. A la recrudescence des mesures prises, on reconnaît au passage les cohortes du désordre, mercenaires licenciés à la fin des guerres et que guide une oisiveté menaçante, tribu sournoise et mendiant des déserteurs, meute équivoque et pitoyable des agitateurs expulsés, des condamnés, des fugitifs et des bannis ; ⁴ au sursaut d'égoïsme sacré qui serre les cœurs et ferme les mains, on devine, on retrouve l'indigence labourant le flanc stérile des montagnes, la peste régnant sur les villages morts, ⁵ les champs emportés par l'inondation, ⁶ la disette assise aux tables des chaumières, les marchés déserts. C'est toute cette vision mouvante et vivante qu'évoquent les recès, dans

¹ Cf. 21 déc. 1537, 14/19 déc. 1542, 16/27 mai 1791, de Courten I/473 et 597, VII/675 ; St. CLXX ; Furrer p. 291.

² Voir de Courten VI et VII. Vers 1790 on commence à s'occuper du code pénal pour le Bas-Valais. C'est à peu près tout.

³ Sion, 22/28 avril, de Courten II/102.

⁴ 11/20 mai 1653, de Courten V/34.

⁵ Notamment 27 mai/6 juin 1573, de Courten II/485 ; 29 mai/6 juin 1669, id. V/256.

⁶ P. ex. juin 1680, id. V/407.

leur inspiration et leur rédaction si sincères, et pénétrées de bonne foi.

Tout ce qui précède dit assez que, si l'on refoule et si l'on expulse les vagabonds avec une intransigeance sans cesse entretenue et un acharnement toujours accru,¹ c'est à cause du triple péril d'insécurité publique, de famine et d'épidémie, qu'ils amenaient ou qu'ils aggravaient. La Diète éprouve le besoin de donner presque constamment la justification de sa conduite, et elle insistera pendant trois cents ans sur ces raisons qui la poussent à une action énergique.²

¹ Il est aisé de suivre la progression ascendante du mal chronique, à l'augmentation toujours sensible de la qualité des peines et de la quantité des ordonnances.

² Ainsi, au printemps de 1573. (R. 25 mai/6 juin) est-il fait mention du grand nombre de vagabonds inconnus qui entrent jour par jour dans le pays, visitent tous les villages, ce dont n'est pas sans souffrir maint pauvre indigène, sans compter que l'on peut avoir leur probité en grande défiance : car on sait que dans Genève et quelques autres lieux circonvoisins, ont été récemment découverts des complots et des rassemblements de nombreux vauriens, qui reniaient Dieu, assassinaient les gens, et par des artifices diaboliques engendraient la peste ; qu'une partie de cette misérable bande s'était soustraite à la justice, que certains s'étaient défendus en la question et, comme ils avaient dû jurer de quitter les lieux, qu'il était à redouter que nombre d'entre eux vint dans ce pays et causât grand mal. En 1626, (25/26 janv., de Courten IV/17), la Diète est informée que des bandits vagabondent dans le Valais et molestent les gens, et, considérant qu'en ces temps critiques (on est en pleine Guerre de Trente ans) une vigilance particulière est nécessaire, elle augmente son tarif de peines à l'égard de ces hôtes dangereux, qui n'introduisent que débauches et scandales. En 1642, (11/21 mai, ibid. 635), elle gémit que la patrie est onérée d'un très grand nombre de mendiants errants, surtout bourguignons, qui exercent leur méchanceté par des vols ou même par des meurtres et autres méfaits ; dix ans plus tard (16/18 juin, id. V/24), elle constate à nouveau que nous sommes infestés d'étrangers expulsés et vagabonds, dont le public est molesté, et contre lesquels bientôt ni les fruits dans la campagne ni les maisons isolées ne seront en sûreté. Et l'imprécation se poursuit, il s'avère que souvent les vagabonds étrangers sont surpris en flagrant délit de vol ou d'autres crimes (6/18 déc. 1717, VI/341) ; le Grand Bailli s'inquiète, en 1745, (19 juillet, VII/16), du danger menaçant que représentent les bohémiens en séjour dans le pays, et dont certains rôdent tout armés ; en 1752, (11 août, ib. 108), la Confédération met en garde ses alliés valaisans contre l'afflux de mendiants parmi lesquels se trouvent beaucoup de voleurs, de coquins et de brigands. Enfin, en mai 1763, (4/13 mai, ib. 242), comme il était à craindre qu'à la suite de la conclusion générale de la paix (qui met fin à la Guerre de Sept ans), et des réformes considérables et licenciements qui en avaient été la conséquence, dans la plupart des services militaires, pourraient survenir davantage encore de ces soldats congédiés ou de ces déserteurs capables de tous les méfaits, les Hauts Seigneurs s'empressent de renforcer leur équipe de hallegardiens et prennent des mesures détaillées pour écarter le

Il y avait trois moyens que l'on mit également en œuvre, pour cautériser la plaie sociale du vagabondage,¹ et pour se défaire avec le plus de succès des mendiants étrangers : expulser ceux

danger. De leur côté, les statuts de 1571 et les Additions avaient usé d'arguments similaires, les premiers ordonnant « de déchasser arrièrre ces meurtriers et larrons Ismahélites de l'Egypte mineure et leur dangereuse troupe », les autres interdisant « à toutes communautés et à gens particuliers qu'ilz ne reçoivent les estrangiers, ny romain, ny allemand, desquels on voit la vie en après confite en meschanceté et viennent à être larrons, brigands, et autres mauvais vices exerceants. » (St. CLXX, Add. LXVI).

La nécessité économique est invoquée bien plus souvent encore : une plainte incessante se propage contre les indigents étrangers qui, par véritables phalanges, pénètrent dans le pays, parfois sous couleur de chercher du travail, et qui font renchérir les vivres, disputent l'aumône aux pauvres indigènes, leur ôtent le pain de la bouche, etc. Souvent aussi la prohibition prend prétexte de considérations d'actualité, s'appuie sur une disette régnante, sur un renchérissement passager des denrées (27 mai/6 juin 1573 : 13/16 mai 1627, IV/83), sur la raréfaction du seigle qui, en 1628 et 1629 par exemple, n'a pu venir à maturité dans les vallées (7 avril 1630, *ibid.* 303) ; ou encore elle se fonde, comme en 1602, (8/17 déc., III/108), sur le fait que les contrées dont sont issus les mendiants qui rôdent en Valais nous ont interdit édictalement et sous fortes amendes l'achat de vin, de grain et de comestibles, nous obligeant à nous relâcher de la charité chrétienne pour nous préoccuper d'abord de notre ravitaillement personnel, et nous poussant à répondre au blocus par des représailles. La Diète s'inspire du principe que charité bien ordonnée commence par soi-même, ou, comme elle l'exprime en 1717, (19/31 mai, VI/337), qu'il est plus méritoire de secourir ses propres nécessiteux, et que, dans tous les Etats catholiques, ce doit être un devoir de la sollicitude gouvernementale, du christianisme bien entendu, et d'une bonne politique, de se décharger des bouches étrangères inutiles. Elle le fit d'abord, et dans toutes les circonstances critiques, avec l'indispensable fermeté ; mais on ne saurait lui faire grief d'avoir manqué, lorsqu'elle put sans faiblesse ni danger se montrer généreuse, des élémentaires sentiments d'humanité ni de discernement : en 1690, (3/14 mai, V/608), elle enjoignait aux gardiens et fonctionnaires en bas de la Morge, et aux juges de dizain, de renvoyer avec célérité tous les misérables qui se présenteraient, non sans toutefois les avoir munis d'une aumône ; en 1748, (4/14 décembre, VII/62), elle ordonna que fussent conduits à l'autorité, dans toutes les localités, les étrangers suspects, instaurant cependant exception en faveur des pauvres qui ne donneraient prise à aucun soupçon ; en 1790 enfin, (10/20 décembre, VII/666), dans l'économie purement intercommunale, domestique, elle inscrivit à ses recès qu'il serait juste que chaque dizain supportât l'entretien de ses propres mendiants, mais que, puisqu'il n'était point possible à tout coup de reconnaître leur origine, il convenait de les réciproquement tolérer, pour l'amour de Dieu.

¹ Au XV^e siècle, la Capitulation de l'évêque Jost de Sillenen, signée au château de Naters en 1487, avait brièvement prévu (art. 13) que le seigneur évêque devait n'appréhender personne, *sed errantes per formam iusticie corrigat*. Mais encore, faut-il prendre « errantes » dans le sens étroit de vagabonds, ou plus généralement et au figuré, de délinquants, de ceux qui sortent des voies du droit ?

qui avaient franchi la frontière, refouler ceux qui s'y apprêtaient, et défendre à l'habitant d'héberger ceux qui frappaient à sa porte.

C'est à celui-ci que l'on recourut tout d'abord, à cause de sa grande simplicité: il dispensait du soin d'élaborer des mesures préventives, d'établir des postes de contrôle, de nommer et de salarier des agents de surveillance; on exerçait une pression indirecte, à l'origine suffisante à écarter les quelques lombards désemparés qui venaient isolément quémander assistance et refuge: Un recès voté par la diète de décembre 1511¹ interdit sous peine de 3 livres chaque fois, attribuées au juge du lieu, d'accueillir ou d'hospitaliser aucun d'entre eux, ni de leur donner à manger. Quarante ans après, cette amende est encore en vigueur.² Les Additions de 1598³ confirment les édits antérieurs, et innovent en ce qu'ils ajoutent à la peine pécuniaire l'obligation, pour l'hôte, de réparer tout le dommage dont pourrait se rendre coupable le vagabond reçu. Puis, le chiffre de l'amende oscille et se fixe successivement, en 1626 à 100 écus bons; ⁴ en 1652 à 20 livres; ⁵ en mai 1700 à 6 livres maurisoi-ses, dont une moitié devait être acquise à la commune et l'autre au juge, la Diète y ajoutant, pour le cas de récidive, la déchéance des droits communiens.⁶ Ces trois recès précisaient encore respectivement l'interdiction de donner asile à ces hôtes dangereux, sinon à leur départ, celle de les recevoir pendant plus d'un jour ou deux dans son habitation, et enfin, absolument, de leur offrir un toit quel qu'il fût, maison, grange ou écurie.

Bientôt la seule défense d'héberger se révèle pratiquement inopérante. Ce sont des troupes entières qui nous investissent, et le danger de maraudage et de violences ne peut qu'enfler, du fait que l'on refuse à ces déshérités, ou à ces révoltés, leur botte de paille et leur quignon de pain. Il faut l'intervention directe de l'Etat, la saignée énergique, pour décongestionner le pays alourdi et profondément troublé par ce continuel afflux vital chargé d'impuretés: l'évacuation devient condition de la santé. Dès le début du XVI^e siècle,⁷ la Diète ordonne aux juges lo-

¹ 19/20 déc. Imesch N° 67.

² 22/28 avril 1551, de Courten II/102.

³ Art. cit. — La diète de décembre 1608 (de Courten III/317), corrobore cette responsabilité.

⁴ 25/26 janv., de Courten IV/17.

⁵ 10/18 juin, id. V/24.

⁶ 5/14 mai, id. VI/11.

⁷ Et itérativement en 1542, 14/19 déc., id. I/597.

caux de renvoyer les bohémiens d'où ils sont venus, mais il lui faudra lutter d'abord contre leur inertie, qui s'accommode trop volontiers du laisser faire, laisser passer. En 1550¹ elle constate que ses décisions antérieures sont mises en oubli, et doit relancer à nouveau les juges pour leur imposer le renvoi immédiat des ziganes, d'où qu'ils viennent. Depuis lors les recès s'enchainent, l'engrenage se déroule régulièrement, jusqu'au temps où le pouvoir législatif pourra abrégé ses instructions, considérant que tout juge de dizain sait assez comment il doit se comporter en ceci, qu'il ne convient pas de confier à la plume.²

Le plus souvent l'expulsion devait intervenir sur le champ, c'est incontinent qu'il fallait repousser les Ismahélites et leur dangereuse troupe, comme le recommandaient les statuts, et les contraindre à s'en retourner par le chemin qui les avait amenés. Mais parfois aussi on leur accorda un délai pour vider les lieux, soit 8 jours,³ soit 10 jours ;⁴ ou bien, sans préfixer de terme pour leur dispersion, on décida qu'il serait interdit de les tolérer plus de trois jours en un même endroit,⁵ ou plus de trois jours dans les chefs-lieux et plus d'un dans les villages.⁶

A l'origine, ce fut aux juges particuliers de ces agglomérations que la charge incombait d'exécuter les ordres d'expulsion ; la codification de 1571 en imposa le devoir, sous peine de 10 livres payables au Bailli, à tous les châtelains, majors, juges quelconques et magistrats, tant depuis l'eau de la Morge de Conthey en dessus comme dessous. Voici, lorsque fut dûment mis au point le dispositif de l'expulsion, comment il fonctionnait : La diète de décembre 1602,⁷ par exemple, ordonna qu'il devait être au plus tôt publié dans tous les dizains et paroisses, aux lieux ordinaires des criées, que les mendiants étrangers avaient à sortir au plus vite de l'endroit et du pays, sous peine du carcan. Puis le major du dizain de Conches devait, le lundi, 2 janvier de l'an prochain, remettre ceux qui se trouvaient dans

¹ 27 fév./12 mars, de Courten II/23.

² R. cit. V/24, juin 1652.

³ 22/28 avril 1551, id. II/102.

⁴ Ainsi fit-on en 1652 (R. cit. V/24), et en 1653, pendant la Guerre des Paysans, pour les agitateurs, la plupart vagabonds, chassés, échappés de justice ou mendiants et fainéants, qui venaient fomenter la sédition chez nous. (R. cit. V/34).

⁵ 11/20 mai 1707, id. VI/124.

⁶ 9/18 mai 1708, ib. 143.

⁷ 8/17 déc., id. III/108.

sa juridiction à l'autorité du tiers de Mœrel, qui les enverrait, avec les siens, au juge de Brigue, lequel avait charge de conduire tous ceux que l'on aurait rassemblés dans les trois dizains supérieurs, par-delà le Simplon jusques hors les limites de l'État. On devait, dans les autres dizains et dans les deux gouvernements procéder de même. Les contrées envahies étaient dégoûtées par les passages du Haut et du Bas-Valais, suivant qu'elles étaient géographiquement sises en amont ou en aval, de Loèche d'abord,¹ de Sion plus tard.² Peut-être aussi renvoyait-on simplement les vagabonds, comme les Statuts le prévoient, par le côté dont ils étaient venus.³

Il est évident que les juges ne purent bientôt plus suffire à la tâche, et il s'avéra nécessaire de leur adjoindre, dans toutes les communes, des deux côtés de la Morge, des préposés aux recherches, mentionnés dès 1662,⁴ et auxquels, en 1745,⁵ Mes Hauts Seigneurs ordonnent formellement d'arrêter et d'envoyer au juge du lieu tous les vagabonds qu'ils pourraient atteindre. Mais cette solution n'était point encore satisfaisante, et il fallut songer, quelques années plus tard, en présence de l'invasion toujours croissante, à créer une institution spéciale pour la combattre. On s'inspira, visiblement, d'un état de fait antérieur, développé, perfectionné : en 1746,⁶ les gens sans aveu saisis dans les dizains devaient être menés de lieu en lieu sous l'escorte de deux hommes, payés par le juge local, auquel ses avances devaient être bonifiées, en diète, sur la bourse de l'État ; le rôle accidentel de ces gens d'armes va tout simplement devenir permanent : En diétine de mai 1752,⁷ il fut résolu d'établir deux gardiens ayant mission de constamment circuler dans les dizains et de chasser de nouveau hors du pays les gens sans aveu qui s'y rencontreraient ; la diète ordinaire, rassemblée à Sion du 30

¹ 24 mai/4 juin 1636, de Courten IV/485.

² Sion, 11/21 mai 1642, ib. 635: Pour y obvier est arrêté que, mercredi de Pentecôte prochaine, la ville et dixain de Sion fera rassembler autant que possible ces vagabonds fainéants, et les fera mener ce même jour jusqu'à Sierre, que ce dixain fera de même et les fera conduire à Louèche, et ainsi de jour en jour... qu'ils soient accompagnés avec bons bulletins, jusqu'au delà du mont Simplon et au dehors du pays. Le gouverneur de Monthey fera de même... on les conduira jusqu'au St. Bernard ou au pont de St. Gingolph.

³ P. ex., en déc. 1662, tous par en bas.

⁴ 6/16 déc., de Courten V/182.

⁵ Tourtemagne, 19 juillet, id. VII/16.

⁶ 7/17 déc. ibid. 40.

⁷ 8/9 mai, ibid. 97.

mai au 8 juin,¹ se félicita des bons résultats éprouvés déjà ensuite de la mesure introduite, et donna l'ordre à ses hommes de continuer tous les mois leur tournée, et aux communes de leur prêter toute l'assistance dont ils pourraient avoir besoin ; la même année encore, le 11 août,² à la Souste, le souci de la sécurité publique retient pour la troisième fois l'attention de l'assemblée : il y est représenté que les deux gardiens désignés ne peuvent suffire à débarrasser la patrie du grand nombre de vagabonds qui l'obèrent, aussi décide-t-elle d'en instituer deux par dizain et de leur imposer l'obligation d'exercer leur battue hebdomadairement. Leur nombre est ensuite à nouveau restreint, l'immigration accusant vraisemblablement un temps de fléchissement ; ils ne sont plus que 4 en 1754,³ qui s'apprentent à rouler dans les dizains pendant l'été. Il est, à cette époque, spécifié qu'on laisse au Grand Baillif le soin de les nommer, de déterminer le temps de leur activité, et de les salarier enfin, à quel effet une somme lui est remise, sur le trésor public. Les députés donnent un nouveau vigoureux coup de barre lorsque, à la conclusion générale de la paix, en 1763,⁴ il paraît urgent de se garantir contre le flot des soldats licenciés et des déserteurs, et ils prévoient la nécessité de nommer 4 archers ou hallebardiers à pied, ou de plus nombreux encore, pour parcourir sans trêve le Haut-Valais, et 2 pour le pays en bas de la Morge, lesquels devront chaque jour, dans le dizain ou la localité dans lesquels ils s'arrêteront, faire rapport de leurs opérations au juge ou à l'autorité, prendre leurs ordres, et faire signer une attestation qu'ils se sont présentés.

Parfois aussi l'autorité reconnut plus expédient de jeter dehors, en masse, tous ses parasites, en organisant des battues générales sur l'ensemble du territoire, soit isolément, soit en conjonction avec les Etats limitrophes. Ainsi, en mai 1649,⁵ décide-t-elle d'expulser tous les vagabonds, simultanément avec les Confédérés qui préparent une chasse générale des mendiants, une « Betteljäge » comme ils disent, pour les 11, 12 et 13 juin, et prescrit-elle à chaque dizain de se débarrasser le mieux possible de cette gent étrangère, afin que nous puissions d'autant plus efficacement secourir d'aumônes nos nécessiteux. Semblable-

¹ de Courten VII/99.

² Ibid. 108.

³ Ibid. 137, 8/17 mai.

⁴ Ibid. 242, 3/13 mai.

⁵ 22 mai/1 juin, id. IV/749.

ment elle ordonne en 1709,¹ que, à l'exemple de nos voisins, soit faite une battue ou « Jagd » pour nettoyer notre juridiction, et que, commencée par le dizain de Conches, chacun remette ses vagabonds au suivant, après avis préalable, et ainsi jusqu'à la frontière, pour les rejeter du pays.

Quant à ceux qui, en dépit des arrêtés d'expulsion, persistaient à vouloir demeurer, le juge devait les écarter par contrainte ; s'ils s'incrustaient cependant, et se laissaient encore rencontrer dans le pays en places, cimetières ou ailleurs, ils devaient être appréhendés et punis en droit,² de la prison,³ ou d'une amende de 10 livres,⁴ ou encore, plus tard,⁵ de la prison et d'une amende de 100 écus bons cumulées. Mais, à partir du XVII^e siècle, la peine pécuniaire étant aussi vaine que ridicule appliquée à des miséreux n'ayant sou ni maille, c'est surtout le carcan dont on les menace,⁶ ou l'on prévoit aussi, plus vaguement, qu'ils seront punis corporellement.⁷ En 1713,⁸ la Diète prend une mesure originale en autorisant les recruteurs à forcer au service militaire les mendiants valides qui ne voudraient pas s'en aller, (les autres devant être renvoyés de quelque manière, à l'arbitre de chaque dizain, adjuré d'y veiller), et par la suite elle introduit,⁹ à l'exemple de quelques pays, l'habitude de tondre les cheveux aux bohémiens.

Ce n'est qu'en 1763,¹⁰ en présence du danger plus pressant, qu'elle songe à faire un sort spécial aux récidivistes et qu'elle leur réserve un traitement plus énergique : non contente de les chasser, elle abandonne à l'autorité de chaque lieu de les punir à son gré, soit en leur infligeant l'estrapade ou bastonnade, en leur rasant la tête, ou par d'autres moyens de ce genre. Et elle s'arrête enfin, en 1792,¹¹ à cette claire ordonnance : tous ceux qui seraient reconnus être venus ici pour la deuxième fois, on leur tondra les cheveux sans rémission, et les préviendra de peine corporelle arbitraire, en cas de récidive.

Mais il importait avant tout, pour se défendre utilement, d'em-

¹ 9 nov., de Courten VI/188.

² Avril 1551, id. II/102.

³ 14/19 déc. 1542, id. I/597 et St. art. cit.

⁴ 27 fév./12 mars 1550, de Courten II/23.

⁵ Janvier 1626, id. IV/17.

⁶ 1602, 1627, 1652.

⁷ 6/16 déc. 1662, de Courten V/182.

⁸ 17/24 mai, id. VI/289.

⁹ 19 juillet 1745, id. VII/16.

¹⁰ R. cité.

¹¹ 7/19 mai, de Courten VII/696.

pêcher que les gens sans aveu s'insinuassent dorénavant dans le pays; enrayer leur marche en avant était préférable que de les disperser; aussi les Statuts déjà ordonnèrent-ils aux juges, en 1571, de leur interdire l'accès de notre sol. Il est cependant évident que l'espérance dont on se flattait de les éloigner ainsi ne devait être qu'assez chimérique, les juges ne pouvant intervenir que lorsque les étrangers avaient franchi déjà nos frontières et se présentaient dans les villages, dont ils étaient pourchassés tour à tour. C'était à leur entrée immédiate, aux confins mêmes du pays, qu'il fallait les refouler, et la Diète le comprit bien qui, tout en maintenant l'obligation des Statuts, régulièrement appliqués dans le Haut-Valais, pria, en 1630,¹ les gouverneurs et fonctionnaires en bas de la Morge d'établir aux passages telles mesures idoines à paralyser toute tentative de pénétration. En 1652² déjà, des vigies y sont installées, et peu à peu nous voyons, presque chaque année, la Haute Assemblée remonter aux gardiens des portes, surtout de Saint-Maurice, du Scex³ et de Bourg-Saint-Pierre, qu'ils doivent faire bonne garde et ne point quitter leur poste sans y laisser un sous-gardien.

D'avantage, on déploya concurremment à ces dispositions et pour les renforcer, tout un matériel de mesures annexes : la diète de mai 1700⁴ décrète de faire émettre, dans tous les endroits et dizains, des mandats de même forme et teneur, qu'on publiera et affichera aux maisons de commune, sur les places, et dans les stations de péage, de l'exécution desquels l'autorité de chaque lieu sera chargée, et conformément auxquels elle punira les infracteurs; celle de décembre 1729⁵ rappelle que, lorsque des vagabonds ont été expulsés d'un dizain, ou par décision de justice en raison de leur mauvaise conduite, ils doivent être dé-

¹ 7 avril, de Courten IV/303.

² 10/18 juin. R. cité.

³ Au-dessus de Vouvry : « Il y a là une porte au fort qui est bâti contre le roc; c'est là que la vallée se trouve extrêmement resserrée entre le Rhône et la montagne. Le château, au travers et au-dessous duquel la route passe sur un pont-levis, y ferme pour la première fois le pays, comme à St-Maurice pour la seconde, et à la Barma pour la troisième. C'était dans ce fort du Cex que M. le Châtelain du Bouveret faisait sa résidence jusqu'en 1798, et y faisait en quelque façon la fonction de garde du Fort et du pays », (Schiner pp. 543 et 545.) — C'est en créant l'office judiciaire du châtelain du Bouveret, en mai 1672, que la Diète décida de construire une maison pour ce fonctionnaire auprès du poste de garde de la porte du Scex, en un lieu convenable, et qu'on lui transmit le soin de fournir désormais la garde de cette porte. (R. 11/19 mai, de Courten V, p. 291).

⁴ 5/14 mai, de Courten VI/11.

⁵ 7/17 déc., *ibid.* 486.

noncés au prochain Conseil général, afin que chaque dizain et chaque commune puisse s'en préserver. Trente ans plus tard,¹ on se décide à faire ériger, à tous les passages principaux, des poteaux portant indication, dans les trois langues, latine, allemande et française, que ces passages sont les seuls permis et que tous les autres, surtout les sentiers et chemins détournés leur sont condamnés, sous peine des galères ; et quand, en 1763,² parut imminente une vague d'assaut nouvelle, on requit l'autorité locale de faire dresser de tels poteaux, sur tous les chemins et sur les routes qui devaient être fermés aux étrangers sous peine discrétionnaire. Il parut en même temps opportun que des placards imprimés, portant défense souveraine, aux gens susdits et à ceux qui n'étaient pas munis de bons passeports, d'entrer dans le pays et d'y séjourner, fussent affichés aux passages et dans les lieux convenables.

J'ai déjà dit que, pour stimuler le zèle des juges et des fonctionnaires, ou du moins pour parer à leur indulgence, les statuts de 1571 les menaçaient d'une amende de 10 livres, payable au Bailli : loin de tomber en désuétude cette disposition fut, en 1717,³ judicieusement complétée et perfectionnée comme suit : nombre de vagabonds étrangers étaient fréquemment surpris en flagrant délit de vol et d'autres méfaits, mais comme, à défaut de moyens, les juges pouvaient répugner, par crainte des frais, à mettre en exécution les peines légales, et que ce mal enhardissait les gens ainsi ménagés et amenait de fâcheuses suites, la Diète ordonna que due justice leur fût toujours appliquée et que, dans tous les cas de carence du coupable, l'Etat devait assurer une subvention de 12 pistoles par individu exécuté, tant en haut qu'en bas de la Morge.

Il n'est pas contraire aux apparences de conclure que nos pères inclinaient un peu volontiers aux méthodes expéditives ; mais il faudrait se garder de penser qu'ils n'aient pas eu à combattre un péril très réel, et qu'ils frappaient les yeux bandés : ils firent preuve de prudence et de fermeté, non d'hostilité systématique, la xénophobie n'était pas érigée en discipline. Il fallait seulement distinguer entre les diverses sortes d'étrangers qui se complaisaient chez nous, entre la tourbe des louches vagabonds, et ces hôtes capables de justifier de moyens d'existence suffi-

¹ 5/14 déc. 1759, de Courten VII/201 : Cette mesure n'a d'ailleurs pas été acceptée par le dizain de Viège, cf. diète de mai 1760.

² R. cité.

³ 6/18 déc., de Courten VI/341.

sants, et donnant toutes garanties d'innocuité. D'où la nécessité, très ancienne, de leur demander l'exhibition de leurs papiers : les Additions de 1598¹ déjà avaient établi qu'il était défendu de recevoir romain ni germain, « qu'ilz ne monstrent ses lettres faisantes mention de son origine et bonne renommée », et l'on ne manqua plus dès lors d'exiger qu'ils se soumissent à cette formalité,² et d'y subordonner leur admission. Il ne fut fait une exception, en 1791,³ que pour les ambulants marchands de citron, de verre, pour les crémiers, les aiguseurs, faiseurs de paniers, affileurs de scie, même confédérés, qui devaient être renvoyés par les patrouilleurs, quand bien même ils auraient été pourvus de passeports, avec l'avertissement que, s'ils revenaient, on leur tondrait la tête. Mais ceci est une autre histoire, qui se rattache à la lutte séculaire soutenue parallèlement, et pour des raisons semblables d'ordre public, contre les colporteurs étrangers. Nous y reviendrons ailleurs.

LIBERTÉ DES COMMUNICATIONS.

La situation géographique du Valais, point d'intersection des grandes artères commerciales de l'Europe, l'importance du trafic assuré par le Mont-Jou, la vallée du Rhône et le Simplon exigeaient, dès les temps les plus reculés, des mesures impérieuses pour garantir la pleine liberté du transit et la régulière sécurité des échanges. De bonne heure se créa une tradition d'honneur et d'hospitalité que les évêques se plurent à entretenir et à développer. La protection des voies commerciales fut un de leurs premiers devoirs, et de leurs plus vivants soucis.

Déjà les statuts de Sion, vers 1217, rappelaient que les routes du Valais, à partir de la croix d'Ottans, dépendaient de l'évêque, qu'il devait les garder et les défendre et, si des marchands y étaient arrêtés ou lésés, réclamer comme sa propre chose leur personne ou leurs biens.⁴ En 1274, pendant la vacance du siège épiscopal, l'économe de l'Eglise de Sion, ainsi que Rodolphe de Rarogne, vidomne de Sion, héritent des mêmes préoccupations, et promettent solennellement sauf-conduit aux marchands et à leurs convois.⁵ Par des traités de commerce, (notamment avec

¹ Art. LXVIII.

² Ainsi en 1708, 1729, 1763.

³ 16/27 mai, de Courten VII/675.

⁴ Cf. van Berchem, Append. II, p. 288.

⁵ 12 juin Sion, 13 juin Naters, v. Berchem, pièces justificatives. I. pp. 293 et 294.

Milan, en 1291), les évêques s'engagent d'autre part à conserver, à leurs propres frais, dans leur protection et surveillance tous les marchands passant, séjournant ou s'en retournant par leur territoire, et à supporter tout le dommage¹ qui leur serait infligé par brigandage, vol, ou autre mode injuste, à l'exception des cas fortuits. C'est d'ailleurs aussi le problème de la sécurité qui rassemble l'une des premières diètes, et des plus importantes, le 9 février 1347, ensuite de l'attaque dont a été victime sur la route du Simplon, le banquier ou lombard Palméron Turchi de Castello, citoyen d'Asti.² Réunis ce jour dans l'église paroissiale de Naters, Guichard, évêque de Sion, et plusieurs hommes, chanoines, nobles ou autres, venus armés, sur l'invitation de l'évêque, surtout des terres du Chapitre de Sion, de Loèche, de Sierre, Anniviers, Vercorins, Granges, Ayent, Sion, Savièse, Chamon et Martigny, statuent que personne ne doit faire d'offense aux marchands ou à quiconque traverse la terre du Valais ; celui qui les lèsera, ou qui y donnera conseil, aide ou faveur, encourra une peine de corps, et une peine d'argent dont nulle grâce ne pourra être accordée jusqu'à la quatrième génération. Sous la même peine, ceux qui sont témoins d'une offense faite aux marchands ou aux voyageurs sont tenus de les défendre, d'arrêter l'offenseur et de le livrer à la cour de l'évêque. Personne enfin, sans licence de l'évêque, ne peut faire son butin (*predam faciat*) d'un homme, d'une chose ou d'un animal ; si le cas se présentait pourtant, celui qui verrait, entendrait ou percevrait un attentat de cette sorte, devrait accourir, sans attendre son voisin, ni l'ordre de son supérieur, comme l'on accourt au crifor, *ad forcridum*, et poursuivre le ravisseur et sa proie, pour les remettre à la cour.³ De même ordonnèrent les articles de 1446 (et de 1475), mais plus succinctement, que toute personne, de quelle condition fût-elle, qui aurait attaqué un passant sur les chemins publics ou royaux, devait être condamnée par le seigneur et les patriotes à une peine de corps et d'argent. On conçoit donc que, vers le même temps,⁴ Guillaume de Rarogne, (ayant appris avec peine que dans sa ville de Sion, de nuit, après

¹ *Quod tenetur eis restituere omne dampnum quod sustinerent in territorio, etc., ibidem*, p. 288.

² Cette attaque fut la cause d'un conflit qui divisa pendant 15 ans la Savoie et le Valais et faillit entraîner la ruine de l'indépendance valaisanne. Voir v. Berchem, pp. 98 ss.

³ Heusler N° 9. — v. Berchem donne le statut entier, pièces justif. V, pp. 297/302.

⁴ 27 mai 1441, Gremaud VIII/2937.

le coup de la cloche, les honorables Jean Barbaz et Jacques Pachini de Canalis, marchands lombards, avaient été, de façon hostile, traîtresse et inique, assaillis, frappés et blessés gravement, au corps et à la tête, avec grande effusion de sang, à tel point qu'il fallait s'attendre à les voir trépasser plutôt que survivre), ait pu rappeler que, jusqu'alors, les marchands étrangers traversant le pays avaient accoutumé d'être en sûreté, ou que du moins ceux qui s'en étaient pris à eux avaient été punis, et qu'il lança un mandat d'arrêt fort sévère contre le coupable, afin que la coutume louable fût observée, que sûr accès fût ouvert aux marchands, étrangers ou autres, que nos voisins ne prissent pas une fâcheuse opinion de notre pays, et que l'agresseur pût être châtié de telle sorte que sa peine servit de déterrition et d'exemple aux autres.¹

Au commencement du XVI^e siècle, la situation paraît encore assombrie, du fait que les coureurs étrangers de grand chemin hantaient le pays, et que les haines politiques, alors à leur paroxysme, multipliaient les embuscades derrière chaque mur et chaque buisson. Le danger était alors si commun que l'évêque devait, par circulaire du 2 mars 1517, recommander à tous les ecclésiastiques en voyage, de porter sous la soutane une dague pour leur défense personnelle,² et la diète du 18 novembre, à Brigue, ordonner que les chemins devaient être libres et sûrs à chacun, et que celui qui attaquerait une personne « an offner landstras » perdrait son corps, sa vie et ses biens.³

Cependant une phase nouvelle du délit commence à transparaître. On va cesser d'édicter protection en faveur des commerçants particulièrement, dont les assaillants peuvent d'ailleurs être tenus pour brigands et punis comme tels, on va généraliser l'avertissement, songer au salut du paysan, faire entrer l'obligation pacifique dans les mœurs villageoises et plus seulement dans le droit international. Le code du Cardinal forgea l'article

¹ Le texte dit : *et quia huc usque mercatores extranei per patriam transeuntes tuti et securi esse consueverunt aut saltem contra ipsos quicquam facientes debite pugniti fuerunt ; ut igitur laudabilis consuetudo observetur, tutusque accessus pateat mercatoribus extraneis et aliis, ac apud vicinos talia nefanda seu forefacta in patientiam seu dissimulationem tollerantur infamia et detractioe nos et patriam reportemus et etiam mala non remaneant impugnita, sub tali malefacto ita pugnietur quod pena ipsius sit metus multorum et ceteris sedat in exemplum.* Gremaud VIII. p. 233.

² *Ensem brevem feretis ad defendendum corpus*, Grenat, p. 288, note.

³ Imesch N^o 113.

nouveau,¹ que les Statuts reprirent à peu près textuellement, et que l'on rapportait ainsi, vers 1660: « Si quelqu'un ayant hayne publique contre un aultre et l'ayant menacé, ou menant quelque affaire qui est tenu malagre et hayneux de l'aultre, sur ce, qui embouschera ou occupera le chemin ou voye publique par lequel on va en jugement, à l'Esglise parrochiale, au marché, en la maison, vers son bestail, au labeur et travail de ses biens, afin de quereller ou assaillir un aultre, ou qui de faict l'assaillira, il tombe en la peine de soixante livres avec la maille d'or et est puni en tout et partout comme il est dict de transgression de paix.² Que s'il faict cela de nuict ou en temps de ténèbres, il tombe en la peine de meurtre ». On ne s'écarta dès lors plus de cette ligne: le code de 1795 a conservé les mêmes dispositions, sauf l'allusion à la rupture de paix, exprimées un peu différemment.

REPOS DES MORTS.

Le devoir de respect à l'égard des morts ne fut incorporé au patrimoine législatif que par le code destiné aux sujets du Bas-Valais. Quiconque s'avisait de déterrer par vengeance, pétulance ou mépris, un corps mort, devait être banni du pays à perpétuité. Pour celui qui entreprenait d'exhumer un mort et de le spolier de ses vêtements en le laissant ainsi exposé, il devait être fustigé d'abord, et banni. Et l'on défendit, sous le même bannissement à vie, de dépouiller de leurs vêtements les corps des exécutés.

ARRESTATION ET DÉTENTION ARBITRAIRES.

Il fut de tout temps sévèrement pros crit de se faire justice soi-même et d'attenter à la liberté individuelle,³ ou, comme disent les Articles de Naters, sous quelle couleur, cause ou occasion que ce soit, d'arrêter, de détenir ou d'emmener une personne de l'un ou de l'autre sexe, sinon en vertu d'un mandat du

¹ La Paix nationale de 1517, art. 30, disait brièvement : Item le patriote qui se rend au tribunal du pays ou de juges particuliers, doit y demeurer et y être protégé de toute violence, afin que chacun en Valais puisse agir et voyager en sûreté contre la violence, et tranquillement.

² Cf. plus haut, p. 361.

³ On se rappelle que les Anglais posèrent la notion de l'*habeas corpus* à la fin du XVII^e siècle. On trouve, chez nous, codifié l'équivalent de cette garantie dès le début du XV^e siècle.

juge compétent, ou dans les cas où ne se trouverait aucun juge qualifié, ayant juridiction et pouvoir sur les gens qu'il s'agit d'arrêter. A moins toutefois que l'homme à appréhender ne soit vagabond et fugitif, ou pris en flagrant délit, parce que, s'il s'enfuyait, justice ne pourrait lui être administrée.¹

Les premières franchises de Sembrancher déjà portaient, en 1239, que si quelqu'un, de sa propre autorité, arrêta et détenait un tiers dans le village libre ou dans l'étendue de sa juridiction,² sans l'ordre du seigneur ou de son châtelain,³ il devait être condamné à la grande amende de 60 livres. Le même ordre était observé à Saillon, mais sous peine de 60 sols, et les libertés écrites insistaient ici sur le fait que la protection de la personne accordée par cet article ne s'appliquait pas aux brigands ni aux autres malfaiteurs.

Dans le Valais épiscopal, la défense était sanctionnée par des menaces bien plus considérables. La diète du 3 décembre 1429 ordonna sous commination de la peine capitale et de la perte des avoirs, que nul dans le pays ne devait arrêter quelqu'un ni le conduire prisonnier dans des prisons privées ; et Monseigneur André de Gualdo, promulguant cet édit, manda à tous les paroissiens dans le district desquels de tels faits s'étaient produits ou devaient se produire, et à ceux des paroisses voisines, qu'ils devaient, sous peine de 100 livres maurisaises, s'insurger en armes contre ces ravisseurs, à la façon des gens d'armées, après qu'on les aurait appelés en sonnant les cloches de paroisse en paroisse, comme il était d'usage contre les brigands et les malfaiteurs publics et notoires, jusqu'à ce qu'ils eussent retrouvé les captifs et qu'ils les eussent enfin libérés.³

Les articles de Guillaume de Rarogne (1446) et ceux de Supersaxo (1475), puis, au siècle suivant, les codifications de Schiner (1514) et de Hildebrand de Riedmatten (1571), confirmèrent la peine de corps et d'argent, qui demeura toujours applicable à ceux qui « par téméraire osance » et « frivollement, c'est-à-dire sans regard et à la volée sans l'auctorité et congé de Monseigneur l'Evesque ou d'un aultre juge ordinaire », cherchent à « détenir les gens honnestes et les rendre prisonniers. »

A ces dispositions se rattache logiquement l'interdiction de la

¹ Dans ces cas la détention était permise, mais le prisonnier devait être consigné au juge du lieu dans lequel il avait été pris, dans le délai de 24 heures, à peine de corps et d'argent, AN 54, id. SS 126.

² Le deuxième membre est tiré des franchises de Saillon.

³ Sion, 5 déc. 1429, Gremaud VII/2803.

contrainte par corps en cas de dette,¹ affirmée en règle générale par les statuts de 1446, de 1475, 1514 et 1571.² Je livre la traduction de l'article de ces derniers, telle qu'elle est formulée par le notaire Davidis : « Aucun des paysans ne peut ny doit arrester ny sequestrer ou détenir un aultre ayant biens propres, ou demeure, ou palins de haye ou cloisons au pays. Mais l'acteur soit tenu suivre l'audience du droict du deffendant, ou bien le demander devant son juge supérieur en la cour de Monseigneur l'Evesque de Syon ou du Baillif. Mais quand ne se trouveroient point les biens du débiteur, ou que le créancier, sans faute qu'il eust faicte (*sine merito debiti vel criminis per eum commissi*) ne peusse avoir sûr accès au lieu où est le débiteur, en ce cas le créancier fera arrester et sequestrer les biens du débiteur et luy-mesme aussi, s'il fust à craindre qu'il ne s'en fuit, là où le trouverait, et personnellement ainsi ; toutefois que le créancier fiance suffisamment es mains du juge de ce lieu où l'arrest se fera, de rendre clames et despens en tout cas de mal deüie sequestration ou arrest. Il est permis toutes fois à tout paysan du Valley d'arrester par justice, *iustitia mediante*, les choses et biens des estrangers et forestiers à fin qu'on soit plus facilement payé ou qu'on puisse recouvrer l'action qu'on aurait sur iceux forestiers, sauf en cecy : les alliances et réservations (*salvis tamen foederibus ac capitulis*) que pourraient avoir les paysantz et certaines communautés du pays avec certains voisins, lesquels se doivent tenir et garder non d'aultre loy et façon qu'ilz les observent en notre endroict. »

VIOLATION DE DOMICILE.

Ce n'est pas seulement la personne des honnêtes gens, mais leur domicile aussi qui était sacré ; le foyer d'autrui devait être respecté, la paix familiale protégée avec un soin jaloux ; que ce fût de jour ou de nuit, il était interdit d'attaquer quelqu'un sous la poutre enfumée, ou « russigen raffén »³ comme disait le langage populaire, de sa demeure. Dans les libertés de Sembran-

¹ Délit fréquent, au témoignage d'Osenbrüggen, p. 273.

² AN 5, SS 70, LRC 9, St. XL.

³ AN 29 : *sub tecto propriæ habitacionis fumigato vulgariter russiger raffén* ; SS 117 : *sub stillicidio propriæ domus suæ vel sub tecto et tigno suæ domus fumiganti, quod vulgariter dicitur under russigen raffén*. — Cette expression est commune à toutes les vieilles sources suisses. Cf. Osenbrüggen, pp. 50 et 363, Blumer II/2, p. 38.

cher ce principe tutélaire est acquis déjà, et qui le méprisait s'exposait à l'amende de 60 livres et à l'indemnisation du dommage.

Quant au comté du Valais, le recès de 1429 plus haut cité réserva la peine capitale et la confiscation à ceux qui attaqueraient les gens chez eux, et imposa l'obligation, à tous les paroissiens, d'accourir tout armés, au son de la cloche d'alarme, pour réduire à raison les audacieux. Les Articles de Naters, puis les statuts de 1475, consacraient la peine de 60 livres avec l'obole d'or et, comme succédané, la mutilation du pied ou de la main. Ce sont les mêmes dispositions qui survécurent par-delà 1514 et 1571, mais en se perfectionnant, car les premiers balbutiements d'une théorie avaient pu se fixer dans la pratique journalière, qui prévoyait différentes modalités du délit, visaient à en réprimer plus sévèrement la récidive, et se rendaient à la nécessité de donner une définition légale du domicile. Si quelqu'un, dit-on alors, en cherche un autre dans sa maison ou son bâtiment pour l'assaillir et l'offenser, ou si, en se battant il poursuit celui qui se retire dans son habitation et y pénètre à sa suite, et que, franchi le seuil, il le blesse ou l'offense, l'assaillant mérite la peine de 60 livres et la maille d'or (en 1571 on y ajoute la réparation du dommage subi par le lésé). Que s'il ne les possède pas en biens, il faut qu'il souffre l'amputation de la main ou du pied, et qu'il soit puni comme il a été dit précédemment des transgresseurs de paix.¹

Sont ici réputés siens les édifices dans lesquels on se nourrit, que l'on détient à titre de locataire, ou dans lesquels on habite d'autre façon, même s'ils appartaient en propre à un tiers.²

Les statuts de 1571 introduisirent encore que si quelqu'un provoquait ou appelait une autre personne hors de chez elle, et qu'il s'élevât une dispute, l'agresseur devait être condamné au ban de 60 livres, et, s'il recevait quelque dommage de celui qu'il avait fait sortir, qu'il devait le supporter sans en espérer aucune amende, réservé cependant toujours l'homicide.

Avec le temps, l'aspérité de la répression s'étant généralement éteinte, on abandonne un peu de la sévérité première, et la violation de domicile n'était plus punie, en 1795, que de 60 livres

¹ Ces diverses causes d'aggravation ont parfois été codifiées ailleurs : concours, main armée, nuit, degré de violence, nombre de poutres ou « russigen rafen » franchises, etc... Cf. Osenbrüggen pp. 362/363.

² La protection ne s'étend pas seulement entre les quatre murs de la maison, mais comprend « Haus und Hof » (ibid. pp. 51, 361). Elle englobe aussi toute la famille de l'attaqué et tous les habitants de la maison (p. 361).

de ban, si elle avait eu lieu de jour, et si c'était pendant la nuit, de la même amende aggravée de la déchéance de l'honneur.

Pour ce qui a trait aux perquisitions opérées par nécessité de justice, elles étaient soumises à l'observation de formalités coutumières, et ce n'est qu'en périodes de crises que l'on perçut l'écho de cruels abus dans leur application. C'est du temps des luttes intestines entre les factions Schiner et Supersaxo surtout que l'emportement de la passion put entraîner les fonctionnaires à ne plus se soucier des droits individuels, et à fouler aux pieds toute garantie d'impartialité. Sans attacher trop d'importance aux griefs, assez probablement surfaits, de partisans qui se plaignaient que l'ancien bailli, Martin Stephillen, par exemple, assisté de Pierre et de Gaspard Schiner, venait les arracher de leur lit, de nuit, à Reckingen, pour les conduire par étapes à Sion et les y torturer atrocement,¹ il faut bien constater que la Paix nationale de 1517 fut obligée de réglementer rigide-ment cette matière, et que mécontentement et abus ne devaient être que trop réels : Comme mainte attaque arrive aux pauvres gens, dit-elle, à cause des visites domiciliaires, nous reconnaissons que c'est là violence et injustice, et que, dans l'avenir, aucune perquisition ne doit être faite contre un patriote sans décision et connaissance préalables d'hommes d'honneur, sauf en cas de sortilège, de meurtre, de trahison et de vol; et si le fait se produit pourtant, il doit être tenu pour une violence commise sans droit, et doit être jugé nuisible.²

Le code bas-valaisan confirme, pour les visites domiciliaires, une procédure qui doit être l'habituelle, en indiquant incidemment que celui qui fermerait la porte à un officier voulant entrer pour faire quelque intimation, lever ou prendre des gages, et ne voudrait pas l'ouvrir quoique sommé, payera pour la première fois 3 livres, la seconde 6 livres, et qu'ensuite on pourra agir par bris et fracture,³ *januas frangere* disait-on en 1598.⁴

4. Délits de fonction.

Il ne se trouve, de toute cette classe d'infractions, que des sources de renseignement sporadiques. L'on ne s'est jamais le moins préoccupé de rassembler, à plus forte raison de grouper

¹ Cf. Imesch N° 103.

² Art. 2.

³ BV, cap. XI, art. XII *in fine*.

⁴ Add. art. X.

en système, les divers aspects de ces délits de fonction, avec l'échelle correspondante de leurs peines ; c'était là surtout affaire coutumière, locale, et toutes les lois de portée générale sont muettes à ce sujet. L'autorité compétente devait se contenter, en présence du fait accompli, de prendre les mesures disciplinaires indiquées, de casser le fonctionnaire félon, de le frapper d'amende, de le contraindre à la réfection du tort qu'il avait pu causer par sa négligence ou par ses malversations ; encore se montra-t-elle parfois d'une faiblesse inconcevable, ainsi que nous le verrons bientôt. Je réunirai donc, sous un lien assez lâche, les quelques faits et les textes dont je dispose, et qui, s'ils ne donnent pas une lumière dissipant toute obscurité, découvreront au moins quelque perspective des masses côtoyées.

EN GÉNÉRAL.

1. Refus de fonction.

Dans toutes les localités haut-valaisannes, sitôt qu'elles eurent une suffisante autonomie pour élire leur major, leur châtelain, et son lieutenant, régna pour ces fonctionnaires l'obligation absolue d'accepter les charges dont ils étaient investis. Dès le commencement du XV^e siècle, le dizain de Brigue choisissant son juge, spécifiait que celui-ci ne pouvait se soustraire à l'honneur qui lui était offert.¹ Mœrel et Grengiols en 1452,² Rarogne en 1548,³ Zermatt en 1540 et 1621⁴ édictèrent ou rappelèrent également dans leurs statuts constitutifs que le major établi par les communautés était tenu d'entrer en fonctions sans opposition. Ces préceptes qui, dans les textes, ne sont fondés sur aucune contrainte matérielle, composent une sorte de parallélogramme des forces dont la résultante est vraisemblablement telle que tracée dans le règlement de Mœrel : que si l' élu se dérobaient et répudiaient l'emploi pour lequel il était désigné, il devait être exclu de toute juridiction⁵ et perdre son honneur, comme un parjure.

Pour faire pendant au délit du refus, se trouve chez nous, à

¹ 3 janvier 1418, art. 1. — Celui qui a été juge une année peut d'ailleurs décliner la charge pour les trois années suivantes, art. 18. Même chose à Mœrel.

² Mœrel, 19 mai, Gremaud VIII/3046.

³ Art. 1.

⁴ Art. 1.

⁵ Je pense, de tout rôle en justice : servir de juge, de greffier, d'assesseur, de témoin, etc.

l'extrême opposé, un *crimen ambitus* qui, d'après le Manuel de vers 1700, consiste à briguer et à obtenir par des moyens illicites des honneurs et des charges, et dont la peine n'est d'ailleurs pas déterminée.

2. Abus de fonction.

Les statuts de Rarogne disent seulement, et de manière toute laconique : Doivent être punis, selon le louable droit coutumier observé jusqu'ici, les juges et les représentants en justice qui se rendraient coupables de quelque abus dans l'exercice de leur mandat, « so sy dârin missbrauch thetin in iren gericht übung ».

3. Violation du serment de fonction.¹

Il était de règle que tous les fonctionnaires, en entrant en exercice, fussent assermentés, leur nomination dépendit-elle de l'Evêque, du Chapitre de Sion, de la Diète, des Dizains ou des Communautés.

Si donc ils avaient failli, sur quelque point, à leur devoir, ils devaient être considérés comme parjures, et en subir le châtiement. L'infamie et la destitution en étaient généralement le corollaire. Souvent aussi, et dans des circonstances déterminées, dans lesquelles il était opportun de s'assurer de leur zèle ou de leur obéissance, on compliqua la peine ordinaire de la menace d'une amende importante, de l'indignation souveraine, et, pour l'évêque, de l'excommunication.²

4. Violation du devoir de dénonciation.

En 1475, la *Reformatio curiae* de l'évêque Supersaxo ordonne que tous les clercs, notaires, avocats et jurés de ses cours sont tenus, en vertu de leur serment, de noter et rédiger par écrit tous les cas fiscaux et méritant une peine, qui viendraient à leur connaissance, et de notifier ces cas punissables aux procureurs ou à leurs substituts, s'ils veulent se montrer respectueux de leur serment et ne pas être convaincus de parjure. Si les procureurs peuvent en trouver qui y contreviennent, ils doivent les citer en des procès, en tant que perfides à leur seigneur et opposés à la justice qu'ils ont juré de maintenir, et faire ce qui incombe à leur office. Le seigneur évêque *potissime vult et extendere praecipit* que si l'un des procureurs ou de ses substituts

¹ A rapprocher du devoir de l'avocat, de donner son concours chaque fois qu'il en est requis, sous peine de parjure et de 60 livres d'amende (AN), ou du parjure (St.). Voir AN 26, LRC 15, St. XI.

² Voir, dans Gremaud (VIII/2937) le mandat d'arrêt du 27 mai 1441. Les sanctions y sont : excommunication, destitution, grande amende de 60 livres irrémissible, et obole d'or.

abusait sciemment et dolosivement de son office, au mépris de son serment, il doit être tenu du parjure, déposé de sa charge, et en plus frappé d'une peine suivant l'exigence du cas. Il ordonne également, à tous ses jurés et à tous ses sujets, lorsqu'ils auront bien constaté un tel excès, de le lui signifier.

A l'apogée de cette période juridique valaisanne, le code pénal pour le Bas-Valais, témoignant d'une égale indifférence pour le choix de la sanction, valida la tradition séculaire et prescrivit : Tous les juges, châtelains, métraux, sautiers, curiaux et autres officiers qui ont prêté le serment dans les mains de nos Représentants, seront tenus de faire un fidèle rapport de tout délit, quasi-délit, scandale, batterie et généralement de toute mauvaise action qui porte ban ; et le rapport d'une de ces personnes en office suffira pour fixer le cas du ban. Les gardes et les guets seront de même croyables dans l'exercice de leur office.¹ Toutes les personnes ci-dessus ne seront cependant pas tenues de faire un tel rapport lorsqu'un de leurs proches parents s'y trouverait intéressé.

CORRUPTION.

Les décisions générales² qui furent d'abord lancées pour empêcher la corruption des juges, passaient par-dessus les magistrats subalternes, dont le serment prêté devait être considéré comme suffisant à contenir, et en cas de rupture, à réprimer les velléités de prévarication, et qui, vivant de leur charge et se payant sur elle, devaient implicitement bénéficier de quelque indulgence : ces décisions les épargnaient pour atteindre les juges supérieurs, les députés au Conseil général. Ceux-ci devaient, d'après les statuts de Naters, jurer sur les sacrés évangiles de Dieu de juger justement, selon leur conscience, en écartant toute fraude, dol, intérêt, inclination, ou faveur ; ils devaient jurer que moyennant la rémunération à laquelle ils avaient droit, ils assisteraient au jugement et feraient exécuter la sentence de façon usuelle, mais qu'ils n'accepteraient en plus aucun cadeau secret, susceptible de compromettre la cause du droit. Si quelqu'un d'entre eux le faisait cependant, il devait être à jamais exclu du droit de juger, et puni comme parjure et infâme. Quel-

¹ Déjà en 1475, SS art. 38.

² Il y eut aussi des lois particulières, telle celle de Brigue en 1418, pour interdire au juge de se laisser mouvoir « weder durch liebe, forcht, gunst und ungunst, müethen, gaaben, fründtschaft oder findtschaft oder durch andre geschwindigkeit noch betrug », (art. 2).

ques recès vinrent appuyer encore, de ci de là, l'interdiction de la corruption passive, ainsi en janvier 1528,¹ en décembre 1543.²

Plus tard, on ne fit plus aucune distinction dans la hiérarchie des juges, et l'on punit aussi la corruption active, la frappant dans son principe, qui est l'intérêt. La diète de mai 1791³ renouvela une ordonnance récente, savoir que si quelqu'un se permettait de vouloir corrompre juge ou assesseur dans un procès, et que ceux-ci y consentissent, le premier perdait *ipso facto* son procès, et les derniers étaient déclarés ultérieurement inhabiles à tous emplois. Le code de 1795 interdit également, aux parties, de faire quelque espèce de présent que ce puisse être, sous peine de perdre la cause intentée, et aux juges de la recevoir, sous peine d'être déchus et regardés comme indignes de la charge dont ils sont revêtus, ainsi que d'être jugés inaptes à exercer un office public à l'avenir.

CONCUSSION.

Le système des nominations annuelles, bisannuelles et trisannuelles des gouverneurs et des châtelains pour les pays sujets, et du roulement de dizain en dizain pour leur choix, devait amener, presque inévitablement, les fonctionnaires passagèrement portés au pouvoir, à se servir de leur éphémère tour de proconsulat pour en tirer les plus rapides profits, et s'en retourner non seulement plus considérés, mais plus riches.

Dans la vallée de Lœtschen et à Châtillon, l'administration du major et du châtelain manquait à tel point de scrupules que plusieurs fois, dit Boccard, ces populations avaient élevé la voix (quand elles ne tentèrent pas de se soulever) contre la servitude que faisait peser sur elles la main de leurs frères émancipés, et qu'elles durent se convaincre de plus en plus qu'en aidant leurs voisins à conquérir et à consolider leur indépendance, elles n'avaient fait que river de plus en plus leurs propres fers. Au lieu d'un seigneur déjà riche et puissant,⁴ elles en voyaient arriver tous les ans un nouveau qui avait envie de le devenir.

Dans les pays conquis du Bas-Valais, la situation était la même, hors la proportion plus pompeuse de la charge et l'importance plus tentante de la fortune générale. Là, les griefs de

¹ Heusler N° 68.

² Heusler 115, de Courten I/617.

³ Sion, 16/27 mai, de Courten VII/673.

⁴ Les de La Tour. Le passage est tiré de l'ouvrage cité, p. 179.

la population ne furent pas toujours étouffés, on les entendit résonner déjà en 1543, et l'on sait que la cupidité du gouverneur fut prétexte du soulèvement de 1790, à Monthey, dans lequel il faillit laisser sa vie. Au reste, l'article de la Revision¹ qui réglait le mode d'élection, semble tenir en suspens la menace perpétuelle de tous les appétits latents: « Il est ordonné par une souveraine session, que dès qu'un seigneur aurait une fois présidé à un gouvernement, ou majorie de Nendaz, ne puisse plus aspirer à un autre gouvernement ou office semblable, mais se contentera d'une seule administration, afin que d'autres braves messieurs patriotes puissent aussi être avancés ». Il doit être satisfait aux intérêts de tous.

Les fonctionnaires coupables de concussion étaient jugés par la Diète, qui les avait nommés, et j'ai dit qu'elle en usait parfois à leur égard avec une indulgence scandaleuse, au point que je m'étonne qu'elle n'ait pas craint de paraître se rendre complice de leurs infidélités. On en trouve des traits incroyables. C'est ainsi qu'en session de juin 1618,² Gilg Jossen, gouverneur de Monthey, accusé de ce crime, lorsqu'il eut imploré son pardon et promis de restituer les sommes extorquées et de payer une amende de 40 écus à Sa Grandeur, au Grand Bailli et à chacun des dizains, fut remis en grâce et se vit confier le même gouvernement jusqu'au terme de deux ans, après avoir prêté à nouveau le serment de mieux l'administrer à l'avenir !

¹ Art. XXXIII.

² 5/15 juin, de Courten III/618. — A côté du crime de concussion, Jossen était accusé d'avoir porté atteinte à l'autorité du Grand Bailli, assailli avec le glaive et chassé hors du château les sujets, dénié justice, etc. La Diète, considérant d'abord qu'elle ne peut le laisser impuni, prononce à l'unanimité qu'il sera démis de sa charge, qu'il payera 800 ducats, et que l'on désignera le lendemain son successeur. Le lendemain, cependant, le coupable paraît, accompagné de son père et, sans vouloir contester avec la Haute Autorité, se rend à merci et demande pardon. La Diète alors, en considération de son père qui avait bien mérité du pays, et de sa parenté, mais non par égard pour lui, dit-elle, prononce la sentence bénigne qui suit : qu'il se mette à genoux, les mains élevées, en présence de Sa Grandeur, du Grand Bailli et des Députés des VII dizains, en diète, demandant pardon à Dieu, aux sujets, veuves, orphelins, qui lui étaient confiés et qu'il a opprimés, au mépris de ses devoirs, à Sa Grandeur et au Grand Bailli. Hauts Seigneurs temporels du gouvernement de Monthey, et qu'il restituera aux parties lésées ce qu'il leur a extorqué. Pour l'exemple, et pour montrer aux sujets que la Haute Autorité désapprouve de tels fonctionnaires et leurs actes, il lui est imposé de payer... etc.

PÉCULAT.

Le crime de péculat n'apparaît dans le droit écrit qu'en 1795 ; il consiste, dit le code, à s'emparer ou à détourner d'une manière frauduleuse les deniers du souverain ou du fisc.

Celui qui en sera convaincu sera poursuivi comme les autres voleurs, en y joignant l'infamie, si c'est un homme revêtu d'un emploi public.

5. Délits contre l'administration de la justice.

RÉSISTANCE A L'AUTORITÉ.

C'est au délit d'insubordination que se rapporte le premier des articles pénaux de la première des chartes communales en Valais. Il est libellé avec une absence d'emphase clairement évocatrice de la vie étroite et simple de la petite cité épiscopale, de la familiarité toute primitive et pratique des sanctions, dans les temps que se formait le droit ; on avait prise sur l'habitant en le menaçant dans la possession des objets usuels, dans sa précaire fortune gisant au grand soleil, son pré, ses meubles, son toit. Il était de coutume, en l'an 1217, lorsque l'évêque Landri accorda ses premières franchises à la ville de Sion, que si quelqu'un y offensait l'évêque, celui-ci devait l'admonester une fois, deux fois, trois fois, de se soumettre au droit ; si son homme se refusait à donner caution, ou n'était pas en mesure de le faire, l'évêque devait d'abord, après quarante jours, exiger de lui des gages sous forme de pâturages ; s'il ne possédait rien en pâturages, il devait saisir les meubles, et s'il était dépourvu de meubles, détruire la frête de sa maison. Que si, même alors, l'insoumis ne voulait se plier au jugement, l'évêque avait le droit de disposer de son corps (*accipere corpus*), dans la cité ou au dehors.¹

¹ Cf. le plaid général de Mase, du XIII^e siècle : Un homme qui ne veut pas obéir ni se soumettre à la justice, dans le territoire, les chambres, *hospicia* de sa maison doivent être supprimées ; et de nouveau, s'il ne veut pas obéir, la frête de sa maison doit être jetée bas ; et s'il ne veut de nouveau pas obéir, il doit être arrêté partout où on le trouvera (Gremaud V/2183). Les franchises de Loèche, en 1338 (art. 3), proposaient aussi que ceux qui se montraient désobéissants dans le ban devaient être obligés à donner des gages, ou forcés autrement à obéir. La coutume de raser la

De très bonne heure s'installa dans l'usage la permission de résister aux violences illégitimes des fonctionnaires, et les libertés de Sion, en 1338, confirmaient que si un familial du seigneur évêque attaquait à main armée, sans cause raisonnable, dans la cité ou sa juridiction, un citoyen sédunois ou un étranger, l'assailli pouvait lui résister impunément, avec l'aide modérée des citoyens. Le même principe valait pour Martigny, même au temps du retour à la Savoie. Conthey l'appliquait aussi en 1352.

Ces sortes de dispositions n'avaient qu'un cours limité, qu'une valeur locale ; mais, rappels fragmentaires d'une mosaïque de coutumes, elles permettent d'en reconstituer facilement l'arabesque. Souvent aussi les assemblées villageoises, établissant plus tard des statuts d'usage municipal, enregistrèrent la décision solennelle des citoyens de prêter assistance à leur major, à ses successeurs, aux jurés, conseillers et greffiers, et la défense de leur résister et d'entreprendre quoi que ce fût contre eux, en paroles ou en faits, dans l'exécution de la justice. Ainsi Mœrel en 1430.¹ La peine y était exceptionnellement sévère, de corps et d'argent, parce qu'elle avait été fixée alors que la communauté était hypnotisée par la menace grave de la sorcellerie. Ailleurs,² à Rarogne, et pour la pratique habituelle, il suffisait que tout le monde sût que ceux qui désobéissaient aux ordres et mandats des juges, devaient au juge principal 3 livres d'amende, et ce de chaque mandat au suivant, jusqu'à 12 livres, cela devant naturellement s'entendre dans les choses condamnées ; quant à celui qui empêcherait que la justice suivît son cours et que la peine fût appliquée au malfaiteur, il devait être puni de 10 livres à la commune et de 3 au juge, réservés en ceci père, mère, frères, sœurs, oncles, tantes et leurs enfants, et pas plus loin.³ Pour s'assurer l'obéissance, il était de tradition rigoureuse, le jour de la nomination, lorsqu'avaient été désignés le major, le lieutenant et l'huissier, que le conseil et la communauté devaient prêter serment par Dieu et les Saints, à main levée, de se soumettre à

maison du coupable était d'ailleurs générale en Allemagne (cf. Fehr, p. 112). C'était signifier que plus aucun abri ne lui demeurait assuré, qu'il était hors la loi, *friedlos* (cf. Osenbrüggen, p. 62).

¹ Gremaud VII/2809.

² A Sion, le délinquant surpris en son méfait par un officier, s'il était assez hardi de l'injurier ou même de le frapper, devra, s'il était citoyen, être privé de la bourgeoisie ; sinon, être expulsé de la cité (20 nov. 1524, Comp. p. 33).

³ Art. 54.

eux, à leurs ordres et mandats, de les aider à se montrer forts dans le droit, et en un mot d'accomplir tout ce que de fidèles sujets doivent, en vertu de leur serment, à leur seigneur et juge.¹ Cette promesse était d'usage en chaque endroit, et accompagnait toute élection des officiers communaux.

C'est le pouvoir central qui devait, par la force même des choses, jeter les premières bases d'unification. Au cours des âges, quand les villages augmentèrent en importance et en nombre, quand les paroisses furent fondées, et que sur la vigoureuse souche ecclésiastique vint se greffer l'administration temporelle, l'évêque, s'adressant à ses fonctionnaires pour leur signifier sa volonté et celle de la nation, posa nécessairement des principes et porta des ordres qui, destinés à plusieurs d'entre ses officiers, sinon à tous indifféremment, recevaient une application générale, et qui amenèrent tout naturellement la transition entre le droit coutumier villageois et le droit écrit national.² Encore au XV^e siècle, les deux ordres, le civil et le religieux, collaboraient à la grande tâche judiciaire, le seigneur évêque s'adressait simultanément à ses vicaires et à ses juges, et dans un unique mandat,³ pour obtenir l'arrestation d'un coupable et l'exécution d'une sentence ; leurs attributions se complétaient les unes les autres. Il est vrai que les premiers étaient plus particulièrement chargés de lire et de publier, dans chaque église paroissiale, pendant les solennités de la messe, au peuple fidèle réuni pour entendre les divins mystères, et dans les autres lieux publics habituels, les divers statuts et ordonnances promulgués, afin que personne ne pût ensuite en alléguer quelque ignorance ; ils annonçaient et appliquaient les peines spirituelles qui devaient frapper les habitants en cas de désobéissance et de résistance aux ordres souverains, l'excommunication et l'interdit. Les officiers temporels avaient le soin spécial de la partie proprement juridique, des recherches, de l'arrestation, de l'extradition, etc.

¹ Art. 3, *partim* : « Nach dem so sullent rät und gmeindt des drittheyls von Raren schweren ein eydt zu Gott und den helgen mit ufgehepten henden, inen, iren potten und madaten gehorsam zessin... ouch alles das zethun was truwen underthanen iren herr und richter by eidsphlich schuldig sindt zethun ».

² Fehr rappelle (p. 241) comme l'idée du pouvoir absolu apparaît et se développe partout en Europe à la fin du XV^e siècle et comme, en place des fonctionnaires rencontrés au hasard, se fonda un système administratif méthodique et ordonné. Une chose était alors urgente : la réunion de tous ces fils, de toutes ces forces, en organisations s'étendant à tout le territoire. Le XVI^e siècle créa de vigoureux organes centraux, et les composa en différentes catégories (p. 246).

³ 5 déc. 1429, Gremaud VII/2803 ; 27 mai 1441, id. VIII/2937.

Mais ces instructions et ces sanctions, bien que procédant d'une seule et même inspiration, étaient encore variables, accidentelles, et ne s'imposaient pas, sans exception de personne, de lieu ni de temps, à l'ensemble du Valais. Ce fut l'évêque Walther Supersaxo qui, en 1475,¹ centralisa le premier les mesures de protection de ses officiers, afin que le respect et l'obéissance dus à la justice et à ses ministres en exercice, ecclésiastiques ou séculiers, fussent observés, proclame-t-il. Si quelqu'un osait témérairement porter une main violente sur les juges majeurs (comme vicaire, juge général, bailli, officiers) siégeant au tribunal et exerçant leur juridiction, s'il les frappait, les blessait, ou parlait *enorme, tacita veritate* contre leur honneur, il s'expose, outre les peines d'excommunication si le juge jouit du *privilegium clericale*, aux peines que le droit civil porte contre le crime de lèse-majesté, puisque ces officiers représentent immédiatement le seigneur. Pour les juges subalternes et les huissiers, s'ils sont attaqués violemment, frappés ou blessés dans l'exercice de leur ministère, leur agresseur est tenu chaque fois, à l'arbitraire du juge et des jurés locaux, au ban de 60 livres mauricoises avec l'obole d'or, pour les deux premières fois. S'il retombait une troisième fois, qu'il subisse la peine de lèse-majesté, comme obstiné dans sa faute.² Le cardinal Schiner renonça, dans ses statuts, à l'application stricte du principe de la lèse-majesté, et les mesures qu'il y inscrivit furent définitivement absorbées et assimilées par la codification de 1571, et demeurèrent dès lors vivaces. Ceux qui alors portaient les mains avec force et violence sur le juge en exercice, encouraient la peine de 60 livres : si c'était sur le familier de Monsieur le Baillif, le sautier du juge local, ou quelque administrateur public de justice faisant son office, la peine de 15 livres.³ Quant à ceux, quels qu'ils fussent,

¹ SS. art. 6. *De obediencia apud iudices et poena contra offensores*. — Cf. p. précédente, note 2.

² La *Reformatio curiae* du même évêque dispose que deux ou trois familiers de l'évêque doivent se tenir, en cour, à côté du juge, pour imposer silence au peuple assemblé, ou le forcer de parler si bas qu'il ne gêne ni le juge ni les avocats. La personne qui n'aura pas obéi à leur troisième injonction, que ce soit un clerc ou non, devra remettre un gage aux familiers, et ils ne le restitueront que lorsqu'elle leur aura payé, à titre de peine, un quarteron de vin. Et quiconque se rebelle là contre encourt aussitôt, pour sa désobéissance et sa rébellion, le ban de 60 sols, qui doit être récupéré pour servir d'exemple aux autres, afin qu'ils sachent que mieux vaut obéir que de se rebiffer, *ut sciant obedienciam esse meliorem quam rebellionem*.

³ Applicables au fiscal, en 1571, mais dont le juge du lieu pouvait prendre 3 livres.

qui de fait, à la légère ou par armes, résistaient au juge ou à ses ministres pour les empêcher d'arrêter ou d'emmener prisonnier quelqu'un, ils tombaient en la peine de 60 livres avec la maille d'or. Levait toute culpabilité le fait que le civil avait dû se défendre et réagir, le juge l'ayant assailli d'abord, avec violence et sans cause légitime ; et celui qui avait indûment assailli l'autre en la circonstance devait être tenu à faire amende au lésé, à réparer le dommage souffert.

Seul le code de 1795 porta quelques modifications dans ce système, réajustant le taux des amendes à l'indice économique de l'époque, et mentionnant certains cas non encore prévus d'application. La désobéissance à un juge subalterne était punie de l'amende de 3 livres pour la première fois, du double pour la seconde, et du triple pour la troisième ; la désobéissance à un juge supérieur, de 6 livres d'abord, puis de 12, et de 25, enfin des arrêts au pain et à l'eau jusqu'à ce que la promesse d'obéissance eût été obtenue. Il était prévu, d'autre part, que si quelqu'un arrachait des mains d'un officier les meubles ou le bétail levés pour gage,¹ il payerait chaque fois, une amende de 3 livres, puis successivement de 12, et de 25 livres avec trois jours de prison. Pour celui qui fermerait sa porte à un officier voulant entrer pour faire quelque intimation ou prise de gage, nous avons dit qu'il devait 3 livres s'il se refusait à ouvrir à la première sommation, puis 6, après quoi le fonctionnaire avait le droit de pénétrer par la force.

RECEL DE CRIMINELS.

Hormis les cas de crimes les plus graves, dont la trahison, le meurtre et le brigandage, la peine de celui qui donnait asile et refuge au délinquant² fut généralement l'amende et la perte de l'honneur.

A Rarogne, afin qu'il fût bien visible et sensible, disaient les statuts, que le juge, ses jurés et la communauté entière désiraient, de façon louable, maintenir le droit et punir le mal, selon leur raison et de tout leur pouvoir, chacun devait savoir qu'il

¹ La rupture de la saisie était déjà punie partout dans le Valais savoyard, de 60 sols maur. (Saillon 14, St-Maurice 21, Sembrancher II, 35, Monthey 26.)

² Exception faite, naturellement, pour le droit d'asile religieux, reconnu et organisé par le droit. Cf. plus haut, au paragraphe : Juridictions particulières, 2.

était interdit de chercher à protéger dans ses biens, contre la justice, en connaissance de cause, un malfaiteur quelconque, de le recevoir, ou de le conduire hors de la juridiction, personnellement ou par l'entremise d'un tiers, sous peine de 10 livres payables à la communauté et de 3 autres livres acquises au juge, sans compter la notation d'infamie, réservés cependant les parents jusqu'au 3^e degré inclus.

Dans le Landrecht, dès 1514 et jusqu'à 1795, le chiffre de l'amende s'immobilisa à 60 livres : « Mais où quelcun après estre faictes les criées publiques en l'église ou aux tribunaux et lieux de cours, aux temps accoustumés, à raison de quelque criminel et rebelle ou repris de crime qui auroit esté cogneu et jugé prenable, que personne ne le retire ou reçoive, le vient tout volontiers et à son sceu (oultre la deffense) loger ou recevoir, il encourt la peine de soixante livres et la maille d'or ». Au XVIII^e siècle, la déchéance de l'honneur était tombée en désuétude.

Mais, pour se protéger contre les criminels démontrant une perversité spéciale, il fallait une rigueur spéciale. Déjà dans les origines, les franchises de Sembrancher (1239) et de Saillon (1271) avaient noté que celui qui cachait un brigand ou un autre malfaiteur devait être abandonné à la miséricorde du seigneur.

De même, en 1571 encore, et quelques mois à peine après l'entrée en vigueur des Statuts, la diète de décembre¹ estima bon de spécifier qu'il était interdit de donner asile et nourriture aux meurtriers (« Hausen und Speisen von Mördern », rapporte Heusler), sous peine de perdre corps et biens. Dans une autre circonstance également, son ancien bailli étant mis en accusation du chef de trahison, elle dérogea à la règle établie, faisant publier, le dimanche 22 décembre 1611,² en trois endroits de la ville de Sion, par les quatre huissiers, que, par ordre du Grand Bailli et des députés des VII dizains, il était défendu à quiconque, sous amende de 100 écus bons ou « Kronen », de donner protection à Jacques Guntren et de l'héberger, et qu'il était enjoint, sous digrâce de la Haute Autorité et à peine de l'amende dite, de laisser partout ouverts cour et maison, porte et portail, aux employés de justice, et de permettre que le contumace y fût recherché et appréhendé.³ En 1679, lors des poursuites con-

¹ 10/18 déc., Heusler N° 182.

² 11/22 déc., de Courten III/384.

³ Rapprochons du recel l'obligation de dénoncer le criminel, p. ex. à Brigue, en 1479, les voleurs, à peine de complicité. Heusler 411; Blätter IV, p. 308.

tre le Grand Stockalper¹ et après la révolte des villages du Simplon et de Gondo contre la garnison envoyée par le Bailli pour fermer les gorges, un Jacques Strack, particulièrement reconnu comme rebelle et perturbateur, fut banni à perpétuité avec avis que la même peine serait appliquée à quiconque lui donnerait asile.²

EVASION DE DÉTENUS.

Les statuts de 1514 et de 1571 fixent ainsi la peine des gens qui, après une arrestation, tentent de délivrer violemment les captifs : Celui qui assaut les juges ou ministres de justice après qu'ils se seraient emparés d'un délinquant, ou qui présumera forcer ou rompre les prisons, tombera en la peine de son corps et de son argent, outre qu'il sera tenu à retourner le prisonnier, ajoute le texte de 1571. Mais la justice n'intervient que si l'évasion a été procurée par des moyens violents, car si quelqu'un autrement, et sans folle ou mauvaise résistance, tâchait de retirer les détenus des liens de la justice, les peines ne devaient point s'appliquer, mais tomber.

En 1567,³ un recès, rompant avec la peine traditionnelle, avait incidemment ordonné que celui qui, de façon illicite, délivrait un prisonnier, devait répondre personnellement (« persönliche Darstehen »), encourait la grosse amende, était enfin déclaré parjure et infâme.

Au point d'aboutissement de la trajectoire pénale, en 1795, on ne prononçait plus, pour l'évasion due à l'attaque des officiers de justice, et à la rupture des prisons, qu'une peine corporelle, mesurée selon la gravité du cas et des circonstances.

Il était avec raison considéré comme d'une gravité particulière d'attaquer le juge dans le moment où il conduisait au dernier supplice le criminel qui y avait été envoyé par jugement,⁴ et de recourir à la force pour tenter de lui arracher le condamné à mort : l'assaillant commettait corps et biens, et de telle sorte, d'après le droit du Cardinal, qu'il n'était pas besoin d'une quelle, plainte ou sentence, pour l'appréhender sur le champ et le mener au dernier supplice. Plus tard, sous l'influence de la légis-

¹ Grenat, pp. 319 ss.

² Grenat, p. 328.

³ 21/31 mai, Heusler N° 175.

⁴ Ou aussi où il le conduisait en jugement, si c'est à bon droit que l'art. 99 est intitulé : *De penis invadentium officarios ducentes sententiatos ad supplicium vel detentos ad iudicium.*

lation germanique, et la grande importance donnée à la question ayant modifié profondément valeurs et notions de procédure anciennes, il fallait que l'assaillant, « vistement sans aultre cōgnissance soit détenu et mis en prison, et puis réduct en la torture, en laquelle il sera examiné des malfaicts desquels il se rend luy même suspect, et soit puny selon le mérite de la chose en corps et biens ». En 1795 encore, incontinent conduit en prison, il devait être examiné, par crainte de complicité, et puni ensuite corporellement, selon l'exigence de la cause.

Quant aux gardiens qui aidaient à l'évasion, il semble que la tradition (conforme à la leçon du code de Charles V) les frappait de la peine à laquelle ils avaient arraché le détenu, et, si l'évasion n'était due qu'à leur négligence, d'une peine arbitraire.¹

RUPTURE DE BAN.

La pratique judiciaire exigeait, lorsqu'une personne devait être bannie d'un dizain et du pays, qu'elle prêtât le serment de quitter la contrée aussitôt, de ne pas revenir tant que durerait sa condamnation, et de ne jamais chercher à se venger. Si le banni violait son serment, il devait être logiquement condamné comme parjure, c'est-à-dire, d'après la doctrine, à l'amputation de la main ou des doigts. En cas de récidive, la peine était aggravée ; j'ignore dans quels modes et proportions elle le fut ordinairement en Valais ; pour Frœhlichsburg, celui qui rentrait une deuxième fois au pays dont on l'avait expulsé était le plus souvent battu de verges, et, en cas de troisième rupture de son serment, il pouvait être exécuté par le glaive.²

Quoi qu'il en soit, voici quel était à ce propos l'état de notre droit, en 1795 : Les bannis qui rentrent dans le pays après le serment de bannissement prêté, dit *violatae urphedae*, seront bannis de nouveau pour un terme double, s'ils ont été bannis à temps ; et ils seront bannis de nouveau par serment, de plus fustigés et marqués, si le premier bannissement était perpétuel. Les bannis à perpétuité, fustigés et marqués, qui rentreront dans le territoire de la République, seront condamnés aux galères pour leur vie.³

¹ Vers 1700, d'après le *Manuale* des AV.

² Op. cit. II/I, tit. 7.

³ Ce traitement repose, à n'en pas douter, sur une assez longue tradition valaisanne ; mais elle est fondée elle-même sur la tradition germanique, la fustigation, la marque, les galères étant peines d'importation. A l'ori-

DESTRUCTION DES INSTRUMENTS DE SUPPLICE.

Ceux qui avaient l'outrecuidance d'enlever ou d'abattre les fourches patibulaires, les troncs, ou d'autres instruments de supplice appartenant au seigneur ou aux communautés, ou de détacher sans permission les corps mis aux potences, furent, avec une constance qui ne se démentit pas tout le long de cinq cents ans, frappés d'une peine pécuniaire, suivie du bannissement perpétuel.

Vers 1340, la coutume en était déjà établie, qui s'exprimait sous cette forme : « Aprez sachez que ce aucun despièce lez fourchez hu despent aucun sans lycence du segneur, que il doit un ban de LX souls au segneur, et doit estre fourgite du pays ». Un siècle plus tard, l'amende était de 60 livres ; elle ne glissa plus, dès lors, de ce chiffre. Les statuts de 1514 ne firent que confirmer l'usage antérieur, ajoutant seulement qu'étaient soumis à la défense de sabotage également le ministre ou exécuter des œuvres de justice, bourreau ou appariteur, *puta lanista sive lictore*. Leur texte devint lui-même, débarrassé de cette dernière précision, et lesté de l'adjonction de la peine d'infamie, celui de 1571 : « Si quelcun destruit les fourches ou aultres instrumentz publics, ou gibet ou aultres semblables, et vient à les couper, et oster ceux qui y sont attachés et penduz, sans le congé du prince ou de celuy de qui la puissance dépend, tombe en la peine de 60 livres et la maille d'or. Et davantage il est banni et dejetté du pays ». En 1795 encore, celui qui malicieusement détruisait les potences, troncs ou carcans, ou qui en détachait les corps exposés, sans autorisation du Souverain, devait payer le ban de 60 livres, et être chassé du pays.

APPELS A L'ÉTRANGER.

L'un des plus fâcheux abus, et des plus fréquents, qui mit obstacle à une saine administration de la justice, était le rejet de la sentence portée par le tribunal compétent, et la dérivation de la juridiction au profit d'une cour étrangère. Cet artifice, qui paraît aujourd'hui presque impraticable, était de règle aux temps

gine, (et le bannissement fonctionnait avant 1340 sur les terres de l'évêque de Sion), le plus vraisemblable est que le banni, mis hors la loi, ne jouissait plus d'aucune protection légale, était *friedlos*, et que le premier venu le rencontrant était légitimé à le tuer.

confus de la féodalité, où la souveraineté était morcelée, disparate, incertaine, et il se prolongea longtemps. Tout notre système judiciaire, édifié dès le XIV^e siècle sur la puissance temporelle épiscopale, se trouvait déjeté et compromis à chaque fléchissement d'autorité. Le redressement, ou mieux la consolidation la plus heureuse, se produisit quand le cardinal Mathieu Schiner obtint de Jules II, en 1510,¹ que l'évêché de Sion, placé jusqu'alors sous la dépendance de la métropole de Tarentaise, en fût détaché pour relever immédiatement du Saint-Siège et que notre pays fût « libéré de tous les tribunaux étrangers et investi des franchises et privilèges du Saint Empire romain et des pays allemands ». ² C'était annihiler le plus ordinaire prétexte de recours en cas de mécontentement ou d'hostilité. Le mal était cependant trop complexe pour se rendre à cette seule médication ; sa survivance est signalée mainte fois, et il persista jusqu'au XIX^e siècle, à en juger par les quelques articles que le code basvalaisan crut indispensable de lui consacrer.

Les Articles de 1446 avaient d'abord statué que nul ne pouvait ni ne devait porter un jugement prononcé dans le pays du Valais, sur une cause temporelle ou profane, à la cour de Tarentaise, ou en tout autre lieu hors du pays, sous peine de 60 livres maurisaises applicables, 20 livres au Seigneur de Sion, 20 autres à la communauté dans laquelle l'appel aurait dû se faire, les 20 livres restantes, enfin, à la partie appelée ou accusée. Que si l'appelant n'avait pas assez de bien pour satisfaire à cette peine, il devait être dévolu au Seigneur et au Pays en son poignet, et perdre sa cause. Les statuts de 1475,³ *quoniam turpe est membrum quod non congruit suo universo*, rénovent la peine traditionnelle et *iuxta formam statuti*. Après un temps de silence,

¹ 4 septembre 1510, cf. Büchi. Math. Schiner, p. 215.

² R. 15/23 décembre 1612 (de Courten III/409): Le Grand Bailli et les Députés des VII dizains, prenant parti dans une affaire d'acquisition de fiefs nobles soumise à la Diète par l'abbé d'Abondance, qui se fonde sur certaines sentences finales prononcées en cour de rote (*in curia de rotha*), qui est le tribunal de dernière instance auprès de S. S. le Pape, le Bailli et les Députés rappellent que si l'on devait exécuter les sentences de Rome, on se départirait des libertés obtenues par nos Princes-Evêques d'heureuse mémoire, à savoir par S. G. Nicolas Schiner qui obtint la bulle d'or pour sa vie durant, par S. G. Mathieu Schiner de même, lorsqu'il était évêque, et à perpétuité ensuite, lorsqu'il arriva à de plus hautes dignités ecclésiastiques ; par quelles bulles notre pays a été libéré de tous tribunaux étrangers, etc. — Pour les privilèges de *non evocando* et *non appellando* en général, consulter Fehr, p. 259, et Osenbrüggen, p. 407.

³ SS 46. *De appellacionibus*.

en juillet 1503,¹ puis en août 1510,² la Diète renouvela, prétend-elle, un ancien statut interdisant l'appel de toute cause temporelle à l'étranger, sous peine de corps et de biens. Mais cette décision ne tarda pas à redevenir caduque, et le droit de 1514, inclinant à la coutume originelle, disposa que, pour une affaire profane, tant civile que criminelle, nul patriote ne pouvait en citer ni en accuser un autre, tant en première instance qu'en appel, en recourant de la sentence de quel official ou juge que ce fût à une cour ou à un juge étrangers, sous peine de la perte du droit, de l'action, et de la propriété de l'objet ou de la cause dont il était question. Action entière, et propriété intégrale étaient acquises à la partie citée et appelée hors du pays, en plus de quoi le citant devait payer le ban de 60 livres, réparti dans la proportion de 40 au prince, et de 20 à la communauté dans laquelle étaient sis les biens ou demeuraient les personnes, entre lesquelles ou au sujet desquels le débat était ouvert. Il fut expressément réservé que, à l'égard de ceux du dehors, un patriote n'était pas plus lié à ce statut que n'y était réciproquement assujéti un étranger.

Nouvelle phase en décembre 1554,³ où le législatif décrète : Personne à l'avenir, de quel état, dignité ou rang qu'il soit, ecclésiastique ou laïc, ne doit se permettre de solliciter des lettres de provision papales, bulles ou pièces quelconques, en appel ou autrement, sans le consentement de l'évêque, du bailli et de la nation; mais on veut qu'en affaires ecclésiastiques ou civiles, toute poursuite, appel et sentence définitive émane du pays. Si quelque religieux ou quelque laïc y contrevenait, l'Etat le poursuivra dans sa personne et ses biens, selon la gravité du cas.⁴ En 1612, Bailli et Députés répètent très fortement le principe.⁵ En 1617⁶ de nouveau, la Diète, faisant flèche des anciens recès, et notamment de l'acte de paix juré sous les VII bannières, sur le Pré-aux-foires de Sion, en 1550, rappela que nul ne pouvait se pourvoir en appel hors du pays, ni recourir à un juge étranger, (moins encore amener lettre de ban et d'excommunication, ordonner dans le pays en vertu d'un tel ban, ou le proclamer du haut de la chaire), sous perte de corps et de vie. Mais, en fin de

¹ 8 juillet, Heusler N° 28.

² 13 et 14 août, Imesch N° 48.

³ Grenat, p. 69.

⁴ On excepte : les dispenses de mariage, ou d'âge pour la prêtrise, et les droits de S. G. et de la mense épiscopale.

⁵ 15/23 déc. Recès cité.

⁶ Loèche, 11/24 déc., de Courten III/596.

compte, cette peine, pour les procédures dirigées hors de la patrie, parut excessive et hors de proportion avec les nécessités pratiques, et Leurs Excellences la ramenèrent, pour leurs sujets, à une amende de 100 ducats, posant ou remémorant en même temps le principe, qu'il serait défendu de se servir, dans les procès, d'avocats étrangers, sous peine de n'être pas écouté.¹

À côté de ces garanties prises contre l'appel abusif des plaideurs à l'étranger, il convient d'aligner au présent bilan, on s'en est aperçu déjà, l'interdiction si souvent et si sévèrement réitérée, de dévier le cours naturel de la justice, de fausser l'ordre pénal en fulminant des sentences d'anathème, et en jetant au ban de la société et de l'Eglise des adversaires qu'il eût été moins expéditif de rencontrer au prétoire. Dès 1435, l'évêque devait s'engager à l'égard des patriotes à ne point le faire. Les Articles de Naters (1446), en un long statut, reviennent à la charge, et répètent la règle que notre seigneur de Sion ne doit pas poser d'interdit ecclésiastique sur une église ou une paroisse pour une cause temporelle ou une dette quelconque. Le code de 1475 la formule une fois de plus.² Pourtant ces armes de spiritualité, détournées de leur véritable destination, dont usaient trop volontiers des ecclésiastiques blessés dans leurs appétits temporels, furent toujours, et notamment lors des haineuses vendettas Schiner-Supersaxo, employées en tel excès, que la Paix nationale de 1517 décréta que le patriote qui en chargerait un autre de droits étrangers, ou de lettres ou bans du pape, comme celui qui y donnerait assistance ou conseil, devait être commis au pays en corps et biens, et que, quiconque l'aurait puni de la vie avait répondu devant le juge et les amis de la victime, pour le spirituel et le temporel, devait donc demeurer paisible, et irrecherchable.

¹ Dans les causes ecclésiastiques, la peine de 100 ducats devait être à la charge de ceux qui poursuivaient leur appel, avant de s'être présentés devant son Illustrissime Grandeur pour l'obtention d'un *Commitimus* de la Cour de Rome.

² Les AN 103 et SS 24 admettent cette exception possible : Lorsqu'un patriote ou un plaignant comparait devant le seigneur évêque, prétendant qu'il ne peut obtenir justice d'un official ou d'un juge quelconque en la patrie, le juge ou l'officier qui ne se soucierait pas d'obéir aux mandats de l'évêque, celui-ci peut le suspendre de son office et lui en interdire l'exercice ; mais si le juge le faisait par défaut, c'est-à-dire parce que ses jurés et conseillers, ou parce que la communauté ou certains de ses membres lui refusaient aide et assistance s'ils étaient requis d'agir, alors seulement, dans ce cas de défaut de la justice, le seigneur peut poser l'interdit sur cette église ou cette paroisse.

Les excommunications pourtant s'abattirent longtemps encore sur le pays, qui tâchait de temps à autre, avec une colère douloureuse, à les secouer de sa chair.¹ Divers Landfrieden, dont celui de Sion en 1550,² dont un autre conclu à Gampel,³ et plusieurs Abscheids,⁴ renouvelèrent la défense, ainsi que la peine capitale. Puis, en juin 1634,⁵ la Diète encore s'indigna contre les personnes assez impudentes, disait-elle, pour faire publier, au grand scandale des assistants, des monitoires généraux ou excommunications, quoique c'eût été refusé, il y a bien des années par nos bons ancêtres ;⁶ et, pénétrée de l'inconvenance du procédé, et de la conviction qu'il attirait sur le genre humain l'ire et la malédiction divines, elle rappela que ces actes étaient de nouveau déclarés sans force, et du tout abolis et défendus, mais, à cette époque, sous peine corporelle et amende de 60 livres seulement.⁷ On revint pourtant presque aussitôt à l'authentique tradition nationale, et trois ans ne s'étaient pas écoulés que la Haute Assemblée,⁸ considérant que les curés de Saint-Maurice de Laques et de Sierre avaient excommunié et mis au ban certain savoisien, ainsi que ceux qui communiqueraient avec lui et l'hébergeraient, au grand scandale du public et contrairement à notre ancien acte de paix nationale jurée, qui défendait, sous perte de vie et d'avoirs, de publier et d'afficher semblables lettres de ban, corrobora toutes les décisions antérieures, et cita les deux ecclésiastiques à paraître personnellement en diète prochaine, pour être punis selon leur mérite, après avoir été entendus.

¹ Dans sa réponse de mai 1627 (de Courten IV/94) aux griefs des Dizains, qui lui reprochent aussi de vouloir réintégrer le ban aboli, l'évêque Jost prétendra : qu'il n'est pas nécessaire de rétablir le ban, vu qu'il est établi par le Christ et la Sainte Eglise chrétienne contre les personnes rebelles ; que S. S. le Pape en use au besoin contre Empereurs, Rois et Potentats, qui, s'ils veulent l'éviter, ont à se soumettre catholiquement, afin qu'il n'y ait pas lieu de le fulminer contre eux.

² Art. 8, Blätter IV, p. 327. — Mentionné au recès du 11/24 déc. 1617.

³ Mentionné au recès du 17/26 mai 1637, de Courten IV/507.

⁴ On vient de voir ceux de 1554 et de 1617. Cf. 9 septembre 1618, de Courten III/636.

⁵ 4/20 juin, de Courten IV/427.

⁶ Déjà en 1619, les griefs du dizain de Viège contre l'évêque disent : il ressuscite le ban aboli il y a longtemps par nos prédécesseurs, et quelques-uns de ses cléricaux impudents le publient en chaire, de Courten III/745.

⁷ On identifia passagèrement la peine avec celle appliquée pour les citations à la vallée de Josaphat, au sujet desquelles la Diète légiféra simultanément.

⁸ Sion, 17/26 mai 1637, R. cité.

A cette occasion, Sa Grandeur avait encore fait entendre sa protestation, protestation qui ne pouvait guère d'ailleurs être que platonique, après les capitulations arrachées à l'évêché. La Diète ne toléra dès lors plus aucune ingérence religieuse dans les affaires civiles, la coupure fut vive entre les deux pouvoirs, ex-communication et lettres de ban perdirent de leur puissance d'intimidation et de leur fréquence, et toutes les mesures anciennes se diluèrent peu à peu dans l'oubli.

III. DÉLITS CONTRE LES PARTICULIERS.

1. Délits contre la vie et l'intégrité corporelle.

MEURTRE.

Les institutions primitives assurant la répression de l'homicide se retrouvent en Valais comme ailleurs, et elles y évoluent selon le rythme universel. La réaction contre les crimes de sang a parcouru le cycle préjuridique usuel,¹ partant d'abord de la famille et de la tribu, et se manifestant sous la forme connue de la vengeance privée collective, et des compositions. Quand le pouvoir public est constitué et reconnu, il s'immisce dans la querelle privée, pour comprimer les excès de la vengeance, d'abord immodérée, et la restreindre à la mesure du talion, pour édicter les tarifs de la composition pécuniaire facultative, ou pour imposer la transaction pacifique. Longtemps les particuliers et l'Etat collaborent à la punition du coupable, combinant des efforts dont le jeu est encore capricieux, sans arriver à trouver le point d'équilibre de leur tâche respective,² à fixer un système pénal bien déterminé de la répression. Jusqu'au jour où l'Etat, assez puissant pour garantir la protection de chaque individu et la punition de chaque délit, interdit de se faire justice propre, et revendique exclusivement le droit de punir.

¹ La vengeance privée collective ne s'est pourtant pas développée contre le droit, elle n'était pas illégale, elle était publiquement admise. (Cf. Fehr, pp. 19-21). Pour les rapports de l'idée de droit et de vengeance cependant, (« Im Staat ist die Rache, die sich als Recht setzen will, Feindin des Rechts »), cf. Osenbrüggen, p. 23.

² La famille devait surtout rechercher la réparation du tort qui lui était causé, et le paiement d'une satisfaction pécuniaire.

A l'époque où remontent nos premières sources, les prolégomènes s'achèvent, la métamorphose est déjà fort avancée. Le seigneur a conscience de l'intérêt général, il se sent atteint à travers la victime et participe à la punition. Dans la charte séduinoise de 1217, il est statué et remémoré que, dans le cas de meurtre, en tout lieu, l'évêque reçoit la *freneria*,¹ que le vidomme en reçoit le tiers, puis l'écuyer tranchant sa part, puis le major et le sautier leur part, exceptés de cette distribution les serviteurs de l'évêque. Il serait difficile de ne pas voir là le gage de leur intervention ; ils touchent le prix de leur office. Il est naturel que les villes s'employèrent tôt à proscrire la vengeance du sang, si directement incompatible avec la nécessité sacrée de la paix municipale (ou *Stadtfrieden*),² et rien n'est moins surprenant que d'entendre les franchises de Sion décréter, en 1338 : Si quelqu'un, de quelle condition soit-il, frappe mortellement une personne dans la ville ou le ban, il peut être arrêté et détenu par chacun de la cité, bourgeois ou habitant, pour être livré à la cour. Martigny, en 1399, s'en remettait aussi aux pouvoirs publics pour son châtimement. Il était d'ailleurs de règle, dans tout le Valais savoyard, et dès le XIII^e siècle, que, dans les cas d'homicide, la rigueur du droit devait être observée, la peine capitale requise, corps et biens dépendre de la miséricorde du prince.

On ne saurait pourtant mettre en doute l'existence antérieure de la vengeance entre familles entières, ni celle de la guerre à l'origine entre les clans divisés par le meurtre. Il en demeura pendant très longtemps des vestiges. Une convention de 1368 entre les Waldstätten et le Valais énonce que les meurtriers ont à se garder des parents de la victime.³ Au XVI^e siècle, des accords se concluaient encore, pour le rachat de la vengeance, entre les familles du mort et du meurtrier (et non avec le meurtrier uniquement).⁴ Et il existait, d'autre part, en 1495, un

¹ La *freneria* doit correspondre au « *fredum* » germanique, versé à l'autorité judiciaire qui s'est entremise pour assurer une transaction entre les parties.

² Cf. Osenbrüggen, pp. 24 et 210.

³ Cf. Blumer I, p. 396.

⁴ Cf. accord du 4 novembre 1450 (Gremaud VIII/3034) : Les frères Jodoc et Claus Oeders, leurs fils, et Jean, fils de feu Henslin Oeders, avec leurs amis paternels et maternels, d'une part, et Anthelme, fils de Pierre uff der Eggun, de Biel, avec son père et ses amis, d'autre part, concluent l'accord suivant, ensuite de l'homicide commis par Anthelme sur Henslin Oeders, etc. — Accord du 12 février 1558 (Archives Münster, 2 G. 4/4) : Com-

traité¹ passé entre les dizains et les gens du Val de Domo, leurs voisins, dont une stipulation s'appliquait à empêcher la vengeance du sang, prévoyant que si un sujet, parmi les parties contractantes, commettait un meurtre ou un grave maltraitement dans le domaine de l'autre partie, la paix n'en devait pas être infirmée, mais que les juges du lieu où le méfait aurait été commis devaient poursuivre les coupables et expédier promptement justice.

On est averti déjà, ayant lu ce qui précède, que nous avançons ici en terrains mouvants. La répression étant affaire d'ordre particulier autant que d'ordre public, elle prend cent visages divers, son aspect manque d'unité et de continuité. Le sort du meurtrier se règle peut-être plus généralement dans les demeures du village que sur la place où siège le tribunal ; des coutumes privées s'établissent un peu partout, s'amalgamant avec la pratique judiciaire publique, dans une proportion dont il n'est pas possible de déterminer les valences ; de telle sorte que parfois prédomine l'un des éléments et parfois l'autre, le rôle de la famille ou celui de l'État.² Je crois pourtant qu'on peut somme toute, conclure : la poursuite d'office et les attributions pénales de l'État demeurent suspendues tant que l'homicide n'apparaît ni déshonnête ni publiquement dangereux.³ L'activité do-

promis entre les enfants, frères et parents de Martin Jost, de Lax, tué par le capitaine Jean Siber, d'Ernen, et les parents de Siber.

¹ Mentionné par la Diète en 1608, de Courten III/298, art. 8.

² Système des compositions et droit pénal véritable coexistaient. Osenbrüggen (pp. 78-80) fait remarquer que, dans bien des droits locaux, après que l'amende à l'autorité a été fixée pour un homicide, il est encore exprimé que le coupable doit s'arranger avec les parents de la victime, ou se garder d'eux, c'est-à-dire que la responsabilité n'a pas été éteinte par l'amende de ce côté-là. C'est le cas pour nos statuts de 1571. On se souvient du reste, combien fréquemment se rencontre chez nous, au XIV^e siècle, la formule : jusqu'à ce que le coupable se soit accordé avec le seigneur évêque et la victime (voir plus haut, pp. 268/269). Parfois, dit Osenbrüggen (p. 210) la compétence pénale des juridictions supérieures était expressément réservée, à côté de l'amende. Pour lui (pp. 79/80), le devoir d'intervention de l'État demeure, même inexprimé, à côté du « Bussenrecht ». (A propos de cette combinaison d'éléments publics et privés, cf. Blumer I, pp. 398/399 et II/2, p. 4).

³ Blumer (II/2, p. 1) dira : « La punition publique des crimes, qui, dans les temps les plus reculés, n'était encore qu'une exception, devint, pendant le moyen âge, toujours davantage règle générale ; cependant, encore à la fin de cette période, la vengeance privée des victimes restait permise, dans une vaste mesure, pour certains crimes qui, d'après les conceptions de ce temps, ne paraissaient ni déshonnêtes ni publiquement dangereux, notamment pour l'homicide. Des traces en paraîtront pendant tout le XVI^e, et se laisseront découvrir jusqu'au début du XVIII^e siècle.

mestique devait être la plus considérable, et le système des réparations privées devait assez facilement pouvoir prendre le pas sur celui de la vindicte publique, puisqu'on n'éprouva pas, avant 1571, la nécessité de verser au droit écrit une matière de cette importance, et de fixer clairement le devoir d'intervention constant du pouvoir politique.

Un autre effet de la puissance familiale dans le domaine de la répression, se traduit par le nombre réduit des formes cataloguées de l'homicide qui se retrouvent. On ne rencontre pas dans nos textes, du moins jusqu'à l'adoption de la doctrine de Charles-Quint et des commentateurs,¹ la mention du parricide,² de l'infanticide, du fratricide, de l'uxoricide, etc. Il est évident que dans ces cas ne pouvait s'appliquer le régime des accords interfamiliaux, mais que l'Etat n'en devait pas moins,³ malgré le mutisme documentaire, frapper des crimes si atroces, des châtiements exemplaires qu'il estimait proportionnés.⁴

La qualification de l'homicide ne résultait pas, jadis, du lien de parenté unissant la victime au meurtrier. Elle ne dépendait pas non plus de la préméditation, ou plutôt n'en dépendait que médiatement. Le droit primitif valaisan, comme d'ailleurs la

¹ Cf. Frœhlichsburg. Tract. II. Lib. II, Tit. 10, 11, 14, 15. Aussi Blumer, II/2, p. 18.

² On y assimile le meurtre de son maître, cf. Osenbrüggen, p. 225.

³ Sur les premières origines, il peut y avoir profit à relire le jugement du prof. Garçon : Mais au premier rang des crimes relevant de la justice domestique, il faut placer l'homicide, commis par un membre de la famille sur un autre membre de la famille. On sait que les plus anciennes lois ne le prévoyaient pas. Faut-il en conclure qu'il restait impuni ? Est-il vrai que le vieux législateur grec avait refusé de punir le parricide, parce que ce crime était trop horrible pour être prévu ? L'absurdité de ces opinions saute aux yeux. L'explication est bien plus simple. Ces vieux textes fixent un tarif de compositions. Or, entre ceux qui font partie du même groupe social, il ne peut être question de composition, puisque les biens sont, en général, communs. Surtout, ces lois respectent encore la souveraineté des familles et abandonnent la punition du meurtre d'un parent par un parent, à la justice domestique. A elle seule appartient de punir le coupable. Les autres groupes n'ont aucune raison pour intervenir dans la répression d'un forfait qui ne leur a causé aucun préjudice, qui n'a lésé aucun de leurs droits, et qui leur demeure absolument étranger. (Le droit pénal, pp. 25/26, Collection Payot 1922).

⁴ La *Lex Alamanorum* disait : « der hat got grozlich erzürnet : über des lip sol der weltlich rither rithen ; unde vor allem sinem magen sol daz guot siner herschafte werden, unde nit sinen erben, wan er hat ez mit rehte verwürket ». Le Schwabenspiegel, s'inspirant partiellement du droit romain, menaçait du *culeus* ou noyade dans le sac : « dem sol man machen einen liderinen sac, unde sol in dar inne senken in ein wazzzer », etc. Cf. Osenbrüggen p. 225.

plupart des droits suisses, n'y a pas fondé la différence entre le meurtre et l'assassinat. Le critère distinctif était plus éthique, moral, que juridique. On distinguait l'homicide *honnête* d'avec l'infâme, prenant pour type du premier l'homicide commis dans l'emportement consécutif à une offense, et comme exemple grave du second celui qui avait été perpétré au mépris de la promesse de paix jurée.¹ Il n'était pas exclu que l'on tint compte de la notion de réflexion, mais pour s'attacher, par delà l'élément volontaire, au caractère déshonorant qu'il entraîne, à l'effet, non pas à la cause. Les sources ne permettent pas de s'y méprendre. Un traité conclu en 1439² avec la Savoie prévoit l'extradition de tous les malfaiteurs, à l'exception de ceux qui commettraient des homicides sans préméditation, *ex improviso*; un autre, passé en 1446³ par les patriotes avec le duc de Savoie et les Bernois conjointement, précise la doctrine, et mentionne pareillement le devoir de livrer les criminels, sauf cependant les auteurs d'homicides survenus par hasard dans une bagarre (*ex impresia... in rumore*), non de propos délibéré et réfléchi, et qui sont communément appelés en Valais *col nobile*. La marque de flétrissure, et en même temps la cause de l'aggravation, sont nettement mises en lumière par cette désignation. Les statuts de 1571 posent également la distinction entre l'homicide déshonnête et celui qui est involontaire et honnête (*si homicidium est inhonestum... si vero causatum aut non voluntarium et honestum*). C'est ensuite de l'introduction de la Caroline dans nos contrées que la conception germanique primitive est renversée, et qu'on se rallie au principe nouveau de l'assassinat considéré comme un homicide *prémédité*.

Ces données méthodiquement posées, cherchons à nous représenter la qualité et l'évolution des pénalités.

Dès le XIV^e siècle,⁴ la coutume du pays de Sion exige que le meurtrier soit puni *corporellement*, et toute sa fortune, mobilière et immobilière, confisquée au profit de son seigneur. Mais souvent intervenait, sous certaines conditions, l'absolution du crime, la remise de la peine, et la restitution des biens saisis. Le 18 mai 1322,⁴ l'évêque Aymon II de Châtillon rendait ses biens à Guillaume, sautier de la Soie, coupable d'homicides dans sa

¹ Cf. Meier, p. 64; Osenbrüggen, Beitrag pp. 13 ss., Alamanisches Strafrecht pp. 216 ss.; Blumer II/2, p. 18. — Voir aussi ce que nous avons dit plus haut, pp. 246/247.

² 18 avril, Gremaud VIII/2908.

³ Sion, 31 août, ibid. 2981.

⁴ Sion, 18 mai 1322, id. III/1442.

juridiction; le 27 mars 1351,¹ Perrod Bocheta, inculpé de meurtre sur la personne de Jean Vuant, après qu'il se fut mis d'accord avec les parents de la victime, purgé canoniquement, et enfin arrangé avec le seigneur Guichard, évêque de Sion, fut remis en possession de tous ses biens; Perrod lui en prêta l'hommage au château de la Soie, et fut libéré de toute peine publique.²

Dans les cas moins graves, si la culpabilité n'était pas flagrante, ou qu'il y eût une excuse, la peine était fort adoucie, et ne consistait généralement qu'en une amende, ainsi que nous l'apprend un accommodement, du 16 mai 1338, entre les syndics de l'Eglise de Sion, pour les choses temporelles, délégués par le vénérable Chapitre, et Perrod de Nax.³

Mais la peine ordinaire étant la peine corporelle, certainement capitale, et la confiscation, il semble, d'après le texte de 1351, que les conditions du pardon et de la réhabilitation aient été l'amende faite au seigneur, l'accord avec les parents de la victime, et la pénitence religieuse. A cet effet, les parents et amis du mort passaient, devant témoins et par écrit, une sorte de traité de paix, un « freundliches Vergleich », ⁴ avec ses assassins ou avec ses proches. La ligne de conduite des uns et des autres y était tracée. Les premiers déclaraient consentir leur pardon, et renoncer à la « Blutrache » ⁵ moyennant diverses promesses, tant d'ordre matériel que spirituel. Le meurtrier et

¹ La Soie, 27 mars 1351. Gremaud V/1983.

² *Et pro tanto idem dnus episcopus remisit eidem Perrodo vindictam publicam et offensam homicidii.*

³ Celui-ci, qui était clerc, et citoyen sédunois, était inculpé de la mort d'un autre citoyen, Bolérius de Mulignon, ou de complicité dans cette mort. Une enquête diligente avait été faite à ce sujet par le seigneur Guillaume de Clareyns, chanoine, et official de la cour de Sion, à la suite de laquelle Perrod n'avait pas été trouvé coupable au point de mériter un châtimement corporel, s'il devait pourtant être puni d'une peine pécuniaire. Tous les biens qui lui appartenaient avaient donc été confisqués par le seigneur évêque ou par son mandataire. On chercha une formule de réconciliation, et le Chapitre accepta que lui fût payée, au nom de Perrod, pour tous les droits de la mense épiscopale, la somme de 80 florins, en échange desquels l'inculpé fut tenu quitte et absous de toutes les raisons, droits et actions de la mense, et, la saisie levée, ses biens lui firent retour. (Gremaud IV/1716).

⁴ Vies, 10 décembre 1464, A. St. I/33. — Cf. autres accords : Münster, fin du XV^e siècle, et Ernen, 12 février 1558, (Münster, Bezirksarchiv, 2 G. 4/1 et 2 G. 4/4). — Il se fonda bientôt une formule pour ces accords, cf. Osenbrüggen, p. 28. — Quant à leur contenu en général, voir ibid. p. 29, et Blumer II/2, p. 3.

⁵ Ernen 1558.

les siens devaient s'engager à n'entreprendre aucune action en justice, aucun procès, contre les parents du défunt, jusqu'au 3^e degré, à moins d'avoir été d'abord attaqués judiciairement par eux.¹ Ils affirmaient ne jamais vouloir pénétrer dans leurs demeures, et, pendant un temps déterminé, 2 ans, 5 ans, céder la place à la famille lésée, même ne plus se présenter dans le dizain où elle était fixée,² même s'exiler pendant jour et an.³ Une clause fréquente prévoyait aussi que si le meurtrier se trouvait dans une auberge, et que les frères ou un consanguin du défunt y entraient, le premier devait faire son compte, se lever et se retirer, à moins qu'il n'eût été interpellé par eux et prié de rester.⁴ Toujours aussi, pour faciliter la concorde, les parents du coupable promettaient le versement d'une somme d'argent (souvent exorbitante, jusqu'à 600 livres)⁵ à titre d'indemnité et de contribution aux dépens. Quant aux stipulations de caractère religieux, elles étaient fort diverses et consistaient, par exemple, en un pèlerinage à faire aux Ermites, pour l'amour de Dieu et le salut de l'âme du défunt, en compagnie de deux personnes probes, avec le dépôt d'une offrande en cire,⁶ de la valeur de 2 florins du pays ; en un don de 5 livres concédé pour le luminaire du Bienheureux Georges à Ernen ;⁷ en la fondation, pour le repos du mort, d'une lampe, de la valeur de 64 livres, dans l'église paroissiale de Fiesch,⁸ etc.

Même la fuite hors du pays, l'exil volontaire du coupable, la contumace, ne devait pas mettre obstacle au pardon, si l'on en croit la Capitulation de 1487, dont l'article 12⁹ émet la disposition que le seigneur doit dès lors, selon l'ancienne coutume de la cour de Sion, recevoir, moyennant une décente et modérée composition, les homicides enfuis de la patrie, qui se seraient mis d'accord avec les parents et alliés de la victime.

La pratique de la vengeance privée persista durant tout le XVI^e siècle, complétée et perfectionnée occasionnellement par l'une ou l'autre mise au point jugée nécessaire. C'est ainsi que la

¹ Ernen, 4 novembre 1450, Gremaud VIII/3034.

² Vies 1464.

³ Ernen 1558.

⁴ Vies 1464 et Ernen 1450.

⁵ Ernen 1558. — C'est une trace de l'ancien « Wergeld » dit Osenbrüggen, p. 65.

⁶ Pour les amendes en cire et l'importance de cette matière au moyen âge, voir Osenbrüggen, p. 66.

⁷ Ernen 1450.

⁸ Vies 1464.

⁹ Heusler, p. 160.

Diète, prenant acte de la fréquence des meurtres, statua, en décembre 1550,¹ pour la gouverne de chaque juge, que si quelqu'un commettait un homicide dans le pays en haut de la Morge, il devait perdre le droit de séjourner dans les VII dizains (« hat Stadt, Land und Flecken der sieben Zenden verloren »),² sauf grâce de Sa Grandeur, et s'y trouver à merci de vengeance de la parenté; et que, si le meurtre avait eu lieu en bas de la Morge, son auteur serait proscrit du territoire jusqu'à la Dranse et de l'endroit dans lequel il aurait commis son forfait, mais sans pouvoir être grâcié par Monseigneur,³ et serait pareillement exposé à la vendetta des amis. Il est infiniment probable que cette vendetta, chez nous aussi, était justifiée par une mise hors la loi expresse de l'autorité judiciaire, et que les parents du mort se faisaient remettre par le tribunal une lettre en vertu de laquelle ils pouvaient exercer leur droit du sang par tout le territoire banni.⁴

Les statuts de 1571 se complurent à des dispositions mieux détaillées.⁵ Leur rédaction moins sommaire nous donne-t-elle la solution du problème multiforme de la répression dans l'état du droit jusqu'alors existant? Nous y contrôlons le dynamisme de la justice propre. Mais j'admettrai malaisément que l'exercice de la vengeance privée ait été limité d'abord à un champ aussi

¹ Sion, 9/17 décembre, de Courten II/90, Heusler 160, qui sont du reste en contradiction. Il est vrai que le texte est confus.

² C'est le « Verkünden in den Unfrieden » des cantons primitifs, l'exclusion de la communauté, la mise hors la loi : si le banni reparaît, on peut le tuer. Cf. Blumer I, pp. 401 ss.

³ Les Patriotes considérant déjà le Bas-Valais comme fruit de leur conquête et leur sujet exclusif, et y refusant à S. G. tout acte souverain dans l'administration temporelle?

⁴ Cf. Osenbrüggen p. 27. — Il était coutume confédérale de communiquer la sentence de mise hors la loi, de « Verrufung », à tous les lieux suisses (Blumer II/2, p. 2). Nous voyons notre Diète, le 8 février 1501, acquitter Hans Tschanen, de Ritzingen, qui, dans le comté de Biel, avait tué Pierre Wolleben, d'Uri, et se fonder sur le fait que le tribunal d'Uri avait permis la vengeance du sang contre Wolleben, et que Tschanen était parent d'un Uranais tué par lui. (Imesch N° 6, 1). — Disons encore que, en général, dans les droits de racine alémanique, afin de s'assurer la vengeance, les parents mâles de la victime abandonnaient à un membre féminin de la famille la plainte judiciaire; car on ne pouvait poursuivre à la fois la satisfaction publique et la vengeance privée. (Cf. Osenbrüggen p. 26).

⁵ Les deux formes, publique et privée, de la répression se retrouvent tout au long des Statuts. Outre l'art. CLVI consacré à l'homicide, lire l'art. CLII (toute personne détenue pour crimes de meurtre, brigandage, trahison, hérésie, sodomie, si elle a été prise en flagrant délit, n'est pas admise à d'autres défenses qu'aux corporelles) et CLXVII (le mari qui tue en flagrant délit d'adultère *excusatus erit erga magistratum et amicos*),

étroit : « Un homicide, ou qui a tué quelcun, disent-ils, si on le peut prendre, qu'il soit vistement détenu. Si l'homicide est des-honneste, qu'il soit puny par la peine de tallion en corps et biens. Mais s'il y a de la cause et qu'il ne soit pas volontaire mais honneste, ayant bien pensé et posé les circonstances d'icelluy, qu'il soit puny ou absould du faict selon le prix et mérite de la chose. Tout homicide qui ne se peut prendre ou attraper, et qui ne se peut purger du faict (*qui nec deprehendi neque delictum purgare possit*), il est mis à vengeance prendre par les amys et affins de celuy qu'a esté tué, jusques au quatriesme degré inclusivement, et doit estre banny de tout le pays de Valley et de la diocèse de Syon. Tout homicide est tenu au ban de 60 livres ». En fait, la vengeance privée est ici déjà presque étouffée, elle n'est qu'un pis-aller, le bras des amis ne s'arme que dans les cas où faillit la répression publique. Le rôle de la justice s'amplifie toujours davantage. Elle s'était d'abord contentée de réprimer le plus possible l'effusion du sang et de pousser aux accords amicaux.¹ Mais, se trouvant assez puissant, et lésé, c'est l'Etat qui punit, qui veut punir avant tout ; il doit ne pas être possible de soustraire un criminel à son châtement. L'accord inter-familial ne peut rien contre l'intérêt général, il n'est plus qu'une institution vide, et comme le masque figé sous lequel l'Etat, qui est le personnage principal, vit, s'agite, songe à sa conservation, énonce des sentiments propres. Les Additions de 1598² déjà renchérissent : « Et afin que les homicides et tels meschants actes se retranchent, quand quelque homicide se fera (de quoy Dieu nous en gard), d'autant que plusieurs de conscience légère font telle chose petite et de peu d'estime, on conseille que les fiscaux de Monseigneur, ou quel officier que ce soit du pays soit tenu de faire'emprisonner celuy qui aura commis l'homicide et le détenir, cependant que le faict n'est encore purgé ni cogneu et que l'occasion d'iceluy n'est liquidée ou esclaircie par la justice, nonobstant la caution donnée, et encores qu'on aura accordé avec partie, pour ce qu'il n'est encore faict avec justice ».

Au point où l'on était parvenu, la transition devait se faire sans heurts et presque imperceptiblement entre le système mixte ancien de la répression publique-familiale, et celui de la compétence exclusive de l'Etat, qui allait dès lors dominer toutes les constructions juridiques. Il est même instructif de voir comme

¹ Cf. Osenbrüggen, p. 28.

² Art. LVII, Traduction 55. — C'est aussi vers cette époque (1566) que la Thurgovie introduit la poursuite criminelle de l'homicide, cf. Osenbrüggen, p. 210.

la reconnaissance de ce rôle tutélaire supérieur du magistrat avait été préparée dans les diverses contrées du pays, et comme, dès 1548, les statuts particuliers de Rarogne¹ décidaient d'introduire la procédure d'office contre les « mirder », et de faire aux jurés le devoir de dénoncer tous ceux qu'ils sauraient coupables de « mort » (Mord). Quelques années après la promulgation du code national de 1571, l'assimilation était partout accomplie, le principe du droit impérial virtuellement admis en loi chez nous, couramment pratiqué par nos juges. En janvier 1617,² la Diète condamnait le Conchard Hans Württner, pour menaces de mort, à être « mis à mort par la roue, à teneur du droit impérial ». Le 12 juillet 1622,³ le bailli Sebastian Zuber envoyait un homme de Chouson (St. Nicolas), accusé de nombreux vols et de 5 meurtres (« muttora », « murtra ») au lieu du dernier supplice, les mains liées sur le dos et le nœud coulant pendu au col, pour y être mis de vie à trépas au moyen de la roue, suivant le droit impérial et la coutume valaisanne, proclamait la sentence, *prout juris Caesariei moris patriae Valesii*.⁴

La tradition romano-germanique s'ancra dès lors toujours plus avant dans les habitudes judiciaires, les juges ne feront même plus allusion aux habitudes du pays, condamneront l'homicide en proclamant simplement : *ritu et jure imperiali capite plectatur*.⁵ L'Etat seul poursuivra la répression du crime, et en même temps, dans une certaine mesure, l'indemnisation du dommage causé.⁶ Et voici quelle sera pour finir, en 1795, la leçon officielle concernant l'homicide : Quiconque commettra un homicide *volontaire* sera puni de mort et ses biens seront con-

¹ Art. 49 et 50.

² R. 16/30 janvier, de Courten III/578. Pour ce cas, et pour les détails de l'incrimination, cf. plus haut, chapitre de la Sédition, p. 329, note 1.

³ A. St. 32.

⁴ Ses biens immeubles furent confisqués en faveur de la justice et adjugés à qui de droit, et ses meubles, pour les dépens et le ban usuel, furent acquis au juge, selon l'ancienne coutume et comme il était encore d'usage.

⁵ Sentence du 9 juillet 1709, ABS *Criminalia*, liasse XVIII^e siècle.

⁶ Voici, en quelques mots, ce qu'enseigne Frœhlichsburg : (« Vom Abtrag der beleidigten Freundschaft, II/II, tit. 20) : Les enfants et héritiers de la victime ne doivent poursuivre aucune vengeance extrajudiciaire contre le coupable. L'autorité doit s'efforcer, en tenant compte des circonstances et proportionnellement à elles, de tirer quelque chose pour la satisfaction du lésé et de taxer d'office le tort subi. La sentence commune est que satisfaction est due seulement aux proches qui ont souffert de la mort de la victime, soit les parents, s'ils étaient entretenus par elle, et la femme et les enfants, qui sont privés de leur soutien. Les autres parents ne sont pas pris en considération, et n'ont rien à prétendre.

fisqués, s'il n'a pas d'enfants légitimes.¹ Comme il y a différentes sortes d'homicide, par exemple volontaire, fortuit ou par hasard, homicide qui peut arriver par imprudence, homicide qui peut avoir lieu à la suite d'une querelle, etc., les juges se donneront tous les soins possibles pour distinguer et reconnaître la différence des prédicts cas, savoir, s'il y a eu de la volonté et du dessein, de la malice, de la légèreté, de l'imprudence, ou si l'homicide arrivé est purement l'effet du hasard, et ils porteront ensuite leur jugement d'après la qualité du crime et l'indication des auteurs criminalistes adoptés par nous.²

EMPOISONNEMENT.

Le crime d'empoisonnement ne fut d'abord évoqué qu'en fonction de celui de sorcellerie.³ Un empoisonneur ne pouvait être qu'un magicien : C'était avec l'assistance du démon qu'il préparait ses poudres infernales ; c'était presque toujours le démon en personne qui lui remettait poussières et onguents multicolores, « blawes bulwer in eim papier », « graues salb in eim byxelti », ⁴ c'était par des moyens diaboliques qu'il détruisait récoltes, bêtes et gens.⁵ On le punissait du bûcher. C'est ainsi qu'en 1428,⁶ Martin Berthod, de la vallée d'Hérens, accusé de sorcellerie par la rumeur publique et chargé par ses voisins, fut arrêté par le châtelain d'Hérens, conduit en ville, à la Majorie, et une enquête ayant été levée comme le requérait la louable coutume du pays, il fut envoyé à la torture par sentence des citoyens de Sion et de plusieurs autres hommes versés dans

¹ S'il en a, ceux-ci seront traités comme dans le cas des exécutés. Or (BV, XVII) : l'on prendra sur les biens propres et les plus liquides de l'exécuté, pour payer les frais de justice, ensuite pour acquitter les dettes, s'il y en a, et le ban de 60 livres ; le restant sera délivré à ses enfants légitimes.

² Rappelons que les statuts de 1571 disaient déjà (art. CLVI) : *ponderatis circumstanciis pro merito causae mulctetur vel absolvatur*. — Il y a toujours eu impunité pour certains homicides : légitime défense, exercice du droit de protection domiciliaire, flagrant délit d'adultère, vengeance légitime du sang, etc. Voir nos différents chapitres, et comparer les 12 ordres de faits que donne Osenbrüggen, pp. 212-216.

³ Cf. Osenbrüggen p. 373. On sait aussi l'importance de l'accusation d'empoisonnement des fontaines lancée au moyen âge contre les Juifs. (Cf. *ibid.* p. 227).

⁴ 24 février 1576, Kämpfen, p. 72.

⁵ Cf. chapitre sur la Sorcellerie.

⁶ Sion. 3 février, Gremaud VII/2783.

la coutume du Valais. Quand il eut avoué nombre de sortilèges, et qu'il avait donné du poison à plusieurs personnes, qui en moururent, il fut condamné par les nobles, citoyens et gens de coutume, à être brûlé. Et tous ses biens, meubles et immeubles, devaient être confisqués et dévolus à notre seigneur évêque de Sion et à sa mense épiscopale, en totalité.¹

C'est vers le même temps où le droit de l'Empire allemand rassemblait ses éléments et tendait à faire de l'empoisonnement une incrimination distincte frappée d'un châtement propre, c'est vers le début du XVI^e siècle que le Valais semble l'avoir aussi conçu comme infraction indépendante, si l'on s'en rapporte au long procès (1511/1512) intenté par la bourgeoisie de St. Maurice au tailleur Pierre Quiodi, accusé d'avoir voulu empoisonner le Gouverneur Jean de Platea, auquel il avait apporté du sang et du foie d'un de ses porcs. Il n'est guère possible de savoir de quelles peines l'autorité entendait alors frapper ce crime, la culpabilité de notre homme n'ayant point éclaté suffisamment, et sa réhabilitation ayant été assurée par le prince même, par le cardinal Schiner en personne.² Mais, dans la Constitution cri-

¹ A la supplication des enfants de Berthodi, André de Gualdo leur fit d'ailleurs grâce, pour 15 livres, de la commise encourue.

² Voir l'article de M. Bertrand, dans « Le Confédéré » du 30 mai 1924 : Un procès criminel sous Mathieu Schiner. En voici l'essentiel : Jean de Platea, de Sion, Gouverneur de St. Maurice, arrivait au terme de ses fonctions (1511), quand un habitant de la ville, Pierre Quiodi, tailleur, lui apporta du sang et du foie d'un porc qu'il venait de tuer. Le magistrat ne dédaigna pas le présent, « quoique fait par un homme de si basse condition ». Sa servante et son valet le mirent pourtant sur ses gardes, attendu que Quiodi passait pour colérique et vindicatif, et qu'il avait déjà tenté d'empoisonner un chanoine quand il était cuisinier au St. Bernard. Le sang fut donc jeté aux lavures, qu'un voisin du château cherchait pour ses cochons : quelques jours après l'un d'eux crevait, les autres tombaient malades. Quant au foie, le chien du château avait refusé d'y toucher ; le chat le mangea, mais enfla si bien qu'il — n'en creva pas, mais que les enfants du Gouverneur le prirent pour une chatte sur le point de mettre bas. Le bruit se répandant parmi les bourgeois que Quiodi avait voulu attenter à la vie du Gouverneur, ils se réunissent et donnent procuration aux syndics de la ville pour instruire contre le tailleur un procès d'empoisonnement. Sur leur plainte, Antoine Tagniod, de Sierre, nouveau Gouverneur, le fait emprisonner, lui et son fils ; mais les témoins n'arrivent à porter aucune certitude et l'élargissement des inculpés est ordonné. Les syndics en appellent alors au Grand Baillif Arnold Kalbermatter. (Pour leur avocat, les indices contre le prévenu étaient si graves, qu'on aurait dû le soumettre à la question afin d'en tirer un aveu). Le 11 février 1512, le Bailli et ses assesseurs confirment la première sentence, cependant que le Gouverneur Tagniod ajoute à ce verdict une clause de bannissement contre Quiodi et sa famille. Ne pouvant se résoudre à une sentence qui l'absout et le condamne à la

minelle de 1532, celui qui, par le moyen de vénéfices, attentait au corps ou à la vie de quelqu'un méritait, un homme, le supplice de la roue, une femme, celui de l'eau, ou plus généralement la peine de mort en usage pour les personnes de son sexe. Et afin que l'exemple inspirât plus de terreur dans la foule, ceux qui étaient coupables d'un crime aussi noir devaient être traînés sur la claie au lieu de l'exécution, et y être tenaillés avec des fers ardents. La doctrine cependant professait qu'on ne devait appliquer qu'une peine extraordinaire à ceux qui, sans dessein de nuire et plutôt par simplicité d'esprit, se servaient de philtres, de breuvages d'amour, pour donner la raison à quelqu'un, se l'incliner, ou se le rendre éternellement fidèle.¹

Chez nous cependant, si la loi négligea de consacrer cette pratique par un texte, elle n'omit du moins pas de publier de sages mesures préventives pour tâcher d'éviter que l'empoisonnement ne se produisît. En mai 1741,² quand il eut été représenté combien il était dangereux que les marchands vendissent à chacun du poison, sans précaution ni distinction de personnes, la Diète défendit d'en livrer et d'en vendre, sauf à des chefs de famille (« Hausvätteren »), et à la condition que les débitants devaient chaque fois, sous peine de 25 livres d'amende, noter à qui ils en avaient donné, combien, et quel jour.³ En 1792,⁴ elle poussa plus loin encore la circonspection, ordonnant que, dans tous les dizains, il ne devait être permis qu'à une seule personne de tenir des poisons, et qu'elle ne devait jamais en céder, que l'acheteur ne lui eût d'abord présenté un billet du juge. Pour le Bas-Valais, le code de 1795 lui accorda un marchand par chef-lieu, qui devait conserver ce billet pour sa justification, sous peine de 25 livres.⁵

fois, celui-ci signe un recours à l'évêque Mathieu Schiner, qui évoque l'affaire à son tribunal, et s'en réserve la décision jusqu'à son retour. (Il est occupé à conquérir le Milanais). Le Bailli croit prudent de faire reviser la cause par le vice-bailli Jacques Waldin et ses assesseurs, qui réhabilitent les Quiodi, les rappellent au pays, et condamnent la ville de St. Maurice aux dépens. Le 18 août enfin, le Cardinal adresse de Vigevano un mandat par lequel il déclare prendre les Quiodi sous sa protection et les autoriser à rentrer en Valais, sous peine d'excommunication et d'indignation pour ceux qui s'y opposeraient.

¹ Frœhlichsburg, II/II, Tit. 18. Cf. Osenbrüggen p. 375.

² R. 8/18 mai, de Courten VI/686.

³ C'est la Revision (1780) qui exige la mesure et la date, art. XLII.

⁴ R. 3/15 décembre, de Courten VII/708.

⁵ BV, cap. XXX/VI.

INFANTICIDE.

Nos sources ne contiennent, à ma connaissance, nulle mention de l'infanticide.¹ Ce n'est qu'au XVIII^e siècle qu'est posée la question, dans les commentaires adoptés des docteurs criminalistes, et elle y est copieusement développée. Non sans raisons. Comme parmi les autres crimes, pense Frœhlichsburg, le plus atroce est l'homicide, de même, d'entre les homicides, le parricide est tenu pour le plus atroce.² Or, il identifie l'infanticide et le parricide : il relie par le signe de l'égalité la peine de l'un et de l'autre.³ Il se plaît à dénombrer des châtiments épouvantables, le *culeus* romain, noyade du coupable enfermé dans un sac de cuir, avec un chien, un coq, une vipère et un singe,⁴ le pal germanique, ou encore la peine de la Caroline, qui consiste à enterrer vif l'auteur de l'infanticide, (car on punit indistinctement le père, la mère, ou le complice), et à l'achever à coups de pieux.⁵

La peine assez tôt et assez généralement admise fut, cependant, la décollation par le glaive.

En Valais, au terme de la période juridique envisagée, la mère seule se rend coupable d'infanticide,⁶ et elle l'expie aussi par le glaive. Le code de 1795 ordonne que les mères qui, après la naissance de leurs enfants, leur donnent la mort, seront pu-

¹ Osenbrüggen dit, en revanche, que les sources suisses et alsaciennes sont pleines d'un riche matériel permettant de déterminer la peine de ce crime : (on pense toujours à la mère, et régulièrement au meurtre d'un enfant naturel). L'enterrement vivant est la peine la plus ancienne, puis la noyade dans le sac, enfin le glaive, (p. 229).

² Op. cit. II/II, Tit. 10.

³ Ibid. Tit. 11.

⁴ Voici l'explication que les Docteurs du moyen âge ont donnée à cette peine : On enferme avec le délinquant, le chien, parce qu'on appelle aussi chien celui qui n'est pas digne de porter le nom d'homme ; le coq, pour qu'il empêche, par son cri, le coupable de dormir ; la vipère, parce qu'à sa naissance elle se retourne contre sa mère, la mord et la tue ainsi ; le singe enfin, parce que, de même qu'il n'a rien d'humain sinon la forme et les apparences, de même en est-il pour le parricide. — Au moyen âge, d'après Frœhlichsburg, le *culeus* n'est plus guère employé qu'en Saxe, et encore avec des adoucissements : la vipère n'est que peinte sur du papier (Tit. 10). Osenbrüggen nous apprend que ce supplice était appliqué à Lucerne, à Zoug, et dans le Toggenbourg (p. 230).

⁵ Dans la tradition, enterrement entre deux couches d'épines, puis envoi d'un coup de pieu à travers le cœur. (Cf. Osenbrüggen pp. 229/230).

⁶ Le code bas-valaisan ne distingue pas entre la mère illégitime et la mère légitime ; mais il aggrave le cas de la première, puisqu'il contient le paragraphe : Toute fille non-mariée, etc.

nies de mort. Mais, si l'accouchement a lieu dans le secret, il y a présomption contre la mère. Aussi faut-il que toute fille non mariée appelle ou fasse appeler à ses couches la sage-femme ou des témoins : car si son enfant venait mort au monde, et que personne n'eût été présent à ses couches, elle devrait être punie d'une peine corporelle, s'il avait été en son pouvoir d'appeler ou d'avoir des témoins ou une sage-femme.

AVORTEMENT.

Pour la punition de l'avortement, le Valais l'a d'abord confondue avec celle de la sorcellerie, dont les vénéneuses substances secrètes paraissaient le plus raisonnablement propres à expulser le fœtus, et il n'est pas étonnant de voir, encore en 1674,¹ le major de Loèche condamner au feu la sorcière Christina Jungsto, qui s'est reconnue coupable aussi de quatre avortements, « auch fierer erschrecklicher und kaum erhertten kindtz verderbungen » produits par les poudres reçues du diable.²

Mais, le plus souvent, et dès le XVII^e siècle, dès même la réception du code de Charles V vraisemblablement, on s'accoutuma à regarder l'avortement comme un crime distinct, explicable par une intervention naturelle. Catherine Gylio³ n'avouait-elle pas, à Sierre, le 17 avril 1628, que sa grand'mère lui avait appris que « la gensanne et l'argon estoient fort bon pour faire à vuyder quant on avoit mangé du venin ou quelque mauvais morceau », et qu'elle en avait bu dans du vin ? ne confirme-t-elle pas, le lendemain, que son complice, son *concubitor* lui avait remis de la rue et lui avait ordonné d'en prendre ? On s'accoutuma aussi à punir ce crime de peine corporelle grave, et par ordre exprès de nos lois mêmes, *ad norma decretorum patriae*. Si la jeune coupable dont nous avons lu le procès ne fut condamnée qu'au glaive,⁴ son juge, le noble châtelain Angelinus Probus ne manqua pas de mettre en évidence qu'elle aurait mérité, vu l'énormité de ses délits d'inceste et d'avortement, un

¹ 4 septembre, Kämpfen, pp. 73/75.

² Cf. *ibid*, p. 22.

³ Son procès, très complet et du plus grand intérêt, m'a été communiqué par M. Bertrand. On y peut lire toute l'histoire sincère et, ma foi, fort touchante, de ses malheurs et de son repentir.

⁴ *In juventutis suae et summae conceptae ut apparet delicti perpetrati contritionis, liberaeque actae confessionis, necnon integrae et intactae antehac supplicantis pro ea honorandae cognationis et parentelae suae gratiam*, explique la sentence.

supplice plus grave, conformément aux décrets ou à la jurisprudence de la loi impériale et de notre patrie, *iuxta legis imperialis et decreta sive sanctiones nostrae hujus patriae*.

Cette sévérité partout admise s'explique assez par la question fort importante que se posaient alors tous les magistrats et tous les docteurs, pour savoir à quel moment il y avait avortement, à quel moment s'opérait la transmutation des âmes, dira Frœhlichsburg,¹ et s'il fallait prononcer entre le crime contre l'intégrité corporelle de la mère, ou contre la vie de l'enfant. C'est à cette dernière considération que pencha notre châtelain sierrois, et il y puisa les raisons d'une rigueur spéciale en déplorant que la mère criminelle eût, en absorbant ses potions, rendu son enfant incapable d'atteindre, non seulement à une vie humaine durable, mais encore à la béatitude éternelle.

On ne se départit jamais de la sévérité originelle, et jusqu'en 1795, où le code bas-valaisan imprima : « Les mères qui auront provoqué l'avortement du Fœtus de l'enfant, dont elles étaient enceintes, seront punies de mort. Pareillement, les Médecins, Apothicaires, Empiriques et autres complices qui auraient donné des remèdes pour faire périr le fruit d'une femme ou d'une fille enceinte, seront punis de mort. »

EXPOSITION D'ENFANT.

Les seules dispositions se trouvent dans le même code pour le Bas-Valais : Toute mère qui expose son enfant, soit par motif de cacher sa honte ou par raison d'indigence extrême, sans qu'on puisse lui imputer une intention criminelle, comme serait d'exposer son enfant dans un lieu écarté et non pratiqué, de façon à le faire périr, sera reprise et châtiée du carcan, avec un écriteau sur la poitrine, portant connaissance et déclaration du

¹ II/II, Tit. 13. Pour lui, le fruit de la conception doit être considéré comme vivant lorsqu'il atteint la moitié de la période de gestation. Pour Zachias, l'âme humaine est conçue dès l'instant de la fécondation. C'est du reste, entre les philosophes, une controverse inépuisable de déterminer quand l'âme simplement animale, végétative, ou « wachsende Seele », devient l'âme raisonnable. (Ibid.). Aujourd'hui, von Liszt (op. cit. II, p. 52) résume et conclut ainsi ce débat : « En droit canon, la mort du fœtus « animé » apparaît comme homicidium. Mais, d'après les opinions des écrivains ecclésiastiques, qui s'appuient sur le second livre de Moïse, l'embryon n'est vivifié que lorsque l'*anima rationalis* a pénétré en lui, donc seulement six à dix semaines après la conception. Avant ce moment, l'avortement n'était puni qu'arbitrairement. »

méfait, et de là conduite en prison pour huit jours au pain et à l'eau.

Si au contraire elle exposait son enfant dans un lieu non écarté, mais que l'enfant n'en fût pas moins trouvé mort, elle sera fustigée et bannie pour toujours.

Si la chose était telle que la mère eût exposé son enfant dans un lieu écarté et non pratiqué, de façon à pouvoir conclure qu'elle l'a exposé dans l'intention de le faire périr, elle sera fustigée, marquée et bannie pour toujours.

Et si, par une pareille exposition la mort de l'enfant s'ensuivait, la mère sera punie de mort.

PLAGIAT.

Il existe peut-être une lointaine corrélation entre l'article de 1795 traitant du *plagium*, et la réputation de voleurs d'enfants qui accompagnait jadis les bohémiens en voyage, dont les tribus étaient si fréquentes chez nous, comme on sait : Quiconque s'emparera d'un homme, d'une femme ou d'un enfant contre leur gré, sera puni de mort. De même les père, mère ou parents qui vendront leurs enfants ou des personnes commises à leurs soins seront punis corporellement.

DUEL.

L'habitude du duel est une de nos plus certaines conquêtes militaires. C'est dans les régiments étrangers que nos officiers auront pris le goût de ces exploits de parade ; rapatriés, ils intronisèrent le préjugé que leur honneur était attaché à la pointe de leur épée, et surent le faire voir : Les combats singuliers devaient être assez pratiqués, puisque la législation de 1795 a cru devoir leur consacrer des mesures aussi complètes que sévères.

Celui qui en invitait un autre à se battre, de quel rang ou condition qu'il fût, était incontinent déclaré et réputé publiquement infâme, et condamné à un bannissement de six ans. Sous la même infamie, et sous le bannissement de trois ans, le provoqué était tenu de dénoncer au juge compétent celui qui l'avait provoqué.¹

¹ Le juge lui-même était réputé indigne de sa charge s'il négligeait de donner une prompte exécution à la loi, et il était puni par la Diète, selon l'exigence du cas.

Si celui qui avait offert le cartel et celui qui l'avait accepté se mettaient en œuvre d'exécuter leur propos, ils devaient être punis l'un et l'autre du bannissement perpétuel et de la confiscation de leurs biens. Et dans le cas où l'un des adversaires restait sur le carreau, le corps de la victime devait être enterré sous les potences et le survivant puni de mort.

Pour ceux qui se trouvaient présents au duel, ou qui apprenaient qu'il s'en devait tenir un, ils étaient tenus de l'empêcher directement ou indirectement, s'ils le pouvaient, comme ils le trouvaient le plus expédient, par eux-mêmes ou par le canal du juge du lieu, sous peine d'être considérés comme complices et participants, et d'être punis comme tels.

Et, pour donner plus d'efficacité à toutes ces dispositions, le cartel proposé dans une des juridictions de la République et exécuté hors de sa domination, devait être regardé et puni comme s'il avait été accompli sur le territoire national.

SUICIDE.

Il n'a jamais été contesté, dans l'ancien droit valaisan, que personne n'est maître de sa vie et n'a le droit d'en disposer, qu'elle appartienne au Tout-Puissant, qui seul peut la reprendre à son gré. Le suicide y est donc poursuivi comme un crime contre Dieu,¹ et il amène des effets pénaux.

Que la mort eût été voulue, préméditée, produite *ex spontanea proprio facto*, et que l'enquête en apportât la preuve, elle entraînait la confiscation totale des biens, et déclenchait un procès contre la mémoire du mort, et sa condamnation. Je fonde ces inductions sur un document écrit à Valère en décembre 1404.² Un homme de Vex avait été trouvé mort dans la Borgne, et le Chapitre, le soupçonnant de s'être noyé volontairement, prétendait que tous ses biens devaient lui appartenir, *tamquam de homine suo*. Il fit donc faire une diligente enquête par son major de Vex, mais le suicide n'ayant pu être prouvé, le Chapitre tint quittes le mort et ses héritiers, et libéra ses biens, de toute inquisition, procès et condamnation, dit le texte,³ et ce pour 20 florins payés pour son absolution.

¹ Je le place cependant en cet endroit de ma classification, comme dans le champ magnétique dont il subit la plus forte attraction.

² 7 déc., Gremaud VII/2561.

³ *Tamen de vero reperire non potuimus quod ex suo spontaneo proprio facto se submerserit; eapropter ipsum necatum, resque sua et bona mobilia*

La coutume valaisanne fut donc simplement confirmée par les dispositions du droit romano-germain, qui sont en tout pareilles,¹ et que la Diète fit siennes puisque, en janvier 1617,² elle jugeait Paul Nessgier digne de mourir par le glaive, attendu, disait-elle, que le droit impérial condamne à mort celui qui se suicide ou attente à la vie d'autrui. On alla seulement plus avant dans le détail, on adopta les précisions de la législation et fit son profit des développements de la doctrine. Le code de Charles-Quint avait noté³ que, si une personne se tuait pour échapper à la punition, mais qu'elle n'eût mérité qu'une peine corporelle et non capitale, ou que, si son suicide était l'effet d'une maladie, de la mélancolie, de la faiblesse d'esprit, ou de telle autre infirmité semblable, ses héritiers ne devaient point trouver d'empêchement à lui succéder dans ses biens, sans qu'il fût possible de leur opposer aucun ancien usage, coutume ou statut à ce contraires, qui se trouvaient désormais cassés, annulés et révoqués. Cet enseignement coïncidait point par point avec la coutume du Valais.⁴

Le grand-juge Vogel, dans le commentaire qu'il écrivit pour l'usage des tribunaux militaires, rappela⁵ que les juridictions avaient l'habitude d'établir une procédure criminelle contre la mémoire de ceux qui se donnaient la mort, et qu'il était du devoir du juge de nommer d'office un curateur au cadavre, s'il était encore existant, sinon à sa mémoire. C'est contre ce curateur que le procès devait être instruit en la forme ordinaire, jusqu'au jugement définitif rendu contre la dépouille mortelle ou contre la mémoire de l'homicide. Le cadavre était ordinairement condamné à être traîné sur la claie, et pendu par les pieds.⁶

et immobilia, heredesque suos et ipsius bona tenentes... quittamus, liberamus, remittimus ab omni malo inquisitionis, processus et condemnatione.

¹ Sauf, peut-être, pour le procès contre le mort ? Allait-il de droit en Valais ? Cf. Brigue, 11/12 août 1609 (de Courten III/335, 4) : Un homme s'est suicidé à Liddes, d'où s'ensuit confiscation d'avoir et bien, est-il dit seulement.

² R. 16/30 janvier, de Courten III/ 579. — L'homme avait avoué, sur le banc de la question, avoir voulu se tuer au moyen d'un couteau, la veille, en apercevant la corde.

³ CCC, CXXXV.

⁴ 29 mai/6 juin 1579 (Heusler N° 170) : « von solchen, welche durch Krankheit, Taubsucht, Einfältigkeit oder andere unverdachte Zufälle in solch Unglück kommen, auf welcher Gut eine Obrigkeit darum nichts zu erfordern hat ».

⁵ Comm. CXXXV.

⁶ Les peines infligées au cadavre étaient fréquentes anciennement. En 1428, Etienne Albi, de Salvan, convaincu du crime d'hérésie par l'inquisiteur

Frœhlichsburg nous apprend encore¹ que le bourreau devait le tirer hors de la maison, ou par une fenêtre, au moyen de cordes, et l'enterrer sous les potences, comme une charogne maudite, « wie ein verzweifelt Aas ». Le testament des suicidés était nul. Si le suicide avait été empêché par un tiers, ou était manqué fortuitement, le rescapé méritait une peine arbitraire, la même que pour la tentative de meurtre d'autrui.

Ces diverses influences se retrouvent dans les articles du code de 1795, qui prévoit que le suicidé volontaire sera traîné par l'exécuteur de la haute justice sur le lieu patibulaire, que son corps y sera enterré, et que les biens d'un tel malheureux seront échus et confisqués au profit du fisc. Mais s'il était reconnu par des indices et des circonstances claires qu'il s'était tué dans l'accès d'une fièvre aiguë, ou dans un mouvement de noire mélancolie, de manie ou de fureur, son cadavre devait être rendu aux parents, et la confiscation des biens ne pas avoir lieu.

COUPS ET BLESSURES.

Dans les contrées romandes, où n'était pas connue l'institution préventive de l'imposition de paix, les querelles étaient fait-divers quotidien. Le délit de coups et blessures y accapara le plus clair de l'activité judiciaire. Les premières franchises des XIII^e et XIV^e siècles, (dans leur partie pénale, naturellement), sont presque toutes surtout un recueil de mesures répressives prises contre les différentes sortes de ce délit, un tarif minutieux des amendes applicables à chacune d'elles. Sion, Conthey, Saillon, Martigny, Sembrancher, Saint-Maurice, Monthey pèsent avec soin la quantité de chacune des espèces de coups et la peine qui leur fait contrepoids.

Les franchises effectuent presque toujours le dosage suivant : Elles distinguent les coups portés sans armes, de la main,² du poing, ou du pied, et les punissent de la petite amende, de 3, 5, 10 ou 20 sols généralement, s'ils n'ont pas été suivis d'effusion de sang, ou d'ailleurs si le sang versé n'a été que « léger et non atroce », s'est échappé du nez ou de la bouche.³ Si la violence a

et livré au bras séculier, s'étant suicidé dans sa prison, c'est son cadavre qui fut porté sur le bûcher. Cf. Annales Valaisannes V Nos 2/3, p. 157.

¹ Op. cit. II/II, Tit. 21.

² Noter qu'il est de règle, en Suisse, de reconnaître le droit de correction paternel, cf. Osenbrüggen, p. 236.

³ La distinction du « Blutruns » et du « trockener Schlag » est d'ailleurs générale, cf. Osenbrüggen p. 233.

eu des conséquences plus graves, c'est le ban de 60 sols qui est constamment dû.

Un second degré est établi pour les cas où la victime est frappée à main armée, et le traitement du coupable est encore ici déterminé selon que le sang a été répandu ou non. Le chiffre du ban varie avec les localités. Dans les châtellenies savoyardes, il est de 10, 20, 60 sols, de 60 sols toujours, à miséricorde du seigneur, dans les affaires sanglantes. A Sion, la mesure n'est pas la même. En 1217, la peine de qui frappe au moyen d'un bâton ou d'un couteau est de 60 livres. En 1338, on fouille davantage la matière : Si une personne frappe quelqu'un, à l'intérieur de la ville ou dans le ban, et que le blessé se tire du coup jugé mortel, l'assaillant est tenu à l'amende de 60 livres maurisaises, à merci du seigneur, et doit payer l'obole d'or ou perdre la main. Et moins généralement, celui qui frappe une personne à main armée, même non mortellement, ou avec un glaive pointu, doit être tenu envers le seigneur évêque de Sion, sauf toujours miséricorde, au paiement de 20 livres, et, s'il ne peut s'en acquitter, doit être puni corporellement, c'est-à-dire qu'on le jettera en prison et l'y nourrira au pain et à l'eau, jusqu'à la requête des citoyens ou à la grâce du seigneur évêque. S'il n'a frappé qu'avec un bâton ou une arme d'un autre genre, ne manifestant pas une si grande méchanceté, il ne doit que 60 sols maurisais à l'évêque,¹ à moins qu'il n'en résulte une lésion grave ; dans ce cas il doit être puni selon l'ancienne coutume. Le mandement de Martigny, *mutatis mutandis*, avait les mêmes dispositions.

L'arme employée pouvait être indifféremment un couteau, une épée, une lance, un glaive, un bâton, une pierre. La plupart de ces statuts régionaux répétaient à l'envi que les sommes d'argent fixées étaient dues pour le seul ban, n'étaient que l'amende judiciaire, et que, dans tous les cas où quelque injure, quelque dommage avait été infligé, il devait en être donné satisfaction à la victime, considérée la qualité de l'atteinte et la condition des personnes, à l'appréciation du juge.²

¹ A Loèche, on est encore plus libéral : Les franchises de 1338 ont un article 4 prévoyant que le paroissien ne doit aucune frèverie, aucune peine pour l'effusion du sang, au seigneur ni à personne, à moins que cette effusion n'ait été provoquée par une main armée ; autrement, on ne doit que faire amende à la victime.

² La responsabilité pour tous les dommages est une pratique générale et durable. M. Bertrand possède une sentence de 1668, du gouverneur de St. Maurice, où l'auteur d'un coup d'épée est condamné, après une bonne censure, à payer 3 pistoles, à « satisfaire le cirurchien », et à donner « 2 du-cattons pour les sépultures ».

Mais aux deux effets précédents ne se bornaient pas les suites possibles des violences exercées. Elles pouvaient être cause d'une infirmité corporelle permanente, ou même avoir une issue mortelle. En cas de mutilation d'un membre, les libertés de Conthey menaçaient le coupable de la peine de droit, le talion à coup sûr. A Sion et à Martigny, il devait être puni dans le membre qu'il avait fait perdre, ou d'autre manière aussi, à la grâce du seigneur. Si la mort survenait, l'auteur des coups gisait corps et biens à merci du souverain, disait-on en Savoie, ou encore, à Sion, la rigueur du droit devait être observée sans miséricorde, à moins que l'évêque ne consentît à faire grâce, à la prière des citoyens.

On sait que le Valais alémanique, le Valais des dizains, prévenait les disputes et leurs suites, en faisant à chacun l'obligation d'intervenir dès la prime manifestation d'hostilité. Les surabondantes réglementations concernant la distribution de paix rendaient superflue toute législation particulière sur les coups et blessures. Dans le cas où les adversaires en venaient vraiment aux mains, cela s'entend, se trouvaient face à face, entraient en corps à corps. Si les blessures étaient produites d'un lieu dans un autre, par exemple à coups de pierres, l'imposition de paix ne jouait plus et il devenait nécessaire d'y parer en édictant des dispositions complémentaires. Ce que firent, en effet, les statuts de 1571 : Si quelqu'un, jetant une pierre par la fenêtre de sa maison, ou autrement, tuait une personne, il devait être puni de la peine de l'homicide malhonnête ou meurtre. Si c'était de nuit qu'il projetait une pierre par la fenêtre, comme on ne sait ce qui peut advenir du coup, il devait être puni du ban de 60 livres. Et chaque fois qu'il naissait un dommage, la réparation en était naturellement à sa charge. Mais si enfin l'assaut n'était que diurne, et de moyenne gravité, il encourait le ban de 12 livres, sans compter les dommages-intérêts.¹

Ce sont là toutes les assises sur lesquelles la Diète put édifier le système répressif qu'elle destinait à ses sujets du Bas-Valais. Mais, donnant à cet objet une importance centrale, non contente des longs développements sanctionnant les cas de disputes, elle les flanqua des rigides dispositions sur la rupture de paix,² elle arc-bouta le système roman au moyen du germanique, les ci-

¹ Sauf en ceci, on l'a relevé, que si une personne désarmée était attaquée par un homme armé, et que le souci de sa défense légitime l'eût contrainte de résister à coups de pierres, elle pouvait le faire impunément.

² Introduite dès 1534.

menta l'un à l'autre pour en faire un ouvrage de défense le plus massif.

Le ban des batteries où il n'y avait effusion de sang que par les narines et sans blessure était, d'après le code de 1795, de 3 livres, avec deux jours d'arrêts au pain et à l'eau, suivant l'exigence du cas. Si, dans une de ces disputes, où il n'y aurait ni glaive, ni couteau, ni bâton, ni d'autre instrument employé, il se produisait une effusion de sang, blessure ou meurtrissure de membre, le ban était de 12 livres, avec trois jours de prison au pain et à l'eau. Et si « un membre se trouvait être mutilé, c'est-à-dire un bras ou une jambe cassée, rupture ou descente, œil crevé ou enfoncé, ou autres incommodités notables », l'auteur était condamné à l'indemnisation de tous frais et dommages, au ban de 60 livres, et à la prison pendant quatre jours au pain et à l'eau. Mais, il n'importe dans quel cas, si l'un des battants venait à mourir dans l'espace de 40 jours, il devait en être connu, procédé et jugé selon la teneur et l'esprit des lois.

Le jet de pierres était réprimé en tous points comme dans le droit de 1571 ; la page nouvelle n'est qu'un transparent appliqué sur l'ancienne.

Le code bas-valaisan est intarissable sur tous les délits mettant en péril la paix publique, il ajoute encore à la liste traditionnelle : Lorsque deux personnes, pour attirer un tiers, feignaient de se battre, et que le tiers, intervenant pour les séparer, était assailli par les deux compères, chargé de coups et blessé, de pareils traîtres, dit le texte, devaient payer chacun le ban de 25 livres, les frais judiciaires et médicaux, bonifier pertes et dommages, et même être punis corporellement, si les circonstances le réclamaient. Que s'ils tuaient le pacificateur, ils méritaient la peine des assassins. Si, au contraire, ils étaient eux-mêmes tués ou blessés, celui qui était tombé dans leur embuscade ne devait aucunement être inquiété.¹

Enfin, on fixe, pour celui qui, avant ou pendant une dispute éteindrait la lumière, les arrêts pour 3 jours, et on le tient responsable de tout le mal arrivé dans l'intervalle de l'obscurité.²

¹ Chap. VII. art. X et XI.

² Chap. XIV/III.

VOIES DE FAIT.

Le délit de voies de fait¹ plonge ses ramifications dans la masse, soit des coups et blessures, soit de la rupture de paix. Il n'est que de distinguer entre les deux conceptions, la savoyarde et la valaisanne.

En bas de la Morge, le délit se noue à la notion de l'intégrité corporelle. Il est d'importance privée. A l'origine, une incrimination est une image concrétisée, dessinée sous les yeux. Il en va toujours ainsi dans les vieilles franchises bas-valaisannes: On tire son glaive, on lance une pierre, on porte un coup de poing, on bouscule le marché des changeurs, on dévalise l'étalage des bouchers. De même, à Sembrancher, pour une sorte de voies de fait: Si quelqu'un y traînait un homme ou une femme par les cheveux, il devait réparer le dommage fait à sa victime, indépendamment du ban de 5 sols, s'il l'avait prise à une main, de 10 sols si c'était à deux mains.

Dans le Valais alémanique, la tradition est tout autre. Elle naît d'une racine plus sauvage et donne un fruit plus amer.² Les voies de fait y portent menace à l'ordre public, elles engagent la paix du pays entier. On ne considère plus un cas de violence isolée, un excès donné. Le droit atteint une plus grande perfection, est capable de généraliser, de poser une loi.

Les Articles de Naters ordonnèrent, dans le passage relatif à la violation du chemin royal, que toute personne, de toute condition, qui aurait offensé quelqu'un dans sa personne (ou aussi dans ses biens), devait être condamnée par le seigneur et les patriotes à la peine du statut, soit celle de corps et d'argent. Mais on visait là surtout les relations internationales.³ Les codes de 1514 et de 1571 disposent que « si quelqu'un, sans bonne et raisonnable cause, assaut un aultre de faict... et l'offense ou blesse, (il) est tenu à l'amende deue, et s'il n'a pas en biens, au corps ou aux membres, et qu'il soit puny en la peine de tallion de la blessure ».⁴ Cette peine devait être à peu près partout in-

¹ Nos juristes classent cette matière dans la catégorie de l'injure, injures réelles; nous la faisons figurer ici pour des raisons d'ordonnance et d'affinité.

² Voir pourtant, à l'origine, l'indulgence des franchises de Loèche (art. 4, cité p. 420, note 1) où seule l'amende à la victime est exigée par la coutume en cas d'effusion de sang par un citoyen non armé.

³ Cf. Liberté des communications.

⁴ C'est ici que les statuts intercalent les mesures prises en cas d'agression d'un homme riche par un pauvre hère, dont nous avons parlé à propos de la

contestée. Les gens de Rarogne enregistrèrent par exemple, en 1548, que leur louable coutume voulait que les porteurs de coups, qu'ils fussent de la paroisse ou non, patriotes ou étrangers, devaient payer le dommage dont ils étaient les auteurs, et, s'ils ne le pouvaient, être punis selon « landrecht et kürtzreten des rechten ».¹

Les statuts de 1571 avaient mis encore un cas à part : « Celuy qui n'estant pas content du droict au tribunal, et en présence du juge et devant la cour violement et de faict assaut quelcun, que celuy soit pris et détenu par le juge vistement, et puis mis en prison, et là par trois jours soit nourry à pain et eau, et devant qu'en sortir payera les despens pour ce faicts, et trois livres de peine ».²

Nous avons là les éléments parmi lesquels puisera la commission de rédaction, en 1790, pour composer le texte du code bas-valaisan. Celui qui était « assez méchant et téméraire » pour battre et attaquer de fait une personne quelconque, son adverse partie, ou un témoin produit, un juge subalterne, ou l'assesseur d'un juge supérieur, devait être conduit aux arrêts au pain et à l'eau, et contraint à payer les frais occasionnés, avec l'amende au juge. Les arrêts étaient de trois ou quatre jours, l'amende de 3, 4 ou 6 livres, suivant l'espèce. Mais si l'action avait été commise sur la personne d'un juge supérieur ou d'un représentant du souverain, le téméraire devait être de suite constitué prisonnier et puni de mort, la Diète se réservant toutefois la faculté de lui faire grâce. On atteignait ici à la « majestas ».

Le code de 1795 décochait encore un trait pour réprimer les voies de fait exercées contre les fonctionnaires.³ Si un officier de justice, accomplissant sa charge, était attaqué par une main violente, sans raison légitime, son agresseur méritait l'amende de 15 livres, les arrêts pour 24 heures, et devait indemniser le dommage causé.

rupture de paix. Il va de soi que ces dispositions doivent se retrouver dans tous les cas d'agression.

¹ Celui qui en attaquait un autre à main violente, devait d'ailleurs, en plus, 3 livres d'amende au major, selon l'ancien usage.

² Cf. le chapitre Menaces, et Injures.

³ Cf. le chapitre des Délits contre l'administration de la justice.

2. Délits charnels.

ADULTÈRE.

C'est toute la question délicate des rapports entre la morale et le droit qui se pose dans ce chapitre. Aujourd'hui, l'on s'efforce de les séparer de plus en plus, de réaliser entre les deux éléments une étanchéité parfaite. Jadis au contraire, il s'établissait entre eux des courants subtils ; par le travail d'une lente osmose, ils se mêlaient, et le droit se saturait des apports de l'onde religieuse. Nos sources nous permettront de saisir le phénomène en sa lente formation. L'équilibre n'y est pas encore réalisé.

Mais il est curieux de le relever : Ce n'a pas été le pouvoir ecclésiastique qui fut le plus prompt à caractériser l'adultère comme un délit, et à le frapper pénalement. On le considérait encore, dans la juridiction de l'évêque de Sion, seulement comme un péché,¹ que les comtes de Savoie, dans leurs villages valaisans, le punissaient déjà comme un crime. Les premières franchises de Sembrancher (1239) posent en principe que ceux qui seront convaincus d'adultère donneront 60 sols au seigneur. En 1293, à Vionnaz, ils doivent être punis criminellement par le châtelain. C'est en 1271, à Saillon, qu'apparaît d'abord la peine infamante, en doublure de la peine pécuniaire. Si quelqu'un avait été pris en flagrant délit d'adultère, il devait également verser les 60 sols maurisais pour le ban. Mais, s'il ne voulait ou ne pouvait le faire, il devait être promené, dévêtu, à travers le village. En 1322, Sembrancher a semblablement complété sa coutume locale, et prévoit aussi que, à défaut de paiement, le coupable sera conduit, nu, à travers la bourgade, cependant qu'on le battra à coups de verges.

Il n'en allait pas de même à Sion. En 1338 encore, l'adultère n'y relevait qu'exceptionnellement de la justice pénale. L'article 8 des libertés de la ville est intitulé : Comment le seigneur évêque ne procède pas contre les usuriers et les adultères. Il y est déclaré qu'il n'est pas permis à Sa Grandeur de poursuivre un citoyen sédunois coupable d'adultère, à moins que son fait ne soit notoire, patent, public au point de ne pouvoir être celé par aucun faux-fuyant. Est réservée cependant à l'évêque la faculté de

¹ Aussi quel développement de ce péché de la chair, dans le diocèse entier, parmi le clergé et les fidèles ! Quelle tolérance à Sion, quelle bienveillance dans l'organisation du *lupanar* ! (Cf. plus bas, Contraventions).

correction, selon les dispositions du droit canon concernant le « for de l'âme », toute peine pécuniaire mise de côté. Le Valais épiscopal vint assez tard à cette peine, qui n'était du reste pas encore la peine publique. Les ordonnances jurées par les VII di-zains, à Sion, en 1496, constataient que pour un simple adultère, l'évêque de Sion n'exigeait que trois livres (le ban synodal), et qu'il pouvait d'ailleurs modérer cette peine miséricordieusement. Quant à la simple fornication, aucune peine d'argent ne devait être exigée pour elle, mais les curés et les recteurs ecclésiastiques avaient le pouvoir d'absoudre, suivant l'ancienne coutume.

On ne trouve plus rien jusqu'en 1571. Les Statuts introduisent alors l'excuse, d'un usage assez général, pour le mari homicide : « De la peine des adultaires trouvez au fait : S'il advient que le mary trouve couché en acte de paillardise un homme avec sa femme, *virum in thoro concubantem aut in actu fornicationis cum uxore*, et il le tue, ledict mari sera excusé envers la justice et les parents de celui qui aura esté tué, de sorte qu'à iceux amys ne se donnera aucune licence de venger cela. Mais par ce seul fait doit estre un fiancement de paix avec iceux ».¹

Pour la peine même de l'adultère, elle n'était toujours encore qu'affaire des procureurs épiscopaux, amende fiscale. La tradition restait prépondérante ; aucun texte nouveau n'était venu accorder la pratique valaisanne avec les sévères propositions de la doctrine et de l'usage étrangers. Ce point mort dans notre législation explique ces deux résultats : L'adultère acquérait une force de propagation toujours plus vive, et, d'autre part, grâce à un jeu de bascule naturel, il se produisit dans l'ordre répressif un singulier renversement des valeurs : Toujours et partout le châtement de la femme adultère avait été beaucoup plus grave que celui de l'homme ; on tenait sa faute pour une beaucoup plus considérable.² Or chez nous, au contraire, l'amende ren-

¹ Du point de vue historique, Fehr considère dans ce cas une survivance mieux marquée de l'ancien Fehderecht, et note combien peu d'influence eut dans le domaine du flagrant délit l'obligation légale de la composition, imposée par le droit de l'époque franque (p. 63).

² La novelle 134 de Justinien prévoyait pour la femme la fustigation ; elle est ensuite enfermée dans un couvent, où elle est condamnée à passer le reste de ses jours, si son mari ne l'en retire pas dans les deux ans. Frœhlichsburg, après l'avoir rappelé, dit (II/III, Tit. 1) : La différence de traitement pour l'homme et la femme n'est pas levée, mais confirmée par CCC 120. — Vogel pourtant, dans son commentaire du même article, prétend le contraire : lorsqu'un homme marié commet ce crime avec une femme mariée... la procédure criminellement instruite sur la plainte formée, tend à prononcer la peine capitale contre l'homme ; et à l'égard de la

contrait d'ordinaire le complice masculin, la femme échappait à la répression. La preuve en est prête : En diète de décembre 1610,¹ Sa Grandeur se plaint amèrement de ce que le crime d'adultère règne toujours davantage dans le pays, parmi foule de personnes, de haute ou basse condition, et qu'il arrive souvent que les femmes y donnent le plus occasion. Ne devrait-on pas les punir de quelque manière, aussi bien que les hommes, pour la première, deuxième ou troisième faute, vu que nombre de passages des Saintes Ecritures ne les en exemptent pas, et que chez nos voisins de l'une et de l'autre croyance, dans la Confédération, elles sont également punies corporellement, de mort, ou de peines publiques ?² Mais le tractandum de l'évêque constituait un statut nouveau, dont ne faisaient pas mention les lettres de convocation, et qui méritait, d'autre part, d'être soumis aux Conseils et Communes. On l'inséra donc au recès, en se promettant d'y répondre jusqu'à la prochaine diète. Ce n'est pourtant que neuf ans plus tard³ que l'assemblée prit ses mesures contre l'adultère, en même temps qu'elle édictait des lois somptuaires réglant l'opulence et le nombre des festins d'enterrements, et la richesse des costumes des diverses conditions. Cette ordonnance tend à combattre le péché, dit l'*Abscheid*. Mais il en est un autre, plus énorme, en vogue, l'adultère et fornication (« Hurery »), les naissances scandaleuses d'enfants adultérins. Il est donc ordonné, pour punition exemplaire, que la personne à qui naîtra un enfant adultérin paiera, pour la première fois, au procureur fiscal, le ban synodal de 25 livres, et les frais ; la deuxième fois, qu'elle sera bannie du pays pour an et jour ; la troisième enfin, exécutée par le glaive,⁴ mais sans confiscation civile des avoirs. Les mêmes peines s'appliqueront à la femme prise en délit d'adultère patent. Les juges de dizains y veilleront et mettront empêchement au délit ; ils séviront dans les maisons suspectes, où parfois la jeunesse et d'autres sont séduits, afin de prévenir les suites scandaleuses. C'est à cette diète de décembre

femme adultère, comme la loi a toujours fait attention à la fragilité de son sexe, on la condamne à être enfermée, et on y ajoute la fustigation, lorsqu'elle est d'une condition abjecte. — C'est une question d'interprétation, le texte de la Caroline prévoyant que les complices, homme et femme, doivent être punis « nach Sag Unser Vorfahren und Unser Kayserlichen Rechten ».

¹ R. 13/24 décembre, de Courten III/364.

² En effet, cf. Blumer II/2, p. 31.

³ Déc. 1619, de Courten III/690, Grenat, p. 228.

⁴ Osenbrüggen fait remarquer (p. 281) que c'est peine mosaïque, et qu'elle n'est pas devenue droit commun du moyen âge.

1619, nous pouvons le lire avec certitude, que l'on introduisit l'adultère dans le droit pénal, en dépit aujourd'hui des plus vives protestations de l'évêché.¹

Le code de 1795 n'avalisa que la disposition de 1571. Il admit que quiconque trouverait sa femme, en quel lieu que ce fût, commettant adultère, ou qui trouverait un autre couché avec elle dans le lit, serait irréprochable pour tout ce qu'il entreprendrait contre l'un ou l'autre, quand même il les tuerait, dans le premier mouvement. Mais il faut répéter la conclusion de ce code : elle relève que, pour les cas non exprimés et pour ceux qui se diversifient dans les circonstances, l'on doit avoir recours aux auteurs adoptés. Il est donc légitime de considérer comme applicables, en les adaptant, les développements de Frœhlichsburg, et comme maintenue pour la femme,² en cas de double adultère, quand les deux complices sont mariés, la peine du glaive. Les circonstances aggravantes et atténuantes dont s'inspireront les juges sont celles dont les Commentaires donnent une assez complète énumération.³

¹ Hildebrand Jost avait succédé à Adrien de Riedmatten, mais il avait répudié son avis sur ce point. — Voir les recès (de Courten III/691) : L'évêque protestant que l'adultère ne devait être qu'une affaire fiscale et ne mériter qu'une amende, le Grand Bailli et les Députés des VII dizains font protocoler qu'ils ont vu avec regret que S. G. s'opposait à ce que semblables crimes ne fussent mieux empêchés et punis que par des peines pécuniaires, qui laissent la voie ouverte, comme jusqu'à présent, et non par des peines corporelles, qui inspirent plus de frayeur, et qui ont pour but de prévenir pour le mieux ces grands péchés, fornication, adultère, et la honte.

² Cf. BV, LVII : La bigamie étant un mal plus grand et plus criminel que l'adultère même... le bigame sera donc puni de la peine de mort. Cet article semble bien se fonder sur l'argument que l'adultère est puni de mort.

³ Par exemple, parmi les circonstances atténuantes : L'adultère est commis avec une femme mariée, mais légère et décriée ; (pour certains Docteurs, ce n'est même pas un adultère, ils considèrent la femme qui a déjà rompu le lien conjugal comme une prostituée). — L'homme ou la femme adultères ont été abandonnés sans raison par leur conjoint, et pèchent ainsi par humaine faiblesse. — L'action n'est pas parfaite, p. ex. en cas d'ébriété, ou à défaut d'occasion de prendre le *situs naturalis concumbendi*. — Continence durable d'une partie, en cas de maladie, de refus du devoir conjugal. — Séparation « zu Tisch und zu Bett » entre les époux. — Séduction irrésistible par une coquette. — Crainte révérentielle d'un mineur. — Haute condition, noblesse (c'est là, au contraire, pour Haunold, une circonstance aggravante). — Grand âge, sauf pour les « hart-hörnige Böcke ». — Grand nombre d'enfants légitimes. — Pardon de la partie offensée.

Voici, d'autre part, quelques indices légitimant l'inquisition : Mauvaise réputation. — En l'absence du mari, surtout de nuit, l'un ou l'autre jeune libertin (« liederliches Püschlein »), ou un homme suspect est vu sortant de la maison, « surtout si c'étaient des Messieurs étudiants qui n'ont pas

BIGAMIE.

J'ignore jusqu'à quelle époque la bigamie resta affaire purement religieuse et si nous l'avons punie, anciennement, du glaive, ou même si l'on a, comme ailleurs (Glaris, Freiamt) écartelé le coupable pour donner une part de son cadavre à chacune de ses épouses.¹

Le seul texte afférent que je puisse produire est le court chapitre de 1795 traitant « de la polygamie ou bigamie ». La bigamie étant un mal plus grand et plus criminel que l'adultère même, énonce-t-il, parce que par ce commerce scandaleux le crime se continue et s'habitue, le bigame sera donc puni de la peine de mort. Quant aux circonstances qui peuvent mitiger la peine, l'on s'en rapportera aux criminalistes adoptés.²

INCESTE.

Les données de la doctrine germanique nous permettront de mieux saisir le sens de cette incrimination, et sa portée véritable : L'inceste, dit Frœhlichsburg, c'est le péché de la chair commis entre personnes, parentes ou alliées, entre lesquelles aucun mariage valide ne saurait être conclu, suivant le droit ecclésiastique, sans dispense préalable. Il importe de tenir compte aussi de la parenté spirituelle (comme l'a fixé le Concile de Trente) qui s'établit entre les parrains ou marraines et leurs filleuls, entre baptisant et baptisés, et parents de ces derniers, de même entre confirmant et confirmés.

l'habitude d'entrer pour apprendre le *Pater noster* aux femmes ». — Echange de lettres, bagues, cadeaux, baisers, etc. — Sont particulièrement suspectes les femmes adonnées à la boisson, car, comme dit Abele, quand l'étage supérieur est plein de vin, l'inférieur est prêt à accorder l'entrée ; celles qui découchent, celles qui se maquillent (« Anstreichen ») inutilement, se mettent du rouge (« Anfärben »), aiment à se parer, surtout si la femme est au demeurant affreuse, etc.

¹ Cf. Osenbrüggen p. 282.

² Ainsi Frœhlichsburg (II/III, Tit. 2) mentionne-t-il le fait que le nouveau mariage n'a pas été célébré publiquement, « zur Kirchen und Strassen », ou religieusement ; ou, dans les cas où il l'aurait été, que le bigame n'a pas encore cohabité avec sa nouvelle épouse. Ou encore, il était persuadé que son précédent conjoint était mort. Il peut même y avoir absence totale de peine, s'il était de bonne foi. En Valais, le seul risque véritable était causé par l'habitude du service mercenaire et la disparition de soldats dont on demeurait sans nouvelles. Dans ce cas il faudrait, après que le colonel du régiment en aurait annoncé la mort, sous serment, que la veuve attendît encore une année à partir de cette attestation pour pouvoir convoler en nouvelles noces. (Cf. Vogel).

Le crime peut avoir lieu en ligne directe, ou en ligne collatérale. Le droit commun traite l'inceste comme l'adultère. Sa peine serait donc, dans le premier cas, la peine capitale. Certains auteurs préconisent cependant plus d'indulgence pour les femmes, et veulent que leur peine soit simplement corporelle, « la grande faiblesse de leur sexe étant suffisamment connue ». Pour l'inceste en ligne collatérale, et pour celui entre alliés, qu'on lui assimile, on se contente en général d'une peine corporelle arbitraire.¹

Au XVII^e siècle, l'esprit de la Caroline, qui a déjà fortement soufflé sur le Valais, n'a pas encore renversé la séculaire tradition qui, en 1496, exigeait simplement, en cas d'inceste, le paiement du bain synodal. (Il était alors de 25 livres). L'opinion réclamait à cor et à cris l'application d'une peine publique, l'usage s'y maintenait contraire. Au fond, le conflit peut se ramener à la question, centrale en ce temps, de la prééminence souveraine entre l'Eglise et l'État, l'évêque prétendant déférer l'inceste (comme l'adultère, et la bigamie) à ses seuls tribunaux religieux, et les patriotes à le juger, en tant que crime, devant leurs cours civiles. C'est ainsi que la nation, vers 1622,² reprochait violemment à la justice de Hildebrand Jost de n'avoir puni que d'une amende, sans peine corporelle, un homme du dizain de Conches, qui avait commis un inceste avec sa belle-sœur (dont il avait eu un enfant, auquel il servit même de parrain), et d'avoir ménagé un autre coupable, du Simplon, qui s'était dégagé envers le fiscal moyennant le paiement de 50 livres,³ en plus de ses droits. Mais les patriotes furent bientôt les plus forts à imposer leurs conceptions en matière criminelle, et même sans avoir à attendre la Capitulation politique définitive de l'évêché (1634). Dès 1628, les châtelains punissaient l'inceste, comme un délit énorme, conformément au code de l'Empire allemand et aux « décrets ou sanctions de notre pays », et le frappaient du glaive et de la confiscation. Ainsi en témoigne la sentence portée à Sierre, le 18 avril, par Angelinus Probus, contre Catherine Gylioz, qui avait commis fréquemment et jusqu'à s'en trouver enceinte le *nefarium opus libidinis* avec son beau-père et tuteur.⁴

¹ Frœhlichsburg, II/III, Tit. 8.

² Griefs de 1622-1626, de Courten III/734 ss.

³ Mais ne les ayant pas payées assez tôt, et l'évêque étant venu lui-même au Simplon, le coupable, Hans Rittiner dut verser 100 écus bons pour ne pas être conduit à Sion en prison, de Courten III/733.

⁴ Procès communiqué par M. Bertrand, et déjà mentionné au chapitre de l'Avortement.

Le désaccord ne manqua cependant pas de subsister encore longtemps entre le spirituel et le temporel à ce propos : en diète de mai 1689,¹ le fiscal de l'évêque revenait protester qu'il était seul en droit de s'en occuper, tandis que les députés revendiquaient la peine corporelle et l'amende méritée, qui devaient être prononcées par le juge. Sa Grandeur s'y réclamait de ses droits et de ceux de la mense de Sion, affirmant que *secundus et tertius in incestu* ne méritaient aucune peine corporelle. La Diète déclara enfin que si l'évêque avait eu ce droit, et qu'il n'y avait vraiment pas lieu à peine corporelle, elle ne voulait pas le lui enlever, mais que le fiscal ne pourrait en aucun cas prononcer une punition sans l'assistance du juge.

J'ignore si l'on finit par accepter l'opinion des criminalistes officiels et, l'os de leurs ouvrages rompu, la substantifique moelle du droit impérial. Mais il me paraît curieux, et dans la ligne de la tradition de 1689, que le code bas-valaisan, en 1795, qui légifère sur l'adultère et la poligamie, ait cru devoir passer sous silence le crime d'inceste.

VIOL.

Commençons par nous tenir en garde contre un écueil de terminologie. Le crime que j'appelle viol n'est pas exclusivement celui que nous enfermons aujourd'hui sous cette étiquette. Il a une capacité plus vaste. Nos statuts l'étudient sous la rubrique latine : *de stupro virginum*, qui équivaut, dans l'ancienne traduction, à l'énoncé français : du violement des filles. Or, d'après notre Schillig, le stupre est une *illicita virginis defloratio* ; *aliquando etiam accipitur pro adulterio* ; *aliquando etiam dicitur committi in vidua*. De sa définition se dégage une double leçon : Le viol, dans notre droit, ne comporte pas nécessairement la conquête physique brutale,² malgré l'opposition de la victime, il enclôt aussi la notion moderne de la séduction.³ Il ne qualifie

¹ R. 11/18 mai, de Courten V/580.

² Op. cit. cap. 43.

³ Osenbrüggen relève pourtant (p. 283) qu'à l'origine, dans le Saxenspiegel et les coutumiers apparentés, c'est bien la brutale violence de l'homme, à l'égard de la femme plus faible, qui constitue l'essence de l'infraction. C'est la Caroline (art. 119) qui a amené les droits allemands à cette conception, d'attacher le plus grand poids sur la pure réputation (« Unverleumdetein ») de la victime.

⁴ Mais il met rigoureusement à part la séduction de « mineures », (cf. LRC 88, St. CXXXI), punie de mort et confiscation.

pas, non plus, uniquement l'outrage sexuel fait aux femmes vierges, mais atteint n'importe quelle femme, pourvu qu'elle soit honnête. Car notre droit, comme les législations germaniques, exige que la femme soit irréprochable pour que le délit soit caractérisé. L'honnêteté est un élément constitutif de l'infraction.

La pensée valaisanne de Schillig rejoint donc la conception germanique de Frœhlichsbürg,¹ qui l'étaie. Pour lui, la « Notzucht » est la connaissance charnelle d'une femme honnête, qu'elle soit l'effet de la violence ou qu'elle soit consentie (s'il s'agit d'une vierge). La cohabitation violente a lieu lorsque quelqu'un abusant de sa force et contre leur gré, enlève « à une femme, à une veuve ou à une jeune fille », leur honneur de femme ou de fille. La peine du droit commun, dans ce dernier cas, est le glaive. S'il y a eu séduction, consentement, c'est la publication de la moitié de la fortune, avec, chez les petites gens, une peine corporelle et le bannissement. Ce délit est, dans beaucoup d'endroits, du ressort des juridictions inférieures, ou même il ne relève que du pouvoir spirituel. De la plupart des paysans on se contente d'exiger le « Tauf-Thaler », contribution aux frais de couches et d'entretien de l'enfant né de l'aventure.² Nous sommes ramenés ainsi au pôle de notre doctrine indigène.

Voici quels principes posa le droit du Cardinal, qui ne s'occupe encore que de la séduction proprement dite. La défloration des vierges, enseigne-t-il, est, d'après les droits divin, canon et humain, certainement un grand crime. Il appartient donc à la vierge déshonorée, qui n'était d'ailleurs pas entachée d'une mauvaise réputation, ou plutôt il appartient à ses parents, et aux curateurs et aux proches à leur défaut, d'introduire une demande en justice,³ concernant le déshonneur, la défloration, et le dédommagement pour les mariages perdus ou manqués. Le juge cependant, puisque en ce cas le pauvre est réputé perdre, non moins que le riche, mais davantage en vérité, quand il aura pesé et apprécié la qualité de la fille déshonorée et de celui qui l'a violée, et les autres légitimes circonstances, il mettra une limite aux prétentions des parents et de la victime (*parenti et depra-*

¹ Il ne serait d'ailleurs pas impossible qu'il se fût inspiré de Frœhlichsbürg. Les Commentaires avaient paru en 1709, Schillig écrivait en 1721. Mais il nous présente pourtant un traité *in leges et statuta Reipublicae Vallesiae*, il nous expose ce qui est doctrine et pratique valaisannes. (Cf. les textes de 1514 et 1571 cités).

² Frœhlichsbürg II/III, Tit. 3.

³ Fehr voit, et nous voyons avec lui, dans cette plainte familiale nécessaire (cf. CCC 119) et dans l'exclusion de la poursuite d'office, une trace de la vengeance privée (Rechtsgeschichte p. 288).

vate insolentie moderabitur), taxera le dommage et les circonstances, et décidera ensuite ce qui sera juste. Que si l'auteur du viol n'avait pas effectivement en biens de quoi rembourser et payer, et que des biens lui devaient échoir ultérieurement à titre de succession ou d'autre légitime acquisition, il serait obligé de payer intégralement tout ce qui aurait été décrété par l'office du juge et des probes hommes qui lui servent d'assesseurs. Quant aux parents et aux proches, il convient qu'ils se souviennent, en ces sortes d'affaires, que l'injure doit être réparée, non dans leur intérêt à eux, mais dans celui de la victime.

La rédaction de l'évêque Adrien diffère du tout au tout de cette version officielle, et s'identifie partiellement (sauf aussi quelques variantes verbales), avec le texte des statuts de 1571 : « A une fille qui aura esté violée, *virgini autem vitiatæ*, qui d'autre part ne sera estéée marquée de tache et bruict lubrique, seront par celuy qui la corrompra payez pour la défloration et violence¹ cinq livres. Estre toutesfois cecy remarqué que si celuy qui l'a corrompue la demande pour sa femme, et elle n'y veut consentir, en tel cas lui est faict libre de la peine de la violence, c'est-à-dire d'icelles cinq livres, réservé toujours le ban. Et si quelcun, comme plusieurs fois il advient, eusse un enfant bastard de quelque fille que ce soit, ayant receu l'enfant² et payé à la femme cinq livres pour la défloration, et aultres dix livres tant pour le my port (comme l'on dict) et pour l'enfantement,³ ne sera pas contrainct plus oultre ».

Mais les statuts de 1571 n'ignorent plus, comme tous les précédents, le viol au sens strict, qu'ils punissent criminellement : Toute personne qui par la force ou violence, ou par enchantement, *violenter aut per artes nigromantie*, déflorera une fille vierge ou pucelle, ou qui aura violé une femme, commet corps et biens.⁴

Le code de 1795 laisse perdre la peine du viol, mais copie mot pour mot les anciennes dispositions sur la séduction des filles, et jusqu'aux chiffres de l'indemnité, 5 livres pour la défloration, et 10 pour les frais de couches.

¹ En allemand : « für das Krantzlein oder Magthum ».

² BV, LV/II dit : il serait tenu de prendre l'enfant à sa charge.

³ En latin : *pro medio partu atque puerperio* ; en allemand : « noch andere zehen Pfundt für die Zeit hin, dass si halb tragen hette, und für die Kindbethe ».

⁴ D'après le Schwabenspiegel, le coupable était, s'il avait violé une jeune fille, enseveli vivant, et une femme, décapité (cf. Osenbrüggen, p. 285). Les droits suisses pratiquaient fréquemment l'enterrement et l'empalement (ibid. pp. 285 ss.).

RAPT ET DÉTOURNEMENT DE MINEURS.

Nos statuts ont toujours considéré ces crimes comme jumeaux, comme soudés l'un à l'autre. Ils distinguent fortement, en revanche, la séduction d'une fille vierge, majeure, et la séduction des mineurs, de quel sexe qu'ils soient.

En Savoie, au contraire, le rapt se présente isolément, n'entraîne pas fatalement après lui cet autre lui-même. Les franchises de Saillon, en 1271, mettent à part le ravisseur, (dont les biens doivent être dévolus au seigneur et le corps jugé, pour autant qu'il sera conforme à la raison). Nous constaterons, à la fin du XVIII^e siècle, que le Bas-Valais n'a pas rompu sa tradition, que la Diète l'a respectée, et qu'elle ne s'est pas contentée, en édifiant son code, d'y cimenter simplement l'institution *bifrons* du Valais des dizains. Recherchons l'origine de celle-ci :

Le 5 décembre 1429, André de Gualdo, administrateur de l'Eglise de Sion, et Thomas Partitoris, bailli du Valais, envoyaient leur salut à tous les officiers, temporels et spirituels, leur souhaitaient tout bien dans le Seigneur, et leur notifiaient les ordonnances prises dans le Conseil général de toutes les communautés, tant alémanes que romandes, récemment célébré. Nous avons vu et palpé par expérience, écrivaient-ils, quels nombreux et grands périls, dommages et scandales dans le passé sont résultés du viol, de la séduction et de l'enlèvement de mineurs (*virgines*) des deux sexes, et des mariages clandestins. C'est pourquoi nous avons statué en diète, que personne à l'avenir ne devait oser, sous peine capitale et perte de ses biens, ravir des mineurs de l'un ou l'autre sexe, ni les séduire frauduleusement, ni les soustraire et les conduire surtout d'une paroisse dans une autre, sans connaissance et consentement de leurs parents et amis. Aussi mandons-nous à tous les paroissiens dans le district desquels ces crimes ont été ou seront perpétrés, et aux paroissiens des districts voisins, de s'insurger, sous peine de 100 livres maurisaises, contre ces ravisseurs, de courir aux armes contre eux, à la façon des soldats, après avoir sonné les cloches de paroisse en paroisse, comme il est d'usage contre les brigands et les malfaiteurs publics et notoires, jusqu'à ce que les captifs soient retrouvés et délivrés. Et si, dans la poursuite, quelqu'un de ces spoliateurs était tué, blessé, ou souffrait tout autre dommage, on ne pourra dans la suite en demander aucune justice, satisfaction, amende ou vengeance, ni en jugement, ni extrajudiciairement.¹

¹ Texte cité, Gremaud VII/2803.

Les Articles de Naters confirmaient naturellement l'usage antérieur, interdisant à quiconque, sans tenir compte de sa condition, de ravir, séduire ou soustraire (en 1475, on précise: *rapere, seducere, subtrahere aut maritare vel matrimonio ligare*) des mineurs, *virgines mares vel femellas*, contre la volonté de leurs proches, sous peine de corps, et de la confiscation au profit du seigneur et de la partie offensée.¹

Les statuts de 1475, 1514 et 1571 ont la même teneur et suivent le sillon tracé, qu'ils poussent un peu plus avant. Mais, avec le temps, la coutume semble s'être établie, en marge de la loi, d'appliquer aussi au rapt des femmes mariées les mesures jusqu'alors pratiquées dans l'intérêt des seuls mineurs. La traduction française de 1660, et le code de 1795, n'ont plus l'unité originelle. La première dit : celui qui forcera une femme mariée ou une fille, alors que le texte officiel portait : *rapiens virginem, vel qui pupillos utrius sexus seducere...* L'autre reprend le cours détourné et répète : celui qui enlève une femme mariée ou une fille vierge.

Mais voyons les dispositions que développent les uns et les autres statuts : « Celui qui forcera (*rapiens*, qui enlèvera par la force) une femme mariée ou une fille, ou qui tâchera de séduire, tromper, forcer, soustraire les pupils masle ou femelle, sans le vouloir et consentement de leurs parents ou, après le trespas d'iceux, sans le consentement du tuteur et de ses conseillers, il commet corps et biens, et des biens le seigneur donnera à la partie offensée la moitié. Celui qui induira telles gens à se marier avec quelques personnes contre la volonté de ceux que dessus, proprement payera le ban de soixante livres, qui se partiront avec la partie offensée comme dessus ».

Le code bas-valaisan maintient la peine habituelle du rapt, et le partage égal des biens confisqués. Mais il ne se tient pas là, il a reçu l'impulsion doctrinale, il veut que cette peine puisse être mitigée, quoique le rapt soit consommé, « s'il conste » que la personne enlevée avait librement consenti à l'enlèvement, et que l'injure peut être regardée comme blessant plutôt les père, mère et parents, le tuteur ou le curateur. Si le rapt était demeuré sans effet, mais que celle qui avait reçu l'offense eût pourtant essuyé quelques blessures dangereuses ou d'autres effets graves

¹ A laquelle on doit réparation, disent les statuts de 1475, pour le *damnum receptum* et l'*injuria*, taxés à l'arbitre du juge. En 1571, la moitié de la confiscation doit être attribuée par le seigneur à la victime.

en sa personne, la peine ne devait pas être inférieure à dix années de bannissement.¹

PROXÉNÉTISME.

Le *lenocinium* consiste à livrer une femme à la prostitution, dans l'espoir d'en tirer un gain, ou un avantage matériel quelconque. La projection de ce crime n'apparaît pas sur l'écran de nos législations avant 1571. Les Statuts avaient brièvement décidé que l'homme qui viendrait à consentir à la paillardise (*ad turpia scortationis scelera*) de sa femme ou de sa fille, y apportant conseil, faveur ou aide, devait perdre corps et biens, et qu'il en serait de même des femmes qui consentiraient aux vilénies de leurs filles. Que si l'entremetteur était un tiers, il serait, étant convaincu, condamné à payer 60 livres de ban et à perdre l'honneur, la moitié du ban devant être attribuée au seigneur, et l'autre à la victime.

Mais, guidée par les auteurs étrangers, la Diète imprime sur les pages de son code bas-valaisan une nouvelle abondance d'images : L'homme qui consentira au crime d'impudicité de sa femme et de ses enfants, et leur prêterait secours pour assouvir leur passion, commettra son corps et son honneur. La femme qui aura favorisé l'infâme délit de sa fille sera punie de huit jours de prison, puis exposée au carcan pour deux heures, avec un écriteau sur la poitrine, portant en grosses lettres : Mère maquerele. Tous ceux qui seront convaincus du crime de maquereillage, comme le parent, le tuteur, tous ceux auxquels la charge de la personne aurait été confiée, les valets, servantes, et tous ceux qui sont attachés au service de la maison habitée par la femme, qui se serait prostituée par leur moyen, de même que les aubergistes qui donnent asile aux maquereles de profession,² ou qui font eux-mêmes cet infâme métier, seront punis de trois ans de bannissement, et exposés au carcan pendant deux heures avec une couronne de paille sur la tête, un écriteau sur la poitrine avec les mots : « maquereau » ou « maquerele » en grosses

¹ Frœhlichsburg enseigne que la peine du rapt doit être aussi diminuée lorsqu'un garçon est enlevé par une femme, car la loi ne prévoit ce cas ni *in rubro* ni *in nigro*, ni dans le titre ni dans le texte.

² Il y a un indice contre l'aubergiste qui tient de jolies domestiques d'humeur légère, qui accepte chez lui des gens suspects, tolère que les portes demeurent ouvertes la nuit, ou qui garde chez lui « une telle sainte que les pèlerins ne cessent d'entrer chez elle et d'en sortir ». (Frœhlichsburg II/III, Tit. 5).

lettres, et une verge à la main. La dite peine sera encore aggravée dans le cas où le viol aurait eu lieu à l'égard d'une vierge ; elle le serait encore plus si la fille n'était pas encore nubile et qu'on eût employé la force pour la violer. Il ne servira de rien aux maquereaux, pour échapper à la rigueur de la peine, d'alléguer qu'ils n'auraient retiré aucun profit ni avantage de leur crime. Pour toutes les circonstances aggravantes, on aura d'ailleurs soin de consulter les auteurs adoptés.

SODOMIE.

La sodomie, c'est le crime contre nature, c'est la « stumme Sünd » des anciennes législations germaniques, le « péché si odieux qu'il n'est même pas permis de le nommer ». Pour le langage populaire valaisan, c'est la « Kötzeri im Fleisch ».¹

Dans la doctrine, le crime peut être commis : avec une personne du même sexe, avec le bétail, avec le démon. Les auteurs vont jusqu'à y rattacher parfois le « péché solitaire », la masturbation (*mollities*, dit St. Paul), qui n'est pourtant pas sodomie, et n'en mérite pas la peine : ce crime relève plus du confessionnal que du tribunal. Mais, comme il est très grave, s'il arrivait à la connaissance du tribunal, Frœhlichsbürg, citant Damhoud et Carpzowius, enseigne qu'il devrait être frappé du bannissement, temporel ou perpétuel, ou d'une autre peine arbitraire.²

La doctrine encore voulait que la sodomie fût punie du bûcher, Dieu, engloutissant Sodome sous un déluge de feu et de soufre, ayant montré aux hommes que ce péché devait être puni par le feu. Cependant le juge valaisan³ ne le vit pas tout d'abord : au XVI^e siècle, il condamnait au supplice de la roue.⁴ D'ailleurs, à la fin du XVIII^e, il ordonnait que la mort, en cas de pédérastie ou de saphisme, devait être exécutée par le glaive. Ce n'est que pour la bestialité qu'on appliquait la peine du feu. L'animal, de quelle espèce qu'il fût, devait être aussi abattu et

¹ St. CLII, note 1, Heusler p. 335.

² Frœhlichsbürg II/III, Tit. 6.

³ De même pour le juge étranger : La Caroline (art. 116) donne l'enseignement du coupable vivant comme la coutume ordinaire, que confirment les droits alamans. (Cf. Osenbrüggen p. 289).

⁴ Imesch N° 53. 3 : Jean Wyffry, de Naters, est condamné à mort, sur le Grand-Pont, à Sion, le 12 avril 1511, le bailli Walker présent. Il doit être, pour sodomie, placé sur la roue, ses membres brisés, les petites flèches étant posées sur la roue.

brûlé. Il fallait extirper jusqu'au souvenir de l'abominable méfait.¹

Si le crime était accompagné de circonstances mitigeantes, il conviendrait toujours de s'éclairer auprès des auteurs officiels.²

3. Délits contre l'honneur.

INJURE.

1. Les injures comprennent toute une série d'espèces, dont les inférieures extrêmes, les protozoaires, échappent à l'observation et aux réglemmentations de la justice. En effet, pour les injures privées, verbales, légères, toutes les premières franchises s'accordent à les soustraire à la connaissance des tribunaux que nous appellerions aujourd'hui correctionnels. Tout au plus ces écarts de langage donnent-ils lieu à une action civile, *actio injuriarum*, concluant à l'attribution d'une indemnité à la victime, quand ils ne se terminent pas, plus simplement, par un compromis, par une transaction extrajudiciaire. Car il fallait, dès l'origine, une plainte pour intéresser les pouvoirs publics à la liquidation de ces affaires.³ En 1315,⁴ le comte Amédée V de Savoie

¹ C'est là une réminiscence des anciens procès du moyen âge contre les animaux. (Cf. Fehr, pp. 204/205).

² P. ex. pour les enfants, souvent homosexuels, pour lesquels presque toujours la fustigation constitue le meilleur remède, pense Frœhlichsburg.

La doctrine connaît encore divers autres crimes charnels, qui ne sont pas mentionnés chez nous. Ainsi, il était admis partout que n'était pas moins criminel que la sodomie, le fait d'avoir des relations avec une juive, une turque ou une païenne, « parce que ces personnes sont considérées comme des chiens, et qu'ainsi, interprétativement, eu égard à notre foi, la fornication est, pour ainsi dire, commise avec un animal ». Pourtant, comme ce crime n'est pas contre nature, il ne devait pas être puni comme la sodomie, mais arbitrairement.

La pollution d'un cadavre, si elle était le fait d'un manant, était punie du glaive ; si d'un homme de condition, d'une peine corporelle ou du ban à perpétuité.

La cohabitation avec une religieuse consacrée à Dieu, même si elle y avait consenti, était capitale de plein droit, et punie du glaive. (Cf. Frœhlichsburg, Tract II, Lib. III, Tit. 7).

³ Noter qu'en certains endroits, au XV^e siècle, celui qui laissait reposer sur lui-même une imputation déshonorante pendant jour et an, se condamnait lui-même et perdait son honneur civique. (Cf. Osenbrüggen, pp. 243 et 267).

⁴ Gremaud III/1376.

ordonnait à son châtelain de St-Maurice que, dans les cas d'injure verbale, lorsqu'une plainte avait été déposée, et une amende adjugée à l'offensé, il ne devait pas exiger de ban. Ce mode de faire fut confirmé par son successeur, dans les libertés qu'il accorda à Conthey et Vétroz,¹ et à Monthey² notamment. Parmi les articles qu'il concédait à ces bourgades s'inséra que, pour les paroles outrageantes légères et les injures lancées hors la présence du juge, ou de quelque officier, si l'injurié demandait que satisfaction lui fût donnée, l'auteur de l'injure ne devait être condamné à aucune peine, ne payer aucun ban,³ mais seulement acquitter l'amende à sa victime, considérée la qualité de l'injure et la condition des personnes.⁴

Les juridictions épiscopales de Sion, de Loèche et de Martigny pratiquaient exactement la même coutume. Des deux côtés de la Morge, d'autre part, on admettait également qu'une personne honorable pouvait répondre impunément par un coup à l'injure de la canaille, qu'il y avait compensation entre l'injure verbale et l'injure réelle modérée. Si une personne vile, ou stupide, ou gloutonne, disent en substance les franchises, lançait à l'adresse d'une personne plus honnête, ou d'un bourgeois de l'endroit, des paroles outrageantes, et que cette personne plus honnête répondit incontinent par un soufflet, frappât l'insulteur du poing ou de la main, mais sans effusion de sang, sauf légèrement par le nez ou la bouche, elle devait être exemptée du ban ou de la peine.⁵

Le droit du Cardinal fit sortir du brouillard des coutumes une théorie nette de la répression de l'injure : Si quelqu'un, emporté par l'ardeur de la colère ou pris de vin, porte atteinte à l'honneur et à la réputation d'une personne, et que celle-ci l'actionne en justice ou porte plainte, si d'autre part, à la première

¹ 1352, art. 19.

² 1352, art. 12.

³ Mais si l'injure était atroce (Conthey), s'il s'agissait de paroles pour lesquelles un duel pouvait être déclaré (Monthey), l'auteur devait en être puni selon le droit, ne devait pas que la réparation civile.

⁴ Les statuts de Sion de 1338, ordonnent aussi de tenir compte de la qualité personnelle, art. 13.

⁵ Sembrancher 1239, art. 13 : *Si fatuus homo vel fatua mulier, videlicet glutto vel glutta alicui probo viri vel probe mulieri verba turpia seu contumeliosa dixerit vel fecerit, et ipse vir vel mulier alapam sibi dederit, a banno penitus absolvatur*. Cf. Saillon 10, qui exige l'immédiateté de la riposte ; St. Maurice 7 ; Sembrancher 1322, 9 ; Sion 1217, 21 et 1338, 13 ; Monthey 1352, 10, qui veut que les paroles injurieuses soient atroces. — Cette compensation est commune ; on la trouve aussi, p. ex., à Burgdorf et Fribourg. (Cf. Osenbrüggen p. 237).

comparution le détracteur allègue n'avoir ainsi parlé que sous l'action de la passion ou de l'ivresse, qu'il ne sait rien du diffamé sinon que d'un homme probe et irréprochable, *de proba et legali homine*, et qu'il le tient pour tel, après avoir acquitté les dépens de cette assignation, il n'aura qu'à payer la plainte, et ne sera obligé à nulle autre peine envers la victime. Mais, hors de là, lorsque le diffamé aura porté plainte en mains du seigneur ou du juge et prêté caution, le détracteur aura beau affirmer, à la première audience, qu'il ne sait sur le diffamé rien que d'honnête et de droit, et qu'il n'avait aucune intention de lui imputer rien qui fût contraire à l'honneur, il n'en devra pas moins être tenu à supporter la plainte et les frais, et, si le diffamé le demande, il devra se rétracter ouvertement et publiquement, dans les lieux ou en présence de ceux mêmes devant lesquels il a proféré ses propos diffamatoires, ou devant le tribunal *in iudicio pleno*, ou ailleurs, selon que, d'après les exigences de sa faute, il semblera opportun.¹

Mais le germe d'excuse que l'on avait jeté fut si artificiellement forcé et dénaturé qu'on en tira la raison de tous les abus, le prétexte au dessaisissement des tribunaux pénaux dans tous les cas d'injures verbales, et que la Diète, en 1550, dut s'appliquer à remettre quelque ordre dans cet objet. Il arrive fréquemment, relatent les protocoles, qu'une personne en lèse une autre injustement en parlant contre son honneur et sa réputation, et que, lorsque le lésé cite son offenseur en justice, celui-ci s'étaie des Statuts et prétend que, selon eux, il peut faire rétractation sans avoir à être puni dans son honneur. Or, tandis que rien de tel ne se trouve dans les Statuts, il est passé en usage, que si quelqu'un adresse, pour la deuxième, troisième fois ou davantage, des paroles injurieuses à la même personne ou à une personne différente, il lui est permis de se rétracter, sans atteinte à son honneur. Cependant que, d'après tous les droits, canonique et civils, il mérite la peine du talion, et devrait subir ce qu'aurait encouru le lésé s'il avait été coupable du fait reproché. En conséquence, la Diète ordonne ce qui suit : Pour la première fois qu'une personne en blesserait une autre dans son honneur, en l'apostrophant, elle pourra se rétracter sans perdre l'honneur elle-même, en payant toutefois les frais, le dommage et l'amende. Mais si ensuite, en dépit de sa première rétractation, elle était assez insensée pour attenter de nouveau, par injurieuses paroles, à

¹ Pour la procédure dans les affaires d'honneur, on peut voir les statuts de Rarogne, 1548, art. 16 et 17.

l'honneur de la même personne, ou d'une autre personne, elle devra être, par sentence en droit, déclarée déchue d'honneur et incapable d'ester en justice et de servir comme témoin. Si elle récidive une troisième fois, il faudra sans rémission lui percer la langue au moyen d'un clou.¹

Les statuts de 1571 reprirent à leur compte cette ordonnance, à peine modifiée, la rendant d'ailleurs applicable, sans distinction, aussi bien au cas d'injure que de diffamation, puisqu'ils prévoient : « advenant le cas que quelcun poussé de courroux, d'ivrognerie, ou bien d'aulture deshonesteté ou témérité, sans regarder à ce qu'il dit, blasme et mesprise la bonne renommée de quelque personne présente ou absente ». Or, somme toute, on injurie un homme présent, on diffame l'absent.² Pour les Statuts, donc, la révocation est admise à la première offense. Si pour la seconde fois le détracteur dit quelque chose d'injurieux, de criminel, de contraire à la vérité, contre sa première victime ou qui que ce soit, il sera condamné, sur plainte, à la rétractation, *ad revocationem et detractationem talis criminalis diffamationis*, et à l'amende de 60 livres maurisiennes, avec l'obole d'or. « Si pour la troisième fois un tel blasmeur retourne en sa folie toujours mal parlant, *si tertio ad vomitum et pristinam insaniam redierit*, et celui qui a esté blasmé le demande, au mesme lieu, ou devant ceux devant lesquels il a dit les paroles de blasme ou en plain jugement ou aultre part selon que requerra le cas, il se dementira publiquement, et estant faicte la rétractation, sa langue sera percée d'un cloz de fert à fin qu'il serve d'exemple aux aultres ».

La pérennité de ces dispositions s'affirmera jusqu'au XIX^e siècle. Le code de 1795 les expose à peu près telles quelles. Il dis-sèque avec soin le délit, il en pèse les éléments quantitatifs, mais ignore du reste la distinction de qualité entre la médisance et l'injure. Pour lui, et d'ailleurs pour la plupart des sources, le délit est un, s'il est complexe : l'injure, la médisance et la calomnie forment une indissoluble trinité, une et pourtant composée. Voici donc le contenu de la loi bas-valaisanne : Les injures suivies d'une réconciliation amiable faite en présence de deux personnes amies de l'injurié, ou d'un fonctionnaire, sont regardées pour nulles et non avenues, et ne peuvent préjudicier à l'honneur de l'un ni de l'autre. Mais si la réconciliation n'a pas lieu, il est

¹ Sion, 9/17 déc., de Courten II/93, Heusler N^o 159.

² Les sources, en général, font souvent la distinction entre « Zuredung unter Augen » et « Hinterrede », cf. Osenbrüggen p. 254.

loisible à l'injurié d'actionner l'injuriant. Si donc il le provoque en justice pour obtenir satisfaction, et que, avant la contestation de la cause, l'offenseur se rétracte et reconnaît l'injurié pour un homme de probité, et paye les frais et les trois livres d'amende au juge, la rétractation ne pourra et ne devra préjudicier à l'honneur de qui la fait.¹ L'offenseur qui profère des injures mineures, contre la même personne ou quelque autre, est condamné, la seconde fois, à la révocation et à l'amende de 25 livres,² la troisième fois, à la révocation, à l'amende de 60 livres et à la déchéance de l'honneur. S'il s'agit de « paroles atroces et d'une conséquence majeure, de telle sorte que la justice reconnût qu'une telle injure emporte le corps, l'honneur et le bien de l'injurié », on applique ici, pour la seconde fois, comme par un jeu de registres interchangeable, la peine précédemment fichée au cas 3. Et la troisième fois, le rétractant fera réparation publique et sa langue sera percée d'un fer, ou il subira telle autre peine corporelle que la justice trouvera bon de lui infliger.

2. Les injures réelles, de fait, étaient foule.³ Elles englobaient dans leur sphère le microcosme des voies de fait et des coups sans gravité, que nous avons rencontrés dans les franchises romandes, les soufflets, les coups de poing, de pied, de bâton, la prise aux cheveux, etc. Elles relevaient du droit pénal, nous l'avons vu, étaient frappées, en plus de l'indemnité civile, de l'amende publique au profit du juge ou du seigneur.

Pour le Valais épiscopal, on a dit comment il punissait voies de fait et rupture de paix. Dans des circonstances exceptionnelles, il ne dédaigna pas, d'ailleurs, de prendre des mesures exceptionnelles, et l'acte de paix de 1517 qui clôt l'ère cruelle des guerres civiles, ordonna que personne ne devait, ensuite de discorde, dire ou faire injure à quelqu'un, sous peine de 10 livres applicables aux patriotes.

¹ D'après Froehlichsburg II/IV, 21, l'insulteur à la tête de bois, « Stockhart », qui ne veut pas démordre de son entêtement, ne veut pas se rétracter, doit, comme sujet désobéissant, être banni de la juridiction. Celui qui ne peut pas payer la somme taxée doit être puni autrement, « car qui n'a pas de quoi payer, celui-là doit tendre le dos ».

² De Torrenté, Comm. I, p. 107 souligne ici la dérogation à la CCC, qui défend d'agir autrement qu'au civil, par l'*actio injuriarum*, pour la 2^e injure. Chez nous on peut agir cumulativement : 1. *ad recantationem verborum*, 2. *ad vindictam publicam... ad mulctam judici in publicum solvendam*.

³ Osenbrüggen (p. 246) affirme l'existence, dans les droits alamans, du concept de l'injure réelle, dont le domaine était, il est vrai, assez restreint. On connaissait, à côté d'un « Beschalken mit Worten », un « Beschalken mit Werken ».

3. Les sources insistent volontiers sur les injures (et les menaces) qui s'abattaient, au tribunal, contre l'adverse partie, les témoins, les assesseurs, ou les juges. Quand on sait combien se montraient irascibles nos gens, montagnards butés, soldats intraitables, il ne faut point s'étonner qu'ils aient eu facilement l'injure aux lèvres et la menace au poing.

La sévérité affichée pour cette classe d'infractions n'est pas plus surprenante, quand on songe à l'idée que jadis on se faisait de la sacerté du tribunal, et de l'importance de faire régner le « *Gerichtsfrieden* » dans son enceinte.¹

D'abord, la *Reformacio Curiae* de l'évêque Supersaxo, en 1475, interdisait à quiconque de se servir en cour, et n'importe contre qui, de paroles méchantes et injurieuses, sous peine de 60 sols, les familiers devant incontinent appréhender le coupable, et le forcer à donner caution, jusqu'au paiement de la peine. Puis, la peine de celui qui, présent le juge en la cour et au temps du jugement,² criait à un autre : « tu en as menti », ou « tu mens », était de 3 livres, à moins que l'empporté n'eût été en mesure de convaincre de mensonge, devant le même juge, celui qu'il avait démenti ; s'il ne le pouvait, il était tenu de se dédire en jugement.³ Cette disposition, de 1514, avait été reprise en 1571. Mais elle était incomplète et, dès juin 1572,⁴ la Diète de fixer la peine à 3, puis à 6, et à 9 livres, pour chaque nouvelle injure. Bientôt l'amende parut insuffisante, et, en 1588,⁵ on la remplaça par trois jours de prison au pain et à l'eau. Les Additions, dix ans plus tard, renchérissement encore, qui décident :

¹ Songer à l'antique « *Dingfrieden* », et consulter Osenbrüggen, p. 255.

² Attaquer le témoignage de quelqu'un était considéré comme une atteinte grave à l'honneur, en un temps où « *Ehre* » et « *Eid* » étaient synonymes et même s'identifiaient, et où chacun s'honorait d'être un « *freier unbescholtener Mann* », cf. Osenbrüggen pp. 244 et 391.

³ Celui qui, hors du tribunal, traitait quelqu'un de menteur, et qu'il en jaillit « du débat et de la noise », encourait, comme ayant été cause de la querelle, le ban de trois livres payable au juge, s'il ne pouvait convaincre l'autre de mensonge. Dans ce cas, celui qui, recevant le démenti, avait causé la rixe, devait aussi payer la peine. Dans les autres cas de dispute ou d'attaque, c'était l'assaillant qui était assujéti à la peine, réservée cependant la coutume de chaque lieu. (LRC 1514, art. 86/5 ; St. 1571, CXXXV/6 ; Rarogne 1548, art. 57 *in fine*. Cf. Osenbrüggen, p. 251). Osenbrüggen remarque justement (p. 261) qu'en général on considérait comme licite de dire d'un homme tout ce qui pouvait en être dit conformément à la vérité, qu'il ne s'y distinguait pas une atteinte à son honneur ; ce qui explique la simplicité, dans l'ancien droit, de la théorie de l'excuse de la vérité.

⁴ 4/12 juin, Heusler N° 184.

⁵ 4/11 décembre, *ibid.* 185.

« On a aussy pensé, sur ce qu'il y en a plusieurs qui ne se tiennent de parler paroles infâmes et vilaines contre l'honneur et bonne renommée de leur partie plaidoyante, comme desmentissant et aultres choses semblables avançant, parquoy, afin qu'on retranche un tel faict, celui qui usera de tels propos et manière de parler, pour la première fois payera le ban de 3 livres, pour la seconde fois de 6 livres, et pour la tierce de 9 livres. Et en après seront puny selon la qualité du faict en corps et biens ». Le code de 1795 conserve ce même appareil, en y marquant l'obligation de se rétracter chaque fois, devant le même tribunal où l'injure aura été faite. Il admet aussi l'impunité pour l'offenseur qui prouve de suite son allégation, dans le terme de la loi.

La peine n'était pas, au XVI^e siècle tout au moins, prononcée séance tenante. En 1591,¹ celui qui était offensé en justice avait le droit de requérir, aux frais de l'injuriant, un procès-verbal de ce qui s'était passé, un « Urtheilbrief des gerichtlichen Wandels », dit Heusler, dont il s'appuyait ensuite pour poursuivre la satisfaction à laquelle il avait droit. Cette pièce officielle devait être le fondement du procès pénal. Mais il arrivait souvent que, lorsque la partie offensée, pour protéger sa réputation, réclamait le document, de l'évêque ou de ses officiers, l'offensé ne voulait pas permettre qu'il lui fût délivré, prétendant qu'il était prêt à réparer ce qu'il avait fait, et affirmant : Je n'ai pas dit cela, je veux par conséquent aussi l'avoir rétracté, « ich hab dieses nicht geredt, will's derhalben auch verbessert han ». Mais, comme cet abus « ouvrait la porte de la méchanceté aux gens présomptueux » et donnait l'occasion d'injurier son prochain, la Diète décida² qu'une réparation de ce genre ne pouvait avoir lieu qu'en affaires civiles, et non dans les affaires d'honneur, et que le juge devait donner à la partie lésée le titre qu'elle demandait, afin qu'elle pût faire reconnaître son droit contre l'autre partie.³

4. Sur un palier supérieur, il faut placer les injures contre les juges et les fonctionnaires judiciaires en exercice, qu'elles se fussent donné jour au tribunal même, ou en dehors.

Il va de soi que, tant que chaque village chemina dans son or-

¹ 1/11 décembre, Heusler 186.

² 12/19 juin 1599, *ibid.* 187.

³ Les Additions de 1598 (art. LXIX) prévoient que dans le cas d'une première injure, si elle a lieu devant la cour de Monseigneur l'évêque ou des autres juges où les actes se font par écrit, on ne doit pas donner de lettres testimoniales. Mais devant les juges où les actes ne sont pas écrits, que les lettres testimoniales soient expédiées.

nière coutumière, il pouvait se rencontrer autant de sanctions différentes, que de juridictions. Mais ces sanctions, si elles variaient dans leur mesure, ne devaient point être d'essence différente. A Brigue, en 1418,¹ les discours outrageants pour le juge et les assesseurs, tenus à l'occasion d'une sentence qu'ils avaient prononcée, étaient punis d'une amende de 30 florins, et conféraient la tache d'infamie et de parjure sans aucune grâce.

Les statuts de 1475 réalisèrent le collectivisme des sanctions, pour les discours contraires à la vérité qui blessaient gravement, *enorme*, les juges majeurs dans leur honneur, et marquèrent ici une aggravation qualitative du délit et de la peine, et la menace des châtiments de la lèse-majesté. Quittant ces cimes, c'est le droit du Cardinal qui formula une règle moyenne, générale, d'après laquelle, si quelqu'un disait du mal et se gaussait d'un officier quelconque, d'un sautier, d'un valet de justice en charge et qui, par exemple, attachaient quelqu'un au collier, coopéraient à une arrestation ou à une mise à la torture, les insultait, leur reprochait leur activité et leur en faisait un opprobre, le fonctionnaire pouvait porter plainte en injures, *querelam facere iniuriosam*, et son insulteur, en plus des 3 livres usuelles du ban payable au juge, devait être obligé à la réparation d'honneur, et condamné aux dépens.

Je pense qu'il n'est pas inconsideré de voir un parallélisme entre ce mode officiel de la répression, et l'indication du coutumier de Rarogne. Puisque, prétend-il, d'après les lois divines et humaines, chacun doit pieusement respecter l'autorité, comme nos pères pieux l'ont sagement examiné dans leur Landrecht, il faut savoir que s'il se trouvait quelqu'un qui voulût maltraiter un juge principal, lieutenant, sautier, ou autres représentants de justice dans l'exercice de leurs fonctions, et les outrager du geste ou de la parole, celui-là doit être puni selon le louable Landrecht observé jusqu'à présent.

L'article de 1571 n'est que la réplique de celui de 1514. En novembre 1607,² la Diète, désireuse de renforcer le coefficient inhibitif de la défense, ordonna d'appondre à l'article du Landrecht la règle suivante : Si une personne attaque en son honneur une commune ou généralité, un juge, un fonctionnaire, en office

¹ Blätter IV, p. 306 : « so einiche Personen etwas Schmachreden oder lästrung usstiesse oder redte oder offentlich wider Ehr und guete Lynden des Richters oder seiner Geschwornen von wegen einer Urtheyl oder Ordnung... so soll ein solcher schmachreder gehalten werden unehrlich und meineidig und verfallen sein umb dritzig gulden » etc.

² Sion, 9/19 nov., de Courten III/288.

ou non, assermenté par Sa Grandeur ou autrement selon l'usage, de manière que cette personne doive être, pour ce fait, juridiquement citée, elle fera sa rétractation dans son église principale, du haut de la chaire ou des trois marches, suivant la coutume locale. A la troisième détraction dont il serait convaincu, le coupable, en plus de la peine prévue par le Landrecht, devra être mis au carcan sans rémission.

Dans le code pour le Bas-Valais, la peine est toujours l'amende, accompagnée de la rétractation, et le taux de l'amende s'enfle progressivement, selon qu'il s'agit d'une insulte faite à un personnage plus important, assesseur d'un juge subalterne, d'un Représentant des dizains, ou juge subalterne. Si l'injure était faite à la personne même d'un Représentant, l'injuriant devait être conduit aux arrêts, jugé par les assesseurs, châtié selon l'exigence du cas, et faire amende honorable.

5. Comme aujourd'hui, on interdit anciennement de blesser gratuitement un innocent en lui jetant à la face la condamnation d'un de ses proches. Les statuts de Rarogne disaient avec bon sens : Comme il peut arriver que des malfaiteurs soient trouvés dans de grandes ou dans de modestes familles, et que la juste peine qu'ils méritent leur soit judiciairement appliquée, personne ne doit reprocher à un autre des faits de ce genre, ni humilier par des noms, « durch namen schmechen » les gens de sa famille, sous peine de 10 livres à la communauté, et de 3 livres au juge. Réservé cependant le cas où l'on y aurait été provoqué.

Cette disposition était restée en marge des codifications nationales. Elle fut insérée dans les additions aux Statuts, et, à leur suite, dans la loi pénale pour le Bas-Valais, sous cette forme mâtinée de l'influx philosophique : Comme les fautes sont personnelles et ne peuvent être imputées qu'aux personnes qui s'en sont rendues coupables, il est très-expressément défendu à qui que ce soit, de reprocher des forfaits d'un parent ou d'un ami supplicié pour cause de crime, sous peine de 6 livres d'amende, dont une moitié au juge, et l'autre à la partie offensée.

6. Calomnier, c'est porter contre l'honneur d'autrui des accusations fausses, tout en ayant conscience de leur fausseté, ou, plus simplement, comme disent les statuts de Brigue, en 1445, « ein Lugi reden », ¹ ou comme précise le droit du cardinal Schiner, en 1514, c'est proférer, en public, un mensonge contre quelqu'un. Le vieux droit valaisan a donc théoriquement déta-

¹ Voir Blätter für Wallisergeschichte IV, p. 307.

ché l'infraction des catégories précédentes. L'auteur de la calomnie contre un particulier, le « lügenhaft mensch » était, à Brigue, puni du talion. Dans le Landrecht il devait, pour la première fois, retirer ses paroles, dans le lieu même où il les avait exprimées, et en présence des gens qui les avaient entendues. Si cette réparation publique ne le corrigeait pas, et s'il renouvelait ses mensonges, il devait être puni plus sévèrement, d'une peine arbitraire. Si c'est le Prince qu'il avait calomnié, on lui transperçait la langue au moyen d'un clou. En fait, il s'agit ici du crime de lèse-majesté. Il fallait donner à l'arme de défense une trempe spéciale. Les condamnations à mort prononcées à l'instance des procureurs fiscaux de Schiner, contre des calomnieux atroces,¹ indiquent assez que la répression, dans les cas les plus graves, se montrait impitoyable, et que l'arme ne se brisa pas aux mains du souverain.

7. La pratique du talion en cas d'accusation calomnieuse² est l'une des plus anciennes institutions judiciaires valaisannes. Les franchises de Sion la connaissaient en 1338. En 1446 elle avait déjà fait carrière, les Articles de Naters, la recevaient comme un des usages traditionnels du pays. Cet usage fusa sans faiblir jusqu'à l'adoption du droit contemporain. Tous nos codes ont admis, avec de légères variantes, l'équité de ce choc en retour. Chacun était libre de pouvoir faire une plainte injurieuse et criminelle,³ à condition qu'il se soumit à la peine du talion. Il tombait, s'il ne réussissait pas à convaincre régulièrement l'accusé, dans la peine même à laquelle eût été condamnée sa victime, si la plainte avait été vérifiée et prouvée. S'il n'avait assez de bien ou d'honneur pour donner satisfaction, il devait être puni corporellement. Et si la faute reprochée emportait risque de corps et de vie, souffrir ce même risque.

Mais s'il refusait de se soumettre au talion, il était tenu de donner pleine et entière satisfaction, et de rendre l'honneur à l'accusé, ou dans l'église paroissiale, ou sur la place publique, ou

¹ P. ex. contre Gaspard Thenczen, et contre Anton Kempfen, Imesch N° 81, 3 et 85, 5 et 6.

² Non en cas de dénonciation. Schillig, p. 12 marque bien la différence : *Denuntiatur ad correctionem tendit, accusator autem ad poenam. Unde denuntiator non tenetur ad inscriptionem (talionis), sed bene accusator.* Le talion pour l'accusation calomnieuse est un usage universel. Cf. Osenbrüggen, pp. 84 et 267 ; Blumer II/2, p. 24.

³ Sauf l'exception générale, qu'une personne dont l'infamie était connue, ou qui nourrissait dans son cœur une inimitié implacable et publique, ne pouvait être admise à accuser quelqu'un, ou l'ennemi, en matière infamante.

à tel autre endroit que le juge trouvait à propos, en payant tout ensemble le ban au juge, et tous frais et dommages aux parties.

LIBELLES DIFFAMATOIRES.

La sélection établie entre l'injure et la diffamation pourrait passer pour un anachronisme. Si je pose pour critère distinctif le fait que, dans la diffamation, l'auteur ne s'adresse plus à l'offensé directement, mais qu'en son absence, il répand des propos attentatoires à sa réputation, à son honneur externe, dans le dessein de nuire plutôt que d'exhaler son fiel, il est évident que je m'oriente au moyen de données toutes modernes, et que les lois des époques constructives ne s'embarrassent pas de ces considérations subjectives. Pour elles, tous les délits contre l'honneur, très étroitement apparentés, ne se superposent pas, se composent le plus souvent. Et pourtant, ces éléments de distinction ne s'ignorent pas en droit valaisan, et seraient assez positifs pour justifier l'orthodoxie d'une division tripartite de l'injure, de la diffamation, et de la calomnie.¹ Nous avons vu comment les Statuts punissent le médisant, celui qui blâme et méprise la « bonne renommée » d'une personne « absente », poussé par quelque « déshonnêteté et témérité ».²

Mais, plus importantes que cet éclaircissement, (purement académique, puisque la peine est la même pour l'injure et pour la diffamation), sont les dispositions concernant les libelles diffamatoires.

¹ Mais cette classification n'a pas été faite par la doctrine en Valais. Voici comment le *Manuale Jurisprudentiae* du XVIII^e siècle dispose la vaste matière de l'injure :

Injure verbale : s'attaquer au bon renom d'une personne présente ou absente (St. 45) ; s'attaquer au ministre de justice attachant quelqu'un au collier, ou aidant à une arrestation (St. 134. Add. 6) ; infliger opprobre aux consanguins du supplicié ; menacer quelqu'un en justice (St. 137) ; présent le juge, en justice, dire à l'autre partie : Tu mens ! (St. 135) ; de même, hors du tribunal, en sorte qu'éclate une rixe.

Injure écrite.

Injure réelle : attaquer ou offenser quelqu'un de fait.

D'autre part, l'injure est légère ou atroce. Elle est atroce lorsqu'elle est aggravée : *ex facto*, (c'est l'attaque à coups de pierre, de jour et de nuit, St. 142) ; *ex loco*, (c'est la violation de domicile, 141, l'attaque sur le chemin, 143, et l'attaque au tribunal, 135) ; *ex persona*, (c'est l'attaque contre le juge en exercice ou les aides de la justice, sauf en cas de riposte, St. 135).

² *Accidente casu quo quis iracundia, vinolentia, aut alia quavis impudicitia et temeritate motus honori et bonae famae alicuius presentis vel absentis personae detraxerit*, etc., St. XLV.

matoires, les « Pasquillen », comme on les appelle.¹ Car il y a vraiment ici activité indépendante, et démarcation entre les divers aspects du délit.

La peine ordinaire de la diffamation écrite sera le talion.² On y viendra par une pente toute naturelle. La coutume générale du pays exigeant que fût puni du talion celui qui se rendrait coupable d'accusation calomnieuse contre un tiers, qui le dénoncerait dolosivement à la justice, il n'était pas besoin d'une grande fécondité d'esprit pour trouver une destination nouvelle à la formule, pour la faire servir dans toute la cité, et ne plus la confiner dans les seuls tribunaux. Aucun texte législatif ne consacrerait la légitimité de l'analogie, la vertu du talion, mais, dès le début du XVII^e siècle, son application sera reçue sans discussion. L'enseignement germanique a d'ailleurs passé là.

Parmi les considérants de la sentence portée, en 1611,³ contre l'ancien bailli Guntern, Sebastien Zuber, notaire public et chancelier d'Etat, pourra affirmer que d'après les lois chrétiennes, civiles, criminelles, de la patrie, et en général des villes des deux religions, et d'après le droit impérial et les ordonnances de nombreux pays, il est établi que celui qui répand clandestinement des écrits diffamatoires, sans signer de son vrai nom, et impute ainsi déloyalement un délit à quelqu'un, doit être puni de la peine qu'il aurait provoquée contre l'innocent par sa calomnie.

Quant à celui qui, sans être l'auteur du factum, contribuait à le diffuser, on le désolidarisa d'avec le rédacteur, on fit de son concours une espèce délictuelle singulière, punie arbitrairement, d'ordinaire par l'amende. C'est ainsi qu'en décembre 1791,⁴ ensuite d'un avis du Louable Etat de Berne que récemment, à Paris, sous le titre : Etat moral, physique et politique de la Maison de Savoie, avait paru un écrit en lequel Sa Majesté le Roi Sarde et toute sa royale maison étaient grossièrement offensés, la Diète, pour témoignage de son entière estime envers sa dite Majesté, à l'exemple de l'Etat de Berne, défendit la vente et l'introduction de cet écrit, sous peine d'une amende de 100 écus bons.

Il est d'ailleurs aisé de pénétrer l'état d'esprit de notre assemblée législative vers cette époque : depuis 1790, le code destiné aux chers et fidèles sujets était en formation, dans lequel prit place un chapitre, pour interdire « très-expressément tous

¹ Cf. Frœhlichsburg, et Osenbrüggen p. 256.

² Cf. Osenbrüggen p. 256.

³ 11/22 décembre, de Courten III/388.

⁴ 5/16 déc., de Courten VII/680.

ies libelles diffamatoires quelconques ». Si le libelle n'était pas conçu en termes atroces, mais seulement choquants, le diffamateur devait 12 livres d'amende, 60 livres s'il attaquait l'honneur de la personne visée. La rétractation allait de droit. Si le libelle était écrit de façon à emporter l'honneur et le bien d'autrui, l'auteur devait subir le talion, sauf grâce prononcée par la Diète.

Étaient et devaient être censés les auteurs d'un libelle, celui qui l'avait composé, ou qui l'avait écrit, ou copié, imprimé, porté à l'imprimerie, celui qui l'avait corrigé, qui l'avait lu à un autre, l'avait divulgué, publié ou affiché, celui enfin qui se vantait de l'avoir trouvé. Il s'établissait entre tous ces gens une responsabilité en cascade, qui rebondissait des uns aux autres, suivant les neuf classes indiquées, mais qui les atteignait tous, et dont chacun en particulier devait porter la peine, pour avoir participé au délit.

4. Délits contre les biens.

ATTEINTES AUX PROPRIÉTÉS.

Il ne faut pas s'étonner que les évêques de Sion, seigneurs temporels de populations terriennes, se soient efforcés d'assurer à chacun la possession paisible de son champ et le respect de sa rustique installation. Déjà les « aucuns cas de costume », vers 1350, nous apprennent que celui qui faisait à son voisin « violence en tallant sez arbrez en son pré » ou autrement, encourait l'amende à l'égard du seigneur, et les Articles de Naters le répétèrent fidèlement un siècle plus tard. Les statuts de Schiner développèrent cet embryon de police agricole, et ceux de 1571 transcrivirent les nouvelles dispositions, en exhaussant le chiffre de l'amende et du ban. Les abus n'étaient punissables que sur plainte : Si, après défense publique faite en l'église, lieu ordinaire des criées, par l'officier à ce coutumier, que nul n'abuse des choses ou biens spécialement nommés, par exemple en conduisant du bois, de l'eau, ni qu'il fasse un sentier à travers ces biens ou qu'il y mène du bétail, celui qui transgressera cet édit sera tenu de payer 10 sols à la partie offensée, 3 livres de ban au juge, et de réparer le dommage causé. Mais si celui qui a une raison de s'opposer à l'interdiction se présente et dépose caution entre les mains du juge, il peut « jusques à droict dict, sans of-

fence de juge ny de partie poursuivre et persévérer à mener, traîner ou passer ». ¹

VOL.

J'emprunte au manuscrit de Schillig sur les lois et statuts de la République du Valais, sa définition, relativement récente, mais qui doit assez exactement donner les caractéristiques du vol, d'après le legs ancestral. *Fur est qui clam, obscure et ple-rumque de nocte rem alienam amovet et invito domino, gratia lucrandi subandi*. Les éléments du délit sont le déplacement de la possession contre le gré du maître, la clandestinité (éléments spécifiques des législations germaniques), ² et l'esprit de lucre. Le voleur, ajoute Schillig, est appelé *fur* de « furo » qui est la même chose que « noir », parce que c'est dans l'obscurité qu'on vole le plus souvent, du fait que celui qui mal agit hait la lumière. ³

Il est à peine besoin de remarquer qu'aux origines, le délit baigne dans un halo qui empêche d'en préciser les contours. Il ne se ramène pas à d'évidents articles codifiés, il n'a pas été tenté le plus faible éclaircissement théorique. Le vol n'était qu'un accident au jour le jour ; la notion du délit, qu'un assemblage touffu de cas particuliers, réalisé sans méthode, par le hasard quotidien. On distinguait seulement et décisivement ⁴ le vol d'après la valeur de son objet. ⁵ Le grand vol était puni, d'ordinaire, de la peine capitale, et le vol moindre, de peines moins graves, ou encore, pour reprendre la terminologie du droit allemand, le premier était frappé de peines « an Hals und Hand », l'autre de peines « an Haut und Haar ». Quant à fixer la limite entre les deux classes du vol, il n'y faut pas songer ;

¹ LRC ne parle pas de la plainte, ni du ban. L'amende au lésé y est de 7 sols.

² Cf. Osenbrüggen, pp. 296 ss. La chose doit d'ailleurs être « Vermögens-objekt », entrer dans le patrimoine ; elle doit être meuble (« beweglich »), étrangère (« fremd ») et en possession d'autrui (« im fremden Besitz »). L'élément secret (« Heimlichkeit des Thuns ») appartient aussi au délit (pp. 300, 303).

³ Op. cit. cap. 43, p. 159. — A remarquer que, vers 1700, pour l'examen des notaires, on a adopté purement et simplement la célèbre définition romaine du *furtum*, cf. *Manuale* des AV.

⁴ Sans compter, cela va sans dire, la différence essentielle entre vol furtif et vol avec violence, entre *furtum* et *rapina*.

⁵ Cf. Osenbrüggen p. 301.

elle était infiniment extensible et dut varier cent fois, suivant le temps et les lieux.¹

Chaque juridiction s'attachait surtout à réprimer l'espèce de vol dont elle était le plus directement menacée : assaut du comptoir des changeurs ou du marché de la viande, vol champêtre, en plaine, vol sylvestre, dans la montagne. La peine du vol bénin était une amende,² que je vois volontiers combinée toujours avec la réparation du dommage.

De bonne heure on releva l'importance de certaines circonstances pour la qualification du délit. A Sembrancher, en 1239, c'était la violence, à Sion, en 1269, l'effraction.³ Puis, l'un des cas d'aggravation les plus constamment et nécessairement relevés et maintenus, fut celui du sacrilège. Tellement que le « Kychenreuber » se vit, dans les circonstances même assez anodines (comme d'enlever l'image de St. Augustin du couvent de Fiesch, pour en faire une matze), condamné au carcan, au bannissement pour an et jour, et déclaré « ehrlos und wehrlos ». ⁴ Tellement même que notre jurisprudence, en 1677, le dévouait à la potence,⁵ et que notre coutume judiciaire allait jusqu'à le destiner

¹ La pratique judiciaire primitive exigeait en général, d'après Feuerbach (cité par Osenbrüggen p. 302), une valeur d'un peu plus de 5 florins d'or pour que le grand vol fût.

² Dans certains endroits, ailleurs, l'essorillement, cf. Osenbrüggen p. 308.

³ En effet, les statuts municipaux y ordonnent que, si quelqu'un est surpris à dérober le bien d'autrui dans les champs ou dans les prés, jardins, vignes ou taillis, il doit, s'il s'était introduit sans rompre des haies ou la porte, 3 sols $\frac{1}{2}$ au seigneur, et la réparation du préjudice ; s'il avait rompu porte ou haie, il serait tenu à 60 sols de ban, en plus de la réparation. Et, s'il ne pouvait payer le ban, il devait sortir de la ville, et la quitter, sans que personne eût le droit de le faire rentrer dans sa maison, ni de lui prêter assistance dans l'intérieur de la cité.

⁴ Cas de Balthazar Mangel, R. 16/30 janvier 1617, de Courten III/575.

⁵ Voir l'espèce suivante, rapportée par la chronique inédite du notaire Joseph Bieler, de Brigue, et que m'a communiquée M. Bertrand : En 1677 se présentèrent à Sion deux personnages qui s'annonçaient comme les neveux du pape et montraient une lettre munie de son sceau, pour recueillir une somme d'argent dans le pays. Ils furent reçus en grand appareil, et l'évêque « les plaça à sa droite ». On leur conseilla de se rendre auprès du Grand Bailli Gaspard Stockalper, qui leur remettrait la somme désirée, au nom de la nation. Les bourgeois de Sion s'offraient à les escorter jusqu'à Brigue. Chemin faisant, ils furent rejoints par un troisième compère. Soupçonnés cependant et prévenus d'escroquerie, ils prirent la fuite, mais furent rattrapés, jetés en prison, et soumis à la torture. Ils y avouèrent avoir été au service du Pape, dont ils avaient dérobé le cachet qui leur avait servi. On leur envoya un capucin pour les confesser et les préparer à la mort, puis on les pendit. Le cadavre de l'un d'eux resta près de 5 ans suspendu au gibet.

au bûcher et proclamait : *sacrilegii igne puniri solent.*¹

Dans les espèces les plus graves du vol ordinaire, on eut aussi de tout temps recours aux sanctions les plus graves. Les franchises de Saillon (1271) nous en donnent une première indication, qui, rapprochant le vol des crimes les plus atroces, prévoient la confiscation des biens du délinquant, et que son corps doit être jugé, comme il sera raisonnable. Or, le vol, lié ici au rapt, au brigandage, au meurtre, à l'incendie, à la trahison, ne pouvait pas ne pas être puni capitalement. La confiscation était, d'ailleurs, la conséquence quasi mathématique de la peine capitale.

Dans le Valais épiscopal, aucune loi ne vient déterminer sa peine officiellement. Il n'est cependant pas impossible de la connaître avec certitude. Le statut fondamental du dizain de Brigue, en 1418, faisait au juge et à ses jurés l'obligation, en cas de vol, de brigandage et d'autre maléfice, d'entreprendre une sérieuse enquête, et de restituer à la victime le produit du vol, sous déduction des frais d'inquisition. Une manière de scolie, en 1479, complète la mesure en posant la nécessité, pour chaque personne qui aurait eu vent d'un vol commis, les parents exceptés, d'en faire dénonciation au juge, à peine de la complicité. Le vol est donc considéré comme un maléfice, comme un crime relevant de la haute justice,² qu'on ne craint pas d'accoler au brigandage encore, contre lequel, à une époque si reculée, l'instruction d'office s'impose déjà, et pour lequel on élève la délation en un devoir civique formel. On peut supposer que sa peine ne sera pas dérisoire, qui doit faire conclusion logique à des prémisses si meurtrières. Une opération mentale assez simple l'assimile à la peine du brigandage, qui est alors la pendaison. L'induction a d'autant plus de force que la pendaison est en effet, même au-delà de nos frontières, la peine séculaire, constante, du vol grave.³ Le code de 1514, d'autre part, sous le titre : *De bonis appensorum in furcis* règle l'attribution des biens des voleurs pendus au gibet pour vol. Le code de 1571 s'approprie exactement les mêmes termes, *bona furum sive pro furto suspensorum*, il ne parle ni de *latro* ni de *rapina*. Sans davantage

¹ Ce principe de notre droit est rappelé dans le verdict de la condamnation précédente : *fures laqueo, latrones gladio, sacrilegii igne puniri solent.*

² « Item wan etliche Diebstall, Raub oder andere Malefitzisch Händel oder Laster beschechent in gedachten Zenden », etc. Blätter, IV, p. 307. Cf. Heusler N° 411, 17 et 24.

³ C'était celle du Schwabenspiegel. Consulter Osenbrüggen pp. 87, 301, 307, 308; Blumer II/2, p. 21.

nous attarder au symbolisme dramatique assez limpide, de ces condamnés que nos tribunaux envoyaient toujours au supplice avec, en signe de vol, un nœud coulant passé autour de leur cou,¹ concluons enfin que si nos majors, au milieu du XVI^e siècle, jugeaient les voleurs « nach kayserlichen rechten auch unser loblichen landschaft bruch und übung », ² il nous est impossible d'ignorer que, d'après le principe de droit valaisan rappelé dans un verdict de 1677, *fures laqueo puniri solent*, ces voleurs devaient être, selon nos usages, mis à la potence.

Il n'en est pas moins certain que cette peine pouvait recevoir, à l'occasion, un sensible tempérament et que, pour plier le châtiement à la diversité des cas, on lui préféra mainte fois une peine corporelle arbitraire. Un jugement du 22 décembre 1584 contre un homme de St-Maurice porta, par exemple, qu'on lui mettrait la corde au cou, et qu'on le conduirait du château de la Majorie, à travers la ville de Sion, en le battant à coups de verges, jusqu'aux limites habituelles, où il prêterait le serment de bannissement, et que ses biens seraient attribués à la justice, suivant la forme des statuts.³ En 1767 encore, l'autorité, « ein hochw. Magistrat » de la Louable ville de Sion faisait fouetter et bannir à perpétuité un aventurier pour ses vols.⁴ En 1786, quelque voleur était condamné aux galères perpétuelles, *ad triremes pro vita sua*.⁵ Et, dans les décades suivantes, tous les vols qualifiés sont punis corporellement, selon la jurisprudence criminelle usitée dans la Patrie, en prêtant toujours bien attention aux circonstances aggravantes et mitigeantes, à la qualité et à la quantité, etc.⁶

¹ Rappelons encore ce reproche que les VII dizains, parmi le flot de leurs griefs, faisaient (vers 1622) à leur évêque Hildebrand Jost, d'avoir prétendu que l'on avait pendu, contre Dieu, droit et justice, le prêtre (« Pfaffen ») qui, entre autres méfaits, maudissait les gens dans sa messe, baptisait les enfants au nom du diable, volait les ornements d'autel, et l'argent des pauvres dans les troncades des offrandes. (de Courten III/668).

² Sentence du major d'Ernen, en mai 1559, archives paroissiales G. 2. N° 253. — La Diète également, en session du 23 mai/1 juin 1616, décidait de punir les voleurs, les brigands et les assassins (lors du soulèvement provoqué à Conches par la rupture du traité séparé avec Milan), d'après le droit impérial. (de Courten III/542).

³ ABS, *Criminalia*, liasse XVI^e siècle.

⁴ R. 9/19 décembre, de Courten VII/290.

⁵ 20 janvier, ABS, *Criminalia*.

⁶ Notre commentateur des Statuts s'en tirera en disant seulement : *Furis poenae determinantur Constitutionibus Criminalibus Caroli V, his terris receptis* (II, p. 5). Je lis aussi sur un Formulaire d'examen : *Videatur Constitutio Carolina in Fræhlichsbourg*.

L'étude plus approfondie des dispositions du code de 1795¹ sur le vol est, d'ailleurs, d'un grand intérêt. Chacun de ses nombreux articles illustre, de façon saisissante, la réforme substantielle du droit réalisée sous l'influence étrangère. On y perçoit parfaitement la pulsation romano-germanique, les articles nouveaux sont l'écho de la Caroline. Le tableau récapitulatif de l'appendice permettra d'atteindre mieux toutes leurs correspondances.

Le code bas-valaisan distingue donc, à son tour, les deux espèces de vol, vol simple et vol qualifié. Le premier se fait de jour sans violence et sans effraction. Il est puni, outre la restitution de la chose volée, par quelques jours de prison, pour la première fois. S'il était répété, en plus de la restitution, le voleur sera châtié corporellement, selon l'exigence du cas.

Voici les différentes sortes de vol qualifié : vol nocturne, vol avec violence ou à main armée, avec effraction ou escalade, vol d'église, vol domestique, vol des choses confiées à la foi publique, comme bétail au pâturage, instruments de labourage et de charroi, linges et lessives exposés ; enfin, vol commis durant un incendie ou une inondation, et vol du coupeur de bourse. La peine, toujours corporelle, est prononcée suivant l'espèce.

Le code s'étend avec une complaisance particulière sur le vol commis, dans les champs, sur le produit des jardins, les fruits, le bois, etc. Il distingue la peine des voleurs suivant qu'ils sont étrangers, gens sans aveu, indigènes suspects et chargés d'une mauvaise renommée, ou au contraire, personnes du lieu ou du pays, non suspectes jusqu'alors. Dans le premier cas, on punira les voleurs en les enfermant au tourniquet, en les y exposant seulement avec la chose volée, ou ayant sur la poitrine un écriteau faisant mention de la qualité du vol ; on les y laissera plus ou moins longtemps, selon le plus ou moins de valeur de la chose volée ou la grièveté du mal commis, considérant toujours si le vol a été précédé ou suivi de la rupture des haies, des murs, ou des arbres fruitiers. Dans l'autre cas, le vol sera bonifié à qui de droit, et le coupable payera en sus au juge, le double d'abord, puis le triple de la valeur de la chose volée, s'exposant à être mis au tourniquet s'il retombait pour la troisième fois. Ces peines, pour le vol de bois, ne doivent s'entendre que du petit bois, comme bois des îles² ou basses forêts et de petite conséquence. Le vol des bois de haute futaie, des bois hachés et mis en tas, des bois en exploitation dans les dévaloirs, des arbres fruitiers,

¹ La peine corporelle prévue l'est dans BV, cap. XXXV, art. II, 2.

² Aux bords du Rhône.

est tenu pour vol plus grave et doit être plus sévèrement puni.

Si les auteurs des vols dans les jardins étaient des enfants au-dessous de l'âge de 14 ans, ils devaient être punis et repris par leur père, leur tuteur, ou par la personne aux soins et à la garde de laquelle ils auraient été confiés.¹

Le code bas-valaisan se soucie encore davantage de présenter à la lumière la compacte notion primitive, il s'occupe du recéleur, du complice, du fauteur, il étudie le vol des objets perdus, l'aliénation de la chose déposée. Il tient pour recéleurs ceux qui, en connaissance de cause, reçoivent en dépôt des objets volés, ceux qui les dissimulent, se chargent de les écouler, les transportent, de même ceux qui achètent des effets quelconques des femmes reconnues pour dissipatrices, des mineurs, des enfants et des domestiques. Ils seront tenus de rendre les effets, s'ils en ont achetés, sans qu'il soit nécessaire aux personnes dépouillées de leur rembourser le prix d'acquisition, et, de plus châtiés d'une peine corporelle ou pécuniaire, suivant l'espèce, sans que jamais l'amende puisse d'ailleurs dépasser la somme de 60 livres.

Ceux qui seront reconnus avoir donné aide et conseil aux voleurs seront punis corporellement, du carcan, des verges, ou du bannissement. Si le vol cependant n'avait pu se commettre sans leur aide ou leur conseil, ils devront être regardés comme complices du vol et punis en conséquence, selon le mérite de l'affaire.

Pour les choses trouvées, il est posé en principe qu'elles doivent être incontinent restituées à leur propriétaire, s'il est connu. S'il ne l'est pas, l'inventeur doit faire publier sa trouvaille aux criées publiques de l'endroit le plus voisin, ou, si elle est d'une valeur notable, dans trois chefs-lieux les plus à portée. Ces publications ne peuvent être négligées, sous peine du prix de la chose trouvée. Mais si quelqu'un malicieusement supprime la chose elle-même, et qu'elle fût de mince valeur, il sera puni de 3 livres d'amende, et dédommagera la partie de tous frais et pertes. La peine sera fixée selon l'exigence du cas si la chose est considérable.²

¹ Étaient considérés comme maraudage, et passibles des peines de police, les vols ruraux d'une valeur de moins de 3 livres, BV, XXXV/VII.

² On édicta des dispositions spéciales pour les cas où l'on trouvait du cheptel égaré : Il sera présenté au juge rièrè la juridiction duquel il aura été trouvé ; celui-ci le fera soigner et garder pendant 6 semaines durant lesquelles, trois fois de 8 en 8 jours, il fera faire des publications. Si personne ne se présente pour le réclamer, au bout de ce temps, le bétail sera échu au juge de la juridiction. Mais si le propriétaire vient le revendiquer,

Toute personne enfin, qui aura reçu un dépôt quelconque, sera tenue de le rendre à première réquisition, sans y rien altérer, dégrader ni changer, sous peine de 6 livres d'amende. Et s'il arrivait que le dépositaire l'eût aliéné, il devait être mis en prison et y demeurer jusqu'à paiement du capital et du dommage.

BRIGANDAGE.

Le brigandage, c'est le vol public,¹ le vol de grand chemin exécuté par la violence, et que l'argot professionnel des tziganes dénomme le « travail vert » parce qu'il s'effectue généralement au coin du bois ou derrière la haie.² Ce crime fut certainement, en Valais, le crime à l'origine le plus répandu. Les premiers documents, au XII^e et au XIII^e siècles, ne sont emplis que de la terreur des brigands et des traîtres. Les franchises des bourgades savoyardes³ répètent comment ils sont soumis au bon plaisir du seigneur comte, comment ils doivent être arrêtés par ceux qui les surprennent, comment il est interdit, à miséricorde, de chercher à les cacher, comment enfin on peut impunément les abattre, en voulant les capturer, s'ils font front pour se défendre. Les plaids généraux de Mage et d'Hérens s'ouvrent à tous, et chacun peut s'y présenter en sécurité pendant trois jours, sauf les brigands, avec les homicides et les traîtres manifestes.⁴ A Loèche, on enseigne dans le détail comment il faut les pendre haut et court.⁵ Universellement du reste, dans les temps chaotiques de la féodalité, les routes étaient transformées en coupe-gorge. Les riches marchands⁶ qui y passaient étaient des proies opimes pour les convoitises de la broussaille. Sans compter que les petits seigneurs eux-mêmes, dont chaque colline valaisanne portait un donjon, s'embusquaient assez probablement derrière leur créneau, et tombaient sur les convois, avec une mise en

et prouve son droit, le bétail lui sera rendu, moyennant paiement des frais et dommages occasionnés, BV, XXXV/VI.

¹ C'est le véritable critère distinctif du vol et du brigandage : le premier est secret, l'autre est patent. Cf. Osenbrüggen, p. 313.

² Fröhlichsburg, op. cit. II/IV.

³ Cf. Sembrancher, 2, 35 ; Saillon, 7.

⁴ Gremaud V/2183, et 2182, 42.

⁵ Loèche, 23 avril 1339, Gremaud IV/1754.

⁶ Cf. chapitre : Liberté des communications. — Osenbrüggen rappelle (pp. 312/314) que le véritable, « rechter, übler » brigandage était celui qui se commettait contre les prêtres ou les pèlerins, et contre les marchands, sur la route royale ou sur l'eau.

scène de romans de chevalerie, pour exiger les tributs les plus exorbitants, droits de péage ou de traite foraine, qu'il n'est pas impossible, à la distance qui nous sépare, de confondre avec de l'extorsion.¹ N'oublions pas, d'ailleurs que leur exercice illimité du Fehderecht pouvait le plus souvent s'identifier avec le brigandage.²

Les brigands opéraient, en un mot, sur nos routes, avec une insolence rare, par bandes ou séparément, aiguillonnés par l'appât d'un butin qui valait bien quelques risques.³ A l'époque des premières sources, leur châtement était la pendaison. Le sautier devait garder tout brigand prisonnier, dans la tour du seigneur, et le livrer, dans le terme de trois jours, au major, pour qu'il fût procédé contre lui comme de coutume. Il appartenait également au sautier de le torturer et de le mettre à la question. Puis enfin, prononcée la condamnation à mort, le sautier liait le brigand, le conduisait en présence du major, puis aux fourches. Là il fait monter le condamné derrière lui sur l'échelle, il le suspend, redescend, retire l'échelle et l'emporte. Il perçoit, pour sa part, tous les meubles dont était porteur le brigand, excepté l'or. Il va de soi que la confiscation totale était de rigueur.

Nulle part le législateur, comme pour bien d'autres crimes, n'a posé en termes exprès la peine du brigandage. La répression ne s'empêtrait pas, d'abord, dans le dogme actuel du *nulla poena sine lege*, sa nécessité même faisait sa légitimité, elle était de droit, parce qu'elle était. Le juge n'avait pas besoin de déployer un texte juridique pour sévir ; il arrêta le criminel, le jugeait et l'exécutait, au plus près de sa conscience et d'après l'usage contemporain. Je pense que la peine resta longtemps ce qu'elle était antérieurement et que si, au XVI^e siècle, on envoyait à tout coup le dangereux voleur au gibet, on devait à plus forte raison continuer de le faire pour les brigands. Mais il est certain (et

¹ D'eux aussi, la chronique pourrait vraisemblablement dire : *Hi in Almannia plerumque solent esse praedones*. Cf. Osenbrüggen, p. 309.

² Cf. Osenbrüggen pp. 309/310.

³ Exemple : Un dimanche matin d'avril 1439, sur la voie publique, près de Fogier, dans la châtellenie de Conthey, certain maquignon bernois sort du fourré, fond sur un marchand milanais, Ambroise de Grassi, lui arrache une somme d'or montant à peu près à 27 florins d'Allemagne, et, ce qui est plus grave, des lettres de change pour environ 2000 florins. Puis, associé à quatre autres bandits, à pied ou à cheval, ils repoussent le Milanais qui veut se défendre, ligottent son fils Jean, et l'emportent à travers bois et taillis, non sans avoir tenté de donner une mort cruelle à son père. (Gremaud VIII/2907 et 2908). Ce sont de tels actes qui ont donné naissance à l'institution de l'extradition entre le Valais et la Savoie.

avant même que les ouvrages des vieux auteurs germaniques eussent propagé jusque chez nous les graines fécondes détachées de l'arbre impérial), qu'elles avaient germé dans un sol qui leur fut hospitalier, et que la peine du glaive, prévue par la Caroline, remplaça notre ancien châtiment patibulaire. La Diète, en 1616,¹ menaçait de punir le brigand d'après le droit impérial. En 1677,² un procès-verbal de condamnation portait : *latrones gladio puniri solent*. Il n'est pas impossible que le supplice de la roue, assez généralement préféré dans l'usage des juridictions, ait aussi fini par prévaloir sur la décollation. Mais il ne s'en est trouvé nulle indication irrécusable. Le code du Bas-Valais, en 1795, ne fait aucune place au brigandage, il mentionne seulement le vol avec violence ou à main armée (qui peut être l'extorsion), punissable corporellement, selon les circonstances.

D'ailleurs, au cours des âges, l'importance et la fréquence effectives du crime (je ne dis pas la menace), durent aller déclinant. La paix publique, le « Landfrieden » devint toujours davantage un état de fait. Le pouvoir central se solidifiait de plus en plus, aussi l'unité valaisanne triomphait de l'esprit de brigade individuel, la politique nationale tendait à la création d'un Etat vigoureux et policé, la répression, partant d'un seul poing, était mieux assurée. De bonne heure on avait eu la sagesse de prendre des mesures préventives de l'insécurité créée par les afflux de l'immigration. Nous avons vu comment recès, statuts, additions rivalisent à chasser au plus tôt larrons et meurtriers bohémiens, comment ils interdisent à chacun de recevoir les étrangers, dont la vie souvent est confite en méchanceté, et qui se découvrent traîtres, larrons et brigands.³ On ne se tient d'ailleurs pas à ces lois générales, on les renforce à chaque occasion. En 1710,⁴ en pleine guerre de la Succession d'Espagne, au milieu d'une Europe tourmentée, une foule d'indésirables se déversent sur le Valais, y rôdent en armes, au point que la Diète s'en inquiète vivement et signale à l'attention que les routes sont très peu sûres à cause des brigands. Aussi décide-t-elle qu'à l'issue de la session, et après le retour des députés chez eux, les juges et les fonctionnaires, en haut et en bas de la Morge, devront prendre des mesures pour rechercher ces gens, qu'un fonctionnaire devra aider l'autre à les arrêter, même en dehors de sa juridiction, (réservés les privilèges et droits locaux), et

¹ R. 23 mai/1 juin, de Courten III/542.

² Cf. plus haut, p. 453, note 1.

³ Cf. Vagabondage et Mendicité. St. CLXX. Add. LXVI.

⁴ de Courten VI/213.

que ceux qui auront été pris devront être menés devant le juge du lieu de dépréhension.

USURE.

Dans la notion de l'usure s'est produite, au cours de l'histoire, une transmutation fondamentale. Nos sources sont clairement révélatrices des deux états successifs et dissemblables du délit. Dans les premiers temps l'Eglise, fondée sur le précepte évangélique : *Mutuum dat nihil inde sperans*, interdit absolument le prêt à intérêts, en sorte que chaque transgression de cette interdiction constitue un cas d'usure. Tout intérêt est usure. Toute stipulation d'un intérêt quelconque est passible d'une peine. Ainsi voyons-nous les statuts synodaux du diocèse de Sion, vers 1320,¹ la menacer d'excommunication, d'inhabilité² et d'infamie. D'après la coutume de la ville de Sion usitée à la même époque,³ une peine d'argent peut également être prononcée. Mais, à cette restriction près, qu'il n'est pas permis au seigneur évêque de procéder contre un citoyen sédunois, du chef d'usure, à moins qu'il ne s'agisse d'un usurier notoire, « donnant deniers pour deniers et prêtant en public ». Si le prêt n'avait été consenti que dans le privé et ne devait fructifier qu'accidentellement, l'évêque pouvait intervenir pour imposer au prêteur une peine spirituelle, cadrant avec les dispositions du droit canon, à l'exclusion de toute sanction pécuniaire.

Dans la seconde moitié du XV^e siècle encore, l'usure est un délit purement religieux, que l'évêque Supersaxo désigne comme relevant du *forum ecclesiasticum* avec les autres *crimina ecclesiastica*,⁴ et qui ne doit pas avoir sa place marquée dans les statuts.⁵ Bien mieux, ceux-ci insistent : Comme le droit divin et le droit humain ont en horreur le gouffre des intérêts dévorant les âmes (*usurarum voraginem animas devorantem*), la peine de ceux qui inclinent à compromettre leur salut éternel et damner leurs âmes, qu'il s'agisse des contrats usuraires, de leur nullité, du devoir de rembourser les intérêts, de la punition des usuriers publics et du refus de la sépulture religieuse, tout doit être laissé à la décision du droit et de la juridiction ecclésiastiques, seuls compétents, et aux nombreux décrets des sacrés

¹ Gremaud III/1482.

² Pour le notaire stipulateur, probablement, cf. plus bas.

³ Sion 1338, art. 3.

⁴ SS art. 18.

⁵ *De usuris statutum locum sibi non vendicat*, art. 129.

canons composés, écrits et approuvés sur la matière ; pour le pouvoir séculier, il ne peut ni ne doit rien statuer, décréter, ni ordonner à l'encontre des instructions divines.¹

Mais l'intransigeance de l'Eglise devait un jour apparaître inopportune. L'institution primitive n'était pas viable. On dut le sentir tout particulièrement chez nous. Le Valais voyait passer les commerçants les plus actifs d'Europe, un réseau de lignes internationales le traversait, des banquiers lombards avaient établi leurs comptoirs dans tous ses bourgs. Les relations quotidiennes qui se nouaient avec les marchands devaient faire sentir l'inconvénient, sinon l'impossibilité de maintenir la stricte prohibition de l'intérêt : l'essor commercial était entravé, les capitaux immobilisés. Sous l'influence des ferments économiques, religieux et sociaux, sous la pression des grands juristes du XVI^e siècle, la conception désormais trop étroite allait éclater. Nous assistons à une transformation essentielle de l'ancien idéal théologique. On autorisera la promesse d'un intérêt raisonnable, on arrêtera un taux légal de l'intérêt. L'usure ne consistera plus à percevoir un intérêt, mais à exiger un intérêt supérieur au taux admis. On retombera dans la tradition du droit romain.²

En Valais, dès 1528,³ l'intérêt maximum est fixé à 1 schilling de la livre. Mais les taux reçus furent, naturellement, variables, flottants, ils s'élevèrent ou s'abaissèrent suivant la densité de l'ambiance économique. En 1560,⁴ nous avons le taux adopté dans le Saint-Empire, les *usurae quincunces*, le 5 %. Ce sera plus tard, et en définitive, le 6 %.⁵ Le juge devait d'office réduire les chiffres supérieurs, lorsqu'il en avait connaissance. Les banquiers étant presque toujours des étrangers, principalement des lombards, qui avaient le monopole des opérations financières, la Diète commença de légiférer à leur intention. Elle décida que si l'un d'eux prêtait dans le pays à un taux supérieur au 5 %, le capital prêté ou « Hauptgut » devait être commis à la nation. On en fit aviser les puissances étrangères, pour qu'elles en avertissent leurs ressortissants.⁶ Puis les statuts de 1571 portèrent une loi valable pour tous. Je les cite, ils circonscrivent et résument bien la question telle qu'elle avait été résolue en Valais :

¹ SS. art. 129.

² L'usure la plus grave est en général le pacte comissoire, que Frœhlichsburg (II/IV/19) appelle une usure diabolique. Est aussi sévèrement réprimé l'anatocisme.

³ 30 janv., Heusler N° 76.

⁴ 4/21 déc. 1560, id. N° 77.

⁵ 23 mai/1 juin 1616, id. N° 81, et aussi Rev. et BV.

« On deffend aussy de recouvrer pour usure et cense de quelque debte que ce soit sinon un sol pour chasque livre. Et cecy faudra entendre des rentes de vin, seigle, fromage, et aultres choses quelconques, à fin qu'on les modère en leur prix selon la fertilité ou cherté au temps que la cense est escheüe, à la modération de justice. Et ce soub peine de perdre la somme capitale et la cense aussy.¹ Et l'on deffend à tout notaire du pays de Valley de recevoir aucun instrument qui porte plus grande cense, à peine de fausseté », *sub poena falsi*.

Le répression, par la suite, se façonna toujours de même. Un recès de 1618² fixait la peine à 25 livres, toujours avec confiscation de la somme débitée.

Les abus étaient souvent criants. En mai 1633, la Diète se plaignait que certains marchands étrangers exigeaient l'intérêt du 8 % des marchands de notre pays, au mépris de notre loi. En 1780 l'usure était parvenue à un degré si excessif, dit la Revision que, nonobstant l'article des Statuts, il fut nécessaire de préciser qu'il ne devait plus être permis de tirer sous titre d'intérêt que le 6 % au plus haut degré. Le code bas-valaisan prend pour limite le même chiffre. Si l'intérêt stipulé était exigible en denrées, il ne pouvait être fixé qu'à un taux équivalent à celui de l'argent. La peine était, comme en 1571, la confiscation de la somme principale, (et de l'intérêt dans ce dernier cas). Les notaires ne pouvaient stipuler d'intérêt plus élevé, sous peine d'être repris comme faussaires.

STELLIONAT.

Pour Frœhlichsburg,³ le stellionat est une classe large et commode, dans laquelle il fait entrer tous les faits punissables pour lesquels une peine déterminée ne peut être expressément prévue. Il en donne une série d'exemples qu'il étire depuis le vol au rendez-moi et la réclamation de l'indu, jusqu'à la tentative de contamination en cas de peste, et à l'outrage aux mœurs en présence de jeunes personnes.

En droit moderne, le stellionat consiste avant tout en une manœuvre dolosive lors de l'aliénation ou de la mise en hypothèque d'un immeuble. Pour nos législations antérieures au XIX^e siècle

¹ D'après un recès du 15/18 déc. 1633, (de Courten IV/392), les 2/3 de la confiscation revenaient au juge, le 1/3 au dénonciateur.

² 24 avril, de Courten III/611.

³ Op. cit. II/IV/20.

cle, le stellionat ne présente ni cet excès d'ampleur, ni cette exigüité. C'est ainsi que le code de 1795 étudie sous la même rubrique les cas de stellionat proprement dit, la double vente du même objet et la vente de l'objet d'autrui, la création de gages immobiliers sans couverture, puis aussi l'escroquerie d'emprunts par un insolvable, et la répudiation de la succession paternelle. Touchons d'abord au délit tel que dans son sens le plus étroit, puis nous en verrons les modes apparentés.

1. Le cas de la vente frauduleuse des biens se présenta d'abord. Dès avril 1551,¹ la Diète constatait qu'il se commettait un grand nombre de fraudes du fait que certaines gens vendaient le même bien à deux ou trois acheteurs en promettant, sous serment, de le leur garantir. Il s'en rencontrait d'autres qui, méchamment et en fraude, vendaient des biens qui ne leur appartenaient pas. On arrêta donc deux articles, pris *ad referendum* aux Communes, priées de donner réponse définitive à la session suivante. Dans le premier cas, la peine devait être celle du parjure ; dans le second, celle du vol. Les statuts de 1571 fondent en un seul les deux délits, et imposent « à ceux qui la chose estrange ou la sienne propre vendent à deux acheteurs chacun à part, » l'obligation de faire amende et récompense à celui qui aura été pipé, à défaut de quoi ils seront punis comme larrons suivant la gravité de l'affaire. En 1795, on aggrave le dilemme en ajoutant à la sanction l'ancienne peine de 1551, du faussaire.

La Diète avait également voué son attention, en mai 1567,² au danger représenté par le cumul d'hypothèques surfaites, qui devait être réprimé, sauf dédommagement au moyen d'autres biens de valeur correspondante, par l'amende au juge et par la perte de l'honneur. En 1713,³ elle revint sur ce sujet pour déclarer que ceux qui se rendraient coupables d'une telle opération seraient mis hors du droit commun et bannis pour 6 ans du pays. La Revision de 1780 avait réexprimé la peine d'infamie, et le dernier pointage, en 1795, consacra la déchéance d'honneur et l'amende, fixée à 60 livres. Mais si les hypothèques jumelles avaient été créées par ignorance, inadvertance ou défaut de mémoire, la peine des arrêts pour un jour devait être jugée satisfaisante.

2. Pétition de l'indu, et négation d'un juste dû : Quiconque réclamait à nouveau une créance qu'il avait déjà récupérée, ou

¹ Sion, 22/28 avril, de Courten II/104.

² 21/31 mai, Heusler N° 176.

³ 17/24 mai, de Courten VI/289.

niait une dette qu'il avait contractée, devait être condamné, en 1475, à une peine de 7 sols à la partie, avec charge des frais et dommages et ban de 60 sols au juge ; puis, plus tard, au ban de 3 livres, réparti également, en 1514, entre le juge, la partie et la communauté du lieu où se trouve le tribunal, et, en 1571, entre le juge et la partie lésée. D'après les Additions (1598), et dans le code de 1795, celui qui niait en jugement une dette claire, par méchanceté ou de mauvaise foi, devait payer l'amende de 12 livres, distribuée par moitié entre le juge et le créancier, avec cette réserve que la peine en argent pouvait être majorée en proportion de la valeur de la somme niée.

3. On fit, au surplus, une chasse acharnée à toute espèce de débiteur frauduleux. Un recès de 1562¹ posa cette règle fondamentale que les gens méprisables (« *liederlich* ») qui dilapident leur avoir, amorcent d'autres personnes par de fallacieuses représentations (« *falsche Vorspiegelungen* ») et les dupent, doivent être punis corporellement. Ils devaient l'être de même si, entreprenant en général une affaire quelconque, ils causaient à leur contrepartie un dommage qu'ils étaient incapables de réparer financièrement.

S'inspirant de la coutume rapportée en 1475, qui punissait les faillis en leur coupant la ceinture *post fibulam* pour les rendre infâmes, les statuts du Cardinal, en 1514, et ceux de Hildebrand de Riedmatten, en 1571, fixèrent ainsi la peine de ceux qui se chargeaient frauduleusement de dettes exagérées, abandonnant ensuite, à leurs créanciers joués, des biens insuffisants :² « Celui qui laisse ses biens comme dessus il tire et reçoit pour blâme et infamie ou honte, et est signé et marqué d'iceux, c'est qu'on luy coupe la ceinture de laquelle il est ceint auprès du nombril, et la partie d'icelle ceinture s'attache avec un cloz à la porte du chasteau de la Majorie ; en après, ayant deslié et avalé bas les chausses, estant nud des parties derrières, il doit toucher trois fois et estre assis sur la pierre mise auprès d'icelle porte ». En plus, ajoutait-on en 1514, il doit jurer que s'il parvient à meil-

¹ 9/19 déc., Heusler N° 166.

² Les Statuts disent : *Quia plerique fraudibus et cautelis pleni aut alias agendo improvide adeo se debitis onerant ut propriis bonis cedant et creditores saepe damnificent*, St. LXXXVIII. — A la fin du XVIII^e siècle, la cession de biens étant permise pour se soustraire aux poursuites pressantes, aux *instantes molestias* de ses créanciers, et lorsqu'on y est nécessairement poussé par la pauvreté, ce châtement a donc été abrogé, dit de Torrenté, *multisque posterioribus parcitum*, parce que ce qui se fait du consentement de la loi ne mérite aucune peine. (Comm. II, p. 11).

leure fortune, acquiert une succession ou d'autres biens d'une valeur de plus de 10 sols en monnaie du pays, il désintéressera successivement tous ses créanciers.¹

Quant à celui qui, plus généralement, « sans malheur imprévu ni accident, mais par sa mauvaise conduite et économie », contractait tant de dettes qu'il n'avait de quoi y satisfaire, il ne peut s'éviter « la tache du larrecin, parquoy iceluy soit estroitement puny en corps et en biens selon la pesanteur de sa faute », comme un voleur. Les Additions mirent en évidence le fait que le juge pouvait sévir dans ce cas, même à défaut de plainte ou gruse. Un recès de décembre 1722, présenté dans le texte de la Revision, et resserti en 1795, abolit la peine du vol dans ce cas et la remplaça par la déchéance de l'honneur et la relégation hors du pays pour 6 ans.

Pour les enfants qui répudiaient la succession de leurs pères et mères, et refusaient de payer leurs dettes, le même article de la Revision les déclarait privés à l'avenir de tous droits communs. Dans le corps de la même codification, et dans la loi bas-valaisanne, pour peine du déshonneur infligé à la mémoire de leurs parents, on voulait qu'ils fussent, non seulement forclos de tout droit de bourgeoisie et de communauté, mais encore (et c'était la coutume de 1514 et de 1571)² exclus de tout autre héritage provenant du même côté jusqu'au 4^e degré. Le cas toutefois excepté où les enfants se trouveraient hors d'état d'acquitter ces dettes, « car celui qui donne ce qu'il a n'est pas tenu à plus, à moins qu'il ne parvienne à une meilleure condition ».

¹ Cf. la procédure de la cession, en 1475 (SS 72): Celui qui veut céder ses biens, ou par crainte d'excommunication, pour pouvoir être absous, ou pour une autre cause, doit comparaître devant le juge et jurer: qu'il déclare et fait inscrire tous les biens meubles et immeubles qu'il possède *in terra et supra terram*; qu'il ne fait la cession pour frauder ses créanciers ni personne, mais par seule pauvreté et poussé par la nécessité; qu'il n'a pas dolosivement caché, vendu ou aliéné de ses biens; qu'il fera tout son possible pour travailler ou gagner autrement par un moyen légitime, et qu'il abandonnera à ses créanciers pour les payer tout ce dont il pourra convenablement disposer en plus de ce qui lui sera nécessaire pour manger et pour couvrir sa nudité; enfin que, s'il revient jamais à meilleure fortune, il donnera satisfaction à ses créanciers. C'est en quelque sorte, opposé à la faillite punissable, le concordat. Cf. LRC 45 et St. LXXXVIII.

² LRC 53, St. C.

IV. CONTRAVENTIONS.

L'on peut bien concéder la propriété de cette appellation. Si, à dire vrai, son usage présuppose une anticipation délibérée sur le futur, et la connaissance de nos classifications contemporaines, le terme : Contravention n'en est pourtant pas moins ici à sa place. La superstructure pénale ancienne peut être considérée comme composée de trois corps distincts élevés sur la division fondamentale en haute, moyenne et basse justice.¹ La contravention se rattacherait, en règle, à cet ordre dernier, elle relèverait par sa qualité des juridictions inférieures.² Elle commence aussi, bientôt, à se caractériser par la quantité de sa peine, fixée le plus souvent à la limite de 3 livres. Elle se pose également comme un délit d'insoumission à une règle d'intérêt général, soit impérative, soit prohibitive. De bonne heure le concept de la contravention, de la désobéissance délictuelle, avait pris corps ; fréquentes sont les menaces légales adressées aux contrevenants, aux *contrafacientes*. Sion, dès 1269, possédait de véritables statuts de police communale, tarifant le prix de certaines actions ou omissions. En 1414, les syndics et les représentants des bourgeois et des citoyens, composèrent des règlements très complets. Loècheles-Bains avait ses ordonnances locales, portées par Walther Supersaxo, renouvelées par ses successeurs, Schiner et Jean Jordan.³ Zermatt avait introduit dans sa constitution paysanne de 1571 des dispositions sur le jeu, la danse, la fréquentation des auberges, la chasse à la marmotte, etc.

Il est presque impossible de resserrer entre elles ces infractions de troisième grandeur, de les grouper en système, de tracer une figure cohérente parmi cette poudre planétaire disséminée dans l'espace, soufflée à travers le temps. Du XIII^e siècle au XIX^e, et de Münster à St-Gingolph, on imagine aisément que la notion, le sens et la valeur des contraventions ont évolué à l'infini, suivant une cadence capricieuse qui déroute toute tenta-

¹ On a aussi distingué le maléfice, correspondant pour le degré de la peine au « blutbann », et le « frevel » correspondant à la « busse » ou amende. Cf. Osenbrüggen, pp. 195 ss.

² En théorie tout au moins. On pense bien que lorsque je classe certaines infractions sous le titre des contraventions, c'est en obéissant à un ordre reçu aujourd'hui, et sans tenir compte toujours des amendes prononcées. Tout n'étant qu'affaire de degré, nombre de ces contraventions pourraient être proprement appelées des délits.

³ Heusler les imprime au N^o 379. — XV^e et XVI^e siècles.

tive de poser des lois. Il faudra se borner, d'abord à l'étude de quelques-unes de ces contraventions, ou les plus fréquentes, ou les plus typiques ; ensuite, sans vouloir à toute force les rattacher les unes aux autres, situer les plus apparentées dans un même plan idéal, dans le prolongement des génératrices qui serviront à notre classification des délits : cela afin d'obtenir un minimum d'ordre et de clarté indispensable.

ATTEINTES A LA RELIGION ET A LA MORALE.

Les bourgeois de Sion, réunis sur le cimetière au son de la cloche, s'étaient donné, en conseil du 10 juin 1520,¹ une importante ordonnance sur la police des mœurs,² qui lève le voile sur une part très curieuse de notre vie sociale au XVI^e siècle. L'assemblée s'est exprimée ainsi : Nous avons interdit à quiconque de soustraire, de retenir, d'attirer, de recevoir ou de garder, *ad copulam carnalem*, homme ou femme, *personam tam marem quam femellam* dans sa demeure, sous peine d'être mis au collier pendant 3 heures, et nous faisons à chacun l'obligation de révéler les cas de contravention qu'il connaîtrait, sous peine de 20 sols d'amende. Pour la correction de ceux qui vivent publiquement en concubinage dans la châtellenie de Sion, nous voulons qu'elle soit affaire du Révérendissime Seigneur Evêque, mais en nous réservant le droit de punir, si l'évêque se refusait à le faire. Nous avons ordonné encore que les seigneurs citoyens de Sion, pour la gloire de Dieu et de Marie la Vierge immaculée, doivent admonester et prier les seigneurs chanoines et les membres du clergé qui tiennent des prostituées, des *fornicarias* dans leurs habitations, de les licencier et de les expulser de chez eux, et hors des limites de la châtellenie. S'ils ne le faisaient, les citoyens pourraient arracher ces femmes du logis et les faire conduire au *lupanar*, ou les chasser autrement. Car on veut que soit prévu, pour les femmes de cette espèce, l'établissement, dans la ville de Sion, en un endroit convenable, d'une maison spéciale, où elles pourront demeurer. Voici la loi à laquelle elles y seront soumises : Chacun qui aura cohabité ou accompli copulation

¹ Comp. pp. 23/24.

² Ces articles sont intitulés : *De pena retrahentis femellas. De concubiniariis. Admonendum clericos pro fornicatione. Lupanar. De lege earumdem mulierum. Abstinendum esse in festis solemnibus ab hujusmodi operibus carnalibus. Procuratores ad premissa exequenda. Premissa intimanda filiabus.*

charnelle avec l'une d'elles, lui devra 2 quarts de chaque fois. Mais on spécifie qu'aucune de ces filles n'aura la liberté de se livrer à son métier (*cohabitare carnaliter*) les jours de fêtes solennelles et pendant la Semaine Sainte, ni dans les vigiles de la Nativité et des Quatre-Temps, sous peine d'une amende de 5 sols. Sont enfin nommés procureurs deux honnêtes citoyens, auxquels on confère pleine et omnimode puissance d'exécuter et de faire exécuter ces règlements. Il leur appartiendra de les intimier à toutes les filles entretenues, et de leur notifier qu'elles ont à réintégrer le domicile paternel ou maternel, si elles ne veulent pas être conduites à la maison publique.¹

Passons, sans transitions, à l'établissement thermal de Loèche-les-Bains, pour y lire aussi le règlement de la maison : Il est interdit à quiconque visite les bains de proférer, lire, écrire, exécuter quoi que ce soit contre notre foi chrétienne, d'y porter des livres hostiles, etc., sous peine, pour le contrevenant, d'être mis 3 heures au carcan, jusqu'à paiement de l'amende de 3 livres valaisannes. En cas d'infraction plus grave, peine corporelle ou pécuniaire graduée selon l'appréciation des fonctionnaires épiscopaux. Tout baigneur qui, de jour ou de nuit, est rencontré sans caleçon, toute femme qui s'y verrait sans un vêtement décent (« Ehrengewand ») doivent 10 sols du pays. Est astreint à la même peine, l'homme qui, après l'heure où l'on sonne pour la prière, ou « Betglockenzeit », serait surpris dans la petite chambre supérieure réservée aux femmes.²

QUÊTES DES RELIGIEUX.

Voici un recès de juin 1652 :³ Sa Grandeur a représenté que parfois des religieux étrangers inconnus viennent en ce pays et, munis de fausses attestations, font, sous le faux semblant de l'approbation ecclésiastique, des quêtes d'un dizain à l'autre.⁴ Les députés remercient Monseigneur et corroborent les anciens Abscheids, défendant à tous curés et vicaires du pays de donner emploi à des religieux, de quel ordre fussent-ils, sur la chaire

¹ La maison semble avoir souffert : cf. Comp. p. 32, 28 déc. 1524 : *pro domo quod altius fuit lupanar. Item quod domus dicte civitatis inferius in quarto de Glaviney situata reedificari et coaperiri debeat per consules modernos*, etc.

² Art. 2, 8, 9.

³ 10/18 juin, de Courten V/24.

⁴ Souvenons-nous du cas des trois faux religieux escrocs, qui furent pendus en 1677. Voir plus haut, chapitre du Vol.

ou d'autre façon, sans présentation d'un titre en due forme, de la Diète ou de Sa Grandeur. Et s'il arrivait qu'on surprît des personnes quêtant, vêtues de l'habit religieux, et qu'on les découvrit être des laïcs, comme il arrive fréquemment, ces personnes seront mises au carcan par le juge de l'endroit, puis chassées.¹

SANCTIFICATION DES DIMANCHES ET JOURS DE FÊTES.

Le précepte est posé par les statuts de l'évêque Supersaxo,² en 1475: Puisque, au témoignage de la parole sacrée, la foi sans les œuvres est une foi morte, on ordonne à tous les fidèles chrétiens de confirmer la foi catholique qu'ils ont professée au baptême, en abandonnant les vices et en s'appliquant à des œuvres bonnes, pies et charitables, agréables à Dieu. Qu'ils visitent leurs églises, surtout aux jours de dimanches et fêtes, et assistent avec toute révérence, dévotion et respect à l'office divin qui s'y célèbre; qu'ils évitent les colloques vains, les disputes, les murmures, le trafic, et tous actes illicites prohibés par la Sainte Eglise, et s'efforcent à des œuvres méritoires, dans la mesure où ils désirent être récompensés par le Créateur, et se soustraire aux peines éternelles et aux châtiments temporels qu'ils encourraient en y contrevenant. Nous statuons ensuite, en accord avec les droits canon et civil que, dans les fêtes instituées à la louange de Dieu et à l'honneur des Saints, doivent cesser toutes œuvres serviles et tous serments, sauf s'ils étaient faits pour maintenir la paix, et nous décrétons que tous ces actes contre les lois divines et humaines n'auront force ni effet en justice et ailleurs. Les contrevenants seront, au surplus, punis à l'arbitre du juge:

La défense de travailler aux jours fériés se répandit aussi par nappes locales, et Sion par exemple, lors de l'assemblée du 10 juin 1520, décida de frapper chaque désobéissance d'une amende de 20 sols maurisais.³ Le dizain de Brigue, réuni à la croix du Simplon le 23 octobre 1540,⁴ se prononça dans le même sens: Puisque le Dieu bon et miséricordieux, après avoir créé le ciel, la terre, l'homme et tous les animaux, s'est reposé le septième

¹ On pourrait ajouter ici les nombreuses mesures prises pour interdire le séjour des religieux, sans autorisation, surtout des Jésuites, que Sion avait fait expulser (voir Grenat pp. 158, 160, 185, 244, 303), et qui furent d'ailleurs chassés de tout le pays par la diète de février 1627, à Loèche. (Voir, p. ex., de Courten IV, pp. 47 ss, 195/196).

² SS art. 3.

³ Comp. p. 22.

⁴ Blätter IV, pp. 309/311.

jour, et que l'ordre de sanctifier ce jour se trouve dans les commandements de Dieu et dans divers passages des saintes écritures, on statue et ordonne que désormais, les jours de fêtes et les dimanches, après que les cloches auront sonné, toutes les personnes, de l'un et de l'autre sexe, doivent entrer dans l'église, et ne pas se tenir sur le cimetière ou ailleurs, à bavarder ou à s'occuper inutilement, pour le scandale des gens pieux, et ce sous peine de 6 schilling d'amende. On interdit aussi, sous peine de 3 livres (à partager entre juge, église et communauté), de faire son marché, de dresser son étalage, de transporter son stock de marchandises,¹ d'établir des comptes pupillaires, les dimanches, les jours de fête de la Vierge et des Apôtres, les jours d'autres grandes fêtes, de fêtes patronales de ce pays, et de dédicaces. Il est également défendu, sous la même peine, d'entreprendre le dimanche l'arrosage de ses prairies ou de tout autre bien (« mattlandt oder anders Erdrich »): les canaux doivent se fermer le samedi soir, « wen tag und nacht scheydent », et se rouvrir le dimanche soir, vers la même heure.

Quelques-unes de ces dispositions avaient d'ailleurs été consacrées déjà par une loi nationale. En décembre 1534,² la Diète, réunie à Naters, avait constaté l'abus de quelques-uns dans le pays, principalement des charroyeurs, qui exerçaient leur métier le saint jour du dimanche et les autres saints jours de fête prescrits par les lois de Dieu et de la Sainte Eglise. Elle arrêta que nul à l'avenir ne devait plus se le permettre, pas plus du reste que tout autre travail, le dimanche et aux fêtes de Notre-Dame et des douze Apôtres, à peine irrémissible, chaque fois, d'une amende de 3 livres à répartir moitié au juge et moitié à la fabrique d'église. Mais il fallait tenir compte des nécessités agricoles: l'irrigation dans les « bisses », « im Kehr », devait être autorisée à quiconque avait l'eau partagée.

Le précepte ne laissa pourtant pas d'être violé, et Monseigneur de présenter ses doléances. On renouvela l'interdiction en 1542,³ en 1543,⁴ en 1600,⁵ l'étendant au pays sujet. L'évêque n'en est pas moins contraint de représenter, en 1609,⁶ que malgré recès et mandements, on n'observe pas les saints jours fériés, contrairement à l'institution de l'Eglise chrétienne, mise en oubli, et

¹ Le texte dit : « kaufman schatzs verfergge ».

² 21 déc., de Courten I/381.

³ 21 déc., Heusler N° 113.

⁴ 17 déc., de Courten I/617.

⁵ 4/13 août, id. III/21.

⁶ Brigue, 11/22 août, id. III/332.

que cette négligence peut attirer sur nous la disgrâce de Dieu et des Saints, et la perte de biens spirituels et temporels. La Diète ordonna donc que les fêtes dénombrées au recès (il en était plus de quarante, sans compter fêtes patronales, anniversaires locaux ni dédicaces) devaient être publiées, et qu'il convenait de les mieux observer, elles n'étaient pas nombreuses, sous amende de 6 livres, à percevoir toujours par les juges, et par les procureurs d'église pour la fabrique.¹

A travers les âges, l'esprit religieux n'allait pas s'améliorant. La diète de décembre 1791 eut à s'occuper des rouliers, notamment des conducteurs de vin, qui profanaient publiquement les jours sacrés, au plus grand scandale d'un chacun. Mes Hauts Seigneurs déclarent qu'ils l'entendent avec peine, voyant combien peu de cas l'on fait de la religion dans la patrie ; ils renouvelèrent au plus formellement une ordonnance qu'ils avaient portée en mai (obligeant au respect du dimanche sous peine de 25 livres), et invitent toutes les autorités à y prêter la main et à punir, non seulement ces voituriers, mais encore les vendeurs qui, ces jours-là, leur livreraient le vin à charger.

DANSE.

Il était interdit, dès le XVI^e siècle, dans toute la vallée de Zermatt, de faire aucune danse, privée ni publique, sauf les jours de noces et de messes nouvelles.² Une mesure générale de ce genre ne fut introduite, pour le Valais, que très longtemps plus tard.

En mai 1791,³ Sa Grandeur, poussée par son zèle pour le salut des âmes, fit valoir qu'un jour par semaine était consacré à Dieu et à son service, qu'à ce jour pourtant se produisaient les plus grands vices et péchés, grâce à l'ivrognerie, suivie de blasphèmes, au jeu, à la danse, au voiturage, et que l'autorité civile avait le devoir d'aider ceux qui avaient charge d'âmes, dans la répression de ces abus. Les députés renouvelèrent alors une antérieure défense de danser,⁴ sous amende de 25 livres, à moins de permission donnée simultanément par le curé et par

¹ Confirmations, en diète du 26 août 1612 (III/403) et, sur plainte des députés de Moërel, de décembre 1612 (ibid. p. 405).

² Bauernzunft, art. 23.

³ 16/27 mai, de Courten VII/675.

⁴ J'ignore d'ailleurs de quelle date.

le juge supérieur civil. Deux ans plus tard,¹ l'évêque doit pourtant revenir à la charge et déclarer qu'on ne sévit pas contre les danseurs ; il émet l'opinion que l'on devrait punir pour la première fois avec plus de douceur, mais sans rémission. La Diète se rend à ses raisons. Chaque danseur sera désormais puni de 3 livres pour la première fois, puis de 6 livres, de 9 livres, et ainsi de suite ; les engageurs, ceux qui prêtent leur maison, et les musiciens, de 12 livres d'abord, puis de 18, en augmentant successivement l'amende dans la même proportion. Ces sommes sont dévolues, par égales parts, au juge, à la fabrique d'église et au dénonciateur.

JEU.

Les divers statuts nationaux, articles de 1446, de 1475, de 1514 et 1571,² sans porter défense expresse de jouer, décidèrent que les difficultés surgies au cours de la partie ne pourraient être réglées par le juge, et qu'il devait opposer une fin de non-recevoir systématique à toute prétention sur un objet ou sur un bien acquis par le hasard. Tous ceux en revanche, hôtes ou taverniers, qui se constituaient cautions, ou qui faisaient promesse ou serment de payer, de donner ou de restituer à un joueur l'argent ou l'objet gagnés, devaient être punis de l'amende de 60 sols. Le juge avait licence de leur déférer le serment, en cas de suspicion. Il était naturel d'appliquer les mêmes mesures aux « firmances » ou paris, communément appelés « setz und wetti ».³

L'année même où les Statuts confirmaient simplement la tradition nationale, le bon sens des montagnards de Zermatt leur faisait attaquer le mal à sa racine même. Ils interdirent toute espèce de jeu, jeu de cartes, ou de quel nom qu'on puisse l'appeler, réservé le droit de jouer à l'auberge, pour une mesure de vin, « vorenthalten umb ein mass wyn im würtshaus », sous peine de 10 schilling à partager également entre le juge et le dénonciateur, chaque fois.⁴

Le code de 1795 attache les deux cordes à l'arc. Tous les jeux de hasard, le pharaon, la bassette, le bouc, le passe-dix, le trente-et-quarante, le vingt-un, le brelan, les jeux aux dés et autres

¹ 27 mai/8 juin, de Courten VII/726.

² AN 47 et 48, SS 121, LRC 79, St. L.

³ En 1475, « wetten » en 1446.

⁴ Mars 1571, loc. cit. art. 25.

semblables, il les défend sous peine de 12 livres d'amende, payables chaque fois par celui qui sera convaincu d'avoir joué. Le tripot qui donne ou permet les jeux, doit payer 25 livres, dont une moitié au juge et l'autre aux pauvres de l'endroit, celle-ci devant être remise par le juge au curé, chargé d'en faire une juste répartition dans sa paroisse. Toute obligation et cédule créée ensuite de jeu, tout cautionnement n'ont aucune valeur et leurs sommes ne sont pas exigibles, même s'il s'agit d'argent prêté par un des joueurs, dès que le plaignant en a fait la preuve par le serment purgatoire déferé au créancier, s'il n'a pas d'autre moyen. Enfin, n'étaient point écoutées en justice les difficultés issues des jeux et gageures.¹

IVROGNERIE.

C'est surtout dans le XVI^e siècle que l'on pourchasse les buveurs intempérants, pour la raison surtout que de grandes calamités sont la conséquence du blasphème, et que le blasphème est le propre de l'ivrogne. Un recès pris au château de Loèche, en décembre 1531,² ordonne que nul ne devra contraindre un autre à boire, et que si le fait se rencontre, si l'instigateur soûle sa victime au point qu'elle ne puisse garder le vin ou tombe autrement en imbécillité, chacun des buveurs méritera l'amende de 3 livres au juge. Que si ce dernier négligeait de la percevoir, il la devrait lui-même. Une nouvelle décision, directement engendrée par un statut du dizain de Brigue,³ est protocolée en décembre 1545;⁴ la collection de 1550, formée par l'évêque Jordan, la rapporte en fort bon latin.⁵ On y lit cette sorte d'exposé des motifs : Puisque, ô douleur ! la coutume de boire du vin s'est répandue comme tache d'huile (*inoleverit*), au point que les gens passent la mesure de la tempérance et, à force de s'engor-

¹ Chap. LXXIV et LXXV.

² de Courten I/357.

³ Du 23 octobre 1540, loc. cit.

⁴ 16 déc., Heusler No 117.

⁵ Donnons, en regard, le texte primitif, de Brigue, en assez mauvais allemand : « Item so wirdt ausstruckentlich verbotten für zukommender trunkenheit, dass Niemanden den andren inführe oder anreitze zum überflüssigen weintrunk, den wein mit bechern abzumessen oder mehr zu gebruchen dan sich gebüre, by dry pfundt buess... und so jemants (mit Gunst zu reden), Weinfelle halber gerpsen oder ropsen thut, dardurch dan wie der heilig Hyeronimus züget, die gnatd des heiligen Geists vertryben wirdt oder widergeben wurde », etc. (Blätter IV, p. 311).

ger du vin, tombent en ébriété et enfin, sauf respect, en arrivent *ad ructum*, à vomir; et puisque, d'autre part, témoin St. Jérôme, comme le fumier chasse les abeilles, le vomissement expulse la grâce du Saint-Esprit, (*sicut fumus apes ita per ructum abigitur gratia spiritus sancti*), il a été décrété par sénatusconsulte que si quelqu'un commettait un tel excès de boisson qu'il ne pût plus contenir son vin par devers soi, mais qu'il l'éruclât, et que si quelqu'un en poussait ou en déterminait un autre à une consommation immodérée, l'un et l'autre encourront la peine d'amende, sans rémission. On raffermirait cette décision en 1573,¹ y ajoutant, sous la même peine, qu'il était interdit à l'aubergiste de servir à son hôte plus d'une demi-mesure de vin pour son repas principal, « über ein Hauptmahl ». Avec le temps, la notion moderne se dégage lentement de la chrysalide, on ne punit plus l'ivresse en soi, on préfère à la peine les mesures préventives. Le code de 1795 défend² à tous les cabaretiers, sous peine de 25 livres, de recevoir chez eux des mineurs, enfants de famille, pupilles, enfants prodiges, et de leur donner occasion, soit à la débauche, soit à la dissipation. Il n'y aura plus à créer que l'interdiction pour les buveurs invétérés.

Osons l'avouer : l'alcoolisme paraît avoir été, voici longtemps déjà, un danger pour ne pas dire une faiblesse nationale. L'évêque Jost ne dut-il pas, en 1637,³ établir des mesures sévères pour refréner l'excessive fréquentation des auberges, et la grivèlerie ? Le nombre des débitants de boissons, dit-il, était devenu si grand, partout dans la vallée d'Hérens, qu'à peine l'hôte pouvait-il y être différencié du client : il s'en trouvait autant des uns que des autres. Et la Diète n'avait-elle pas été contrainte également, six ans plus tôt,⁴ de défendre aux gens du pays, sous peine de 25 livres d'amende, de convertir davantage, en haut et en bas de la Morge, leurs champs en vignoble ? La manie de ruiner les moulins au profit du pressoir devait avoir pénétré fort avant dans les mœurs campagnardes, puisque le recès déplore que l'abus d'arracher les champs occasionne une pénurie du grain dont nul ne peut se passer.

A la fin du XVII^e siècle,⁵ le Valais se mit à consommer aussi avec prédilection les eaux-de-vie étrangères. La Diète menaçait de confiscation et d'amende de 50 livres toute importation et

¹ 9/29 déc., Heusler N° 118.

² Chap. LXI/IV.

³ 18 mars, Heusler N° 361.

⁴ 7 déc. 1631, de Courten IV/357.

⁵ 16/28 mai 1696, de Courten V/729.

tout commerce de la marchandise ; mais, en présence du désaccord entre les députations probablement, on laissa chaque dizain libre de mener la lutte à sa guise, à coups d'ordres plus ou moins sévères. Les dizains semblent en avoir pris à leur aise, l'eau de feu doit trouver d'ardents défenseurs, puisque, en 1756 encore,¹ l'Assemblée doit manifester le vœu que la prohibition de « l'eau de vie des welsches » soit acceptée par les Conseils et Communes des dizains.

LOIS SOMPTUAIRES.

Chez nous aussi aura sévi la querelle sans âge de l'Oronte et du Tibre. Il faut voir avec quelle application nos pères de la patrie ont affirmé l'amour de leur vieux Valais simple et frugal, pastoral et militaire, sont partis en guerre contre des dentelles et des coiffures, contre des citadelles de sucre et des feux grégeois de tabac.

1. *Repas*. En bien des localités, les gens ont une si insouciant nature qu'ils se réduisent à la misère pour manger à leur gourmandise et boire à leur soif. Les baptêmes, les mariages, les morts surtout, se célèbrent à table et sont prétexte à frairies. A telle enseigne que Mes Hauts Seigneurs finirent par s'émouvoir et par disperser violemment les convives. En 1619, raconte l'Abscheid, Sa Grandeur se plaint des abus et des excès qui, à l'occasion des repas mortuaires, absorbent parfois une grande partie de l'héritage au détriment de l'éducation des enfants, outre les scandales qui s'y donnent lieu. Il se fait aussi des dépenses exorbitantes dans les somptueux repas de baptêmes et de noces, chacun voulant éblouir l'autre, « être le plus grand coq dans la corbeille », et, malgré l'inégalité des fortunes, faire les plus grandes réjouissances. Aux funérailles on ne pourra donc offrir, aux employés et à ceux qui sont venus de loin pour assister à la sépulture, qu'un repas convenable, sans viande. Les septièmes et trentièmes sont abolis. Aux baptêmes, il ne devra être servi qu'une collation ou soupe aux compères, et de la viande seulement aux invités qui viendraient de loin. Les repas de compéragé sont abolis pour tous indistinctement, ceux de noces sont permis selon les facultés de chacun, mais sans excès. Les repas d'invitation sont défendus à quiconque ne possède pas 1000 livres de rentes, sous peine d'une amende de 6 livres, 1/3 au juge et 2/3

¹ 7/17 déc., de Courten VII/169.

à la fabrique d'église ou aux pauvres.¹ En 1632,² il faut répéter que sont abolis les repas des Rois, d'enterrements, de septième, de trentième, et clouer les portes des auberges superflues, sous amende de 100 livres à partager entre l'église, les pauvres de l'endroit, et le trésor public. Pour les funérailles, il reste entendu qu'on pourra bien servir du pain et du fromage, avec un coup de vin, à ceux qui portent le corps en terre, et à ceux qui viennent d'ailleurs pour suivre le convoi. Les ripailles, et même les ripailles funèbres, restent cependant à l'honneur. Il faut renouveler l'attaque,³ redire qu'aux enterrements toute profusion de mets, tout apprêt de marchandises étrangères, de gibier et de sucreries sont interdits, si néanmoins l'on veut bien permettre, pour les repas de gala, de servir avec discrétion quelque gibier, des amendes, du raisin sucré, des biscuits et de l'anis.⁴

2. *Vêtements.* Dès le début du XV^e siècle, on s'occupait à en proscrire le luxe dans le Bas-Valais. Le 5^e livre des statuts du comte Amédée VIII y réglait le costume du prince, du noble, du chevalier, du bourgeois, du marchand, de l'artisan et du paysan ; il y fixait aussi, avec une limite aux frais des noces et des funérailles, la qualité du vêtement accordé à la beauté de l'épousée, et au deuil des parents.⁵ Vers la même époque, le goût de la parure semble avoir été si extrême, et jusque chez le moine, qu'un règlement de réforme affichait, en 1437, dans le couvent du Mont Joux (Grand St. Bernard) : « Défense de porter habits, houppes de vives couleurs, ni robes à boutons, crochets, larges manches, ou chausses si étroites et si bigarrées, que ceux qui les portent ne sont pas mieux couverts que ne l'étaient Adam et Ève sous les feuilles de figuier. Défense d'avoir du linge fin, et de faire saillir le collet de la chemise sur l'ourlet de la tunique ».⁵

Avec le XVI^e siècle, les préceptes de modestie apparaissent

¹ Grenat, p. 227. Cf. de Courten III/689, 690.

² 26 juillet/8 août, de Courten IV/368.

³ 12/22 mai 1688, id. V/545.

⁴ En 1812, parlant de la vallée d'Anniviers, Schiner pourra encore écrire (p. 320) : Un usage tout inouï qui s'y observe, est celui par lequel les personnes mariées vivent très frugalement pendant tout le temps de leur mariage, et cela, comme ils disent, pour pouvoir bien faire enterrer les leurs ; car ils donnent les jours de l'enterrement et du septième d'un adulte, de grandissimes repas à une centaine de personnes au moins, tout abonde dans ces sortes de festins... tout y est en profusion et sans épargner ces jours-là ; il semble, qu'ils veuillent absorber les longues épargnes du décédé, et convertir ses funérailles en fêtes.

⁵ Communiqué par M. Bertrand.

dans le vieux Valais, en amont de la Morge. Très laconiquement, m'assure M. Bertrand, la diète de mai 1503 interdit le port d'habits trop courts, sans formuler de sanction, et celle d'avril 1511 précise, — je recours à une périphrase — la nécessité des caleçons.

La très vertueuse diète de mai 1619, qui modéra le pantagruélisme, disait encore : D'autres abus se produisent dans la façon de se vêtir, de sorte qu'on ne peut facilement distinguer un gentilhomme d'un paysan, ce qui occasionne de grandes dépenses et ruine les ménages. En conséquence, chacun doit s'habiller à la manière des confédérés, notamment porter la culotte suisse. Il est défendu de porter des vêtements de velours ou de soie, ou garnis de broderies, ou chamarrés d'or et d'argent, sauf dans une certaine mesure aux personnes en autorité, telles que bailli, bannerets, capitaines de dizain, conseillers qui ont été honorés de charges, nobles et personnages d'un rang élevé. Les députés porteront le costume noir, et ne paraîtront pas en diète avec des vêtements de couleur, rouge, blanche, jaune, verte ou bleu de ciel. Les gens du simple peuple ou de métier montreront des culottes de cuir ou de drap du pays, mais pourront faire usage de bordures de soie. Les cols n'auront rien d'excessif. Il est défendu aux femmes mariées de mettre plus de deux ou trois dentelles de zinc sur leurs habits, de porter plus de quatre, et tout au plus six bagues en or, afin de prévenir tout scandale et péché. Une femme du peuple peut avoir un anneau d'or si elle est dans l'aisance; les autres, et celles des artisans n'auront qu'un anneau en argent, afin que les unes et les autres portent l'insigne du mariage. Aux domestiques et servantes sont interdites les étoffes étrangères, les doubles cols et les garnitures de soie. Chaque contravention sera punie de l'amende de 3 livres; en cas de récidive les objets prohibés seront confisqués. Les mêmes peines menacent les marchands et les tailleurs vendant ou confectionnant ces objets à ceux ou pour ceux à qui ils étaient interdits.¹

En 1630,² les politiques voient avec déplaisir que quelques jeunes gens, nobles ou autres, se pavanent avec des habillements étrangers et garnis de chamarrures, comme les charretiers de la Souabe et les sauvages d'Amérique, portant longue chevelure et queues, affectant des manières efféminées et exotiques. On interdit ces accoutrements sous peine sévère, et réserve que ceux qui ne se soumettront pas à cet édit, dont l'exécution sera sur-

¹ Grenat pp. 227/228.

² 16 juin/2 juillet, de Courten IV/310.

veillée par chaque autorité, devront être punis à la première diète ordinaire.

En vain. Il fallut bon gré mal gré constater¹ que le luxe et la vanité dans le vêtement s'accroissaient, qu'on usait toujours plus d'étoffes précieuses et de dentelles, importées de l'étranger, au point que nombre de personnes s'en rendaient plutôt déplaissantes, sans parler du scandale, que de faibles ménages en étaient souvent éprouvés, et que cette vanité, bien que méprisable en elle-même, n'en était pas moins préjudiciable au bien public, à cause de la cherté de ces chiffons. On frappa donc de prohibition totale, sous peine de confiscation et d'amende,² l'introduction et la vente dans le pays des vêtements coûteux et superflus, de la zibeline, ainsi que des dentelles d'or, d'argent, de soie et de fil. Mais on protégea celles qui se confectionnaient dans le pays : les gens, et notamment les femmes, « qui estiment se parer avec ces dentelles », étaient autorisés à les porter suivant leur qualité, mais convenablement,³ c'est-à-dire que la dentelle ne devait pas être plus large qu'un, deux ou trois doigts.⁴

Mais le timide barrage fiscal devait être emporté par le courant du caprice social ; la mode, tyran souple et souriant, se moquait bien des bonnets carrés et des toges ; elle régnait. On eut beau renouveler les mesures prises, en porter de nouvelles, frapper les mouchoirs de soie ou « fazolets », l'indienne, la mousseline,⁵ ordonner que la défense de vendre les fazolets serait rendue publique et placardée,⁶ rien n'y fit. En mai 1766 encore,⁷ la Diète, infatigable, sur le métier remettait son ouvrage, interdisant à peine de 60 livres d'amende : à toute femme, d'acheter et de porter des dentelles, d'un prix supérieur à un ducaton l'aune, si elle était de condition, ou à 15 batz, si elle était de rang modeste ; à tout marchand, d'en importer et d'en offrir de prix plus élevé, obligation lui étant faite d'exhiber ses balots, à l'entrée, aux Gouverneurs et aux fonctionnaires de l'Etat. On défendit encore aux dames, surtout dans le Bas-Valais, de se procurer les « mantelettes » et autres nouvelles modes étrangères, les priant de s'en tenir à l'ancien costume porté dans le

¹ 30 mai/9 juin 1663, de Courten V/187.

² L'amende était de 25 livres en 1663, 1681, 1717, de 50 livres en 1696, de 60 en 1766.

³ 10/22 déc. 1681, de Courten V/436, Grenat, p. 399. — Nouvelles mesures, 12/22 mai 1688, de Courten V, p. 545.

⁴ Spécifiait l'Abscheid de mai/juin 1663.

⁵ 6/16 déc. 1719, de Courten VI, p. 369.

⁶ 19/31 mai 1717, id. VI/338.

⁷ 7/16 mai, id. VII/269.

pays, et enjoignant à Messieurs les fonctionnaires d'y veiller strictement.

Les abus paraissaient si fréquents, l'immodestie si grave, qu'on vit s'épanouir jusqu'à la fin de ces âges, des statuts particuliers à côté de ces édits nationaux: Tels ceux publiés par le bourgmestre et le Conseil de Sion, le 9 mars 1716, encore qu'il y soit concédé que la parure convient autant aux femmes que le travail aux hommes, tels le mandement que faisait annoncer aux merciers et colporteurs à Salvan, en 1738, l'abbé Claret, seigneur temporel de St-Maurice, et le message dont il faisait donner lecture, le 25 juillet 1741, aux criées dominicales, pour interdire aux femmes et aux filles les jupons inventés depuis peu contre l'usage ordinaire du pays, qu'elles nommaient ordinairement cottins, qui n'accordaient pas assez à la pudeur, et dont la mode était en vogue à Vérossaz.¹

3. *Tabac*. On en eut d'abord une terreur un peu superstitieuse. En 1675,² la Diète, relevant l'emploi nuisible et répandu qui se faisait de la dangereuse solanacée, arguait que le « Tabak-sauffen » avait occasionné déjà des incendies et en faisait redouter de nouveaux, qu'il amenait d'ailleurs d'autres suites funestes, qu'un argent considérable était drainé dans le pays pour se le procurer, et qu'il convenait, en un mot, de l'interdire absolument. Si donc quelqu'un était pris à en user (à en boire, « zu trinken »), soit secrètement, soit en des lieux publics, il devait être aussitôt puni de 3 livres d'amende. Pour le marchand qui dorénavant en tiendrait dans sa boutique et le mettrait en vente, il serait passible de l'amende de 25 livres au juge, et de la confiscation de tout son pécun. En 1682,³ en 1688,⁴ on mettait encore totalement à l'index le tabac. On ne devait cependant pas tarder longtemps à en tolérer le commerce. En diète de mai 1694,⁵ Mes Hauts Seigneurs concèdent, par exemple, à Maître Jacques Robert, armurier à Monthey, la vente du tabac dans le dit gouvernement, à l'exclusion de tout concurrent étranger, mais non pas des nationaux qui voudraient en faire commerce légitime, moyennant permission. Ils y mettent comme condition que Maître Robert nettoiera une fois par année les armes de M. H. S., à Monthey et à St-Maurice, qu'il sera modéré dans ses prix, tout cela enfin, aussi longtemps qu'il fera bien, et qu'il

¹ Communiqué par M. Bertrand.

² 4/14 déc., de Courten V/321, Grenat, p. 399.

³ 10/22 déc., ib. 436.

⁴ 12/22 mai, ib. 545.

⁵ 5/15 mai, ib. 692.

plaira à M. H. S. Mais ce ne dut être là qu'un ballon d'essai car, deux ans plus tard,¹ la Diète spécifiait que le tabac (de même l'eau de vie) était nuisible au pays, qu'il produisait plutôt la maladie que la santé, et qu'elle jugeait bon d'en proscrire l'importation, à peine de confiscation, et de 50 livres d'amende. Elle confirma, en 1717,² l'interdiction d'en introduire et d'en vendre. Dans la suite, elle admit une solution mixte, et restreignit, dans le Bas-Valais, la défense de fumer, à tous ceux qui n'avaient pas accompli leur trentième année, à moins d'attestation médicale, en cas d'utilité. La contravention valait à son auteur l'amende de 10 livres.³

En session de mai 1768 la vente du tabac fut affermée à quelques Messieurs du Haut-Valais, pour le plus grave mécontentement des sujets, et l'avènement de complications internes dont Grenat a rapporté l'histoire.⁴

MESURES DE SALUT PUBLIC.

J'ai en vue surtout les éléments adventices de la défense nationale et de la sécurité intérieure. Les devoirs civiques garantissant les fonctions de la guerre et de la paix sont légion, on en construirait un imposant faisceau symbolique. Je mentionnerai⁵ l'interdiction, imposée par les très anciennes franchises de Sembrancher,⁶ de St-Maurice⁷ et de Monthey,⁸ d'engager ou de vendre des armes aux non-bourgeois ; celle faite aux « coarsins » ou aux juifs d'accepter ces armes en nantissement ou de les acquérir : ils faisaient un marché blanc, devaient les rendre spontanément, plus perdre le prix d'achat payé, et supporter l'amende de 60 sols. Je pense encore à l'obligation de suivre la cavalcade du seigneur, disposant du « Heerbann », Comte de

¹ 16/28 mai 1696, de Courten V/729.

² R. cité.

³ 7/17 déc. 1756, de Courten VII/169. Défendu, sous la même peine, de fumer dans les granges et les écuries. — Cf. ce recès, 9/18 mai 1759 (VII/198) : M. H. S. ont manifesté qu'ils désireraient beaucoup que l'ordonnance émise il y a peu d'années, concernant le tabac, fût acceptée et observée en les dizains, étant que l'abus du dit, tant pour fumer que pour priser, devient trop dominant, particulièrement parmi la jeunesse, et que par là beaucoup d'argent sort inutilement du pays.

⁴ Grenat, pp. 399 ss.

⁵ Voir aussi Furrer, p. 296.

⁶ 1322, art. 30.

⁷ Art. 15.

⁸ Art. 24.

Savoie¹ ou Comte et Préfet du Valais,² de prendre le rang derrière la bannière de sa paroisse pour les expéditions militaires. Ou je songe à ces ordonnances plus récentes, qui défendent au patriote de vendre son harnais à l'étranger,³ au forgeron de transformer des armes pour les destiner à un labeur pacifique,⁴ au soldat de porter son matériel de guerre hors du pays, en cas de péril national.⁵ J'évoque aussi cet ordre souvent réitéré, suivant quoi chacun, pourvu qu'il eût 14 ans révolus, était tenu de se rendre à l'église ou au tribunal avec son épée « seytwehr » au côté.⁶

DROITS RÉGALIENS.

Sans insister sur certaines des prérogatives du souverain, comme ce monopole de la vente du vin que le comte avait annuellement pendant quinze jours ou un mois dans les villages savoyards,⁷ et qui, dans la cité épiscopale, appartenait jadis aux citoyens, aux clercs bénéficiers de l'œglise de Sion, et aux nobles,⁸ vouons une étude plus attentive à l'exercice des droits régaliens de chasse et de pêche.

Dans le plus profond recul des temps, c'est au seigneur, maître de la forêt et de la rivière, qu'était réservé le droit d'immer-

¹ Cf. les franchises des XIII^e et XIV^e s.

² P. ex. Loèche 1338, art. 5. Sion 1338, art. 33. (exception faite pour les clercs), Viège 1545, art. 10.

³ R. 26 janv. 1536, Heusler N^o 96. Amende, 3 livres. Chaque patriote peut s'opposer à la vente, ou saisir le harnais vendu.

⁴ 15 déc. 1546, Heusler N^o 97. Amende, 3 livres.

⁵ 23 janv. 1615, Amende, 12 livres (de Courten III/491).

⁶ 1/16 déc. 1615 (id. III/518). A cette époque l'ordre touche les hommes de 20 à 60 ans. Amende, 3 livres. — C'était la marque du « freier unbescholtener Mann » de porter des armes, et coutume générale des pays allemands. (Cf. Osenbrüggen, pp. 31 et 48). Pour l'obligation de paraître à la Landsgemeinde, (représentant « die waffentüchtige Mannschaft »), avec le « Seitengewehr », voir Heusler, *Verfassungsgeschichte*, p. 286. — Notons qu'en 1475, la *Reformacio curiae* interdit à tous, sauf aux familiers, de se rendre au tribunal avec des armes offensives, lance, épée, glaive, à l'exception d'une simple dague. Osenbrüggen, tout en mentionnant aussi (p. 48) qu'on pouvait parfois en interdire le port au tribunal pour éviter les conflits violents, fait remarquer que le « Seitengewehr », arme honorifique de l'homme libre, de réputation intacte, et disposant du droit de se défendre, que cette arme qu'il portait en se rendant au tribunal, au marché, à l'église, à une noce, n'était pas celle qu'on portait en guerre et différait absolument de l'équipement militaire.

⁷ Ainsi St-Maurice 20; Sembrancher II, 34; Saillon 4; Monthey 25.

⁸ Sion 1338, 16.

ger le hameçon et de lancer l'épieu. A Vionnaz, il se confirma, en 1293,¹ que la rupture du ban de chasse et de pêche devait être, sur plainte, frappée d'une amende de 3 sols et 12 deniers. Les franchises de Loèche, en 1338,² notaient jalousement que le droit aux nids d'éperviers et de faucons était le privilège de la communauté, et la pêche dans les eaux de Loèche, celui de la communauté et de l'évêque, s'il le désirait. A Sion, aux termes d'un accord entre l'évêque et les citoyens,³ concernant la pêche dans le Rhône et le droit de vanel, le poisson pris hebdomadairement le mardi et le jeudi appartenait à l'évêque, les autres jours à la ville.

La Diète ne s'occupa guère, plus tard,⁴ du droit de pêche, que pour poser le principe de la souveraineté locale, et pour interdire toute incursion dans le domaine hydrographique du dizain voisin.⁵ Chacun devait pêcher dans ses eaux, sous peine de 3 livres d'amende, et il était interdit d'établir des barrages dans le Rhône pour empêcher le poisson de remonter le courant. Cependant elle promulguera aussi, dès 1614,⁶ des règlements pour la protection du poisson. Certains praticiens nouveaux, dit-elle, jettent des boulettes ou préparations dans les eaux pour endormir ou empoisonner les poissons, et les prendre à la main sur les bords. On les perce aussi dans le courant avec certains instruments, sur le dos, et on les abîme ainsi, ce qui se fait au détriment de la pêche, et qui est interdit dans les eaux, étangs et lacs de l'Empire romain, même sous peine corporelle. En conséquence, il sera défendu à quiconque, par édit souverain, sous amende de 25 livres dévolue au juge du lieu, de jeter dans les eaux des boulettes ou coque du levant, d'en préparer, d'en vendre et de frapper le poisson au moyen d'instruments. Il demeu-

¹ Gremaud IV/1882.

² Art. 10 et 11.

³ 27 sept. 1421, Gremaud VII/2714.

⁴ R. 16 décembre 1528, Heusler N° 88.

⁵ Théoriquement, les confirmations de la Caroline assuraient à l'évêque l'exercice des droits de chasse et de pêche. En pratique, chacun était maître chez soi. Le 18 décembre 1635, Sion proclame p. ex. : L'exercice des droits régaliens de chasse et de pêche est interdit à quiconque dans la juridiction de Bramois, sans le consentement des citoyens de Sion, sous peine de 3 livres. (ABS, tir. 66 (22), N° 162). Pour les pays sujets, on les traite comme tels : La convention de 1550 entre les V dizains supérieurs permet à chacun de chasser le grand gibier sur le territoire des sujets, (sauf la marmotte), et d'y pêcher dans tous les cours d'eau, sans peine. (art. 5, Blätter für Wallisergeschichte IV, p. 341).

⁶ R. 3/4 novembre, de Courten III/471.

rera défendu aussi de le pêcher dans d'autres dizains sous peine de la même amende, et de la confiscation de barque, filet et poisson. La diète de décembre 1619¹ renouvela l'interdiction de la coque ou des autres artifices nuisibles, et celle des armes meurtrières, en décrétant que le coupable insolvable serait exposé, à défaut des 25 livres, à la peine du vol. Elle menaça de 25 livres encore celui qui s'en irait à la pêche hors de son dizain, si ce n'est à l'hameçon.

En 1795,² le droit de pêche dans le Bas-Valais est réservé à son Illustrissime Grandeur et à ses Lieutenants, dans les endroits où il leur appartient. Les Gouverneurs ont aussi leurs bassins gardés. Quant aux sujets, il leur est permis de pêcher à la ligne partout, hors les lieux particuliers anciennement réservés aux Gouverneurs. La pêche avec le trident et le coq-levant, elle, est prohibée sous peine de 25 livres.

La Diète, au contraire, eut fort à faire pour dresser, compléter et perfectionner son calendrier cynégétique. Les recès pourraient se compter par dizaines.³ Dès 1536,⁴ la chasse devait être fermée dans le pays, depuis le carnaval jusqu'à la St. Jacques d'été. Le braconnier était puni de l'amende de 3 livres, et de la confiscation du gibier abattu, au profit du juge du lieu.⁵ Pour la chasse au haut gibier, on fit en général deux catégories. Les bouquetins, mâle et femelle (« Steinböcke und Ybschen »),⁶ puis aussi les cerfs, ne pouvaient être tués en aucun temps. Déjà en 1564,⁷ il paraissait urgent de parer à la disparition de l'espèce: un mandat de Sa Grandeur faisait de la vallée de Bagnes et des montagnes voisines un district franc, enjoignait au gouverneur de St-Maurice d'y faire une garde vigilante, afin que ce noble gibier, cet « Edelwild » n'en fût pas chassé pour toujours, et administrait la grosse amende de 60 livres pour qui tirait un bouquetin; en 1604,⁸ l'amende fut portée jusqu'à 4 pfennig d'or pour cerf et bouquetin; en 1623⁹ on prévoyait

¹ de Courten III/693.

² Chap. LXXII.

³ Cf. entre autres, Heusler Nos 98/111.

⁴ 26 avril, Heusler N° 98.

⁵ 9/19 décembre 1556, *ibid.* 99.

⁶ « Der Steinböcken Weiblin nennt man in Wallis Ybschen », dit Seb. Münster dans sa *Cosmographie* (Heusler, note p. 58), et Schiner (p. 210), rappelle que le terme vient du latin *Ibex*, qui désigne une sorte de chamois.

⁷ 24 mai/4 juin, Heusler N° 101.

⁸ 13/22 juin, de Courten III/206.

⁹ 6/15 août, Heusler N° 108.

60 livres et l'obole d'or ; en 1634,¹ 100 livres, toujours avec l'*obolus aureus*.² La chasse à tout autre gibier de montagne, de poil ou de plume, n'était interdite que temporairement,³ depuis la fête de Notre-Dame en mars, d'ordinaire, jusque à la St. Jacques ou à la St. Laurent.⁴ La contravention était punie d'une amende moyenne, 25 livres le plus souvent.

Quant à la poursuite des bêtes sauvages ou malfaisantes, elle était permise à toute époque, et même encouragée : l'autorité accordait une prime, d'importance variable, contre présentation de la hure, du pied, ou de la dépouille.⁵

Le XVIII^e siècle, sauf qu'il abandonnera les mesures sévères jadis prises pour la protection des bouquetins et des cerfs, conservera les dispositions traditionnelles. La Revision de 1780⁶ soulève à nouveau la question de savoir s'il ne serait pas nécessaire de suspendre la chasse dans la saison où le gibier a coutume de multiplier et dans laquelle il se trouve de moindre valeur. Le souverain Etat, y est-il dit, a envisagé cette affaire comme très avantageuse, soit au public soit à ceux qui ont du plaisir et du goût pour la chasse, et a par conséquent défendu la haute chasse, en confirmation des ordonnances ci-devant émancées, depuis la fête de St. Mathias jusqu'à celle de St. Barthélémy, autant qu'il est possible, à peine de 25 livres. Sous le nom de grand gibier devaient être entendus les cerfs, chevreuils, chamois, bouquetins, gélinites, faisans, perdrix, arbrennes et marmottes. Les lièvres devaient être également compris dans cette défense. On interdisait enfin de creuser les marmottes dans d'autres temps que l'automne, sans jamais d'ailleurs pouvoir détruire les jeunes, et de faire aucun usage de poison ou de noix vomique.

Le code bas-valaisan⁷ permet à chacun de chasser et de pren-

¹ 4/20 juin, Heusler N° 109; de Courten IV/423.

² Vains efforts : la nomenclature du code de 1795 ne comprend plus le bouquetin, qui semble ne plus se rencontrer dans le pays.

³ Sauf de rares exceptions jugées nécessaires. En décembre 1606, (R. 16/23 déc., de Courten III/265), considérant que, malgré l'interdiction fréquente de la chasse au grand gibier, l'expérience apprend que, si elle n'est pas défendue pendant plusieurs années, ce gibier sera détruit, on défend la chasse au chamois, en haut et en bas de la Morge, sous amende de 3 livres : confiscation de l'arme et de l'animal; $\frac{1}{2}$ de l'amende ira au dénonciateur.

⁴ Pour la pratique locale, cf. Viège 1545, art. 12 : La chasse *in montibus* est prohibée de la St. Mathieu à la St. Jacques, sous peine de 3 livres.

⁵ Cf. Heusler, Nos 23/28.

⁶ Art. XII.

⁷ Chap. LXXI.

dre en toute saison les bêtes dommageables, comme les ours, les loups, les loups-cerviers et les oiseaux de proie. Celui qui tue le carnassier est tenu d'en présenter la tête et la patte de devant au Représentant des dizains, dont il recevra 30 baches pour un ours, et 15 pour un loup ou un loup-cervier. Toute autre chasse, sauf celle des petits oiseaux, des grives, merles, ou autres passereaux, est prohibée pendant toute l'année, à peine de 25 livres, sans un permis spécial. Les Représentants ne peuvent exiger plus de 10 baches par « billet de permission ». Il n'est, par contre, pas en leur pouvoir d'autoriser la haute chasse depuis la St. Mathias jusqu'à la St. Barthélémi, c'est-à-dire depuis le 24 février jusqu'au 24 d'août.¹

SANTÉ PUBLIQUE.

1. — Le danger le plus pressant était provoqué par la vente de denrées avariées. En des temps où les communications étaient lentes, les transports rudimentaires, le commerce local crouissant, je laisse à penser qu'il devait se débiter des cargaisons de marchandises en perdition, et qu'il était de première nécessité d'organiser une police des marchés. C'est ainsi que les statuts de Sion réglaient, en 1414 déjà,² que personne ne devait apporter en ville, pour les vendre, des poissons cacochymes, pourris ou infects, sous peine de les voir brûler ou noyer, et de subir un châtiment arbitraire à prononcer par le seigneur compétent. Le même traitement devait s'appliquer aux bouchers qui, au marché public ou dans le privé, vendaient des viandes corrompues.

Les statuts de 1514 et de 1571 s'avisèrent³ de la grande pitié de l'hygiène alimentaire, et menacèrent les marchands, et ceux que l'on nommait *picellerii*, de confiscation des denrées passées de fraîcheur, et, en 1571, d'expulsion hors du pays. Mais le bannissement ne dut pas tarder à tomber en désuétude, témoin cette décision de la Diète qui, en décembre 1633,⁴ considérant que les harengs vendus chaque année dans le pays absorbaient une grosse somme, quoique marchandise généralement de rebut, ce

¹ On avait également interdit, à l'occasion, l'exportation du gibier, sous peine de 6 livres et confiscation, et l'on avait établi un tarif des prix, afin que le gibier ne fût pas vendu si intolérablement cher ; p. ex. en mai 1524, en décembre 1636. (Heusler N° 36).

² Art. 41.

³ LRC 77, St. CLXII.

⁴ 4/19 décembre, de Courten IV/402.

au grand détriment de la population, défendit à quiconque, étranger ou indigène, d'en vendre jusqu'à nouvel ordre, sous confiscation de cette sale et chère denrée.

2. — Mais nos marchands avaient des alliés plus sérieux dans la personne des médecins. Les textes gémissent sans fin sur la hardiesse des « docteurs, chirurgiens, charlatans, dentistes, herniaires,¹ barbiers (Scherer) », ² le plus souvent étrangers, qui se mêlent de médecine (Doctorats) sans l'avoir étudiée et sans connaître la complexion du corps humain,³ qui s'imposent par de belles paroles, courent de maison en maison pour persuader le simple paysan de se confier à eux, garnissent leur gousset, souvent au prix de quelques vies humaines, et décampent.⁴ On fut long à contrôler leur activité, et à exiger d'eux régulièrement une patente. A la diète du 17 août 1601,⁵ Maître David de Metsch, établi depuis quelques années à Sion avec licence de l'autorité et des bourgeois,⁶ se plaignait qu'on laissât pratiquer le premier venu, sans lui réclamer de lettres de maîtrise,⁷ et jurait que, si l'on n'y mettait ordre, il allait être contraint de se pourvoir ailleurs.

La Haute Assemblée se rendit alors à défendre à toute personne, sous amende de 20 livres, d'opérer en Valais sans autorisation des juges et des autorités de dizain, qui devaient d'abord se faire exhiber un brevet de capacité. La règle est réaffirmée, et plus rigoureusement, en décembre 1615,⁸ alors qu'apparaît, avec la peste, une nuée de maîtres étrangers : ceux qui ne pourront se faire agréer en produisant leur certificat d'apprentissage et de maîtrise, ainsi que leurs pièces d'essai, devront être interdits absolument, et (vu les grands maux, vu les morts nombreuses qui résultent de leur inexpérience et de leur forfanterie), sous peine corporelle et perte de leur avoir désormais. Cette menace de la peine usuelle, on la retrouve écrite par la Diète, en mai 1633,⁹ contre tous les barbiers, étrangers et indigènes, ecclésiastiques et séculiers, qui pratiqueraient leur prétendue méde-

¹ 1/16 décembre 1615, de Courten III/520.

² 15/28 mai 1633, id. IV/392.

³ Cf. décembre 1615, R. cit., et 2/17 décembre 1646, de Courten IV/713.

⁴ de Courten III/53.

⁵ Il y avait exercé son art depuis son installation et avait eu le bonheur, prétendait-il, de guérir tous les gens qu'il avait traités.

⁶ Qu'il connût ou non l'opération de la pierre ou de la hernie, ajoute le texte, d'où résultait la mort d'une foule de personnes.

⁷ R. cité.

⁸ R. cité.

cine, et, en mai 1637,¹ contre Gaspard Wallo, demeurant à St. Léonard, qui, bien qu'il n'ait pas étudié cet art et sache à peine lire, ose prier (en dépit d'une première défense, et son grand âge étant invoqué comme garantie), qu'il lui soit accordé de pouvoir traiter les personnes qui, de tout lieu et en foule, s'adressent à lui. En décembre 1642,² les Hauts Seigneurs vont plus loin encore, et n'hésitent pas à décréter châtiment en leur corps et leur vie pour tous les opérateurs et soi-disant médecins étrangers, non admis.³ On s'est élevé enfin à concevoir l'exercice illégal de la médecine, non plus comme une contravention aux édits souverains (ainsi en 1601), mais comme une mise en danger de la vie des patients, dont on ne cesse de déplorer des morts fréquentes, et l'on détermine maintenant pour l'opérateur marron un degré de peine qui pourrait indiquer la sanction dont on frappe en ces temps l'homicide commis par imprudence ou par défaut de qualité. Cette sévérité paraît, d'ailleurs, avoir tût fléchi, car l'expression formelle n'en est pas renouvelée en diète de Noël 1646.⁴

Cette diète se contente de prohiber à tous étrangers de faire des cures ou des opérations, à moins qu'ils ne soient établis et domiciliés dans le pays, et reçus, patentés, par l'un ou l'autre dizain. Cette admission officielle, dans une part ou dans l'ensemble du territoire, devint l'usage auquel on se tint. Les exemples pourraient en être souvent relevés. En 1601,⁵ Maître David de Metsch, qui était déjà l'homme des Sédunois, fut choisi par la Haute Assemblée comme chirurgien opérateur pour la pierre et la hernie, en haut et en bas de la Morge de Conthey. En 1642,⁶ les députés du dizain de Brigue représentaient leur combourgeois, Antoine Perrig, comme un opérateur de hernies expérimenté, qui s'offrait à servir dans le pays les pauvres gratuitement, et ceux qui en avaient les moyens, pour un prix équitable. En 1646,⁷ Maître Hans Kutzweyler, spécialiste pour les yeux, la pierre et la hernie, faisait exposer qu'ayant été admis récemment patriote, il avait laissé de côté ses affaires

¹ 17/26 mai, de Courten IV/506.

² 1/14 décembre, *ibid.* p. 642.

³ Il est aussi interdit à chacun de se laisser opérer chez un de ces médecins irréguliers à l'insu du juge du lieu. Pour ceux qui sont admis, le juge de Dizain doit veiller à ce qu'ils se contentent de justes honoraires.

⁴ R. cité.

⁵ R. cité.

⁶ R. cité.

⁷ R. cité.

à l'étranger pour mieux servir sa nouvelle patrie par son art,¹ et les députés décidèrent de lui donner la préférence, chacun ayant d'ailleurs le droit de mander un autre praticien à ses frais. Les barrières légales mises au libre exercice de la profession pouvaient cependant aussi produire un effet de sélection et de protection passant toutes les espérances, et mettre le pays dans la plus fâcheuse indigence. Ce qui éclaire le sens d'un recès tel que celui d'octobre 1626 : Comme dans toute la patrie ne se trouve aucun vrai médecin ni chirurgien, et que beaucoup de gens meurent faute de soins, il a été jugé nécessaire, ainsi que cela se pratique dans tous les autres pays et républiques bien policés, de faire un traitement à un docteur en médecine, pour que celui-ci assiste les malades, riches ou pauvres, moyennant de convenables honoraires.²

Un nouvel Abscheid fut accepté en mai 1760,³ qui contient la doctrine officielle définitive. Prise en charge par la Revision et le code du Bas-Valais,⁴ elle devait heureusement aborder aux âges contemporains et vécut jusqu'à la chute du régime. Il fut souverainement défendu à tous médecins étrangers, chirurgiens, rhabilleurs, opérateurs, établis dans le pays ou de passage, de donner ou de vendre des remèdes, d'entreprendre des cures ou des opérations, avant d'avoir été examinés et approuvés par les médecins valaisans. Ceux-ci devaient munir le postulant d'une attestation signée, à produire au juge du lieu, et au vu de laquelle celui-ci pouvait, selon son bon vouloir, interdire ou tolérer la pratique de l'art médical. Les étrangers qui s'émancipaient d'agir contre cette défense, tombaient dans la commise de tous leurs avoirs, à défaut desquels ils étaient punis corporellement.

Pour la mise en péril causée par la vente des substances toxiques, nous avons vu comment la Diète y avait paré, en soumettant les marchands qui tenaient du poison à l'accomplissement régulier de formalités de contrôle.

¹ A cet effet, dit l'Abscheid, il s'était rendu et fait annoncer dans tous les dizains, mais s'y était heurté à la concurrence de chirurgiens herniaires étrangers. « Et vu qu'en d'autres lieux de la Confédération, où se trouvent des maîtres expérimentés, on ne permet pas aux étrangers d'exercer leur art, il prie pour que la même défense soit portée ici, s'offrant à servir chacun, toute fois que ce sera désiré, pour équitable rétribution, au vu de l'autorité locale ».

² 18/31 octobre 1626, de Courten IV/30 ; cf. Grenat p. 236. — Sa Grandeur s'est empressée de déclarer vouloir y contribuer généreusement.

³ 7/14 mai, de Courten VII/205 ; cf. Heusler N° 298.

⁴ Rev. XVIII ; BV, LXVI.

RAPPORTS AVEC L'ÉTRANGER.

Sans compter combien c'était faire preuve de sens politique, que d'éveiller, aux époques de formation, un chauvinisme national, il était naturel que la Diète prit des mesures de méfiance à l'égard de l'inconnu qui venait se fixer sur le sol valaisan. On connaît assez quel ramassis d'indésirables saignait le pays aux quatre veines, et la prudence était d'excellent calcul.¹ La ville de Sion avait, de longue date, interdit l'agrément sans contrôle des étrangers, et celui qui leur louait une maison sans licence du châtelain, des syndics et des citoyens, encourait le ban de 3 livres.² De même les statuts de 1571 interdisent de recevoir comme citoyens ou habitants, dans n'importe quelle localité, des étrangers ou des inconnus, s'ils n'ont exhibé des lettres irrécusables prouvant leur origine, leur état-civil et leur honnêteté, *ortus, legalitas, et probitas*.³

A la même époque,⁴ nous apprenons que S. G. Hildebrand de Riedmatten considérait comme son devoir de veiller à ce qu'il ne fût pas permis au premier étranger venu de se choisir pour épouse la pieuse fille d'un patriote, « eine fromme Landsmanns-tochter », à moins que leur union ne se fût déjà scellée par œuvre physique, ou que la jeune fille ne persistât dans son choix malgré l'opposition de ses proches, et d'empêcher qu'une honnête enfant ne fût honnie et trompée par un garnement sans honneur, « mit einem schnöden unredlichen Bub, der an seinen Ehren nicht aufrecht ». Cette manière de voir était celle du pays tout entier, en 1605,⁵ puis en 1607,⁶ lorsque la Diète interdit à l'étranger

¹ Partout d'ailleurs, et généralement, l'étranger n'avait pas le même traitement que l'indigène. Cf. Osenbrüggen p. 208.

² Cf. les articles du 18 août 1518, Comp. p. 19.

³ St. CLXIX.

⁴ 10/18 décembre, Heusler N° 181.

⁵ 4/12 décembre, de Courten III/252: Afin de prévenir que de jeunes aventuriers (verloffene Buben) étrangers, ou d'autres personnes habiles, ne viennent en ce pays, s'imposent par leur jactance, se glissent en d'honnêtes familles qu'ils trompent et compromettent, ainsi que d'autres braves gens qu'ils savent captiver par de belles paroles, on fait défense à tous les prêtres, sous disgrâce de Sa Grandeur et de la Haute Autorité religieuse et civile, et à peine de nullité de l'union, de marier qui que ce soit, sur gage (uff drostung), sans attestation de son curé ordinaire, publication des bans accoutumés, et exhibition d'un titre authentique d'émancipation et de jouissance des droits civils. A la même Diète, S. G. se plaignait aussi de cet abus fréquent au pays, par suite duquel la jeunesse et les gens simples se voyaient séduits et trompés (d'où non seulement des regrets pour la vie, et

de prendre en mariage aucune fille ou femme sans le consentement des siens, sous peine du carcan, et de l'annulation de leur union. Cependant deux ans¹ s'étaient à peine écoulés que, par crainte de représailles et à cause du caractère flétrissant de cette peine, on laissa le carcan pour lui substituer la confiscation du tiers de la fortune de la veuve ou de la fille, au profit de ses plus proches parents. C'est ce procédé, la confiscation, qui s'applique encore en 1780,² car on a vu plusieurs exemples que des étrangers, par leurs ruses et adresses, se sont introduits et mariés contre le gré et au grand chagrin de quelque bonne famille et parenté, et il convient d'obvier à un abus si nuisible.

Entre les deux recès de 1607 et de 1609, on reforge une garantie de sécurité connexe : On sait les plaintes journalières au sujet des étrangers, lombards, valdotains ou savoisiens, dont le pays est obéré, qui usent, à l'égard de nos gens, de moyens trop prestes dans les achats et dans les ventes de leur pacotille, comme aussi en affaires de mariages, et qui, s'insinuant dans tous les endroits et dans les maisons, y font parfois des choses déshonnêtes, en sorte qu'ils causent à la justice et à l'autorité beaucoup de tracasseries et de frais, et que les méfaits de quelques-uns d'entre eux créent un état pitoyable. La Diète, en conséquence, arrête à nouveau que nulle Commune ne doit admettre ni laisser s'établir des étrangers, qu'ils ne montrent leurs certificats d'origine, sous peine de supporter le dommage qui s'ensuivrait. Tous ceux aussi qui sont nés d'ancienne origine étrangère devront, dans le terme d'une année, produire leurs lettres de condition libre et de nationalité, à défaut de quoi le retrait à perpétuité sera permis envers eux. Ou, s'ils préfèrent, ils pourront retourner dans leur lieu d'origine.³

La politique des étrangers comprenait encore une foule de mesures concomitantes, dont la trace n'est pas effacée en 1795 :⁴ Il y demeure encore défendu, sous peine de 100 ducats d'amende, de vendre des biens-fonds à un étranger non naturalisé ou domicilié dans le pays, de lui en inféoder sous un cens perpétuel, de lui en hypothéquer, de même aussi de

la perte d'eux-mêmes, mais du chagrin pour leurs parents), en ce sens que par gage et promesse usités, mais abusifs, des garçons qui n'avaient pas 16 ans épousaient des filles qui n'en avaient pas 14.

⁰ 9/19 décembre, Heusler N° 226.

¹ 14/23 décembre 1609, *ibid.*

² Rev. XIV.

³ 14/23 décembre 1608, de Courten III/317.

⁴ BV, LXVIII.

contracter des dettes passives envers lui. Cette dernière défense pouvait s'illustrer d'un précédent très ancien : au XVI^e siècle déjà, il était interdit sous peine d'amende d'emprunter de l'argent du dehors, à intérêt, sous cautionnement et gage,¹ et celui qui s'était prêté pour garant, aucun juge ne devait lui faire droit pour le principal, en notre pays.²

RAPPORTS DANS LA CITÉ.

En plaine aussi bien qu'en montagne s'imposait l'observation des devoirs de solidarité civique, telle l'assistance dans le danger d'incendie ou d'inondation. C'est ainsi qu'à Zermatt,³ celui qui entendait le tocsin (« sturm lytten ») devait accourir, sous menace d'une amende de 2 couronnes. A Sion,⁴ lorsque la Sionne débordait et qu'on sonnait le « crifor », chacun, qu'il fût citoyen ou non, devait s'empresse au secours, sous peine de déchéance de la bourgeoisie, ou d'une amende de 20 sols pour le simple habitant. Encore l'ordonnance de la commune au sujet du Crifour, du 10 mars 1439,⁵ aggravait-elle ces sanctions : Celui qui n'accourait pas en cas de nécessité, sans faire aucun tort aux biens ni aux personnes, devait être sans autre privé de son privilège de bourgeoisie et expulsé à jamais de la cité comme parjure, et, s'il n'était pas citoyen, devait être arrêté et puni comme malfaiteur, selon la qualité de son délit.

Il existe dans les rapports communaux d'autres obligations, moins importantes, de salubrité publique le plus souvent. Les ouvriers préposés au service de la Sionne peuvent imposer des peines jusqu'à 12 deniers à qui jette dans l'eau des pierres, du fumier ou des détritux, contrarie d'autre façon le cours de la rivière, ou qui désobéit aux gardes lui ordonnant d'en retirer les grosses pierres.⁶ Il est interdit aussi, sauf pénurie d'eau, et sous peine de 3 sols maurisois, de laver des haillons, des tripes ou des légumes *pannos*, *omasa*, *ortalicia*, dans la Sionne, à l'endroit où les animaux ont coutume de venir se désaltérer, et les gens de puiser l'eau pour faire cuire leurs aliments.⁷ Aux bains

¹ Sion, décembre 1540, de Courten I/552.

² 14/19 déc. 1541, *ibid.* 578.

³ Bauernzunft 1571, art. 24.

⁴ Sion 1414, art. 8.

⁵ Gremaud VIII/2906.

⁶ Sion 1414, art. 5.

⁷ *Ibid.* art. 13.

de Loèche,¹ les règlements défendent d'introduire, par méchanceté, de l'eau bouillante dans la piscine, d'y lancer des chats, des chiens, ou d'autres animaux, d'y laver les chemises de bain. Ils proscrirent l'entrée du bain commun à tous les pauvres vagabonds miteux, pelés, infects, couverts d'ulcères,² qui pourraient communiquer des maladies aux honorables baigneurs. Les fonctionnaires y exercent un contrôle, punissent les contrevenants, et, s'ils s'obstinent, les font conduire au château de Loèche, pour y recevoir leur châtiment.

Descendant dans la rue, on y veillait à la sécurité et à la tranquillité, de jour et de nuit. A Sion, les cochers traversant la ville n'avaient pas le droit de se tenir sur leur char ou sur leur cheval, mais devaient conduire leur bête par la bride.³ Le vidomme pouvait punir, d'autre part, ceux qui circulaient en ville sans lumière ou en vociférant, après le coup ordinaire de la cloche, et les taverniers qui laissaient taverne ouverte pendant la nuit ou vendaient du vin après le couvre-feu.⁴

Dans la même tradition, la police locale peut infliger, dans le Bas-Valais du XVIII^e siècle, 24 heures de prison aux coureurs et tapageurs nocturnes, étant bien entendu que si ces noctambules causent un dommage ils sont tenus de le bonifier, et d'être repris comme perturbateurs du repos public, selon leur mérite.⁵

ÉCONOMIE RURALE.

Les défenses édictées dans l'intérêt de l'agriculture sont diverses comme le visage changeant de la campagne lui-même ; on comprend dans les mesures de protection l'arbre, la route, le champ, le verger, le bétail. Il est interdit, selon les nécessités de l'heure, de convertir les champs en vignes,⁶ d'opérer des déboisements dont l'état de la grand route aurait à pâtir, et d'établir

¹ Art. 10, 11, 12, 13.

² Le texte dit : « Allen Veltsiechen und Blattrigen, auch faul Schenkel und andre Gebresten ».

³ 1414, art. 36.

⁴ Gremaud Intr. V, art. 8 et 9 des attributions, Reconnaissance de 1476. On punissait, dans les territoires allemands, le « Nachtschach » ou attaque nocturne comme un délit grave, mais je n'en ai pas trouvé trace en Valais. Cf. Osenbrüggen pp. 366/371. Cet auteur dit d'ailleurs que, vu la difficulté de le différencier des autres délits de violence, il ne s'avéra pas viable en pratique (p. 371).

⁵ BV, LXXVI.

⁶ 7 déc. 1631, de Courten IV/357.

des conduites d'eau de telle sorte que l'irrigation des propriétés en bordure lui soit nuisible,¹ de vendre hors de la patrie des bois, des foin et des fumiers,² d'importer des vins étrangers,³ d'exporter l'amadou ou agaric de mélèze,⁴ de récolter la résine enfin,⁵ pour les raisons qu'en avait données la Diète en 1577 déjà,⁶ et qu'elle avait reprises en 1627 :⁷ On y représentait que, pour modique paiement, on laissait saigner en ce pays le noble bois de mélèze par les étrangers à l'affût de tout profit, et qu'il était impossible qu'un bois ainsi foré, épuisé dans sa substance et sa vie fût aussi corsé et durable que celui qui n'était pas saigné, comparaison le corps humain exténué par la saignée. La peine des différentes contraventions énumérées était l'amende, en général de 25 livres, et la confiscation de la marchandise objet de la défense.

On peut rattacher à la même souche toutes les mesures de police champêtre, comme l'interdiction de renverser les clôtures et les haies pendant l'hiver,⁸ et surtout comme celle de marauder, de voler des fruits et des petits bois. Ces contraventions sont parmi les plus anciennes.⁹ En 1269,¹⁰ Sion punissait de

¹ 7/16 déc. 1672, de Courten V/299.

² BV, additions II/III. Aussi 5/15 mai 1739, de Courten VI/651.

³ BV, LXIX.

⁴ 17/22 juin 1639, de Courten IV/563.

⁵ Très fréquent. P. ex. 22 juin/13 juillet 1631, ib. 347 ; 3/20 déc. 1634. p. 437 ; 3/19 juin 1635, p. 452 ; 23 mai/7 juin 1638, p. 538 ; 9/12 juin 1640, p. 587, etc.

⁶ 15/23 mai. Heusler N° 191 : « denn ein Lärch, daraus die Lertschinen gezogen, welche des Boums, glych das Geblüt des Menschen, Narung und Uffenthalt ist, villicht und mee dan umb das halb minder lang bestan thut ». La Diète, à cette époque, reconnaît que communes et particuliers sont libres d'exploiter leurs forêts de mélèzes, mais qu'ils doivent être sérieusement mis en garde. Si des « Lärchenbohrer » étrangers achètent une forêt pour la saigner, chaque patriote peut exercer le droit de retrait, moyennant remboursement du prix d'achat. — Plus tard, on afferma souvent l'exploitation de la résine, soit par des traités avec des particuliers, soit aux dizains tour à tour. Voir de Courten *passim*, surtout Vol. V et VI. En diète de mai 1643, ce fut à Gaspard Stockalper, en même temps que l'amadou. Ibid. IV/661.

⁷ 6/24 déc., de Courten IV/182.

⁸ Sion 1414, art. 17.

⁹ Ce n'est pas seulement le peu de valeur du vol qui fait considérer le maraudage comme une infraction de qualité inférieure. Les raisons juridiques en sont plus profondes. L'origine de la distinction des contraventions de cette espèce peut se rechercher dans le principe des droits allemands, suivant quoi le vol n'existe que si l'objet en est arraché de la possession d'autrui. Or le fourrage dans son union naturelle au sol, les céréales et les produits de la terre qui ne sont pas coupés ou cueillis, le fruit sur l'arbre,

3 sols $\frac{1}{2}$ celui qui avait été surpris à s'approprier le bien d'autrui dans les champs et les prés, les jardins, les vignes et les tail-lis. Dès cette date, la cité possédait son corps de gardes ruraux, dont les attributions et la rémunération étaient dûment codifiées,¹ et auxquels les *rapillatores in vineis* ou *in pratis* devaient un ban de 6 deniers.² Ces contraventions restèrent aussi comme les contraventions-types, dont la conception tombait le plus facilement sous le sens. Ce sont même elles, probablement, qui amenèrent la démarcation quantitative entre les infractions de même espèce, et qui furent la matrice de la division bipartite entre délit et contravention. Le code de 1795,³ ne précise-t-il pas que le droit de police à l'égard du maraudage doit être exercé par la police des lieux respectifs, avec cette clause expresse, qu'il faut que la valeur du vol ne dépasse pas celle de 3 livres, que l'amende soit tirée en argent, qu'elle n'excède pas 3 livres, et qu'elle ne pourra jamais être corporelle ? Nous avons là, pour la première fois, toutes les caractéristiques de la contravention : resserrement strict de la compétence, de l'acte délictuel, et de la peine.

Mentionnons enfin, pour être à peu près complet, les dispositions usitées pour éviter les accidents en cas d'exploitation des bois de haute futaie (obligation de poster un garde où le dévaloir aboutit au chemin public, afin de prévenir ouvriers et passants, sous peine de 25 livres d'amende, et de la charge des frais et dommages au lésé),⁴ et celles auxquelles on a recours pour combattre le danger d'épizootie :⁵ Aussitôt qu'un particulier

ne sont point encore en possession du propriétaire ; aussi quiconque s'y attaque d'une façon illicite commet un « frevel », et non un « diebstahl ». Aussi longtemps qu'ils n'étaient pas séparés du sol ou de l'arbre enraciné au sol, ces objets n'étaient d'ailleurs pas considérés comme meubles, et deux des éléments du vol étaient donc ici en défaut. (Cf. Osenbrüggen p. 299 ; Blumer, II/2, p. 21).

¹⁰ Art. 12.

¹ Art. 18 et 23. Voir aussi 1414, art. 14 ss.

² En 1507, 24 heures de pilori sur le Grand-Pont pour les maraudeurs, en 1518, pilori jusqu'à libération prononcée par le Conseil. (Comp. pp. 10 et 20). — On semble n'avoir guère fait chez nous l'antique exception, prévue par le Saxenspiegel et le Schwabenspiegel, en vertu de laquelle le maraudage n'était puni qu'à partir d'une certaine valeur, et non si le passant ne prenait de fruit que pour étancher sa soif, et sans en emporter, sinon ce qu'il pouvait tenir dans sa main, contre sa poitrine. (Voir le détail de cette mesure dans Osenbrüggen pp. 350/351. On y lit aussi (p. 352) la permission de prendre et de charger du bois de jour).

³ BV, XXXV/VII.

⁴ BV, LI/V.

⁵ Rev. XLVII ; BV, LXXVII.

perd une pièce de son bétail, il est tenu d'en faire la déclaration au juge du lieu,¹ sous peine de 25 livres d'amende. Le juge com-met deux experts pour visiter la bête, et, s'ils reconnaissent qu'elle est morte d'une maladie contagieuse, le propriétaire doit séparer aussitôt le reste de son bétail de même espèce, sans le faire pâturer et boire avec celui d'autrui, sous peine de 12 livres. Pour les communes qui ont des parcours ou pâturages com-muns, elles auront soin, pour empêcher la contagion, d'assigner au bétail sain un district séparé.

RESTRICTIONS D'ORDRE COMMERCIAL.

C'est ici la matière la plus fouillée, la plus malaxée, la plus séculairement accumulée sur le carreau par nos autorités légis-latives. Il faudrait brocher des volumes pour copier un peu fi-dèlement les innombrables textes mis au jour depuis l'année 1500. Pendant des décades, la Diète joua comme un grand régu-lateur économique, déployant en cette fonction une activité qui, à distance, peut nous paraître démesurée, mais qui se comprend et se défend fort bien historiquement. Elle était préoccupée, en-tre toutes, par les questions vitales du ravitaillement, des achats, de la consommation ; pour elle était d'importance capitale le problème de la circulation et de la distribution monétaires.

Les dispositions qui nous sont parvenues touchent, dans l'am-pleur de ce cadre, aux objets les plus divers. Nous émonderons cette végétation verbale poussée trop dru, pour que la lumière y joue, et qu'y mûrisse le fruit. Nous avons étudié déjà, à leur place, les délits d'accaparement et d'exportation des denrées.

1. *Colportage*. Il advenait journellement que des marchands étrangers, porteurs de caisse, de fourche ou de pierre, qui n'exerçaient pas leur négoce sur les marchés publics, s'en al-laient en revanche par plaines, monts et vaux, de maison en maison trafiquer de leur inutile marchandise, volant et trom-pant les bonnes gens, les femmes, les enfants, les domestiques, et ratissant l'argent, qu'ils emportaient hors du pays.²

Dès le début du XVI^e siècle,³ la Diète leur avait signifié l'in-

¹ Le juge devait, sous la même peine, en faire un fidèle rapport au Re-présentant des dizains, qui en faisait incontinent part à S. E. le Grand Baillif.

² 21 déc. 1537, de Courten I/473. Voir aussi, entre cent autres Abscheids, 12/17 déc. 1548, ib. 729, 15/25 mai 1647, id. IV/726.

³ 19/20 déc. 1511, Imesch N^o 67.

terdiction d'offrir leur marchandise de porte en porte, et l'obligation de ne la vendre que dans les villes et villages principaux des dizains, sur la place publique. Le trait fut mainte fois relevé. En 1552¹ cependant, les députés doivent se rendre à l'évidence qu'on n'obtempère pas à leurs ordres ; l'année suivante,² ils avouent même qu'ils ont été chaque fois repoussés par les Communes. La décision cependant, vissée en quelque sorte, d'année en année, plus avant dans la résistance coutumière, devait finir par forcer son inertie et se fixer dans tous les codes officiels ultérieurs. Nous la retrouvons dans les statuts de 1571, dans la revision de 1780, et dans le code pénal de 1795.³

La peine administrée aux marchands qui contrevenaient à la défense souveraine, était d'abord l'amende de 3 livres, à laquelle on ajouta logiquement la confiscation de la marchandise, au profit du juge local.⁴ Il était naturel aussi qu'on en vint à obliger l'habitant à les dénoncer.⁵ Le chiffre de l'amende primitive ne se pétrifia point ; une décision de 1602,⁶ le portait à 25 livres, une autre, confirmant en 1756⁷ le « cher Landrecht », à 10 livres. La Revision, adhérant aux ordonnances antérieures contre les « mercerots passants et quincaillers étrangers », admit l'amende de 25 livres avec la commission des marchandises. Le code bas-valaisan n'avait qu'à ramasser la balle, ce qu'il fit.

2. *Qualité des marchandises, et garanties.* Déjà les premiers parmi les premiers statuts municipaux valaisans déroulaient toute une série de mesures de police tendant à assurer l'honnêteté du trafic, et la ville de Sion par exemple, en 1269,⁸ créait des devoirs corporatifs auxquels devaient se soumettre les bouchers, les tanneurs, les meuniers, les boulangers, les chaudronniers et les taverniers. Il va sans dire que de telles pratiques de prudence demeurèrent, se répandirent, constituant pendant des siècles comme un héritage consuetudinaire que transmettait d'âge en âge une tacite clause de substitution. C'est ce patrimoine diffus que les statuts de Supersaxo, puis ceux de Schiner, inventorièrent, et auquel ils firent participer tout le pays, en consacrant⁹ l'obligation professionnelle des *picellerii* et des

¹ 14/22 déc., de Courten II/151.

² 13/21 déc., ib. 170.

³ St. CLXII 2 ; Rev. XIX ; BV, XXX/I.

⁴ Déc. 1537, déc. 1552.

⁵ Mai 1647.

⁶ 8/17 déc., de Courten III/100. — Idem V/249.

⁷ Heusler N° 66.

⁸ Voir art. 4-16.

⁹ SS 103. LRC 77.

boulangers, de ne mettre en vente qu'une marchandise irréprochable, et pour un juste prix.¹ Les statuts de 1571 les imitèrent et les suivirent, posant en principe que « les marchands ou merciers qui, en ce pays de Valley, vendent marchandise comme espicerie, confitures, senteurs ou aultres telles choses, ilz doivent vendre chose bonne, et de bonne senteur, et de bon poid, pour honeste et convenable prix, soub peine de perdre la marchandise. S'ilz font défaut au poid ou en la mesure, ilz encourront le ban de trois livres par chasque fois. Et si les marchandises ne se trouvent bonnes et qu'elles soient corrompues, elles seront commises au juge, et tels marchands seront mis hors du pays ».²

La loi fixée, la Diète put se contenter, ici et là, d'une rapide mise au point jugée utile. C'est ainsi que, le Valais ayant admis dès longtemps l'opportunité d'échanges commerciaux presque exclusifs avec la France et le Milanais, la Diète dut, à l'occasion, rappeler quelle était sa volonté. Elle se plaignit, dans l'hiver de 1633,³ que certains marchands du pays se rendaient à Genève, y faisaient leurs achats à crédit, et recevaient, de cette manière et pour un prix fort élevé, de mauvaises marchandises, draps, épices ou autres, qu'ils apportaient chez nous au détriment de la population. Il se produisait, au surplus, que les négociants de Genève venaient dans le pays chercher leur dû, et que les intermédiaires alors molestaient leur clientèle, pour en obtenir la rentrée de leur créance. Elle défendit, en conséquence, à tous marchands, étrangers et nationaux, demeurant dans le pays, d'acheter des marchandises à Genève ni d'en recevoir, leur laissant le soin de s'arranger de manière à pouvoir se procurer, argent comptant, de bonnes et fraîches marchandises à Lyon, Besançon ou ailleurs. De longues années plus tard, le Valais reprit les relations rompues : le 1^{er} avril 1688,⁴ les députés, pre-

¹ SS précise : *ad iustum conveniens et aequum precium secundum annatam et cursum temporis et existimacionem communem valoris rei vendendae ad arbitrium boni viri, bonum scilicet pro bono et invalidum pro invalido, dolo et fraude semotis.*

² Art. CLXII, 1. — Les dizains avaient des lois particulières équivalentes, p. ex. Viège 1545, art. 8. Le 21 sept. 1540, aux Bains de Brigue, les 4 dizains de Conches, Brigue, Viège et Rarogne avaient établi, sous bon plaisir des communes, une ordonnance en vertu de laquelle les aubergistes devaient faire serment à Dieu et aux saints de ne pas mélanger ni altérer le vin, mais de le livrer, vieux ou nouveau, comme tel et au tarif en vigueur, de Courten I/544. — (C'était pratique commune, p. ex. à Ulm, Augsburg, Fribourg i. U., Bâle. — Cf. Osenbrüggen, p. 334).

³ 4/19 déc., de Courten IV/405.

⁴ de Courten V/541.

nant acte que la ville de Genève avait répondu par lettre civile à leur proposition et qu'elle se prêtait à bonne entente au sujet du négoce, chargèrent le Grand Bailli de traiter avec l'auditeur Franconis.

Cueillons enfin, en corymbe, une éclosion d'ordonnances concernant les bijoutiers et les orfèvres, les chaudronniers et les potiers, portées, à des dates diverses, pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle, et dont les planches représentatives se retrouvent parmi les protocoles de la Diète,¹ entre les feuillets de la Revision,² dans les pages du code bas-valaisan.³ La peine des contraventions de cet ordre était de 25 livres et de la confiscation des objets offerts en vente, avec la menace d'être chassé de la Patrie en cas de récidive. Ainsi, le potier d'étain est tenu de ne vendre que de l'étain qui souffre l'épreuve, il ne doit pas vendre de l'étain commun pour du fin, ni le marquer avec la lettre F qui désigne l'étain fin. Le chaudronnier déclarera consciencieusement le poids de fer qui se trouve dans le vase ou attaché au vase de cuivre, comme l'anse, les cercles et les pieds. L'orfèvre sera tenu de titrer l'argenterie, et de ne pas l'exposer en vente sans l'avoir fait visiter d'abord par le juge de l'endroit. Il faut savoir qu'une souveraine session avait estimé expédient de prendre cette décision, sur la considération que certains bijoutiers introduisaient et vendaient souvent dans le pays de l'argenterie de petit aloi, qui ne soutenait par l'épreuve du titre 13, et emportaient de vieille vaisselle d'argent de bonne qualité, en sorte que nos gens étaient fréquemment dupés.⁴

Notons encore qu'il était souverainement défendu à tous marchands de confier ou de vendre quoi que ce fût à crédit à des pupilles, sous peine de 25 livres et perte de leur prétention.⁵

3. *Limitation des prix.* Nous venons de lire, dans les statuts de 1571, que les marchands étaient tenus de « vendre chose bonne et de bonne senteur et de bon poids pour honnête et convenable prix ». Cette préoccupation d'empêcher l'élévation du coût de la vie reparait fréquemment dans les travaux de la Diète, et détermine son intervention dans tous les domaines professionnels. Il paraît indispensable de menacer d'enquête et de punition⁶ les voituriers qui ne se contentent pas du salaire fixé

¹ 5/14 mai 1756, de Courten VII/160.

² Art. XL, XLV.

³ Chap. XXXI, XXXII, XXXIII.

⁴ Rev. XL.

⁵ Rev. X, *in fine*.

⁶ 6/23 déc. 1637, de Courten IV, p. 515.

par la haute autorité, mais augmentent leur tarif à l'égard de l'étranger et de l'indigène, les hôteliers qui surfont impudemment la note des repas et de tout ce qu'ils servent, quand les vivres sont à un prix modique, le vin surtout, qui fait le principal de ces consommations ; il faut même aller jusqu'à promettre une peine en corps et biens aux artisans et aux ouvriers qui ne se tiendraient pas satisfaits d'un salaire équitable !¹ C'est pourtant aux marchands et négociants que la Diète doit s'en prendre surtout, c'est eux qu'elle ne peut se garder de nommer couramment « Juifs baptisés » ;² elle se scandalise que ces mercantis se moquent des recès qui les rappellent à la mesure et livrent au public leur marchandise à des prix exagérés des $\frac{2}{3}$ et même davantage ;³ elle doit enfin se rendre à la nécessité de charger bannerets, juges de dizains, gouverneurs et fonctionnaires de veiller à l'application de la loi, et d'exiger des négociants un certificat authentique, signé par notaire, portant le prix payé à leurs fournisseurs pour tout ce qu'ils introduisent et se proposent de mettre en vente.⁴ En mai 1638, les députés précisent que les juges de dizain, dès que leur enquête (« Examen ») relève quelque excès (« excedieren »), doivent faire inventorier la marchandise, fermer et sceller la boutique du commerçant pris en contravention, et transmettre inventaire et procès-verbal à l'autorité suprême, qui veut prendre en ses propres mains le châtiment de ces Juifs baptisés.

L'importance donnée à cette matière se lit à cet ordre. Elle paraît aussi dans les tarifs que publia la Diète pour comprimer la cherté des marchandises.⁵ Elle se mesure encore mieux si l'on compte que les statuts de Sion interdisaient aux marchands en 1269 déjà, sous peine de 60 sols, de s'entendre, de se syndiquer comme on dirait aujourd'hui, pour pousser à la hausse des prix, *ut carius vendant*.⁶

¹ 7/21 déc. 1636, de Courten IV, p. 491.

² Décembre 1637, mai 1638.

³ En décembre 1637, on vise surtout ceux qui achètent leur mauvaise marchandise à terme et cher, et la revendent beaucoup plus cher encore, s'enrichissant, en peu de temps, chez nous, au détriment des nationaux, *ibid.* p. 514.

⁴ Décembre 1637, de Courten IV/514 ; 23 mai/7 juin 1638, *ibid.* p. 538 ; 15/25 mai 1647, *ibid.* p. 726.

⁵ P. ex. mai 1524, décembre 1636. Cf. p. 485, note 1. Aussi p. 500, note 3.

⁶ *Et quod aliqui de mercatoribus non associant se de precio venditionis dicendo : tu non dabis pro tali precio et ego similiter non dabo, ut carius vendant. Et hanc poenam (LX sol) ambo facientes scienter contractum se noverint incursos.* (Gremaud II, pp. 140/141).

4. *Police des marchés*. On imagine sans peine quelles purent être les barrières opposées, dès les origines de la vie communale, à la liberté et aux convoitises de chacun dans l'intérêt de tous. Comme il était rationnel d'obliger les campagnards des environs de la ville à alimenter le marché,¹ il convenait d'interdire, suivant les temps et les lieux, de vendre ou d'acheter avant que l'ouverture du marché fût publiée,² d'y offrir des marchandises au-dessus du prix tarifé,³ ou des marchandises avariées,⁴ de conduire, ces jours-là, des chars d'épine ou de fumier dans la rue,⁵ mais surtout d'accaparer les stocks pour spéculer sur la vente. Les statuts de 1475 et de 1514 posèrent la règle générale,⁶ ceux de 1571 la reprirent pour compte.⁷ « Les jours qui seront de foire publique et marché de semaine et ordinaire de quelque lieu que ce soit, personne ne viendra à l'avantage et non devant l'heure de vesprée⁸ pour acheter et pour

¹ Sous peine de 25 livres, d'après une ordonnance de Hildebrand de Riedmatten, en 1588, obligeant les gens de Saillon, Leytron et Riddes à apporter en ville seigle, blé, orge, avoine et toutes céréales (citée par Evéquoz, p. 130). — Toutes les mesures du « Marktzwang » s'expliquent aisément, dans un temps où l'on acquérait encore pour vivre, non pour réaliser un gain, où l'on achetait pour consommer, non pour revendre. Cf. Fehr, p. 151.

² Cf. Sembrancher 1239, art. 16.

³ Sion 1269, art. 24 : un poulet ne peut se vendre plus de 4 deniers, un chapon plus de 6.

⁴ Sion 1414, art. 41.

⁵ Ibid. art. 35.

⁶ SS 104, LRC 77, 2.

⁷ St. CLXIII. — Voir aussi Viège, art. 4. Viège avait d'ailleurs, pour ses grands marchés, un règlement très strict : Afin que les jours de marchés, à l'Épiphanie, à la St. Laurent et à la St. Martin, chaque marchand puisse acheter, vendre et faire son négoce plus librement, mieux, plus sûrement et plus paisiblement, le châtelain doit, selon l'ancien usage, par publications faites à l'église, au temps des offices divins et en présence de la foule, défendre, sous peine de 25 livres maur. à lui payer par les *contrafacientes*, que personne, du dizain ou d'ailleurs, ne commence de rixe, de dispute ou, comme ils disent, de débats, tant que durent ces marchés (art. 3. C'est le « Marktfrieden »). — Si un marchand exposait sa marchandise le dimanche, avant la fin de la messe et les publications des officiers (sauf si les trois grands marchés tombaient sur un dimanche), il devait sans rémission 3 livres au juge (art. 9).

⁸ Un des textes de 1514 dit : complies. Il note d'ailleurs l'exception à la règle pour l'achat des chevaux. — A Sion, le marché du bétail était réservé aux indigènes jusqu'à 3 heures après-midi, et c'était alors seulement que les étrangers pouvaient commencer leurs achats, (d'après l'« Ordentliche Aufrufung des Marktes in den Marktmätten » de ABS, citée par Evéquoz, p. 130).

faire provision, oultre son propre besoing, de vivres et aultres choses, pour revendre au dommage et préjudice de ceux qui viennent au marché, soule peine de perdre telle chose ainsy achetée ». ¹ Quelques années plus tard, ² on élargit la portée de la défense, on n'en restreint plus l'application aux marchés hebdomadaires, mais « on doit aussy tenir pour défendu à tous de n'acheter aucune marchandise des marchands estrangers pour les revendre, tant soit drap de lorraine, de soye, espiceries, viande de caresme ou aultres marchandises, *tam sint panni Lotaringii, serici, speciales escae, aromata, quadragesimales cibi aut quaevis alia merces* ». Cette défense de la spéculation fut très souvent renouvelée par la Diète. ³ Le code pour les communes du Bas-Valais consacra une dernière fois l'interdiction d'acheter avant l'heure fixée par les publications, et, pour les gens du pays, d'acheter les articles de première nécessité sur les marchés, pour les écouler ensuite sur la même place. Chaque bourg devait cependant continuer à bénéficier de ses usages et coutumes. ⁴

¹ En 1475 on avait précisé : *quas fiscus vel index loci ad manus suas ponere potest et suis usibus implicare*.

² Add. XVIII.

³ Voir, p. ex., 23 mai/ 7 juin 1638 (de Courten IV/538) : tout préachat est de nouveau réitérément défendu, sous peine portée en précédents recès et confiscation de la marchandise. Les marchands du pays ne devront en acheter des négociants étrangers qui en apportent ici, mais la leur laisser vendre eux-mêmes.

⁴ BV, XXX/III et IV.



Nuch Wallis ist verwandt mit Bündnuß den Eidgenossen/
 Ein fruchtbar herzlich Thal, mit Bergen wol ver schlossen:
 Der Bischoff in dem Land Patron ist und Regent/
 Der Fürnemst der Ihm folgt Landhaubtmann wird genent:
 So dann sind Oberste in ihren sieben Zehnden/
 Die mit den Rächten und den Rächtern diser enden
 Sind Oberkeit des Volcks, alsß dessen Wahl und Kern/
 Ihr^b Fahn ist Roth und Weiß, im selben mancher Stern.

^a Dierste: Sie werden auch Pleper und Castellanen geheißen.

^b Der theil gegen dem vorgehenden Panzer ist Roth; der gegen dem folgenden ist Weiß:
 Im Rothem sind die Sternen Weiß, im Weissen sind sie Roth.

Banneret Valaisan.

D'après une gravure de Conrad Schnitt.

(1^{re} moitié du XVI^e siècle.)

APPENDICE

Des divers Délits et de leurs Peines d'après nos Sources.

Adultère.

- 1239, Sembrancher 30: 60 sols.
1271, Saillon 13: id., à défaut de moyens, peine infamante.
1293, Vionnaz : peine criminelle à infliger par le châtelain.
1322, Sembrancher 39: 60 sols; à défaut de moyens, fustigation et peine infamante.
1338, Sion 8: peine ecclésiastique, sauf scandale public.
1496, LSSZ 4: peine ecclésiastique : 3 livres.
1532, CCC 120: peine criminelle.
1571, St. 167: excuse du mari pour meurtre en flagrant délit.
1610, R. décembre : impunité pour la femme, peine pécuniaire pour l'homme.
1619, R. décembre : 1^{re} fois, 25 livres et frais; 2. bannissement pour an et jour; 3. glaive, sans confiscation.
1734, Mil. 120: homme marié : peine capitale, avec femme mariée : claustrée; si elle est de condition abjecte, fustigation.
homme libre, femme mariée : même sévérité.
homme marié, femme libre : peine arbitraire.
mari tolérant: bannissement.
serviteur avec sa maîtresse: toujours peine de mort.
1795, BV 53: excuse du mari pour meurtre en flagrant délit.

Apostasie.

- 1795, BV 59: mort et confiscation.

Appels à l'étranger.

1. Appels.

- 1446, AN 44: 60 livres, à défaut ablation du poignet et perte de la cause.
1475, SS 46: 60 livres et obole d'or, à défaut mutilation du pied ou de la main, et perte de la cause.

1503, R. juillet	: corps et biens.
1510, R. août	: id.
1514, LRC	27: 60 livres, et perte du droit, de l'action et de la cause.
1550, Paix nationale	: corps et vie.
1554, R. décembre	: corps et biens, suivant espèce.
1612, R. décembre	: interdiction.
1617, R. décembre	: corps et vie.
1795, BV	5: 100 ducats.

2. Lettres de ban.

1435, LGV	4, 7, 8: interdiction.
1446, AN	103: id.
1517, LLL	15: corps et biens.
1550, Paix nationale	: id.
1554, R. décembre	: corps et biens, suivant espèce.
1617, R. décembre	: corps et vie.
1618, R. septembre	: interdiction.
1634, R. juin	: peine corporelle et amende de 60 livres.
1637, R. mai	: vie et avoirs.

Arrestation et détention arbitraires.

1239, Sembrancher	34: 60 livres.
1271, Saillon	17: 60 sols, sauf s'il s'agit d'un malfaiteur.
1429, R. décembre	: peine capitale et confiscation.
1446, AN	54: peine de corps et d'argent.
1475, SS	126: peine arbitraire.
1514, LRC	114: perdre corps et biens.
1571, St.	150: id.

Avortement.

1532, CCC	133: si l'enfant est censé avoir vécu : complice décapité ; mère noyée, ou autre peine capitale. Sinon peine arbitraire.
1628, J. avril, Sierre	: peine corporelle grave, suivant la loi impériale et la jurisprudence de la patrie ; dans le cas présent, glaive.
1734, Mil.	133: id. CCC.
1795, BV	49: mort pour la mère, le médecin et les complices.

Rupture de ban.

1532, CCC	108: en affaire capitale : mort. où la vie n'est pas engagée: peine du parjure, amputation des doigts, de la main, ou autre.
1795, BV	64: ban à temps : bannissement pour temps double. ban perpétuel: fustigation, marque, et nouveau bannissement sous serment; nouvelle rupture: galères à vie.

Bigamie.

1532, CCC	121: peine criminelle.
1795, BV	57: mort.

Blasphème.

1. *Blasphème grave.*

1347, St. synodaux	: 5 sols.
1514, LRC	90: tête tronquée.
1532, CCC	106: peine capitale ou corporelle, suivant espèce.
1571, St.	158: tête tronquée.
1734, Mil.	106: id. CCC.
1795, BV	46: prison, amende honorable, peine corporelle, même mort, suivant espèce.
1799, J. Monthey	: amende honorable, avec l'écriveau et le bâillon ; réclusion perpétuelle dans une maison de force.

2. *Jurons.*

1514, LRC	90: baiser terre, sinon carcan.
1520, Sion	: id., sinon 5 sols.
1531, R. mai	: id., sinon 3 livres.
R. décembre	: id., sinon carcan.
1540, Brigue	: id. id.
1565, R. décembre	: id. id.
1568, R. décembre	: id. id.
1571, St.	158: id. id.
1734, CCC	106: prison au pain et eau, amende, peine corporelle.
1795, BV	46: id.

Brigandage.

1239, Sembrancher	2: corps et biens à la grâce du seigneur.
1271, Saillon	7: id.
1339, Loèche	: pendaison.
1532, CCC	126: glaive ou autre peine de mort usuelle.
1677, J. Brigue	: glaive, suivant usage.
1734, Mil.	126: glaive. Tous les Etats ont augmenté cette peine.
	159: être rompu vif et expirer sur la roue.

Liberté des communications.

1347, R. février	: peine de corps et d'argent.
1446, AN	36: id.
1475, SS	127: id.
1514, LRC	98: de jour: 60 livres et maille d'or, et peine de la transgression de paix. de nuit ou par ténèbres : peine du meurtre.
1517, R. nov.	: corps, vie et biens.
1571, St.	143: id. LRC 98.
1795, BV	8: id. (sauf peine de la transgression de paix).

Corruption.

- 1446, AN 104: passive, (juge à la Diète): exclusion du droit de juger, peine du parjure, infamie.
 1528, R. janvier : interdiction.
 1543, R. décembre : interdiction, sous son serment et honneur: parjure, infamie.
 1791, R. mai : active: perte du procès.
 passive : exclusion de tout emploi.
 1795, BV 1: active: perte de la cause.
 passive : destitution, inhabilité à tout office public.

Coups et blessures.

1. *Frapper sans armes, légèrement.*

- 1239, Sembranch. 7, 8: poing : 3 sols ; main : 5 sols.
 1317, St-Maurice 3, 5: poing: 3 sols; main: 5 sols; pied: 10 sols, et réparation.
 1322, Sembranch. 3, 5: poing: 3 sols; main: 5 sols, réparation.
 1338, Sion 11, 12: poing: 14 sols; main: 5 sols; pied: 20 sols, et réparation.
 1352, Conthey 3: poing 10 sols; main: 5 sols; pied: 20 sols, et réparation.
 1352, Monthey 6, 8: poing: 3 sols; main: 5 sols; pied: 10 sols.
 1399, Martigny 3, 4: poing: 11 sols; main: 15 sols; pied: 60 sols.
 1795, BV 7: 3 livres et 2 jours d'arrêts au pain et eau.

2. *Frapper sans armes, gravement.*

- 1217, Sion 20: 60 sols.
 1317, St-Maurice 3: id.
 1338, Sion 11: id.
 1352, Monthey 6: id. et réparation.
 1399, Martigny 9: id.
 1795, BV 7: 12 livres et 3 jours de prison au pain et eau.

3. *Frapper avec armes, sans effusion de sang.*

- 1217, Sion 20: 60 livres.
 1239, Sembrancher 9: 60 sols.
 1317, St-Maurice 6: 10 sols.
 1322, Sembrancher 8: 10 sols et réparation (3 sols 4 deniers).
 1338, Sion 4: 20 livres et réparation; à défaut de paiement, prison au pain et eau, (arme dangereuse).
 : 60 sols, (arme moins dangereuse, bâton).
 1352, Monthey 9: 10 sols et réparation.
 1399, Martigny 4: 60 livres.

4. *Frapper avec armes, effusion de sang.*

- 1239, Sembrancher 3: 60 sols et réparation.
 1271, Saillon : id.
 1317, St-Maurice 6: id.

1322, Sembrancher	7: id. et réparation (30 sols).
1352, Conthey	2: id. id.
1352, Monthey	9: id. id.

5. *Coups graves.*

1338, Sion	3: 60 livres et obole d'or, ou perte de la main ; réparation.
1399, Martigny	3: id.

6. *Jet de pierres.*

1239, Sembrancher	10: 60 sols et réparation.
1317, St-Maurice	6: id.; 10 sols. s'il n'y a pas effusion de sang.
1322, Sembrancher	8: id., et réparation; id.
1352, Monthey	9: id. id. id.
1571, St.	142: de jour: 12 livres et réparation. de nuit: 60 livres et réparation. suivi de mort: peine de l'homicide.
1795, BV	8: id.. St. 142.

7. *Coups suivis de mutilation.*

1338, Sion	4: talion.
1352, Conthey	2: peine de droit.
1399, Martigny	4: talion.
1795, BV	7: 60 livres, prison 3 jours au pain et eau, indemnisation.

8. *Coups suivis de mort.*

1317, St-Maurice	6: corps et biens.
1322, Sembrancher	8: id.
1338, Sion	3: rigueur du droit.
1352, Conthey	2: id.
1399, Martigny	3: id.
1795, BV	8: suivant lois.

Libelles diffamatoires.

1532, CCC	110: affaire concernant corps, vie ou honneur: talion. Même si la vérité du fait peut être prouvée, peine arbitraire.
1611, R. décembre	: talion.
1734, Mil.	110: id.
1791, R. décembre	: diffusion d'écrits injurieux: 100 écus blancs.
1795, BV	12: termes non atroces: 12 livres et rétractation; si le libelle attaque l'honneur: 60 livres et rétractation; s'il emporte honneur et bien de quelqu'un: talion. Responsabilité collective.

Diffidation.

- 1532, CCC 129: glaive.
1791, R. décembre : peine corporelle.
1795, BV 9: prison jusqu'à cautionnement ; à défaut, bannissement.

Violation de domicile.

- 1239, Sembrancher 38: 60 livres et réparation.
1429, R. décembre : peine capitale et perte des biens.
1446, AN 29: 60 livres et obole d'or ; à défaut, mutilation.
1475, SS 117: id.
1514, LRC 95: id. et peine de la rupture de paix.
1571, St. 141: id. id.
1795, BV 8: de jour: 60 livres ; de nuit: 60 livres et infamie.

Duel.

- 1795, BV 13: provocation: infamie et bannissement de 6 ans.
obligation: pour le provoqué, de dénoncer le cartel:
infamie et bannissement de 3 ans ; pour le juge,
de poursuivre : destitution et peine suivant espèce.
si les adversaires passent aux actes : ban perpétuel
et confiscation.
si l'un meurt : infamie ; pour le survivant: mort.

Empoisonnement.

- 1428, J. février, Sion: (sorcellerie): feu et confiscation.
1532, CCC 130: homme, roué ; femme, noyée, ou peine capitale
usuelle.
pour l'exemple : claie, tenailles ardentes, suivant
espèce.
1734, Mil. 130: id.

Evasion de détenus.

- 1514, LRC 100: simple détenu: corps et argent, et restitution du dé-
tenu.
99: condamné à mort: mort et confiscation immédiates.
1532, CCC 180: peine du gardien : en cas de dol, celle à laquelle il
a soustrait le condamné ; en cas de négligence,
arbitraire.
1567, R. mai : simple détenu: responsabilité personnelle, 60 livres,
infamie, parjure.
1571, St. 147: simple détenu: id. LRC 100.
146: condamné à mort: id. LRC 99, après torture.
1795, BV 16: simple détenu: peine corporelle arbitraire.
condamné à mort: id. après prison et torture.

Exposition d'enfant.

- | | |
|------------|--|
| 1532, CCC | 132: si l'enfant meurt: peine en corps ou vie; sinon, suivant espèce. |
| 1734, Mil. | 132: id. |
| 1795, BV | 56: lieu écarté: carcan et écriteau, prison pour 8 jours au pain et eau.
lieu fréquenté, mais enfant mort: fustigation et ban perpétuel.
lieu écarté, avec dessein visible de causer la mort: fustigation, marque, ban perpétuel; si l'enfant meurt: mort. |

Faux.

1. Sceaux et cachets.

- | | |
|-----------|---|
| 1514, LRC | 87: sceau du prince: 60 livres, ou peine plus grave suivant espèce. |
| 1532, CCC | 112: peine criminelle. |
| 1571, St. | 157: sceau du prince: peine en corps et biens, et bannissement. |
| 1795, BV | 20: sceau d'un tiers: 1 ^{re} fois, bannissement pour 8 ans, réparation et frais; récidive: fustigation et ban perpétuel. |

2. Poids et mesures.

- | | |
|-------------------|---|
| 1239, Sembrancher | 39: détention et usage: 60 livres et réparation. |
| 1271, Saillon | 19: :60 sols et réparation. |
| 1475, SS | 103: usage: peine du faux. |
| 1514, LRC | 78: : 3 livres et confiscation; fabrication: 3 livres. |
| 1532, CCC | 113: fabrication, usage et prêt: peine criminelle et bannissement, suivant espèce, verges, même mort. |
| 1571, St. | 164: id. LRC 78. |
| 1795, BV | 22: usage: 1 ^{re} fois: 3 livres et confiscation; 2 ^e fois: 25 livres et confiscation; 3 ^e fois: 60 livres, confiscation, ban perpétuel. |

3. Limites.

- | | |
|------------|--|
| 1446, AN | 45: 60 livres et obole d'or; à défaut, poignet droit. |
| 1475, SS | 120: id. id. |
| 1514, LRC | 96: id., peine de la rupture de paix. |
| 1532, CCC | 114: peine corporelle, suivant espèce. |
| 1571, St. | 160: id. LRC 96. |
| 1734, Mil. | 114: id. CCC. |
| 1795, BV | 24: 1 ^{er} fois: 60 livres et perte de l'honneur;
2 ^e fois: id. et carcan pendant 2 heures.
3 ^e fois: tête.
haie déplacée, arrachée: 12 livres, réparation, frais. |

4. *Faux en écriture.*

1514, LRC	87: infamie, destitution, échelle et mitre.
1532, CCC	112: corps ou vie, suivant espèce.
1571, St.	157: corps et argent.
	128: notaires: destitution, réparation, peine de droit.
1631, R. décembre	: notaires: destitution, peine infamante (pelle, pioche, scie).
1734, Mil.	112: id. CCC.
1795, BV	20: 1 ^{re} fois: bannissement de 8 ans, réparation et frais. récidive: fustigation et ban perpétuel.
	19: notaires: par dol: déchéance perpétuelle, réparation, peine du faux, même corporelle, suivant cas.
	par ignorance: réparation; récidive: destitution.

5. *Fraude des denrées.*

1552, R. décembre	: 3 livres et confiscation.
1554, R. août	: id., ou autrement peine arbitraire.
1601, R. octobre	: 25 livres et confiscation, 3 jours de prison au pain et eau, 3 heures de carcan.
1603, R. novembre	: 3 livres et confiscation.
1614, R. mai	: 25 livres et confiscation.
R. septembre	: id.
R. décembre	: id. id. (denrées et bêtes de somme).
1625, R. décembre	: id.
1626, R. décembre	: 3 livres et confiscation.
1629, R. décembre	: peine corporelle.
1641, R. février	: prison, confiscation, amende de 100 écus bons.
1642, R. mai	: peines précédentes. et disgrâce de la Haute Assemblée.
1649, R. décembre	: 50 livres.
1675, R. décembre	: 60 livres et confiscation.
1680, R. juin	: id.
1688, R. décembre	: id.
1691, R. décembre	: id.
1698, R. décembre	: 50 ducats et confiscation.
1709, R. décembre	: id.
1733, R. décembre	: 100 ducats et confiscation.
1735, R. mai	: id.
1740, R. mai	: 60 livres et confiscation.
1795, BV	30: 25 livres et confiscation.

6. *Divers.*

1514, LRC	37: faux judiciaire: destitution et peine arbitraire.
1532, CCC	115: procureur agissant au détriment de son mandataire: réparation; pilori, carcan, verges, bannissement ou autre peine semblable.
1571, St.	157: soustraction de titre: peine du larron, selon mérite.
1795, BV	18: contrebande du sel: confiscation. amende de 100 ducats.

- 28: contrebande de denrées: confiscation, amende du double de la valeur de la chose.
26: fraude dans les retraits: nullité et amende de 25 liv.
27: fraude du péage: confiscation.

Faux bruits.

1. *Créant danger public.*

- 1431, R. avril : indignation souveraine, peine du rebelle.
1517, LLL 32: peine en corps et biens.
1550, R. août : carcan, langue percée, bannissement.
1683, R. décembre : rétractation, fustigation, essorillement, bannissement.

2. *Attaques à la réputation des autorités.*

- 1475, SS 5: lèse-majesté.
1598, Add. 29: infamie.
1795, BV 41: infamie, rétractation, bonification des frais et dommages.

Délits de fonction.

- 1418, Brigue : refus de fonction: parjure et exclusion de toute juridiction.
1452, Mœrel : id.
1548, Rarogne 1: id.
1621, Zermatt 2: id.
1475, SS : violation du devoir de dénonciation: parjure, destitution, peine arbitraire.
1795, BV 7: id.: parjure.
21: violation du serment d'un officier subalterne: amende du faussaire, destitution, frais.

Hérésie.

- 1428, J. Salvan : feu.
1435, J. : pénitence perpétuelle dans l'abbaye de St-Maurice.
1449, J. Conthey : « combustion de la personne ».
1456, J. Bagnes : mort.
1462, J. Sembrancher : supplice ordinaire, « sans effusion de sang ni mutilation des membres », et confiscation.
1474, J. St-Maurice : mort et confiscation.
Protestantisme.
1532, R. Viège : mort, infamie, confiscation.
1550, Paix nationale : punition des prédicants.
1555, R. octobre : vie, honneur et biens.
1592, R. Viège : confirmation des statuts antérieurs.
1603, R. juillet : défense de tenir prêche, à peine de vie.
1604, R. mars, Viège : obligation de pratiquer le catholicisme, sous peine corporelle et pécuniaire arbitraire; expulsion pour ceux qui persistent dans l'erreur; exclusion des charges publiques.

innovations, injures, vengeance: mort, infamie, confiscation.

envoi des enfants dans écoles réformées: 60 livres.

introduction de livres hérétiques: confiscation; en cas de récidive, 3 heures de carcan.

interdiction de faire gras en temps prohibé: 60 liv.

- 1609, R. août : S. G. demande confirmation de l'Edit de Viège (1604).
 1610, R. décembre : fréquentation des écoles réformées: 60 liv. et frais.
 1619, R. décembre : confirmation des recès antérieurs.
 1622, R. décembre : expulsion des dissidents.
 1626, R. décembre : expulsion; 3 jours de prison au pain et eau en cas de désobéissance.
 1648, R. décembre : envoi des jeunes gens en écoles réformées: confiscation.
 1653, R. décembre : id.
 1655, R. mai : id., et expulsion des protestants dans les 3 mois.
 1656, R. décembre : confirmation des anciens recès concernant exercice de la religion réformée, dispute, dogmatisation publique ou secrète.
 1660, R. décembre : expulsion dans les 6 semaines, sous amende de 100 écus.
Franc-Maçonnerie.
 1745, R. : perte d'avoirs et biens, dénonciateur récompensé.
 1795, BV, add. 7: perte de l'honneur et du droit de patriote.

Incendie.

- 1239, Sembrancher 11: à la miséricorde du seigneur.
 1271, Saillon 7: corps et biens dévolus au seigneur.
 1532, CCC 125: feu.
 1617, R. janvier : feu, d'après le droit impérial.
 1627, R. J. novembre : feu et confiscation.
 1734, Mil. 125: cas graves: feu et confiscation (glaive pour les nobles); cas bénins: bannissement perpétuel.
 1795, BV 43: mort, ou même feu.

Inceste.

- 1496, LSSZ 4: peine ecclésiastique, 25 livres au maximum.
 1532, CCC 117: peine criminelle.
 1622/26, Griefs : peine ecclésiastique, amende fiscale (50 et même 100 livres); le pays réclame la peine corporelle.
 1628, J. avril, Sierre : peine corporelle grave, suivant droit impérial et jurisprudence de la patrie; dans le cas présent, glaive.
 1689, R. mai : peine ecclésiastique.
 1734, Mil. 117: (Comm.): en ligne directe: feu ou glaive; en ligne collatérale: fustigation et bannissement.

Infanticide.

- 1532, CCC 131: mère enterrée vive et tuée à coups de pieu ; pour obvier au désespoir: noyade. Tenailles ardentes suivant cas.
- 1734, Mil. 131: id. CCC. (Comm.): dans l'Empire : glaive ; en France glaive pour les femmes de qualité, pendaison et strangulation pour les autres. Même peine pour l'infanticide faute de soins.
- 1795, BV 49: mort. Peine corporelle pour la fille-mère qui accouche, volontairement en secret, d'un enfant mort-né.

Injure.

- 1315, St-Maurice 1. *Injures contre les particuliers.*
7: injure verbale légère: pas de peine publique, amende au lésé.
- 1338, Sion 13: id.
- 1338, Loèche 9: id.
- 1352, Conthey 19: id.
- 1352, Monthey 12: id.
- 1399, Martigny 13: id.
- 1514, LRC 83: injure dans l'ivresse ou la colère : rétractation ; dans tous les autres cas, rétractation, ban et frais.
- 1517, LLL 28: 10 livres.
- 1550, R. décembre : 1^{re} fois: rétractation, frais, dommages, amende; 2^e fois: déchéance d'honneur et perte des droits civils; 3^e fois: langue percée d'un clou.
- 1571, St. 45: 1^{re} fois: rétractation; 2^e fois: rétractation, amende de 60 livres et obole d'or; 3^e fois: rétractation et langue percée.
- 1795, BV 10: 1^{re} fois: rétractation, frais, amende de 3 livres; 2^e fois: rétractation et amende de 25 livres; 3^e fois: injures mineures, 2^e fois: injures atroces et majeures: rétractation, 60 livres et perte de l'honneur; 3^e fois: injures majeures: réparation publique et langue percée, ou autre peine corporelle.
2. *Injures en jugement.*
- 1475, RC : 60 sols.
- 1514, LRC 86: 3 livres et rétractation.
- 1571, St. 135: id.
- 1572, R. juin : 1^{re} fois: 3 livres, puis 6, et 9.
- 1588, R. décembre : 3 jours de prison au pain et eau.
- 1598, Add. 54: 3 livres, puis 6, puis 9, puis peine en corps et biens suivant espèce.
- 1795, BV 11: id. avec rétractation toujours. Contre un témoin: 4 livres.

3. *Injures contre juges et fonctionnaires.*

- 1418, Brigue 13: infamie et amende de 60 livres.
- 1475, SS 6: injure grave contre juge majeur: lèse-majesté.

- 1514, LRC 49: 3 livres, réparation d'honneur, dépens.
 1548, Rarogne 67: id. (peine coutumière du louable Landrecht).
 1571, St. 134: id.
 1607, R. novembre : id., 3^e fois: peine du Landrecht et carcan.
 1795, BV 11: contre assesseur d'un juge subalterne: 5 livres, un juge subalterne: 9 livres, l'assesseur d'un Représentant: 6 livres, et toujours rétractation; contre un Représentant: arrêt, jugement, peine suivant cas, rétractation.

4. *Reproche d'une exécution.*

- 1548, Rarogne 55: 10 livres à la communauté, 3 au juge.
 1598, Add. 62: 6 livres.
 1795, BV 65: id.

5. *Calomnie.*

- 1514, LRC 97: contre le Prince: langue percée.
 contre un particulier: rétractation; récidive: peine arbitraire.

6. *Accusation calomnieuse.*

- 1338, Sion 39: talion.
 1445, Brigue 20: id.
 1446, AN 18: talion; à défaut de vouloir s'y soumettre: rétractation publique et amende arbitraire.
 1475, SS 125: id.
 1479, Brigue : talion.
 1514, LRC 83: talion; qui n'a ni honneur ni biens: peine corporelle.
 1571, St. 44: id.; à défaut de s'inscrire: amende et réparation d'honneur, ban et dépens. (Cf. art. 153).
 1795, BV 2: talion; si l'accusateur s'y refuse: satisfaction publique, infamie, ban au juge et à la partie, frais et dommages; à défaut d'argent, peine corporelle.

Lèse-majesté.

1. *Injure.*

- 1513, R. avril : exposition et rétractation publiques, langue percée, confiscation.
 1514, LRC 97: langue percée
 1635, R. juin : réparation publique, torche en main, et bannissement pour 101 ans.

2. *Attentat.*

- 1352, Conthey 1: peine capitale.
 1352, Monthey 4: id.
 1475, SS 5: peine de la lèse-majesté (sans doute capitale).
 1514, LRC 85: corps et biens, suivant espèce.
 1514, J. janvier, Sion: glaive et confiscation.

- 1550, R. août : mort.
 1608, R. J. avril : vie, avoirs et biens. Par clémence: 3 heures de carcan, réparation publique, grande amende, obole d'or, cautionnement.
 1611, R. décembre : le plus grand des crimes capitaux. Sa peine, chez nous, n'atteint pas femme et enfants.
 1795, BV 48: mort. Même peine pour délit manqué, complicité, non dénonciation.

Menace.

- 1239, Sembrancher 4: en tirant glaive ou couteau, 60 sols.
 1271, Saillon 8: id.
 1352, Conthey 12: 10 sols.
 1446, AN 27: contre juge ou avocat: 60 sols, et 7 sols au lésé.
 1475, SS : 60 sols.
 1502, R. décembre : prison, carcan 3 heures, 60 livres, dépens.
 1514, LRC 86: contre juge: 6 livres; contre avocat ou assesseur: 3.
 1532, CCC 128: menace grave: glaive, « als Landzwinger ».
 1571, St. 135: id. LRC 86.
 137: contre partie: cautionnement de paix.
 1572, R. juin : 3 jours de prison au pain et eau, dépens, ban de 25 livres.
 1598, Add. 54: id.
 1734, Mil. 129: menace dangereuse: glaive; simples paroles: détention jusqu'à cautionnement, à défaut, bannissement.
 1795, BV 7: en tirant épée ou couteau: 12 livres.
 8: menace de battre: 3 livres; menace de tuer: prison jusqu'à paiement des frais et caution de sûreté.
 15: prise de la personne menacée sous la protection publique.

Meurtre.

- 1239, Sembrancher 36: miséricorde du seigneur.
 1271, Saillon 7: corps et biens du seigneur.
 1317, St-Maurice 1, 6: peine capitale, peine selon droit.
 1322, Sembranch. 1, 8: peine capitale, miséricorde du prince.
 1322, Sion : peine corporelle et confiscation.
 1338, Sion 28: homicide à l'intérieur du ban; arrestation et peine publique.
 1352, Conthey 1, 2: peine publique, rigueur du droit.
 1352, Monthey 4, 9: peine capitale, miséricorde du seigneur.
 1399, Martigny 21: peine publique.
 1450, Ernen : vengeance privée, accord, composition.
 1464, Fiesch : id.
 1487, Cap. 12: id.
 1501, R. février : id.
 1532, CCC 137: mort, roue. Meurtre par colère: glaive. Meurtre qualifié: claie, tenailles, cumul des peines.
 1550, R. décembre : vengeance privée et bannissement, mise hors la loi.

- 1558, Münster : vengeance privée, accord, composition.
 1571, St. 156: homicide malhonnête: talion. S'il ne se peut, vengeance privée et bannissement. Pour tout homicide, ban de 60 livres.
 1617, R. janvier : roue, à teneur du droit impérial.
 1622, J. juillet : roue, suivant droit impérial et coutume du Valais, et confiscation.
 1709, J. juillet : peine capitale, selon le droit impérial.
 1734, Mil. 137: id. CCC.
 1795, BV 146: homicide fortuit: impunité.
 49: mort, et confiscation s'il n'y a pas d'enfants légitimes.

Fausse monnaie.

- 1514, LRC 87: fabrication: corps et biens, feu.
 dépréciation : ablation de la main droite.
 1532, CCC 111: fabrication, émission : feu.
 dépréciation, altération: peine corporelle ou pécuniaire, suivant espèce.
 asile: maison perdue.
 consentement de l'autorité : perte de son privilège régalien de monnayage.
 1571, St. 157: id. LRC 87.
 1618, R. avril : interdiction d'exporter les grandes pièces contre menue monnaie: 25 livres et confiscation.
 1644, R. décembre : introduction: 100 livres et confiscation.
 1734, Mil. 111: id. CCC.
 1794, R. décembre : mise en circulation: 25 livres; introduction: 60 livres et confiscation.
 1795, BV 23: fabrication: corps et biens, mort.
 70: débit et échange de l'or et de l'argent au seul taux permis, à peine de confiscation.
 BV, additions 4: prohibition des monnaies étrangères : amende et confiscation.

Atteintes à la morale.

- 1555, : livres hérétiques : brûlés par le bourreau.
 1604, R. mars : id. — Importation: confiscation; récidive: carcan 3 heures.
 1619, R. décembre : fiancée enceinte au cortège nuptial: peine infamante et perte du douaire.
 1791, R. décembre : brochures scandaleuses: peine corporelle.
 1795, BV 45: brochures scandaleuses: lacérées et brûlées, amende de 60 livres.
 discours scandaleux: 60 livres.

Spoliation des morts.

- 1795, BV 52: fustigation et bannissement perpétuel.

Rupture de paix.

1. Désobéissance à l'ordre de paix.

- 1514, LRC 93: 3, 6, 9 et 12 livres successivement, puis prison jusqu'à cautionnement donné.
- 1532, R. décembre : id.
 1534, R. décembre : id.
 1537, R. décembre : id.
 1541, R. décembre : id.
 1548, Rarogne 58: id.
 1556, R. juillet : id.
 1559, R. décembre : id.
 1562, R. décembre : id.
 1565, R. mai : id.
 1567, R. mai : id.
 1571, St. 138: id.
 1795, BV 14: id. Si le cautionnement est impossible faute de moyens, prison jusqu'à serment de paix prêté. (15).

2. Rupture du serment de paix.

- 1446, AN 29: 60 livres et obole d'or; à défaut, pied ou main.
 1475, SS 117: id.
 1503, R. décembre : en chaque endroit, peine coutumière.
 1514, LRC 94: 1. rupture: 60 livres et obole d'or; à défaut: main ou pied.
 2. rupture: main droite ou pied droit.
 3. rupture: tête.
 1517, R. mai : corps, honneur, biens.
 1548, Rarogne 57: id. LRC 94.
 1566, R. mai : id.
 1571, St. 139: id.
 1795, BV 15: 1. rupture: 60 livres.
 2. rupture: prison pr 6 jours, puis carcan 2 heures.
 3. rupture: fustigation et bannissement perpétuel.
 par paroles injurieuses: 1. 30 livres. 2. 60 livres. 3. prison et carcan. 4. fustigation et ban perpétuel.

Parjure.

- 1239, Sembrancher 6: 60 sols.
 1338, Sion 19: exposition publique pendant 1 jour et peine coutumière.
 1399, Martigny 14: exposition publique pendant 1 jour.
 14...., WWG 4: exposition publique pendant 1 jour et langue arrachée.
 1514, LRC 97: infamie, peine synodale, langue percée; récidive: peine corporelle. Pour celui qui se dément, 3 livres, infamie, dépens.
 1532, CCC 107: au civil: infamie et réparation; amputation des deux doigts; au criminel: talion.
 1550, R. décembre : 3 livres de ban au juge, amende ordinaire à l'évêque, dépens, langue percée.

- | | |
|------------|---|
| 1571, St. | 15: au civil: infamie, 60 livres et réparation; à défaut d'argent, perte du membre qui a juré.
au criminel: talion.
suborneur: corps et biens, selon mérite. |
| 1734, Mil. | 107: id. CCC. |
| 1795, BV | 108: rupture de serment: peine du parjure.
18: au civil: dégradation, infamie, 60 livres et réparation; à défaut de moyens: amputation, convertible en bannissement perpétuel.
au criminel: talion.
suborneur: corps et biens, suivant espèce. |

Péculat.

- | | |
|----------|------------------------------------|
| 1795, BV | 38: peine des voleurs, et infamie. |
|----------|------------------------------------|

Plagiat.

- | | |
|----------|--|
| 1795, BV | 39: voler un homme ou vendre son enfant: mort. |
|----------|--|

Atteintes aux Propriétés.

- | | |
|-------------|---|
| 1350, Cost. | 94: amende au seigneur. |
| 1446, AN | 83: id. |
| 1514, LRC | 24: amende au juge, 7 sols au lésé, et réparation. |
| 1571, St. | 29: 3 livres au juge, 10 sols au lésé, et réparation. |

Proxénétisme.

- | | |
|------------|--|
| 1532, CCC | 122: parents: infamie et peine criminelle.
123: tiers: bannissement, pilori, essorillement, verges, ou peine similaire. |
| 1571, St. | 166: parents: corps et biens.
tiers: 60 livres et obole d'or. |
| 1734, Mil. | 122: infamie et (Comm.) peine capitale pour les parents; pour les tiers: peine exemplaire. |
| 1795, BV | 54: mari ou père: corps et biens.
mère: 8 jours prison, 2 heures carcan avec écriteau.
tiers: tuteur, servante, aubergiste, etc.: bannissement pour 3 ans, carcan pour 2 heures, avec couronne de paille, écriteau, verge. Aggravation en cas de viol, ou de minorité de la victime. |

Rapt et détournement de mineurs.

- | | |
|-------------------|--|
| 1271, Saillon | 7: corps et biens dévolus au seigneur. |
| 1429, R. décembre | : peine capitale et confiscation. Obligation pour les communes de poursuivre les ravisseurs, en armes: 100 livres. |
| 1446, AN | 53: corps et biens. |
| 1475, SS | 128: id. |
| 1532, CCC | 118: peine criminelle. |

- 1514, LRC 88: corps et biens.
 1571, St. 131: id.
 1734, Mil. 118: (Comm.) peine capitale, glaive, et confiscation.
 1795, BV 55: corps et biens. Mitigation s'il y a eu consentement.
 Rapt non suivi d'autre effet que blessure: Bannissement, au minimum 10 ans.

Recel de criminels.

- 1239, Sembrancher 35: miséricorde du seigneur.
 1271, Saillon 18: id.
 1514, LRC 100: 60 livres et obole d'or.
 1548, Rarogne 53: 10 livres à la cour, 3 au juge, perte de l'honneur, exception pour les parents jusqu'au 3^e degré inclus.
 1571, St. 147: 60 livres et obole d'or.
 R. décembre : (meurtriers): perte de corps et biens.
 1611, R. décembre : (haute trahison): 100 écus bons et obole d'or.
 1679, R. : bannissement perpétuel.
 1795, BV 16: 60 livres.

Résistance à l'autorité.

- 12...., Mase : maison détruite (mise hors la loi), arrestation.
 1217, Sion 4: insoumission à l'évêque: 3 admonestations, et caution; à défaut: gages en prés, ou meubles, ou maison détruite; si le coupable persiste: corps commis.
 1338, Loèche 3: prise de gage, ou contrainte d'autre façon.
 1338, Sion 29: permis de résister à l'attaque illicite du fonctionnaire.
 1352, Conthey 20: id.
 1399, Martigny 22: id.
 1430, Mœrel : résistance au major dans l'exécution des sentences contre les sorciers: peine de corps et d'argent.
 1441, mai : résistance et désobéissance à un mandat d'arrêt de l'évêque: excommunication, destitution, 60 livres et obole d'or; s'il s'agit d'une paroisse: interdit.
 1475, SS 6: rébellion violente contre juges majeurs: lèse-majesté; contre juges subalternes et huissiers 60 livres et obole d'or, la 3^e fois: lèse-majesté.
 1475, RC : contre les familiers: 60 sols.
 1514, LRC 86: contre juge en office: 60 livres;
 contre sautier et familier, 15 livres.
 100: opposition à une arrestation: 60 livres et obole d'or.
 1524, Sion : bourgeois: exclusion de la bourgeoisie; habitant: expulsion de la cité.
 1548, Rarogne 58: 3 livres; aggravation jusqu'à 12 en cas de récidives.
 1571, St. 135: id. LRC 86.
 147: id. LRC 100.
 1795, BV 63: à un juge subalterne: 3, puis 6, puis 9 livres;
 à un juge supérieur: 6, 12, 25 livres, puis arrêts au pain et eau jusqu'à promesse d'obéir.

- 11: refus d'ouvrir sur sommation: 3 livres, 6 livres,
puis fracture.
16: opposition à une arrestation: 60 livres et honneur.

Sédition.

- 1517, LLL 26: corps et biens; en cas de désobéissance: contrainte
par le pays.
1532, CCC 127: glaive, verges, bannissement, suivant espèce.
1550, R. juillet : prison, carcan, langue percée, frais (pour instiga-
teur), amendes, infamie.
1617, R. janvier : en principe : mort.
par indulgence, peines corporelles (fustigation, esso-
rillement), privatives de liberté (bannissement),
pécuniaires (amende, confiscation).
1653, R. mai : peine en corps et biens (instigateur).
1654, R. mai : pilori et ban perpétuel.
1654, R. décembre : réparation publique et galères, pilori, amendes, etc..
1734, Mil. 127: glaive, ou fustigation et bannissement, suivant es-
pèce.
1790, R. décembre : peine arbitraire.
1795, BV 42: contre le souverain: lèse-majesté.
contre justice ou police locale: chefs: bannissement
ou peine corporelle, suivant cas; les autres: peine
arbitraire.
44: libelles séditieux (détention, réception, non dénon-
ciation, introduction, distribution, recel): 60 liv.

Serments impies.

- 1608, R. décembre : peine corporelle et amende de 60 livres.

Citations à la Vallée de Josaphat.

- 1567, R. décembre : puni comme grave désobéissance.
1608, R. décembre : peine corporelle et amende de 60 livres.
1617, R. janvier : perte de corps et biens.
1634, R. juin : peine corporelle et amende de 60 livres.
1780, Rev. 13: id.
1795, BV, add. 6: 60 livres et 10 jours de prison au pain et eau.

Service étranger.

- 16...., J. St-Maurice : désertion : galères.
1636, R. décembre : désertion: renvoi au capitaine, amende de 60 livres;
à défaut: peine corporelle.
instigation à la désertion et mutinerie: 100 écus
bons; peine en corps, vie et avoirs, suivant espèce.
engagement sans permission de la Diète: corps, vie
et avoirs, (renouvelé).
1646, R. juin : engagement sans autorisation: corps et biens.
1657, R. juin : amende de 60 livres due par le juge local; rapatrie-
ment des enrôlés.

- 1767, R. décembre : recruteur pour colonies étrangères: galères.
engagés: perte du droit national et communal.
- 1780, Rev. 37: interdiction de lever de nouvelles compagnies: indignation souveraine.
- 48: recrutement d'étudiants: perte de tous dépens, et de l'argent livré à l'étudiant, qui lui est acquis.
- 49: recruteurs étrangers: 100 écus; à défaut: peine corporelle.
- 51: service sans autorisation, ou dans des compagnies non avouées: confiscation des biens.
- 1795, BV 67: recrutement pour d'autres services que ceux tolérés: 60 livres, et incorporation des recrues dans les compagnies du pays, sans bonification des frais.
- recruteurs étrangers: 100 écus; à défaut: peine corporelle, et permission d'incorporer etc.
- engagement non autorisé, dans des services non avoués: confiscation des biens.

Sodomie.

- 1511, J. avril : roue, avec petites fourches.
- 1532, CCC 116: mort; usage ordinaire: feu.
- 1734, Mil. 116: id.
- 1795, BV 58: homosexuels: glaive; bestialité: homme et bête brûlés.

Sorcellerie.

- 1428, Art. Loèche : feu, ou perdre d'autre façon corps et biens.
- 1434, Art. Rarogne : feu.
- 1532, CCC 109: feu; s'il n'y a pas dommage, peine suivant espèce.
- 1734, Mil. 109: feu; s'il n'y a pas dommage: peine arbitraire, ordinairement le bannissement.
- 1761, R. décembre : sorciers chercheurs de trésors: peine déjà portée.
- 1795, BV 47: peines de CCC, (d'après Frœhlichsburg: bûcher, s'il y a pacte ou cohabitation; jeteurs de sorts, sorciers: glaive; simple superstition: peine arbitraire).
- chercheurs de trésors dupant autrui: peine corporelle suivant espèce.

Condamnations.

Annales Valaisannes V, Kämpfen, Gremaud.

- 1428, Hérens : feu, confiscation.
- 1428, Sierre : id.
- 1428, Salvan : id. (Justinger assure qu'il y aurait eu cette année plus de 200 exécutions en Valais).
- 1446, Biel : id.
- 1446, Niedergesteln : id.
- 1467, Biel : id.
- 1470, Ayent : id.

1477, Anniviers	: id. (2 frères de Torrenté, Georges Supersaxo châtelain).
1483, Choex	: id.
1541, Bagnes	: id.
1554, Vernayaz	: id.
1559, Niedergesteln	: id.
1575, Münster	: id.
1576, Ernen	: id. (10 procès en 12 jours).
1579, Münster	: id. (3 condamnations en 1 mois)
1580, Glis	: id.
1586, Muraz	: id.
1587, Ernen	: id.
1587, Ulrichen	: id.
1590, Ernen	: id. (3 condamnations en 1 mois)
1590, Bagnes	: id. (plus de 40 condamnations de 1590 à 1654).
1592, Vernayaz	: id.
1597, Vernayaz	: id.
1600, Vernayaz	: id.
1607, Vernayaz	: id.
1607, Salvan	: id.
1616, St-Maurice	: id.
1620, Ganther	: id.
1620, Bagnes	: id.
1621, Saxon	: id. (4 condamnations).
1623, Chable	: id. (plus de 32 condamnations de 1623 à 1730).
1638, Bagnes	: id.
1639, Salvan	: id.
1639, Vernayaz	: id.
1639, St-Maurice	: id.
1654, Bagnes	: id.
1659, Bagnes	: id.
1669, St-Maurice	: id.
1674, Loèche	: id.
1676, Riddes	: id.
1678, Loèche	: id.
1730, Bagnes	: id. (les 2 derniers sorciers sont brûlés en Valais).

Stellionat.

1. *Hypothèques frauduleuses.*

1567, R. mai	: réparation ; à défaut: infamie, amende au juge.
1713, R. mai	: mise hors du droit commun et bannissement de 6 ans.
1795, BV	29: 60 livres et perte de l'honneur; si c'est par ignorance ou légèreté: 1 jour d'arrêts.

2. *Vente immobilière frauduleuse.*

1551, R. avril	: peine du parjure.
1571, St.	136: amende et réparation; à défaut: peine du larron.

3. *Pétition de l'indu, négation d'un juste dû.*

1475, SS	68: 60 sols au juge, 7 au lésé, frais et dommages.
----------	--

1514, LRC	104: 3 livres.
1571, St.	36: id.
1598, Add.	26: 12 livres.
1795, BV	25: id., ou davantage, en proportion de la dette.

4. *Dettes frauduleuses, et faillite.*

1475, SS	70: faillite : infamie, ceinture coupée.
1514, LRC	45: id., s'asseoir 3 fois, chausses baissées, sur la pierre à la porte de la Majorie
1562, R. décembre	: dettes frauduleuses: peine corporelle et réparation.
1571, St.	89: faillite: id. LRC 45.
	137: dettes ensuite de mauvaise conduite: tache du larcin, peine en corps et biens suivant espèce.
1598, Add.	10: dettes ensuite de mauvaise conduite : id.
1722, R. décembre	: même cas : infamie et bannissement pour 6 ans.
1780, Rev.	8: id.
1795, BV	29: peine du faussaire et réparation; à défaut: peine du larron, suivant espèce.
	emprunt frauduleux: infamie et bannissement pour 6 ans.

Suicide.

1404, décembre	: confiscation totale.
1532, CCC	135: id., sauf maladie, mélancolie, etc.
1579, R. mai	: id. id.
1609, R. août	: id.
1617, R. janvier	: tentative de suicide, glaive, suivant droit impérial.
1734, Mil.	135: id. CCC.
	(Comm.): procès contre le cadavre: traîné sur la claie et pendu par les pieds.
1795, BV	50: confiscation des biens ; corps traîné
	51: et enterré sur le lieu du supplice.

Destruction des instruments de supplice.

1350, Cost.	115: 60 sols et bannissement.
1446, AN	94: 60 livres et bannissement.
1475, SS	130: 60 livres et obole d'or, et bannissement.
1514, LRC	101: id.
1571, St.	148: id.
1795, BV	16: 60 livres et bannissement.

Trahison.

1239, Sembrancher	2: corps et biens, à la volonté du seigneur.
1271, Saillon	7: id.
1431, R. avril	: corps et biens, id. pour fauteur.
1514, LRC	85: id.
1517, LLL	29: id.

- 1532, CCC 124: écartèlement (Viertelung); femme noyée. Cas très graves, claie, tenailles. Parfois aussi décollation puis écartèlement, suivant cas.
 1627, R.J. nov., Loèche: glaive, écartèlement et confiscation; id. pour qui cherche à venger le condamné.
 1734, Mil. 124: id. CCC.

Usure.

- 1338, Sion 8: peine spirituelle.
 1475, SS 129: id.
 1560, R. décembre : usurier étranger: capital confisqué au profit de l'Etat, (taux légal: 5%).
 1571, St. 161: perte du capital et des intérêts; interdiction aux notaires de stipuler intérêt supérieur à 1 sol par livre, sous peine du faussaire.
 1616, R. juin : commission du capital au juge, (taux légal: 6%).
 1618, R. avril : 25 livres et confiscation.
 1633, R. mai : usurier étranger: confiscation, 2/3 au juge, 1/3 au dénonciateur.
 1780, Rev. 20: commission du capital, (taux légal: 6%).
 1795, BV 34: id.
 notaire stipulant intérêt supérieur: peine du faussaire.

Vagabondage et mendicité.

- 1511, R. décembre : interdiction d'hospitaliser: 3 livres.
 1542, R. décembre : expulsion; en cas de résistance: prison.
 1550, R. février : id. id. : 10 livres.
 1551, R. avril : interdiction d'hospitaliser: 3 livres.
 expulsion, à peine de droit.
 1571, St. 170: id., à peine de prison.
 1573, R. mai : id.; interdiction d'héberger.
 1598, Add. 68: id.; id., à peine de responsabilité pour le dommage causé.
 1602, R. avril : expulsion, à peine du carcan.
 1626, R. janvier : id., à peine de prison et de 100 écus bons.
 interdiction d'héberger: 100 écus.
 1627, R. mai : expulsion, à peine du carcan.
 R. décembre : id.
 1630, R. avril : expulsion.
 1636, R. juin : id.
 1641, R. mai : id.
 R. décembre : id.
 1642, R. décembre : id., sous escorte.
 1643, R. décembre : id.
 1644, R. décembre : id.
 1649, R. juin : id.; battue générale avec les Confédérés.
 1652, R. juin : id., à peine du carcan; 20 livres pour qui les héberge.
 1653, R. mai : id.
 1662, R. décembre : id., sous peine corporelle; escorte.
 1664, R. décembre : id.

1669, R. mai	: id., à peine du carcan.
1676, R. décembre	: id.
1689, R. mai	: id.
1690, R. mai	: id., avec une aumône.
1690, R. août	: id.
1700, R. mai	: interdiction d'héberger: 6 livres; récidive: privation des droits communiens.
1707, R. mai	: expulsion.
1708, R. mai	: id.; ne laisser pénétrer personne sans passeport.
1709, R. novembre	: battue générale.
1713, R. mai	: expulsion; récalcitrants: enrôlement militaire forcé.
1717, R. mai	: id.
1717, R. décembre	: id.; à défaut de moyens, frais à la charge de l'Etat.
1725, R. décembre	: id., avec permission d'enrôlement militaire.
1729, R. décembre	: id., avec dénonciation ultérieure en Diète.
1745, R. juillet	: id., et raser la tête.
1746, R. décembre	: id., sous escorte de 2 hommes.
1748, R. décembre	: id., à l'exception des pauvres non suspects.
1752, R. mai	: id., par 2 gardiens permanents.
1754, R. mai	: id., par 4 gardiens.
1759, R. décembre	: chemins détournés interdits à peine des galères.
1763, R. mai	: expulsion par 4 halberdiers dans le Haut et 2 dans le Bas-Valais. Peine arbitraire pour ceux qui reviennent dans le pays: estrapade, tête rasée, etc. chemins détournés interdits: peine discrétionnaire.
1790, R. décembre	: tolérer les mendiants du pays.
1791, R. mai	: expulsion des vanniers, aiguiseurs, etc. Récidive: tête rasée.
1792, R. mai	: récidive: tête rasée, et menace de peine corporelle arbitraire en cas de retour.

Viol et séduction.

1514, LRC	89: séduction: action civile, seule réparation en argent. (Réd. Adrien): 5 livres pour la défloration, et s'il y a un bâtard, 10 livres pour mi-port et enfantement.
1532, CCC	119: glaive; tentative punissable, suivant espèce.
1571, St.	132: séduction, id. Réd. Adrien; l'offre d'épouser la victime tient quitte des 5 livres.
	viol: corps et biens.
1734, Mil.	119: glaive.

Voies de fait.

1239, Sembrancher	14: traîner par les cheveux, à 1 main: 5, à 2 mains: 10 sols.
1322, Sembrancher	6: id., 5 et 10 sols, avec réparation: 20 deniers, et 3 sols 4 deniers à la victime.
1446, AN	36: peine en corps et argent.
1514, LRC	92: amende due; à défaut: peine corporelle et talion.
1517, LLL	28: 10 livres.
1548, Rarogne	59: 3 livres.

- 1571, St. 140: id. LRC 92.
 135: mécontent d'un jugement, attaquer quelqu'un : prison au pain et eau pour 3 jours, dépens, ban de 3 livres.
 1795, BV 11: attaque en présence du juge: arrêts 3 jours au pain et eau, amende 3 livres, frais;
 attaquer un témoin: arrêts 4 jours, 4 livres, frais;
 un juge subalterne ou l'assesseur d'un juge supérieur: arrêts 4 jours, 6 livres, frais; un officier de justice en exercice: arrêts 1 jour, 15 livres, frais et dommages; un juge supérieur: mort.
 arracher un gage saisi: 1^{re} fois: 3 livres, puis 12, puis 25 livres et 3 jours de prison.

Vol.

- 1239, Sembrancher 37: vol avec violence, (assaillir les banquiers ou les bouchers): 60 livres et réparation.
 1269, Sion 12: vol dans les champs, sans effraction: 3 ½ sols et réparation;
 avec effraction: 60 sols et réparation; à défaut : bannissement.
 1271, Saillon 7: corps et biens dévolus au seigneur.
 1479, Brigue 24: obligation de dénonciation, sauf pour les parents ; recel puni comme le vol.
 1514, LRC 102: pendaison.
 1532, CCC 157: vol petit et caché: condamnation au double; à défaut de moyens : prison, avec dépens et frais d'entretien.
 158: vol petit et public; sans effraction ni escalade: carcan, fustigation, bannissement, restitution ou réparation; si chance d'amendement: condamnation au quadruple.
 159: vol périlleux, avec armes, escalade ou effraction, quel que soit le montant: homme: pendaison ; femme noyée, ou autres peines graves afflictives: perte de la main, des yeux.
 160: vol de plus de 5 ducats et flagrant délit: mort ou peine corporelle, suivant espèce.
 161: récidive, sans escalade ni effraction, montant inférieur à 5 florins: carcan, fustigation, bannissement ; supérieur à 5 florins: comme 160.
 162: 3^e vol: homme: pendu; femme: noyée, ou autre supplice suivant usage.
 164: jeune voleur, moins de 14 ans: pas de mort, peine corporelle avec Urphede éternelle; près de 14 ans: mort éventuelle, suivant espèce.
 166: vol dans une famine: question d'espèce.
 167: maraudage bénin: espèce; important, ou nocturne, dangereux: espèce.
 168: vol de bois, 169: de poisson: espèce.
 170: abus de confiance: peine du vol.

- 172: vol sacrilège: ciboire avec hostie: feu ; autres cas: mort, suivant espèce.
- 173: vol d'aumônes: peine capitale ou corporelle suivant espèce.
- 174: vol sacrilège bénin: question d'espèce, avec aggravation générale.
1559. J. mai, Ernen : peine suivant droit impérial et coutume du Valais.
1571. St. 154: pendaison.
1584. J. déc., Sion : verges, bannissement et confiscation.
1617. R. J. janvier : petit vol sacrilège: réparation, carcan, bannissement pour an et jour, infamie et perte de tous droits (ehr und wehrlosigkeit).
1621. Zermatt 8: vol de bois: 60 sols.
1677. J. Brigue : pendaison, suivant l'usage.
vol sacrilège: feu, suivant l'usage.
1734. Mil. 157-174: id. CCC.
1767. R. décembre : fustigation et bannissement perpétuel.
1786. J. janvier : galères perpétuelles.
1795. BV 35: vol simple: 1^{er}: restitution et prison; répété: restitution et peine corporelle.
vol qualifié: peine corporelle, suivant espèce.
vol dans les champs, par vagabonds et gens mal famés: tourniquet, ou exposition avec la chose volée ou avec écriteau; par gens du pays, non suspects: restitution, et amende du double pour la 1^{re} fois, du triple pour la 2^e; tourniquet pour la 3^e.
vol de bois, de haute futaie et arbres fruitiers: réparation, peine suivant espèce; de petit bois et fruits: amende, maximum 3 livres, jamais peine corporelle.
voleur de moins de 14 ans: peine domestique.
1795. BV 36: recéleur: restitution gratuite, peine corporelle ou amende, jusqu'à 60 livres au maximum, suivant cas.
fauteur: peine corporelle, carcan, verges ou bannissement.
complice: peine suivant cas.
- 40: cas du dépôt: si dégradation, altération: amende 6 livres; si aliénation: prison jusqu'à paiement du capital et du dommage.



TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	9
Sources et Bibliographie	13
Table des Abréviations	16
Introduction Historique et Géographique	19

PREMIERE PARTIE.

PARTIE GENERALE.

Section I.

LA LOI.

I. LA COUTUME.	32
II. LE LEGISLATEUR	47
1. Le Comte	47
2. L'Evêque	49
3. Les Assemblées Populaires	52
4. La Diète	58
III. LES TEXTES.	
1. <i>Lois particulières.</i>	
A. Bas-Valais	67
a. Possession savoyarde :	
Vionnaz 1293	67
Monthey 1352	67
St-Maurice 1317	68
Sembrancher 1239 et 1322	68
Martigny 1399	68
Saillon 1271	69
Conthey 1352 et 1356	70
b. Possession haut-valaisanne :	
Confirmation des Franchises, 1497	71
Introduction des Statuts de 1571	71
Code pénal pour le Bas-Valais, de 1795	73

B. Haut-Valais	75
Sion 1217.	
1269.	
1338.	
1414	76
Loèche 1338	77
Rarogne 1434	
1548	78
Moerel 1430	79
1452	79
Viège 1545	80
Zermatt 1540.	
1621	80
Brigue 1418.	
1445.	
1479.	
1540	81
Conches 1447.	
1549.	
1563	81
2. <i>Lois de portée générale.</i>	
A. Le Droit Valaisan.	
Coutumier I, XIV ^e s.	82
Coutumier II, XV ^e s.	83
1428, Statut contre les sorciers	83
1435, Organisation judiciaire	83
1446, Articles de Naters	84
1475, Statuts de Walther Supersaxo	85
1487 et 1496, Capitulations de Jost de Sillenen	86
1514, Statuts de Mathieu Schiner	88
1517, Paix Nationale	88
1525, Organisation judiciaire	89
1550, Compilation de Jean Jordan	90
1571, Statuts de Hildebrand de Riedmatten	91
1598, Additions	91
1780, Revision	92
B. Le Droit Germanique Impérial	93
1559, Application du Code de Charles V (1532), dès la seconde moitié du XVI ^e s.	93
1633, Ordonnance pour la Torture	95
1734, Code pénal militaire suisse	96
1780, Les Commentaires de Fröehlichsburg	97

Section II.

L'ORGANISATION JUDICIAIRE.

I. HAUT-VALAIS.

1. <i>Souveraineté Episcopale</i> (— XV ^e s.)	99
Vidonne et Major	101
Sautier	106

Châtelain	108
Evêque et Bailli	109
Vicaire et Official	110
2. <i>Souveraineté de l'Evêque et de la Nation</i> (XV ^e —XVII ^e s.)	112
Vidomne	112
Major, Châtelain et Sautier	115
Juge de Dizain	118
Bailli	119
Citoyens de Sion	126
Evêque	131
Diète	136
(Appendice): Les auxiliaires de la justice :	
Le Bourreau	139
Les Familiers	142
L'Huissier	143
3. <i>Souveraineté Nationale</i> (XVII ^e —XIX ^e s.)	143
Juges inférieurs, majors et châtelains villageois.	
Châtelains du Vice-dominat.	
Grands Châtelains, Grands Majors, ou Juges de dizains.	
Grand Baillif.	
Diète	151
II. BAS-VALAIS.	
1. Possession savoyarde	153
2. Possession haut-valaisanne :	
Les Gouverneurs de St-Maurice et de Monthey	156
Major de Nendaz, et Châtelain du Bouveret	160
III. JURIDICTIONS PARTICULIERES.	
Généralités : Possession de la terre et Régales, Immunité judiciaire, Droit d'asile	164
1. Hospice du Grand Saint-Bernard	167
2. Abbaye de Saint-Maurice d'Agaune	168
3. Chapitre de Sion	171
4. Les V Dizains Supérieurs	175
5. En général, pour l'Etranger, et pour le Militaire	179
IV. JURIDICTION ECCLESIASTIQUE	182

DEUXIEME PARTIE.

PARTIE SPECIALE.

LE DROIT PENAL.

Généralités. Tendances fondamentales de l'évolution du droit pénal valaisan antérieur au XIX ^e siècle	189
--	-----

Section I.

LA PEINE.

I. NOMENCLATURE.

A. <i>Peines corporelles</i>	196
Peines capitales :	
glaive	
potence	
bûcher	
noyade	
roue	
écartèlement	
Peines corporelles :	200
mutilation	
marque au fer rouge	
fustigation	
pilori	
carcan	
enrôlement militaire forcé	
galères	
bannissement	
prison	
B. <i>Peines pécuniaires</i>	208
amende (ban)	
confiscation	
réparation du dommage	
dépens	
C. <i>Peines contre l'honneur</i>	213
D. <i>Peines spirituelles</i>	217

2. PHILOSOPHIE.

Justification et but de la peine	219
intimidation	
expiation	
prévention	
protection	
amendement	
Justification et but de la torture	227
aveu	
dénonciation des complices	

3. PRINCIPES D'APPLICATION.

A. <i>Pouvoir du juge</i>	235
B. <i>Combinaisons et Cumul des peines</i>	241
C. <i>Circonstances Aggravantes et Atténuantes</i>	243
A. Les Circonstances morales. Le dol pénal : sa pertinence	244
ses effets	250

B. Les Circonstances matérielles:	
1. Circonstances aggravantes	254
2. Circonstances atténuantes	259
D. <i>Cas d'exemption</i> :	
Légitime défense	264
Etat de nécessité	
Ordre légal	267
Altération mentale	267
Accord et Transaction	268
Grâce	271
Amnistie	274
Prescription	276

Section II.

LES DELITS.

I. DELITS CONTRE DIEU ET LA RELIGION.

Blasphème	278
Sorcellerie	283
Hérésie	301
Apostasie	313
Parjure	313
Serments impies	316
Atteintes à la morale	317

II. DELITS CONTRE LE PRINCE, L'ETAT ET LA COMMUNAUTE.

1. *Délits contre la sécurité et l'ordre publics.*

Lèse-majesté	318
Haute-trahison	322
Sédition	326
Service étranger	335
Prohibition des titres étrangers	335

2. *Délits contre la foi publique.*

Fausse monnaie	336
Faux :	338
sceaux et cachets	
poids et mesures	
fausses limites	
faux en écriture	
fraude des denrées	
divers	

3. *Délits contre la paix publique.*

Incendie	348
Faux bruits	350
Diffidation	353
Menaces	356

Rupture de paix	357
Vagabondage et mendicité	363
Liberté des communications	374
Repos des morts	377
Arrestation et détention arbitraires	377
Violation de domicile	379

4. *Délits de fonction.*

En général	382
Corruption	384
Concussion	387
Péculat	385

5. *Délits contre l'administration de la justice.*

Résistance à l'autorité	387
Recel de criminels	391
Evasion de détenus	393
Rupture de ban	394
Destruction des instruments de supplice	395
Appels à l'étranger	395

III. DELITS CONTRE LES PARTICULIERS.

1. *Délits contre la vie et l'intégrité corporelle.*

Meurtre	400
Empoisonnement	410
Infanticide	413
Avortement	414
Exposition d'enfant	415
Plagiat	416
Duel	416
Suicide	417
Coups et blessures	419
Voies de fait	423

2. *Délits charnels.*

Adultère	425
Bigamie	429
Inceste	429
Viol	431
Rapt et détournement de mineurs	434
Proxénétisme	436
Sodomie	437

3. *Délits contre l'honneur.*

Injure : contre les particuliers	438
réelle,	
en tribunal,	
contre les juges et les fonctionnaires,	
reproche d'une exécution,	
calomnie,	
accusation calomnieuse.	

Libelles diffamatoires	448
----------------------------------	-----

4. *Délits contre les biens.*

Atteintes aux propriétés	450
Vol	451
Brigandage	457
Usure	460
Stellionat	462

IV. CONTRAVENTIONS.

Atteintes à la religion et à la morale	467
Quêtes des religieux	468
Sanctification des dimanches et jours de fêtes	469
Danse	471
Jeu	472
Ivrognerie	473
Lois somptuaires : repas	475
vêtements	476
tabac	479
Mesures de salut public	480
Atteintes aux droits régaliens	481
Santé publique	485
Rapports avec l'étranger	489
Rapports dans la cité	492
Economie rurale	492
Restrictions d'ordre commercial : colportage	495
qualité des marchandises	496
limitation des prix	498
police des marchés	500

APPENDICE.

Tableau synoptique des divers délits et de leurs peines	505
---	-----





VALLESIA SUPERIOR, AC INFERIOR, WALLIS.

LE VALAIS, geographice representata, cura et studio
GABRIELIS WALSERI. Sumptibus Homannianorum.

Here dum, Norim. bergæ.

1768.

C.P.S.C.M.

BERNER GEBIET
Hier sind lauter Schnee- und Eisberge

Signorum Explicatio

- Urbis, Eine Stadt.
- Arc. Ein Schloß.
- Tr. Urbis, Zerführtes Schloß.
- Parochia, Pfarrkirche.
- Monasterium, Ein Kloster.
- Capitulum, Eine Capell mit Kapfen.
- Domus dispersa, Zerstreute Häuser.
- Balneum, Ein Bad.
- Thermæ, Warm-Bad.
- Aurum, Gold.
- Argentum, Silber.
- Ferrum, Eisen.
- Mulum, Blei.
- Mons, Gletscher.
- Cuius, Gletscher, Eise.

Via Regia.
Landstrasse und Fuß-
Wege.

Via per Alpes.
Wege und Straßen über
Hohe Gebirge und Alpen.

Maastab.

Milliarum Germanicorum.

Der Furken Gletscher, bey dem Höfening der Rhodani.



Gommberg, ob dem Leukerbad.



Cataracta, Piberach prope Martinach.



Mons St. Bernhardi, maxime ab. Mons. Iovis.



IMPRIMERIE PACHE-VARIDEL & BRON
LAUSANNE



